Les Temps Modernes

[.]e année REVUE MENSUELLE nos 93-94

DIRECTEUR : JEAN-PAUL SARTRE

Août - Septembre 1953

VIET-NAM



Rédaction, administration : 30, rue de l'Université, Paris

Les Temps Modernes

revue mensuelle
paraît le premier du mois sur 192 pages

Directeur
JEAN-PAUL SARTRE

o

La Revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés

La revue n'accepte les manuscrits ni des condamnés à mort pour fait de collaboration ni des indignes nationaux

La rédaction reçoit sur rendez-vous

o

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, rue de l'Université, Paris-7e - Tél. BABylone 17-90

o

PRIX DE VENTE AU NUMÉRO

France : 200 fr.

o

TARIF D'ABONNEMENT

	SIX MOIS	UN AN
France et Union Française	1.100 fr.	2.100 fr.
Étranger	1.300 fr.	2.500 fr.

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 20 fr.

Les Temps Modernes

I. - UNE GUERRE POURRIE

La France, en paix, meurt d'une guerre et elle ne le sait pas. ..rtes, on le lui répète : 30.000 *morts français,* 300.000 *vietna- ..iens,* 2.000 *milliards dissipés en sept ans, la reconstruction, ..quipement sacrifiés, toute politique étrangère autonome devenue ..possible... On le répète, mais qui le croit? A douze mille kilo- ..tres les morts sont des mots, le drame est irréel, et rien n'est plus ..cret qu'un mécanisme de ruine et d'esclavage. Les chantiers .. devraient s'ouvrir, les maisons qui s'élèveraient, les usines, les ..rrages futurs, qui* voit *qu'ils se perdent là-bas dans un combat ..nt on se détourne?*

..ette guerre, dit-on, n'est pas populaire, et c'est vrai. Enver- ..t-il les conscrits mourir dans les rizières, le gouvernement serait ..ayé. Mais cette aventure ambiguë, qui niera que l'homme quel- ..que l'accepte avec indifférence? Il y reconnaît sa « vocation », ..randeur, son patrimoine, l'Empire de ses pères et « la colonie » .. les fils de bourgeois qui rachetaient des erreurs de jeunesse ..ient tenter leur chance. Il se rappelle l'amiral Courbet écrasant ..Pavillons Noirs, et la « Prise des forts de Hué » par les marins ..geant à la baïonnette. Les souvenirs scolaires dansent dans ..te. Imbibé d'images d'Épinal, secrètement cocardier, un peu

raciste, il a pour les expéditions coloniales, la vie de caserne et le passage à tabac la même hideuse indulgence.

Cette guerre, pourtant, la connaît-on? Louis Dalmas, qui rentre d'un séjour de quelques mois en Indochine, en donne ici, après bien d'autres, une vue cavalière.

N.-B. — La terminologie officielle française concernant les questions d'Indochine étant volontairemenr confuse ou inexacte, il n'est pas inutile de rappeler que :

— *Viet-nam* est un terme géographique désignant le territoire de l'ancien Empire d'Annam. Il est formé par la réunion de trois « pays » (*Kys*) : le Tonkin, ou Bac Ky, l'Annam ou Trung Ky et la Cochinchine ou Nam Ky.

— *Viet-minh* est l'abréviation de *Viet-nam Doc Lap Dong minh* (« Front de l'Indépendance du Viet-nam ») sorte de FrontNational constitué en 1941, « pour lutter contre le fascisme français et japonais, jusqu'à la libération totale du Viet-nam ». Le Viet-minh, aujourd'hui, n'existe plus Il s'est fondu, en mars 1951, dans une formation plus vaste, le *Lien-Viet* (« Front National Uni ») qui n'a aucun caractère gouvernemental.

— Le régime instauré par le Viet-minh en septembre 1945, après la capitulation japonaise, et que combat aujourd'hui le corps expéditionnaire français, est celui de la *République Démocrâtique du Viet-nam.*

— Le Parti Communiste indochinois (*Dong-Duong Cong-San Dang*), dissous officiellement en novembre 1945, s'est reconstitué en mars 1951 sous le nom de Parti du Travail (*Lao Dong*).

Le terme de Viet-minh étant devenu d'un usage courant, on le trouvera parfois employé, dans les pages qui suivent, pour désigner l'armée ou le gouvernement de la République Démocratique du Viet-nam. Le lecteur éclairé rectifiera de lui-même.



Nos lecteurs pourront se reporter — au cours de la lecture de ce numéro spécial — à la chronologie des relations franco-vietnamiennes (1945-1953) (pages 465 à 472) lorsqu'ils désireront soit situer un événement, soit connaître une date exacte.

N.D.L.R.

ouis Dalmas.

EN UN COMBAT DOUTEUX...

On m'a raconté, à Saïgon, une histoire du temps de l'occu-ıtion nipponne. Les Japonais prenaient souvent un œuf dur, cassaient et séparaient le blanc du jaune. Ils jetaient le anc par-dessus leur épaule et, conservant le jaune dans la ain, disaient :

« Voilà ce qui est important. Le blanc n'est rien. C'est le une qui contient le germe de l'avenir. »

C'était un symbole de propagande, mais d'une propagande ıi avait fort intelligemment senti les forces profondes du ntinent. Dans le symbole de l'œuf dur était photographié mmense éveil historique et racial de l'Asie.

Comment la France y a-t-elle réagi ? Par une politique qui quelques années a abouti au fait brutal : les Français sont jourd'hui en Indochine exactement dans la situation où Allemands se trouvaient entre 1940 et 1945 en Europe. ec cette seule différence : les forces d'occupation fran-ses sont plus faibles que ne l'était la Wehrmacht ; la résis-ıce viet-minh est beaucoup plus forte que ne l'étaient nos quis [1].

Le parallèle est, sur place, extraordinaire. Rien n'y man-e. Les troupes d'occupation, lorsqu'elles ne se heurtent aux unités organisées de la résistance, vivent dans l'hos-té sournoise de la population ; elles s'imposent par la ce ou par l'intérêt ; aucun renseignement ne leur arrive n'ait été passé au crible d'une transaction ou d'une intri- ; on trouve dans leurs rangs les types désormais classi-s des conquérants étrangers — tantôt seigneurs de guerre,

C'est un tableau plutôt comparable à celui de la Yougoslavie par ıple, en 1943-1944 : une partie des territoires est gouvernementa-nt organisée par les partisans. Ceux-ci ont leur nation, leur armée, monnaie, etc. Il ne s'agit plus depuis longtemps d'une répression, d'une véritable guerre entre États constitués.

tantôt administrateurs paternels, aventuriers ou topazes, partisans du « serrage de vis » ou défenseurs de la « collaboration ».

Celle-ci est là-bas exactement celle que nous avons connue ici. Les Etats « associés » sont l'hallucinante caricature de Vichy. La fiction de l'indépendance, des services gouvernementaux autonomes, est partout démentie par la présence du contrôleur « occupant ». Comme Pétain, Bao-Daï n'a qu'une existence de mannequin, fabriquée et maintenue pour les besoins de la cause « extérieure ». Comme Vichy, son administration est plaquée artificiellement sur le pays : elle n'est qu'une pellicule de circonstance, vide de toute chair populaire, privée de racines et d'avenir.

Mais, comme Vichy aussi, on trouve le nationalisme larvé des mauvaises volontés : même ceux qui collaborent avec l'occupant voudraient bien en être débarrassés. La célèbre formule du « sabre et du bouclier » est aussi vraie à Saïgon qu'elle l'était en France. Aux résistants qui se battent, l'occupant voit s'ajouter les alliés de mauvais gré qui le détestent. Le Français en Indochine, comme l'Allemand en France, est environné d'ennemis déclarés et d'amis suspects dans les maquis comme dans les bureaux officiels, depuis le coup de mitraillette jusqu'à l'obséquiosité calculée : c'est le pays entier qui n'en veut plus.

Mais, comme dans la France occupée par les Allemands, l'Indochine occupée par les Français voit s'entre-déchirer « collabos » et résistants. Avec une férocité fréquemment supérieure à celle dont fait preuve l' « étranger ». Nos miliciens et gestapistes étaient plus cruels que la police de Hitler ; de même, les Viet-Minh craignent souvent plus de tomber aux mains des baodaïstes que de la police française.

Un prisonnier viet-minh me décrivait un jour comment il avait été pris. Blessé assez grièvement, il est ramassé par un petit groupe de soldats baodaïstes. L'un d'entre eux entreprend de le porter jusqu'au poste voisin. Tous les cinquante mètres, il jette son colis par terre pour se reposer. Le Viet-Minh, épuisé par les pertes de sang, souffrant atrocement, n'en peut plus :

— Achève-moi, supplie-t-il.

— Je ne peux pas, répond l'autre avec regret. Les

Français ne veulent pas qu'on finisse les prisonniers. Sans ça, tu penses bien que je l'aurais fait il y a longtemps !

Cela n'empêche pas les Français d'être déroutés par les plus étranges complicités : tel fonctionnaire de la police baodaïste a la moitié de sa famille dans la résistance ; tel autre, ennemi juré des résistants, leur est lié par une haine commune du blanc. Lorsqu'ils ne se torturent pas dans le cruel climat des guerres civiles, Viet-Minh et baodaïstes s'entendent sur le dos du Français. En France, sous l'occupation allemande, la milice massacrait, torturait avec sauvagerie ; en même temps, un commissaire de police corse relâchait un « pays » arrêté, un employé faisait disparaître le dossier d'un parent clandestin, etc.

La règle vaut aussi pour les troupes. On cite cent cas d'unités entières passant d'un côté à l'autre, de l'autre à l'un, etc. Les armes étant fort cotées, certains se sont fait une sorte de spécialité de la désertion avec matériel, assurés qu'ils sont de l'impunité, s'ils peuvent se présenter équipés.

Autour de tout cela, comme la mauvaise graisse qui envahit l'organisme malade : « les affaires ». On a tout dit de la corruption en Indochine, sauf qu'elle est exactement celle de Vichy. La même situation sombre dans la même sanie. Une guerre est de toute façon prétexte aux profits les plus divers. Mais ceux-ci sont multipliés au-delà de toute imagination par le climat d'une occupation enlisée et stagnante. Les intéressés — Corps expéditionnaire, administration française, gouvernements indochinois « officiels », roitelets et condottières locaux, Viet-Minh — offrent un inépuisable clavier aux débrouillards ; les habitudes d'un trafic à mille visages deviennent une routine quotidienne, la pourriture se fait institution.

Elle se fait même tragédie burlesque. Quoi de plus typique d'un monde incohérent que l'histoire de cette personnalité politique trouvée suspecte un jour par les autorités baodaïstes ? On l'arrête. Mais l'homme avait de l'influence, on se dit qu'il ne ferait pas mal au banc du gouvernement. On l'approche dans sa cellule, on lui fait des propositions. Malheureusement, il ne veut rien savoir. Et, finalement, devant un aussi scandaleux refus, on a recours à la suprême loufo-

querie : on le passe à tabac parce qu'il ne voulait pas devenir ministre...

Le moins qu'on puisse dire d'une telle situation est qu'elle est malsaine. Ceux qui s'en lavent les mains — dans le sang des autres — ont volontiers à la bouche l'héroïsme du Corps expéditionnaire : le sacrifice des soldats exige de recouvrir le fumier d'un vaste drapeau tricolore.

En fait, les militaires de là-bas sont beaucoup moins claironnants que leurs défenseurs d'ici. Leur dilemme est sans issue :on les a habitués à considérer qu'il fallait maintenir à tout prix la présence française, même au prix de leur propre peau ; mais en même temps, il se rendent compte qu'il faudrait quinze Frances et vingt corps expéditionnaires pour venir à bout de l'adversaire, avec des contingents et des moyens que la métropole est incapable de leur assurer.

J'ai rencontré en Indochine plusieurs sortes de militaires. Les uns sont ainsi faits dans la vie qu'ils ne pensent pas (ou pas encore). Ils se sont engagés par sport, la guerre est une performance, une superbe aventure ; leur ardeur est celle de la jeunesse et de l'inconscience. Ils ne savent pas très bien pour quelle cause ils sont là, mais ils aiment se battre et se battent bien.

D'autres sont en Extrême-Orient parce qu'ils ont des raisons précises de ne pas être ailleurs. Alors que les premiers sont surtout dans les parachutistes, les seconds se rencontrent beaucoup dans la Légion. Diverses difficultés, des erreurs pénales ou politiques les ont orientés vers l'anonymat militaire ; la guerre est pour eux une réhabilitation ou un métier. Eux non plus ne se préocupent pas tant de la cause qu'ils défendent que de bien exercer la profession qu'ils ont choisie.

D'autres, enfin, ont cherché à faire pénétrer leur idéal dans la réalité. Ils ont cru à une mission française : spirituelle, politique ou guerrière. Ce sont sans doute ceux qui sont les plus vulnérables à ce que la situation indochinoise a de pourri, d'incompréhensible. En opérations, ils sont enlisés dans l'affreuse boue des rizières ou des tranchées ; en permission, ils barbottent dans le marécage des scandales, des affaires louches et des profits marrons.

Il saute aux yeux qu'aucun de tous ceux-là ne peut avoir

de vue d'ensemble, de perspective générale sur les rapports franco-indochinois. Les uns ne se sont jamais souciés d'autre chose que de leur gloire, de leurs aventures ou de leur intérêt personnels ; les autres, dans la mesure où ils avaient des préoccupations plus larges, les ont vues se heurter à une décevante réalité. Dans les deux cas, le recours ultime est celui de leur sort particulier. Individualistes ou idéalistes désillusionnés se retrouvent pour « se débrouiller », chacun pour soi ; en fin de compte, ils ne pensent plus qu'à « tirer » leur temps de présence et à s'en aller.

Etrange moral que celui-là ! On ne peut le comprendre qu'à l'usage des petits postes, des réduits, des pitons, de tout ce qu'on fait faire aux soldats pour rien, sans résultat et sans avenir. Car cette guerre est atroce [1]. Elle se déroule dans l'eau des rizières où l'on est enfoncé jusqu'au cou, où il faut porter des préservatifs pour éviter que les sangsues ne vous remontent dans le membre, où l'on ne voit ni population civile ni adversaires, mais où chaque diguette cache une mine ou un mortier; dans une jungle suffocante et hypocrite, encore plus dangereuse par ses maladies que par les ennemis qu'elle contient ; dans des boyaux infestés de rats, inondés par les pluies ou enterrés dans la poussière, où l'on ne rentre qu'accroupi, où chaque nuit fait renaître la terreur de l'encerclement et du coup de main.

Et tout cela, d'une pratique militaire déjà harrassante par elle-même, se passe dans un pays qu'on sent au moins indifférent, sinon hostile. Où l'on n'est jamais sûr d'un rensei-

1. Un certain nombre de commentateurs ont tendance sur ce terrain à prendre les Français en Indochine pour de vrais c... C'est ainsi que le député-guignol Loustaunau-Lacau déclarait récemment à la Chambre : « N'ajoutons pas à la fièvre, à la dysenterie et aux dangers qu'endurent les combattants, le doute sur la valeur de leur sacrifice. » Comme s'ils n'étaient pas capables d'en douter par leurs propres moyens!

Dans le même genre, la revue *Réalités* a publié en mars 1952 une conversation intéressante avec un jeune officier français en Indochine. Celui-ci raconte : « J'ai eu une ordonnance (un Sénégalais), un merveilleux costaud. Un matin, il est venu me trouver en disant : « Ma lieutenant, ça va pas. Ça va pas bien... *Je pense.* » A force de penser, huit jours plus tard, il s'est suicidé. » Et plus loin, l'officier ajoute : « Le temps de séjour maximum? Six mois, je crois. Ou bien alors il ne faudrait pas réfléchir. Il y a ceux qui refusent de réfléchir, ceux-là ont bon moral. » Ce qui permet à l'auteur (anonyme) de l'article, toujours aimable pour le niveau intellectuel des combattants, d'admirer le « moral actuel qui, en effet, nous a paru, partout en Indochine, excellent ».

gnement ou d'un allié. Sur le dos d'une population impénétrable et fluide, qui s'évanouit dans la rizière au premier coup de feu, dont on détruit les villages, dont on peigne les territoires, mais qu'on ne trouve jamais. Face à des partisans qui savent tout d'une région, qui en contrôlent les habitants, qui apparaissent et disparaissent à leur gré...

C'en est ahurissant au point que les Français ont fini par estimer leurs ennemis : ils en respectent le courage, l'habileté, l'organisation ; ils ont une sorte d'admiration réticente pour des gens qui leur font une vie aussi dure.

Mais ce côté « partie d'échecs », où l'on reconnaît les qualités de l'adversaire, est déjà un signe de faiblesse : l'inutilité, l'impuissance, l'immobilité ont remplacé la croisade par un jeu de techniciens. Personne ne songe plus à une cause d'ensemble à défendre : la reconquête ou la « pacification » est une utopie des politiciens de Paris. En ce sens, il n'y a plus de vraie guerre avec la foi, le fanatisme, les objectifs politiques ou militaires ; il n'y a qu'une sorte de petite routine au jour le jour, dans laquelle on marque les points avec lassitude, sans stratégie, sans enthousiasme et sans conviction.

Même le racisme, ce pilier de l'esprit colonial, n'a plus la férocité du passé. Je craignais de trouver en Indochine, surtout chez les militaires, cette fureur du seigneur menacé par son esclave qu'on rencontre en Afrique du Nord. En fait, on se heurte bien plus souvent à une réaction spontanée de mépris à l'égard des « collabos » vietnamiens qu'à la haine du peuple indochinois.

— Connaissez-vous les trois « V » ? m'a dit un officier : Villa, voiture, vrigidaire. On dit du fonctionnaire qui a réussi dans ses petites combines qu'il a ses trois « V ». C'est aussi comme cela qu'on appelle les trois bandes rouges du drapeau de Bao-Daï...

Bien sûr, derrière cette hostilité aux Vietnamiens « officiels », se cache bien souvent le vieux fond raciste du colonial impénitent. Mais il est vite tempéré par deux choses : 1° la corruption n'est pas seulement baodaïste, elle est aussi française ; 2° le Viet-Minh montre suffisamment de qualités pour qu'on ne puisse mettre tous les Indochinois dans le même sac.

Aussi plus rien n'est clair. Le Français, entouré d'organismes vietnamiens, travaille tous les jours avec des Indochinois ; mais en même temps il fait la guerre à d'autres qui leur ressemblent comme deux gouttes d'eau. Sur le champ de bataille, il est l'allié de soldats qui sont exactement les mêmes que ceux qu'il a fait prisonniers. L'incohérence de cette situation où l'on a accordé à Bao-Daï plus que ce que demandait Ho Chi-minh, le pénètre de toutes parts : il ne sait plus comment il en est là, ni pourquoi il faut mourir pour que ça continue.



Les opérations sont tragiques des deux côtés. Au hasard des conversations, à Saïgon, on peut glaner des épisodes de la guerre viet-minh qui donnent une idée de la vie des partisans.

En voici un, par exemple, qui est allé à pied du sud au nord et retour. Trois mille kilomètres à travers les chaînes de montagnes, mitraillé par l'aviation française, se terrant dans des trous, obstinément accroché à des sentiers à peine visibles, des pistes qu'il fallait deviner dans la jungle. Son calvaire a duré dix mois. Un autre — médecin — a opéré dans des conditions qui feraient une belle scène de film d'épouvante. La table était dressée dans une paillote, chez un nha-qué (paysan). Avec deux assistants, il commença à inciser le blessé. Tout à coup, des rafales de mitrailleuse, le toit s'écroule, un tonnerre de moteurs : c'est une attaque d'avions français. Les trois docteurs viet-minh s'abritent : le blessé, attaché à la table d'opérations, est criblé de balles devant leurs yeux. Trois fois dans la même journée, pour trois blessés différents, c'est le même drame : le malheureux qu'ils s'apprêtaient à sauver est haché par le feu des assaillants du ciel, à quelques mètres des médecins impuissants.

C'est le cortège habituel des batailles. Chacun peut raconter dix expériences à faire dresser les cheveux sur la tête. Avec cette réserve que, du côté viet-minh, les combats de résistance, la dureté, la misère, la vie traquée, les cruautés sont subies avec la conscience d'un but à atteindre. Ho Chi-minh

et les siens savent pourquoi ils se battent ; les Français ne le comprennent plus très bien.

C'est ce qui rend le sacrifice infernal de notre côté. Il n'y a plus le ressort de la conviction. La mécanique guerrière tourne à vide. En fin de compte, les soldats, terrés dans leurs boyaux, inondés de boue ou desséchés par la poussière, abrutis de soleil ou glacés par la pluie, hantés par l'encerclement et l'attaque-surprise, à la merci d'un coup de main, résistent mal au découragement, au « coup de bambou ».

Pendant les quelques jours que j'ai vécus au camp de Presse d'Hanoï, par exemple, un de mes confrères a vécu une expérience qui en dit long. Accompagnant le général Clark, qui était allé visiter Nam-Dinh, il rate l'avion de retour le soir. Après un petit tour du poste, il mange au mess des sous-officiers, avec un cinéaste et un photographe de l'armée également « abandonnés ».

Un sergent de l'infanterie coloniale leur propose de boire une bouteille de champagne dans la chambre où ils vont passer la nuit. Ils s'y rendent les verres à la main. Leur hôte ouvre la porte de la chambre. A l'intérieur, sur un des lits, dort un des pensionnaires habituels. Réveillé en sursaut par le groupe qui entre, il bondit du lit en hurlant :

— Nom de Dieu ! Les voilà... les Viets !

Il saisit sa mitraillette et, d'une giclée, tue son camarade que le saisissement a cloué sur le pas de la porte.

L'obsession de l'homme cerné ronge l'occupant au sein d'une population hostile. Qu'elle soit le cauchemar quotidien de la garnison d'un poste isolé, ou l'impression momentanée du civil qui se sent étranger, elle témoigne d'une situation fausse, viciée dans son principe. Elle trouve ses racines dans le fait fondamental, illustré par le symbole du jaune d'œuf : l'indépendance est voulue par la majorité de la nation.

Les officiels opposent à cela les régions « pacifiées », les notables francophiles, les religions ou groupes ethniques qui combattent le Viet-Minh. Mais n'a-t-on pas vu aussi, sous l'occupation allemande en France, fleurir les « autonomistes » de toutes sortes qui traitaient avec l'occupant ? Des leaders régionalistes bretons, flamands, alsaciens-lorrains, voire même basques, avaient pignon sur rue, revues, bureaux et organisations. En conclut-on pour cela que l'opinion publique, même

dans les régions intéressées, était ralliée au nazisme, ou même hostile à la Résistance ?

En Indochine, on retrouve les formes diverses de ces alliances contre nature. Le gouvernement « collabo » de Bao-Daï d'abord, dont la transparence et l'irréalité ne sont plus à démontrer. Puis, les roitelets locaux, sortes d'énergiques chefs de bandes, qui règnent en maîtres sur une province. Ils ont liquidé parfois les Viet-Minh dans leur secteur, mais ne sont pas loin de s'être aussi débarrassés des Français. Dans cette catégorie figurent les « popes » de religions ou de sectes, avec lesquels sont conclus des traités chancelants et intéressés. Enfin, les véritables seigneurs de gangs, pirates et trafiquants, auxquels les Français concèdent d'écumer un territoire en échange de leur vigilance anticommuniste.

Tout cela est baptisé de mille savoureux qualificatifs : gouvernement national, autorités éclairées et fidèles, véritables représentants du Viet-Nam, etc. En fait, c'est peu de chose, et ça coûte cher [1]. Le peuple, même s'il ne sait pas dans le détail ce qu'est le Viet-Minh, attribue aux blancs la responsabilité de la guerre et de sa pauvreté. Cela suffit à en faire une masse bien disposée à l'égard des mots d'ordre nationalistes, de tous les efforts de libération.

En interrogeant des prisonniers rendus par le Viet-Minh, j'ai eu l'occasion de voir comment ce soutien populaire modifiait tous les problèmes, même ceux des évasions. Voici par exemple ce que m'a raconté un Nord-Africain du 5e Tabor, libéré le 30 mars, avec un lot de deux cents prisonniers :

— Lorsque les Viets ont pris le poste, ils ont laissé tous les blessés graves sur place pour qu'ils puissent être ramassés par les ambulances françaises. En arrivant au camp, on m'a fouillé, on m'a pris ma montre et mon argent. Tout m'a été rendu au moment de ma libération.

— Est-ce que les Français sont traités de la même façon que les Nord-Africains, ou est-ce que ceux-ci ont un régime de faveur comme « victimes de l'impérialisme » ?

— C'est le même traitement pour tout le monde. Par exemple, nous devions enlever nos chaussures pour marcher dans la forêt Au moment où un capitaine français qui était prison-

1. Ça aboutit aussi à des situations où le ridicule de la politique française se révèle d'un seul coup, comme pour le roi du Cambodge.

nier avec nous enlevait les siennes, les Viets lui ont dit de les garder parce qu'il était gradé. Les quatre premiers jours, nous avions les mains attachées aux côtés et nous étions liés les uns aux autres par une corde qui passait tout le long de la file. Ce même capitaine a dit aux Viets qu'il y avait des blessés qui ne pouvaient pas suivre et qu'il fallait détacher les prisonniers pour les porter. Les Viets ont détaché tout de suite tout le monde.

— Personne n'a essayé de s'enfuir ?

— Si, quatre sont partis. Ils ont erré pendant quinze jours, puis ils ont été repris.

— Qu'est-ce qu'on leur a fait ?

— Rien. Les Viets ont un système très particulier pour les évasions. Ils ne frappent pas les évadés, il n'y a pas de sanctions. Lorsqu'ils les rattrapent, ils les remettent avec les autres. Mais ils font une réunion générale où ils expliquent ceci : ce n'est pas la peine de vous sauver, toute la population est avec nous, vous serez toujours repris, même si vous êtes à cinquante mètres du poste français. Dans les autres nations, les prisonniers sont dans des camps entourés de barbelés. S'ils se sauvent, ils sont abattus. Ici, il n'y a rien de tout ça. Nous vous disons simplement que vous perdez votre temps et que vous nous faites perdre le nôtre, sans résultat.

Louis DALMAS.

A toi le jour, à moi la nuit. A toi l'ordre et le pouvoir, à moi la vie secrète, l'avenir clandestin, — à moi la Résistance. La donnée immédiate de la guerre du Viet-nam, c'est cette dissymétrie qui ronge le manichéisme simple du combat. « Sale guerre », drôle de guerre, guerre pourrie : toutes ces expressions traduisent le même malaise. Le soldat avance et les visages se ferment, le décor est truqué. En vain tient-il les villes, les carrefours, les

outes : ce paysan est un ennemi, ce coolie écoute, cette paillote st un dépôt d'armes. Vienne la nuit, les masques s'envolent et out revient à sa vérité.

Quand on parle de guerre, on songe à une ligne de partage, ıne division claire des « camps » en présence. On imagine une rganisation du danger, une structure définie des tensions, des nenaces : un front où l'on fait face à l'adversaire, — un arrière elativement sûr. Les forces des deux parties peuvent être inégales, eurs armes sont les mêmes. Ici la partie n'est pas égale et le jeu st faussé. Il n'y a pas deux zones, amie et ennemie, mais un pays ostile sur lequel le corps expéditionnaire coule comme du mercure ans le pénétrer, s'agglomérant ici, glissant là, mais toujours tranger. Le « front » est sporadique et l'arrière n'existe pas.)n parle de front fluide, de lignes perméables, de zones poreuses. Mais l'important est que cette perméabilité est à sens unique. Le Viet-minh est partout dans la zone française : il se renseigne, ecrute, lève des impôts, fait la récolte, frappe. Les Français ne ont nulle part dans la zone viet-minh. Ils sont vus et ne voient as, ils sont les maîtres et ils n'ont rien : cet adversaire invisible eur dérobe le monde.

« Le delta du Tonkin est un condominium », note Jean Lacouıre, envoyé spécial du Monde *: « Le Viet-minh tient l'infraructure, les Franco-Vietnamiens*[1] *la superstructure... Mais les dversaires ne sont pas séparés seulement par cette frontière patiale. Le temps les divise et limite également leur action espective. A de très rares exceptions près, les Franco-Vietnamiens 'opèrent que du lever du jour au coucher du soleil, de « l'ouvere de la route » à leur retour dans les postes fortifiés, au crééuscule. Alors avec la nuit vient l'heure du Viet-minh... Aux ıs la route, et le jour. Aux autres la rizière et la nuit... Les oupes dissidentes font partie du paysage ; elles sont une sorte végétation du delta... Le général de Linarès est dans la situation un jardinier qui pourrait sarcler une fois tous les quatre mois*

1. Notons une fois pour toutes le ridicule de la terminologie officielle i réserve aux partisans de Bao-Daï l'appellation de « Vietnamiens », mme si les membres du « Viet-minh » ne l'étaient pas autant qu'eux : ommunistes, pas français ! » disaient déjà les nazis.

chacune des plates-bandes de son enclos pour couper l'herbe folle : mais celle-ci renaîtrait en trois mois. » (11 *mars* 1953.)

« *On pourrait mener une enquête minutieuse sur le Viet-minh, écrit-il encore, sans quitter les secteurs baodaïstes... Le Viet-minh est partout, physiquement et moralement. Une grande ville comme Saigon est « imbibée » de ses démarcheurs, de ses informateurs, de ses propagandistes.* »

Plus impressionnant encore, peut-être, est le tableau brossé par le général Chassin, commandant des Forces aériennes d'Extrême-Orient :

« *Certes, nous tenons les grands centres, et les voies de communications principales au prix de l'immobilisation en défense statique d'une part très importante de nos troupes. Nous avons également un grand nombre de postes dans tous les points stratégiques importants du delta. Mais ces postes qui, naguère, rayonnaient sur plusieurs villages environnants, ne contrôlent plus guère aujourd'hui dans de nombreux secteurs, que le village même où ils sont implantés. Il n'est pas rare de voir les Viet-minh installés dans des villages fortement défendus et fortifiés à deux ou trois kilomètres d'un de nos postes. Bien entendu, le Viet-minh possède une organisation administrative qui couvre entièrement le territoire du Viet-nam. Clandestine dans les zones « contrôlées » par nous, elle n'en est pas moins puissante et souvent obéie. Elle lui permet de lever des impôts et de recruter des troupes à l'intérieur même de ces zones. Les troupes régulières viet-minh font mouvement d'une base à l'autre, sortent du delta tonkinois ou y rentrent, assurent leurs relèves, sans qu'il nous soit possible de nous y opposer efficacement. Des convois de prisonniers français et vietnamiens ont même pu passer du sud au nord du delta, en traversant tranquillement celle-ci en plein milieu de la zone contrôlée, marchant de nuit, de village proviet-minh à village proviet-minh* [1] ».

Admirons au passage le « bien entendu » et le sens de l'évolution indiquée par le général : le contrôle exercé par les troupes françaises, loin d'augmenter, diminue. Qui ne voit donc que ce

1. *Revue de Défense Nationale*, juillet 1953.

ourrissement n'est pas un phénomène accidentel, un donné brut ssortissant à la couleur locale, comme une spécialité exotique : ais que toutes ces différences techniques impliquent une signi-cation politique, — que le corps expéditionnaire est, à la lettre, n corps étranger repoussé par tout l'organisme.

*
* *

Mais Bao-Daï, alors, et ce gouvernement « associé » dont les mées, paraît-il, combattent aux côtés des nôtres? S'il se trouve, ır son propre territoire, dans la même situation que les troupes ançaises en pays étranger, quelle est son existence, que peut-il en représenter? Nous reviendrons plus loin sur le sens politique l'expérience Bao-Daï, — la « solution », comme dit par anti-ırase le gouvernement français. Du moins convient-il dès main-nant de poser la question : Bao-Daï existe-t-il?

ean-R. Clémentin.

BAO-DAI EXISTE-T-IL?

On a longtemps cru, et les meilleurs esprits s'y sont laissés endre, que le gouvernement français avait réinstallé Bao-aï au Viet-nam pour mettre fin au conflit. A les en croire, s promoteurs de la réinstallation nourrissaient une grande ée politique : provoquer autour de la personne qualifiée symbolique du souverain déchu la cristallisation des élé-ents nationalistes vietnamiens ; il en résulterait une scis-

sion de la coalition nationaliste-communiste menée par Ho Chi-minh. Les nationalistes, jugés beaucoup plus nombreux que leurs camarades marxistes, en 1947, déserteraient les combats pour un Bao-Daï apportant l'indépendance. Réduits à leur seul nombre, les communistes devraient se soumettre à la nouvelle légalité ou disparaître.

On a longtemps cru ceux qui répandaient ces idées aux tribunes du Parlement, dans les journaux ou dans les réunions électorales. Leurs raisonnements paraissaient sains : cependant, ils mentaient. On n'a réinstallé Bao-Daï que pour mieux poursuivre la guerre : et ceux qui ont procédé à « l'expérience Bao-Daï » en étaient conscients. Ce n'est pas leur faute si, par une évolution qu'ils n'ont certes pas prévue, une « expérience Bao-Daï » d'un genre nouveau est en train de naître et qui se soldera par l'éviction de la France d'Indochine. Evitons pourtant de commettre là encore l'erreur de croire que les Etats-Unis, promoteurs de cette autre grande idée qu'est une « véritable indépendance » accordée à Bao-Daï avec pour base la disparition française veulent provoquer ainsi la fin des hostilités. Ils ne cherchent à alléger les responsabilités politiques, économiques et même militaires françaises que pour enlever à Paris le pouvoir de décider de la paix. Washington sent que, bon gré mal gré, le gouvernement français se voit acculé à certains sursauts : cette deuxième « expérience Bao-Daï », c'est encore pour mieux poursuivre la guerre.

Ce qui caractérise la politique des gouvernements français à l'égard de Bao-Daï et du Viet-nam, c'est son cynisme et sa légèreté. Il ne se trouvait, au cours de l'été 1947, époque où on lança dans l'opinion l'expérience Bao-Daï, que préconisaient depuis 1945 MM. Léon Pignon, d'Argenlieu et de Gaulle, et, dès l'été 1946, les grands dirigeants M.R.P., un fonctionnaire français d'importance en Indochine pour y croire. Les termes mêmes dans lesquels l'expérience était présentée publiquement en font d'ailleurs foi : rassembler autour du souverain déchu les formations nationalistes et leur confier la direction du nouvel Etat équivalait à un suicide pour la « présence française ». Pour des raisons de tactique et aussi par une juste compréhension des graves questions économiques vietnamiennes, les communistes étaient disposés à

les accommodements, provisoires sans doute, mais de longue durée, avec la France, que les nationalistes, véritablement rassemblés et puissants, n'eussent jamais pris en considération — ils l'avaient hautement fait savoir avant décembre 1946.

Comment un nationaliste vietnamien conséquent irait-il par ailleurs croire que ce que Ho Chi-minh n'a pu obtenir par sa résistance farouche, les partis non marxistes, démunis de cadres, de troupes et souvent d'enthousiasme, vont se le voir offrir en vertu d'une générosité bien soudaine et inusitée de Paris, dont la politique n'est pas, à l'époque, fondée sur l'anticommunisme ?

Dans le temps qu'on préconise le retour de l'ex-empereur, promesse d'une paix prochaine, le Corps expéditionnaire reçoit des renforts considérables dans le Nord-Viet-Nam. Une haute personnalité de l'état-major de Saïgon explique l'expérience Bao-Daï par la nécessité d'avoir quelqu'un sur place pour prendre la succession de Ho Chi-minh à la veille de s'effondrer sous les coups que va lui porter la grande offensive d'automne du Corps expéditionnaire. Celle-ci, d'ailleurs, ne manquera que de peu son objectif. Une opération de commando menée par les parachutistes de la région sud de Backan ne doit qu'à une conjoncture de malheureux hasards — et peut-être aussi à un service de renseignements vietnamien bien fait — de ne pas prendre, morts ou vifs, le président Ho et une bonne partie des membres de son quartier général.

Cette explication a ses partisans, et aussi sa valeur. Mais il en est une autre, qu'on n'a guère analysée jusque-là, et qui paraît décisive. L'idée de ramener Bao-Daï et de ravaler, grâce à lui, la façade de la guerre en Indochine, est adoptée par le gouvernement français en fin de printemps, en 1947. Il est impossible de ne pas étudier cette détermination à la lumière des événements politiques français du moment : l'événement majeur c'est, alors, l'éclatement du tripartisme et le passage du Parti Communiste français dans l'opposition. Et la raison principale de l'éviction des communistes du gouvernement, c'est, après leur hostilité de principe au Plan Marshall, leur position de plus en plus ferme contre les hostilités au Viet-Nam. Dès le congrès du P. C., en juin 1947, à Strasbourg, différents leaders et notamment Maurice Thorez, attirent l'attention des cadres et des militants communistes sur

la guerre du Viet-Nam en des termes plus énergiques que ceux utilisés par le communiqué du Comité Central en fin du mois de mars.

La guerre d'Indochine commence à être, en France, impopulaire, encore que l'opinion mal informée et lasse de tant de maux accumulés au cours des années récentes, réagisse assez peu. Le gouvernement a toutes les raisons de craindre que les communistes ne s'emparent de l'affaire pour en constituer une plate-forme de propagande et d'agitation extrêmement efficace. La nécessité s'impose donc de les prendre de vitesse et de parler de paix, des moyens de faire la paix. On lance l'expérience Bao-Daï, non pour rallier l'opinion vietnamienne, mais l'opinion française. On estime, on sait pertinemment qu'elle n'a au Viet-Nam aucune chance de succès, mais on estime aussi qu'elle durera assez longtemps pour permettre au Corps expéditionnaire de consommer la défaite des armées de Ho Chi-minh : après quoi on avisera : tout ne deviendrait-il pas d'une grande facilité ? Cela permet, en outre, de reporter indéfiniment une décision importante, dont gouvernement et Parlement semblent avoir horreur.

Il faut reconnaître objectivement que certains des hommes appelés à mettre sur pied l'expérience Bao-Daï, s'ils manquent de caractère, ne sont pas sans clairvoyance. Ils savent que les atouts qu'on leur demande d'abattre n'ont aucune valeur ; ils ne croient pas à une victoire décisive du Corps expéditionnaire. Dans des rapports gardés jusqu'à maintenant bien secrets mais qui existent en plusieurs exemplaires, ils disent que l'expérience Bao-Daï fera perdre du temps, des biens et des vies précieux et qu'une fois reconnu l'échec de l'offensive, il faudra bien revenir à une politique réaliste. L'incident qui marque, en août 1947, la préparation du grand discours que M. Emile Bollaert doit prononcer dans la région de Hanoï est significatif. Le haut commissaire radical-socialiste se rend dans la capitale du Nord avec, en poche, un discours rédigé selon les instructions peu précises que lui a données Paris. Il les a interprétées plus en fonction de ce qu'il sait de la situation en Indochine et de la vue — intelligente — qu'il en a que des intentions qu'il suppose être celles de son ministre. En un mot, M. Bollaert préconise un armistice et est disposé à payer le prix, sinon d'une réconcilia-

tion, du moins d'un *modus vivendi* viable avec le gouvernement Ho Chi-minh, quitte à tenter une désagrégation de l'intérieur, la paix revenue, des troupes qui suivent le vieux leader.. Mais le fonctionnaire prend dans le cœur du haut commissaire le pas sur le proconsul qui se sait provisoire. Il vole à Paris et en revient avec un autre discours qui sera l'acte de naissance public de l'expérience Bao-Daï en même temps que sa condamnation. Les véritables nationalistes vietnamiens, ceux qui combattent aux côtés de Ho Chi-minh, ne s'y trompent pas : ils adjurent Bao-Daï de ne pas bouger, dans une pétition qui lui est remise à Hong-Kong par son ancien directeur de cabinet. Bao-Daï ne s'en soucie pas : huit jours seulement après le discours de Hadong, le 18 septembre, il répond présent.

Cependant qu'on amuse la galerie avec les déplacements, les maux d'yeux, les « hésitations », les avancées et les reculs du souverain déchu, le général Valluy déclenche sa grande offensive : son Corps expéditionnaire parcourt des centaines de kilomètres et s'enfonce profondément à l'intérieur des territoires de Ho Chi-minh ; ses parachutistes manquent de peu prendre Ho et ses principaux lieutenants. Mais la guerre ne cesse pas pour autant : « Nous combattrons dix ans s'il le faut », précise le chef du gouvernement vietnamien. La guerre continue et elle parvient à un moment décisif : il est clair que le Corps expéditionnaire a lancé sa dernière grande offensive. La guerilla va le ronger jusqu'aux moelles. Dans un an sonnera l'heureux reflux : le cynisme n'a pas payé. En France, des esprits éclairés, mais non les moins responsables, jettent un cri d'alarme, et parmi eux, publiquement, M. Léon Blum ; plus discrètement, le général Leclerc.

L'été 1948 trouve M. Bollaert et Bao-Daï toujours en train de négocier on ne sait quoi ; le Corps expéditionnaire installe autour des places qu'il a occupées d'épais réseaux de barbelés. Ceux qui veulent bien réfléchir se rendent compte que, si Paris poursuit sa politique, il prépare une catastrophe. L'année 1948 est par excellence, dans l'affaire indochinoise, l'année du choix. Mais Paris continue de choisir Bao-Daï.

Est-ce de bon gré ? Est-il imaginable qu'un collège de ministres, que les hommes d'Etat responsables des choix des

partis politiques aient été aveugles à ce point ? Une analyse de la situation en Indochine ne laisse aucun doute sur l'issue des combats : on ne réduira jamais les armées régulières et irrégulières de Vo Nguyen Giap ; Bao-Daï, de son côté, ne provoquera jamais une dislocation de la résistance. D'autre part, l'opinion publique française commence à se réveiller — bien lentement, il est vrai, au gré de ceux qui, en Indochine, fondent sur elle de grands espoirs. Tout semble devoir pousser le gouvernement et le Parlement à la recherche d'une solution de compromis pacifique par une négociation avec l'adversaire.

C'est le moment où les correspondants en Indochine découvrent l'évolution de la pensée des milieux diplomatiques américains, soudainement plus sensibles à la présence des communistes dans la Résistance qu'au caractère nationaliste de la lutte vietnamienne. C'est le moment où Radio-Viet-Nam, le poste du gouvernement Ho, commence à déclencher de dures attaques contre les « impérialistes américains ». C'est le moment que choisit M. William Bullitt, chargé de mission en Asie par le président Truman, et qui négocie en sous-main avec Bao-Daï, pour publier des articles retentissants sur la menace communiste en Indochine, pour ouvrir, dit-il, les yeux de l'opinion américaine sur le véritable aspect du drame indochinois. Les personnages américains, parlementaires ou militaires, font désormais escale à Saïgon, et M. Bollaert reçoit de Paris l'invitation de leur ouvrir ses dossiers. Tel sénateur du Nevada annonce dans le salon du consulat général U.S. de Saïgon que Washington se dispose en fait à étendre à la zone du Pacifique la doctrine de Monroe. En France, apportant sur ses flots d'une chère générosité la guerre froide, le Plan Marshall commence à lier les mains de dirigeants auteurs d'une politique facile : ils apprennent que les U.S.A. ont décidé de lutter contre le communisme non seulement en aidant la majorité centriste française contre M. Thorez et ses militants, mais aussi partout dans le monde. Insensiblement, et sans qu'elle ne puisse plus réagir, la majorité, qui est déjà condamnée à vivre ensemble, va se trouver condamnée à soutenir Bao-Daï.

C'est là que la légèreté succède au cynisme.

Le destin de Bao-Daï est un des plus misérables qui soient :

ıomme aura été toute sa vie le jouet de forces ennemies on peuple. Aucune trace de caractère ou dignité chez il ne manque cependant pas de grandes qualités intel-ıelles. Il est physiquement courageux. Il est moralement ìche. Il le sait. Ceux qui l'ont approché soupçonnent qu'il néprise personne tant que lui-même. Que n'a-t-il pas Que ne se dispose-t-il pas à être ?

ant la guerre, il était, comme son nom l'indique, le nservateur de la Grandeur », mais c'était de la grandeur ıiale française. En 1946, il proclame l'indépendance du -Nam, mais c'est dans le cadre de la coprospérité sud-ique, chère au baron Tanaka. La Révolution d'août et la ıblique lui confèrent le titre de Conseiller Suprême du ernement Ho Chi-minh, mais il se garde de toute acti- En avril 1946, son gouvernement le dépêche à Hong-g en mission diplomatique : ses besoins d'argent en font lement une proie facile pour les services chinois et, plus pour le trésorier du consulat de France à Hong-Kong. que mois après, c'est le ministère de la France d'Outre-qui paiera : peu lui importe. D'empereur déchu, le voilà ıu négociateur avec la France, puis « médiateur » chargé amener la paix au Viet-Nam, puis champion de l'anti-munisme. Il ne prend pas même le soin de rédiger ses lamation et laisse ce soin à l'un de ses conseillers fran- Il devient le porte-drapeau de la lutte contre son peuple. aujourd'hui, en plus de ses autres titres, le brûlot que ıington lance contre la « présence » française en Indo-. A tout hasard, il a acheté un quadrimoteur pour fuir ɔays. On le compare à Tchang Kaï-chek ou à Syngman . Quelle erreur ! Il ne mérite pas un tel honneur.

8 mars 1949, l'ex-empereur que M. V. Auriol appelle e », refaisant ainsi un souverain de l'abdicataire d'août signe un accord qui sera la charte de l'Etat baodaïste : ıporte des clauses théoriquement plus larges que l'accord mars, mais il implique la présence, pour une durée illi-, du Corps expéditionnaire sur le sol vietnamien et tôt ou tard, l'identification entre les forces françaises o-Daï. Aucun Vietnamien ne s'y trompe, pas même sse de langue vietnamienne de Saïgon, pourtant confor- Quelques jours après leur arrivée en Indochine, ses

conseillers, le prince Buu Loc et l'avocat Nguyen Dac Kh
s'empresseront d'annoncer que cet accord est évolutif, n
sans provoquer l'indignation du proconsul français, car
choses vont ainsi en Indochine que les complices se quer
lent pour des vétilles.

Bao-Daï débarque, le 28 avril 1949, à Dalat : sagement,
a choisi pour résidence ce lieu retiré, au milieu des mont
gnes et des forêts des hauts-plateaux du centre indochino
peuplés non de Vietnamiens, mais de Moïs, populations ju
que-là peu évoluées et très clairsemées. Pourtant, Dalat recè
une minorité vietnamienne ; Bao-Daï émigrera plus au nor
à Ban Me Thuot : aucun Vietnamien n'y réside.

Quelques jours après l'installation de l'ex-empereur da
sa villa de Dalat — à l'écart du bourg ? son chef de cabin
confie, à Saïgon, à un correspondant, en guise d'explicati
de la grande politique baodaïste : « Nous jouons Washingt
contre Paris. »

Au vrai, on sera sans doute un jour en mesure de vér
fier que dès l'été 1948 c'est Washington qui impose Bao-D
au gouvernement français. Imposer est peut-être fort : diso
que les pressions américaines emportent les hésitations, voi
les répugnances. Ne disons rien de ceux qui, pour des moti
financiers, ont tout intérêt à approuver, voire à solliciter
décision américaine.

***

En Indochine, sur place, cette évolution « internationale
de l'expérience Bao-Daï va provoquer un retournement int
ressant de la politique locale. L'impulsion ne viendra pas d
haut commissaire Pignon, dont l'influence demeure, somm
toute, légère. Mais certains, promoteurs de la première heu
de l'expérience, voyant l'intérêt que lui portent les U.S.A
se désolidarisent d'une politique jusque-là prônée par eu
Ce n'est plus un secret, aujourd'hui, que la Banque d'Indo
chine et la Franco-Chinoise, ces deux mamelles de la Pénin
sule, freinent, dès 1949, la mise en place du « nationalism
baodaïste ». Ces puissances ont leurs hommes au haut com
missariat et près de l'ex-empereur : bien des choses seron
faites pour déconsidérer le nouveau régime — dans la mesur

l peut être discrédité. Mais cette action des puissances éco-
niques tutélaires en Indochine aura surtout un auxiliaire
rti en l'état-major du Corps expéditionnaire. Le général
ers ne sera pas sourd aux arguments de cette tendance
, soit dit en passant, les services diplomatiques britanni-
s semblent, à l'époque, surestimer.

ependant, l'Etat baodaïste est né ; il est bientôt reconnu
une trentaine de nations, dont les « grands Occidentaux »,
qui fait dire à un collaborateur du souverain dalatois
à défaut d'avoir déjà obtenu la popularité intérieure, l'em-
eur a l'appui des grandes nations étrangères : ce soutien
ant, dans l'esprit de ce fin politique, provoquer la
exion puis l'adhésion du peuple vietnamien. Bao-Daï,
t une justice à lui rendre, fera — en un moment où les
itions et les jeux sont loin d'être aussi clairs et tranchés
nous venons de les décrire — une tentative de média-
ı. Malgré les démentis de son « ministre » de l'Informa-
ı, l'inconséquent Tran Van Tuyen, des contacts ont été
és avec certains hommes d'en face, par l'intermédiaire
M. Ngo Dinh Diem et de ses deux frères. La réponse n'est
défavorable : Ngo Dinh Diem s'ouvre à des confidents
ıçais d'importance, en offrant ce compromis qu'il assure
epté par Bao-Daï : celui-ci abdiquerait (encore !) ; une
ence serait instituée que la paix et des élections libres
geraient au magasin des accessoires. Une seule condition :
la trêve établie, sur ces bases, le Corps expéditionnaire
ımence à rembarquer. M. Pignon, qui n'a pas pris part à
colloques, transmet à Paris ce qu'il en sait. Paris, par
termédiaire de M. Coste-Floret qui, en juillet, a gagné
gon, répond par un refus catégorique.

Iais voici un autre aspect de la réponse :

.e 26 septembre, après une longue conversation avec un
ervateur américain qualifié, le correspondant de l'Asso-
.ed Press câble un télégramme qui lui vaudra force ques-
ıs de la part des autorités françaises locales. On y lit
amment :

Ces milieux informés insistent surtout sur la nécessité
ne prise de position de Bao-Daï, sur la nécessité de la fin
l'équivoque, eu égard à la situation internationale... Les
ions s'intéressant au Viet-Nam voudraient connaître quelle

est l'exacte position de l'empereur, non seulement vis-à-vis de la France, mais encore à l'égard du mouvement de résistance... (les mêmes milieux) ajoutent que, selon toute vraisemblance, le souverain prendra une attitude favorable à la politique française. »

Quoi qu'il en soit, le député Frédéric Dupont, que M. Coste-Floret a expédié à Saïgon quelques semaines après, met brutalement les choses au point le 19 octobre :

« *Il n'y a pas, dit-il, une expérience Bao-Daï, il y a une solution Bao-Daï. Il est regrettable que certains articles aient pu donner à penser qu'on songerait, à Paris, à modifier la politique actuelle et à tenter une nouvelle expérience.* »

Entre temps, le 30 septembre, six membres de l'Executive Expenses Control Committee, emmenés par Walter B. Huber, débarquent à Saïgon, où le « président du Conseil de Bao-Daï », M. Nguyen Phan Long, les accueille avec enthousiasme et leur remet un volumineux rapport sur les « besoins » du régime. Nguyen Phan Long vient d'ailleurs d'être nommé par Bao-Daï au poste de premier ministre, et c'est tout un programme. On lui demande ce qu'il pense du consul général U.S. à Saïgon, M. George Abott ; il répond qu'il le trouve « trop pro-français ».

L'expérience Bao-Daï, de type français, a décidément vécu. Washington l'a reprise à son compte.

Le fait d'être ainsi devenu, par une progression rapide, l'homme des Etats-Unis modifie considérablement la position de Bao-Daï vis-à-vis de la France : la politique que le gouvernement de Paris a lancée — de la façon qu'on a vue — il suffira aux Américains de la poursuivre avec une logique rigoureuse pour arriver tout naturellement à l'éviction de la « présence » française.

Mais quelle est alors l'exacte position de Bao-Daï sur le plan intérieur ?

Il est bien difficile de répondre. Incontestablement, il a des partisans, ne serait-ce que le syndicat d'hommes d'affaires, d'intellectuels et de fonctionnaires qui va constituer l'armature du régime. Mais, en dehors de cette armature, rien, si ce n'est quelques communautés sans importance du Centre Viet-Nam encore attachées, semblerait-il, à de vagues notions monarchistes (en 1949-1950, s'entend).

'autre part, le soutien ouvert des Etats-Unis, dont d'avisés aborateurs de l'ex-empereur — tout son cabinet « impé- » attend qu'il lui gagnera une bonne fraction de la petite rgeoisie nationaliste, devient, dès la fin de 1950, un fac- agissant en sens contraire : l'intervention américaine en ée a pour résultat d'aliéner le préjugé favorable à Wash- on des bourgeoisies asiatiques, les choses étant ainsi faites Extrême-Orient que toute armée occidentale débarquée s la région devient le symbole de la conquête coloniale.

a guerre de Corée a d'ailleurs pour autre fruit (?) d'accé- r la mise en place de cette politique américaine qui vise, me toute, non plus à faire du Viet-Nam une nation à manière philippine — ce à quoi la bourgeoisie et une tie de la petite bourgeoisie vietnamienne se résigne- nt, par souci de classe, mais un Etat du type de la Corée Sud, se réservant ainsi une carte maîtresse sur l'échiquier tégique asiatique.

our ce faire, il est nécessaire que le gouvernement fran- perde ses pouvoirs de décision et que Paris renonce au trôle de la situation indochinoise, sans quoi aucune conti- té ne saurait être assurée à la politique américaine ; la e difficulté réside dans la présence du Corps expédition- re, unique digue à opposer à la marée.

a constitution d'une armée baodaïste ne saurait résoudre problème et on sait bien que, aussi nombreuse soit-elle, aurait le sort, laissée à elle-même, des troupes de Syng- Rhee devant les Nord-Coréens, en juillet 1950.

ous sommes loin de l'expérience Bao-Daï, première ière, laquelle, en fait, n'a jamais eu lieu, la seule condi- de sa réussite étant la disparition du Corps expédition- e qui, progressivement amenée en 1948, n'eut pas forcé- t entraîné l'instauration au Viet-Nam d'un régime de ocratie populaire.

***

a écrit en maints endroits que le régime Bao-Daï se mpose à la façon du régime de Tchang Kaï-chek. C'est iquer que le régime baodaïste a eu une existence natio- , ce qui est faux. Il aura été, du commencement à la

fin, un corps étranger au Viet-Nam. Mais, en matière de décomposition, il dépasse le Kuomintang : le régime de Tchang a été envahi et miné par la corruption. Le régime de Bao-Daï a été fondé sur elle.

L'énumération des ministres et des principaux lieutenants du souverain déchu ressemble étrangement à une consultation des fichiers de l'ancienne police judiciaire française en Indochine. Nguyen Van Tam, président du Conseil, son fils, Hinh, commandant en chef de l'armée baodaïste, avaient, bien avant 1947, leurs entrées à la police. Vinh-Canh, le cousin de Bao-Daï, Pham Van Giao, son gouverneur du Centre-Viet-nam, le général Xuan, Tran Van Huu, deux anciens présidents du Conseil, figurent en bonne position sur la liste de ceux qui ont viré de volumineux paquets de piastres — après Bao-Daï lui-même, cependant.

Les territoires contrôlés par le Corps expéditionnaire et « administrés » par Bao-Daï sont retournés à un état féodal comme jamais peuple d'Asie n'en a connu : et on a vu récemment Le Quang Vinh, dit Ba Cut — célèbre bandit cochinchinois — quitter la zone à lui impartie par l'état-major français, pour aller s'installer ailleurs — n'ayant plus rien à piller. Il n'a cependant pas manqué, en quittant sa « zone », d'incendier ce qui ne l'avait pas encore été.

Certains petits seigneurs de la guerre vietnamiens ont été achetés par le Corps expéditionnaire, pour grossir l'armée Bao-Daï, pour le prix d'un secteur de territoire vietnamien, laissé, corps et biens, à leur disposition. Le régime rend ces ignominies obligatoires : seuls de tels chefs de bandes et leurs bandits ne passeront pas de l'autre côté avec armes et bagages — la morale y étant singulièrement plus sévère. En revanche, chaque tentative de constitution d'unités « régulières » de l'armée baodaïste se solde par de lourdes déconvenues : instruites et équipées, les recrues ou se constituent en bandes ou désertent. La pression de l'armée de Vo Nguyen Giap s'accentuant, on déserte plus volontiers.

La seule présence de cette armée ne suffisant tout de même pas à assurer l'ordre, on a eu recours aux camps de concentration et à toutes les formes de la répression fasciste. Une loi baodaïste permet l'internement sans jugement, et pour une durée illimitée, de tout *suspect*. Est suspect, pour un

« officier » de Bao-Daï, tout concitoyen susceptible de verser une forte rançon contre sa libération. Ne parlons pas de la police baodaïste !

Dans cet étonnant régime de boue et d'infamie, tout se vend, du planton au chef de l'Etat — les prix respectant la hiérarchie, naturellement, et tel ministre confia un jour à deux journalistes, pour moins de 100.000 francs, un document secret. Farouk, lui, n'a jamais vendu que des lettres ouvertes.

Prétendre que le peuple vietnamien pourrait un jour adopter ce régime, quelle effronterie ! Plus peut-être que la guerre elle-même, c'est l'infamie du régime baodaïste qui nourrit la haine du peuple vietnamien à l'égard des responsables de cette infamie dont tous les Français, à des degrés divers, seront complices tant que la paix n'aura pas été imposée.

Jean-R. CLÉMENTIN.

BAO DAI SUIVI PAR SES ACTES

Le 10 mars 1945, l'armée japonaise occupe l'ensemble de l'Indochine. Le 11, S. M. Bao Daï lance une proclamation déclarant notammnet:

« ... Le Viet-nam s'efforcera par ses propres moyens de se développer pour mériter la condition d'un État indépendant et suivra les directives du Manifeste commun de la Grande Asie Orientale, en se considérant comme un élément de la Grande Asie Orientale, pour apporter l'aide de ses ressources à la prospérité commune. Aussi le gouvernement du Viet-nam fait-il confiance à la loyauté du Japon et est-il déterminé à collaborer avec ce pays pour atteindre le but précité — Respect à ceci — BAO DAÏ. »

* * *

Le 25 août 1945, S. M. Bao-Daï remet le pouvoir au Viet-minh et conclut en ces termes son acte d'abdication :

« ... Nous invitons tous les partis et groupes, toutes les classes de la société aussi bien que la famille royale à se solidariser pour soutenir sans réserve le Gouvernement démocratique en vue de constituer l'indépendance nationale... Dorénavant, nous sommes heureux d'être un citoyen libre dans un pays indépendant. Nous ne laisserons personne abuser de Notre nom ou du nom de la famille royale pour semer la dissension parmi nos compatriotes. Vive l'indépendance du Viet-nam! Vive notre République Démocratique! »

* * *

Le 5 juillet 1947, au Hong-Kong Hôtel, Bao-Daï, devenu M. Vinh-Thuy, déclare à l'envoyé spécial du Journal L'Union Françaises :

« Je n'ai pas eu la main forcée, j'ai abdiqué de mon plein gré. En m'imposant, une guerre civile aurait pu en résulter. On me fit comprendre, on fit comprendre à mon gouvernement que le peuple ne voulait plus de la monarchie. Je n'ai pas voulu m'opposer à l'évolution naturelle des peuples : le mien voulait devenir une démocratie, je me suis effacé. »

Comparer Bao-Daï à Tchang Kaï-chek ou Syngman Rhee, ce n'est pas seulement lui faire trop d'honneur : c'est lui attribuer une existence qu'il n'a jamais eue. Tchang Kai-chek, un moment, fit œuvre objectivement révolutionnaire et réalisa autour de lui l'union des forces vivantes de la Chine. Longtemps il représenta encore une certaine bourgeoisie nationale dont le ralliement à Mao Tse-toung précipita enfin sa chute. Syngman Rhee lui-même, lorsqu'il revint en Corée derrière l'armée américaine, avait derrière lui une vie de lutte contre la domination japonaise. Bao-Daï, lui, n'est qu'un Tchang Kaï-chek sans caractère et sans passé. Ancien souverain « protégé », docile à l'autorité française tant que la France a le pouvoir, il se rallie à la « Grande Asie orientale » quand le Japon la remplace, abdique entre les mains du Viet-minh devant l'évidence de la Révolution et se laisse, sans enthousiasme, acheter à nouveau par la France en espérant jouer la carte américaine. Privé de l'appui populaire et de celui de l'intelligentsia, *réduit à chercher des soutiens éphémères parmi les derniers profiteurs du régime, il n'a qu'une existence amputée et les pouvoirs dont, théoriquement, il dispose, ne traduisent que son impuissance.*

Cette inexistence est si manifeste qu'elle s'impose même à ses partisans les plus résolus :

« S'il existe au Viet-nam une zone viet-minh et une zone bao-daïste, écrit par exemple Max Harmier, correspondant de Paris-Presse (19 *juillet), il est bien difficile de rencontrer un Vietnamien bao-daïste, à moins évidemment qu'il ne participe au pouvoir ou qu'il en bénéficie, et encore risque-t-on d'avoir des surprises. C'est un fait que Bao-Daï a échoué là où Ho Chi-minh a réussi : il s'est révélé incapable de cristalliser son peuple autour de lui... Le Viet-nam de Bao-Daï ressemble de plus en plus à la Chine de Tchang, avec ses scandales et son népotisme. C'est le pays où les fortunes ministérielles décuplent en quelques heures, où un certificat médical attestant qu'un jeune homme n'est pas*

mobilisable vaut 10.000 piastres, *où toutes les opérations politiques se traduisent par des dépôts en banques et où la vibrante campagne entreprise dans la presse contre la dévaluation de la piastre a brusquement cessé devant la menace de révéler les dernières opérations avec l'Office des Changes de personnages hauts placés... et...* »

Ce tableau édifiant, croit-on qu'il va motiver une condamnation du bao-daïsme? Ce serait mal connaître la profondeur de la politique française. Nos stratèges choisissent dans l'angoisse et digèrent les contradictions. Bao-Daï est un incapable et son régime est pourri? Raison de plus pour le soutenir : « Si la France, conclut Max Harmier, entend continuer la guerre en Indochine, il est à peu près certain qu'elle ne peut le faire qu'en s'appuyant sur Bao-Daï qui, malgré tout, est la seule autorité encore capable de maintenir dans un semblant de cohérence un Viet-nam en voie de désagrégation et d'assurer un minimum d'efficacité à la lutte contre le Viet-minh. » Et l'on titre l'article, sur cinq colonnes : « Bao-Daï est la seule « carte politique » à jouer au Viet-nam. »

Cette politique qui se condamne elle-même pour mieux tenter de se justifier, nous tâcherons tout à l'heure d'en préciser la fonction. Notons dès maintenant qu'elle vit sur un paradoxe. Le régime Bao-Daï s'est vu accorder par la France plus d'indépendance que n'en demanda jamais Ho Chi-minh. Ce qu'on refusa à celui-ci jusqu'à provoquer la rupture, l'union des trois Kys *par exemple, l'ex-empereur l'a obtenu d'emblée. Mais en vain : il est moins libre que ne l'était alors le Viet-minh et ce qui eût suffi cent fois à assurer la paix si on l'avait donné à Ho, on le donne à Bao sans même qu'on le remarque. Est-ce parce qu'on lui donne sur le papier un pouvoir qu'en fait tout entrave? Sans doute : l'appareil administratif et militaire français, tenant solidement les postes essentiels, continue, derrière le paravent des « États associés », d'exercer l'autorité réelle. Le régime Bao-Daï n'a pas de diplomatie, son « armée » est encadrée par le corps expéditionnaire et ses finances dépendent entièrement de la France. Mais il est vrai aussi que s'il n'exerce pas son pouvoir c'est qu'il en est, de toute façon, incapable. Si ce régime était tant soit peu*

représentatif, s'il disposait d'un minimum d'audience, il ferait vite éclater le moule du protectorat qui l'enserre encore. Il ne le fait pas, parce que ce moule l'étrangle moins qu'il ne le soutient. Sur le plan financier, par exemple : comment pourrait-il vivre? La contrainte française n'est que l'envers de son impuissance. Et, bien entendu, la France consent d'autant plus allégrement à lui accorder son « indépendance » qu'elle sait bien qu'elle restera formelle. Ce n'est pourtant qu'à moitié vrai. Le gouvernement français, en un sens, serait enchanté que Bao-Daï pût assumer les responsabilités qu'il veut lui reconnaître. Mais il voudrait aussi que, ce faisant, il restât Bao-Daï, c'est-à-dire fidèle, sans comprendre que ce vœu est contradictoire : on ne peut être Bao-Daï et libre. Nous sommes dans un cercle. Pour que Bao-Daï eût de l'influence, il faudrait qu'il fût indépendant. Mais pour qu'il fût indépendant, il faudrait qu'il représentât quelque chose. La vérité est que l'indépendance est première, et qu'elle n'est rien si elle n'est pas tout.

Bao-Daï, dira-t-on, résiste et revendique. Mais parce qu'il n'est rien, sa résistance est passive et sa revendication ne lui appartient pas Là encore, la « solution Bao-Daï » porte en elle le néant qui la ruine. La seule fonction de « l'empereur » est de s'opposer au Viet-minh. Mais il ne pourrait exister qu'en faisant comme lui. Il l'imite donc, mais en vain : loin d'en tirer quelque profit, il ne fait qu'augmenter le prestige de ses adversaires. S'il ne peut songer à le battre qu'en reprenant ses thèmes, s'il ne peut espérer avoir quelque influence qu'en reprenant ses revendications à son compte, alors il se débat entre la mimique et l'abstention : résister, pour lui, c'est aller à la chasse ; revendiquer, c'est singer le Viet-minh. Quand il réclame l'indépendance, c'est le Viet-minh, à travers lui, qui parle ; s'il l'obtient, c'est une victoire de l'autre — et qui confirme encore sa propre impuissance à en jouir. Bref, si Ba-Daï était libre, il ne serait pas Bao-Daï : il serait Ho Chi-minh.

C'est donc peu de montrer les tares, la décomposition, l'inexistence du régime concédé par la France aux « États associés ». Il faut surtout voir la nécessité de ce pourrissement : c'est la proximité formidable d'une autre réalité qui disloque et dissipe

*le « baodaïsme » comme des fantômes au soleil. De quelque côté que l'on se tourne, Bao-Daï n'a de sens que pas rapport à Ho : tout ce qu'il fait renvoie à l'*autre.

***

Ce que, dans ces conditions, peut être la guerre, nous l'avons déjà entrevu plus haut. La folie, la terreur du soldat perdu, l'obsession de l'ennemi partout présent témoignent, elles aussi, de cette réalité insaisissable. Il faut y ajouter un autre paradoxe. Le gouvernement, qui parle volontiers du caractère idéologique de la guerre, de la noblesse de notre cause, des valeurs défendues par le corps expéditionnaire, ne trouve, pour mener ce combat, que l'éternelle armée des guerres sans principe : celle des soldats de carrière et des légionnaires. Le « baroud » ou le métier des armes. Il le sait si bien qu'il ne songe même pas, pour recruter ses troupes, à faire appel à d'autres sentiments : « Ma fortune : la gloire. — Mon domaine : la bagarre ! » proclame, mitraillette au poing, le parachutiste des affiches de propagande. « Nous devons avoir des gars que la guerre intéresse », précise l'officier qui la montre à l'envoyé du Figaro *(28 mars). Et le général Corniglion-Molinier rappelle aux postulants « cette vérité millénaire : les femmes sont plus sensibles au retour du guerrier et du voyageur qu'à l'immobilité du sédentaire et du bureaucrate ».* (Paris-Presse, 20 *mai.) Le résultat, le voilà :*

Philippe Arnoulx de Pirey.

OPÉRATION GACHIS

26 septembre.

Opération en deux colonnes sur Cao Thon (An-Xa).

D'une part, le G. C. 1, le G. C. 2 et le P. C. du bataillon par Dong Kong Sé. D'autre part, le G. C. 3 et les Crabes par Chuan Cach. Les rizières offrent à nos regards leurs carrelages de boue, les villages se succèdent, population pliée en deux par le respect, mains jointes, psalmodiant indéfiniment supplications et prières. Les farouches guerriers que nous sommes se font l'œil dur et regardent les femmes, dominateurs et sûrs d'eux-mêmes.

Les éléments de tête de la première colonne, dont je fais partie, sont salués par quelques rafales, à l'entrée du village de Co-Quan. Le tac-tac-tac plus profond d'un F. M. domine l'orchestre. Les ordres crépitent, de courtes gerbes jaillissent dans la rizière, accompagnées de miaulements significatifs, les têtes se rentrent dans les épaules, on prend le pas de course en direction d'une digue qui fait face au village et offre un abri presque sûr. Le lieutenant Rillars engueule le tireur du mortier de 80, qui essaie désespérément de mettre sa pièce en batterie. Le premier coup fait long feu, l'obus quitte le tube avec un chuintement de mauvais augure et retombe quinze mètres plus loin. Le lieutenant Rillars se relève, hurlant plus que jamais, un filet de sang juste au-dessus du col de sa veste de brousse. Heureusement, ce n'est qu'une blessure sans gravité. Ordre d'assaut : pataugeant dans l'eau et la boue, nous atteignons péniblement et à court de souffle les lisières, salués par quelques coups

1. Paysan.

de fusil. Je peste intérieurement contre les salopards qui m'obligent à me mouiller les pieds, après tous les efforts et accrobaties que j'ai dù accomplir dans la matinée pour les garder secs. Quand nous abordons les premières canhàs il est trop tard, les V. M. se sont évanouis, il ne reste plus que quelques femmes et vieillards impotents. Ordre de tout brûler. J'arrive devant une case, riche et très propre, où, par hasard, il y a encore un homme. Il est vrai qu'il est paralytique des deux jambes et se traîne péniblement sur de grossières béquilles. Il parle correctement le français et répète inlassablement : « Je suis pauvre, ne brûlez pas ma maison. » Je lui demande où sont les V. M., il ne sait pas ; ils sont partis. Lajose me rejoint, une torche à la main, et allume le toit de paille. L'homme se traîne dans la cour et reste là, debout, effaré ; des larmes coulent lentement sur ses joues. Tout ce que je trouve d'intelligent à lui dire : « Que voulez-vous, c'est la guerre. »

Dans une autre canha, une femme est étendue sur un lit. Je m'approche malgré la chaleur dégagée par le toit qui brûle dans une envolée de flammèches, elle a été ouverte d'un coup de couteau, du sexe au nombril. Dans le village, maintenant à feu à sang, tout prend un air fantomatique et dantesque, à demi estompé par des volutes de fumée brusquement dissipées par la recrudescence des flammes sous un coup de vent. Hurlements, grognements, piailleries, rires ; des ombres qui passent en courant, un bouchon de paille allumé à la main, des ordres, des appels de ralliement. Je rejoins la route, gris de cendre et de poussière. Le lieutenant attend sa section, la canne coincée sous les fesses, un sourire sardonique aux lèvres. Je lui raconte l'histoire du paralytique.

— Et vous ne l'avez pas descendu ?

— Mais, mon lieutenant, un infirme !

— Bah ! Ce sont des choses qu'on fait sans regarder.

L'incendie du village de Co-Quan a duré deux heures ; le coin où nous devons cantonner pour la nuit, Cao Thon, est encore éloigné, nous n'y arriverons qu'à neuf heures du soir. Quelques snippers nous saluent de plusieurs coups de fusil ; l'un d'entre eux est tué à quelques mètres du village par un con qui tremble tellement qu'il est obligé

de lui tirer cinq balles de Mas 36 avant de l'avoir, alors que l'homme, blessé à la jambe par la première, s'était couché dans la rizière.

Je trouve un fusil taillé dans une écorce de bananier, les moindres détails de l'arme véritable soigneusement reproduits. Jouet inévitable de tous les enfants du monde.

Ma section s'installe dans une maison en dur appartenant vraisemblablement à un riche marchand chinois, étant donné les photos et papiers trouvés dans un coffret caché dans un silo de paddy. Nous ne gardons que les lits de bambou, tous les meubles en vieux bois précieux, les coffres sculptés, l'autel des ancêtres orné de dragons dorés servent à faire un magnifique feu de camp. Le lieutenant Arbace préside, son chapeau de brousse de travers sur la tête, assis sur un insolite cheval de bois à bascule, appuyé à un manche de parapluie dont il ne reste que la tringle. Ambiance très gaie, après un substantiel repas à base de beefteack de buffle.

Mais vers onze heures du soir, changement de programme : une sentinelle a signalé des coups de pioche suspects à 200 mètres du village, sur la route. Les Viets doivent être en train de poser des mines. Branlebas de combat ; mon groupe remet en vitesse les tenues camouflées mouillées et brûlantes qui séchaient devant le feu, et nous nous glissons en silence vers la porte du village. Les Viets ont probablement tendu une embuscade entre leurs mineurs et nous ; il serait hasardeux de s'avancer sur la route. Nous restons donc en surveillance à la lisière. Défense de parler, de fumer, de faire du bruit. Bientôt chacun s'endort sur la crosse de son arme, malgré l'humidité et le froid. Nous sommes réveillés en sursaut par l'explosion de plusieurs obus de mortier. Les Viets essaient d'atteindre le P. C. du bataillon. Nos 80 leur répondent bientôt et puis le silence renaît. Nous restons encore deux heures à plat ventre dans la boue, par acquit de conscience, puis nous regagnons notre « home », où mon lit de paille me semble le comble du confort et du bien-être.

27 septembre.

Il me semble que j'ai à peine fermé l'œil cinq minutes, que déjà on me tire par les pieds. En fait, j'ai dormi trois

heures ; il est petit jour et nous devons nous préparer à repartir. A la lueur rare d'une bougie d'arbre de Noël, je rassemble mon matériel : d'abord, les objets précieux, le paquet de pansement individuel et la bouteille de « mosticol ». Les Américains se servaient, dans le Pacifique, de ce liquide huileux et jaunâtre pour se préserver des moustiques. L'armée française a dû mettre la main sur de vieux stocks, mais on nous le délivre avec une rare parcimonie.

Mon paquetage s'est réduit au cours des dernières marches. J'ai successivement abandonné ou perdu ma couverture, ma moustiquaire, mon pull-over et la musette à démolition. Il me reste ma toile de tente américaine et mes affaires de toilette enveloppées dans une serviette qui, blanche au début du voyage, est devenue d'un beau gris bien plus militaire.

Nous reprenons la route, puis la rizière. La chenille immense du bataillon recommence à zigzaguer sur les diguettes, traverser des villages, disparaître dans les accidents du terrain.

Le nombre de ces villages est ahurissant. D'un point quelconque, on en aperçoit au moins une vingtaine ; ils présentent tous le même aspect extérieur de bosquet touffu et verdoyant, laissant apparaître, çà et là, un coin brun de toit en chaume, ou le blanc cru d'un mur de pagode passé à la chaux. Les maisons « en dur » sont rares. Tuiles et briques sont généralement réservées aux édifices publics. Leurs murs servent aux V. M. à faire leur propagande écrite, le plus souvent en vietnamien, mais aussi, parfois, en français ou même en allemand. Slogans politiques, glorification du président Ho-Chi-minh, appels à la désertion couvrent les murs. Exemple : « Ceux de la résistance française ne peuvent faire la guerre aux résistants vietnamiens. »

« Mit dem Viet-Nam gegen Französiche Schmach und Schaude. » Sous une inscription « As-tu reçu des nouvelles de France ? », une main anonyme et ironique a tracé en réponse, au charbon de bois : « Et toi ? »

De temps en temps, un coup de fusil claque, la balle passe au-dessus de nos têtes en miaulant ou ricoche en geyser miniature dans la rizière. Aussitôt, une patrouille part au pas gymnastique en direction du coup de feu, pateaugeant et pestant ; le « snipper » reste introuvable, la patrouille,

couverte de boue et trempée, regagne sa place dans le sein de sa compagnie toujours courant, car le bataillon ne peut arrêter sa marche pour si peu. Heureusement, les snippers visent mal et ne nous causent aucune perte. En compensation à ces efforts stériles, nous « faisons prisonnier » tout homme de dix-huit à soixante ans qui nous tombe sous la main. Ces malheureux, pour la plupart paisibles nha-qués qui, de temps en temps, se croient peut-être obligés de tirer la ficelle d'un obus piégé ou de distribuer quelques tracts, nous servent de coolies jusqu'au prochain poste, où ils sont remis entre les mains du deuxième bureau. Le deuxième bureau, après interrogatoire mené durement, les dirigera sur Hanoï, où ils seront parqués dans des camps de P. M. T. (prisonniers militaires du Tonkin) ; si, au bout de quelque temps, leur conduite ne laisse pas à désirer, on les envoie dans les bataillons d'infanterie, où ils servent au transport du matériel lourd, des rations, des postes de radio, etc. Le plus souvent, d'ailleurs, ils profitent d'un instant de relâchement pour s'évader et rejoindre, soit leurs villages, soit les V. M. Je me souviens d'un sergent de mon G. C. qui, ayant trouvé son groupe particulièrement sale, avait donné l'ordre à ses hommes de faire laver tous leurs pantalons par un coolie. Celui-ci, chargé des douze falzars, se dirigea placidement vers une mare proche. Puis, dans un doux farniente, chacun l'oublia. On ne revit jamais ni pantalons ni coolie. Le groupe du sergent Delalande termina l'opération dans des accoutrements plus que bizarres.

28 septembre...

Nous reprenons la progression en deux colonnes identiques à celles d'hier, vers le poste de Nha Tao, situé au bord du fleuve Rouge.

Les derniers d'entre nous ont à peine quitté Cau-Than, vers 7 h. 30, que des rafales partent des haies, dans notre direction, accompagnées de quelques coups de lance-grenades. On peut voir des bandes refluer et s'agiter entre les villages. Le commandant demande un tir de 105 sur une colonne serrée se déplaçant de Luong Thon vers Cao Thon.

Nos éléments de tête arrivent à Nha Tao vers treize heures. La seconde colonne, G. C. 3 et Crabes, est prise à partie

par un tir de 80, lors du franchissement du canal de Kim Son. Des snippers, installés aux lisières sud-ouest de Trach Duong, alors que deux groupes avaient déjà pénétré dans le village, ouvrent le feu. Deux tireurs V. M. sont tués dans les arbres. La fouille de Trach Duong permet, de plus, la destruction d'installations défensives V. M. Finalement, le bataillon se regroupe à Nha Tao, et à dix-huit heures tout le monde est à bord d'un L. C. T. qui doit nous ramener à Hanoï. Nous sommes sales, crottés, sans vivres depuis la veille au soir. Mes souliers m'ont tellement fait mal que j'ai dû parcourir pieds nus les cinq derniers kilomètres. Nous débarquons à quatre heures du matin à Hanoï, quai Guillemeteau, où nous attendent les camions. A peine arrivés à nos cantonnements, la nouvelle que nous repartons demain ou après-demain nous accueille.

Je suis si fatigué que je m'écroule sur mon lit sans même décacheter les trois lettres de France qui m'attendaient.

L'opération a duré dix jours ; nous avons eu deux morts et sept blessés en tout.

Mon premier contact direct avec la guerre d'Indochine me laisse une impression de décousu, de lâcheté, d'incompétence, mais, comme nous n'avons eu aucun vrai coup dur, il est difficile de se rendre compte de la valeur réelle du bataillon. Ces « opérations de police » ont un côté brutal et sinistre qui m'échappe. Il est vrai que le haut commandement a voulu, pour notre première opération, nous donner une tâche facile. Quant à moi, je préférais de loin un travail plus guerrier et moins de contacts avec la population, qui trop souvent paye les pots cassés.

29 septembre.

Saint Michel, fête des parachutistes. En fait d'agapes, l'annonce que nous reprenons l'alerte aérienne. Quartier consigné, il ne nous reste plus qu'à aller dépenser notre solde au « bordel des rampants » et noyer notre cafard dans des mares de vin rouge. Je rentre à deux heures du matin, passablement saoul. Je ne suis d'ailleurs pas le seul.

30 septembre.

Nous devions sauter ce matin, mais il pleut, le plafond trop bas empêche toute opération aéroportée. Au rapport

de onze heures, on nous lit une superbe note de service signée du colonel Gambiez, commandant l'opération « Phoque », c'est-à-dire celle devant avoir lieu aujourd'hui et reportée à demain.

Objet : conduite à tenir à l'égard des populations de la zone rebelle.

« Au moment où vont reprendre les opérations visant à l'extension de notre contrôle sur la zone aujourd'hui rebelle, il est apparu nécessaire de rappeler à tous la vraie mission de nos troupes et, partant, l'attitude dont celles-ci ne doivent pas se départir.

Signataire des nouvelles conventions de Genève, du 8 décembre 1949, faisant disparaître en quelque sorte la notion de « franc-tireur » et étendant aux rebelles eux-mêmes le bénéfice du traitement dû aux combattants réguliers, la France, qui s'honore d'avoir toujours été à l'avant-garde des mouvements tendant à assurer au maximum le respect de la personne humaine, se doit, malgré la traîtrise de la lutte entreprise, de montrer qu'une fois de plus elle est à la hauteur de la mission civilisatrice qui est la justification de sa présence sur les territoires d'outre-mer.

Ainsi que le disait Paul Deschanel aux funérailles de Savorgnan de Brazza :

« Eveiller sous ses pas les forces endormies de la nature et de l'humanité, assainir les eaux, les bois, les âmes, vaincre le péril silencieux et mortel des forêts impénétrables et des cœurs indomptés, frapper une terre vierge et en faire sortir, à coups de volonté et d'enthousiasme, les moissons, les comptoirs, les villes, théâtres des civilisations futures, tirer de la brousse, du marais fiévreux, de la sauvagerie, la santé, la vie, le droit, des ténèbres la lumière, de la violence l'équité, de la barbarie la conscience ; créer un monde, enfin, et faire de son rêve de jeunesse une réalité immortelle, c'est la vie des héros, c'était, dans l'antiquité, la vie des dieux. »

Dépositaire d'une vieille civilisation, la France, venue en messagère d'une tradition née des grandes civilisations de l'antiquité, revivifiée par le christianisme, se doit, là encore, de montrer à ceux qui rentrent dans son sein qu'elle n'a pas oublié l'héritage dont elle s'honore :

— Respect des individus ;

— Pitié devant les faibles fuyant craintivement devant nos troupes ou se cachant à notre première apparition ;

— Respect de la propriété et peut-être plus encore, en se refusant au pillage de ces mille riens qui sont, sous tous les climats, pour une famille, le prix de l'existence ;

— Respect aussi des hauts-lieux et des édifices du culte, car, ainsi que l'a dit le philosophe antique, « s'ils respectent les temples et les dieux des vaincus, les vainqueurs seront sauvés. »

Sans tomber dans une vaine sensiblerie, sachant utiliser notre force à bon escient, nous briserons, en y appliquant toute la science militaire héritée de nos pères, toute la force matérielle que nous donne notre civilisation industrielle, la résistance de rebelles irréductibles et n'hésitant pas, au nom d'une idéologie barbare, à transformer leur pays en terre brûlée.

Forts de cette position et ne nous cantonnant pas dans une attitude négative, regroupant les populations rassurées autour de nous, nous entreprendrons dès le premier jour et avec leur aide, la reconstruction du pays, et en particulier cette « croisade de la route » gage de paix et de reprise économique.

Ainsi, par la rectitude de notre action, nous apparaîtrons à tous comme forts mais justes.

Et alors, un grand pas sera fait dans la voie de cette pacification qui est notre but si, ainsi que l'a dit Lyautey, nous avons su, dans notre lutte contre les rebelles, « prendre en combattant un souci constant de n'en pas faire des irréconciliables ».

Allez, colonel Gambiez, lire votre note de service aux habitants de Nam Lô, dans leurs ruines encore fumantes, et tâchez de les réconcilier !

Chasseurs sachant chasser sans chien

Quand j'étais un petit garçon, j'essayais, sans jamais y parvenir, d'attraper les moineaux qui venaient picorer les miettes sur le balcon de la salle à manger.

Un jour, une grande personne témoin de mes efforts infructueux, me donna gravement ce sage conseil :

— Mets-leur donc du sel sur la queue !

Je devais retrouver cette tactique, légèrement améliorée il est vrai, quinze années plus tard, dans une note de service concernant la chasse aux V. M.

Lisez attentivement les pages qui vont suivre, vous verrez, c'est très simple.

Etude des souterrains dans la province de Phuc Yen

Une longue série d'opérations de nettoyage menées depuis juillet 1949 dans la région de Phu Lo permet d'affirmer aujourd'hui la réalité suivante :

Presque tous les villages ralliés (non armés de fusils) possèdent un ou plusieurs souterrains munis d'entrées très bien dissimulées et très difficiles à découvrir dans une recherche « a priori ».

1° *Où se trouvent les V. M. de la zone ralliée.*

L'opération de nettoyage ou de police qui consiste à traverser un village rallié en colonne par un, en suivant les allées sinueuses, créées pour la confusion des mauvais génies... et pour la nôtre, reste absolument inefficace.

La configuration enchevêtrée du village tonkinois rend presque impossible toute progression en file de part et d'autre d'un axe ; de nombreuses maisons échappent ainsi à la fouille.

Admettons toutefois qu'un élément de nettoyage ait réussi à visiter chaque maison et à rassembler toute la population à la maison commune.

Un contrôle serré, aidé de renseignements préalables et d'indications variées, peut faire découvrir un certain nombre de suspects, de comparses, de sympathisants V.M., voire même un rebelle important, qui paie d'audace en se croyant ignoré.

Mais l'essentiel sera omis. Quelque part sous terre, peut-être tout près du lieu de cette séance, une poignée de Viets, les vrais, attend tranquillement que notre patience soit épuisée. Tout à l'heure, ils sortiront, vanteront leur exploit, étoufferont par une contre-propagande immédiate la semence de nos bonnes paroles et recueilleront tous renseignements sur la troupe qui vient de quitter le village.

Souvent même, enhardis par un crépuscule complice, ils

tireront quelques coups de feu, à 800 mètres, sur la colonne qui cheminera en pleine rizière.

Ce sont ces fanatiques qui, cette nuit, poseront des mines, couperont la ligne téléphonique, jetteront des tracts et assassineront le chef de canton, après avoir rédigé sa condamnation à mort sur un mauvais papier d'écolier. Ce sont les mêmes qui éviteront toutes les embuscades grâce à une sûreté et à une observation de nos mouvements poussées au maximum.

Il faut bien se mettre dans l'idée que toute action dans un village est presque infructueuse, si elle n'a pas permis de découvrir cette poignée de V. M. militants, ces guerilleros porteurs de grenades, et d'un méchant pistolet, ces agents de renseignements et de propagande, ces comités d'assassinats, ces régionaux armés de quelques fusils, et surtout les commissaires politiques et présidents d'U. B. K. C. H. C., qui manœuvrent tous ces pions.

Très mobiles, ils passeront rarement plusieurs nuits de suite au même endroit. S'il leur arrive d'être surpris, ils essaieront parfois d'échapper, à l'aube, à nos manœuvres d'encerclement par la fuite.

Le plus souvent, ils se rendront tout droit au souterrain, à « leur souterrain », creusé dans le plus grand mystère, avec patience, intelligence et acharnement.

Il faut donc conclure, dans cette première partie, en énonçant l'axiome suivant : « Ne pas chercher les souterrains dans un village rallié non armé signifie : ne pas chercher les V. M. là où ils se trouvent. »

II. — *Comment trouver le souterrain :*

1° Par un renseignement d'émissaire. Il importe alors de ne pas foncer à l'aveuglette. Pour une indication de ce genre, le temps ne compte pas, et il vaut mieux attendre une occasion ou un recoupement favorable qui doit être exploité sur-le-champ, que de démasquer ses batteries.

Le plus souvent, d'ailleurs, l'information sera vague et imprécise.

2° Par l'interrogatoire de quelques suspects ou jugés comme tels, sur place, dans le village.

Il sera souvent difficile d'obtenir tout de suite le rensei-

gnement. Il est bien évident qu'il a fallu quelqu'un pour camoufler l'entrée, une fois les Viets enterrés, mais les possesseurs de souterrains inspirent une terreur profonde, toute indication à ce sujet est passible de mort.

La plupart des personnes interrogées affirmeront que les D. K. creusent leurs souterrains de nuit et qu'elles ignorent tout de leur emplacement. En réalité, un certain nombre d'entre elles connaissent cet emplacement, mais la crainte du V. M. les empêche de parler.

3° Bien souvent, on sera donc réduit à opérer une fouille systématique longue, pénible, fatigante, surtout pour les gradés, qui doivent sans cesse stimuler l'ardeur de leurs hommes, lorsqu'au bout de plusieurs heures aucun indice n'est venu animer les opérations.

Ceci nous amène à édicter quelques principes issus de nombreuses expériences et qui sont propres à limiter le champ des investigations.

III. — *Où se trouvent de préférence les souterrains :*

1° Le V. M. se taille en général la part du lion dans le village. Il convient de visiter avec soin les maisons en dur plutôt que les misérables paillotes. Ces demeures peuvent avoir des doubles murs. Il y a quelque temps, plusieurs d'entre elles servaient de réduits fortifiés d'où les guerilleros lançaient leurs grenades.

Ce mode de défense peut de nouveau apparaître, lorsqu'on a affaire à des fanatiques.

2° Il est également à remarquer que les Viets aiment à se cacher auprès des haies de bambous, ce qui leur laisse la possibilité d'une évasion, en cas d'encerclement incomplet.

Il faut donc fouiller systématiquement les environs immédiats de la haie et les maisons qui la bordent, tout autour du village, et notamment sur la face qui offre aux rebelles le plus de possibilités de défilement, soit pour entrer, soit pour sortir.

3° En été, il faut sonder le pourtour des mares, certaines cachettes peuvent y déboucher. En outre, si des coups de feu étant partis sur les forces d'encerclement, un assaut est donné, les tireurs V. M. isolés n'ont que le temps de jeter

leurs armes à l'eau avant d'aller se cacher, s'ils sont bousculés.

4° Il arrive fréquemment, d'ailleurs, qu'ils restent eux aussi dans la mare, admirablement camouflés par les larges feuilles flottantes qui la tapissent.

5° Les abords des pagodes et maisons sont également à explorer, même lorsque celles-ci sont en dehors des hameaux.

Les rebelles savent que nous respectons les pagodes ; ils ont tendance à utiliser de plus en plus les buissons, les jardins, les meules de paille, les buttes à l'extérieur des villages, afin d'éviter des représailles contre ces derniers ou contre une maison particulière.

IV. — *Où chercher l'entrée des souterrains ?*

Quelle que soit la forme, la profondeur, l'étendue, les ramifications d'une cachette, il importe de trouver l'entrée ; actuellement, les fossés sont de plus en plus profonds, et un sondage ne révèle pas grand'chose si ce n'est pas l'entrée même.

Sans nous attarder sur la configuration des souterrains, nous allons passer en revue les issues les plus fréquemment rencontrées :

1° Dans une étable à buffles ou à bestiaux (surtout si le buffle est hargneux : exemple vécu).

L'entrée est alors fermée d'une planche s'adaptant à un coffrage sous la litière un sondage permet de la découvrir.

2° Sous un pilon à paddy avec un couvercle.

3° Dans un jardin.

Une jarre d'excréments recouvre l'entrée, ou bien il s'agit d'un peu de terre rapportée avec des légumes au-dessus.

4° Dans une haie de bambous.

Feuilles sèches camouflant une planche ou un treillage.

Sur le dessus de la haie, dans un endroit inextricable.

Couvercle de terre battue s'adaptant sans fissure à l'intérieur d'une touffe. Seul le sondage permet la découverte.

5° Réserve de paddy avec double-fond.

Il faut enlever le paddy pour trouver la planche. Le Viet spécule ainsi sur notre lassitude.

6° Sous un tas de briques, de tuiles ou de bois.

Même spéculation de la part des Vietminhs.

7° Sous la cendre d'un foyer.

8° Faux w.-c.

9° Doubles murs entre deux maisons en dur.

Ils ne peuvent être découverts qu'en montant sur les toits. Parfois même, il est nécessaire d'enlever des tuiles amovibles.

10° Arbres creux.

D'en bas, il est impossible de voir quelque chose.

11° Issue sous le niveau de l'eau d'une mare.

Véritable syphon.

12° Cachette pour un fusil.

Trou de rat dans une haie.

13° Petits souterrains et cachettes de fusils en pleine rizière labourée, loin des pistes et des villages.

Planches recouvertes de quelques mottes de guéret recouvrant un véritable gîte avec de la paille au fond. Il faut arriver dessus pour la découvrir. Règle générale : dans les maisons, sonder les encoignures.

V. — *Organisation intérieure des souterrains.*

Le souterrain n'a souvent qu'une seule entrée. Son étendue est très variable et peut aller de la simple cachette (2 mètres de longueur) à la véritable garenne à plusieurs étages.

Les bouches d'aération (bambous femelles) sortent à ras de terre camouflées par la végétation.

VI. — *Neutralisation des souterrains.*

Le plus difficile est évidemment de trouver l'entrée. Mais, une fois le souterrain trouvé, s'il est important, le travail est loin d'être terminé.

La grande profondeur rend aléatoires les divers terrassements qui permettent la mise à jour des galeries exactement comme pour déterrer des blaireaux ; bien souvent il faut envoyer un homme fluet (milicien ou partisan armé d'un pistolet), aussi loin que possible, avec une lampe électrique pour voir la direction et sommer les occupants de sortir. Ceux-ci utilisent parfois leurs grenades et livrent des combats désespérés allant jusqu'au corps-à-corps.

Des portes solides et étanches cloisonnent les grands souterrains rendant inopérant tout enfumage. L'idéal serait

d'utiliser les grenades lacrymogènes. Lorsqu'on est pris par le temps, il devient quelquefois impossible de venir à bout d'une galerie ramifiée sur 50 ou 80 mètres de longueur. Un moyen radical serait une forte charge d'explosif avec un exploseur électrique et 100 mètres de fil.

Bien souvent, on ne dispose pas de ces moyens ; il faut alors essayer d'inonder le souterrain en le laissant communiquer avec une mare (s'il est profond). Mais les fanatiques qui sont ainsi enterrés préféreront souvent la mort par inondation ou suffocation à la reddition.

VII. — *Conclusions.*

Sans le travail des guerilleros V. M., les unités Chu Lug ne pourraient envisager une opération d'envergure en zone ralliée. Ces D. K. régionaux, agents divers, assurent la propagande et les renseignements, perçoivent ravitaillement et impôts pour la zone rebelle, maintiennent une insécurité permanente au cœur de la zone ralliée. Ils sont quasi insaisissables, jouissent de multiples complicités, se déplacent avec le maximum de sécurité.

Nous les capturons rarement par la ruse ; mais si nous les découvrons là où ils se terrent, nous aurons réalisé une opération payante. »

Il nous arrivait parfois de trouver une cache où plusieurs guerilleros se terraient. Mais seul le hasard avait guidé alors nos recherches.

Le 14 mars 1952, par exemple, ma compagnie fit une halte prolongée dans un village situé entre le poste de Nga-Truong et le fleuve Rouge.

Nos officiers s'installèrent dans une pagode, après avoir déployé la compagnie aux lisières pour assurer la protection.

Perrec, de la 2e section, avait été posté dans un champ de manioc, au milieu duquel il aperçut un trou rond d'une dizaine de centimètres de diamètre.

Il y glissa son bras et le retira aussitôt précipitamment. Il n'avait rencontré qu'une atmosphère chaude et humide assez suspecte.

Il dégoupilla une grenade et la laissa tomber dans l'orifice.

La déflagration souleva un carré de terre d'un mètre de

côté, dévoilant un réduit. Un Viet en sortit, les bras en l'air, suivi d'un second. Le dernier occupant, couvert de sang, gisait au fond du terrier. Il avait, à première vue, reçu la grenade sur les genoux et paraissait sérieusement blessé.

Deux coolies le hissèrent à l'extérieur.

Perrec s'approcha et lui tira une rafale de mitraillette en pleine tête.

A la stupéfaction générale, le Viet parvint à s'asseoir. Son visage n'était pourtant plus qu'une vaste plaie.

Birgeaud sortit son poignard et trois fois le plongea dans la poitrine du moribond, qui eut encore la force de remuer.

Le sergent Breil, écœuré, vint mettre fin au carnage, d'une balle de colt derrière la nuque du supplicié.

*
* *

J'ai eu tort, au début de ce chapitre, de comparer mes tendres souvenirs d'enfance aux réalités de la guerre.

Il y a loin de la chasse aux moineaux à la curée des chiens de meute.

L'Epopée de l'Opération « bluff »

Cette épopée de pierre s'est terminée
par une magnifique « Descente au tombeau ».

(Th. Gauthier.)

Que reste-t-il aujourd'hui de ce que fut, il y a un an à peine, la bataille de la R. C. 6 ? Quelques tombes éparpillées tout au long de la route, sur lesquelles une bouteille, plantée par le goulot, remplace la croix réglementaire. Et, dans cette bouteille, griffonné sur une mauvaise feuille de carnet, un nom, une date, le numéro d'un bataillon.

Si un jour la famille d'un de ces « morts pour la France » réclame avec trop d'insistance le rapatriement du corps, elle recevra sans doute un cercueil soigneusement plombé, contenant la dépouille d'un combattant Viet-Minh ou celle d'un coolie décédé dans un de nos hôpitaux...

Il est vrai que les morts prennent très vite le même visage fraternel et soigneusement poli de l'oubli.

Je dédie ce chapitre à tous ceux qui ont laissé leur vie entre Hoa-Binh et Xuan-Maï pour que l'année 1952 vît un vote favorable des crédits militaires au Parlement, et une réussite totale des missions françaises à Washington, pour l'accroissement de l'aide américaine en Indochine.

Huit jours après la prise d'Hoa-Binh, un convoi de trente camions transportant notamment du champagne et des caisses d'apéritifs destinées au colonel Clément, commandant la place, tomba dans une embuscade sur la R. C. 6. Presque tous les hommes d'escorte et les chauffeurs y trouvèrent la mort. Les véhicules furent pillés puis incendiés. Ce n'était pourtant qu'un avertissement.

La partie se jouait ailleurs. Les terribles combats de Ba-Vi, pour conserver l'accès fluvial de la capitale du pays Muong faisaient rage.

Le repli de nos forces sur Son-Tay, après l'abandon de la vallée de la rivière Noire vit renaître le feu de ses cendres.

Le 28 décembre, le poste de Trung-Du, sur la R. C. 6, était violemment attaqué.

Du 7 au 9 janvier, Xom-Pheo subit les assauts répétés de cinq bataillons viet-minh, qui ne réussirent pas à s'en emparer, malgré tous leurs efforts.

Cependant, les sacrifices ennemis se justifièrent en partie. Le Viet-Minh gardait désormais le contrôle de la route.

Le haut commandement se vit obligé d'organiser un pont aérien pour ravitailler Hoa-Binh. En même temps, la reconquête de la R. C. 6 fut entreprise. Mamelon par mamelon, piton par piton, kilomètre par kilomètre, nos troupes commencèrent à progresser péniblement, appuyées par la chasse et l'artillerie. Quinze jours furent nécessaires pour que de nouveau, les camions circulent de Hoa-Binh à Hanoï. Encore devaient-ils se déplacer en convois importants protégés par des chars et de l'infanterie. A partir de six heures du soir, la route était fermée.

Hanoï, 11 janvier.

21 heures : nous embarquons dans les camions aux effectifs de 550.

Le bataillon part pour une opération terrestre dont la destination nous est inconnue. Il est exceptionnel de rouler la nuit.

Pour la première fois, une escorte de chars et d'alftracks nous prend en charge à la sortie d'Hanoï. Un peu d'inquiétude se mêle à notre curiosité.

A 23 h. 30, nous arrivons à Xuan-Maï, imposant camp retranché, situé sur la R. C. 6, au point névralgique où se termine la plaine du delta, avant les premiers contreforts calcaires du pays Muong.

Nous savons maintenant ce qui nous attend.

Notre chef de bataillon entre immédiatement en contact avec le colonel Gilles, commandant les opérations en cours.

Nous sommes affectés au groupement « R », sous les ordres du colonel de Rocquigny.

Il est trop tard pour continuer la route ; nous passons la nuit dans l'enceinte du camp, sur l'herbe rare de l'area.

A l'aube, des camions reprennent la route.

Partout des policiers de la C. C. R. (compagnie de circulation routière), contrôlent soigneusement les distances entre les véhicules : 100 mètres minimum. Chaque ponceau, chaque monticule, chaque débouché de piste est gardé par un groupe de soldats.

A 2 kilomètres de Xuan-Maï, les « calcaires » commencent à surplomber la route de leur ombre menaçante.

Une coupure de 2 mètres de large sur 3 mètres de profondeur, faite durant la nuit par les V. M., arrête le convoi à Mo Thon. Nous quittons les véhicules pour continuer la route à pied. Jusqu'à Rong-Tam, presque toutes les hauteurs bordant la route sont occupées par la troupe. Néanmoins, le bataillon avance lentement, scindé en deux colonnes, de part et d'autre de la route. A chaque halte, si courte soit-elle, nous devons déborder d'une dizaine de mètres dans les fourrés calcinés des bas-côtés, pour parer à toute éventualité.

Sur notre gauche, on entend des rafales assourdies de mitrailleuses, répétées par l'écho.

Les « Bearcats » sont en plein boulot derrière la première chaîne de montagnes.

Nous nous arrêtons une demi-heure à Rong-Tam, P. C. choisi par le colonel de Rocquigny. Le capitaine Crépone,

notre chef de bataillon, reçoit les ordres. Nous devons nous porter à 3 kilomètres vers l'Ouest et occuper une suite de mamelons à l'entrée du col de Kem, point stratégique important, où le 8e B. P. C., quelques jours auparavant, est tombé dans une forte embuscade en ouvrant la route.

Au moment de reprendre la marche, je passe devant Garbet, radio au 694 du P. C., qui me glisse à l'oreille :

— Il paraît que de Lattre est mort.

Cette nouvelle me semble si stupéfiante que je refuse d'y croire.

(Le lendemain, nous en apprenions l'exactitude. Le commandement, pour ne pas démoraliser les troupes, avait tenu secret pour le corps expéditionnaire cet événement considérable.)

Bientôt, une fine poussière rouge poudre les visages. Les tenues camouflées, trempées de sueur, collent au corps. Les sardines de nos rations, chauffées par le soleil de plomb, sont écœurantes. L'acier des casques est brûlant. Les sacs tirent les épaules en arrière. Les ceinturons, sous le poids des grenades et des chargeurs, blessent les hanches. Les pitons couverts d'une jungle épaisse et menaçante semblent vouloir étouffer la route.

Un kilomètre avant d'arriver au col de Kem, nous abordons la ligne de crêtes en bordure gauche de la R. C. 6. L'ascension d'un piton demande des heures d'efforts. Les pistes sont inexistantes. Bambous, herbes à éléphants, lianes de toutes sortes entravent continuellement la marche. Les éléments de tête ouvrent un passage au coupe-coupe. Dix mètres, un arrêt, quinze pas, une halte. Les plus résistants sont bientôt morts de fatigue. Ça et là, une éclaircie : une bombe au napalm qui a grillé quelques mètres carrés de frondaison, et puis de nouveau l'inextricable jungle se referme sur un air surchauffé qui semble stagner et pourrir.

A quatre heures de l'après-midi, nous parvenons au sommet de la côte 56.

Le capitaine Crépone annonce par radio au colonel de Rocquigny :

— Premier objectif atteint.

Devant nous, en continuant la ligne de crêtes, trois mamelons disposés en « V » commandent un coude de la route.

Suit la cote 202, au pied de laquelle s'amorce le col de Kem.

Une dizaine de G. M. C., accompagnés de scout-cars, descendent justement le col dans notre direction.

Et l'embuscade se déclenche au moment où le premier camion arrive à hauteur de la cote 202. Stoppé net par un obus de bazooka, il commence à brûler dans un nuage de fumée noire d'essence. Rafales et détonations se succèdent à une cadence ininterrompue.

La C.I.P. (Compagnie Indigène Parachutiste) commence à dévaler vers la route pour se porter au secours du convoi. Bientôt, elle est aux prises avec les V. M., qui se sont dévoilés à bout portant.

Ma compagnie reçoit l'ordre de gagner la cote 54, pointe du « V », afin d'empêcher toute surprise venant du Sud.

La Ire s'engage sur la route à la suite de la C. I. P. et s'empare du mamelon ouest entre la cote 54 et la cote 202.

Malgré le soutien apporté par les mortiers et mitrailleuses du bataillon, l'engagement dure plus d'une demi-heure. Une partie du convoi réussit à forcer l'embuscade, mais trois camions sont incendiés.

La C.I.P. se replie sur nous, ramenant trois tués, cinq blessés et deux fusils ennemis. Cinq hommes sont portés disparus. Un coolie chargé d'un poste 300 a tenté de s'enfuir. Il a été abattu, mais le poste de radio n'a pu être récupéré.

Le capitaine Crépone décide de passer la nuit sur les positions acquises.

Le bataillon s'installe en trois points d'appui sur les mamelons formant le « V ».

La 2e compagnie, la C. C. B., le P. C. constituent le point d'appui sud sur la cote 54. La 1re compagnie s'installe sur le mamelon ouest, la C. I. P. sur le mamelon est.

Le sommet de la cote 54 est tout grillé. De nombreux trous, creusés par les V. M. lors des récentes embuscades, lui donnent un curieux aspect de fromage de Gruyère.

La ferraille tordue de bidons à napalm éclatés, et les obus de 20 millimètres, enfoncés dans le sol, sont les seuls vestiges de « civilisation »...

La nuit tombe, deux Bearcats, leur patrouille terminée, regagnent Hanoï dans un rugissement. Ils suivent les méan-

dres de la R. C. 6 en rase-mottes, et au passage battent des ailes à notre intention.

Comment faut-il interpréter ce message :

« Bonne chance ! » ou « Démerdez-vous ! »

Chacun selon son tempérament aménage son abri individuel, ouvre sa dernière boîte de ration, ou se prépare à dormir.

Défense de faire du feu. Les gradés dressent les listes de garde. Les premières sentinelles sont posées.

Quant à moi, après avoir donné quelques coups symboliques de pelle-pioche pour marquer mon emplacement de combat, je m'endors avec béatitude.

A une heure moins dix, très exactement, plusieurs coups de feu claquent au fond de la petite vallée perpendiculaire à la route qui nous sépare du P. A. ouest.

Au flanc de notre piton, des craquements de bambous et le froissement des broussailles nous avertissent que des hommes grimpent vers nous, mais on entend donner des ordres en français, et chacun attend, le doigt crispé sur la détente de son arme. L'un d'entre nous, plus nerveux, ne peut se contenir plus longtemps et ouvre le feu, donnant le signal d'une fusillage générale qui bientôt fait rage juste en face des positions occupées par ma section. A cet endroit, la pente est moins forte, les Viets attaquent par là.

Durant les accalmies, j'entends les ordres, hurlés par les officiers V. M., mais en vietnamien à présent.

— Vite ! Vite ! A l'assaut ! En avant !

Nous criblons le terrain du feu conjugué de nos armes. Les hommes, au coude-à-coude dans leurs trous, arrosent chaque pouce de terrain d'une grêle de balles.

La 7-6 de la compagnie engloutit les bandes de cartouches d'une seule rafale. L'artillerie entre dans la danse. Les obus éclatent avec une grande lueur une seconde avant la détonation, répercutée à l'infini par l'écho. Des balles sifflent au-dessus de nos têtes en froissant l'épaisseur de la nuit.

Les V. M. essaient de jeter des grenades dans nos trous, mais celles-ci, de fabrication locale, éclatent rarement. Pourtant, certaines sont enrobées d'une couche d'explosif, fixée par de la toile à sac.

A cinquante mètres se trouve un petit arbre. Dans la lueur blanche d'une explosion, le tireur de la mitrailleuse y repère une forme mobile : un V. M. essaie de dominer nos trous. Quelques cartouches, son corps rebondit de branche en branche avant de s'écraser au sol.

Sur ma droite, Broquart, pris d'une vraie crise d'hystérie, hurle, la bave aux lèvres :

— Enculés ! Bande de tantouzes !

Le lieutenant Savel, chef de la 2e section, se promène debout, de trou en trou, encourageant les uns, plaisantant les autres.

Sa silhouette se découpe un instant sur le ciel. Il s'écroule, une rafale de fusil-mitrailleur en pleine poitrine.

Le sergent Daberot, sorti de son abri à la recherche de munitions, reçoit une balle qui lui fracasse l'épaule.

L'attaque se résorbe du côté du P. A. ouest. La 1re compagnie essaie de nous appuyer de son mortier de 60. Mais le pointeur, encore ému, réussit à placer un obus en plein sur notre position, tuant Robulac et blessant cinq hommes.

L'artillerie redouble d'intensité ; les V. M., vers trois heures du matin, décrochent.

On entend encore quelques gémissements dans les buissons, puis un dernier coup de feu ; un blessé viet, abandonné sur le terrain, a dû s'achever pour ne pas tomber entre nos mains.

Je fume une cigarette pour calmer mes nerfs, m'enroule à nouveau dans ma couverture, et reprends mon sommeil, où je l'avais laissé.

Je suis réveillé au petit jour par des exclamations sans fin :

— Un fusil !

— Encore un fusil !

— Une mitraillette !

— Un F. M. !

Du coup, je bondis sur mes pieds. Treize fusils s'entassent déjà. Ce sont des Mausers garnis d'une superbe baïonnette longue de 30 centimètres et large de 3. Frissons rétrospectifs. La mitraillette est un P. M. 40 allemand. Le F. M. est tchécoslovaque, sortant des usines Skoda.

Les premiers cadavres V. M. sont à moins de 30 mètres

de nos trous. On en trouve cinquante-quatre aux abords immédiats de ma compagnie, dix-huit dans les parages de la 1re.

En comparaison, nos pertes sont minimes :

2e compagnie : deux tués, six blessés ;

1re compagnie : cinq blessés, dont un à la baïonnette.

On commence à descendre nos morts et nos blessés vers la route.

Au moment où ils sont chargés dans les ambulances, une jeep, pleine de correspondants de guerre, passe.

Arrêt :

— Que s'est-il passé ?

— Un piton attaqué cette nuit. Il y a un blessé par baïonnette.

— Ah ! très intéressant !

Et la jeep repart vers Ao-Trach.

Quelques jours après, on pouvait lire dans la presse :

« Le Xe bataillon de parachutistes tient solidement le col de Kem. Mais, dans la nuit du 12 au 13 janvier, c'est lui qui supportera tout l'acharnement de l'effort des Viets. Deux bataillons de la division d'élite 304 montent à l'assaut et, pendant plusieurs heures, la situation restera confuse, les paras devant former le carré, puis charger à la baïonnette, pour se donner de l'air. »

Et encore :

« Au P. C. du colonel Gilles, un commando de la Xe B. P. C. ramenait, comme s'il s'agissait d'une simple affaire de routine, vingt-quatre fusils Mauser, une mitraillette, un F. M. en parfait état. J'ai vu de mes yeux que tout ce matériel et jusqu'aux cartouches neuves — dont j'ai conservé une à titre de souvenir (*sic*) — portait l'estampille de l'armée chinoise. »

En réalité, d'après les renseignements fournis par notre prisonnier, deux compagnies V. M. seulement avaient participé à l'attaque.

Il semble, d'autre part, qu'un dispositif, même en cercle, s'il est pourvu de trous où s'abriter, offre plus de solidité que le « dernier carré ».

L'armement d'un groupe parachutiste ne comportant géné-

ralement que deux fusils, une charge à la baïonnette aurait un peu manqué de piquant...

Quatorze fusils Mauser, seulement, avaient été récupérés. Ils portaient bien, ainsi que les cartouches, une estampille chinoise, mais celle de la Chine nationaliste...

Quant au communiqué officiel, en bon feuilleton qui se respecte, il laissait à l'imagination de chacun la permission de folâtrer à son aise, en déclarant tout simplement « qu'un assaut d'une *incroyable violence*, suivi d'un corps à corps qui dura deux heures, nous coûta deux tués, contre cinquante-quatre cadavres ennemis ».

La fouille des bosquets environnant notre position commence. Quelques balles claquent : nettoyage du terrain. Seul un blessé, qui a un coude emporté et dont un éclat d'obus a fait sauter la rotule, est ramené. Porté par deux coolies, il s'évanouit quatre fois en 50 mètres, mais ne laisse échapper ni un cri ni une plainte. Il trouve même la force d'un sourire pour me remercier d'une cigarette que je lui offre.

Mon groupe est chargé d'aller reconnaître la piste empruntée par les V. M. durant la nuit. Elle se glisse en zigzaguant à travers l'enchevêtrement des lianes et des bambous, coupée çà et là par l'éclaircie du point d'impact d'un obus de 105.

Partout des traces de sang, des pansements maculés, des douilles vides, des casques de latanier encore couverts de branchages. L'ambiance est sinistre, le soleil n'arrive pas à percer l'amas de verdure de cette jungle. Une odeur chaude de viande plane sur l'amoncellement de corps dont chacun porte plusieurs blessures.

Nous trouvons un carnet couvert de croquis médicaux, des photos de Staline et d'Ho-Chi-minh, un autre Mauser que son propriétaire a essayé de dissimuler sous lui avant de mourir.

Au retour de notre patrouille, nous tombons sur nos coolies en train de rassembler les cadavres ennemis dans une fosse commune fraîchement creusée.

Des corvées s'occupent déjà à remonter de la route rouleaux de barbelés et caisses de mines.

Nous devons rester plusieurs jours sur ces positions. L'installation commence.

L'attaque a servi de leçon. Les trous qui, hier, ne dépas-

saient pas 30 centimètres de profondeur, atteignent rapidement 1 m. 50. Certains d'entre nous creusent même une galerie au fond pour pouvoir y dormir.

Le D. L. O. règle ses tirs. Au coup de départ venant des batteries de Rong-Tam, chacun se précipite sur son casque et saute dans un trou. Effectivement, un obus vient d'éclater au milieu de nous, ne blessant heureusement personne.

La C. I. P. se rend sur les lieux de l'embuscade du 12. Elle ramène le corps d'un de ses disparus, celui d'un Nord-Africain, et deux cadavres carbonisés qui gisaient dans un des camions incendiés lors de l'attaque. Neuf cadavres V. M. sont dénombrés sur le terrain.

Trois pistolets automatiques « P. 08 », appartenant au 8e B. P. C., ont en outre été retrouvés.

Nous restons cinq jours sur la cote 54, à poser des barbelés, patrouiller dans les environs, aménager les emplacements de combat, construire de véritables fortins reliés entre eux par des boyaux, poser des champs de mines, etc...

Lorsque tout est soigneusement terminé et que nous pensons jouir d'un repos bien mérité, le bataillon reçoit l'ordre de poursuivre sa marche vers l'Ouest, relevé par le 1er R.T.A.

Nous arrivons le 18 à Ao-Trach.

Le système de protection français se compose d'une ligne de défense formée de postes ou de camps retranchés munis d'artillerie. Ces relais se nomment, en venant d'Hanoï : Xuan-Maï, Mo-Thon, Rong-Tam, Suc-Sih, Ao-Trach, Dong-Ben, Xom-Pheo, Ben-Gnoc. Entre eux, échelonnés tous les deux kilomètres environ, des points d'appui secondaires, tenus seulement par des troupes d'intervention, assurent la liaison.

Ao-Trach, sensiblement à mi-chemin sur la partie montagneuse de la R.C. 6, est une véritable citadelle. Située dans un élargissement de la vallée où serpente la route, elle offre un redoutable enchevêtrement d'ouvrages fortifiés, de tranchées, de blockhaus en terre, le tout protégé par une triple rangée de barbelés et de champs de mines. Tous les pitons alentour sont solidement tenus.

Le camp est coupé en deux par une piste de Morane.

Au-delà de la cuvette, à trois kilomètres environ vers l'Ouest, trois B 26 et quatre Bearcats tournent, montent et

piquent, crachant le feu et bombardant. Les batteries de 105 et de 155 d'Ao-Trach tirent sans arrêt.

Des ambulances arrivent du lieu de l'accrochage, suivies au loin par la double file d'un bataillon. C'est le 1er B. E. P. qui vient d'essayer d'ouvrir la route en s'emparant du piton 4, tenu depuis quinze jours par les V. M.

Une compagnie de cette unité a donné l'assaut. Arrivée à mi-pente, les Viets ont déferlé sur elle. Le 1er B. E. P. s'est replié en désordre, laissant sur le terrain une quinzaine de légionnaires.

La journée du 19 janvier se passe à Ao-Trach dans le calme sournois qui précède les grands événements.

Mes explorations dans le camp ne restent pas infructueuses. Je découvre que le 60e goum du 1er tabor est cantonné juste à côté de ma compagnie.

Or, mon frère a appartenu à cette unité pendant la première année de son séjour et a participé avec elle à la retraite de Cao-Bang. J'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs fois le capitaine Sorpe, commandant le goum, et ses sous-officiers.

Je me présente donc à leur popote, où je suis reçu avec une amabilité sans pareille.

Ils m'invitent aussitôt à dîner, ce que j'accepte sans façon. J'ai le choix entre six apéritifs. Le menu se compose d'un gigot à l'ail entouré de pommes de terre rissolées. Je suis stupéfait de cette abondance, mais on m'explique que, les Tabors étant en quelque sorte les fondateurs d'Ao-Trach, l'organisation de leur ravitaillement bénéficie d'une mise au point savante : un de leurs camions descend tous les deux jours à Hanoï.

Durant ce repas de légende, le capitaine Sorpe me raconte une délicieuse histoire :

Il y a trois semaines, deux tabors décidèrent d'aller se mettre à l'affût d'un cerf. Celui-ci venait toutes les nuits boire à 200 mètres du camp, dans un petit ruisseau en contrebas, et restait des heures à bramer aux étoiles.

Les deux chasseurs se glissèrent donc doucement hors de l'enceinte des barbelés, vers dix heures du soir, après avoir prévenu les sentinelles. Ils rampèrent en silence à travers les hautes herbes jusqu'au lieu habituellement fréquenté par l'animal et l'attente commença. Un froissement de branche

les mit brusquement sur le qui-vive. Le cerf, d'après les bruits, venait droit sur eux.

A ce moment, la lune se dégagea d'un nuage, allumant une lueur blafarde à la surface de l'eau.

A quelques mètres des goumiers stupéfaits, deux Viets, à plat ventre dans l'herbe, attendaient manifestement la même proie.

Les deux groupes sautèrent sur leurs pieds et ouvrirent le feu en même temps. Puis, dans la nuit, il y eut une triple cavalcade de fuites éperdues : les tabors et les Viets mettaient entre eux le plus de distance possible. Quant au cerf, il alla, ce soir-là, bramer beaucoup plus loin.

Le dîner s'achève assez tard. Le capitaine Sorpe nous quitte.

Le sergent-chef Berdés m'indique alors que l'adjudant Corque, ex-chef de section au 60e goum, récemment muté au 1er chasseurs, occupe les hautes fonctions de gérant du mess des sous-officiers. Il est également à Ao-Trach et sera, paraît-il, enchanté de me voir.

Je quitte donc mes hôtes avec tous les remerciements convenables. L'un d'entre eux me guide vers un rais de lumière, qui passe sous la porte d'une sorte de blockhaus.

Je frappe et j'entre.

Le bâtiment, long d'une quinzaine de mètres, enterré aux deux tiers à cause des mortiers viets, est entièrement construit en rondins recouverts de terre. Au milieu de ce « caveau de famille » qui veut être une auberge, une table en bambou est fixée au sol. A droite de l'entrée, un petit bar, en bambou également.

A cette heure, le couvre-feu, sonné depuis longtemps, a vidé le mess de sa clientèle. Il ne reste plus, autour du comptoir, éclairé faiblement par une bougie, que le capitaine de ma compagnie et mon chef de section, le lieutenant Gonzalès.

Ils ont atterri là par hasard, dans un état de béatitude avancé.

L'adjudant Corque me fait un chaleureux accueil et me verse un cognac. Le lieutenant Gonzalès m'en offre un second. Le capitaine paie sa tournée, moi la mienne. L'ambiance y gagne un peu d'intimité.

Gonzalès tient des propos de plus en plus décousus. Il tape sur le comptoir en jurant.

— Les légionnaires, tous des cons ! Je les connais bien, j'ai passé dix ans à la Légion. Tous des cons, je vous dis ! Vous allez voir, Arnoulx ! (Il sort son colt de son étui, le brandit à bout de bras.) La première section, à l'assaut... aut... aut ! A nous le piton 4 !

Le capitaine renchérit.

— Un piton ! Un piton ! C'est tout juste une taupinière ! La deuxième compagnie n'en fera qu'une bouchée.

L'adjudant Corque me fait un clin d'œil entendu. Mais je n'ai plus guère envie de rire. Je viens d'apprendre, grâce aux indications des officiers, ce qui nous attend demain matin. Je revois le 1er B. E. P. revenant, hier après-midi, précédé des ambulances. Les hommes las, couverts de poussière et de sang...

Le lieutenant Gonzalès sauve la situation.

— Alors, mon adjudant, vous nous le versez, ce cognac ?

20 janvier.

A huit heures, nous quittons Ao-Trach, direction le « Piton 4 ». Le cortège se forme : mon bataillon avec un bull-dozer, une section de génie et un peloton de chars du 1er chasseurs. Puis viennent le 8e B. P. C., chargé de nous flanquer à droite, et le 1er R. T. M., qui doit assurer notre protection gauche.

En outre, l'appui de la chasse nous est assuré ainsi que celui de trois batteries d'artillerie.

Nous avançons lentement avec des haltes prolongées et énervantes tous les 200 mètres.

Le colonel de Rocquigny passe et repasse, debout dans sa jeep, hurlant des ordres et engueulant tout le monde.

La chasse glisse au-dessus de nous, dans un grondement de moteurs bien portants.

A mi-chemin, une première salve d'artillerie arrose le terrain devant nous. Un obus tombe trop court. Wurtzack reçoit un éclat dans le cou. C'est la troisième fois qu'il est blessé par nos propres canons. Le sang qui coule de sa gorge agrandit une tache sombre sur sa veste camouflée. Son visage est devenu tout blanc.

Les hommes du génie s'activent et déterrent sans arrêt de nouvelles mines dont plusieurs obus piégés. Le bull-dozer mord le talus dans un bruit de ferraille et pousse des blocs de pierre dans les coupures pour faire un passage aux chars.

La route sinue dans une jungle épaisse, entre des mamelons calcaires couverts de végétation.

Çà et là, des pistes tracées par les Viets traversent la route. L'une d'entre elles est suffisamment large pour permettre à six hommes de passer de front.

L'artillerie, sans interruption, pilonne devant nous, au fur et à mesure de notre progression. Le piton 4 dresse bientôt sa masse imposante et pelée à moins de 300 mètres. Ma compagnie reçoit l'ordre de précéder le bataillon, devant le bull-dozer. Ma section prend la tête de la compagnie. Mon groupe est désigné pour marcher en pointe. Comme chef de voltige, je dois être le premier.

J'ai une pensée émue pour ma mère, une autre pour le saucisson, précieusement enveloppé dans mon sac, que m'a donné hier soir l'adjudant Corque, et, pas à pas, sans hâte inconsidérée, je marche à l'abattoir, suivi par mes voltigeurs, guère plus pressés que moi.

Les Bearcats, après avoir lâché leurs crottes au napalm sur les sommets environnants, mitraillent les vallons à grand renfort de piqués. Le piton 4 s'orne, à chaque seconde, de l'éclair tonitruant d'une arrivée de 105. J'entends, derrière moi, le moteur surpuissant du bull-dozer.

Je dois parcourir les derniers 100 mètres en deux bonds. Le premier m'amènera à une saillie, surplombant la route, qui dissimule le pied du piton 4. Cette avancée de terrain s'orne de troncs calcinés et d'une multitude de trous individuels.

Au pas gymnastique, je me précipite, m'attendant à chaque pas à ramasser une rafale ou à déclencher l'explosion d'une mine. Breckner, à 3 mètres en arrière, me suit, martelant le sol dans sa course.

Je suis tout surpris d'être arrivé sans dommage jusqu'à la saillie. Breckner me rejoint, puis mes deux autres voltigeurs, et enfin le reste du groupe.

Le bataillon reprend sa marche, précédé d'un char.

Nous recevons l'ordre de stopper et de nous abriter. Un déluge de fer et de feu s'abat sur le piton 4 et ses environs

immédiats. Les Bearcats, qui sont quatre à présent, continuent, inlassables, leurs rondes d'assainissement. Ce sont les dernières précautions du colonel de Rocquigny.

Encore cinquante mètres. Dans une coupure, le cadavre d'un légionnaire sans armes, sans casque, sans soulier. Le sol est labouré par les éclats et la mitraille.

Courret, bureaucrate en rupture de ban, qui participe aujourd'hui à sa première opération, saute dans un trou. Il fait un bond de 15 mètres en l'air, projeté par la déflagration d'une mine. Les grenades qu'il porte à son ceinturon éclatent par sympathie. C'est une masse informe de chair et d'os qui retombe sur le sol.

Partout des vestes camouflées déchirées, pleines de sang, des chargeurs de F. M. ou de P. M., des outils individuels, des douilles, des casques viets et français, parsèment la route. Une main, arrachée, traîne sur le sol.

Ce sont là les vestiges de la bataille du 18 janvier.

Un de mes voltigeurs est si nerveux que son doigt se crispe, malgré lui, sur la détente de son arme. Un coup part. Il saute de deux mètres en arrière, se tournant en tous sens d'un air hagard, sans se rendre compte que c'est lui-même qui a tiré.

Toujours rien, aucune réaction de l'ennemi. Deux compagnies, la 1re et la 2e, se regroupent. Les hommes se mettent côte à côte, en arc de cercle, au pied du piton 4, et c'est l'assaut. Moitié courant, moitié à quatre pattes, hurlant des phrases sans suite pour se donner du courage, baïonnette au canon ou colt au poing, les trois cents parachutistes se ruent à l'attaque, tel Don Quichotte contre les moulins à vent. Il n'y a rien. Les mêmes traces que celles relevées en bas offrent seulement la preuve de la dure bagarre supportée l'avant-veille par les légionnaires.

Les Viets ont décidé de nous laisser occuper le piton 4.

Le reste du bataillon grimpe à notre suite, accompagné de deux démineurs nantis de « poêle à frire ».

Il fait une chaleur torride, nous sommes noircis de la tête aux pieds d'un enduit fait de poussière, de cendre et de sueur.

A peine arrivé au sommet, le capitaine Crépone distribue les emplacements des compagnies. Nous nous installons en

dispositif resserré, circonvolutionnaire à triple rang. On commence à creuser les trous dans la terre calcinée sur 20 centimètres de profondeur. Des mules, escortées de tirailleurs algériens, nous apportent des barbelés. Une de ces bêtes fait éclater une mine dans une ruade. Elle est tuée net et son maître grièvement blessé. Quelques petits malins s'approchent aussitôt de l'animal, en émettant l'idée géniale de s'y couper des beefteacks. Mais les muletiers s'élèvent violemment contre un pareil procédé.

Notre installation se termine vers neuf heures du soir. Cette fois-ci, personne n'a gueulé pour creuser son trou. Tous les abris individuels sont profonds et bien protégés ; grenades et munitions supplémentaires sont soigneusement réparties.

Le colonel de Rocquigny veut tout d'abord faire monter les chars sur le piton, mais il doit y renoncer car la pente est trop forte. Ils reprennent la direction d'Ao-Trach, suivis par les deux autres bataillons, le génie et le bull-dozer.

Seuls restent avec nous un lieutenant D. L. O., en liaison radio avec les batteries d'artillerie d'Ao-Trach, et un capitaine aviateur chargé d'établir le contact avec la chasse, si besoin est, et de guider son action pendant la nuit.

Les mains pleines d'ampoules et noires de crasse, je partage mon fameux saucisson avec quelques copains, puis, brisé par toutes les émotions de la journée, je m'endors au bord de mon trou.

Dans la nuit, deux alertes déclenchées par des sentinelles trop émotives nous obligent à rester dans nos abris trois interminables heures. Au petit matin, alors que chacun se rendort persuadé que la comédie est terminée, des éléments V. M. viennent tâter nos positions sur les faces sud et sud-ouest. L'affaire se termine heureusement assez vite, avec un blessé léger de notre côté, qui, d'ailleurs, s'est chargé lui-même de l'opération. On ne retrouve même pas, au cours des patrouilles d'aération de la matinée, de traces du prétendu ennemi. Aucune des mines éclairantes Ruggieri n'a fonctionné durant l'attaque.

Les aménagements du point d'appui se poursuivent toute la matinée. Nous commençons maintenant à savoir monter d'infranchissables réseaux de barbelés ; mines et allumeurs n'ont plus de secrets pour nous.

Un coolie creusant une tranchée donne un malheureux coup de pelle sur une mine abandonnée par les V. M. Il est projeté en l'air et retombe, déchiqueté, 20 mètres plus loin. Nous sommes éclaboussés de débris de chair et de cervelle. L'aumônier parachutiste qui nous accompagne, jeune sous-lieutenant, depuis peu au Tonkin, est obligé de fouiller avec ses doigts la masse sanguinolente du crâne, pour donner au coolie l'extrême-onction. (Cet aumônier s'acquit, d'ailleurs, l'estime et l'admiration de chacun très rapidement. Contrairement à tous ses confrères, il se promenait sans arme, continuellement à l'avant, seul dans les endroits où une compagnie ne se serait risquée qu'avec prudence.)

Le piton 4 est un véritable balcon d'où la vue s'étend à l'Ouest jusqu'à Dong-Ben, dont on peut apercevoir le drapeau, sinon les constructions cachées par le piton de la Carrière, énorme bloc calcaire aux flancs à pic, à la chevelure de broussaille. Au nord, le début de la vallée de Ba-Xet, avec au loin le dôme rond du mont Bavi. Au sud et à l'est, des crêtes couvertes d'une brousse impénétrable, interceptent les regards.

22 janvier 1952.

La prise du piton 4 a redonné courage et espoir au colonel de Rocquigny. Il s'apprête à manger le second morceau, c'est-à-dire le piton de la Carrière, seul obstacle demeurant encore entre Ao-Trach et Dong-Ben. A midi, les éléments de tête du 8e B. P. C., appuyés par trois chars et accompagnés du bull-dozer, arrivent à la hauteur du piton 4. Le 1re B.E.P. suit derrière pour appuyer le 8e en cas de besoin.

Du haut de notre perchoir, nous surveillons les opérations. Le terrain, assez dégagé sur les 800 mètres nous séparant du piton de la Carrière, redevient broussailleux aux abords de ce point stratégique.

Les hommes du 8e marchent comme d'habitude sur les bas-côtés de la route, en deux files interminables. Au milieu, le bull-dozer puis les trois chars, à 50 mètres l'un de l'autre, se couvrant mutuellement de leurs feux.

La partie découverte n'offre aucune surprise désagréable, la progression s'effectue normalement. Mais à peine la com-

pagnie de tête est-elle parvenue à hauteur des premiers buissons qu'un indescriptible feu d'artifice éclate. En un instant, tous les hommes du 8[e] sont couchés dans les fossés. Le bulldozer, engagé très à l'avant, monte sa pelle pour s'en servir de bouclier et essaie désespérément de faire demi-tour sur la route trop étroite. Le mitrailleur de tourelle du premier char, blessé, ferme le couvercle de sa boîte à conserve. Trois parachutistes, à tour de rôle, essaient de grimper sur le char pour utiliser la mitrailleuse. Ils sont tous les trois abattus.

Les chars tirent à zéro sur l'enchevêtrement de lianes et de bambous enserrant la route. L'artillerie entre en jeu ; il semble que les obus tombent en plein sur le lieu de l'accrochage, confondant amis et ennemis. La cacophonie est à son comble, ce ne sont qu'explosions, rafales, fusées. Les Bearcats, arrivés à la rescousse, napalment et mitraillent sans arrêt, de toutes les gueules béantes de leurs canons de 20, dont les obus ricochent, renvoyant des étincelles rouges vers le ciel.

Mais bientôt plusieurs pièces de D. C. A. vietminh se dévoilent dans les contreforts de la vallée de Ba-Xet, obligeant les chasseurs à prendre de l'altitude.

Et puis, un seul cri jaillit des poitrines de tous les spectateurs de ce match passionnant : venant de la vallée de Ba-Xet, en plein terrain découvert, une nuée de soldats V. M. se rue vers le piton de la Carrière. D'où nous sommes, nous voyons distinctement les branchages dont ils sont camouflés.

Nos mitrailleuses et mortiers de 81 les prennent immédiatement à partie, mais avec peu d'efficacité. Pas un seul ne fait demi-tour. L'artillerie, prévenue aussitôt, redouble d'intensité. La bataille est à son apogée.

Des blessés reviennent, se traînant eux-mêmes ou portés sur des brancards. Les ambulances se sont arrêtées au pied de notre piton. L'une d'entre elle, en manœuvrant, fait exploser une mine restée indétectée, trois hommes s'écroulent, dont un les deux jambes sectionnées à hauteur du tronc.

Ce n'est qu'à trois heures de l'après-midi que le 8[e] B. P. C. réussit à décrocher pour rejoindre Ao-Trach, après intervention du 1[er] B. E. P. Nous voyons, une heure plus tard, les V. M. repasser en direction de la vallée de Ba-Xet, sur

laquelle l'artillerie s'acharne longtemps après que le dernier soldat ennemi ait disparu sous les couverts.

A la tombée de la nuit, une silhouette se détache tout à coup sur la route, venant du piton des Carrières. Nous regardons avec stupéfaction ce phénomène qui se dirige vers nous à pas pressés. Dix minutes après, l'autochtone, car c'en est un, nous donne lui-même les raisons de sa présence. Appartenant au 8e B. P. C., il fut terrorisé par l'artillerie, se coucha dans un trou, ramenant des branchages sur lui. Il ne sortit de sa cachette qu'après s'être assuré que le calme était revenu.

Il affirme, en outre, que le passage est libre, tous les V. M. ayant décroché ; mais personne ne se sent l'envie d'y aller voir.

23 janvier.

A trois heures du matin, plusieurs coups de fusils claquent. Chacun saute dans son trou et commence à larguer grenades et rafales à tour de bras.

Quelques cris :

— Alerte ! Alerte !

Nos mortiers et mitrailleuses entrent dans la danse. L'artillerie d'Ao-Trach fait chorus.

J'entends derrière moi la voix du lieutenant Gonzalès :

— Ce sont eux ! Feu à volonté !

Nous n'avons pas besoin d'encouragements, les explosions à ras de nos trous suffisent largement, d'autant plus que ma section fait partie de la première ligne de défense.

Jusqu'au petit jour, nous n'arrêtons de tirer que pour recharger les armes. Pourtant, je suis étonné de ne rien voir dans la lumière blanche des fusées parachutes et des obus éclairants, mais nous avons des munitions en abondance et deux précautions valent mieux qu'une.

Au matin, pourtant, officiers et hommes de troupe sont un peu gênés de s'apercevoir que nous avons tiré toute la nuit sur des ombres. Presque toutes les munitions sont épuisées, les batteries d'Ao-Trach ont tiré 3.000 coups. Le lieutenant Gonzalès va de l'un à l'autre en hurlant :

— Qui m'a foutu une bande de cons pareils ! On ne nous a jamais dit qu'il fallait économiser les munitions ? Vous

comprenez ce que ça veut dire, é-co-no-mi-ser ! Bande d'abrutis !

Le calme revenu dans les esprits, il fut aisé de se rendre compte comment l'erreur avait pu se produire. La troisième ligne de défense avait jeté des grenades qui, tombant juste en-dessous de la première rangée de trous, nous firent croire à une attaque venue du bas du piton.

Ce haut fait d'armes nous valut néanmoins un communiqué officiel, retransmis par les agences de presse en ces termes : « Dans la nuit du 22 au 23 janvier, le Viet-Minh a lancé une violente contre-attaque sur le piton 4. Les défenseurs franco-vietnamiens ont repoussé tous les assauts. »

Heureusement, le II/1re R. T. M. vint nous relever à midi. Nous commencions à être un peu trop tendus.

A quatre heures de l'après-midi, nous sommes à Ao-Trach. J'ai juste le temps d'aller me laver et de faire une visite de politesse à l'adjudant du 1er chasseurs, qui, selon mes prévisions, m'invite à dîner.

24 janvier.

A 8 h. 30, nous repartons pour le piton de la Carrière, essayer une fois de plus d'ouvrir la route.

Le 1er B. E. P. est, cette fois-ci, en tête, suivi par le 8e B. P. C. Mon bataillon reçoit pour mission de se diriger à partir du piton 4 vers le Nord et le Nord-Ouest, de s'emparer dans un premier temps du village de Xam-Lam, puis de se porter à 300 mètres à l'ouest. Le but à atteindre est d'empêcher les Viets de déboucher sur la R. C. 6 à partir du goulet de la vallée de Ba-Xet. Notre progression se poursuit dans l'ordre suivant : la C. I. P. en liaison avec le 1er B. E. P. progressant sur la route, la 1re compagnie au centre du dispositif et la 2e à l'extrême-droite. Le terrain est fangeux, coupé d'arroyos. Des herbes et des roseaux de plus de 3 mètres de haut empêchent toute visibilité. Nous perdons bientôt la liaison avec la 1re compagnie, et nous nous installons en ligne, face à l'Ouest, suivant un axe Nord-Sud. Ma section est placée en réserve. Je m'empresse de sortir un camembert en conserve et un litre de rouge, cadeau sans prix de mes amis B. O. F. d'Ao-Trach. Mon sergent vient partager mes agapes. Les autres, par petits groupes de deux

ou trois, bavardent tout en jetant de temps à autre un coup d'œil aux alentours. Des coups de feu viennent de la route. Le 1er B. E. P. a dû se heurter à la résistance V. M., au piton de la Carrière. Effectivement, quelques instants plus tard, la fusillade fait rage. En même temps, de violentes explosions éclatent non loin de nous. La C. I. P. et la 1re compagnie commencent, elles aussi, à tirer. Les ordres arrivent sans arrêt par radio.

— Mettez du camouflage sur vos casques.

Aussitôt chacun coupe des branchages et les assujettit avec soin sur sa tête.

Quelques instants plus tard, c'est le contre-ordre.

— Retirez tout camouflage : la chasse vous signale comme éléments V. M.

Les obus passent en mugissant pour aller percuter avec violence 800 mètres plus loin. Le sommet du piton 4, que l'on peut apercevoir entre les herbes derrière nous, se couronne de petits nuages de fumée, suivis d'explosions violentes. Les 75 et mortiers V.M. l'ont pris pour cible.

(De mauvaises langues racontèrent par la suite que le colonel de Rocquigny, installé sur ce sommet avec son P. C., pour suivre à la jumelle l'ensemble de la manœuvre, au premier éclatement de 75, plongea la tête la première dans une tranchée occupée par des tirailleurs marocains, cassant le bras à l'un d'entre eux.)

Pendant ce temps, nos armes automatiques, repérées à leur tour, plusieurs obus de mortier viennent éclater en vrombissant autour de nous. Mon groupe reçoit l'ordre de se porter en protection nord de la compagnie. Nous ne voyons pas grand'chose, mais nous entendons distinctement les divers bruits de la bataille. Le 1er B. E. P. semble être sérieusement engagé, ainsi que les deux compagnies de notre bataillon, qui se trouvent entre nous et la route. Les pièces d'Ao-Trach n'arrêtent pas.

Durant les accalmies, les Bearcats passent sans arrêt de la perte de vitesse des piqués aux reprises après les mitraillages. Çà et là, en direction du combat, les énormes champignons noirs du napalm montent lentement pour se désagréger dans le ciel. Nos officiers commencent à s'inquiéter sérieusement, ayant reçu l'ordre de continuer à tenir le terrain pour per-

mettre le repli du 1er D. E. P. Chaque soldat, le doigt sur la détente, scrute anxieusement le rideau de broussailles impénétrables qui nous entoure de toutes parts. On s'attend à chaque instant à voir surgir les Viets, aussi bien en face que par derrière.

Enfin, c'est l'ordre de décrocher. Le commandant de compagnie passe devant moi en courant, colt au poing, suivi par six coolies qui portent les panneaux de signalisation aérienne largement déployés. Suivent les sections, l'une après l'autre, dans une course échevelée.

Une voix crie :

— Où est Grillet ? Grillet a disparu !

Une autre se joint à la première :

— J'ai perdu mon colt !

On saute d'un seul bond les arroyos péniblement franchis à l'aller, les coudes de la piste sont coupés au plus court à travers les roseaux, c'est le sauve-qui-peut général vers l'air libre et la route, presque la panique pure et simple.

Sur la R. C. 6, les éléments du 1er B. E. P. refluent eux aussi, précédés des blessés. Un homme couvert de sang de la tête aux pieds en porte un autre sur ses épaules. A 3 mètres de l'ambulance, le porteur à bout de force s'écroule évanoui. Les morts, leurs vestes ramenées sur le visage, laissent ballotter un bras ou une jambe hors du brancard, une alftrack passe, chargée d'obus pour ravitailler les chars.

Le sapeur de la Légion, rouquin barbu et impassible, ramène son bull-dozer.

Les files des trois bataillons se reforment tant bien que mal, avec çà et là un coolie pliant sous le poids d'un balancier aux extrémités duquel pendent des grappes d'obus de mortier reliés par leurs ailettes. Les visages sont tirés, inquiets, pleins de sueur et de crasse, les chars rejoignent à leur tour, à petite allure, mitrailleuses et canons tournés vers l'Ouest.

La fusillade, interrompue quelques instants du côté de la Carrière, reprend, entre nous et Ao-Trach. Les Viets tentent une manœuvre de diversion rapidement endiguée. Une ambulancière prise dans l'attaque avec sa voiture, réussit à se dégager, grâce à la mitraillette d'un blessé.

A dix-huit heures, fin de la promenade ; nous rentrons

à Ao-Trach. La R. C. 6 sera ouverte demain ou dans trois jours peu importe. Notre bataillon a un tué et vingt et un blessés.

Un de nos tirailleurs vietnamien blessé et ramené en ambulance à Ao-Trach, disparut à tout jamais. Le toubib entreprit plusieurs enquêtes pour le retrouver, mais sa trace se perdait au moment de son évacuation d'Ao-Trach, par Morane sanitaire. Il est vrai qu'issu d'une tribu frontalière chinoise, il ne parlait pas un mot de français ni de vietnamien. Sa fiche d'évacuation dut être perdue ou mélangée.

25 janvier.

Le bataillon est chargé de la protection du débrouillage dans le « goulet ». Nom donné à la partie de la R. C. 6 se situant entre la cuvette d'Ao-Trach et la petite vallée qui s'étend entre le piton 4 et la vallée de Ba-Xet. Le débroussaillage fait partie de la tactique R. C. 6. Pour éviter les embuscades, ou du moins les rendre plus difficiles, le commandement a décidé de raser la jungle sur 100 mètres de part et d'autre de la route. Des équipes de travailleurs autochtones volontaires, nourris et payés 15 piastres par jour, abattent arbres et broussailles sous notre protection.

Au cours des travaux, nous retrouvons le cadavre d'un Européen du 1er B. E. P., tué lors des engagements du 18. Il n'a plus ni casque, ni équipement, ni bottes de saut, mais par miracle un tirailleur découvre son P. M. à 3 mètres de là, dans un buisson.

Le spectacle offert par le cadavre est horrible. Des milliers d'asticots rongent le visage. Les pieds énormes et boursouflés sont noirs de gangrène, les mains sont en partie mangées par les bêtes. Nous recevons l'ordre d'arroser la charogne d'essence et d'y mettre le feu.

26 janvier.

A six heures de l'après-midi, le G. M. I. aux ordres du colonel de Castries arrive à Ao-Trach. Le peloton de char du 1er chasseurs affecté au G. M. I. est celui commandé par mon frère. C'est la première fois que nous nous retrouvons ensemble en opération, nous allons fêter ça devant un pastis bien frais, chez notre ami l'adjudant Corque.

Dans la nuit du 26 au 27, une seule compagnie du G. M. I. ouvre la route en occupant par surprise, sans un coup de fusil, le piton de la Carrière. Le lendemain, au petit jour, le G.M.I. monte vers l'Ouest pour établir la liaison avec Dong-Ben et Xom-Pheo. Le peloton de chars de mon frère ouvre la marche dans un nuage de poussière.

Vers deux heures de l'après-midi, nous apprenons que la mission s'est accomplie dans le plus grand calme. Mais à cinq heures, nous entendons tout à coup une mitraillade générale vers l'Ouest. Dans le camp, le haut-parleur des artilleurs hurle des ordres, les canonniers courent à leurs pièces. Bientôt, le bruit lointain du combat est couvert par les départs de 105. Entre deux salves, la voix du chef de batterie :

— Par quatre ! Feu !

Pendant une heure, les canons tirent sans interruption, puis tout s'arrête et les artilleurs, traînant les pieds, regagnent leur tentes pour essayer de dormir un peu. Depuis un mois, ils passent leur temps, nuit et jour, à appuyer de leurs tirs les postes, les points d'appui, les troupes en opérations, rivés à leurs pièces comme des bagnards à leurs boulets.

Au bout de la cuvette d'Ao-Trach, les premiers éléments du G. M. I. font leur apparition. Dix minutes après, le premier char arrive. Mon frère, debout dans sa tourelle, me fait un grand salut. Son visage est encroûté de sang, de cambouis et de poussière, un magnifique pansement lui couronne l'occiput. Sa blessure n'est d'ailleurs pas grave. Un éclat de mortier lui a éraflé le front, au cours d'une embuscade tendue par les Viets, sur le chemin du retour, à la hauteur de la cote 325. La R. C. 6 est maintenant rouverte, de Xuan-Maï à Hoa-Binh. Des unités sont solidement implantées tous les 2 kilomètres. Les garnisons de Dong-Ben et Xom-Pheo ont pu être relevées. Depuis un mois, ces postes, coupés de tout, ne gardaient que le contact radio avec le haut commandement. Leur ravitaillement en vivres et munitions n'arrivait plus que par parachutages, les avions harcelés sans cesse par la D. C. A. viet-minh. Des nouvelles de Xom-Pheo nous parviennent par la même occasion. Toute la nuit du 7 au 8 janvier, le poste tenu par deux compagnies de légionnaires aux ordres du chef de bataillon Roux, soutint sans faiblir les

assauts continuels de ces bataillons viet-minh. La bataille dura sans arrêt toute la journée du 8 janvier, le ciel couvert et bas empêchant l'intervention de l'aviation. Le 9 au matin seulement, les Viets se retirèrent, abandonnant à l'intérieur même de la ligne de défense du poste plus de 700 cadavres, une cinquantaine de blessés, cent cinquante armes individuelles et collectives. Ce combat fut le plus sanglant de la R. C. 6. Grâce aux documents récupérés et aux déclarations des prisonniers, on put établir que le Trung-Doan 102 en entier avait participé à l'attaque, épaulé par le bataillon 23 du régiment 88 et des unités de génie et d'artillerie.

Les défenseurs du poste durent enterrer les cadavres au bull-dozer, la chaleur torride commençant son œuvre de putréfaction.

Pourtant, le monstrueux sacrifice V. M. ne fut pas entièrement inutile, puisqu'à partir de ce jour la R. C. 6 se trouva coupée et Hoa-Binh isolé.

27 janvier.

Le bataillon passe « réserve personnelle du colonel Gilles » et occupe les emplacements du 8e B. P. C. à l'est de la cuvette d'Ao-Trach, sur les deux pitons qui commandent l'entrée de la R. C. 6. La 2e compagnie reçoit le plus petit des deux. Nous nous organisons en point d'appui fermé selon le procédé devenu maintenant routinier : les officiers s'installent au centre avec les infirmiers et les radios ; une rangée de trous reliés par des tranchées les entourent. A 10 mètres des trous, un réseau de barbelés dissimule un redoutable champ de mines. En avant des barbelés, la brousse sombre et touffue coupe toute visibilité. Des pots éclairants Ruggieri sont piégés en bordure.

31 janvier.

Toute la nuit, le canon tonne et les rafales crépitent à l'est d'Ao-Trach cette fois. A l'aube, nous recevons l'ordre de nous tenir prêts à intervenir. Le P. A. de la pointe du « V » tenu par le 8e B. P. C. et la cote 202 gardée par des éléments du 2e B. E. P. ont été fortement attaqués durant toute la nuit. Nous ne rencontrons aucune résistance sur la

route et la jonction s'opère avec une patrouille du 2e B. E. P. venue à notre rencontre.

La cote 202 a subi un pilonnage intensif de mortiers et de 75, mais le gros de l'attaque a été dirigé sur la pointe extrême du « V ». Deux cents cadavres entourent cette position. Les tirs d'artillerie ont été particulièrement efficaces. Les corps déchiquetés s'amoncellent par paquets. Deux brèches ont été ouvertes dans les barbelés. Les V. M. se sont emparés d'une mitrailleuse et d'un mortier de 60. L'un d'eux est retrouvé tué, la tête dans une gamelle de café.

Un hélicoptère, demandé d'urgence, arrive d'un vol souple de libellule et se pose au sommet même de la cote 202 pour enlever deux blessés graves. Les autres sont acheminés par ambulance vers Ao-Trach, où les Moranes sanitaires viendront les chercher.

Notre retour s'effectue dans le calme le plus absolu, bien qu'avec la plus extrême prudence.

La première semaine de février s'écoula dans une tranquillité relative. Nos activités se limitèrent à des patrouilles d'ouverture de routes vers l'est et l'ouest et au débroussaillage du « goulet » et du « losange ». La nuit, la garde ou le quart meublaient nos insomnies avec de temps en temps une alerte qui nous obligeait à rester des heures entières debout dans nos trous, scrutant la nuit avec angoisse.

9 février.

Ce matin, une activité débordante dans le camp d'Ao-Trach nous intrigue. Nous en apprenons vite la raison : la visite du ministre des Etats associés est annoncée. Ma compagnie est chargée de fournir deux sections de vingt et un hommes. Mais les tenues sont en loques, les souliers n'ont plus de semelles. Qu'à cela ne tienne. Le commandant de compagnie organise un magnifique marché aux puces. La section qui reste pour garder le piton fournit aux deux autres les pièces encore trompe-l'œil de ses tenues et bientôt quarante-deux hommes décents forment les rangs sur la route. Les autres, pieds nus et en bannière, attendront patiemment le retour de leur pantalon ou de leurs bottes de saut. Toutes les troupes ne participant pas à la prise d'armes sont éparpillées sur la route, un homme tous les mètres. Et bientôt

le convoi officiel arrive, escorté de nombreux chars, scout-cars, alftracks. D'une jeep Willys de luxe, d'un beau rouge, M. Letourneau descend. Il s'est déguisé pour la circonstance en G. I. en rupture de ban. Les surplus américains lui ont fourni une superbe field-jacket vert olive. Il est flanqué des généraux Salan et de Linarès, suivi d'une horde d'officiers supérieurs. Une mission américaine d'information et un colonel vietnamien ajoutent la note internationale.

Puis, pendant dix minutes, les flashs des reporters remplacent les habituels départs de 105. Le colonel de Quincerot, monocle à l'œil, présente les troupes d'une voix gutturale d'officier prussien.

Notre tenue, composée d'une veste de « marine », d'un pantalon de « commando anglais » et de bottes de saut françaises, laisse les officiers américains légèrement ahuris.

La revue se termine. Le colonel de Quincerot gonfle sa poitrine et commande :

— Reposez-vous sur vos armes !

Et c'est l'allocution patriotique, fleurie, pompeuse et inévitable.

Le ministre en est au point crucial : la reconnaissance que nous doit la France pour notre magnifique action sur la R. C. 6 quand, de notre piton parvient l'éclatement d'une détonation sèche. Tous les regards se tournent avec angoisse dans cette direction. Un radio est dépêché aux renseignements. Ce n'est qu'une boîte de conserve lancée par inadvertance sur une mine. Messieurs les officiels sourient d'un petit air dégagé. M. Letourneau continue son discours.

Suit une interminable remise de décorations.

— Au nom de la République et en vertu des pouvoirs qui me sont conférés...

Etreintes, congratulations.

Puis tout le monde se retire pour aller gaillardement déjeuner au champagne dans un baraquement du P.C. du colonel Gilles. Toutefois, nos visiteurs ne poussent pas leur souci d'exotisme jusqu'à se faire servir nos rations F.O.M. Au milieu du repas, un des officiers américains demande à goûter notre « Vinogèle ». Nom donné à une boisson aux composants mystérieux pompeusement baptisée « vin condensé ». Une boîte est immédiatement amenée au curieux

qui goûte, avale avec peine poliment, sourit avec plus de mal encore et déclare :

— Je préfère le bourgogne au Coca-Cola, mais j'aime mieux le Coca-Cola que le Vinogèle.

La visite ministérielle prend fin de bonne heure. La fièvre des nouveaux décorés s'envole avec la nuit. Ao-Trach retrouve l'aspect poussiéreux des jours ordinaires.

Le lendemain, les corvées de débroussaillage redevinrent à la mode, mais la tension nerveuse se faisait de plus en plus aiguë. Les journées demeuraient calmes, mais la nuit ramenait ses cortèges d'ombres, de bruits, de craquements. Les sentinelles tiraient continuellement, allant jusqu'à jurer qu'elles avaient vu quelqu'un ou distinctement entendu le bruit de pinces entamant les barbelés. Le moindre rat courant dans les bambous coupés et secs, le bramement d'un cerf dans les environs, une détonation même lointaine, vous faisaient sauter sur place et chercher de la main le froid métallique de l'arme toujours prête.

Nous étions depuis plus d'un mois sur la R. C. 6 sans aucune distraction. La seule chose possible était de commander à Hanoï des caisses de vin, apéritifs, rhum, cognac, etc... et de les boire. Certains ne désoûlaient pas. Les officiers eux-mêmes ne se privaient pas de ce dérivatif. Nous assistâmes même, un jour, à une splendide bagarre entre le lieutenant Gonzalès et son agent de liaison.

Un homme de mon groupe, après avoir bu un demi litre de rhum, s'écrivit sur le bras le nom de sa fiancée avec une lame de rasoir.

Deux autres furent évacués pour troubles mentaux.

La journée, il faisait une chaleur atroce. Sur notre piton dénudé, le seul abri possible était les toiles de tentes sous lesquelles régnait une température intenable. La nuit nous grelottions de froid à tel point qu'il avait fallu faire venir d'Hanoï des capotes pour les sentinelles.

Le Viet-Minh ne tentait plus aucune action de masse, mais nous sentions continuellement sa présence autour de nous, et plusieurs événements nous prouvèrent le bien-fondé de nos impressions.

Le 13, une section de la 1re Cie fit prisonnier un V. M. dans le village de Go Gioi situé au nord du « losange ».

Dans la nuit du 16 au 17, Ao-Trach subit un violent pilonnage de mortiers. Plusieurs artilleurs furent tués et blessés.

Pendant ce temps, les Viets essayaient sans succès de s'emparer d'un piton situé entre Dong-Ben et Xom Pheo où un bataillon du 6e R.T.M. avait pris position la veille au soir.

Le 19 la section ouvrant la route de Rong-Tam à Suc Sih, à l'est d'Ao Trach fut violemment prise à partie par des tirs d'armes automatiques V.M.

Le 22 une patrouille de la C.I.P. tombait dans une embuscade à moins de 200 mètres de ses cantonnements.

Le chef de patrouille, C/C Agerra était tué, son second le caporal Birgoud grièvement blessé.

Les arguments tonnants des armes à feu ne suffisaient plus aux belligérants. Une bataille de tracts fut parrallèlement engagée.

La nuit, les Viets couvraient la R. C. 6 de petits papillons imprimés dénonçant l' « Opération Bluff » ou invitant les tirailleurs marocains, algériens et les Légionnaires à la désertion.

En réponse, nos avions lâchaient des milliers de prospectus en français et en vietnamien qui étaient rédigés en ces termes :

« Tout porteur du présent laissez-passer sera considéré comme prisonnier de guerre et recevra le meilleur accueil dans nos lignes. »

La signature du général de Lattre terminait ce texte.

Je ne vis jamais un soldat viet-minh venir se rendre, porteur de ce papier.

Le seul déserteur, côté français, dont j'entendis parler, fut un légionnaire du 2e B.E.P. qui, un soir, prit une cuite sévère et s'endormit tandis qu'il montait la garde. Réveillé en sursaut par l'arrivée du gradé de quart et de la sentinelle de relève, il lâcha sur eux une rafale de mitraillette, tuant l'un et blessant l'autre. Dégrisé d'un seul coup, il s'enfuit dans la montagne. Malgré de nombreuses patrouilles il fut impossible de le retrouver.

La journée du 22 s'écoule normalement mais, vers 10 heures du soir, tandis que, de garde, j'effectue une ronde, je remarque une file ininterrompue de camions qui arrive à Ao-Trach, tous feux allumés, et repart vers l'Ouest après

avoir été contrôlée par la C.C.R. Le bruit lourd et ferrailleur de chenilles m'apprend la présence de nombreux chars. « Mais comment se fait-il que des convois circulent encore quatre heures après la fermeture de la route ? » A minuit, lorsque je vais me coucher, les camions passent toujours, balayant les alentours du double pinceau de leurs phares.

Au matin du 23, nous quittons notre piton pour aller nous installer aux emplacements de la 1re Cie, partie la veille prendre position sur un des pitons dominant « le losange ». Les camions de la nuit repassent en sens inverse, chargés de civils Muongs ; ils sont suivis bientôt par des troupes et des canons couverts de poussière.

Le lieutenant Gonzalès, harcelé de questions, finit par nous donner la raison de tout cela.

— Eh bien, oui ! On évacue Hoa-Binh !

Depuis ce matin, cette nouvelle courait dans nos rangs, mais personne ne voulait y croire. Toutes les déclarations du général de Lattre, puis des généraux Salan et Linarès, toutes les affirmations de M. Letourneau, mensonges. Tous nos tués, nos blessés, nos disparus, sacrifices inutiles. Nos deux mois de souffrances sur la R.C. 6, néant.

Vers 5 heures de l'après-midi, les troupes refluent toujours. Nous apprenons que les Viets ont accroché un violent tir de mortiers et de 75 à hauteur de Xom-Pheo. Effectivement, morts et blessés arrivent bientôt à Ao-Trach. Les Moranes sanitaires se posent et repartent sans arrêt. L'un d'eux accroche au décollage une jeep avec sa roue et fait un demi-tour complet avant de se coucher sur l'aile dans un nuage de poussière. Il est immédiatement tiré à l'écart, arrosé d'essence et incendié.

Une batterie de 105 arrive et commence aussitôt à se mettre en position. Brèche ouverte, jalons plantés, les artilleurs s'aperçoivent avec stupéfaction que leurs camions d'obus ont continué tout droit, sans s'arrêter à Ao-Trach.

Des tirailleurs annamites et nord-africains arrivent seuls, parfois blessés, cherchant partout leur unité.

L'artillerie tire sans arrêt dans toutes les directions. Des tas de douilles brillantes s'amoncellent près des pièces. Au soir, nous apprenons que Hao-Binh est entièrement évacué. Une section de Légionnaires a été sacrifiée pour per-

mettre au dernier bac de franchir la Rivière Noire. Puis le bac a été sabordé ainsi que deux L.C.M. Le dernier poste sur la R. C. 6 est maintenant Xom-Pheo.

24 février.

Le réveil est sonné par plusieurs explosions. Les Viets ont braqué leurs mortiers sur la cuvette d'Ao-Trach. Les canons tirent maintenant à vue sur les pitons d'alentour. Les 80 V.M. se taisent bientôt.

Nous recevons ordre de nous munir chacun d'une chaussette pleine de riz comme vivres de secours, au cas où nous serions obligés de nous disperser dans la montagne.

Les garnisons de Xom Pheo et de Dong-Ben commencent à débouler dès le petit jour. Puis au fur et à mesure, les unités gardant les points importants sur la R.C. 6 se replient. Un Bearcat est touché par une rafale de D.C.A. viet-minh. Le pilote saute en parachute et atterrit à 50 mètres de la route, qu'il regagne tranquillement. Puis, le pouce tourné d'un geste significatif vers l'Est, il arrête le premier véhicule venu et grimpe dedans.

Dans Ao-Trach, les installations commencent à brûler. Mess, chapelle, P.C., etc., etc... Toute la petite ville est bientôt la proie des flammes.

Les batteries d'artillerie quittent une à une leurs emplacements, tirant leurs dernières salves à zéro.

Jusqu'au dernier moment le calot rouge du colonel de Castries émerge de la poussière rouge et de la fumée, puis il monte à son tour dans une jeep, suivi du colonel Legendre. Un peloton de chars les prend en escorte. Sac au dos, nous dévalons vers la route. Derrière mon bataillon, trois « Shermans » ferment la marche, escortés par un bataillon de tirailleurs marocains.

Sur Ao-Trach, moucheté d'incendies, le silence des choses abandonnées étend déjà son voile. Il ne reste que des douilles, des boîtes de conserves vides, des tranchées et des blockaus, mais aussi les champs de mines. Personne n'a pris la précaution élémentaire d'en enlever les panneaux indicateurs à tête de mort. Ces mines, soigneusement relevées par les Viets, nous les retrouverons d'ici trois semaines dans le delta.

Nous marchons à une allure extrêmement rapide, mais personne ne songe encore à s'en plaindre. Au fur et à mesure, chaque garnison de point d'appui ou de piton retranché, nous emboîte le pas. Nous croisons vers 3 heures de l'après-midi une unité de la 13e D.B.L.E. Ils ont subi, durant toute la nuit, un violent tir de mortiers et de canons. Plus de 60 des leurs sont tués ou blessés.

A 16 heures, nous atteignons Rong-Tam, où se trouvent encore le colonel de Rocquigny et son P.C. Nous recevons l'ordre de stopper et nous nous installons en P.A. au sud-est des quelques maisons puissamment fortifiées du village. Et l'attente commence. Les canons tonnent, les obus éclatent derrière nous et sur nos flancs gauche et droit. Jusqu'à la nuit noire, chasseurs et B. 26 n'arrêtent pas leurs rondes infernales au-dessus de nos têtes. Ils mitraillent et lâchent bombes et napalm de plus en plus près de nos positions. Le 3e B.P.C., qui quitte le dernier Suc Sich, à l'ouest de Rong-Tam, subit une dernière attaque V. M., mais réussit à se dégager avec l'appui des Shermans. A 8 heures du soir, la nuit est complète. Nous recevons tout d'abord l'ordre de nous installer sur place, et dans la plus grande inquiétude nous commençons à creuser nos trous. Puis, 5 minutes plus tard, contre-ordre, nous continuons le décrochage. Interdiction de fumer et de parler. Dans le noir le plus absolu, une double file de soldats se presse sur chaque bas-côté de la route. A chaque arrêt, je viens heurter celui qui marche devant moi, l'homme qui me suit me rentre dedans. A cent mètres de Rong-Tam, nous nous trouvons mélangés à des tirailleurs sénégalais, à des légionnaires. Des retardataires qui ont perdu leur unité viennent coller leur visage contre le vôtre pour essayer de s'y reconnaître. Des jurons dans toutes les langues, des appels à voix étouffées, des murmures.

— Quel bataillon ?

— Ah ! merde !

Les ordres sont formels : ne s'arrêter sous aucun prétexte. Abandonner les traînards.

Des rafales de mitrailleuses déchirent la nuit de leurs pointillés lumineux. Des explosions un peu partout. Des unités couchées dans les fossés, en attendant leur tour d'éva-

cuation, se dressent brusquement en silence. Partout des hommes accroupis sur les talus, les uns à bout de force, les autres s'impatientant sur une bretelle de sac cassée ou essayant de transformer leur chargement qui les blesse. Certains même, qui n'ont plus conscience que de leur propre fatigue, jettent munitions et équipements pour repartir plus légers.

Les Shermans ferment la marche, canons braqués vers l'Ouest. Ils allument de temps en temps leurs phares qui éblouissent tout à coup, pour nous laisser à nouveau dans une obscurité plus profonde encore. Les camions d'arrière-garde, les alftracks sont chargés d'hommes, de sacs, d'armes et ne veulent plus s'arrêter. Mon groupe, isolé dans une marée d'Allemands et de Sénégalais, compte deux hommes de plus qu'au départ. J'ai récupéré en chemin deux autochtones des 3e et 5e B.P.C.

Très loin, nous semble-t-il, vers l'Est, les lumières brusques de départs d'artillerie nous montrent le but à atteindre. J'essaie désespérément de reconnaître la route, de retrouver des points de repaire. Rien à faire, personne ne sait plus rien. Le sac me mord les épaules. Je change sans arrêt de place ma carabine qui me paraît devenue extraordinairement lourde. Mes pieds butent contre chaque caillon, chaque bosse de terrain. Hanté par la peur de perdre un de mes hommes, je me laisse continuellement dépasser par mon groupe, comptant les ombres qui me doublent. Puis je remonte en recomptant en sens inverse. Il commence à faire froid. A chaque halte, si courte soit-elle, la sueur qui ruisselle de chaque pore de ma peau, se glace d'un seul coup. Mes dents claquent, des frissons me secouent les genoux.

A une heure du matin, nous obliquons vers la gauche, sur une piste défoncée par les chenilles des chars. Nous formons les faisceaux. Le lieutenant Gonzalès fait l'appel. Neuf hommes manquent. Ils rejoindront d'ailleurs au matin, sauf deux qui, ayant pris des camions en cours de route, se retrouvèrent à Hanoï.

La fatigue est tellement pesante que chacun s'écroule près de son sac sans avoir même la force de manger un biscuit.

Nous sommes au poste de Dang Vu. Nous avons fait, dans la journée, 30 kilomètres, à une moyenne de 7 à l'heure, chargés comme des mulets.

Le lendemain, à 8 heures du soir, les glorieux combattants de la R. C. 6 rentraient à Hanoï, chantant à tue-tête :

« Ah ! y fallait pas, y fallait pas qu'ils'y aillent,

Ah ! y fallait pas, y fallait pas y'aller... »

Aucun officier ne manqua du sens de l'humour au point de nous faire taire.

La bataille de Hoa-Binh a déjà fait couler beaucoup d'encre. Les plus qualifiés de nos généraux et de nos hommes d'Etat en ont minutieusement démonté les rouages devant le public, démontré les raisons et la nécessité. Je ne prétends pas ouvrir de nouveaux horizons sur cette question, je veux seulement rapprocher quelques faits.

Le général Salan, au cours d'une conférence de presse tenue en février 1952, affirma que nos pertes ne dépassaient pas 1.400 tués pour le seul mois de janvier.

Or, le 25 juin 1949, à l'Assemblée Nationale, le chiffre avoué de nos pertes s'élevait à 4.478 morts pour l'année 1948.

Un rapide calcul permet de se rendre compte que cette guerre ne demande pas seulement une constante augmentation de milliards.

Au cours de cette même conférence, le général Salan affirma que 35.000 Viet-minhs avaient été mis hors de combat en deux mois, soit 20 bataillons complètement anéantis.

Les renseignements fournis par le 2e Bureau permettaient d'établir l'existence de 20 bataillons d'intervention V.M. en avril 1943. En juin 1952, trois mois après la bataille d'Hoa-Binh, 55 bataillons étaient dénombrés par ce même 2e Bureau.

Il est vrai que, peu après la bataille de la Rivière Noire, le Haut-Commandement annonçait l'extermination des brigades 308 et 312. Huit jours plus tard, ces deux unités investissaient Hoa-Binh.

Mais ce fut le général de Linarès qui, au soir de la retraite, s'adjugea le mot de la fin :

« J'estime, dit-il, que cet exploit mérite d'être un clas-

sique du genre et qu'il est digne de l'Ecole de Guerre. »

Le vieux slogan militaire qui affirme :

« Un général ne se juge pas sur une victoire mais sur une retraite », se trouvait revalorisé.

Deux jours après le retour à Hanoï des unités ayant participé à la bataille de la R. C. 6, leurs officiers se réunirent au « Ritz » pour fêter cet événement.

Le « Ritz », boîte de nuit chic d'Hanoï, étale ses fastes sur la terrasse d'un immeuble de trois étages situé au bord du « petit lac ».

A la fin de la soirée, les officiers se ruèrent sur le piano à queue et le descendirent dans la rue, sous un tonnerre d'éclats de rire. Le colonel Gilles dirigeait les opérations, un rien de contentement luisant dans son œil de verre.

Le 7 mars, une prise d'armes eut lieu au stade Mangin.

Le colonel de Rocquigny fut décoré de la Croix de Guerre des T.O.E., avec palme. Il reçut ce témoignage de bonne conduite avec le calme et la modestie des habitués. En effet, la bataille d'Hoa-Binh lui avait valu déjà trois récompenses semblables :

Une palme pour la prise d'Hoa-Binh.

Une palme pour la bataille de la Rivière Noire.

Une palme remise par M. Letourneau lors de sa visite à Ao-Trach.

Il était évidemment difficile de ne pas lui en accorder une dernière pour la retraite de la R. C. 6.

Philippe ARNOULX DE PIREY.

Ce témoignage se passe de commentaires, mais il peut être intéressant de le compléter par un bel aperçu de la littérature suscitée en France par une telle guerre. On ne s'étonnera pas de le voir déboucher sur un mécanisme de justification. On s'étonnera moins encore de le trouver assez ignoble.

Jean-Henri Roy.

LA LITTÉRATURE ET LE NAPALM

Il serait, sans doute, dangereux d'affirmer qu'on a la littérature qu'on mérite; car nul n'ignore qu'on peut faire une très mauvaise littérature avec d'excellents sentiments. En outre, notre littérature clandestine, de l'occupation allemande, a produit peu de chefs-d'œuvre. Notons, toutefois, qu'elle prenait assez souvent la forme de la poésie. Et si nous connaissons bien mal la littérature vietnamienne de combat, nous pouvons présumer qu'elle prend, elle aussi, et spontanément, la forme du poème. (Nous en avons un témoignage important avec *Printemps au Viet-nam* de N'Guyen Nghé, paru dans le numéro de février 1953 d'*Europe.*) S'il est difficile de juger la valeur esthétique d'une poésie aussi différente de la nôtre, on sera touché par les thèmes simples et humains qu'elle reflète : nostalgie du retour à Hanoï, exaltation des travaux des champs, fatigue du combat, et désir de paix. Enfin, nous trouvons dans cette littérature un accent que nous chercherons en vain dans le texte français, et qui est celui de la colère. Même lorsque Roger Delpey, dans *Soldats de la boue*, commente des photos qui représentent des cadavres mutilés, dont il affirme qu'ils sont français, il note cette phrase pompeuse et ridicule : « Méconnues sont les lois de la guerre, quand sont commises de telles atrocités. » Et nous cherchons en vain, dans tous les témoignages qui se multiplient du côté français, soit chez les journalistes, qui reviennent de là-bas, soit chez les soldats, soit chez les colons, un message poétique, un souffle épique, ou simplement, un cri de la conscience. Nous n'avons pas ici la place de commenter tous les livres français parus sur l'Indochine. Nous laisserons, délibérément, de côté les ouvrages souvent excellents des spécialistes, dont le but est, avant tout, historique (celui de Paul Mus, par exemple, ou celui de Devillers) pour tenter de retrouver, à

travers les romans ou les enquêtes, les justifications qu'on nous propose à la continuation de la lutte.

Le cas le plus typique du côté des journalistes est probablement celui de Jules Roy (*Batailles dans la rizière*, Gallimard, éditeur). Jules Roy est un journaliste en uniforme. Il est parti en Indochine pour voir : « Si les Français massacrent les prisonniers et les blessés du Viet-minh, s'ils violent les femmes et s'ils tuent sans discernement les paysans. » C'est du moins ce qu'il affirme noblement à un prisonnier dans un *Dialogue avec le vaincu* à la page 356 de son livre. Le prisonnier en bave d'admiration, il se permet d'interroger : « Et qu'auriez-vous fait si... » Mais il n'ose pas aller plus loin, il n'ignore pas que son interlocuteur est colonel dans l'armée française. Le colonel termine la phrase interrompue : « Si j'avais constaté que nous massacrions les prisonniers, par exemple?... J'aurais donné ma démission et j'aurais écrit ce que j'ai vu. Mais j'ai vu le contraire. Nous traitons humainement les prisonniers. Nous soignons les blessés. Si l'on a violé des femmes, ce fut contre notre volonté. » (Notons en passant la beauté de cette dernière phrase.)

Le lecteur a le droit d'être surpris d'apprendre ce programme le livre presque terminé. Car il ne s'est jamais aperçu en le lisant que la question était là. Nous y avons vu Jules Roy fondre du ciel sur Saigon, et croire naïvement qu'un dieu allait le frapper au cœur et le terrasser comme Saint Paul sur le chemin de Damas « sous l'éblouissement des Vérités qui commandent les grands actes des hommes. » Nous l'avons vu déplorer le stupre de Saigon. (« La vraie valeur qui compte est celle de l'argent. Est-ce pour cela qu'il y a très peu d'oiseaux dans les arbres de Saigon? ») Nous l'avons vu vomir dans un bombardier conduit en rase-mottes par la main trop experte d'un de ses anciens subalternes manifestement désireux de se payer sa tête. Il a visité des collines de marbre dans une auto-mitrailleuse conduite par un sous-officier allemand. Il s'est offert une nuit de Noël dans un avant-poste. Enfin on lui a réservé la tournée traditionnelle des visiteurs de choix qui parcourent périodiquement l'Extrême-Orient. Mais en hôte bien élevé, il n'a jamais eu l'incorrection de poser la question : « A propos, vous ne massacrez pas un peu vos prisonniers? » ou encore : « Qu'est-ce que vous pensez des viols de Vietnamiennes? » Ce serait du dernier mauvais goût. Il n'a pas exprimé davantage le désir de visiter un camp d'internement français, ou d'avoir en

communication les dossiers de nos cours martiales. D'ailleurs, il sait bien que cette enquête-là a déjà été faite par un Paul Mus, par exemple, et qu'on n'a jamais rien trouvé à lui répondre.

Son chemin de Damas, en définitive, Jules Roy l'a rencontré; c'était la cathédrale d'Hanoï : « Oui, au temps du royaume franc de Terre-Sainte et avec cette manie que nous avons de convertir, l'église du Saint-Sépulcre de Jérusalem devait ressembler à celle d'Hanoï » et le grand mot est prononcé, celui dont il s'était farouchement gardé, nous dit-il, alors que nous le pressentions depuis le début, le mot « croisade ». Si nous ouvrons le petit Larousse à ce mot, nous trouvons : « Expédition en Terre-Sainte : partir pour la Croisade. Figuré : Vive campagne menée pour une réforme contre un abus. »

Jules Roy nous accordera, sans doute, que l'Indochine n'est pas une Terre-Sainte, il ne reste donc que le sens figuré : « vive campagne menée pour une réforme contre un abus. » Cette définition de notre guerre au Viet-nam ferait sourire, nous le craignons, jusqu'à ses défenseurs. Mais peu importe à Jules Roy. Il n'observe pas les faits, mais les attitudes. Il était si beau, ce profil un peu busqué d'un capitaine parachutiste en train de prier, tout en louchant de temps en temps sur une belle Française! Les militaires ont décidément un faible pour les images d'Épinal : « Les barons devaient sauter de leurs chevaux, comme les colonels de leurs jeeps, encore poudreux de la route. Ils devaient porter la même courte barbe blonde ou le collier, et faire sonner leurs éperons sur le dallage... »

Voyons maintenant ce que donne le récit des opérations. « La veille à dix heures, la première attaque avait été repoussée et les chasseurs revinrent déverser leurs gerbes de napalm. L'après-midi, le capitaine relança ses groupes d'assaut, encadrés par le feu des fusils-mitrailleurs. Il fut encore repoussé. Trois B.26 lâchèrent leurs bombes sur Trac-Nhiet, mais comme la nuit allait tomber, la compagnie resta sur ses positions de rase campagne. A l'aube, elle sauta sur les lisières du village et ramassa quarante prisonniers hébétés.

« — Avez-vous eu des pertes ?» demandai-je — « Quelques blessés » répondit-il. Mais le lieutenant qui commandait la compagnie voisine a été tué. Je compris alors pourquoi il était triste. » Tout le passage serait à citer, car c'est un exemple, sans doute unique, de littérature guerrière. Jules Roy nous confie qu'il a eu

du mal à écrire, dans les ruines de Trac-Nhiet, où flottait l'odeur douçâtre de la mort. Il craint qu'on ne le croie pas. Qu'il se rassure, nous le croyons sans peine. Auparavant, il s'est étonné de voir les visages des prisonniers refléter « un étonnement sans bornes », et même tarder à ramasser « les paquets de cigarettes qu'on leur jetait. »

La seule explication possible est évidemment qu'ils n'en croient pas leurs yeux : « Cette armée française dont on leur avait dit qu'elle était démoralisée et qu'elle ne faisait jamais de prisonniers, avait fondu sur eux et les avait épargnés. » Quant à accuser le napalm d'être pour quelque chose dans leur abrutissement, il n'en est pas question. Mais la touche finale de ce tableau mérite d'être notée. Le capitaine triste de la perte de son lieutenant, Jules Roy ne sait comment le réconforter. Brusquement il entend quelque chose : « Dans les ruines et sur les cadavres de Trac-Nhiet, le chant qui annonce chez nous les beaux jours, montait, s'affermissait, prenait de l'ampleur et se répondait ... » N'hésitons pas à comprendre, ce gage de salut, qui justifie ce charnier, et les morts grillés au napalm, c'est le chant d'une alouette. Et comment ne pas admirer la conclusion? « On chargeait dans une ambulance un blessé du Viet-minh. Les brancardiers montèrent à côté de lui, et nous démarrâmes. Jusqu'au P. C. du groupement où étaient installés les servicex chirurgicaux de première urgence, nous roulâmes à l'allure du pas, parce que la vie d'un homme était en danger. »

Malgré tout, nous avons eu chaud, nous avons failli ne pas reconnaître de quel côté étaient les justes, celui du napalm et des B. 26, du lieutenant tué, ou celui des quarantes prisonniers hébétés, qui ne sont même plus capables de ramasser un paquet de cigarettes?

On risque d'hésiter. Pour forcer notre adhésion, Jules Roy nous fait connaître ceux qui se sont battus à un contre dix, ceux qui ont *réussi*, comme Bigeard, à se replier au milieu d'une armée Viet-minh.

Cette fois, l'abrutissement n'est plus une circonstance aggravante, ni la preuve d'une déception profonde : « Le général l'interrogea, mais on vit que Bigeard pouvait à peine parler, et on l'emmena. »

Lorsque Jules Roy interroge son commandant Viet-minh, il lui accorde que les buts de guerre sont les mêmes des deux côtés;

il ne faudrait pas le forcer beaucoup, pour qu'il accorde également que l'héroïsme est le même de part et d'autre. Alors, pourquoi cette guerre « inutile et cruelle » ? Pourquoi ? « Parce que l'armée est aveugle et muette. Elle frappe devant elle du lieu où on la met. Elle ne veut rien et agit par ressort. C'est une grande chose que l'on meut et qui tue... » Du moins, c'est le capitaine Alfred de Vigny, qui ne s'est jamais battu contre personne, qui l'affirme, et il parle de l'armée de la Restauration, qui a obéi au Roi, comme elle avait obéi précédemment à l'Empereur. Quant à savoir si, depuis ce temps-là, l'armée française n'a pas changé, ne comptons pas sur le colonel Jules Roy pour nous l'apprendre.

On voit par là combien l'idée d'une armée populaire est étrangère à un militaire. Jules Roy a pourtant connu, sous l'occupation, un cas de conscience qu'il nous a décrit dans le *Métier des armes*, celui de savoir, précisément, jusqu'où pouvait aller l'obéissance d'un soldat de métier. Et il a refusé, en définitive, d'obéir, au nom du vieillard de Vichy, aux officiers de la Luftwaffe, pour rallier la R.A.F. Mais tout cela est loin, lorsqu'il nous cite pour terminer l'exemple de Galliéni qui ne s'aperçoit même pas que la guerre a changé légèrement, là-bas, depuis le temps où Lyautey, définissant le rôle colonial de l'Armée, donnait en exemple un commandant : « abordant un village hostile, et malgré les coups de fusil de l'ennemi, déployant toute son autorité à empêcher qu'un seul coup ne partit de nos rangs... » et réoccupant ainsi le village, sans y tuer un seul rebelle. Nous savons bien que ce colonialisme là, lui aussi, avait son hypocrisie, et fermait délibérément les yeux sur des scènes moins idylliques. Il aurait certainement reculé, néanmoins, devant l'image des paillottes brûlées systématiquement, ou des régions entières passées au napalm.

Le cas de Jean Hougron, du côté des romanciers, est plus ambigu. Avec *Tu récolteras la tempête* (Domat, éditeur) nous pensions saluer le premier ouvrage sincère et impartial sur le Viet-nam. On nous laissait entendre, d'ailleurs, que Hougron était un jeune homme né au Viet-nam et ne l'ayant pas quitté, pour qui le problème se posait sur un plan concret, et pour ainsi dire quotidien. Les militaires se trouvaient dépouillés de leur auréole. On nous montrait combien ils se trompaient grossièrement, traitant en amis des rebelles et des espions, se méfiant des innocents, suscitant la haine de la population par leur brutalité ignorante. Le cas du Viet-minh devenait une querelle de famille, voire une

querelle de villages, et les blancs vivant comme Lastin avec des femmes créoles, traitaient en enfant turbulent, tel jeune homme se prenant pour un grand chef Viet-minh. Le coup de feu qui éclate à la fin suscite la stupeur de Lastin plus que sa douleur, et nous ne savons pas lequel des deux, du jaune ou du blanc, va mourir de ce quiproquo.

Soleil au ventre nous éclairait davantage. Le blanc avait gagné. Il devenait un aventurier comme les autres, désireux avant tout de s'enrichir, en risquant sa vie à bord d'un camion, et se perdant dans les bras d'une nouvelle créole. Nous apprenions en même temps que Hougron, débarqué en Indochine beaucoup plus récemment que nous le croyions, avait lui aussi connu ce métier de camionneur. *Mort en fraude*, son dernier ouvrage, est le plus révélateur. Nous y voyons un Français naïf, qui accepte de transporter un paquet de piastres, pour des trafiquants, et qui n'arrive pas à faire croire aux gangsters qui l'accueillent à Saigon, que ce paquet lui a été simplement volé sur le bateau. Il est traqué par des tueurs, et il réussit à se réfugier chez une Vietnamienne, qui acceptera de le faire passer dans la zone vietminh où se touve son village natal. Le Français participe peu à peu à la vie de ce pauvre village, qui meurt lentement de faim, car le Viet-minh procede a de très lourdes réquisitions de riz, et l'on y manque entièrement de médicaments.

L'argent du Français servira à en acheter. Et le village subsiste, grâce à lui. Mais le héros comprend qu'il n'y a plus qu'un seul moyen pour assurer à jamais cette subsistance, et pour que les paysans puissent enfin récolter le riz qu'ils plantent. C'est d'obtenir la reconquête du village par les troupes françaises. Pour convaincre le commandement de la nécessité de cette opération, on ne peut évidemment pas se contenter de lui parler de la vie des pauvres paysans qui meurent de faim. On ira, en compagnie de la Vietnamienne, espionner le dispositif viet-minh et ses usines clandestines de guerre. Devant la précision des renseignements obtenus, le commandement lancera victorieusement son opération. Nous ne saurons jamais si le village peut désormais reprendre sa vie heureuse, ou s'il a été endommagé par le napalm ou par les bombes, car le Français, qui a eu l'imprudence de regagner Saigon pour contacter les officiers supérieurs, mourra enfin de la rafale de mitraillette à laquelle il avait échappé par miracle, au début de son aventure.

On voit l'habileté du thème. Un de nos jeunes compatriotes, ignorant tout du problème colonial, jeté par hasard au milieu d'un village vietnamien, qui découvre la beauté du caractère des paysans. Et le voilà attaché à cette terre, par un lien plus solide que celui qui unit les paysans de Giono à leur Provence. Somme toute, c'est une réédition asiatique de *Regain*. Ainsi nous prouve-t-on que le Français peut s'éprendre de la terre vietnamienne et de sa civiliation, au point de s'identifier à elles et de consentir pour elles à sacrifier son existence. Nous apprenons, d'autre part, que seul le maintien de la présence française peut accorder aux paysans la sécurité matérielle. Il suffit d'avoir vu, aux actualités, le déroulement des opérations militaires, pour être édifié sur le genre de paix que nous apportons au Viet-nam. Hougron a l'intelligence de le comprendre, et il est bien entendu que l'amour de son Français pour un village vietnamien reste assez naïf. On ne nous montre pas le résultat obtenu. Le Français meurt avant de savoir s'il a vu juste ou non. N'est-ce pas attendrissant? De tels Français justifient bien des erreurs, ils pèsent plus lourd dans la balance que les colons abusifs ou maladroits.

Bien entendu, Hougron ne se demande pas pourquoi le paysan des rizières continue à donner son riz au Viet-minh, et à porter depuis des années, le fardeau le plus lourd de la guerre. On veut bien admettre qu'il est terrorisé par l'armée d'Ho Chi-minh. Mais pourquoi alors n'y a-t-il pas des milliers de gestes analogues à celui qui nous est décrit? Il est tout de même curieux que ce soit un Français, fraîchement débarqué, qui ait le premier cette idée, qui aurait dû germer dans toutes les têtes vietnamiennes depuis longtemps, si réellement la présence du Viet-minh était une calamité effroyable : « Passons de l'autre côté, mieux vaut l'occupation française, que celle du Viet-minh. »

A cette question, Hougron ne répond pas, il n'est qu'un romancier. C'est Pierre Courtade qui, en définitive, nous montre, avec une lucidité parfaite, les deux côtés de la barrière, dans son livre *La rivière noire* (Éditeurs Français Réunis). Il démonte, pièce par pièce, le mécanisme d'une opération militaire. Mais le Viet-minh n'est pas pour lui ce trublion de village, ce jeune homme romantique qui joue imprudemment avec des armes à feu. C'est une armée populaire s'appuyant sur toutes les couches de la société, et déferlant inexorablement sur nos blockhaus.

Jean-Henri Roy.

« J'estime qu'il n'y a plus, désormais, de problème militaire en Indochine, Le succès de nos armes est complet... »

(*Coste-Floret, ministre de la guerre, à son retour d'Indochine, le 14 mai 1947.*)

Ce désarroi du soldat, perdu dans une guerre dont le sens lui échappe, s'étonnera-t-on de le retrouver au niveau du Haut-commandement? Aucun militaire, en 1947, ne doutait d'une victoire rapide. Normalement, elle était acquise ; plusieurs fois, on crut la tenir et les dernières opérations mêmes participent de ce mythe de l'offensive » que rien ne décourage. Les militaires étant longs à comprendre, cela n'est pas pour surprendre. Petit à petit, cependant, ils commencèrent à se rendre compte que quelque chose n'allait pas. Leurs offensives tombaient dans le vide, l'ennemi se reconstituait derrière elles, les conquêtes qui semblaient les plus sûres étaient lentement grignotées. En face, une armée en sandales et souvent mal nourrie les tenait en échec. Ne sachant pas l'américain, elle ignorait la « logistique », mais les munitions lui parvenaient quand même. Sa stratégie, enfin, était hétérodoxe mais victorieuse, ce qui, même à un militaire, donne à réfléchir. Un pas encore, et l'on eut une révélation : si les soldats de la Résistance tenaient en échec l'armée occupante, c'est d'abord qu'ils avaient l'appui du peuple, ensuite que leurs méthodes étaient mieux adaptées que les « nôtres » à la lutte nationale qu'ils menaient. C'est alors que naquit une idée géniale : pour vaincre le Viet-minh, il faut se battre avec ses propres armes, il faut porter la lutte sur son propre terrain. A ce point de maturité, l'idée géniale alla même jusqu'à en engendrer deux autres : pour battre une armée vietnamienne, il faut constituer une armée vietnamienne, — les méthodes de cette armée et celles du corps expéditionnaire doivent être « repensées » pour les adapter aux conditions particulières du conflit. Où vont les militaires quand ils repensent, Louis de Villefosse l'expose maintenant :

Louis de Villefosse.

LA STRATÉGIE DU « PLEIN EMPLOI »

Revenant d'Indochine où il exerçait un important commandement, un chef militaire me dit un jour : « La situation est en nette amélioration ; nous allons certainement nous en tirer en recrutant d'importants contingents sur place. »

C'était en 1947.

Six ans se sont écoulés. Dans les hautes sphères de l'armée et de la politique, c'est encore sur cette idée qu'on fonde le seul espoir de parvenir à un dénouement victorieux. Le 6 juin dernier, au cours d'un déjeuner-débat présidé par le général Catroux, après avoir déploré la pesanteur de notre Corps expéditionnaire neutralisé dans des forteresses, le général Revers faisait remarquer non sans pertinence, que pour connaître les mouvements et intentions de l'ennemi, il faudrait la collaboration des autochtones. De même, le général Chevance-Bertin, directeur de *Climats*, préconisait le « plein emploi du partenaire ».

Le partenaire en question, S. M. Bao-Daï, s'était déjà pleinement employé à convaincre ses sujets de cette impériale nécessité : « Le moment est venu pour tous les Vietnamiens, avait-il déclaré l'année précédente, de participer activement à l'effort de guerre. » Nécessité proclamée simultanément par le général de Linarès : « Une étroite collaboration entre les forces militaires françaises et les forces militaires et politiques vietnamiennes de Bao-Daï permettraient de mettre fin à la guerre d'Indochine » (25 mai 1952). A l'issue d'une tournée d'inspection là-bas, le maréchal Juin déclarait lui aussi : « Il faut développer l'armée vietnamienne, seule solution militaire et politique possible au problème de l'Indochine » (2 mars 1953).

On se rappelle d'autre part que M. Letourneau fit, l'an dernier, un voyage à Washington pour accélérer la livraison de fournitures destinées à équiper quatre divisions autochtones ; on sait avec quelle persévéranec il s'efforça d'organiser cette « armée nationale » qui, selon lui, devait permettre d'envisager la relève de nos troupes. En dehors des cercles directement responsables, c'est M. Paul Reynaud qui s'est fait l'avocat le plus zélé de cette thèse, laquelle a réalisé l'accord de tous les partisans d'une poursuite coûte que coûte des opérations — indépendamment de la stratégie adoptée.



On ne peut pas dire que les états-majors qui se sont succédé en Indochine n'aient pas pris peu à peu une vue assez nette des données exclusivement militaires du problème. Le temps semble révolu des opérations de prestige comme celle d'Hoa-Binh imposée par M. Letourneau en dépit des énergiques objections du maréchal de Lattre, puis du général Salan. Le plan de Lattre, auquel on fut contraint de revenir, était simple : Concentrer toutes les forces disponibles dans le delta du Tonkin, à l'abri d'un périmètre fortifié ; en interdisant au Viet-Nam l'accès de cette région d'où il tire son riz, son argent, ses hommes, on le privera des moyens de continuer la lutte.

Conception statique en définitive — du moins dès que de Lattre n'était plus là pour l'appliquer — et contraire à la doctrine qui n'attribue qu'à l'offensive le pouvoir de forcer la décision. Les faits d'ailleurs, et pas seulement les principes, ont accusé sa faiblesse ; elle s'est révélée inefficace et partiellement irréalisable, justement en raison du manque d'effectifs.

Certes, toute une ceinture de puissants blockhaus bétonnés a été constuite, des concentrations formidables d'artillerie ont été opérées, et grâce à ce dispositif, au cours de 1951, de Lattre parvint à repousser les assauts du Viet-minh. Mais renonçant à ses attaques frontales, le Viet-minh a réussi depuis à infiltrer ses troupes par bataillons entiers à l'intérieur du delta. Au début de 1952, l'état-

major français estimait à 15 ou 20.000 hommes le nombre des rebelles ainsi infiltrés, et le général de Linarès devait livrer de véritables batailles à l'intérieur du périmètre défensif sans pouvoir empêcher la rafle de tout le riz disponible.

Un an plus tard, au printemps 1953, on s'accorde à reconnaître que le delta est pratiquement contrôlé par le Viet-minh. Les correspondants de guerre le décrivent comme un paysage truqué, une étendue spongieuse, poreuse, truffée ; des dépôts d'armes, de munitions, de ravitaillement, se multiplient pour ainsi dire sous le nez des autorités françaises. Les forces de l'ennemi sont désormais évaluées à 20.000 réguliers, plus 50.000 partisans. Leurs mobilité est extrême, elles disparaissent le moment venu comme par enchantement. Le jour, le terrain appartient aux Français, la nuit il est repris par le Viet-minh. Les troupes dissidentes n'apparaissent même plus comme des envahisseurs ayant forcé les défenses : elles sont une « secrétion du delta », une sorte de « végétation du delta » ; on sarcle, on désherbe et ça repousse.

Deux tiers des effectifs du Corps expéditionnaire sont absorbés par ces opérations stériles du Tonkin, le reste étant empêtré dans des situations du même genre dans le reste de l'Indochine, où l'on ne tient que les grandes villes ou des îlots encerclés par la guérilla. On prétend être présent partout et meme au Cambodge où la politique d'alliance avec le pouvoir local s'avère chaque jour plus précaire. Cela apparaît clairement, il devient impossible de faire face à tout ; pour appliquer la formule de Lattre, il faudrait abandonner au moins Laos, Annam et Cambodge — à moins de pouvoir enfin résoudre la question des effectifs, de constituer une armée indochinoise pour reconquérir l'Indochine. Prenant la parole le 30 avril à un déjeuner de l'American Club — décidément c'est grâce aux banquets qu'on verra s'éclaircir la situation — M. Paul Reynaud, vieil apôtre d'une intime collaboration franco-indigène, dégageait comme suit la leçon des événements : « La politique de la France doit être de passer aux Cambodgiens le plus grand nombre de secteurs possibles. » Quelques jours après, on apprenait la fuite du roi du Cambodge.

Il existe cependant une école hostile à la stratégie de l'immobilisme : au lieu de rester bloqué dans des forteresses comme celles du Tonkin et de la plaine des Jarres, il faudrait passer à l'offensive, attaquer les grandes bases du Viet-minh, les couper du ravitaillement chinois, acculer l'adversaire à une bataille à ciel ouvert qui nous permettrait d'utiliser notre supériorité matérielle. Il semble que cette conception soit notamment soutenue par le général Coigny, actuel commandant en chef dans le Nord-Viet-Nam.

Une expérience assez récente en a cependant montré le caractère chimérique. En novembre dernier, l' « opération Lorraine » avait abouti à un fiasco : une colonne de 15.000 hommes, appuyée par un matériel formidable, s'était enfoncée en territoire de la République démocratique sans rien trouver devant elle, mais au retour elle était tombée dans une série d'embuscades. Il n'est plus possible d'espérer couper les lignes de ravitaillement du Viet-minh, ni de menacer ses arrières. Soulignant les difficultés du combat dans la jungle et les qualités de l'infanterie vietnamienne « peut-être la meilleure du monde, incroyablement sobre, extrêmement mobile, munie uniquement de matériel léger », en un mot insaisissable, Max Arnaud, dans un article du *Monde* (21 avril 1953), concluait que les 250.000 soldats du Corps expéditionnaire, même appuyés par les formations baodaïstes (qu'il évaluait à 150.000 hommes), « ne peuvent pas tenir les deux deltas, le Cambodge, l'Annam et le Laos en face d'une armée vietminh qui bénéficie du soutien et de l'aide de la population ».

Le problème des effectifs, on s'en doutait, est étroitement lié à l'aspect politique de cette guerre. On s'en doutait, mais dans ce « on » faut-il inclure les états-majors ? Dans l'esprit de l'amiral d'Argenlieu, le bombardement d'Haïphong devait réduire le Tonkin au silence, comme au temps de Courbet où quelques salves bien placées remettaient à la raison l'Empire du Milieu. L'idée à peine moins simpliste de recruter d'importants contingents sur place n'est pas non plus bien nouvelle, c'était celle du général Mangin : tirailleurs sénégalais et autres, armée noire. D'ailleurs, ce plan a reçu plus qu'un commencement d'exécution ; on s'étonne de tant de déclarations officielles sur l'urgence de

créer une « armée nationale vietnamienne », alors que v[illegible] plus d'un an Bao-Daï a ordonné la mobilisation génér[illegible]. Comment s'était-elle donc opérée ?

M. Serge Bromberger nous l'avait révélé à l'époque da[illegible] le *Figaro* : au lieu de recenser et d'enrôler, on raflait. [illegible] recruteurs « viennent avec des camions et ramassent [illegible] ce qui passe entre 18 et 30 ans ». Les recrues sont enferme[illegible] pendant trois jours dans un camp, bien nourries, bien tr[illegible]tées, et le quatrième jour on ouvre les portes : « Un [illegible] de l'effectif prend aussitôt la route et regagne les villa[illegible]. Toute la semaine qui suit, on note encore des départs in[illegible]viduels. » Au-delà de cette période, les désertions tomb[illegible] au taux de 1 pour 1.000 « comme dans toutes les armée[illegible]. On disposerait ainsi de vrais soldats, de troupes fidè[illegible]. Est-ce bien sûr ?

De nombreuses informations ont signalé soit l'évanouis[illegible]ment des milices locales dans la nature, soit leur passa[illegible] l'ennemi avec armes et bagages et l'enrôlement dans [illegible] rangs du Viet-Minh de beaucoup de jeunes, à l'issue de [illegible] stage d'instruction dans des centres français. Dès jan[illegible] 1952, le général de Linarès attribuait à la défaillance [illegible] deux bataillons vietnamiens la pénétration de forces v[illegible]minh à l'intérieur du périmètre fortifié. Et M. Tran V[illegible]chuong lui-même avouait cette situation tout en l'ex[illegible]tant ; faisant écho aux déclarations Revers et Chevance-Bertin, il insistait sur la nécessité d'accorder au Viet-N[illegible] une indépendance authentique : « sans quoi on contin[illegible]rait à voir le passage à l'ennemi de fractions importa[illegible] de promotions d'élèves-officiers ou de cadres subaltern[illegible].

Quelle est, en regard de cette situation, celle de l'adver[illegible]saire ? Un jeune officier prisonnier en zone vietminh, [illegible] libéré, le lieutenant Max de Villeneuve, déclarait en [illegible]tembre 1952 au correspondant de l'*Associated Press* à [illegible]gon : « Les Vietminh ont une armée fanatique soutenu[illegible] fond par la population. Ils sont toujours aussi convainc[illegible] de la victoire finale, et je ne vois aucune différence [illegible] leur moral actuellement et ce qu'il était il y a deux an[illegible]. En avril dernier, Ch. Favrel écrivait dans le *Monde* : « [illegible] la rizière où germe le riz par-dessus les cadavres, une [illegible]nesse fanatisée s'est levée pour proclamer son droit [illegible]

[illegible] la liberté, à l'indépendance (...). Formée à la dure [illegible] la discipline communiste, elle a maintenant l'âge [illegible]at et chaque année voit une nouvelle moisson comble[illegible]es vides. »

[illegible]tivement, il est clair que le Corps expéditionnaire d'[illegible]chine représente pour le peuple vietnamien ce que [illegible]tait pour le peuple français l'armée prussienne en [illegible] armée hitlérienne au cours de la dernière guerre, ce [illegible]présente partout et toujours une armée d'occupation, [illegible]orte raison quand cette occupation a pour but d'im[illegible] restaurer un régime détesté et méprisé. On com[illegible] que le duc de Brunswick ait été stupéfait d'être tenu [illegible] par une foule de va-nu-pieds et de sans-culottes. [illegible]plique moins, à première vue, la surprise de géné[illegible] sont censés avoir appris l'histoire militaire de la [illegible] République et avoir lu quelque part qu'à dater de [illegible]ny, quelque chose avait changé dans l'histoire tout [illegible]. On pouvait supposer aussi qu'ils avaient médité les [illegible]ments de la dernière guerre et admis l'apparition d'[illegible]cteur nouveau qui s'appelle la Résistance. Ce facteur [illegible] comporte, d'une part, l'entrée en ligne de guérillas et [illegible]artisans et, d'autre part, *a fortiori*, l'évidente impossi[illegible] pour les occupants d'escompter un recrutement massi[illegible]aîtres. Dans la perspective tracée par les déclarations off[illegible], l'« armée nationale vietnamienne » supporterait le [illegible]au principal des opérations, et le Corps expéditionna[illegible]nsi soulagé, ne serait plus qu'un appoint. Mais Hitler [illegible] jamais espéré gagner sa guerre en remplaçant sa W[illegible]acht par la L.V.F. et les cosaques de Vlassov ?

[illegible] comparaison n'est pas excessive, elle pêche même pa[illegible]out. Y a-t-il, en effet, commune mesure entre la Ré[illegible] aux Allemands — Résistance qui, tout au moins en [illegible] occidentale, fut plus souvent, il faut bien le dire, un[illegible]ment qu'une insurrection — et le raz-de-marée, le sé[illegible]ui submerge ou soulève, comme on voudra, le continent [illegible]ne ? Là encore, on aurait pu croire que nos stratè[illegible]ient accordé quelque attention à ce phénomène et qu[illegible]tant de le combattre, ils en avaient déterminé la na[illegible] fin de compte, certains d'entre eux se sont avisés qu[illegible] différence d'équilibre entre les forces franco-bao-

daïstes et celles du Viet-Minh provenait du caractère révolutionnaire de ces dernières. Pour insuffler aux premières l'ardeur qui leur manque et leur donner la mobilité, ne suffirait-il pas de les métamorphoser en formations de partisans véritables ? « Si les Vietnamiens défendaient eux-mêmes leurs villages, déclarait récemment le général Coigny après avoir déploré que l'adversaire y trouve refuge, les troupes françaises auraient les mains libres pour pourchasser et détruire l'ennemi. » Certes. Avec des *si* de ce genre, on mettrait même Paris dans une bouteille... Ce qu'il convient de réaliser, dit-il encore, c'est la transformation des armées vietnamiennes en une « véritable armée révolutionnaire ».

Après avoir constaté la fragilité du barrage opposé à l'inondation, nos experts ne voient donc plus d'autre solution que d'emprunter la force vive du torrent pour le refouler à sa source : faisons en sorte que le flot de l'histoire puisse remonter à contre-pente. Le problème stratégique de l'Indochine se trouvera du même coup résolu... Voilà où nous en sommes après sept ans d'une guerre pourrie dont on ne voit pas pourquoi elle ne dégénérerait pas en guerre de Cent Ans. « J'ai bon espoir de débarrasser le delta des réguliers Vietminhs avant la saison des pluies », affirmait le général de Linarès en avril 1952 ; « quant aux « régionaux », nous les annihilerons à la longue ». A la longue... La guerre de Cent Ans s'était-elle terminée par l'élimination des autochtones ?

Louis de VILLEFOSSE.

Le raisonnement, on le voit, est d'une simplicité militaire : 1° *le Viet-minh remporte des victoires parce qu'il a l'appui du peuple;* 2° *ayons nous-mêmes cet appui, et c'est nous qui les remporterons. Pourquoi est-ce l'armée du Viet-minh qui jouit de ce soutien, et non pas le corps expéditionnaire, à peine se pose-t-on la question. Écoutons encore le général Chassin :*

« Créer une armée au moral élevé est, à la guerre, la première condition de la victoire. Or, ceci peut se réaliser facilement. Si l'on prenait en 1947 deux paysans chinois, de la même famille, issus du même terroir, ayant les mêmes qualités physiques et intellectuelles, qui se trouvaient par le jeu des circonstances intégrés dans l'armée de Mao, l'autre, dans celle de Tchang, on constatait quelques mois après que l'un était devenu un combattant extraordinaire, prêt à sacrifier sa vie, à foncer sur l'ennemi sous le feu le plus violent, tandis que le second était devenu un être veule et lâche, sans initiative et sans courage, prêt à s'enfuir ou à trahir à l'occasion. Ces évolutions divergentes provenaient des méthodes d'entraînement idéologiques et militaires en honneur dans les deux partis. L'âme de l'être humain est éminemment réceptive et malléable. A condition de bien choisir ses slogans et de pratiquer une endoctrination intelligente, tenace et méthodique, on arrivera à faire croire aux gens ce que l'on veut, sans avoir besoin de les conditionner à l'evipan ou d'employer des procédés chimico-physiques barbares. L'esprit humain se laisse facilement violer. Il suffit le plus souvent de faire appel habilement à ses instincts profonds et, surtout, de répéter violemment et surtout sans relâche, ce que l'on désire lui faire croire. Il n'est nul besoin de démontrer, bien au contraire : il vaut mieux faire appel aux sentiments affectifs... etc... » (op. cit.).

Ce texte est étonnant de lucidité incompréhensive. Tout y est, et l'essentiel y manque. On a l'impression d'un aveugle tâtant les couleurs, d'un esprit tentant désespérément de saisir une réalité qui, par nature, lui échappe et qu'il essaie de reconstruire à partir de ses propres catégories. Passons sur le mépris de l'homme dont témoigne chaque ligne. L'idée que toute la différence entre l'armée de Mao et celle de Tchang, entre le Viet-minh et les baodaïstes vient de ce que les premiers se battent pour quelque chose et les seconds pour rien, cette idée élémentaire ne l'effleure même pas. Alors il pose le problème en terme de technique, parle de « viol » et d'endoctrination, recherche les recettes qui rendent les « slogans » efficaces, sans voir que la meilleure est encore leur vérité.

« Nous gagnerons la guerre d'Indochine le jour où paysans et bourgeois du Viet-nam feront front commun avec nous contre les communistes »,

déclare le général Salan (Paris-Presse, 20 janvier.)

*
* *

Ce qu'il faut voir surtout, c'est qu'on ne parle d'« indépendance » que dans le même esprit. Paul Reynaud le dit sans détours : accorder l'indépendance au Viet-nam, c'est le « mettre dans la guerre ». Et le général Catroux se félicite de ce que le gouvernement, « par sa déclaration solennelle du 3 juillet » ait fait « un pas important en vue de stimuler, par l'octroi d'une pleine indépendance, l'esprit de guerre chez les peuples d'Indochine ». Il ajoute, — ce qui, chez tout autre, pourrait sembler de l'ironie : « S'il (le gouvernement) les persuade — ce dont je ne doute point — que leur indépendance et leur existence nationales sont devenues des réalités et que le combat auquel les convie la France est celui de leur libération inconditionnelle, on peut penser que les États associés se donneront entièrement à la guerre... ». (Figaro, 21 *juillet.*)

Il est difficile d'avouer plus ingénument que ce n'est pas la volonté d'indépendance qui conduit à faire la guerre, mais que c'est pour continuer la guerre qu'on est amené à parler d'indépendance. Bref, que la promesse de liberté est un moyen d'entraîner les Vietnamiens au combat. Être libre, pour eux, c'est se battre avec nous... pour être libre.

Ce détour n'était pas inutile pour apprécier la valeur des « solutions » stratégiques et tactiques destinées à emporter les victoires qui fleurissent depuis quelque temps dans tous les cerveaux spécialisés. Les esprits, subitement, ont découvert les tactiques de la guerilla et de la guerre révolutionnaire. Il n'est question que d'unités légères, de « bataillons-commandos », de mobilité et d'audace. On dirait, à les entendre, que la guérilla est une petite recette de guerre parmi d'autres, applicable

par n'importe qui, comme on choisit la meilleure clef pour ouvrir une porte. S'il est une chose évidente, au contraire, c'est que le problème est politique et non technique, que la guérilla n'est que la traduction militaire d'une réalité non militaire dont elle tire son sens, — et que les stratèges peuvent se mettre à la torture ; faute de cette substance, l'armée franco-baodaïste ne sera jamais qu'un poisson sur la terre.

II. - LE VIET-NAM LIBRE

Le Viet-nam libre, c'est d'abord une armée. Comment naît, comment se bat une armée populaire, ce qu'elle signifie et pourquoi l'idée est burlesque de vouloir faire des troupes baodaïstes une force « révolutionnaire », — comme la bonne presse, qui n'a pas peur des mots, n'hésite pas à l'écrire, — c'est ce qu'il faut maintenant étudier.

Guy de Chambure et Jean-Jacques Salomon.

L'ARMÉE POPULAIRE

De 1945 à 1950, la République démocratique du Viet-Nam a forgé une armée ; celle-ci a attaqué des convois franco-baodaïstes, cerné et capturé des postes militaires, organisé la révolte d'un pays grand comme deux fois la France. D'où sort cette armée ? Qui l'a instruite ? Comment vit-elle ? Quels sont ses rapports avec le milieu dans lequel elle évolue ? S'il est vrai qu'elle incarne et réalise les aspirations du Viet-Nam, d'où vient que ses campagnes soient lentes et rares les batailles qu'elle livre ? Comment se bat-elle et avec

quoi ? Dans quelle mesure son rôle n'est-il pas davantage politique que militaire ? Qu'attend-elle du peuple et qu'attend-il d'elle ?

Quand, en 1941, au moment de l'intervention japonaise, une partie de la classe paysanne prit le maquis, rien, pas même l'optimisme, ne permettait de supposer à cette action une efficacité quelconque. Ils témoignent, pensaient les milieux résistants ; ils ne peuvent rien faire d'autre. Il faudra attendre longtemps — jusqu'en 1949 — pour apprendre à quel point la Chine de Mao Tsé-toung était redevable de sa naissance à ces « bandes » (pour la plupart armées seulement de fourches et de pelles) dont l'occupation japonaise et les crimes du Kuomintang avaient accéléré la formation. En Indochine, le problème, quoique un peu différent, ne cesse de présenter des analogies avec celui de la Chine : la présence des Japonais d'abord, que la superficie de l'Indochine rendait plus pénible et dangereuse pour un mouvement de résistance ; et celui-ci, incapable d'investir les territoires où il évoluait de l'autonomie et de la liberté que réussissaient à établir en Chine du Nord les paysans révoltés, ne pouvait avoir recours, pour manifester son existence, qu'à de courtes expéditions de harcèlement, impuissantes, au début, à faire quitter la région à l'occupant ou à transformer profondément celle-ci. Pourtant, au-delà du but qu'il s'était fixé, — sabotage des voies de communication, panique à provoquer chez l'ennemi, harcèlement continuel de ses troupes, — le mouvement de résistance contribuait, plus qu'à la libération du territoire, à la création d'une conscience nationale dont la colonisation avait jusqu'ici retardé l'épanouissement. Decoux n'était pas Tchang Kaï-chek, mais la capitulation de juin 40 et la collaboration de nombreux membres de la classe dirigeante avec le Japon favorisaient, contre la trahison dont le Vietnamien se trouvait l'objet, la création d'un esprit insurrectionnel, d'abord nationaliste et patriotique, transformé peu à peu en esprit de révolution sociale. « Quand elle est combinée avec une guerre civile, une guerre du peuple ne peut s'empêcher de s'accompagner d'une lutte de classe [1] »

1. Belden. *La Chine ébranle le monde*, p. 244 (Ed. Gallimard).

A une pareille évidence, les Français répondirent par le mépris ; il n'est plus temps de faire le procès des entretiens de Fontainebleau ni de ceux de la baie d'Along : la reddition exigée ne tenait même plus compte de ce qu'avait apporté à la France résistante — ne serait-ce qu'auprès des alliés, sur le plan de la lutte en commun — la guérilla incessante qu'avait menée la paysannerie du Viet-Nam. Lui reprochait-on son armement ? On oubliait qu'il avait été pris aux Japonais. Son unité qu'on disait factice ? Le mouvement « vietminh » était le seul à avoir coordonné et organisé d'une manière efficace l'insurrection. Sa force ? Trop rapidement s'étaient retrouvés aux postes de commande ceux qui avaient ouvertement trahi l'Indochine et dont l'appui semblait maintenant nécessaire à l'amiral d'Argenlieu ; bref, ce qui avait motivé la résistance du Vietnamien à l'occupant ne perdait ni son but ni ses mobiles : en n'écoutant pas ceux qui l'avaient aidé à vaincre, le Français rejetait le Vietnamien dans sa révolte et en devenait lui-même la victime.

Comment les Vietnamiens lutteraient-ils contre lui ? Cette guerre, chacun le savait, chacun en prenait conscience, était la première qu'ils pussent livrer sans l'estimer perdue d'avance ; depuis vingt ans la Chine travaillait à sa libération, de vastes mouvements insurrectionnels avaient éclaté dans tout le Sud-Est Asiatique, de Rangoon à Bornéo le monde jaune se soulevait, les Indes secouaient la domination britannique; pourquoi, de ce gigantesque mouvement révolutionnaire, l'Indochine se trouverait-elle exclue ? Elle s'organisa. Ce qui avait jailli spontanément en 1941 se trouva orchestré, amplifié : ils étaient maintenant habitués à l'action révolutionnaire, — l'entraînement avait duré cinq ans, — la mauvaise foi française, les rancœurs qu'elle avait suscitées, l'accoutumance à la direction d'Ho Chi-minh rendaient à tout autre qu'à un réactionnaire l'abandon des idéaux révolutionnaires inconcevable, tant l'élan libérateur venait d'eux-mêmes et incarnait leur destinée immédiate : le paysan commençait de se penser en termes de collectivité.

Qu'on prenne les événements d'Indochine, de Malaisie ou de Birmanie ; ceux de Chine, d'Indochine, de Thaïlande, des Philippines ou de Yougoslavie : partout la même tech-

nique insurrectionnelle, adaptée bien entendu aux conditions spécifiques de chaque pays, mais toutes relevant de la *spontanéité* : « La guerre est une lutte émotive menée par conscience politique[1] » : *le peuple en armes* = *l'armée populaire*. Or s'il était indispensable à cette guerre qu'elle fût souhaitée, entreprise et vécue par le peuple, il lui fallait, pour aider cette fraction de lui-même qui combattait, se soumettre à un certain nombre de lois, tant militaires que politiques, à l'aide desquelles sa structure interne et les manifestations militaires qui en témoignaient gagneraient en efficacité et le pays en puissance : comment se constitue l'armée populaire, quels sont les premiers signes de son pouvoir, son rôle à l'intérieur de l'Etat et l'action qu'elle a sur l'ennemi, voilà ce qu'il nous faut maintenant examiner.

1° Les guérillas.

« D'une part, se trouvaient des hommes résolus à tout, qui, ayant tout perdu, voulaient à présent leur vengeance ; et, d'autre part, étaient des hommes qui craignaient de perdre ce qu'ils possédaient encore, se cramponnaient et ne voyaient d'autres moyens de *les*[2] sauvegarder qu'en prenant les armes. Ces hommes avaient enfin trouvé un engin qui valût la peine de se battre et c'est pourquoi ils se précipitèrent hors de leurs maisons et entreprirent avec une amère violence la guerre du peuple[3]. » La guerre du peuple, c'est d'abord l'armement du prolétariat ; tous les moyens sont bons et les plus rapides, les meilleurs. Des Japonais, plus tard des Français, ce n'est pas tant la destruction qu'on cherchera mais la conquête des armes.

Les guérillas sont mobiles. Elles sont composées de paysans. Certains ont quitté leur village, se sont réfugiés dans les montagnes, traqués par les forces ennemies. D'autres sont demeurés chez eux, travaillant aux champs dans la journée, épiant les convois, les mouvements stratégiques de l'occupant ; ils disparaissent parfois plusieurs heures, reviennent ensuite à

1. Cité par Belden, *op. cit.*, p. 376.
2. Je ne vois pas à quoi se rapporte cet article : sans doute à « leurs biens » qui est sous-entendu.
3. Belden, *Op. cit.*, p. 252.

leur rizière. La nuit, des petits détachements de résistants mis au courant par les paysans de la position de l'adversaire descendent des montagnes jusqu'au village, y retrouvent leurs frères, sœur ou père ; chacun est armé. Par groupes de trois ou quatre, ils cernent un poste, une maison, un blockhaus : ils y pénètrent, ils tuent à l'arme blanche, — trop peu nombreux pour affronter le détachement entier, — s'emparent des mitraillettes, des revolvers et des fusils, en cachent chez leurs parents ; ils liquident quelques « collabos », puis remontent dans la montagne. Parfois c'est l'armement lourd qu'ils cherchent. On emploiera la vieille tactique des Thermopyles et si l'adversaire résiste peu, il y a des chances pour qu'on le voie se joindre aux rebelles et, partant, leur indiquer les prochains coups de mains dont ils pourront tirer bénéfice. Ainsi en Chine, nombre d'hommes enrôlés de force dans les « Corps de Rapatriement au Foyer » ou dans le « Corps de Préservation de la Paix » s'en échappaient momentanément pour passer aux guérillas et réintégraient ensuite pour obtenir de nouveaux renseignements. Souvent même, les transfuges sont inutiles ; le paysan, trop vieux pour s'engager, reste au village, y organise un noyau de résistance inamovible qui s'occupera de fournir aux rebelles les renseignements et le ravitaillement. Car le problème est dramatique qui oblige le paysan à exploiter sa terre de manière à contenter le Kuomintang [1] et à nourrir en même temps sa famille et ceux des siens qui ont rejoint les guérillas et ne vivent *que* par lui. Ne pas remettre ce qu'ils exigent à l'administration des seigneurs, à l'occupant japonais ou à l'officier kuomintang équivaut à l'enrôlement forcé et parfois à la mort ; entre 1940 et 1943 la sécheresse fut si épouvantable en Chine du Nord que non seulement les gens mouraient par millions de la

1. Si, au cours de cet article, nous nous référons à de nombreux documents relatifs à l'armée populaire chinoise, c'est d'abord qu'elle nous est mieux connue; d'autre part, qu'il importe moins de décrire la réalité concrète de l'armée d'Ho-Chi-Minh — bien que dans la mesure de nos moyens nous nous y efforcerons — que d'en révéler certaines structures fondamentales et de tenter de dégager le *sens* de l'armée populaire. Car enfin, ce qui définit une armée populaire, ce n'est pas le caractère formellement national de l'insurrection du peuple, mais les liens qui relient celui-ci à l'idéologie révolutionnaire et qui le rendent solidaire des autres peuples révoltés.

famine mais qu'impuissants à obtenir ce qu'ils avaient déterminé comme leur dû, les Kuomintang les enterraient vivants, provoquant un état de haine dont les guérillas et plus tard l'armée populaire bénéficièrent par contre-coup. D'autant plus que l'adaptation avait été longue et parfois difficile, l'armée populaire introduisant des réformes si profondes — l'égalité de l'homme et de la femme, la répartition des terres, des méthodes nouvelles d'exploitation industrielle et agricole — qu'elles lui aliénaient une partie de la population paysanne aisée, qui avait fui le Kuomintang, mais tenait à des traditions que la jeune génération avait plus ou moins abolies. Néanmoins, devant les crimes japonais et ceux du Kuomintang, un véritable *front démocratique* surgit qui obligeait l'ennemi à se cantonner dans les villes et à n'utiliser, pour ses manœuvres, que les grandes voies de communication, aisément surveillables ; là aussi, pourtant, les paysans parvenaient à les retarder, « creusant des fossés en travers de la route la nuit, faisant sauter les camions avec des pots de grès emplis d'explosifs, jetant dans les jambes des soldats, avant de les assaillir avec des lances ou de les mitrailler de leur fusil à pierre, des boules de fonte confectionnées par le forgeron du village et qu'ils avaient au préalable bourrées de poudre »[1]. Cette « unité d'action » spontanée qu'incarnait d'abord ce désir de justice, de bien-être, de liberté, en un mot cette union réalisée en face de l'occupant et de ses séides, comment la rendre efficace, et faire de cette totalité organique qu'étaient devenues les classes laborieuses de la Chine, une arme victorieuse ? Le chemin était long : Mao Tsé-toung ne tenait qu'une infime partie du pays et aux 4 millions de soldats kuomintang ne pouvait opposer que ses 800.000 communistes. Mais il y avait, de Canton à Yenan, cette force grondante, cette masse humaine qu'avaient exacerbées des années d'esclavage ; elle attendait qu'on se servît d'elle et qu'à la pseudo-révolution kuomintang succédât une force qui serait issue d'elle, l'incarnerait — *sa* force, capable d'organiser *sa* haine et de s'en servir pour libérer la Chine : le prolétariat créa les milices.

1. Brieux. *La Chine du nationalisme au communisme*, p. 371 (Édit. du Seuil).

2° Les milices.

« Les milices du peuple ou « ming-ping » sont une organisation locale. Elles sont composées d'habitants des villages, volontaires pour effectuer des tâches militaires telles que gardes de routes ou de voies ferrées, défenses contre les seigneurs, aide aux troupes régulières s'il y a des opérations dans la région. Jointes à ces derniers, elles permettent la constitution d'une grosse masse de manœuvre, essentielle pour les opérations de surprise. Elles n'ont en principe jamais à quitter le territoire de leur village, doivent se nourrir elles-mêmes et généralement s'armer. Ce sont des auxiliaires précieux et qui ne coûtent rien [1]. » Brieux semble avoir minimisé leur rôle. De 1938 à 1947 elles furent l'élément organisateur le plus important dans le pays. Elles quittaient en effet rarement le village mais travaillaient à sa démocratisation de l'intérieur, ce qui ne les empêchait pas d'effectuer des coups de mains derrière les lignes kuomintang, affamant les troupes de Tchang Kaï-chek ou les minant par la propagande, comme le fera plus tard la 8e Armée de Route. Au village, elles incarnaient le pouvoir *par intérim* : sitôt les Kuomintang partis, elles allaient de porte en porte, écoutant les revendications tant sur le plan militaire que social. Avait-on tué des habitants du village ou exercé contre eux des représailles ? Le seigneur s'en était-il mêlé, avait-il collaboré et profité de la présence des troupes réactionnaires pour augmenter son pouvoir et tirer du peuple plus d'impôts ? Aussitôt elles organisaient une expédition punitive contre le détachement kuomintang de la région, contre le seigneur. Elles prévenaient celui-ci deux fois d'avoir à restituer ce qu'il avait pris : si à la seconde injonction il n'obéissait pas, elles le kidnappaient la nuit, le ramenaient chez les guérillas, le sermonnaient et souvent le relachaient ; dans le cas des bourreaux seulement, elles procédaient sur place à l'exécution. Ensuite, elles établissaient des *cahiers de doléances* contenant principalement celles des femmes que leurs maris, profitant de la présence des Japonais ou du Kuomintang, avaient ramenées à

1. Brieux, *op. cit.*, p. 375.

leur état d'esclave et celles des paysans les plus pauvres (qu'on avait immédiatement dépossédés de leurs terres). La dépossession avait lieu le plus souvent au moment des expéditions kuomintang « de contre-règlement » ; un village aux mains des milices depuis plusieurs mois tombait dans celles du Kuomintang ; la répression était sévère à l'égard des partisans du nouveau régime ; les milices survenaient avant que ne commencent les exécutions et dispersaient ou capturaient les Kuomintang ; le profit était double qui permettait d'annexer des troupes, odieusement brimées par les cadres de Tchang Kaï-chek, et un armement dont les milices étaient généralement dépourvues. L'opération s'appelait « contre le contre-règlement ». D'autre part, pendant les périodes de sécheresse, elles aidaient les paysans à soigner leurs cultures, à les protéger contre l'invasion des sauterelles, à labourer et à ensemencer leurs terres une fois le Kuomintang disparu ; la guerre des milices prenait donc un aspect justicier (c'étaient, dit Belden, de « merveilleux sir Galahads ») et apparaissait au paysan comme l'action la plus efficace menée en sa faveur.

La résistance de longue durée qu'implique cette forme de guerre ne se conçoit que dans un pays dont l'ensemble des classes qui le composent soutiennent et engagent *totalement* l'action : la guerre d'Indochine, qui dure depuis huit ans sans résultat stratégique appréciable, — si ce n'est l'opération-éclair du Laos, — plus que l'accord et l'adhésion effectives du peuple, exige qu'on lui ôte son caractère d'événement historique *singulier ;* il ne s'agit plus de considérer le Viet-Nam et ses réactions devant la guerre, comme si l'un de l'autre était séparable, mais les entités Viet-Nam-guerre, armée-paysan, revendication-action : le Viet-Nam = la guerre, c'est-à-dire qu'il tire d'elle son existence et par elle établit les fondements de sa vie, ordonne son caractère, sa durée et les chances de voir disparaître tout ce pour quoi il décida un jour de lutter, de souffrir et de vaincre.

Or l'organisation des milices et des guérillas, suffisante au début pour « épuiser, décourager, démoraliser » l'ennemi, n'est plus assez considérable quand celui-ci combat en grand nombre et avec un armement moderne ; il faut une armée régulière, capable de se battre — même si elle

refuse la plupart du temps l'engagement — ou tout au moins de tenir en échec l'armée ennemie, ne serait-ce que par un combat de guérilla mais mené sur un plan plus vaste ; le passage de la guerre de guérillas à la guerre de mouvement et de position est sensible : nous l'examinerons. Mais d'abord il nous faut observer la transformation en armée populaire des milices et des guérillas : qu'est-ce que l'armée populaire, d'où vient sa différence avec les armées occidentales, quel est son rôle à l'intérieur de la nation, autant de questions dont, pour les avoir négligées, l'armée franco-baodaïste est la première à pâtir.

***

Chu Teh disait : « L'armée doit être dans le peuple comme un poisson dans l'eau », c'est-à-dire y être si fortement intégrée que la nation n'existe qu'au moment où les deux éléments sont fondus l'un avec l'autre ; que, d'autre part, soit par les exemples de courage, d'honnêteté, de vertus révolutionnaires qu'elle lui donnera, soit — en organisant sa lutte sur le plan économique et révolutionnaire — par l'efficacité dont elle lui fera prendre conscience, l'armée anime la nation, la modèle, l'organise et l'incarne. Elle est l'expression et l'exemple du peuple ; à la fois au dedans et au dehors, elle incarne sa force brute et essaie simultanément de lui expliquer l'usage qu'elle en fait : le peuple se pense en elle et elle transcende les buts du peuple. Mais dans un pays aussi farouchement antimilitariste que la Chine ou l'Indochine, créer l'unité peuple-armée n'est pas une mince affaire : le prolétariat a trop souffert des soldats impériaux, de l'Etat semi-colonial où Tchang Kaï-chek l'a maintenu pendant quinze ans ; simultanément, les Japonais lui sont apparus autant comme l'ennemi national que comme instrument de répression policière, comme représentants d'une force dont il aurait toujours à souffrir, parce qu'il était la cause de son existence et le moyen de la manifester ; de plus, au début de la socialisation, les cadres des milices ont souvent été excessivement cruels, faisant payer la libération du village et leur entretien par une contribution trop rapide et

trop élevée, étant donné l'état de pauvreté où se trouvait le paysan. Tout autre, pourtant, est le problème de l'armée régulière : on lui a fait la leçon, on lui a seriné qu'elle défendait le peuple, que son rôle était de le servir et non pas de se servir, « que la conduite des hostilités passait au second plan et qu'on la subordonnait aux nécessités de l'action révolutionnaire politique » ; il lui faut d'abord gagner le peuple à elle, qu'il l'adopte : son ravitaillement, son recrutement, ses opérations stratégiques et tactiques dépendent de lui : l'un et l'autre se doivent d'être complices. Comment obtenir l'unité ?

1° Les rapports soldats-paysans.

Si les relations ont pu rapidement être étroites entre l'armée et le peuple, c'est que l'un et l'autre avaient compris qu'ils participaient à une classe opprimée « et que la guerre qu'ils faisaient avait pour but de mettre fin à la tyrannie ». Dans l'armée comme dans la nation, le rôle du P.C., si important par la suite est d'abord minime ; il a beau provoquer l'unité, éduquer les propagandistes, mettre au service de l'armée ses techniciens, il n'est qu'un *moyen :* celui d'ordonner le front démocratique, de transformer l'utopie en réalité. C'est plus par reconnaissance que par coercition que le paysan viendra à considérer l'action du P. C. comme digne d'être encouragée, comme susceptible d'incarner les aspirations de la classe ouvrière. Et la conscience politique de la paysannerie, si minime fût-elle, ne pouvait éviter de comparer les agissements de ceux qui quinze ans auparavant s'étaient prétendus ses députés avec ceux qui aujourd'hui venaient l'assurer de leurs services. Rien là qu'idéalisme : son exploitation témoigne de l'habileté des communistes chinois. Le vocabulaire est d'abord transformé : le soldat parle du milicien, du guérilleros, du paysan comme de son « jeune frère » ou de sa « grande sœur » ; il se montrera volontiers bienveillant, mettra son point d'honneur à ne pas molester le peuple, à ne pas piller, à payer ce qu'il achète, à nettoyer les locaux qu'il occupe, et par-dessus tout à donner l'impression que l'armée ne méprise pas les privilèges et la dignité du peuple : elle n'en est que la fraction combattante et c'est le même idéal qu'ils défen-

dent, malgré les différences de leurs rôles. A créer cette entente, les guérillos et les milices ont beaucoup contribué : une fois le pays lancé dans la socialisation et leur rôle d'agitateur terminé, ils intègrent l'armée populaire, créant par là des liens affectifs *réels* entre ceux qui combattent pour le peuple et lui-même qui reconnaît dans les rangs de son armée son frère ou son fils. Très vite, ces témoignages d'adoption affective affluent : aux soldats en première ligne les paysans offrent spontanément des animaux de leur basse-cour, « les femmes cousent des souliers pour leurs amis dans l'armée au lieu d'en faire pour leurs maris, découpant leurs jupes pour en faire des bandages et réservent leur seul lit comme lieu de repos pour les soldats de passage » (*sic*) [1]. Tarlé avait déjà noté le même phénomène chez les guérilleros russes [2], mais tandis que l'armée impériale se servait d'eux comme éclaireurs et comme bataillons de commandos, réservant la troupe régulière à des fins strictement stratégiques, l'armée populaire fond dans la lutte paysans, guérilleros et milices, et se constitue elle-même en bataillons de choc : les vieux militaires, ceux qui se battent depuis 1927 contre le Kuomintang, serviront de cadres aux jeunes, et la nation tout entière, de ses vieillards à ses enfants, sera présente sur le champ de bataille ; d'où non seulement l'estime et l'admiration que suscite le courage de l'armée populaire — qualités que la nation reflétait par son organisation, son amalgame avec les troupes — mais l'honneur que ressent le village quand un de ses fils est admis parmi les combattants.

« Les soldats étaient recrutés par la persuasion, la propagande et la pression sociale locale. Les familles du soldat recevaient un traitement de faveur, les villages s'engageant à labourer la terre du guerrier et à prendre soin de ses parents. Les communistes essayèrent de faire apprécier le recrutement comme un honneur. Au lieu d'être kidnappé par des agents recruteurs, le volontaire de la 8e Armée de Route se voyait honoré par une fête donnée par tout le village et décoré d'une bannière : on le plaçait sur un mulet caparaçonné ou même dans une chaise à porteurs couverte

1. Belden. *Op. cité.*
2. Tarlé. *La campagne de* 1812 (Édit. Gallimard).

de fleurs ; des gongs, des cymbales et des flûtes lui donnaient la sérénade et il était escorté jusqu'à la sortie du village par tous les garçons et les filles. De cette manière, le nouvel engagé avait l'impression que son enrôlement dans l'armée n'était pas uniquement une affaire personnelle, mais concernait le village tout entier dont il devenait le représentant.

« Encore que les hommes fussent des volontaires, leur engagement ne stipulait pas la durée du service, mais était pris pour la durée de la guerre. Pourtant si un homme s'enfuyait, il n'était pas emprisonné ou battu. On envoyait simplement un message à son village qui essayerait alors de lui persuader de rejoindre son poste. S'il refusait, tout le village le mettait en quarantaine. Cet ostracisme général suffisait d'habitude à lui faire entendre raison. S'il désertait trois fois, on l'envoyait devant le magistrat du district pour se voir condamner aux travaux forcés [1]. » Si, à certains, ce récit paraît par trop délicieux, il suffit de leur rappeler qu'en moins de quatre ans l'armée populaire chinoise est passée de 800.000 hommes à plus de 4 millions, l'armée populaire du Viet-Nam de 50.000 à 500.000 hommes, et qu'on signale tout le temps la désertion de détachements entiers parmi les baodaïstes.

Au Viet-Nam, le problème du recrutement est encore plus complexe, sans doute à cause de la superficie ; les Français et les baodaïstes investissent le territoire, n'hésitent pas à massacrer une partie de la famille du Vietnamien engagé ; ils provoquent en quelque sorte son départ pour les forces populaires, mais le contraignent également à rester sous peine de perdre définitivement le peu qu'il possède : il sait qu'une fois parti, personne, pas même ses amis, ne peut défendre son bien ; il est donc obligé de s'engager pour en assurer définitivement la garde, mais contraint momentanément à le perdre pour rejoindre les forces populaires. S'il s'engage, les siens risquent de payer pour lui et s'il ne s'engage pas, on risque de le faire payer pour les autres. Il s'engage ; mais s'il sait *pour quoi* il quitte Bao-Daï, sait-il *pour qui* il le quitte ? L'idéal de loin peut lui paraître

1. Belden, *op. cit.*, p. 373.

abstrait, le danger grand : il va falloir lui expliquer concrètement pourquoi il se bat, avec qui et comment.

2° Les rapports des soldats entre eux. Les rapports soldats-officiers.

Pour la plus grande part, l'aptitude au combat d'une armée rarement repose sur la spontanéité du courage de ceux qui la composent ; elle fait plus ou moins fi de l'enthousiasme et croit, par-dessus tout, à la discipline et même à la contrainte. Je ne dis pas que ce soit toujours l'attitude inverse qu'adopte l'armée populaire, mais dans tous les témoignages que nous avons sur elle, il semble que l'arme la plus utilisée soit la persuasion. Persuasion vis-à-vis des jeunes recrues, c'est-à-dire explication de la guerre, de ses mobiles, de l'ordre social nouveau pour lequel on la livre, des différentes conceptions stratégiques et tactiques ; persuasion vis-à-vis des prisonniers qu'on envoyait jusqu'en 1947 dans des camps de rééducation et que de nos jours on intègre immédiatement ; persuasion vis-à-vis de la population, soit pour acquérir de nouvelles recrues, soit pour lui demander un supplément d'aide en lui en motivant les raisons. Bref, l'armée expose ses idées, les critique quand elles se trouvent contredites par l'action et en même temps s'expose aux critiques et aux avis de la population. Si sa voix se fait entendre si fortement dans l'armée qu'elle l'oblige souvent à se plier aux exigences du peuple, c'est qu'elle parle non seulement pour les habitants des territoires sous contrôle communiste, mais de plus en plus pour les transfuges des contrées Kuomintang ou baodaïstes ; jusqu'ici nous avons vu se former l'armée populaire par la seule fusion des milices et des guérillas avec d'anciens cadres militaires : ceux-ci ont été créés soit dans les écoles de cadre communistes, — à Moscou, parfois à l'Institut Sun Yat Sen, parfois même dans l'armée rouge, — soit à Whampoa, l'école des cadres de Tchang Kaï-chek, — qu'ils ont quittés pour se mettre au service de l'armée populaire. Maintenant, à mesure qu'elle avance, ses soldats augmentent en nombre ; des vieux révolutionnaires et des vieux lutteurs du P. C. chinois, il reste peu de membres : le gros de l'armée est constitué par des fermiers (guérilleros et milices)

et surtout par les prisonniers de guerre. L'intégration est rapide, qui transforme le Kuomintang ou le baodaïste en soldat populaire ; il a rarement été fait prisonnier sur un champ de bataille ; il s'est rendu immédiatement et souvent avant que l'engagement n'ait eu lieu. C'est affaire d'exhortation : quand les lignes ennemies se trouvent à proximité l'une de l'autre, les soldats du peuple haranguent l'adversaire une partie de la nuit avec des porte-voix, lui expliquent l'infaillibilité de leurs positions et la précarité de la sienne. Vieux procédé qui date des guerres puniques, du temps où Hannibal entraînait contre Rome les paysans gaulois. Les guérillas qui travaillent dans la zone des Kuomintang les bombardent de tracts, et fol ou bien haut dignitaire est celui qui rapidement ne se rend pas : méprisé par les civils, maltraité par ses chefs, il ne resterait au soldat qu'à mourir pour ceux qui l'asservissent ; ni en Chine ni au Viet-Nam l'hésitation ne semble avoir été longue.

Seulement, pour lui, tout ne fait que commencer ; une fois prisonnier des forces populaires, il assiste le soir même de son arrivée à une séance de propagande appelée « Exposé d'Amertumes ». « Un ancien se lève et raconte comment il s'est engagé dans la 8e Armée de Route, comment il s'est battu et le genre de vie qu'il mène. Un jeune soldat raconte ses souffrances comme fermier, comment ils ont fait le renversement contre les seigneurs et quels résultats ils ont obtenus de la réforme agraire. On persuade ensuite à un prisonnier de se lever et de parler de sa vie dans l'armée de Tchang Kaï-chek. Il dit comment il a été arraché à sa ferme, battu dans l'armée, comment il a eu faim, etc... »[1]. Une fois les différences exposées, il n'est pas difficile d'éveiller chez l'ex-Kuomintang une conscience politique. Les commissaires s'emploient à créer la discorde entre les soldats et les officiers. Ils expliquent aux premiers qu'on les a lésés, qu'une fois partis, leur village a été pressuré par le Kuomintang, par les seigneurs, par les riches féodaux, qu'à l'armée ceux qui leur commandaient étaient le frère ou le fils de celui qui tenait en esclavage leur famille, que la mort du soldat était aux yeux de leur supérieur autant de pris aux communistes et autant de gagné par les réac-

1. Belden, *op. cit.*, p. 378.

tionnaires ; bref, qu'au village comme à l'armée, ils étaient dupés, mis en esclavage et que l'armée populaire était la première occasion qu'on leur offrait de rejeter pour le restant de leurs jours la condition de lampiste. Aux officiers on fera comprendre la lutte des classes, la bataille contre le paupérisme, la fusion en *classe combattante* de toute la masse chinoise ; on leur dira ce qu'ils peuvent devenir et ce qu'on attend d'eux : si la propagande ne les convainc pas, ils peuvent rentrer chez Tchang Kaï-chek, on leur fournit même l'argent du voyage.

Ce dernier trait illustre bien l'aspect de croisade que prend la guerre populaire ; le succès qu'on recherche n'est pas tant militaire qu'affectif : *l'armée populaire est l'appel que font des libertés à d'autres libertés en faveur de la liberté.* Seulement, pour essentielle que soit la spontanéité avec laquelle le soldat populaire crée sa liberté, c'est-à-dire s'assume en face des autres comme un homme avec des problèmes d'hommes et la possibilité de les motiver, de les résoudre, elle ne suffirait pas à expliquer comment cet immense rassemblement libère un pays et poursuit simultanément à la guerre la création d'un équipement moderne ; pas plus d'ailleurs qu'elle ne ferait comprendre l'espèce de missionariat de la justice qu'incarne auprès du soldat — et celui-ci auprès du peuple — l'officier. Je sais : tout cela paraît un peu boy-scout et il est sans doute comique de penser que la discipline de l'armée populaire est librement consentie et non pas imposée ; que les griefs des officiers envers les soldats et de ceux-ci envers les gradés sont exposés en meetings publics qui rassemblent des milliers d'hommes ; que la critique et l'auto-critique se succèdent l'une à l'autre ; et qu'en fin de compte ce sont les hommes de troupe, la « vox populi », le meeting tout entier qui, par son vote, décide des sanctions. Celles-ci peuvent aller jusqu'à la mort, quel que soit le grade du coupable. Bah ! dira-t-on, ce que vous racontez est bien joli, mais si tout le monde est capable de critiquer tout le monde, si le gouvernement de cette armée est décentralisé au point que le deuxième classe puisse dire son mot, c'est qu'il a intérêt à entrer dans l'armée, qu'il y est mieux nourri qu'au village, mieux payé et mieux vêtu, bref, qu'on lèse le paysan

au profit du soldat. A cela, je réponds qu'en moins de quinze ans l'analphabétisme qui était de l'ordre de 78 % est tombé à 52 %[1] ; que le prisonnier kuomintang est non seulement mieux nourri que dans son ancienne armée, mais souvent mieux traité (sur le plan de l'habillement et de la nourriture) que le soldat populaire, et qu'en ce qui concerne la solde, celui-ci *n'en touche pas*[2]. Il est vrai qu'on lui fait de temps à autre une petite allocation de grain qu'il échange d'habitude contre des légumes, et qu'après l'adoption de la réforme agraire, « chaque soldat et officier, aussi bien que les membres du gouvernement, avaient droit à une part de terre équivalente à celle que l'on donnait aux paysans ». Ce qu'on lui offre gratuitement, c'est l'habillement et la nourriture ; elle est suffisante et même, comme nous l'avons vu, importante puisque les cadeaux affluent ; quant à l'uniforme, il est le même pour les officiers et pour les soldats : ceux-là dans les hauts grades — à partir de celui de commandant — se différencient quelquefois par un vêtement plus soigné et par des cartouchières de fantaisie ; mais ils n'arborent pas de rangées de médailles et ni aux quartiers généraux et ni à l'arrière on ne leur doit le salut. Toutefois, sur le champ de bataille la discipline est plus stricte qu'au camp : mais la subdivision des bataillons en compagnie, en peloton et en escouade, la proximité très grande des soldats avec les officiers rendent toute différenciation par des barettes, des galons ou des étoiles inutile ; car, la très grande liberté laissée à chacun et le fait que chacun se sent responsable non seulement de lui-même mais de ses camarades de combat — tant la manœuvre de chaque groupe est minutieusement prévue, expliquée longuement au cours de meetings préparatoires et motivée à chaque question posée — empêche la rébellion ou le désir de supplanter les chefs. Ils ont le même but et, à des niveaux différents, les mêmes moyens pour tenter de l'atteindre ; l'équipement et l'armement sont le même (un fusil, deux grenades, cinq à dix chargeurs, une couverture, des dessous de rechange, un pain de savon, un bol à riz, une paire de

1. Dans le Nord, il est vrai, et seulement dans la région occupée en permanence par les communistes.
2. Sauf dans les cas de mariages.

chopsticks, un nécessaire de couture, deux paires de souliers et un calepin), la classe sociale identique, — les officiers étant pour la plupart sortis du rang, ou venant de la vieille Armée Rouge, ou encore arrivés de l'extérieur pendant la guerre contre le Japon [1] — semblables les mobiles ; pourquoi alors des dissensions ? Evidemment, il peut y en avoir, mais l'organisation de l'armée populaire semble telle qu'elle abolit au maximum les chances de mésentente et comporte, comme dans toute armée du peuple de formation communiste, des commissaires politiques pour expliquer les opérations futures et prévenir les zizanies au sujet de leur accomplissement. Davantage : un appareil coercitif si mince implique non seulement une confiance presque illimitée des chefs en leurs soldats, mais chez ceux-ci l'existence d'une conscience morale suffisamment élevée pour que leur soit laissée pareille liberté. Il ne suffit pas qu'auprès de la seule paysannerie le soldat se conduise bien, ni même vis-à-vis de ses camarades de lutte ou de ses chefs : il faut que l'éducation politique qu'il a reçue [2], la connaissance qu'il a de lui-même, de ce qu'il est et de ce qu'il incarne, soit justifiée à ses propres yeux ; il lui faut affronter d'autres conceptions pour vérifier le bien-fondé de celle qu'il a choisie, en quoi il s'est choisi, et d'autres hommes pour se prouver sa nouvelle nature de militant du peuple-en-armes : il ne le peut que sur le champ de bataille. A la question « pourquoi se battre » succède alors celle-ci : « Comment se battre ? »

*
* *

« Il n'y a plus aucun doute : nous ne distançons pas les Vietminh, malgré tous nos efforts. Au contraire, depuis l'arrivée des communistes chinois sur la frontière tonkinoise, nous perdons du terrain chaque année. Au début de 1951, de Lattre avait sauvé l'Indochine de la catastrophe. On crut alors qu'il avait renversé la situation, mais ce n'était qu'une illusion..(...).. Depuis notre défaite de 1950 à la

1. Dans ce cas, ce sont des intellectuels, mais en petit nombre.
2. Si elle n'est pas décrite ici, c'est qu'elle est analogue à celle employée dans l'Armée Rouge et, partant, racontée depuis longtemps par les historiens de la révolution russe.

frontière de la Chine, nous avons reculé de Langson jusqu'au voisinage de la plaine des Jarres, c'est-à-dire de plus de cinq cents kilomètres. » Cela, ce n'est ni l'*Humanité* ni l'*Observateur* qui l'écrivent, mais *France-Soir*[1]. Pour que la grande presse s'émeuve de la situation militaire et geigne sur le talent de nos généraux, il faut décidément que celui-ci soit inexistant ou inadéquat, et celle-là désespérée. C'est un fait que depuis plus de deux ans l'armée populaire du Viet-Nam n'obtient sur le Corps expéditionnaire que des avantages : l'armée franco-baodaïste demeure sur la défensive, encerclée de toutes parts, et pratiquement investie derrière ses pitons et ses blockhaus en bambou. Rien n'y a fait : ni l'aide américaine, ni l'aviation, ni les tanks, ni ce que l'état-major occidental appelle, par mythomanie pentagonale, la logistique. Ou plutôt toute cette aide, cet argent gâché, cet armement lourd inutilisable, ces avions que la saison des pluies ou la jungle rendent inefficaces, contribuent encore à rendre l'échec du Corps expéditionnaire plus évident, plus retentissant et plus criminel. Il est sans doute impossible d'envisager la guerre d'Indochine du seul point de vue militaire, puisque ce qui fait l'insuccès de l'armée franco-baodaïste relève plus de structures politiques que d'un problème de logistique, plus d'un climat moral et idéologique que du rapport des forces armées. Et il ne suffit pas d'emprunter à l'adversaire ses méthodes et ses techniques de combat ni de prétendre « le battre sur son propre terrain », pour en venir à bout : le projet du général Navarre d'organiser le Corps expéditionnaire sur le modèle de l'armée populaire ressemble à tous ceux qui furent entrepris en désespoir de cause dans l'armée de Tchang Kaï-chek pour vaincre l'armée rouge. Les généraux Liou-Ouei-Youan et Tai-Yueh essayèrent, eux aussi, d'imiter l'organisation et la tactique de l'armée rouge : c'est alors que l'armée nationaliste recula jusqu'aux frontières de l'Indochine. On oublie trop que la guerre, selon le mot de Clausewitz, n'est que la continuation de la politique par des moyens violents, qu'elle n'appartient pas au domaine des arts ni à celui des sciences, mais au domaine

1. Reportage de Lucien Bodard, « envoyé spécial permanent » (23 juin 1953).

« de l'existence sociale ». Le vieux dicton suivant lequel il faut avoir l'armée de sa politique ne vaut rien si la politique est travaillée de tous côtés par des courants contradictoires et si, bien loin de faire autour d'elle l'unité d'un peuple, elle entraîne à la division. La France ne peut opposer aux objectifs politiques de l'armée populaire que Bao-Daï, le trafic des piastres et la minorité de la Chambre qui a fait chuter Mendès-France. Quant à la défense de la civilisation occidentale, n'en parlons pas : l'Asie communiste défend *aussi* la sienne qui vaut ce qu'elle vaut, mais qui semble en tout cas attirer plus de partisans qu'en Europe la défaillante culture bourgeoise. Le destin, disait Napoléon, c'est la politique, mais la politique a ses Parques qu'il faut encore maîtriser. Il faut se souvenir ici que la théorie de la guerre révolutionnaire s'inspire essentiellement des leçons de Clausewitz auquel Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung n'ont cessé de rendre hommage. C'est à Clausewitz que l'on doit l'idée qu'entre la politique et la guerre s'établit une relation téléologique des parties au tout et du tout aux parties analogue à celle que Kant signale chez les êtres vivants. L'art de la guerre, dit-il, s'applique à des *forces vivantes et morales*. Quels que soient le rapport des forces et les astuces de la logistique, une armée de métier ne peut rien contre l'insurrection *générale* d'un peuple. Napoléon en avait déjà fait l'expérience en Espagne, et sa déroute en Russie, il la doit au moins autant à la révolte des paysans qu'au génie de Koutouzov. On oublie aussi que Clausewitz avait pris du service, quoique Prussien de naissance, dans l'armée russe : fortement impressionné par la campagne de Russie où il avait vu à l'œuvre le peuple en armes, Clausewitz n'a pas cessé d'insister sur le rôle que doit jouer dans n'importe quelle guerre le pays avec son espace et sa population. « L'objectif politique, écrit-il, ne peut servir de mesure que pour autant que l'on tiendra compte de son influence sur les masses qu'il intéresse : c'est donc la nature de ces masses dont il faut tenir compte [1]. » La guerre n'est qu'un conflit politique parmi d'autres et le problème n'est pas de savoir

1. Traduction de Paul Rossel in *Temps Modernes*, N° 77, p. 1617.

s'il faut opposer à des « rebelles » ou à des « partisans » une armée de métier, mais ce qu'on a à offrir en échange de la politique qu'on prétend vaincre.

Il y a ainsi dans la guerre populaire un certain nombre d'évidences que les états-majors des armées de métier jugent bon d'ignorer ou de négliger. Or ce sont bien ces évidences qui déterminent la nature et la forme de la stratégie et de la tactique dans la guerre populaire. Lorsque Mao Tsé-toung écrit que la « guerre révolutionnaire sort du néant pour se matérialiser, part de peu de choses pour en faire de grandes »[1], il définit d'emblée le caractère spécifique de l'armée populaire. Issue de noyaux que le peuple en révolte rejoint spontanément ou à la suite de directives de mobilisation, l'armée populaire n'est jamais, au point de départ, qu'un rassemblement armé voué à la petite guerre de harcèlement. Il s'agit d'abord de résister à l'oppression et de démontrer, sous quelque forme que ce soit, — ne serait-ce que par l'action terroriste, — que la résistance s'organise. A ce niveau, la révolte n'a d'autre but que d'amener le peuple à prendre conscience de lui-même et de ses ressources, de même que les attentats individuels, entre 1940 et 1942, devaient rappeler aux Français que la « révolution nationale » n'avait pas que des fidèles coiffés de béret et décorés de la francisque. L'insurrection à ses débuts se passe de stratégie et la tactique elle-même se réduit à l'action clandestine, aux coups de main, à la guérilla individuelle. Ce n'est qu'à partir du moment où la révolte s'organise et prend la forme d'un mouvement révolutionnaire conscient de ses moyens et de ses fins, que l'armée populaire entre en jeu et connaît ses premiers développements dialectiques. « Une révolution ou une guerre révolutionnaire part de rien pour parvenir à l'existence, va de peu à beaucoup, de la naissance au développement, du manque de pouvoir politique à la prise du pouvoir politique, de l'absence d'armée rouge à sa création, et de l'absence de régions contrôlées par les communistes à leur établissement[2]. » De là vient que l'armée révolutionnaire *est*

1. *La Stratégie de la guerre révolutionnaire en Chine*, p. 116 (Éditions Sociales).
2. *Ibidem*, p. 49.

toujours sur l'offensive, même au plus fort d'une retraite. Car la défensive, pour l'armée populaire, ne consiste pas à « rester sur place » : son premier objectif, quand elle n'a pas l'avantage, est de refuser l'encerclement. Si la défensive n'est que piétinement, rupture du contact avec l'adversaire, suspension de la violence, elle amorce en fait le premier pas de la déroute. C'est bien le cas du Corps expéditionnaire qui a besoin, pour justifier sa défensive et ses retraites, d'invoquer le beau rêve de la ligne Maginot : pitons, îlots, réduits, replis élastiques, autant de mots et de signes qui traduisent la réalité de l'investissement plus que l'habileté de nos stratèges.

Mais il ne suffit pas que l'armée populaire progresse à l'extérieur. Encore faut-il qu'elle se développe *en elle-même* pour qu'elle puisse faire face à ses objectifs. Le Corps expéditionnaire français, réduit à n'être qu'un « Corps expéditionnaire » menant une guerre dont se désintéressent les forces vives de la métropole, sans autre fin que la guerre pour elle-même [1], ne progresse ni par rapport à ses ennemis ni par rapport à lui-même. Ou plutôt il s'embourbe : une armée investie qui ne peut ou n'ose plus sortir de ses retranchements se pourrit nécessairement de l'intérieur, et avant même qu'elle ait à livrer combat [2]. Tout au contraire, l'armée populaire a évolué dans le sens d'une organisation toujours plus poussée jusqu'à pouvoir opposer au Corps expéditionnaire des divisions complètes. Elle est *devenue* une armée, et ses chefs, qui n'ont appris la guerre que de la guerre elle-même, sont *devenus* des stratèges. Au début des incidents de Saïgon, les colons français se moquaient de l'insurrection annamite que l'arrivée de l'armée Leclerc devait mater en quelques semaines. Depuis, c'est à une véritable armée nationale que le Corps expéditionnaire se heurte, d'autant plus dangereuse qu'elle a l'appui de la population. Et nous, faute d'obtenir une victoire décisive, plongés dans la boue indochinoise où nous sacrifions les

1. Ou toujours la défense de la civilisation occidentale.
2. On a dit qu'on élevait la solde des combattants français là-bas, à la suite de la dévaluation de la piastre, pour que leur pouvoir d'achat fût plus grand. La vérité est que l'armée française a souffert, elle aussi, de l'impossibilité (d'ailleurs toute relative) de trafiquer comme au temps où le change était à 7 contre 12.

restes d'une armée qui jadis apportait à l'Europe l'esprit de la Révolution, nous croyons pouvoir confier à l'armée de Bao-Daï l'honneur sanglant de relever la nôtre. Beaux alliés et combien sûrs ! A peine sont-ils instruits et armés, qu'ils passent de l'autre côté. C'est à croire que l'état-major de l'armée populaire suggère aux Annamites de s'engager dans les rangs français : autant d'hommes dont la défection sera plus retentissante et qui, en se ralliant à l'armée populaire, fourniront l'appoint d'armes et de munitions gratuites, de cadres instruits à peu de frais et parfaitement au courant de nos méthodes. Il est facile d'appeler rebelles des adversaires qui ne cesseront de combattre que le jour où ils prendront le pouvoir. Mais lorsque les rebelles ont l'avantage, gagnent chaque jour du terrain, nous font reculer dans les campagnes et craindre dans les villes l'investissement complet, les rôles changent, et comme l'esclave devient un jour le maître du maître, c'est nous qui avons l'air de défendre les causes perdues, et l'armée de Bao-Daï de sonner le rappel des factieux. Le pays Thaï est perdu, le Laos abandonné, et les grandes villes où nous croyons être à l'abri, comme le *consortium* dans ses concessions chinoises, sont le théâtre d'attentats quotidiens. Quant au Cambodge, il nous échappe avant même de se rallier à Ho Chi-minh. Bilan désespérant qu'il faut bien mettre au compte de nos propres erreurs, de la faillite de nos « prétentions coloniales », de notre incompréhension des caractères révolutionnaires du soulèvement indochinois. Mais cela ne suffit pas : même nos erreurs n'expliquent pas cette déroute, ou du moins elles expliquent nos échecs politiques plus que nos revers militaires, car ceux-ci ne font que *confirmer* ceux-là. Si la guerre n'est qu'une compétition brutale et meurtrière dans le jeu général des forces politiques, il est manifeste que nous avons perdu la partie *sur tous les tableaux*. Dans un conflit armé, il s'agit pour chaque camp de faire la loi de l'autre, sous peine de perdre le pouvoir politique qu'il prétend assurer ou défendre : aujourd'hui à la merci de l'armée populaire, demain écrasé ou rejeté à la mer, le Corps expéditionnaire ne fait que subir le contre-coup de nos reculs politiques. C'est dire que la stratégie et la tactique de l'armée populaire n'apporte-

ront à l'appréciation de nos revers que des éléments techniques : les recettes, s'il en est, des victoires de l'armée rouge sont politiques.

La guerre, dit Mao Tsé-toung, est l'une des formes les plus élevées pour le règlement des contradictions entre les classes[1]. Et c'est de la nature politique de la guerre qu'il tire ses définitions de la stratégie et de la tactique : « Une étude des lois gouvernant une situation de guerre *globale* appartient au domaine de la stratégie ; une étude des lois gouvernant une situation de guerre *partielle* appartient au domaine de la science des campagnes et de la tactique[1]. » Dans la guerre « le règlement des contradictions entre les classes » implique par conséquent, en dehors des opérations militaires proprement dites, le ralliement des populations encore hésitantes : sans arrières assurés sur lesquels prendre appui, l'armée populaire ne saurait ni se défendre ni attaquer. De même qu'aux échecs la règle la plus élémentaire veut qu'on n'avance pas de pion sans que celui-ci soit protégé par un autre, de même il importe à l'armée populaire de pouvoir compter sur une zone sûre d'où elle puisse partir pour faire ses incursions contre l'adversaire, et où elle puisse également faire retraite. Le premier objectif stratégique de l'armée populaire est donc, une fois de plus, un objectif politique. En outre, la conquête et l'organisation d'un territoire qui soit entièrement contrôlé par les communistes offrent l'avantage, dans le cas d'une offensive victorieuse de l'ennemi, de voir celui-ci hésiter à pénétrer là où il ne trouverait aucune garantie. On l'a observé pendant la guerre que menèrent les partisans de Tito contre Hitler : contrôlant dès 1941 une bande de territoires de près de deux cents kilomètres de long, l'armée populaire yougoslave ne subit de revers que sur la périphérie de cette zone libérée à l'intérieur de laquelle, après avoir rompu le contact avec l'adversaire. elle pouvait toujours se réfugier.

Mais quelle que soit la zone qu'elle contrôle au début de l'insurrection, l'armée populaire se trouve dans la situation d'une *armée encerclée*. Tous ses efforts doivent tendre à rompre l'encerclement, si bien que la stratégie s'exprime

1. *La Stratégie de la Guerre en Chine* (p. 16) (Éditions sociales).
2. *Ibid.*, p. 20. (C'est nous qui soulignons).

d'abord en termes de contre-campagnes et de replis suivis de contre-offensives sur des points précis. On comprend que, stratégiquement, la guerre populaire soit toujours l'*anti-Blitzkrieg* : pour rompre l'encerclement et passer à la contre-offensive, il faut du temps et un espace stratégique énorme. « Au début, écrit Truong-Chinh [1], nous sommes au point de vue stratégique sur la défensive et au point de vue tactique sur l'offensive. » L'offensive tactique est d'autant plus nécessaire qu'il convient de rallier les hésitants et d'accroître le moral des troupes. L'armée populaire s'engage dans une guerre longue, aux offensives limitées et parfaitement localisées, tant qu'elle n'aura pas rompu l'encerclement dans lequel l'adversaire, supérieur en armements et en hommes, tente de la réduire. La première étape de la guerre implique une guerre de mouvement dans les villes, les unités de guérillas s'infiltrant et pratiquant l'action terroriste ; dans les campagnes, elles évitent le contact avec l'adversaire fortement concentré, se dispersent dès qu'elles risquent d'être complètement encerclées, se reforment aussitôt pour porter des coups aux points faibles de l'ennemi. La caractéristique stratégique de la guerre de mouvement réside dans la mobilité des troupes et dans leur puissance de destruction. Dans cette étape de la guerre, l'état-major de l'armée populaire indochinoise adopta les principes que le Comité central du parti communiste chinois avait formulés dès 1927, après l'échec des insurrections de Nantchang et de Canton : « L'ennemi avance, nous battons en retraite ; l'ennemi se retranche, nous le harassons ; l'ennemi est épuisé, nous attaquons ; l'ennemi bat en retraite, nous le poursuivons. » A aucun moment l'armée populaire ne peut se payer le luxe de négliger l'offensive ; même contrainte de reculer, elle ne cessera pas de harceler l'ennemi.

La guerre populaire est une guerre de longue durée sans décision rapide. On comprend que dans les moments où il lui faille battre en retraite, l'armée populaire n'hésite jamais à reculer. Mao Tsé-toung, reprenant la comparaison célèbre que Clausewitz avait établie entre la guerre et le commerce,

1. Secrétaire du Parti du travail (Viet-Nam démocratique).

note qu'en ce qui concerne les pertes territoriales « la perte ne peut être évitée que par la perte ». C'est le principe du négoce : pour prendre, il faut d'abord donner. S'il ne sacrifie pas son argent, l'acheteur n'aura pas de marchandises, et le vendeur, s'il ne sacrifie pas sa marchandise, n'aura pas d'argent. Aussi le jour où l'armée populaire parvient à rompre l'encerclement, la contre-offensive générale commence, et la guerre d'anéantissement se substitue à la guerre de mouvement. C'est alors que, selon la formule de Mao Tsé-toung, la stratégie se définit « un contre dix » tandis que la tactique est « dix contre un ». Tactiquement, l'armée populaire ne peut pas courir plusieurs lièvres à la fois ; la concentration de forces est sa seule chance de succès dans l'offensive. Quel que soit le nombre des détachements qui sapent l'arrière de l'adversaire ou qui même combattent loin du front principal, celui-ci seul doit réunir le plus grand nombre de moyens et de forces pour que l'offensive aboutisse à l'écrasement de l'adversaire. Dans la récente campagne du Laos, l'état-major du Viet-Nam populaire avait mis en jeu près de quatre divisions, tandis que du côté de Hanoï et de Saïgon, les guérilleros s'efforçaient de couper les lignes de communication et de ravitaillement. Contre-offensive rapide qui ressemble beaucoup à celles que les Russes entreprirent à partir de 1942 : l'armée avance le plus loin possible, sans tenir compte des éléments ennemis qui demeurent à l'arrière encerclés. Il suffit que ces derniers soient bloqués et coupés de l'extérieur et les renforts écrasés avant les assiégés.

Depuis 1951-1952, nous assistons à cette contre-offensive générale de l'armée indochinoise qui a fait que, d'assaillant, le Corps expéditionnaire est devenu l'investi. La tactique mobile continue, et la guérilla. Mais la stratégie est devenue si authentiquement globale que l'offensive peut désormais avoir lieu à tous les horizons de l'Indochine : l'espace stratégique est mûr pour les campagnes d'anéantissement. C'est au tour du Corps expéditionnaire d'essayer de rompre l'encerclement, sans disposer de l'appui de la population ni d'une zone de manœuvres importante, puisqu'il est acculé dans les grandes villes ou réduit dans les campagnes à des détachements pris au piège ; de plus, ses

alliés sont peu sûrs, et si peu sûrs qu'ils peuvent, d'un jour à l'autre, tourner casaque ; ou, d'aventure s'ils se refusent à rallier l'armée populaire, les bataillons indigènes instruits par les Français manquent d'entraînement, de goût pour la guerre, de sens de la guérilla : la première fois [1] que l'armée franco-baodaïste a laissé se rencontrer avec l'armée populaire un détachement indigène, tout seul, avec l'innocence et l'absence d'agressivité du nouveau-né, il fallut faire appel au plus vite à des renforts français pour éviter le massacre total : autant d'alliés qu'il faut d'abord seconder, épauler, protéger. Nous en sommes là : *très exactement au point où en étaient les partisans de Ho Chi-minh au début de l'insurrection de Saïgon.* Mais nous n'avons l'espoir ni de rallier à nous la population ni de rompre l'encerclement qui chaque jour nous fait davantage reculer vers la mer. Faut-il que les choses en viennent au point que nous n'ayons plus rien à offrir à l'Indochine, que le jour anniversaire où elle célébrera sa victoire complète sur nous ?

Guy de CHAMBURE et Jean-Jacques SALOMON.

Sur la guerre du Viet-minh telle que la voient ceux qui la font, on ne dispose que de rares témoignages directs. Aussi croyons-nous intéressant de publier le texte qui suit. L'auteur en est un simple combattant du « maquis » et son récit sans fard, sans recherche, répond en somme, de l'autre côté de la barricade, à Opération-gâchis. *Le « ton » du combat n'en apparaîtra que plus différent. Cette guerre est cruelle, comme toute guerre de partisans, et souvent malgré la volonté des individus en présence. Du moins se fonde-t-elle, du côté de la « Résistance », sur quelques évidences simples : elles parlent ici aussi clairement qu'elles*

1. Dans la semaine du 23 au 30 juin 1953.

pouvaient le faire, en France, du temps de l'occupation. Mais que des soldats français puissent apparaître aujourd'hui aux yeux du peuple du Viet-nam comme nous apparut, un jour, l'armée allemande, voilà ce que, sans doute, on jugera impardonnable.

Hien.

LA MÈRE

1947. — Les troupes françaises partant de Haiphong avaient occupé presque entièrement la province de Kien-an. Je militais dans un arrondissement occupé. C'était au début de l'année, alors que l'ennemi venait d'arriver et que nos effectifs armés étaients insignifiants. Nos miliciens et partisans n'avaient que quelques piques et coupe-coupes; ils arrivaient cependant à tenir plusieurs mois. Les Français ne pouvaient étendre leur occupation. Ils effectuaient un « nettoyage », puis, la nuit se terraient dans leurs postes. La nuit nos partisans reprenaient leur activité. mettant en état d'alerte les postes français. Pendant plusieurs mois c'était devenu une distraction non seulement pour les partisans mais pour la population de toute une région. Vers les deux heures de l'après-midi la nouvelle faisait son chemin dans toutes les maisons : « Ce soir, nous attaquons. » Point n'était besoin d'agents de liaison; la plupart des familles avaient un fils soit au « Vietminh » soit chez les partisans, et le secret n'était plus gardé. D'ailleurs, la nuit quand on entendait crépiter du côté du poste, la population avait pour tâche de faire le plus de bruit possible : on tapait sur des tambours, des plateaux de cuivre, des paniers. C'était le « vacarme-renfort » (expression vietnamienne qui veut dire qu'on

cherche à affoler l'ennemi en lui faisant croire que les forces qui l'attaquent sont très nombreuses).

Notre groupe de travail changeait continuellement de place. La nuit nous couchions chez maman Trach. Une maison à trois pièces, avec cuisine, isolée au milieu de la plaine, à côté d'un petit étang. De là on pouvait voir le poste ennemi, à un kilomètre à vol d'oiseau. Chaque matin nous avions du poisson frais à manger. Bê, le fils aîné de maman Trach, allait chaque soir participer aux opérations des partisans, puis dans la nuit, sur le chemin du retour, ramassait quelques poissons de l'étang pour les vendre au marché du lendemain.

Sous un buisson de bambou nous avions installé une chaise avec dossier pour nous servir de poste d'observation. Chaque fois que, vers 10 heures du soir on entendait crépiter les fusils, maman Trach sortait en courant, et si c'était bien une attaque contre le poste, immédiatement elle alertait les gens comme pour assister à une représentation théâtrale à la maison communale. Du côté du poste les partisans avaient allumé des feux pour tromper l'ennemi. Du poste montaient des fusées écarlates comme des vessies. Maman Trach disait : « Ils tirent en l'honneur des génies qui vont au ciel. » Les balles traçantes de l'ennemi striaient la nuit. Elle les appelait des « souris volantes », et de rire comme un enfant. Les cris, les roulements de tambour se calmaient; les partisans se retiraient. Les Français tiraient au mortier jusqu'aux villages voisins. A chaque détonation maman Trach comptait 1, 2, 3, 4... puis :

— C'est 20. C'est encore loin.

— C'est 25. Ils tirent sur le village d'à côté

— Ah! 30 et ça n'éclate pas encore. Malheur! A plat ventre : ils tirent sur nous.

Ainsi elle calculait la portée de chaque obus de mortier; elle repérait également chaque coup de feu qui partait du poste :

— Ça, c'est du 12,7.

— Ça, c'est du browning.

— Ça, c'est un F.M.

En vérité elle n'avait jamais vu un 12,7, un browning, un F.M., un mortier de sa vie. Maman Trach et la population de la région et même un certain nombre d'entre nous, avaient l'impression que ça allait continuer ainsi indéfiniment. Mais après quelques mois, les Français reçurent des renforts et nettoyèrent avec férocité la

région. De nouveaux postes furent installés. La population dut évacuer le pays. Maman abandonna son étang et suivit le village en zone libre. Son fils aîné s'engagea dans l'armée populaire. Le benjamin Cao, un garçon de douze ans resta avec sa mère.

***

Fin 1947. — L'ennemi avançait en zone libre. La moisson de novembre commençait. Ordre fut donné à la population de regagner les anciens villages. Maman Trach revint. L'ennemi créa des municipalités fantoches. Nos partisans vinrent enlever maires et conseillers. La répression fut cruelle. Le jour, aucun homme ne pouvait plus rester dans le village; dans certaines localités les femmes étaient toutes violées. La maison à trois pièces de maman Trach fut incendiée. La mère et le gosse avaient failli être exécutés car ils étaient sur la liste des gens suspects d'héberger des « Viet-minh ». Un mois se passa, le calme revint. La mère et le gosse rentrèrent à nouveau mais cette fois durent abandonner l'étang pour aller vivre dans le village même. Un jour elle nous fit savoir « Nous avons une maison neuve, venez. »

En décembre 1947 notre groupe revint dans la région pour organiser l'anniversaire du 19 décembre (date du déclenchement des hostilités). Le 18 au soir nous nous reposions chez maman Trach. A cette époque elle vivait misérablement. Le fils aîné était à l'armée, personne n'allait plus pêcher à l'étang. La vieille maman, le gosse, ramassaient par-ci, par-là, quelques crabes, quelques crevettes, ou allaient se louer chez des gens. Deux repas par jour avec du riz mélangé à des patates; des jours, un seul repas. Cependant, chaque fois que les « camarades » arrivaient, rien ne manquait : du riz sans patate, du poisson frit, du bouillon chaud. Nous manifestions souvent l'intention de manger du riz mélangé. Rien à faire. Nous voulions la payer, elle se fâchait. Elle disait : « J'ai encore assez de force pour vous nourrir. »

Vers dix heures nous nous mîmes en route. Une demi-heure après, surpris par une patrouille française, nous dûmes nous disperser. Suivant une diguette au milieu des rizières, je courus vers un étang. Je m'y engloutis. Des sangsues me mordaient. Des crevettes prises dans la nasse me mordillaient. Je les attrapais une par une, les mettais dans ma poche, puis, une par une les sortais, une fois la poche pleine. Histoire de tuer le temps. Vers l'aube je

regagnai le village. Maman Trach fut bien contente de me retrouver. Elle me pressa d'aller dormir. Son gosse Cao s'en alla à la porte du village monter la garde.

Quelques instants après, le petit Cao, tout échevelé accourut : « Les Français. » Je me levai en sursaut, ne sachant où me sauver, dans quelle direction, quand maman Trach entra dans la cuisine. Elle retira un grand van qui était sous sa meule et me poussa dans un trou creusé au dessous. Le panier revint à sa place. Un quart d'heure après j'entendis des voix rauques. Les Français étaient là. Bruit de paddy qu'on coule dans la meule. Puis au-dessus de ma tête la meule bourdonna. Un traître cria :

— Mémère, tu fais moudre du riz de bien bonne heure : C'est encore pour ravitailler les Vietminhs.

Maman Trach, calmement :

— Regardez, mandarins, je fais un peu de riz pour moi. Misérable comme je suis, je ne saurais ravitailler personne. Restez un moment, je vous offrirai un peu de thé.

Français et traîtres fouillèrent un moment, puis demandèrent :

— Hier soir, y a-t-il eu des cadres vietminhs dans ce village?

— Non, personne, messieurs.

L'ennemi s'en alla. Une heure après elle tira le van :

— Remontez, ils sont déjà partis.

Je compris alors pourquoi il y avait en permanence un boisseau de paddy dans le coin de la maison.

*
* *

Une autre fois c'était en 1948. Une nuit, nos partisans avaient engagé le combat avec une patrouille ennemie. Le lendemain nous nous réunîmes pour tirer les conclusions de cette expérience. Le petit Cao était allé pêcher à la rivière. Maman Trach montait la garde au bout du village. Nous étions en train de discuter, quand nous entendîmes crier à tue-tête :

— Cao, où es-tu? Enfant de malheur, t'as encore disparu.

A peine avions-nous eu le temps de nous disperser que les Français étaient déjà dans le village. Nous dûmes rester dans les souterrains jusqu'à midi. Alors nous comprîmes seulement ce qui s'était passé. Il crachinait. Les Français vêtus d'imperméables avaient passé inaperçus; elle ne les avait vus que quand ils étaient déjà tout près. Elle se mit à crier. Ils l'ont gratifiée de

quelques coups de crosse. Dans le village, ils étaient venus chercher des coolies. Il n'y avait point d'hommes. Les femmes durent partir vers la rivière pour récupérer les fusils tombés au fond. Au retour elle nous dit :

— Hier soir ils ont perdu nombre de fusils. En plongeant nous les avons bien repérés et nous les avons enfouis encore plus profondément. Vous pouvez aller les prendre. Puis, se repentant :

— Ce matin, un peu plus vous auriez été pris et exécutés. J'ai à peine eu le temps de tourner la tête et, sacrebleu, ils étaient déjà là, dans leurs saloperies d'imperméables.

* * *

Dans les jours suivants, en réponse à notre activité accrue, l'ennemi intensifia sa « chasse » aux Vietminhs. Chaque jour ils faisaient irruption dans le village. Nettoyage le matin; nettoyage le soir. Certains jours, ils encerclaient le village dès trois heures du matin. D'autres fois ils s'amenaient à l'improviste vers minuit. Nous passions une bonne partie de notre temps dans les souterrains, comme des rats. Un jour le camarade Hoang-Xo eut un accès de paludisme. En zone occupée la quinacrine guérit le paludisme moins rapidement que la présence des soldats français. L'accès est coupé net; en plein accès on peut rester des heures sous l'eau. Malheureusement cette fois, le camarade Hoang Xo délirait; nous fûmes alertés trop tard, nous ne pûmes le transporter dans les souterrains. Maman Trach s'en alla chercher un seau d'eau dans la mare; elle en inonda le sol et même la natte qui couvrait le malade. Elle jeta la chemise déchirée du malade dans la flaque d'eau au pied du lit. Les Français s'amenèrent :

— Qui est couché là?

Maman Trach accourut à leur rencontre dans la cour, joignit ses mains comme en prière devant Bouddha, pleurnichant :

— Mandarins, c'est mon fils qui revient des corvées. Hier il est rentré, il a mangé je ne sais quoi, il a eu de la diarrhée toute la journée. Mandarins donnez-moi un médicament pour le sauver.

L'officier français cria précipitamment :

— C'est du choléra, que personne n'entre.

Maman Trach continuait à mendier son médicament. Le Français lui glissa quelques comprimés de sufadiazine.

— Faites-le transporter à l'infirmerie.

Ouf! le malade était sauvé.



Un jour, dès l'aube, les Français vinrent encercler le village. De grandes pluies avaient défoncé les souterrains. Nous nous sauvâmes par les rizières. Les fusils claquaient derrière nous, sur nos côtés, devant nous. Chacun se dispersa de son côté. Les Français nous avaient aperçus : d'un côté ils se lancèrent à notre poursuite, de l'autre entrèrent dans le village pour interroger les femmes et les enfants. Ils explorèrent chaque rizière, chaque jardin, tirèrent dans les buissons, faisaient descendre les traîtres dans les étangs. Au crépuscule les Français rentrèrent au poste, au village. Il manquait le camarade Tam. Les femmes partirent à sa recherche. Dans une rizière gisait un cadavre; ce n'était pas Tam, c'était un camarade partisan. Personne n'osait pleurer le mort; l'ennemi, nous entendant pleurer, aurait rasé le village. Des sanglots étouffés. Quelques jeunes filles apportèrent des pioches pour enterrer le mort. La population du village, presque entièrement composée de femmes et de vieillards, cachée derrière les bambous assistait à l'enterrement. La tombe refermée, ils observèrent quelques minutes de silence.

Maman Trach et quelques vieilles femmes étaient parties dans la direction d'un hameau voisin à la recherche du corps du camarade Tam. Nous avions suivi sa trace. L'un d'entre nous avait vu Tam courir vers ce hameau abandonné, près du hameau des traîtres.

Dans ce hameau abandonné, il y avait un temple où les vieilles femmes avaient l'habitude de venir brûler quelques baguettes d'encens. Cette fois elles firent semblant de se rendre au temple, avec de l'encens, récitant des prières au Bouddha, pour aller chercher le corps de Tam.

Pendant tout ce temps Tam gisait épuisé, au bord d'une mare. Le matin, pour se sauver, il avait plongé dans la mare. Les Français avaient flairé la piste, avaient demandé au maire fantoche et à ses veilleurs de les aider. Ils n'avaient trouvé personne. Plongé dans la mare pendant toute la journée par cette saison froide, Tam était épuisé. La nuit venant, il avait attendu que le silence fût complet pour sortir de l'eau. Il réussit à grand peine à grimper sur le bord de la mare et tomba dans un profond sommeil. Quelqu'un dans le cortège des vieilles femmes marcha sur les jambes

de Tam. Tam grogna. Les vieilles femmes sursautèrent. Maman Trach, gardant son calme :

— C'est vous, camarade Tam? Reconnaissant une voix amie, Tam répondit :

— Oui, sauvez-moi.

Les vieilles femmes accoururent; des bouffées d'encens couvrirent le visage de Tam. Elles le soulevèrent, le ramenèrent au village. La nouvelle du sauvetage de Tam fit le tour du village. Les gens vinrent le voir le soir qui avec un pantalon, qui avec une chemise. On alluma un feu pour le réchauffer; un bouillon de poulet chaud le ranima complètement. Alors, regardant vers un coin de la maison, Tam aperçut le cercueil qui lui était destiné. Chaque famille avait fourni un battant de porte; il y avait des supports de bambou, le tout solidement ficelé. Tam sauvé, les battants de porte furent restitués à leur propriétaire.

Pendant toute une période, les Français purent circuler sans risquer d'être attaqués. Ils devinrent moins vigilants. Un jour le sous-lieutenant du poste se rendit seul au village à la recherche de femmes. Un partisan se déguisa en femme, glissa sous ses vêtements un barreau de fer et suivit le Français. Celui-ci était en train d'exiger des vieilles femmes de lui livrer des jeunes filles. Un barreau de fer lui tomba subitement sur la tête. Il s'effondra, gueulant comme un bœuf. Le temps de le bâillonner, un deuxième coup, il s'étendit raide.

Il fallait maintenant que l'ennemi ne découvrît pas ce qui s'était passé. Les partisans quittèrent le village. Les vieilles femmes vinrent laver les traces de sang, puis emportèrent le cadavre du Français. Maman Trach proposa un plan : immerger le corps au fond de l'étang, puis la nuit, l'enterrer très loin du village. Vers la fin de l'après-midi les Français s'amenèrent. Ils cherchaient le sous-lieutenant. Les femmes et les enfants répondirent en chœur : « On l'a vu, mais il est reparti depuis ce matin. » Soupçonneux, les Français fouillèrent le village, explorant les tombes nouvelles, les endroits où la terre avait été fraîchement remuée. En vain.

Ils s'en allèrent, craignant que le sous-lieutenant n'ait regagné les rangs du Viet-minh. Ils eurent peur d'une attaque brusquée de nos hommes et prirent des précautions inouïes ce soir-là. Dans la nuit, des jeunes filles sortirent le cadavre de l'étang et allèrent l'enterrer à plusieurs kilomètres du village.

*
* *

Le petit Cao était une excellente sentinelle. Les enfants des régions occupées remplissaient cette mission avec beaucoup d'habileté. Les Français vouaient aux enfants une haine féroce. Un jour ils enlevèrent le petit Cao. Maman Trach pleura la perte de son enfant pendant plusieurs jours. Après, chaque fois qu'on lui parlait du petit, elle se mettait à pleurer. Les nuits où elle ne recevait pas à coucher des militants, elle allait dormir chez des voisines pour ne pas penser au petit.

Peu après, une jeune militante Lien accepta d'être sa filleule. La joie revint sur la figure de maman Trach. Elle s'occupait de Lien comme si c'était sa propre fille. A chacun, elle montrait avec fierté la jeune fille : c'est ma fille, disait-elle. Elle lui acheta un peigne, une glace, une serviette, une savonnette (objets de luxe actuellement au Vietnam). Elle lui réservait spécialement quelques poules pondeuses. Elle avait creusé un souterrain spécial pour la cacher.

Un jour les Français vinrent; Lien, qui sortait de maladie hésita à se sauver dans le souterrain trop humide. Elle fut amenée au poste. Maman Trach pleura à nouveau; jour et nuit elle ne mangea plus; elle en perdit ses esprits.

Le lieutenant commandant le poste était jeune; il voulait épouser Lien. Mais il y avait un vieux sergent et le traître-interprète qui louchaient aussi vers la proie. Comme dit le proverbe, quand on ne peut pas participer au banquet, on renverse la table. Le sergent et l'interprète, d'un commun accord, déclarèrent d'emblée que c'était une Vietminh. La jeune fille sut cependant capter la confiance du lieutenant; elle lui fit comprendre qu'elle était déjà fiancée, qu'elle devait au moins, selon la coutume, si elle voulait quitter son fiancé lui restituer les cadeaux reçus. Elle promit au lieutenant de revenir. Il la laissa partir.

Maman Trach la voyant revenir à l'improviste, sauta sur elle éclatant en sanglots. Les gens du village accoururent. Lien ne pouvait retenir ses larmes. Tout le village avait apporté des cadeaux : des boîtes de lait, des mouchoirs, des œufs... Chacun plaignait la jeune fille qui, torturée à l'électricité par le vieux sergent, était livide.

Cette fois, Lien dut quitter sa marraine. Elle n'osa pas dire la

vérité à maman Trach. « Je m'en vais en zone libre étudier quelque temps ». Maman Trach en fut très affligée, mais ne la retint pas. Lien reviendra, quand la session sera terminée, pensa-t-elle. Lien fit ses adieux. Voici de l'argent pour te payer des vêtements; voici une boîte de lait pour la route. Les poules, maman s'en chargera. A la prochaine saison tu reviendras. La marraine et la filleule s'en furent jusqu'à la sortie du village. Lien s'en alla. Maman Trach, noyée dans les larmes, la regarda pendant longtemps. Lien, se retournant de temps en temps, vit pendant longtemps sa marraine figée à la même place, puis elle ne la distingua plus.

Fin 1948, j'appris la mort de maman Trach. Pour se venger des Viet-minh, disaient-ils, les Français avaient violé la vieille femme, puis l'avaient fusillée. J'avais l'impression que c'était ma propre maman qu'ils avaient violée et exécutée. Je pensai à son fils, soldat de notre armée et à tant d'autres qui étaient en train de régler cette dette de sang avec les colonialistes.

HIEN.

(*Traduit du vietnamien.*)

Chinh Huu.

POÈMES ET CHANSONS DE LA RÉSISTANCE

Voici quelques exemples de poèmes vietnamiens inspirés par la lutte patriotique. Le premier, *Nuit de meeting*, a fait l'objet de discussions passionnées. Ses défenseurs aiment son caractère plus ou moins mystérieux, sa concision extrême (malheureusement très difficile à rendre en traduction); tandis que ses adversaires

lui reprochent d'être hermétique, de manquer de rimes et de rythme, et surtout de traduire plutôt le sentiment d'une inadaptation, douloureusement sentie, du poète vis-à-vis de la vie populaire, qu'une joie véritable.

Nous avons essayé de traduire ce poème en suivant de très près son rythme; cependant la différence de structure des deux langues française et vietnamienne rend très difficile un tel travail. Nous l'avons présenté afin de donner une idée de la recherche souvent ardue et douloureuse, que doivent mener les hommes d'art et de pensée du Vietnam, pour exprimer toute cette réalité nouvelle qu'est la lutte patriotique et l'édification de la vie nouvelle.

NUIT DE MEETING

Mille, dix mille nuits se donnent rendez-vous
Cette nuit
Assises, silencieuses, modestes
Des étincelles volent
s'épanouissent, fleurs de feu
Elles montent, montent indéfiniment
Une étoile resplendit, dix mille étoiles
Poussière de jade au firmament
Tombant sur nos têtes, nos fronts
sur nos doigts
Milliers d'étoiles
dans la forêt du Vietbac (haute région du Tonkin)

Ce ciel, ces étoiles sont à nous
A nous les montagnes et forêts
Les rizières qui embaument
les chemins courant vers l'infini
les fleuves, lourds et rouges d'alluvions
Notre Patrie
Patrie des hommes qui ne se sont jamais inclinés.
Terre qui chuchote au long des nuits
Jours, moments de jadis, susurrent leurs échos.

Milliers d'étoiles volant avec le vent
Yeux éblouis par leur flot

D'en bas Hanoï tend ses regards
Rues et quartiers sans souffle
Trottoirs anciens, usés
Froids, sous le crachin
Hanoï,
Seule, les entrailles déchirées
Jour après jour, triste s'éveille
Aujourd'hui, où tourne-t-elle son visage?
Le vent d'hiver s'attarde dans les feuilles...
... Jusqu'à quand?
Cette nuit, les étoiles toutes d'argent
Brûlent la terre, la patrie.

La nuit s'éclaire
En avant, en avant
Nous grandissons, nous sommes forts
Nos canons brillent de tous leurs cuivres
Ballets de milliers d'étoiles

Le soleil brûle
Chaque mur éblouit
Chaque buisson prend feu
La forêt Phanluong furieusement acclame
Rouge, rouge coulant dans les rues
Hanoï, le cœur de ses rues bat à coups redoublés
Chants, cris, rires, noient les visages.
Étoiles, monts, forêts, pourquoi sangloter?

NGUYEN DINH THI.

FRÈRE CUISTOT

Ce poème a été composé par les soldats d'une unité en l'honneur de leur « Frère Cuistot ». Peut-être n'a-t-il pas une grande valeur littéraire, mais nous l'avons traduit pour donner une idée de l'ambiance fraternelle qui règne parmi les soldats de l'armée populaire.

Le coq a chanté. Chacun dort
Lui, dans la cour, déjà trottine
Déjà tintent marmites et casseroles

Déjà crépite le feu, lançant ses étincelles.
Soupe-riz ; riz-soupe ; déjeuner-dîner ; dîner-déjeuner
Au feu de la cuisine brûlent ses journées
Qui s'envolent avec les volutes bleues de fumée
Le riz cuit ; le thé est chaud ; il exulte
Qu'importe la chaleur, qu'importe la suie.
Frère, tu nous donnes l'abondance et la joie
Quand tu t'en vas, les paniers sur l'épaule
Nous attendons, le cœur battant, ton retour
Te voilà rentré, comme un buffle chargé
Souffle un peu ; mais non, déjà tu as saisi ton coutelas
L'eau coule à flot ; et coupe, coupe, lave, lave
La forêt s'emplit du vacarme de ta cuisine
Avec toi l'année a passé comme un jour de fête
Avec toi la soupe d'ortie prend le goût de l'amour
Chaque soir la fumée s'envole en volutes bleues
Chaque soir la vie danse de joie autour de tes feux.

DE L'EAU DANS NOS RIZIÈRES
(*Chanson populaire.*)

Manquer d'eau constitue la plus terrible des catastrophes pour les rizières. Autrefois en période de sécheresse, les paysans vietnamiens se contentaient d'organiser de grandes cérémonies pour invoquer le Ciel et les Génies de la pluie.

Actuellement la République démocratique du Vietnam ne dispose pas encore de moyens mécaniques puissants pour lutter contre la sécheresse; mais les moyens humains sont maintenant mobilisés avec efficacité pour donner de l'eau aux rizières asséchées. A l'appel des organismes gouvernementaux, des organisations de paysans, de femmes, de jeunes, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, dans les provinces libres, en cas de sécheresse, élèvent des barrages, creusent des canaux, des rigoles, pour sauver les récoltes. La province de Hatinh, par exemple, au début de 1952 a ainsi sauvé la récolte d'été de cette année.

Les paysans prennent confiance dans la force des organisations collectives, perdent leurs superstitions. Cette confiance se reflète dans la chanson que nous traduisons ci-après.

S'y a pas de pluie,
C'est la faute au Ciel

Y a pas d'eau dans les champs
C'est la faute aux gens.

Laisser nos rizières à sec
Y a pas de raison.

En avant, barrages et canaux
Bâtissons et creusons.
Rizières d'en haut
Rizières d'en bas
Nous les irriguerons.

Jour et nuit, en avant
La plaine, de l'eau, aura
Le riz, à terme, fleurira

La pluie, c'est l'eau du Ciel
L'eau dans les rizières, c'est nous
Les Hommes qui la fournissons.

Nous, les patriotes de l'émulation
Avec l'arme de l'émulation
Même le Ciel, nous le vaincrons.

NOUS REVIENDRONS

Nous partions. La terre et le ciel rougeoyaient
Derrière nos pas, la Capitale brûlait
Jeunes, nous partions. La facture restait blanche
De nos dettes non payées ; dette d'hommes ; dette des héros
Frémissait notre cœur, avec le rouge drapeau
Nos savates après mille lieues en loques tombaient
Nos tuniques à fleurs blanchissaient sous la poussière
des longues marches. Et
nos vertes chevelures avaient prêté serment :
Elle blanchiront au soleil, au vent

parmi les fleurs sauvages, les herbes folles ;
nous resterons liés. Liés
par les vœux de ceux qui dans Hanoï étaient restés.

Revenez ! revenez ! réoccupez la Patrie !

Ha ! ha ! Les maisons et les toits crouleront
Sur les corps des agresseurs nous marcherons
Pleureront de joie, les tuiles et briques vieillies
Accueillant ceux qui, au loin étaient partis.
Sous ses pas, rang par rang, notre colère
Ecrasera
les hordes ennemies.

CHINH HUU.

« *Il y a quelque chose de pire que l'esclavage : c'est d'avoir des esclaves et de les proclamer hommes libres.* »

DIDEROT.

Les hommes du Viet-minh, dit-on, sont des rebelles. Rebelles à qui? Ils ne vivent que de l'appui du peuple. Mais à quoi bon discuter sur des mots quand les discours officiels retrouvent d'instinct, pour désigner la Résistance, le vocabulaire des Allemands et de Vichy : révoltés, dissidents, terroristes? Plus intéressant est de voir comment un mouvement de partisans, lentement, s'est constitué en État, comment il est passé de la réalité du « pouvoir » à des expressions formelles. A cet égard, l'expérience du Viet-nam recoupant celle de la Chine est un exemple unique

de naissance d'un gouvernement démocratique. Un parti révolutionnaire qui saisit, par en haut, l'appareil du pouvoir, s'empare d'un État mal adapté, évidemment, à des tâches révolutionnaires, échappe difficilement à de graves contradictions. On l'a bien vu en U.R.S.S. Ici, au contraire, l'armée des partisans doit résoudre concrètement d'abord *les problèmes de gouvernement qui se posent à elle. Rien n'est plus délicat, d'ordinaire, que les rapports d'une armée en campagne avec la population qui l'entoure. Or l'armée révolutionnaire ne peut vivre que si son soutien lui est acquis. Ainsi se trouve-t-elle amenée à définir de nouveaux types de rapports, à inventer les organes adaptés à ses tâches, à créer de toutes pièces, à partir des cellules sociales élémentaires, un appareil administratif « collant » au réel et que viendra tout naturellement couronner le gouvernement populaire. Instrument du combat révolutionnaire, l'armée des partisans ne sépare pas sa lutte militaire (contre Tchang Kaï-chek, les Japonais, — ou contre le corps expéditionnaire français) de son œuvre de transformation sociale. La mystification de l'ordre des urgences n'existe pas pour elle : il faut tout* à la fois *qu'elle combatte l'ennemi et modifie les structures de la société. L'histoire de ce combat sur deux fronts amenant la victoire comme tombe un fruit mûr, c'est par excellence celle du Parti communiste chinois administrant pendant des années la « région-frontière » de Yenan, dissolvant petit à petit le régime de Tchang Kaï-chek et, porté par son armée, étendant irrésistiblement ses pouvoirs à la Chine entière. Dans un contexte un peu différent, et sur un rythme plus rapide en raison du brusque renversement par les Japonais du régime français de protectorat, l'histoire du Viet-nam libre est la même. Marcel Ner et Gilles Martinet en examinent ici, successivement, le double aspect.*

Marcel Ner.

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU VIETNAM

SA FORMATION HISTORIQUE SES CARACTÈRES ACTUELS

I. — A LA RECHERCHE DU VIETNAM.

« *Le Vietnam n'est pas en guerre : il faut l'y mettre.* » En lisant dans *France-Soir*, le 22 mars, ce gros titre donné à une interview de M. Paul Reynaud j'eus, un instant, le souffle coupé.

Langson, Caobang, Lao Kay, Hoa Binh, Son La, Sam Neua, Xiang Khouang, tant de convois anéantis, de ponts ou de viaducs détruits, de postes enlevés, de soldats morts, blessés ou prisonniers ne suffisaient-ils pas à l'ancien Président? Avait-il suivi, sous les tropiques, un étrange chemin de Damas?

La formule était authentique mais bien que M. Paul Reynaud stigmatisât « la stupéfiante légèreté de l'Occident » il ne poussait pas les Vietnamiens à le combattre et à grossir l'armée du général Giap.

Il suffisait, pour comprendre le texte, de savoir que le Vietnam de M. Paul Reynaud était celui de tous les discours officiels. Il a pour centres, à Paris, le Ministère des États associés et la Banque d'Indochine, à Cannes, un château et un casino, à Hanoï ou à Saïgon, des Commissariats de France (Hauts, Généraux ou non

qualifiés) et leurs annexes pseudo-vietnamiennes, les sociétés financières, les offices de change, nos casernes et, dans les campagnes, les postes où luttent et meurent nos soldats. Il est certain que le Vietnam n'est pas en guerre ou y est peu.

Je pensais spontanément à un autre Vietnam dont les chefs n'ont, en Indochine ou à l'étranger, ni comptes en banque, ni châteaux, circulent à pied ou à bicyclette, vivent dans des paillotes ou des grottes, mangent la nourriture de leurs paysans ou de leurs soldats, courent les mêmes risques, gonflent peut-être leurs budgets par des trafics sur l'or, la piastre ou l'opium mais n'en tirent aucun profit personnel.

Reconnaissons notre naïveté. Peut-on prendre au sérieux, dans le « monde libre » un président, des ministres, des chefs civils et militaires dont le genre de vie et la fortune restent au niveau de ceux des soldats, des ouvriers, des paysans, dont aucun ne peut être accusé de cupidité, de trafics ou de concussion? Le seul nom que mérite le groupement dont ils sont les chefs est celui de « Viet Minh » terme dont la constellation psychologique, associe, dans les discours officiels et l'esprit de nombreux Français, communisme, rébellion, violences, agression. Si nos soldats ont trop souvent reculé devant leurs hordes n'est-ce pas que, suivant l'explication lumineuse de M. Paul Reynaud au sujet de la Chine : « *les communistes emploient des moyens machiavéliques qui donnent des résultats remarquables.* »

« *La Chine restera-t-elle communiste ?* » *Ma réponse est catégorique : « Elle le restera »*, reconnut dans la même interview l'ex-Président du Conseil. Du moins nous rassure-t-il en affirmant que nous pouvons empêcher l'Indochine de le devenir. Il a rapporté de son voyage en Extrême-Orient la clef de ce succès : « *La guerre d'Indochine ne doit plus être faite par la France aidée du Vietnam mais par le Vietnam aidé par la France.* »

La solution est simple et parut admirable à beaucoup de lecteurs de *France-Soir*. Elle avait déjà été découverte, peut-être avec l'aide de ses collaborateurs, par M. Letourneau qui cumule de façon si heureusement durable pour la France, sa renommée et les trafiquants de la piastre, les fonctions de Ministre des États associés et de Haut-Commissaire de la France en Indochine.

Plus persuasif encore que M. Paul Reynaud et d'un optimisme plus vigoureux, il nous apprit que nous luttions en Indochine pour « *libérer 25 millions d'Indochinois* ». La population totale des trois

États associés ne dépassant pas ce chiffre nous luttons donc pour libérer le président Hô, le général Giap, le prince Souphanouvong, l'ancien premier ministre cambodgien Son Ngoc Thank, leurs soldats parmi lesquels nul ne put prouver que combattent des étrangers, les ouvriers et les paysans qui leur sont fidèles. Ne doivent-ils pas savoir gré à M. Letourneau, juge qualifié des moyens de leur libération, de les arroser d'obus, de bombes explosives, de napalm et de provoquer la famine en détruisant leurs digues et leur bétail? De qui pourrait-il les libérer sinon d'eux-mêmes puisque aucun agresseur n'est venu de l'étranger?

Au temps où il n'était encore que Ministre de la France d'Outre-Mer M. Letourneau nous apprenait aussi : « *Ce qui a été créé par ces accords* (*du* 8 *mars* 1949) *qu'il suffit de lire pour bien les comprendre ce sont, dans l'Union française, des États souverains et indépendants. Du reste il n'y a plus maintenant, dans aucun des trois États d'Indochine de pouvoirs qui soient aux mains de l'administration française... les instructions données au Haut Commissaire sont bien de laisser la totalité des responsabilités au seul gouvernement vietnamien.* » (Interview du 10-3-1950.)

M. Letourneau est resté au pouvoir depuis cette date et cumule, depuis longtemps déjà, l'autorité de Haut-Commissaire avec celle de Ministre. Comment douter que ses fonctions et ses voyages en Indochine lui permettent de nous dire où est le Vietnam? Comment douter que ce qu'il désigne de ce nom soit bien, plus de quatre ans après les accords qui lui reconnaissent ces caractères, un État indépendant et souverain?

Ces architectures si noblement intégrées dans les grandioses constructions du « Monde libre » firent longtemps impression sur un grand nombre de Français. Les événements de ces derniers mois : nouveaux reculs de nos troupes, protestations de souverains et de chefs d'États associés réclamant une souveraineté qu'on prétendait leur avoir accordée, révélations éclatantes de l'ampleur de trafics dissimulés jusque-là derrière un mur de mensonges et de silence, étendue du déficit financier, ont brusquement réveillé les Français de leur torpeur. Ils savent tous que la guerre d'Indochine ruine les finances, l'économie, l'armée, la moralité et le prestige de la France.

Ils veulent la paix mais restent trop souvent incapables de passer du sentiment ou de la velléité à l'expression d'une volonté ferme parce qu'ils sont ligotés par le vocabulaire que des propa-

gandes puissantes et tenaces ont réussi à imposer non seulement aux masses, mais, j'en ai les preuves quotidiennes, à d'excellents esprits.

La force des mots est redoutable. Le conformisme dans l'emploi des mots *Viet-nam - Viet-minh* multiplie les obstacles factices sur le chemin des négociations et de la paix.

Comment négocier avec le « Viet-minh » c'est-à-dire avec un groupement dont on affirme ainsi qu'il est un parti, une armée de rebelles et ne saurait être considéré comme un État ou une nation? N'est-il pas moralement et juridiquement nécessaire de négocier avec le Viet-nam, État véritable dont Bao-Daï est le chef ?

Si le désir d'en finir avec la guerre l'emporte, on se résigne, formule que j'entends trop souvent répéter par les meilleurs partisans de la paix, à « négocier avec celui contre qui on se bat », expression qui marque la gêne d'une mauvaise conscience, une concession à la violence, le sentiment d'une défaite.

Il semble alors indispensable d'atténuer ces renoncements en associant aux négociations celui qui est à la fois notre associé et le chef légitime de l'État vietnamien.

Nous nous proposons de montrer que l'étude précise des faits, l'emploi des termes exacts suffit pour faire disparaître ces obstacles, simplifie ou supprime des problèmes compliqués à plaisir. Négocier avec la République Démocratique du Viet-nam, État indépendant et souverain, seule expression authentique de la nation vietnamienne ne satisfait pas seulement notre désir de paix. Cette solution est à la fois celle du droit écrit et celle de l'équité.

II. — Du Viet-minh à la République démocratique du Viet-nam.

Rappelons brièvement que « Viet-minh » est une forme abrégée de l'expression « Viet-nam Doc-Lap Dong-Minh ». Cette « Ligue pour l'indépendance du Viet-nam » fut créée en 1941, après l'écrasement au Tonkin, en Annam et en Cochinchine, de soulèvements anticoloniaux et antijaponais.

Cette coalition groupait les principaux partis nationalistes clandestins : parti du Nouvel Annam, association des jeunes révolutionnaires, parti communiste indochinois, section indochinoise de l'association internationale antifasciste ainsi que les associa-

tions pour la libération nationale formées par les paysans, les ouvriers, les jeunes, les militaires, les femmes.

La constitution de cette Ligue fut annoncée le 8-9-1941 par Nguyen ai Quoc dans un appel au peuple du Tonkin.

Dans son premier manifeste lancé le 1er septembre elle établissait un programme sur les plans politique, économique, de l'éducation, social, des relations internationales et aussi sur le plan de l'action immédiate.

Affirmant « Notre lutte pour l'indépendance s'appuie sur l'unanimité de la Nation » elle affirmait sa volonté de s'associer, contre le Japon, à la lutte des puissances démocratiques : Grande-Bretagne, Chine, États-Unis. Elle s'adressait spécialement à ces derniers pour en obtenir dans l'immédiat des munitions, des conseillers, des instructeurs, après la victoire « une véritable autonomie »[1].

L'organisation du nouveau parti fut dans une large mesure préparée et dirigée de Tsin-tsi, petite ville chinoise située à proximité de la frontière du Tonkin.

Évitant toute action prématurée le Viet-minh s'attacha à couvrir le Viet-nam d'un solide réseau clandestin puis organisa, sous la direction de Vô Nguyen Giap, qui avait été mon élève puis mon ami, des guérillas dans la partie montagneuse du Tonkin.

Les rapports du Viet-minh, antijaponais mais où l'influence communiste était forte et des Chinois étaient instables. Nguyen ai Quoc fut mis en prison. Il fut libéré sous un nouveau nom, celui de Hô Chi minh pour organiser en Indochine au profit des Chinois et des Alliés un service de renseignements et de propagande que son groupe seul pouvait rendre efficace, l'action de renseignements et de propagande admirablement organisée dans les milieux français n'ayant malheureusement eu que des contacts insuffisants avec les Indochinois.

Le 9 mars 1945, un coup de force permit aux Japonais d'assumer directement le pouvoir.

1. Programme du Viet-minh, Ligue pour l'Indépendance de l'Indochine 1941, publié sans date par la Délégation générale des Indochinois (Paris) avec références à Andrew Roth, New-York Institute of Pacific Relations 1945, p. 10 et à Laurence K. Rosinger Foreign Policy Reports, 15-5-1945; surtout les ouvrages de Devillers *Histoire du Vietnam* de 1940 à 1952, éditions du Seuil, Paris 1952 et de Paul Mus : *Vietnam sociologie d'une guerre* qui éclairent de leurs documents et de leurs exposés toute l'histoire de cette époque.

L'autorité personnelle de Bao Daï était trop faible, l'issue de la uerre déjà trop certaine pour que son ralliement immédiat aux ippons, les félicitations qu'il leur adressait, ses offres de collabo- ation aient une influence véritable sur les élites ou le peuple.

Le prestige incontesté de quelques-uns des membres du nou- eau gouvernement : Tran-Trong Kim respecté de tous pour la ignité de sa vie, son patriotisme, son attachement au bouddhisme, oong Xuan Han[1], polytechnicien et agrégé de mathématiques, ien connu par la création d'un vocabulaire scientifique vietna- ien[1], Phan Anh etc., ne pouvait cacher la fragilité de cette lution.

Elle avait l'avantage immédiat de permettre à tout le peuple etnamien de prendre acte de l'élimination des autorités fran- ises, de la dénonciation par l'empereur du traité de 1864 qui onnait la Cochinchine à la France, de l'affirmation d'une indépen- ance que la présence de l'armée japonaise rendait verbale mais qui eviendrait réelle par la défaite certaine et proche de cette armée.

De son côté le Viet-minh étendait son action, contrôlait les ovinces de la frontière, noyautait l'administration et le gouver- ement, établissait des contacts avec les autorités françaises et liées.

Dès que la bombe d'Hiroshima annonça le proche écrasement ı Japon Ho Chi-minh mit en place ses troupes, fit élire un « Co- ité de Libération du Viet-nam », lança (10 août) un ordre d'in- rrection générale. Le 19 et le 20 avril 1945 il est, sans lutte, aître de Hanoï.

A Hué, Bao-Daï tente de constituer un gouvernement Viet- inh qui reconnaîtrait son autorité. Il échoue et accepte sans sistance l'abdication qui lui est imposée. Je tiens d'un de ses inistres, monarchiste fervent, que pas un des soldats ou des colla- rateurs de l'empereur ne se fût levé pour le défendre. L'acte

1. Sur la demande du général Mordant, qui savait que j'en avais lon- ement discuté avec lui et ses amis, Hoang Xuan Han accepta, au début 1945, de lui soumettre un essai de solution des problèmes franco- tnamiens. On jugea malheureusement ce programme inacceptable, parla même de « chantage ». Je fus seul à le défendre au Comité politique Résistance et le contact officiel fut rompu avec un groupe important nt Phan Anh, futur ministre de Hô Chi-minh, faisait aussi partie et dans uel j'avais toujours trouvé ces critères majeurs des discussions efficaces : sincérité et la confiance réciproque. Je trouvai d'ailleurs la même auté chez des hommes d'autres partis.

d'abdication est signé le 25 août. Il se termine par ces mots :

« *Vive l'indépendance du Viet-nam*
Vive notre République Démocratique. »

signés de Bao-Daï qui n'a jamais osé revenir sur cette abdication.

L'autorité du Viet-minh s'étendit à la Cochinchine. Tous les pays vietnamiens passaient ainsi spontanément et sans combat sous l'autorité du gouvernement présidé par Ho Chi-minh.

Depuis le 25 août 1945 existait ainsi, suivant l'expression même de l'ex-empereur, une République Démocratique du Viet-nam, désormais indépendant et unifié.

C'est donc sous l'effet d'une évolution interne et sans aucune pression extérieure que s'affirmait l'existence naguère discutée d'une nation vietnamienne. L'État et un gouvernement qui en étaient l'expression authentique ne rencontrèrent jamais de résistances intérieures menaçantes : c'est de l'extérieur que vinrent toutes leurs difficutlés.

Le désarmement et le rapatriement des troupes japonaises ouvrirent aux soldats chinois et anglais le Nord ou le Sud de l'Indochine divisée suivant le 18e parallèle.

Des troupes françaises purent s'établir à Saigon puis étendirent leur action à une partie de l'Indochine.

La sagesse du général Leclerc permit d'espérer que seraient réglés pacifiquement les problèmes relatifs aux personnes et aux biens des Français d'Indochine ainsi qu'aux rapports du Viet-nam et de la France.

Par les accords du 6 mars 1946 dont le général n'était pas le signataire mais dont il revendiquait pleinement la responsabilité, « *Le gouvernement français reconnaît la République du Viet-nam comme un État libre ayant son gouvernement, son parlement, son armée, faisant partie de la Fédération Indochinoise et de l'Union française.* »

La République Démocratique du Viet-nam était désormais reconnue par la France. Le 22 mars à Hanoï je rencontrais le général Leclerc et le général Giap passant ensemble une revue des troupes françaises et des troupes vietnamiennes. Cette rencontre et notre conversation sont un de mes souvenirs les plus émouvants.

C'est en chef d'État que le 24 mars je voyais l'amiral d'Argenlieu recevoir le Président Ho Chi-minh qu'il prenait seul à ses côtés, sur une tourelle de croiseur pour assister au défilé de notre flotte.

C'est en chef d'État aussi que Ho Chi-minh fut reçu en France en juin et juillet 1946.

III. — L'empereur Bao-Daï et le Viet-nam, État indépendant, souverain et associé.

Nul n'ignore aujourd'hui que les accords du 6 mars 1946, signés au nom de la France par M. Sainteny et voulus par le général Leclerc se heurtèrent en Indochine comme dans la métropole à une opposition violente d'autant plus redoutable qu'elle se manifestait dans l'action sans risquer de heurter l'opinion par des paroles inutiles.

Les négociations de la baie d'Along aboutirent le 24 mars 1945 mais marquèrent l'absence totale de confiance réciproque entre le président Ho Chi-minh et l'amiral Thierry d'Argenlieu. Je sais combien cette défiance rendit difficile la rédaction d'un communiqué commun.

Le principe de la conférence de Fontainebleau avait donné satisfaction au président Ho Chi-minh qui avait demandé que les négociations eussent lieu en France et au général Leclerc [1] qui avait donné sa parole d'officier de s'employer à l'obtenir. Le 14 septembre 1946, après d'âpres discussions et la crainte d'un échec, un *modus vivendi* fut signé à Paris entre les gouvernement vietnamien et français.

Le 18 octobre en baie de Cam Ranh l'amiral d'Argenlieu et le président Ho Chi-minh mettaient au point l'application des accords.

Les combats de novembre à Haiphong, ceux du 19 décembre à Hanoï permirent aux partisans des solutions de force dont les responsabilités sont aujourd'hui bien connues [2], de triompher des partisans de la négociation.

Dans une interview donnée le 2 janvier 1947 à *France-Soir* l'amiral d'Argenlieu déclarait : « *Mes conclusions sont formelles : il est désormais impossible que nous traitions avec Ho Chi-minh.* »

Ne pouvant négocier on devait donc combattre mais quelle forme donner à ce combat? Comment le faire admettre de la Métropole?

1. Je tiens cette indication du général lui-même.
2. Cf. les documents cités par Devillers *op. cit.*, pp. 331sq et H. Lanoue : « Comment a débuté la guerre du Vietnam » *Cahiers Internationaux*, novembre 1952, pp. 71 à 86.

« *Nous trouverons dans ce pays d'autres personnalités avec qui nous pourrons traiter...* » affirmait le 2 janvier 1947 l'amiral d'Argenlieu. « *Notre objectif est clairement déterminé : transporter sur le plan intérieur la querelle que nous avons avec le parti viet-minh.* » proposait le 4 janvier le conseiller politique de l'amiral. M. Pignon était ainsi, dans la mesure de nos moyens, un précurseur de la formule américaine, « *faire battre les Asiatiques contre les Asiatiques* » qui a contribué si heureusement en Asie au prestige du « Monde libre », à la démonstration de son amour de la paix et de la valeur du christianisme repensé aux U.S.A.

Le 7 janvier M. Moutet, ministre, chargé d'une enquête en Indochine, précisait encore le sens de cette nouvelle orientation : « *La France n'entend pas revenir sur sa parole, mais elle veut traiter en toute sécurité avec des représentants authentiques du peuple vietnamien.* »

La manœuvre était claire : nous supprimions la République démocratique du Viet-nam, réduite à n'être plus que le Viet-minh; Ho Chi-minh n'était plus le chef d'un État reconnu par nous mais le chef d'un parti contre lequel nous assurerions le triomphe des « représentants authentiques du peuple vietnamien ».

La valeur juridique et morale de cette solution était difficile à défendre. Comment, ayant reconnu le Viet-nam comme État libre, la République démocratique comme son expression, Ho Chi-minh comme son chef, pouvions-nous annuler tout cela d'un trait de plume, ou par des discours et intervenir dans ce pays libre pour en désigner les représentants authentiques?

En admettant que les chefs du nouvel État fussent « tombés au-dessous de la honte » ce n'était pas à nous mais à leur peuple qu'il appartenait de les disqaulifier comme ses représentants. Si la République Démocratique portait traîtreusement atteinte aux accords librement consentis, aux intérêts légitimes de la France, à la vie de ses nationaux et de ses soldats nous pouvions engager la lutte, détruire son gouvernement, imposer notre volonté, provoquer la création d'un gouvernement nouveau. Rien ne nous permettait de nier à un gouvernement, dont l'existence de fait s'imposait à tous, le caractère d'authenticité que lui avait reconnu son ancien monarque et que nous lui avions aussi reconnu.

Nous nous refusions cependant à entrer dans les voies d'une guerre qui eût osé dire son nom. Cette solution eût affirmé la position juridique de l'adversaire, troublé l'opinion française et

internationale, violé explicitement la nouvelle Constitution et l'engagement solennellement pris par la France « *de ne jamais recourir à la force pour ravir aux autres peuples leur liberté* ».

La tension passionnelle créée et entretenue par la large diffusion donnée aux récits dramatiques de « lâches attentats » et d'atrocités dont on imputait la seule responsabilité au « Viet-minh » permirent de gagner l'assentiment actif ou d'endormir les scrupules d'une partie importante de l'opinion française, d'obtenir l'acquiescement ou le silence du Parlement dont certains membres, l'affaire Peyré le prouva, étaient touchés par d'autres voies.

Pour nos officiels, nos services de propagande, la grande presse, le public conformiste, la République Démocratique avait donc vécu, nous n'avions plus en face de nous en Indochine que le Viet-minh et son « chef félon » Ho Chi-minh.

Restaient à inventer les « représentants authentiques » du Viet-nam. Ne pouvant découvrir d'autre personnalité susceptible de s'opposer à Ho Chi-minh dont tous ceux qui l'avaient approché reconnaissaient l'intelligence et le caractère, dont le prestige pouvait être nié au grand public non aux gens renseignés, on pensa à M. Vinh Thuy, ex-empereur Bao-Daï, qui avait quitté l'Indochine en avril 1946 pour se fixer à Hong-Kong.

Sans doute ceux qui connaissaient bien le Viet-nam savaient-ils qu'à la différence du Cambodge la royauté y jouait un rôle secondaire, les structures fortes étant celles de la famille et de la commune. Ils savaient qu'en imposant notre protectorat, qui fut en fait une administration directe, nous avions ruiné l'autorité de monarques satisfaits de leur servitude. Ils savaient que le retour timide au protectorat n'avait accru leur pouvoir apparent que pour leur permettre d'exécuter des ordres dont les représentants de la France ne voulaient pas assumer la responsabilité. Ils savaient que l'influence de la Chine qui, jadis, avait donné à la royauté vietnamienne l'essentiel de ses formes et de ses rites, les vidait de leur substance depuis que les empereurs avaient disparu et qu'avaient triomphé les thèses du Kouomintang. C'est dans le même sens qu'allaient les traditions républicaines et démocratiques de la France que par nous, malgré nous ou contre nous acceptaient un grand nombre de Vietnamiens.

On savait aussi que la personne même de Bao-Daï n'avait rien ajouté à ce néant : avait-il tenté de jouer, non pas le rôle politique pour lequel on ne l'avait pas formé et qu'on lui eût interdit, mais

le rôle social, intellectuel, moral dont il eût été difficile de le détourner? Par son goût du plaisir, du luxe, du jeu, de la richesse, son indifférence aux misères de son peuple n'avait-il pas donné une entière satisfaction à ses protecteurs?

Son ralliement enthousiaste à une indépendance protégée par le Japon, l'indifférence ou la dureté qu'il manifesta alors à l'égard de la France et des Français ne le grandirent pas.

Lorsque s'effondra la puissance japonaise la spontanéité apparente de son abdication, ses vœux à la République, l'expression émouvante, pour ceux qui la croyaient sincère, de sa joie d'être citoyen d'un pays libre avaient rendu quelque prestige à celui qui n'était plus que M. Vinh Thuy. Quelle autorité lui resterait-il s'il se ralliait à nouveau à la France et tentait de redevenir Bao-Daï?

Il aurait pu servir de médiateur. Beaucoup d'intellectuels avaient refusé de s'associer à la jeune République ou s'en étaient écartés parce qu'ils jugeaient trop communistes les dominantes de la coalition Viet-minh, trop restreinte la part laissée aux libertés individuelles. Le plus grand nombre et les meilleurs de ces « attentistes » auraient participé à un effort visant à élargir cette coalition et surtout à arrêter la guerre. Ils rêvaient de refaire l'unité de la nation en obtenant de la France des garanties réelles et non verbales d'indépendance et en poussant le gouvernement de la République, désireux aussi de mettre fin à la guerre, à accepter leur collaboration.

Tous savaient que le peuple des villes et surtout celui des campagnes à qui la guerre imposait d'effroyables souffrances, aspirait ardemment à la paix.

M. Vinh Thuy qui s'était éloigné de la République vietnamienne mais n'avait pas rompu avec elle était alors qualifié pour tenter cette action. Il déclarait le 5 juillet 1947 : « Je ne suis ni pour le Viet-minh, ni contre lui. Je m'appartiens à aucun parti. La paix reviendra rapidement si les Français veulent bien se rendre compte que l'esprit de notre peuple n'est plus aujourd'hui le même qu'il y a dix ans. »

Comme s'ils écoutaient la voix de celui qu'ils avaient nommé leur « conseiller » les Vietnamiens modifiaient le 19 juillet, la composition de leur gouvernement, n'y laissant que trois communistes (au lieu de six) sur 27 membres. Hô Chi-minh affirmait : « *Le gouvernement et le peuple du Viet-nam ont pleine confiance dans la*

fidélité du Conseiller Vinh Thuy qui, résidant à l'étranger, continue cependant à travailler pour le gouvernement national dont il n'a jamais cessé de faire partie[1]. »

La paix semblait proche. La grande voix de Léon Blum reconnaissait, le 6 août 1947 : « *Ho Chi-minh... demeure le représentant authentique et qualifié du peuple vietnamien et... il fournit en ce moment même la preuve évidente, palpable, de sa sagesse, de son patriotisme et de son abnégation.* »

D'autres voix, plus puissantes parce que, par hasard évidemment, elles allaient dans le même sens que des intérêts financiers[1] allaient réveiller la guerre.

M. Moutet affirmait qu'il restait impossible de traiter avec Ho Chi-minh. « *Le général Valluy a du reste presque terminé les préparatifs d'une grande offensive au Tonkin. Il est venu, fin juillet, avertir le gouvernement que cette offensive permettra d'imposer la paix en deux mois* » écrivait P. Naville.

Dans *Climats* Jean Rochoir, ancien chef de l'enseignement en Annam, « proposait un plan qui grâce à l'occupation militaire française déjà acquise, à la réaction d'une « Convention nationale » appuyée par « des manifestations de foule et des motions d'intellectuels » obtiendrait le retour au Viet-nam de Bao-Daï qui rétablirait l'unité du pays. Il négocierait alors avec la France « un accord provisoire qui incorporerait le Viet-nam dans l'Union Française[2]. »

C'est dans le sens préconisé par Homais-Tillard[3] devenu Picrochole qu'allait s'engager notre action.

1 et 2. Cf. Devillers.

3. Aucun Jean Rochoir n'ayant été chef du service de l'enseignement en Annam, le rappel de ce titre parut à tous désigner M. Tillard. Professeur obscur, celui-ci fut, sous l'occupation japonaise et contre l'avis du directeur de l'Instruction publique, nommé à ces fonctions de chef de service et de directeur du bureau d'Information de l'Annam par la volonté, alors toute-puissante de M. Grandjean, fidèle comme lui aux enseignements et aux exemples du Maurras de cette triste époque. Comme chef de l'information l'équipe Grandjean-Tillard usait du journal *France-Annam*, de la radio et des discours, pour prêcher l'acceptation d'une défaite qu'ils jugeaient définitive et méritée; ils déversaient des tombereaux d'injures sur les démocraties française et anglo-saxonne et les traîtres qui s'alliaient à eux. Chef de l'enseignement M. Homais-Tillard acquit une juste notoriété par sa circulaire du 12-1-1942. Il prescrivait à tous ses collaborateurs « de ne plus employer à l'avenir dans leur cours l'expression : Révolution française (avec majuscule). » On devait dire désormais « révolution de 1789 » avec minuscule, cette révolution n'étant « française ni par son

M. Bollaert, d'abord accueilli comme le messager d'une politique nouvelle, mais qui s'était vite engagé dans une autre voie, prononça à Hadong le 10 septembre 1947 un discours que j'entendis à Saigon où, libérant de toute crainte les colonialistes encore inquiets, il éteignit toute espérance chez les Vietnamiens libéraux, fit reculer les attentistes les plus proches du ralliement.

Malgré la déception provoquée à Hong-Kong par ce discours M. Vinh Thuy, sous l'influence de ses conseillers [1], le pharmacien Pham van Giao et le docteur Tran van Quê [2] adressait à son peuple une proclamation (18 septembre) dans laquelle il prenait position contre le « Viet-minh ». « Malgré la dictature qui tend à étouffer notre voix, j'entends aujourd'hui vos appels et vos cris de détresse... Vous me sollicitez d'être votre négociateur avec la France.... Répondant à votre appel, j'accepte la mission que vous me confiez et suis prêt à entrer en contact avec les autorités françaises. »

Après de longues et pénibles discussions ce contact était publiquement pris. Vinh Thuy redevenu Bao-Daï s'envola le 6 décembre vers la baie d'Along après deux jours de discussions, signa un protocole où se trouve le mot indépendance.

Les ponts étaient donc rompus entre Bao-Daï et nous d'une part, Ho Chi-minh de l'autre. Nos dirigeants pouvaient donner aux Français l'impression qu'ils ne voulaient pas la guerre mais

inspiration ni par ses conséquences ». Manuels et cours devaient être rectifiés et M. Tillard emploierait son autorité pour assurer « la bonne exécution de la présente circulaire ». On comprend qu'un monarchiste aussi fervent ait été cher à Bao-Daï puis à Vinh-Thuy désireux de redevenir Bao-Daï : celui-ci prouva seulement, en 1947, en le prenant comme conseiller en quel mépris il tenait la France. On comprend moins que M. Coste-Floret et une partie de ses bureaux aient, contre les pairs de M. Delavignette, directeur des affaires politiques cédé à l'influence d'un homme qui venait de prouver ainsi son patriotisme, ses sentiments démocratiques et sa perspicacité et allait les prouver à nouveau. Nous ne rappellerions pas ces niaiseries si elles ne contribuaient à faire couler tant de sang et à tarir les sources de l'influence spirituelle de la France.

1. Devillers, p. 411.

2. Le pharmacien Giao et le Docteur Quê ont connu depuis quelque célébrité. Le premier devint gouverneur du Centre Annam. Nous savons qu'en 1949 il put transférer à son compte, en France, 14 millions dès le 19-1, 70 le 14 avril. La renommée du Dr Quê ne fut pas d'ordre financier. Il fut, avec le commissaire de police Jumeau, le responsable du massacre de 20 otages (14 hommes et 6 femmes) commis le à Dalat dont le Dr Quê était gouverneur. M. Letourneau prouva qu'il avait des lettres en reprenant la formule de Talleyrand « C'est plus qu'un crime, c'est une faute. » Il oubliait que la responsabilité de Talleyrand n'était pas engagée dans le crime qu'il qualifiait ainsi.

la paix puisque, contre un dictateur, ils négociaient avec celui qui avait répondu à l'appel du peuple vietnamien.

Le communiqué publié dans la Métropole à l'issue du Conseil des ministres du 23 décembre par M. Coste-Floret engageait la France dans cette voie. M. Bollaërt recevait plein mandat pour poursuivre, en dehors du gouvernement de Ho Chi-minh, toutes actions et négociations nécessaires à l'établissement de la paix et de la liberté dans les pays vietnamiens.

On continua donc à se battre contre Ho Chi-minh et à négocier avec Bao-Daï qui avait si noblement répondu à l'appel de son peuple, perçu par les oreilles attentives, humaines et désintéressées du pharmacien Giao et du médecin Quê.

On donna une forme au nouvel État vietnamien. Le 5 juin 1948, une Déclaration commune était signée entre M. Bollaërt et le général Xuan, président du gouvernement central provisoire du Viet-nam, en présence de S. M. Bao-Daï.

Le 8 mars 1949 des lettres étaient échangées entre le Président de la République, Président de l'Union française et S. M. Bao-Daï [1].

Le 30 décembre 1949 étaient signées les conventions d'application des accords du 8 mars.

Le Viet-nam était un État indépendant et unifié et adhérait à l'Union française. Bao-Daï était revenu en Indochine, chef d'un État, dont les chefs de gouvernement, pareils à ceux de France, se succédaient sans que le public, blasé, vît entre eux de différences.

Cet État reconnu par la France, l'est ainsi par 33 puissances.

IV. — La République Démocratique du Viet-nam et la Nation vietnamienne.

Sur les mêmes territoires s'affirment ainsi deux États qui revendiquent l'un et l'autre l'indépendance, la souveraineté, l'exclusivité.

Comment décider? La « République Démocratique » n'est-elle que le Viet-minh? L'État vietnamien du « Monde libre » n'est-il qu'un état fantoche?

Bao-Daï nous offre une première clé. Les accords signés par nous

1. Le décret portant publication des accords entre la France et les États associés du Cambodge, de Laos et du Vietnam (en 1947-1948 et 1949) ne fut signé que le 23 février 1953, sa publication au *Journal officiel* faite le 14 mars 1953. Cf. Tirage à part de mars 1953. Nous serions heureux de connaître les motifs de cet « attentisme ».

avec l'État vietnamien invoquent la « présence de Sa Majesté Bao Daï » (Déclaration du 5-6-1948) et sont établis par « Échange de lettres en date du 8 mars, entre le Président de la République, Président de l'Union française et Sa Majesté Bao-Daï. »

C'est donc, semble-t-il, parce qu'il est souverain légitime que sa présence ou sa signature lui permettent d'engager son peuple.

Or Bao-Daï a abdiqué et bien qu'il apparaisse dans ces textes dont la publication a été curieusement retardée, comme Majesté, ce qui laisse supposer au public, même averti, qu'il est Empereur, il n'a jamais osé revenir publiquement sur cette abdication.

Comment l'eût-il fait?

En invoquant la contrainte, comme on le lui suggéra si souvent? Si son caractère et sa moralité sont discutés, son intelligence ne l'est pas. Il est trop fin pour attribuer à la contrainte un acte et des paroles qui, pour la première fois, gagnèrent le cœur de son peuple. Un joueur de sa force n'abandonne pas sa meilleure carte.

Si, comme il l'admet, son abdication fut régulière, par quelle voie pouvait-il remonter sur le trône?

La décision de celui qui n'était plus que M. Vinh Thuy et n'avait été que l'Empereur d'un Annam protégé et réduit, pouvait-elle donner un Empereur au Viet-nam unifié et indépendant? La continuité dynastique étant rompue par l'abdication, Vinh Thuy n'avait plus qualité pour la renouer, reconnaît notre logique occidentale.

La mentalité extrême-orientale allait plus loin encore. Les doctrines confucéennes et les traditions populaires qui leur sont liées faisaient de cette abdication le signe de réalités plus profondes. Le bon gouvernement du peuple dépend de la « Vertu » du souverain, expression de la Raison universelle qui régit les faits naturels et, à travers l'Empereur, les faits sociaux et politiques. La vertu du souverain, qu'il tient d'un mandat céleste, fait la bonne conduite du peuple, la force et la prospérité de l'État. Si le prince est correct, c'est-à-dire a la vertu, il n'a pas besoin de faire de lois. S'il est incorrect, les lois ne sont pas suivies.

Les Vietnamiens n'avaient pas besoin d'examiner sa vie privée. Il leur suffisait d'avoir conscience de leurs misères pour savoir que le mandat céleste ne lui était plus donné, que son impuissance et le désordre qu'elle engendrait, son appel aux troupes

trangères permettaient de lui refuser toute vertu. En conservant n titre qui n'était plus le sien il troublait l'ordre social.

En renonçant au contraire à un titre déjà vidé de sa substance ao-Daï venait de s'opposer à l'ordre nouveau. En formulant le ouhait

Vive le Viet-nam indépendant
Vive la République Démocratique

apportait à ce régime ce qui restait de force au régime défunt, insérait dans le cours de l'histoire qui procède par mutation passage du contraire au contraire. Vinh Thuy renonçant à un om et à un titre désormais maléfiques, pouvait vivre heureux ans la République nouvelle.

La France pouvait-elle intervenir pour refuser à la République émocratique la légitimité qu'elle tenait à la fois du peuple et du ernier acte de l'Empereur? Pouvait-elle ressusciter cet Empereur, imposer à un État libre et indépendant? Cette contradiction iterne, l'usurpation de titres et de pouvoirs, enlèvent, en ce qui oncerne le Viet-nam, toute valeur juridique et morale à des ccords signés avec une Majesté défunte. Ils laissent toute leur rce aux accords signés avec Ho Chi-minh.

Une lecture attentive des textes permet d'ailleurs de constater ue tandis que les autres accords sont signés avec « *Sa Majesté orodom Sihanouk, roi du Cambodge* » ou « *Sa Majesté Sisovang ong roi du Laos* », *ceux-ci sont signés avec* « *Sa Majesté Bao-Daï* » u'aucun titre ne rattache à un territoire ou à un peuple. S'agit-il onc d'une Majesté de Carnaval ou d'une Majesté du napalm? uelle autorité cette Majesté aérienne peut-elle donner à Bao-Daï our engager un Viet-nam avec lequel titre même des accords ne i attribue aucun lien? On comprend le retard de la publication fficielle.

Par un compromis analogue M. Vinh Thuy reprenait le nom de ao-Daï, qui est un titre de règne[1] et acceptait d'être nommé ajesté tout en refusant de reprendre le titre d'Empereur. Lui-ême avait affirmé dans sa déclaration du 2 juillet 1949 : « *L'État*

1. Le texte même des accords introduit timidement l'expression Empe-ur du Vietnam. Cette hésitation qui ne se trouve pas dans le titre et le xte des accords avec le Laos ou le Cambodge montre bien quelle était la ène des rédacteurs qui s'étaient adressés à de nombreux juristes français vietnamiens pour découvrir une formule acceptable.

associé du Viet-nam peut devenir, si le peuple le désire, monarchie ou république et même République Démocratique... »

C'est à l'appel du peuple qu'il avait prétendu répondre dès sa proclamation du 18 septembre 1947.

Nous sommes d'accord avec lui pour demander à ce peuple s'il a exprimé sa volonté. Où est la nation vietnamienne?

Un premier critère est celui de la situation militaire.

Le 14 mai 1947 l'arrivée de M. Bollaërt à Hanoï était célébrée par un numéro spécial en français du journal *Thoi Su*. Trois ex-députés vietnamiens y critiquaient l'accord du 6 mars, déclaraient impossible de traiter à nouveau avec des « fanatiques sanguinaires » appelant de leurs vœux le retour de Bao-Daï comme Empereur ou Chef d'État ils affirmaient : « *Une fois l'indépendance du Viet-nam reconnue et le gouvernement national constitué, nous sommes certains que tout le peuple sera à ses côtés et, si le Viet-minh persiste à ne pas plier... le gouvernement se chargera de le réprimer comme une bande de rebelles.* »

Bao-Daï est revenu au Viet-nam. Les accords signés par lui reconnaissent l'indépendance et l'unité de son pays.

Avant son départ, tandis qu'on nous rebattait les oreilles du choc psychologique et des ralliements qu'allait provoquer son retour, il demandait le renforcement du corps expéditionnaire. Il n'ignorait donc ni le néant de son prestige ni les sentiments de son peuple.

Malgré la présence de 150.000 hommes de troupes françaises ou africaines au courage et aux sacrifices desquels, les ayant vus, je rend un hommage ému[1], malgré leur supériorité écrasante en matériel, le fait qu'elle ont seules des avions et des tanks, la supériorité de leur équipement, de leur solde, de leur nourriture, les troupes franco-vietnamiennes ont toujours reculé. Nul n'ignore que les seules forces vietnamiennes de Bao-Daï ne tiendraient pas un jour si partaient les troupes de l'Union française.

Comment nier que le général Giap n'a fait combattre que des Vietnamiens, que ses cadres sont vietnamiens jusqu'à l'échelon

1. C'est aux chefs qui ont engagé le pays dans cette guerre, l'ont prolongée dans l'erreur et le mensonge, ont permis les trafics et les profits qui la déshonorent, ont ordonné les violences qui l'accompagnent, que doivent aller notre colère et notre mépris, non aux combattants que j'ai vus dans les petits postes la faire dans la boue des rizières. Ils souffraient, mouraient et tentaient souvent, malgré les prêcheurs de haine, de faire œuvre humaine.

supérieur, la présence de conseillers étrangers étant seule en discussion. Comment nier que l'appui matériel qu'il a pu recevoir de la Chine ne soit insignifiant à côté de celui que la France et les U.S.A. on donné à ses adversaires? Comment expliquer sa résistance tenace et ses victoires sinon par l'appui total donné par ses armées à la nation vietnamienne?

Celle-ci avait une existence plus que millénaire. Elle s'était forgée contre les Chinois, dans la lutte pour l'indépendance, contre les Khmers et les Chams dans la lutte pour l'expansion.

La domination française l'avait menacée par la division du territoire en trois tronçons dont l'un était colonie, l'autre protectorat, la situation du Tonkin étant mal définie, menacée par la servilité et la corruption qu'elle imposait ou admettait chez les mandarins et plus insidieusement et plus dangereusement peut-être par le prestige de sa culture et celui des techniques occidentales. A la différence des Cambodgiens,des Laotiens et du petit groupe de musulmans écartés de nos écoles par leurs croyances religieuses, les Vietnamiens et surtout les Tonkinois et les populations du Nord Annam s'étaient précipités vers nos écoles avec une véritable passion.

Ils cherchaient dans nos diplômes un moyen d'échapper à la misère. Ils aimaient nos écoles où les traditions françaises de liberté et d'égalité s'exprimaient à la fois en actes et en paroles. Ils y prenaient conscience de leur valeur. Ils y étaient souvent les premiers et leur mérite était consacré en France où ils triomphaient aisément dans les concours ou les examens les plus difficiles.

Lorsqu'ils reprenaient place dans la cité leur statut de protégés ou de sujets les blessait chaque jour. Leurs agrégés ou même leurs gouverneurs de province gagnaient moins qu'un agent de police français, leurs médecins moins que nos infirmiers. Ils se trouvaient ainsi rapprochés du peuple irrité par sa misère, sa sous-alimentation chronique, les maladresses ou même les crimes de colons ou d'industriels que couvrait au lieu de les exclure la solidarité des blancs, les erreurs d'administrateurs satisfaits et dont les yeux se fermaient aux réalités de l'action métropolitaine féconde en discours, stérile dans l'action gagnaient un nombre croissant de Vietnamiens à l'idée qu'ils devaient demander aux armes ce qu'une évolution pacifique aurait pu leur donner.

Yen Bay, Vinh avaient éveillé des échos profonds dans la jeu-

nesse unanime. Les bombardements de Co am[1], les exécutions, les massacres de manifestants avaient eu, dans tout le pays, un écho profond et prolongé, fait lever une moisson de haine.

La République Démocratique du Vietnam dont les chefs avaient au péril de leur vie, et dans le sang de leurs proches, lutté pour cette indépendance apparut ainsi en 1945, dans l'effondrement successif de deux dominations étrangères, l'aboutissement normal de deux millénaires d'histoire vietnamienne, l'expression de la volonté des vivants et des morts proches ou lointains.

Les ministres de l'État vietnamien apparaissaient, disparaissaient, reparaissaient dans un ballet tragi-comique analogue à celui que, pour leur prestige en France et dans le monde, dansent nos ministres. Ils n'avaient aucun contact avec le peuple. Les chefs de la République Démocratique s'attachaient obstinément à forger l'unité nationale.

Ils unirent d'abord dans la conscience de cette unité le Tonkin, l'Annam et la Cochinchine. Il y eut, dans ce dernier pays, un courant autonomiste. Il se fondait sur des différences de langue (réelles mais superficielles dans les dialectes populaires), de type physique et psychologique et surtout sur l'opposition de la Cochinchine riche, de densité faible, de population indolente et du Tonkin surpeuplé, acharné au travail de la terre comme aux travaux de l'esprit. Le soutien que le gouvernement français donna à ces tendances fut si maladroit qu'il en marqua tous les partisans, même honnêtes, d'un signe indélébile de trahison.

L'administration française contribua ainsi à rallier la quasi-totalité des Cochinchinois à l'idée d'unité du Vietnam, à les tourner vers la République Démocratique qui avait revendiqué cette unité et contre les Français qui avaient essayé d'en empêcher la réalisation.

L'unité de la nation fut forgée aussi par le rapprochement des partis. La constitution du « Viet-nam Doc Lap Dong-minh » dit « Viet-minh » avait été la première expression de cette volonté. Avant de partir pour la France le 27 mai 1946 le président Ho Chi-minh avait jeté les bas d'une coalition nouvelle : le « *Hoi*

1. J'entendais récemment un très haut fonctionnaire de la IIIe République donner le bombardement de Co am en exemple d'action efficace. Aucun événement n'eut avant 1940 un retentissement plus profond dans la conscience du peuple vietnamien et tout spécialement de sa jeunesse. Aucun ne fit plus pour les détourner des solutions pacifiques, les orienter vers l'action clandestine et la violence.

Lien-Hiep Quoc-Dan Viet-nam », Front National Populaire du Viet-nam appelé par abréviation *Lian-Viet*. Ce Front National, ainsi substitué au Viet-minh, groupe le Lao-Dong ou front ouvrier, le Parti démocratique vietnamien, le Parti socialiste, la Confédération générale du Travail, l'association paysanne de Salut national, l'Union des femmes vietnamiennes, l'association des étudiants vietnamiens, l'association bouddhiste de salut national, etc.

Trois ministères sont accordés au Lao Dong, les autres à des membres du Parti socialiste et du Parti démocratique ou à des sans-parti. Il est donc également faux de considérer le gouvernement comme purement communiste puisqu'il s'appuie à un ensemble de partis ou de l'appeler « Viet-minh » puisque cette coalition a fait place à celle du « Lien Viet ».

Un même succès a été obtenu dans le rapprochement des diverses classes sociales : armée, paysans, ouvriers, travailleurs intellectuels, et même avec les capitalistes : commerçants, industriels ou propriétaires fonciers [1].

L'armée a un caractère démocratique et reste en contact constant avec le peuple.

Des réunions de discussion ont lieu avant le combat pour établir le plan d'ensemble et fixer le rôle de chacun, après le combat pour en faire la critique et tirer profit de l'expérience. L'hygiène, la réforme agraire, la situation internationale sont également discutées.

L'armée au repos participe aux travaux agricoles, aux constructions civiles. Au combat chaque unité régulière est doublée d'une unité populaire, les Dan-công, formées d'hommes non mobilisés et surtout de femmes qui transportent sur les diguettes des rizières ou les sentiers de montagne et jusqu'aux avant-postes, munitions et ravitaillement.

La rapidité de la pénétration en pays thai ou laotien qui a surpris nos chefs civils et militaires et leurs logisticiens s'explique par une pénétration politique préalable qui permit à des milliers de Dan-công vietnamiens, thai ou laotiens de transporter leurs charges sans être aperçus ou dénoncés.

L'armée est enfin associée à la vie spirituelle et artistique de la nation par une éducation politique et économique, l'enseignement

1. Je n'insisterai pas sur la place laissée, comme en Chine, à ces groupes de capitalistes. Ils sont protégés mais savent qu'ils doivent disparaître : du moins le temps leur est-il laissé de s'adapter au régime nouveau.

de l'histoire, celui du dessin, de la musique, de l'art dramatique, des concours de chant ou de poésie où s'opposent les diverses unités.

Un effort analogue est tenté dans les milieux d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels étroitement associés par le Thi-Dua ou émulation patriotique. Le mot a été lancé par le président Ho Chi-minh le 1er juin 1948 au moment où le régime se stabilisait. Soldats, ouvriers, intellectuels pensent aujourd'hui « Thi-Dua ».

Un premier Congrès du Thi-Dua a eu lieu le 1er mai 1952 en présence du président Ho Chi-minh, du général Giap, etc. : 3 soldats, 1 partisane, 1 ingénieur, 1 ouvrier, 1 agriculteur y furent proclamés héros nationaux marquant ainsi la solidarité, l'égalité de toutes les classes sciales. Les autres délégués au Congrès avaient été envoyés par les villages, les corporations, les unités militaires comme modèles de Thi-Dua. Le rapprochement des paysans et des ouvriers d'une part, des intellectuels de l'autre s'est réalisé. Comme nous le faisons en France contre la vieille conception des « professions libérales », les intellectuels de la République Démocratique revendiquent, contre les oisifs, les profiteurs et les trafiquants le beau titre de travailleurs. Le terme Liao Dong (travailleur s. ent. manuel) était péjoratif : être appelé Liao Dong Tri Thuc : travailleurs intellectuels paraît aujourd'hui une marque d'estime.

Le culte des héros actuels et vivants qui continue le culte des héros anciens rapproche ainsi dans l'exaltation du sentiment national des hommes et des femmes de toute origine et de toute profession. Voici Nyugen Thi Chien fille de paysans pauvres, qui n'a appris à lire qu'à 15 ans, grâce à la Révolution. Elle travaille la terre et échappée à la torture, connut comme partisane des triomphes éclatants et voici à ses côtés le chirurgien Ton that Tung, qui appartient à la famille royale et a formé dans le maquis une école de chirurgiens. Voici rapprochés le métallo Ngogia Kham qui réussit à mettre au point la fabrication du fulminate et de divers explosifs et fut horriblement brûlé au cours de ses expériences et Tran dai Nghia ingénieur des Ponts et Chaussées, passé aussi par l'École d'aéronautique et l'École supérieure d'électricité de Paris qui mit au point la fabrication des armes.

Le gouvernement de la République Démocratique sut enfin agir avec une prodigieuse efficacité pour donner au peuple une éducation, à sa langue nationale une valeur nouvelle.

L'éducation donnée par la France aux Indochinois n'avait pas été négligeable : ceux qui nous combattent savent bien qu'ils s'appuient à la culture et aux techniques qu'ils ont reçues de nous.

La diffusion de l'instruction avait cependant été trop lente aussi bien par rapport aux élites, que par rapport aux masses. Notre action dans ce domaine avait été le résultat d'un compromis entre les conceptions de ceux qui voulaient traduire en actes les thèses officielles d'éducation et de libération progressive des peuples coloniaux, et ceux qui, voulant rester les maîtres, voyaient dans nos écoles le grand ennemi [1].

80 % de la population restait analphabète et les associations comme la « Société d'enseignement mutuel du Tonkin » favorisées en apparence par le gouvernement étaient en réalité freinées par lui. En 1936 je revins du Congrés pédagogique du Pacifique tenu à Honolulu et d'un long voyage en Extrême-Orient frappé par les progrès des méthodes d'éducation des masses et l'application qui en était faite en Chine, aux Philippines, etc. Les conversations avec les autorités administratives et universitaires comme avec M. Nguyen van Tô président de la Société d'E. M. et ses collaborateurs m'obligèrent à reconnaître qu'aucune action vigoureuse ne pouvait être attendue. On craignait d'éveiller les masses et de laisser agir sur elles les éléments nationalistes qui seuls avaient l'enthousiasme nécessaire pour prolonger dans le peuple l'action limitée de nos écoles.

Ho Chi-minh réussit en quelques années à liquider à peu près totalement dans la zone qu'il contrôle l'analphabétisme des 4/5 de la population vietnamienne. Le fait est reconnu par tous ceux qui, partisans ou adversaires, y ont vécu.

Cette révolution, favorisée par le quoc ngu, système de transcription phonétique donné au Vietnamiens, il y a trois siècles, par le Père Alexandre de Rhodes, permit aux masses de prendre

1. En 1930, j'étais Président de l'Amicale des professeurs du 2e degré et de l'Interamicale des fonctionnaires français. Je communiquai au gouverneur général, à ce titre, une circulaire du Directeur des Travaux Publics. Le chef protestait contre le fait que ses crédits étaient, à la suite de la crise, réduits plus que ceux de l'enseignement et demandait à ses collaborateurs de faire connaître autour d'eux le fait que l'augmentation du nombre des prisons allait de pair avec l'augmentation du nombre des écoles. Ce thème apparaissait fréquemment dans les journaux et les discours des membres français des divers conseils.

conscience de leur force, de leurs liens à la nation vietnamienne et au régime nouveau.

Le gouvernement nouveau réussit par ailleurs à faire de la langue nationale l'instrument unique de l'administration et le véhicule de l'enseignement.

Sans doute n'avions-nous pas détourné les Vietnamiens de l'usage de leur langue et de la connaissance de leur passé! Nous avions même avant 1930 substitué dans l'enseignement indochinois les humanités extrême-orientales aux humanités gréco-latines. Le discours dans lequel M. Thalamas, Directeur de l'Instruction publique, présentait ce projet au Conseil de gouvernement, et qui fut publié en tête de tous les programmes révélait aux Vietnamiens l'esprit dans lequel était fait cette réforme. Il se terminait par ces mots, vigoureusement applaudis : « Cela vaut mieux que de leur parler de la Révolution française. »

Né de la peur de nos traditions et non du respect de la nation vietnamienne cet enseignement paraissait inférieur. On lui refusait les meilleurs maîtres, indispensables cependant dans un domaine où ils devaient innover. On refusait de créer un enseignement supérieur de Lettres indispensable pour former les maîtres ou leur donner les connaissances nécessaires d'histoire, de géographie, de langues, de philosophie extrême-orientale. Le français restait le véhicule des enseignements secondaire et supérieur et d'une large part du primaire.

La République Démocratique imposa dans tous les domaines l'enseignement en vietnamien. Je sais quelles furent au début les difficultés des professeurs de science : certains désespèrent et je crus moi-même d'après les indications qui m'avaient été données que la tentative était prématurée. On ne peut douter aujourd'hui qu'elle ait réussi. Hoang xuon Han, Dao dun Tien, Nguyen van Chieu, Nam nhu Konhum, Nguyen van Huyen, etc., avaient forgé les termes indispensables. Les professeurs habitués à l'emploi d'une autre langue avaient besoin de temps pour se familiariser avec l'emploi de la leur. Un effort analogue a été fait dans le domaine du droit, de la philosophie, de l'administration de l'armée. Plus avancés que l'Inde ou le Pakistan encore asservis à l'usage de l'anglais les Vietnamiens ont donné à leur langue les caractères d'une langue nationale adaptée à l'expression de toutes les idées modernes.

La République Démocratique s'est enfin engagée dans une

tâche plus difficile : l'intégration au Viet-nam des minorités ethniques qui vivent sur son territoire. Je connais bien celles-ci et puis affirmer qu'elles craignaient les Vietnamiens et désiraient la protection de la France. Il suffisait pour que celle-ci gardât leur amitié, de supprimer effectivement le travail forcé [1], de ne pas les placer sous l'autorité des anciens mandarins vietnamiens. Le travail forcé a été supprimé dans les textes, non en fait [2]. Bao-Daï qui comme chasseur et colon usa largement de ses contraintes est redevenu le souverain. L'envahissement des meilleures terres a continué sans que soient donnés aux montagnards, en contrepartie, l'aide matérielle, l'enseignement et la direction technique qui eût pu leur permettre de produire plus sur une étendue moindre. Ils sont trop souvent arrachés de force aux terres qui leur restent pour cultiver, au profit des autres, celles qui leur ont été enlevées.

La République Démocratique affirme : « Les minorités ethniques doivent être aidées dans tous les domaines et jouir de l'égalité des droits et des devoirs la plus complète » (Manifeste du Lao-Dong de février 1951). Le succès des offensives dans la Haute Région du Tonkin a prouvé que cette politique qui affirme à la fois l'égalité de tous les peuples qui vivent au Viet-nam, le respect des traditions, des coutumes et des langues de chacun d'eux a déjà connu un succès certain. Les « fêtes de libération » célébrées à Phu yen, à Moc Chau après l'arrivée des troupes vietnamiennes en sont une preuve. Elles rapprochaient des soldats, des travailleurs, des représentants des minorités ethniques. Les souhaits « Vive l'unité des peuples Thai, Muong, Kinh, Meo et Man » n'étaient pas de simples mots.

Les succès de la République Démocratique dans ce domaine ne sont que partiels, les sacrifices que la guerre impose à tous, paraissant durs aux minorités.

L'exaltation du sentiment national ne peut par contre être discutée dans l'ensemble du groupe ethnolinguistique proprement vietnamien qui forme les 9/10 de la population.

Ce sentiment national unit les Vietnamiens autour du président

1. Marcel Ner. *La Quinzaine.*

2. En 1948 deux professeurs de droit revenant d'un voyage en pays moï me disaient : « Le travail forcé a été supprimé. Les moïs ne font plus que 10 ou 15 jours de prestations. » « Est-ce bien vrai? » demandai-je à l'Inspecteur du travail qui était là. « Les Moïs me disent qu'ils font jusqu'à six mois de travail forcé par an. » « Vous exagérez, me dit-il, quatre mois seulement. »

Ho Chi-minh et de son gouvernement. Leur dignité, leur pauvreté, leur genre de vie les maintenait en accord profond avec le peuple. Les succès éclatants de leur armée prouvent qu'ils ont la « Vertu ».

Que peuvent leur opposer Bao-Daï et ses collaborateurs? Sa Majesté espéra-t-elle trouver une seconde fois les chemins du cœur et de l'esprit de son peuple lorsque, s'adressant à lui de Monaco, le 29 janvier 1949, elle affirmait : « Aujourd'hui, me trouvant sur le sol étranger, dans le froid et les neiges de l'hiver, je pense à notre patrie bien aimée. »

Sans doute savait-il que le peuple vietnamien ne pourrait illustrer ces émouvantes déclarations des photographies publiées par *Match* et d'autres illustrés. On y voyait Sa Majesté à côté d'autres princes en exil et de dames assez pauvres pour affronter, dos et épaules nues, le froid et les glaces des casinos.

Il eut le tort d'ignorer que la République Démocratique avait liquidé l'analphabétisme et fait bien sa propagande; sa proclamation eut un retentissement justifié.

En face de Ho Chi-minh, Bao-Daï ne représente ni une volonté, ni un sentiment populaire. Cette Majesté, Roi du Néant, n'est que le reflet d'appétits, de passions, de forces extérieures à sa personne et à son pays.

V. — De la nation a l'État.

Nous avons exposé à grands traits l'histoire de la République Démocratique, montré comment, née d'un mouvement national elle avait animé le peuple tout entier d'un esprit d'unité, de solidarité, de travail, de sacrifice, de progrès intellectuel et moral, de conquêtes spirituelles et d'une volonté farouche d'indépendance.

Ni l'existence de la nation vietnamienne, ni le fait que la République Démocratique en est l'expression authentique et unique ne paraissent discutables.

L'évolution historique et les faits actuels permettent-ils auss d'affirmer qu'elle est un État, mérite seule le nom d'État vietnamien?

La reconnaissance de la République Démocratique par la France le 8 mars 1946 n'avait pas été suivie d'effet. L'arrivée des armées de Mao Tse-toung aux frontières du Tonkin en décembre 1949 créa une situation nouvelle. La République Démocratique

fut reconnue par la Chine [1], par la Russie puis par l'ensemble du bloc communiste et la Yougoslavie. Elle a ainsi une position internationale certaine mais limitée puisque s'y oppose la reconnaissance de l' « État vietnamien » qui a pour chef Bao-Daï, par la France et le plus grand nombre (54) des pays du bloc atlantique. L'O. N. U. est restée neutre, de même que l'Inde ou l'Indonésie. On ne peut douter que ces derniers pays où la tradition anticoloniale reste forte, aient avec Ho Chi-minh et ses partisans des rapports officieux amicaux. La République Démocratique a signé en 1951 avec les représentants du Cambodge et du Laos libres un traité d'alliance.

Dans les Congrès du Mouvement de la Paix, et tout spécialement au récent Congrès de Vienne, les Vietnamiens ont pu constater qu'ils avaient auprès des peuples du monde une audience infiniment plus large que celle qu'ils trouvent auprès des gouvernements.

Abandonnons, puisqu'il est ambigu, ce critère diplomatique qui prouve seulement l'opposition de deux blocs.

Les parchemins et les sceaux ne suffisent pas à créer ou à maintenir un État.

La souveraineté externe de la République Démocratique s'affirme par la conquête de son indépendance. Elle n'a jamais fait appel aux forces étrangères même pour résister à la pression croissante des soldats français et des armes américaines.

Ses rapports avec la Chine et la Russie sont les rapports de peuples amis, liés par la communauté ou la parenté de leurs idéaux, l'hostilité des mêmes adversaires. Les affirmations de dépendance, l'emploi du terme satellite n'ont jamais été appuyés sur des preuves sérieuses. Les sacrifices consentis par le peuple vietnamien prouvent au contraire qu'il a tout fait pour éviter que la lutte contre une domination ne le pousse vers l'acceptation d'une autre servitude Le Congrès de Vienne a prouvé que les délégués vietnamiens ne prenaient d'ordres ni auprès des Russes ni auprès des Chinois. Il peut y avoir ajustement des politiques, il n'y a ni obéissance, ni imitation servile. L'organisation de l'armée où tous les cadres sont vietnamiens en est une preuve.

La souveraineté interne s'affirme par le fait qu'il n'y a de troubles de guerre ou de désordres que dans les régions qu'occupent des troupes étrangères ou formées, encadrées et armées par l'étranger.

1. La délégation du Viet-nam en Chine qui est le centre de son activité diplomatique à l'étranger a été transformée en ambassade.

Elle est prouvée par l'indépendance des finances et d'une économie qui, malgré le poids de la guerre, ne paraissent pas alimentées par des subventions ou des dons étrangers. La plus grande partie des armes et des munitions est produite dans le pays même, par l'effort combiné des savants, des ingénieurs, des ouvriers. Les armes fournies par la Chine de Mao Tse-toung, après l'avoir été par les « seigneurs de la guerre » de Tchang Kaï-chek ou les trafiquants d'armes de toute nationalité, semblent achetées et non données.

Ces résultats sont dus au sacrifice de tous : les chefs civils et militaires, les soldats, les ouvriers, les étudiants etc., acceptent de vivre pauvrement et d'éviter tout gaspillage.

Les cadres techniques et administratifs (Travaux publics, Transmissions, cadastre, etc.) ont été formés ou renouvelés rapidement et à peu de frais. Ceux qu'on envoie aux écoles en Chine partent à pied, vêtus comme des paysans, un sac de riz en bandoulière. Après une formation accélérée ils sont revenus assez nombreux pour qu'on laisse partir ou renvoie vers les zones franco-baodaïstes les cadres anciens qui paraissaient trop âgés, fatigués ou hésitants. Leur retour et la pléthore d'anciens fonctionnaires prêts à servir Bao Daï et la France, souvent célébré par nous comme un désaveu de la République Démocratique et une adhésion au régime franco-vietnamien n'était que le signe du renouvellement des cadres « Viet-minh » où pénétrait une jeunesse ardente exactement adaptée au milieu et aux conditions nouveaux de son travail.

L'évolution de la République Démocratique lui a donc permis, malgré les difficultés de la guerre, de donner à la nation vietnamienne la forme vivante d'un État. Sans parler des reconnaissances diplomatiques le caractère national de l'armée, de la police, des finances, du système d'éducation, de l'administration et des cadres techniques, la conquête d'un large territoire prouvent que la République Démocratique est bien un État indépendant et souverain.

Elle est non seulement un État mais le seul État, Bao-Daï n'a ni un territoire ni un peuple. L'adhésion de ceux qui lui paraissent fidèles n'est qu'apparente et dépend de la présence de nos troupes. Il suffit qu'elles abandonnent les villages pour que ceux-ci passent au « Viet-minh », évanoui le jour, maître la nuit. Les fonctionnaires ont presque tous des contacts avec l'adversaire, sont organisés en unités de l'arrière et paient l'impôt, fournissent des

renseignements. Beaucoup reconnaissent qu'ils restent à nos côtés faute de courage et par goût du confort : « Si nous étions courageux, nous ne serions pas là », me disait l'un d'eux, placé très haut dans la hiérarchie.

Je connais des Vietnamiens qui sont hostiles à Ho Chi-minh, je sais même qu'il y a des groupes de catholiques, de baodaïstes, de Hoa Hao etc., et aussi des unités encadrées par des Français ou même des Vietnamiens qui se battent contre lui. Combien parmi eux acceptent de bon gré l'autorité de Bao-Daï et de ses ministres? Tiendraient-ils un mois, même avec un armement supérieur si la solution du problème était laissée aux seuls Vietnamiens?

Essayez d'ailleurs de donner une réalité à la souveraineté et à l'indépendance que réclame Bao-Daï et que nous prétendons lui avoir accordée. Elle enferme une telle contradiction qu'elle disparaît en se réalisant.

« Le Viet-nam a son armée nationale chargée du maintien de l'ordre, de la sécurité interne et de la défense de l'Empire. Dans ce dernier cas elle est éventuellement appuyée par la Forces de l'Union Française. »

De quel droit ces dernières forces interviennent-elles dans un conflit intérieur, si même on admet qu'elles maintiennent l'ordre et la sécurité interne qui n'est pas de leur ressort. De quel droit Bao-Daï qui revendique la pleine souveraineté et l'indépendance du peuple vietnamien fait-il intervenir contre son propre peuple, des troupes qui n'ont pas qualité pour le faire. Il sait bien que le retrait des troupes étrangères, seul gage d'indépendance réelle puisque nul ne le menace du dehors, serait la fin de son pouvoir.

De même les ministres de Bao-Daï ont vivement protesté contre la réduction du taux de la piastre. Ils avaient pour eux le texte des accords qui disent : « *Cette parité ne pourra être modifiée au'après consultation des États associés de l'Indochine.* » M. René Mayer, tremblant devant une opinion publique, dont il craint justement le réveil, avait oublié de le faire. Le public averti s'amusa de la véhémence des protestations qui paraissaient animées moins par l'atteinte à l'honneur national que par le tarissement possible d'une source de profits.

Le contribuable français serait heureux que satisfaction entière soit donnée au vœu d'indépendance de cet État vietnamien et que celui-ci ait la responsabilité entière de son office des changes. Ses impôts seraient moins lourds. Je crains que l'honneur de ces

messieurs ne l'entende pas ainsi : ils veulent décider librement de transferts dont le budget français continuerait à faire les frais.

Pas plus que leur armée, leur budget ne peut être indépendant. Il est surchargé de traitements, frais de mission, salaires, indemnités qui font aux fonctionnaires de l'État Vietnamien, à ses ministres, à ses conseillers à l'Union française des situations extravagantes sans rapport avec l'état du pays, la valeur des bénéficiaires ou les services qu'ils rendent. Sans même tenir compte des trafics, de la corruption et de la coucussion que reconnaissent tous ceux qui sont allés au Viet-nam ces charges sont telles qu'elles n'ont aucun rapport avec ce qui entre des impôts vietnamiens dans les caisses de l'État. Ces méthodes enferment sans la servitude et ne peuvent préparer à l'indépendance.

La souveraineté et l'indépendances des peuples se préparent par les sacrifices et le courage, non en faisant broder, aux frais des autres, des costumes d'ambassadeur.

Conclusion.

L'immense majorité de la nation vietnamienne est groupée dans la République Démocratique qu'elle a créée et défend au prix de son sang, de son travail, de ses souffrances. L'État vietnamien qui en est l'émanation a tous les caractères d'un État et sa souveraineté interne comme sa souveraineté externe sont indiscutables. Seule l'intervention de troupes étrangères et le refus opposé par le soi-disant « Monde libre » à sa reconnaissance opposent la force ou des apparences à la pleine manifestation de ces caractères.

En face de cet État il n'y a que le reflet ou l'ombre de forces étrangères à l'Indochine.

L'ambiguïté de Sa Majesté Bao Daï dont on ne sait s'il se dit empereur ou Chef d'État, dont les pouvoirs, architecture de nuages, n'ont de lien ni avec un territoire ni avec un peuple ne lui donne aucune autorité pour traiter. La plupart des Vietnamiens, même anticommunistes, n'ont accordé aucune attention aux accords de 1948 ou de 1949 ou aux discussions de Pau. Prend-on au sérieux l'enfant qui, se trouvant devant une glace déformante, engage le dialogue ou le combat avec son reflet? le ventriloque de music-hall qui discute avec sa poupée? Des années et du sang ont été perdus à ces jeux d'enfants.

Les ruines financières, économiques, politiques, morales, mili-

taires, spirituelles longtemps cachées sous les mensonges sont connues de tous.

Il faut en finir, reprendre contact avec les réalités et la volonté conjuguée des peuples français et vietnamien.

Pourquoi se battent-ils? La vérité trop longtemps cachée désigne clairement ceux avec qui nous devons négocier parce qu'ils ont pour eux la force et le droit.

Marcel Ner.

Gilles Martinet.

LA RÉPUBLIQUE VIETNAMIENNE ET LA RÉVOLUTION PAYSANNE

A travers les informations — encore trop peu nombreuses — dont nous disposons, la République Démocratique du Vietnam nous apparaît tout d'abord comme une immense zone de maquis où règne un ordre spartiate.

Les « territoires libérés » vivent pour et par l'armée. Nourrir cette armée, lui fournir des vêtements, des armes et des médicaments, tels sont les problèmes qui doivent avant toute chose être résolus. Problèmes ardus et qui ont pu paraître parfois insurmontables, mais qui n'ont jamais découragé les hommes intrépides sur lesquels repose l'avenir de la République.

Aujourd'hui, les soldats perçoivent 1.200 grammes de riz par jour (ils n'en avaient que 800 grammes il y a un an); la plupart ont reçu des uniformes et leur armement s'est enrichi de nouveaux

mortiers, de canons sans recul et de pièces de D.C.A.[1]. Tout ceci n'a été obtenu qu'au prix de durs sacrifices et du respect d'une stricte discipline à chaque échelon du gouvernement et de l'armée. Les rations personnelles de Ho-Chi-Minh et celles de Giap (3 kg de riz ou leur équivalent par jour) sont aussi strictement calculées que celles du mitrailleur ou du secrétaire d'état-major. Et au P.C. de son unité, l'ancien normalien Tran-Duc-Thao ne reçoit pas un gramme de plus que ses camarades.

A bien des égards, l'ordre qui a été instauré au plus épais des forêts du Viet-Bac rappelle celui que Mao faisait régner jadis à Yenan. De même la vie des milliers de combattants qui se trouvent à l'intérieur du delta tonkinois évoque celle des fameuses « régions-frontières » de la guerre civile chinoise.

Le parallèle supporte naturellement quelques corrections. Les armées que combattait Mao étaient des armées chinoises (bien qu'équipées et armées par l'étranger), celle contre laquelle lutte Ho Chi Minh est étrangère (bien qu'aidée par des mercenaires indigènes). Aussi le caractère *national* de la guerre a semblé pendant longtemps plus marqué que son caractère *révolutionnaire*.

Dans la réalité, les deux traits sont cependant inséparables et la lutte pour l'indépendance n'aurait jamais été menée avec autant d'énergie et d'abnégation si elle n'avait pour support la volonté de millions de paysans d'échapper à leur profonde misère. Aussi la République du Viet-Nam ce n'est pas seulement l'armée populaire, c'est aussi le comité du village ou du district, c'est le nouveau code civil, c'est l'école élémentaire et l'université de campagne, c'est enfin la réforme agraire.

La révolution des conseils

Dans son remarquable livre sur le Viet-Nam, M. Paul Mus souligne l'importance des *conseils du peuple* qui ont été créés dans chaque village lors des événements de 1945. La plupart des experts français ne croyaient pas alors à la solidité de ces organismes. Ils fondaient en revanche les plus grands espoirs sur les conseils coutumiers, formés de notables et qui avaient été remis en place

1. Les uniformes et la plupart des armes nouvelles proviennent de Chine. Il ne faudrait cependant pas exagérer l'importance de l'aide chinoise qui demeure quantitativement limitée. Au surplus, cette aide a une contrepartie commerciale, la République vietnamienne fournissant à la Chine du bois et de l'opium (destiné à la réexportation).

en 1941 [1]. Et cependant ces vénérables institutions ont été emportées presque partout alors que les nouveaux conseils ne tardaient pas à être, selon l'expression de M. Mus, le centre de la « reconstitution de la société paysanne ». C'est là le bouleversement le plus profond que l'on puisse imaginer parce que se produisant au niveau des communautés « *où s'est de tout temps située la vie authentique du pays* ».

Ces conseils, dont la *constitution du 8 novembre* 1946 a fait des organes réguliers du nouveau pouvoir, jouent actuellement un rôle décisif en raison du caractère particulier de la guerre et de la décentralisation qu'elle impose. C'est grâce à eux que les directives du gouvernement pénètrent peu à peu jusqu'au dernier village du pays et que les impôts sont levés au cœur même des zones tenues par le Corps expéditionnaire.

Le fonctionnement des organes centraux de la République, dont la création a également été prévue par la constitution de 1946, est moins bien connu. On sait que des ministères ont été organisés et qu'un comité permanent exerce les fonctions de l'Assemblée Nationale qui ne peut être normalement réunie. Dans la pratique, il est fort probable que la direction des affaires est assurée par une série d'équipes formées par les membres les plus influents du front du Lien-Viet (qui a remplacé l'ancien « Viet-Minh ») et du parti du Viet-Nam-Lao-Dong (ou parti du travail).

C'est ainsi qu'un « conseil du gouvernement » a défini les principes qui devaient présider à la modification de l'ancien code vietnamien de 1931 (c'est-à-dire de la législation coloniale française demeurée longtemps en vigueur dans les « territoires libérés »). Les changements intervenus à cette occasion concernent particulièrement l'émancipation des jeunes gens et des femmes. La majorité jadis fixée à 21 ans a été abaissée à 18 ans. A cet âge, garçons et filles ont désormais la possibilité de se marier sans demander la permission des parents. Les femmes ont obtenu par ailleurs les mêmes droits que leurs maris, et notamment celui d'acquérir, celui d'ester en justice et celui de participer à la gestion des biens de la famille. Les veuves ont le droit de se remarier sans attendre de délais. De même les enfants qui se voyaient dans l'impossibilité

1. Les autorités vichyssoises voulant restaurer dans ce domaine comme dans les autres les « valeurs traditionnelles » avaient, en effet, décidé de rétablir les conseils coutumiers supprimés en 1921 et remplacés depuis cette date par des conseils élus.

d'accomplir toute une série d'actes pendant la durée traditionnelle du deuil, ont maintenant la liberté de prendre toutes les décisions de leur choix.

Le nouveau code a aboli d'autre part le principe de l'inviolabilité de la propriété personnelle. Tout en reconnaissant cette propriété la loi condamne tout usage « *susceptible de porter atteinte aux intérêts nationaux* ». Elle interdit par exemple au propriétaire de laisser sa terre en friche. Dans le même temps, le « Conseil du gouvernement » réorganisait le pouvoir judiciaire, instituant au sein des nouveaux tribunaux populaires des jurys comprenant un nombre de représentants des conseils de districts (ou de province suivant l'instance) supérieur à celui des magistrats professionnels.

Fait à noter, toutes ces réformes prennent pour base de départ la législation introduite par les colonisateurs et non la législation traditionnelle d'influence chinoise. C'est là un trait original de la révolution vietnamienne dont la plupart des chefs ont été formés à l'école du mouvement ouvrier français. On le retrouve dans d'autres domaines et notamment dans l'organisation [1] de l'armée et dans celle (actuellement assez théorique, il est vrai) des pouvoirs publics. L'influence de Paris n'a pas été effacée par celle de Pékin cependant que Moscou demeure toujours une capitale très lointaine.

La lutte contre l'analphabétisme

L'importance de l'effort qui a été accompli dans le domaine de l'instruction, souligne le caractère révolutionnaire de la République vietnamienne. Je ne fais pas ici allusion aux seuls textes réglementant l'instruction primaire et l'instruction secondaire. Ces textes sont assurément très intéressants; ils tendent à organiser l'enseignement d'une manière rationnelle en éliminant les études superflues et en ramenant la durée de l'instruction de 11 à 9 ans. Mais il est difficile, en raison du peu de renseignements dont nous disposons, de savoir dans quelle mesure ces réformes ont pu être *effectivement* mises en application. Il nous faut, de la même manière, nous contenter d'enregistrer la création de différentes facultés et écoles qui groupent déjà un nombre d'étudiants très supérieur

1. Mais non dans la stratégie qui, elle, s'inspire directement de l'exemple révolutionnaire chinois.

à celui de l'ancienne université d'Hanoï, mais dont le fonctionnement doit se heurter à d'énormes difficultés matérielles [1].

En revanche, un très grand nombre de témoignages recueillis montre que le gouvernement de la République a obtenu des résultats considérables dans la lutte contre l'analphabétisme. En 1945, on comptait environ 85 % d'illettrés dans l'ensemble du Vietnam. La province de Bac Giang avait 180.000 illettrés sur 240.000 habitants et celle de Quang-Yen 150.000 sur 160.000. Aujourd'hui, la grande majorité de la population a appris à lire et à écrire.

L'analphabétisme n'aurait jamais pu être vaincu aussi rapidement avec des méthodes « normales » (la formation classique des nouveaux instituteurs et l'ouverture de nouvelles écoles régulières auraient demandé des années). Aussi ce sont bien des méthodes révolutionnaires qui ont été utilisées. Dans un délai record, des dizaines de milliers de moniteurs ont été formés et se sont répandus dans les campagnes; des jeunes gens ont fait à pied des centaines de kilomètres pour rejoindre les centres d'instruction qui leur avaient été désignés. La plupart de ces volontaires se sont offerts à travailler sans indemnités, d'autres ne demandaient qu'à être logés et nourris. Des manuels diffusés à bas prix ont été édités et les bibliothèques de villages créées.

Si imparfaites qu'elles soient, l'ensemble de ces réalisations (établissement des conseils du peuple, nouveau code civil, lutte contre l'analphabétisme, etc.) ont contribué à créer des liens extrêmements étroits entre le gouvernement de la République et la masse du peuple vietnamien. Ces liens seraient cependant demeurés fragiles si ces mesures n'avaient pas été accompagnées d'une transformation plus profonde dans le domaine qui intéresse au premier chef la paysannerie : celui du régime agraire.

Les premières lois agraires

Entre 1945 et 1952, le gouvernement de la République a évité de poser le problème de la réforme agraire, c'est-à-dire du partage

1. Selon les informations fournies par les autorités vietnamiennes, il y a actuellement : 1° dans le centre Vietnam, une faculté des sciences politiques, une faculté de droit et d'administration, une école d'ingénieurs et une école vétérinaire; 2° dans le nord Vietnam, une faculté de médecine et de pharmacie, une école militaire de médecine, une faculté de lettres, une école supérieure des langues, une école normale nationale, une école supérieure d'agriculture et une école supérieure des travaux publics; 3° dans le sud Vietnam, un collège de médecine et deux collèges d'agriculture. L'ensemble de ces facultés-écoles grouperait environ 2.500 élèves.

des terres des grands propriétaires entre les paysans pauvres et les ouvriers agricoles. Les raisons de cette attitude ont été fort bien expliquées par M. Gérard Lyon-Caen, dans un article paru en octobre 1950. « *A faire un excès de réformes sociales hâtives,* écrivait M. Lyon-Caen, *il* (le gouvernement de la République) *se heurtait à l'opposition de l'immense fraction des bourgeois et petits bourgeois, restés profondément patriotes. A conserver timidement le* statu quo *et à ajourner toute réforme au lendemain de la libération du pays, il risquait de décourager les masses populaires, notamment dans les campagnes. Il était manifeste que la voie médiane était la seule juste ; on pourrait la définir par la formule : toutes les réformes sociales liées à la lutte nationale et exigées par elle, et celles-là seulement. En somme la lutte des classes se moulait d'elle-même sur la forme de la lutte nationale. L'exploiteur étant l'étranger ou le valet de l'étranger, le meilleur moyen de faire cesser l'exploitation des Vietnamiens, c'était de les constituer en Etat national* [1]. »

La « voie médiane » n'est cependant pas une voie facile à tenir. Les premières lois agraires promulguées par le gouvernement de la République avaient peut-être rassuré les propriétaires fonciers « patriotes ». Elles n'avaient pas entièrement satisfait la masse paysanne et surtout elles ne lui avaient pas offert des garanties suffisantes contre les nouveaux empiétements des propriétaires. Ces lois prévoyaient essentiellement la réduction de la rente foncière, une diminution du taux de l'intérêt, une réglementation du bail à ferme, la distribution des terres en friche et de certaines terres appartenant « *aux colonialistes français et aux traîtres vietnamiens* ».

Pour bien comprendre la signification de ces mesures, il faut savoir que si la masse paysanne est avant tout constituée de petits ou de tout petits propriétaires ces petits propriétaires, comme notait Pierre Naville dans son livre sur la guerre du Viet-nam, « *ne ressemblent nullement à leurs homologues de France. Ils ne subsistent que grâce aux prêteurs qui sont eux-mêmes très souvent de gros propriétaires* [2]: ». C'est ainsi qu'un administrateur de plantations d'hévéas parcourant avant la guerre certaines régions agricoles de Cochinchine pouvait écrire : « *Quoique l'administration affirme que* 90 % *de la population sont constitué par des petits proprié-*

1. M. Lyon-Caen, *Les Cahiers Internationaux*, nº 19, octobre 1950.
2. Pierre Naville, « La guerre du Vietnam », éd. de la *Revue Internationale*, Paris, 1949.

taires, nous avons pu constater à notre grand étonnement que la chose était inexacte dans de très nombreux cas. Nous avons visité des villages où rien, si ce n'est quelques poulets, n'appartenait à ses occupants. Mais tout, y compris le cochon familial, appartenait à des propriétaires chinois ».

Le morcellement de la propriété était si poussé [1] et l'endettement des paysans si étendu que de nombreux petits propriétaires en étaient réduits à la condition de prolétaires agricoles ou ne se préoccupaient plus de produire que pour leur propre subsistance.

En 1945, le gouvernement de la République publiait un décret réduisant automatiquement de 25 % la rente foncière. Les « Ta-Dien » (sorte de métayers qui passent avec le propriétaire un contrat prévoyant le versement d'une redevance *fixée d'avance* en argent ou en paddy) devaient jusque-là laisser près de 50 % de la récolte aux propriétaires. Ce décret ne semble pas avoir été partout appliqué et le 15 juillet 1949, un nouveau texte signé par le président Ho-Chi-Minh insistait sur la nécessité d'opérer cette réduction de 25 % et de supprimer toutes les autres obligations imposées aux Ta-Dien (corvées, dons « spontanés », etc...). Des comités pour la diminution de la rente foncière étaient alors créés dans chaque province.

Le 22 mai 1950, le gouvernement décidait d'autre part une réduction du taux de l'intérêt à 18 et 20 % (ces taux atteignaient précédemment 100 et 200 %). Le même décret ordonnait l'abolition de toutes les dettes pour lesquelles les intérêts déjà versés représentaient plus de deux fois le montant du capital, des dettes contractées avant la révolution d'août 1945 et enfin de celles dont les bénéficiaires avaient fait l'objet de condamnations pour leur attitude à l'égard du mouvement national.

1. En 1948, selon l'*Annuaire Bleu*, les propriétés de moins de 5 hectares occupaient 28,49 % du sol cultivé et 44 % de la population totale. Encore faut-il noter que beaucoup de ces terres étaient inférieures à 1 hectare. Selon M. Gourou, auteur d'un travail remarquable sur « L'utilisation du sol en Indochine française », on comptait avant la guerre au Tonkin 586.000 paysans détenant moins d'un màu, (soit 36 ares) et 283.000 paysans exploitant de 1 à 5 màu (soit 1 h 80). M. Gourou cite même le cas d'une rizière de 2 h 5 à Bac-Sian, que le service forestier dut louer à 76 propriétaires.

Toujours, selon l'*Annuaire Bleu* de 1948, les propriétés de 5 à 50 hectares représenteraient 28,14 % du sol cultivé et 2 % de la population. Celles de plus de 50 hectares, 31,50 % du sol et 0,16 % de la population. Enfin les terres communales totalisent 11,87 % du sol.

D'autres textes portaient à trois ans la durée minimum des baux à ferme et interdisaient au propriétaire de reprendre la terre comme bon lui semblait.

Le tournant de 1952

En dépit de ces mesures, et malgré la distribution d'un certain nombre de terres appartenant à des propriétaires français ou « collaborateurs », les paysans n'étaient pas entièrement satisfaits de la politique du gouvernement républicain. Dans les deux Deltas, « où le contrôle des autorités françaises s'exerce le jour et celui des autorités vietnamiennes la nuit », on avait enregistré, à la faveur des dures conditions de la guerre, l'accaparement d'un grand nombre de terres. Du 1er janvier au 31 juillet 1952, les mutations agricoles dans le sud Vietnam ont intéressé 2.632 hectares. C'est cette situation qui a amené le gouvernement de la République à envisager de nouvelles mesures et à jeter les bases d'une future réforme agraire.

Au mois de décembre 1952, l'organe du « bureau d'information » des partis communistes « Pour une paix durable » publiait une « lettre du Vietnam » qui aurait été écrite par Ho-Chi-Minh lui-même. On pouvait y lire le passage suivant :

« *Ce sont surtout les paysans qui fournissent le gros de l'armée populaire et des combattants dans les détachements de partisans. Ce sont eux qui nourrissent l'armée. Ce sont eux qui accomplissent les travaux importants, comme le transport par exemple... Certes, nous avons pratiqué la réduction des rentes foncières et des intérêts des prêts usuriers ; nous avons distribué aux paysans des terres appartenant aux colonialistes français et aux traîtres. Mais ce n'est pas suffisant. La grande majorité de nos paysans ont peu ou pas de terre. Et pourtant, les révolutionnaires russes ont toujours prêté une vive attention à la question de la réforme agraire révolutionnaire, de la distribution de la terre aux paysans. Il y a cinquante ans, le révolutionnaire chinois, le Dr Sun Yat Sen avait, lui aussi, lancé le mot d'ordre « La terre aux paysans ». Mais aujourd'hui, dans notre République démocratique du Viet-Nam, nous n'avons pas encore réalisé ce mot d'ordre. C'est un retard impardonnable... Il est donc temps que notre parti et notre gouvernement appliquent une politique agraire juste, qu'ils distribuent la terre et l'eau aux paysans.* »

Les conseils donnés par le Comité central du Parti communiste hinois à leurs camarades vietnamiens n'avaient pas été, dit-on, trangers à la réalisation de ce véritable tournant.

Le décret du 20 mai 1953

Pour exprimer ce changement d'orientation, le gouvernement ietnamien a promulgué le 20 mai dernier, une série de nouveaux écrets destinés à remplacer tous les textes existant en matière e politique agraire.

Les nouveaux décrets reprennent les dispositions anciennes sur ı rente foncière et le taux d'intérêt tout en les renforçant. C'est insi que l'on prévoit désormais que les rentes foncières devront tre diminuées dans une proportion supérieure à 25 % dans tous :s cas où leur montant représente pratiquement plus du tiers du :ndement de la parcelle louée. Cette réduction peut même dépasser :s 50 % s'il est démontré que les terres sont de faible rapport. uant aux propriétaires qui avaient « omis » d'appliquer le décret u 14 juillet 1949, ils devront reverser immédiatement à leurs aysans les sommes perçues en trop. Enfin, si les Ta-Dien peuvent émontrer qu'ils ont été les victimes des calamités naturelles ou e destructions de guerre, ils se verront dispensés du versement de oute rente.

Les décrets prévoient d'autre part pour les petits propriétaires ajournement du paiement des intérêts des dettes contractées, rsque les débiteurs remplissent un certain nombre de conditions. 'est notamment le cas pour les familles des combattants tués l'ennemi, et pour tous les paysans qui doivent de l'argent à des :rsonnes vivant dans les territoires occupés par le Corps expé-tionnaire). Des facilités sont également accordées aux soldats, ıx victimes de calamités naturelles et des destructions de guerre. :s décrets du 20 mai étendent d'autre part le principe de la stribution des terres à tous les biens appartenant aux Français, x « traîtres et réactionnaires » vietnamiens, ainsi qu'à toutes les rres communales et aux terres de pagodes. L'article 30 prévoit ıe « *toutes les terres qui ont été usurpées par les grands propriétaires ıciers, par des chefs de bandes, ou par des groupes organisés ivent être reprises et distribuées* ».

En dehors de cette répartition *définitive* des terres, les décrets

envisagent la distribution *provisoire* des parcelles appartenant aux propriétaires qui se trouvent dans les territoires occupés par le Corps expéditionnaire. Quand ces propriétaires reviendront, précise l'article 31, ils pourront récupérer leurs terres à la condition « *de prouver qu'ils n'ont accompli aucune action hostile à l'égard de la patrie* ».

Mais un texte législatif ne vaut qu'en fonction de ses possibilités d'application [1]. Aussi les articles les plus importants des nouveaux décrets sont peut-être ceux qui sont consacrés aux pouvoirs des comités ruraux. C'est ainsi que les conseils de paysans dans les hameaux et villages, les conférences de délégués paysans aux différents échelons de la République et le Comité exécutif de l'association des paysans sont désormais *légalement habilités à faire exécuter les nouvelles décisions gouvernementales* (articles 35 et 36).

Ainsi la mise en application du premier stade de la réforme agraire est-il confié aux bénéficiaires de cette réforme elle-même. On ne peut évidemment rêver d'une garantie plus sérieuse et plus efficace.

Il en résultera peut-être, dans certains milieux, un refroidissement à l'égard de la République. Mais les racines que celle-ci a développées dans les masses du peuple n'en seront que plus profondes.

Gilles MARTINET.

1. C'est de ce point de vue qu'il faut évidemment examiner la portée des mesures prises par les autorités baodaïstes dans le domaine agraire. Répondant à un haut fonctionnaire français qui insistait sur la nécessité de mettre en application les réformes promises par le gouvernement Bao-Daï, un des représentants de ce gouvernement répondait récemment : « Tout cela est fort bien : mais quelles raisons aurons-nous de nous battre contre Ho Chi-Minh et les communistes si nous faisons pratiquement la même politique qu'eux? » Le seul soutien sincère sur lequel peut compter Bao-Daï est précisément celui des propriétaires fonciers.

[M]arcel Ner.

[L]E VIET-NAM ET LA CHINE DE 1945 A 1953

Géographie et histoire ont fait, depuis un siècle, d'admirables [pr]ogrès. La méthode scientifique les a pénétrées. L'exploration [de] la terre est achevée, les civilisations les plus anciennes exhu[m]ées, les traces des moindres faits fixées et classées aux archives.

Jamais cependant tant d'incertitudes et d'ignorances ne se [so]nt manifestées. Au tourbillon des propagandes les continents [et] les États paraissent entraînés par d'étranges déplacements ou [de] brusques dislocations, équivalents instantanés et violents des [le]ntes dérives de Wegener. De sombres nuées ou d'étranges jeux [de] lumière recouvrent le monde ou n'en laissent apercevoir que [de]s aspects contradictoires.

Les Français paraissent employer la même langue. D'un parti [à] l'autre les mots les plus courants changent de sens, non seule[m]ent par leurs tonalités affectives ou les jugements de valeur qui [s']y associent mais par les éléments objectifs essentiels de leur [co]nstellation.

On ne peut comprendre le mot « Viet-nam » sans connaître [le]s opinions politiques de celui qui l'emploie, ou du moins le milieu [et] les journaux dont il subit l'influence. On ne peut parler de la [Ch]ine actuelle sans dire d'abord *où est la Chine.*

Un public attardé suppose encore que la Chine est un État qui [s']étend largement sur le continent asiatique et est peuplé de [pl]usieurs centaines de millions d'habitants.

U.S.A. et O.N.U. ont changé tout cela.

Je ne sais plus dans quel journal[1] un excellent géographe, [...] capable d'ironie, exposait la réponse du « monde libre ».

Malgré l'exemple déplorable, suspect de mercantilisme et heureu-

1. Je m'excuse auprès du journal et de l'auteur : j'ai gardé le souvenir, [...pe]rdu la référence.

sement ambigu de la Grande-Bretagne et de quelques États no communistes, les vrais partisans du « monde libre » savent e proclament que la Chine est une île située à 200 kilomètres enviro à l'est du continent asiatique, peuplée de huit millions d'habitant et dont les dimensions ne dépassent guère celles de l'Albanie Je crois pouvoir ajouter qu'on s'exclut des communautés français ou américaine si on n'admet pas aussi les propositions suivantes

1° Le chef de l'État chinois est Chang Kaï-chek qui est le repré sentant authentique de son peuple : en 1948 et 1949 celui-ci lu a prouvé son affection de façon si enthousiaste et si vigoureus que seuls des communistes ou des « cryptos » peuvent la mettr en doute. L'hostilité qu'a parfois rencontrée ce grand chef ne fu pas le fait de Chinois mais de communistes. On n'a jamais rencontr parmi eux de Russes ou d'étrangers d'une nationalité connue ces ennemis vinrent sans doute de Mars.

2° Cette Chine est indépendante et souveraine comme le prouv la protection que lui assurent la flotte et l'aviation américain et le flot de dollars qui coule vers elle avec une force accrue. L « China lobby », dont nul ne conteste la puissance prouve l'effi cacité de sa diplomatie et la force d'un prestige qui soumet à son « leadership » l'Amérique elle-même.

3° Cette île, de 35.000 km², peuplée de 8 millions d'habitants est une des cinq grandes puissances et contribue à assurer l'auto rité spirituelle et morale de l'O.N.U. et de ceux qui, au Consei des Cinq Grands, ont l'honneur de s'asseoir à côté de ses repré sentants.

A ces propositions de valeur internationale les vrais Françai doivent ajouter ceci. Il est d'intérêt national d'admettre ces thèses Elles sont en effet indispensables au prestige des gouvernement qui tombent et reparaissent en France en conservant si heureu sement les mêmes hommes et les mêmes directives. La Chine de U.S.A. et de l'O.N.U. est un modèle dont ils ont déjà rapproch leur pays. Ils peuvent donc affirmer que, grâce à eux, la Franc est, de plus en plus, une « grande Puissance », libre, prospère heureuse, indépendante et forte. Comme dans cette Chine, l'hon nêteté incontestée de tous les ministres et de tous les parlemen taires, leur respect des engagements pris, l'exactitude de leur prévisions, la vérité qui illumine leurs discours et leur propagande leurs succès militaires contre les « rebelles », leur respect de la légalité, leur répartition équitable des revenus et des impôts

ficacité de leur lutte contre le taudis, leur action impitoyable tre la corruption et les trafics, l'équilibre de leurs budgets, dépendance indiscutée de leur politique extérieure, rapchent de plus en plus classes et partis, gouvernants et gouvernés, tropole et pays associés, en une magnifique et exaltante harnie. Preuve décisive : leur France n'est-elle pas, à l'O.N.U., clamée « Grande Puissance » à côté de la Chine de Chang Kaïk?

ieuls des traîtres ou des esprits faux pourraient penser que les rtés les plus chères aux chefs du « Monde Libre » sont celles ils prennent avec la vérité ou la liberté des autres.



'e m'excuse auprès du lecteur. Formé à une philosophie périmée, les méthodes critiques désuètes, puis ethnologue de plein air, gtemps ami et compagnon de capteurs d'éléphants, de chasseurs de paysans brûleurs de forêt, je me sens trop vieux et d'esprit p lourd pour suivre les jeux subtils des pataphysiciens, patagraphes et patagéopoliticiens du State Department ou de rs éloquents associés français et onusiens.

'e resterai au contact des faits, les grouperai d'abord autour xpériences personnelles qui me permettront d'avancer, les pieds ant sur le réel[1].

.. — Le Viet-nam et la Chine de Chang Kaï-chek

– *De Bao-Daï à Chung King : les Vietnamiens et le peuple chinois*

.u début d'avril 1945 arrivait auprès de Bao Lai une colonne tirailleurs et d'artilleurs de montagne. Le colonel Seguin, son f, espérait y trouver un poste militaire intact et une compagnie. vait décidé de s'y fixer, d'y reposer ses troupes, de s'y réapproonner puis d'éclater en guérillas et de maintenir aussi longtemps possible une présence française. Or, pour des raisons mal nies, la compagnie avait reçu l'ordre de se replier vers la Chine

Je conseille vivement au lecteur de se reporter à l'excellent ouvrage 'evillers : Histoire du Viet-nam de 1940 à 1952 qui a mis à la portée ous les faits et les documents essentiels. Éd. du Seuil, Paris 1952.

où elle avait été désarmée. Des pirates chinois avaient pillé le poste; des nationalistes vietnamiens, venus de Chine, l'avaient occupé.

Des contacts furent pris et le lendemain matin une conférence réunissait l'état-major français, le colonel chinois, le chef des partisans vietnamiens M. Phung.

Il fut décidé, qu'éludant tout problème politique et limitant étroitement l'étendue de leur accord, les troupes françaises et leurs adversaires vietnamiens de la veille, ainsi que les Chinois, uniraient leurs forces contre les Japonais, ennemis de tous.

Le colonel avait prié d'assister à la conférence un professeur de philosophie qui, vingt jours auparavant, à l'aube, s'était présenté à son poste de commandement accompagné d'une quinzaine d'élèves épuisés par trois jours et trois nuits de marche sans sommeil mais fiers d'avoir résisté à la fatigue et à la peur, fiers aussi de leurs mitraillettes parachutées qu'ils avaient si longtemps dû dissimuler.

Le « prof » commandait une « section d'action » formée d'une cinquantaine d'élèves du lycée A. Sarraut de Hanoï. Il avait le 10 au matin [1] appris l'attaque japonaise, mis son groupe en état d'alerte, envoyé des éclaireurs et ayant averti les officiers et sous-officiers en week-end, décidé de partir à la nuit tombée. Cette première tentative ayant échoué il était reparti le 13 avec un groupe plus restreint.

La résistance civile et militaire s'étant effondrée, aucune des liaisons nécessaires n'ayant joué, il avait décidé d'emmener ses « gosses » vers la Chine ou de rejoindre une colonne. Thai Nguyen, Tuyen Quang où ses instructions prévoyaient un à deux mois de résistance, n'avaient pas été défendues ou avaient cédé. La colonne Seguin qu'il espérait trouver à Bai Can avait quitté la ville brûlant stocks et pont derrière elle. A son appel nocturne le résident et son adjoint, abandonnés de leurs miliciens et de leurs serviteurs, revêtirent leur grand uniforme : ils croyaient à l'arrivée des

1. Le lycée était, par suite des bombardements, replié dans la station d'altitude du Tam Dao mais j'avais été à Hanoï les 8 et 9 mars. Je quittai la ville vers 18 h. 30 et arrivai au Tam Dao vers minuit sans soupçonner le coup de force déjà déclenché par les Japonais. Le colonel-Vicaire, chef des S.A., un collaborateur immédiat du général Mordant, M. Trousseau, chef de bureaux à la Résidence Supérieure, croyaient finie l'alerte de la veille. Ils avaient reçu des autorités japonaises les déclarations les plus rassurantes. Officiers et sous-officiers partaient en week-end.

aponais. Le chef de la province, M. Rebouillat, nous conduisit i-même jusqu'au pont dont le tablier seul avait été brûlé derrière colonne. Quelques minutes plus tard nous voyons briller autour nous les feux des bivouacs. Une heure plus tard, après trois urs et trois nuits sans repos, nous repartions pour une longue ape.

C'est ainsi que, vingt jours plus tard, je me trouvais lié au omplexe sino-vietnamien de la frontière.

A l'issue de la réunion le colonel Seguin me demanda de repartir nmédiatement vers la Chine pour demander à la Mission Militaire ançaise, dont le poste le plus proche était Tsin Tsi, un ravitaillement urgent en vivres, chaussures, vêtements, armes et munitions. J'étais pouilleux, sale, vermineux, épuisé, rêvais d'un bain à rivière, de linge propre, d'un peu de repos.

Je repartis aussitôt accompagné du colonel chinois, du chef ationaliste Phung, d'un de ses hommes, d'un de mes élèves de hilosophie, Orsatelli.

Le colonel chinois nous abandonna bientôt et nous passâmes nuit dans un fortin abandonné puis réoccupé par des officiers des soldats qui, après de rudes combats contre les Japonais, staient prêts à reprendre la lutte. L'un d'eux était le décapité vant, seul survivant de l'héroïque résistance de Dong-Dong et l'ignoble massacre d'hommes désarmés, d'abord félicités leur bravoure.

Le lendemain, comme nous venions de dépasser la stèle qui arque la frontière, M. Phung nous demanda de nous dissimuler de nous mettre en garde. Il partit vers une ferme puis nous ssura. Des pirates terrorisaient la région, attaquant et pillant ux qui franchissaient la frontière en petits groupes. Beaucoup rent dépouillés, quelques-uns laissés nus [1] sur les rudes sentiers s montagnes.

Nous couchâmes le soir dans un fortin de l'armée régulière inoise, le seul que nous ayons rencontré : il était défendu par e quinzaine d'hommes et une mitrailleuse lourde.

Le lendemain, tandis que nous déjeunions dans une auberge, rès une première étape, un homme se présenta à nous avec une litesse exquise. Il examina nos revolvers et surtout la Stan de on « philosophe ».

1. Intégralement nus d'après le folklore brusquement épanoui chez les fugiés : sans doute dépouillés d'une grande partie de leurs vêtements.

A peine fut-il sorti que M. Phung nous demanda de partir sans retard. L'aimable visiteur était le chef des pirates qui avaient pillé Bao-Lac. Il disposait de 200 hommes, pouvait nous tendre une embuscade ou exiger nos armes. Nous suivîmes quelques heures une vieille route pavée, puis prîmes une tasse de thé et des renseignements dans une école amie. Nous nous engageâmes à la nuit tombante sur un sentier qui, au milieu de la brousse ou de rizières en terrasse, nous conduisit vers minuit à un village où nul blanc, avant nous, n'avait pénétré. La maison sur pilotis craquait sous le poids des paysans attirés par ce spectacle.

Nous prenions ainsi conscience de l'extraordinaire anarchie qui régnait au Kouang-Si. Non seulement les troupes régulières étaient incapables d'opposer une résistance aux Japonais mais encore elles ne pouvaient pas ou ne voulaient pas maintenir l'ordre. En dehors des villes tout le pays était à la merci des pirates.

C'est dans ce milieu en décomposition que s'étaient fixés les groupes de révolutionnaires vietnamiens. Appuyés ou tolérés par les autorités chinoises, ils ne pouvaient se maintenir en fait que par un mélange subtil de courage, de force et de diplomatie. M. Phung, qui avait, en Chine comme au Vietnam proche, tout un réseau d'amis d'alliés, d'indicateurs, de partisans, avait aussi ses ennemis.

M. Devillers décrit exactement, dans leur complexité et leurs contradictions les accords et désaccords des diverses autorités chinoises, et des divers groupes de nationalités vietnamiens. Notre récit en apparence personnel et anecdotique prouve que, dans cette zone anarchique, les décisions officielles ne pouvaient avoir que des effets limités. L'essentiel était l'interpénétration de deux peuples, l'amitié de leurs intellectuels, la compréhension de leurs paysans. La solidarité ainsi créée ne dépendait pas de l'humeur changeante ou des intérêts des seigneurs de la guerre, ou des chefs reconnus des provinces ou de l'État. Elle avait des bases profondes, fondées sur la solidarité de deux peuples unis par de millénaires traditions, une même culture, les mêmes misères, les mêmes espérances. Seigneurs de la guerre et chefs d'État allaient être balayés, ceci devait persister.

Arrivé à Tsin Tsi j'appris, avant d'avoir pu repartir vers Bao-Dai, que, sous la pression japonaise, le groupe Seguin avait quitté le territoire indochinois et avait été désarmé.

Reposé, je partis vers Kun Ming. Après quatre jours de marche,

compagné de deux soldats chinois et d'une chaise à porteurs nt je ne voulais pas, j'arrivai à Po Teh où un terrain d'aviation nait d'être achevé. En route des nationalistes vietnamiens partenant à un autre groupe que celui de M. Phung me rejoirent « par hasard », sachant en fait qui j'étais et désireux engager la conversation. Je me prêtai volontiers à leur désir grand scandale d'un fonctionnaire vietnamien qui ayant été llé en même temps que son chef français par des pirates chinois rendait curieusement responsables les révolutionnaires vietnaiens.

Je m'envolai vers Kun-Ming dans un avion militaire américain, compagnie de Français et de Françaises qui au passage de la ontière avaient presque tous subi l'assaut des pirates.

A Kun Ming une conférence sur « La résistance spirituelle en dochine », faite sous la présidence du Recteur de l'Université, valut l'amitié des universitaires de la ville.

Trois semaines plus tard je fus appelé à Chung King par l'ambasdeur de France. Je pus ainsi prendre contact avec la plupart s universités chinoises repliées des zones occupées par les Japois autour de Kun Ming et de Chung King.

A Kun Ming et surtout à Chung King, capitale provisoire, les ilieux diplomatiques eux-mêmes étaient à peu près unanimes à connaître le caractère de plus en plus dictatorial de Chang Kaï ek, sa faiblesse [1], son éloignement du peuple, la corruption de collaborateurs, l'inaction ou la trahison de ses troupes, même struites et armées par les Américains. Ils savaient aussi la valeur Mao Tsé-toung et de ses soldats.

Les intellectuels étaient réduits à la misère par la rapidité de la valuation et en souffraient d'autant plus qu'ils avaient le specle de l'enrichissement scandaleux des trafiquants, des chefs et certains fonctionnaires. Ils étaient à peu près tous hostiles à iang Kaï-chek et favorables à Mao Tse-toung.

On pouvait donc, à travers leur esprit, présenter la Chine noulle que j'avais déjà découverte en 1936 à l'Université Sun Yat n de Canton [2] ou chez les étudiants et les professeurs de Pékin

1. Son autorité réelle ne s'étendait qu'à une cinquantaine de kilotres autour de Chung King. Le reste du Sze Chouen était dirigé de Cheng u, chef-lieu de la province.

2. J'avais été accueilli à Canton par un jeune professeur de cette unisité, sociologue, docteur ès lettres de l'Université de Paris, que j'avais ncontré à Hanoï.

qui avaient courageusement exprimé leur patriotisme contre les Japonais et leurs complices chinois.

Notre confiance réciproque nous permit de parler de l'Indochine. Je pus le faire à Pe, ville située sur les bords de la Chia Lien, à une cinquantaine de kilomètres de Chung King où une excursion de week-end me conduisit par hasard en pleine campagne dans une université repliée de Chang-Hai. J'y trouvai un groupe amical de professeurs formés en France[1] et un groupe d'étudiants revenus d'Indochine qui donnaient une fête et me demandèrent d'y parler.

Je pus le faire aussi au cours de longues conversations avec Kouo Mo Jo, leader intellectuel de la République démocratique chinoise. Je lui avais été présenté à l'ambassade, au cours d'un déjeuner offert par l'attaché culturel M. Elinseef. Il se prit pour moi, peut-être parce que nos âges étaient proches, d'une véritable amitié et me demanda de le revoir. Je le connaissais par son œuvre de philologue et d'historien de la Chine ancienne. J'avais su aussi que ses essais, ses œuvres théâtrales, ses discours, ses poèmes, ses idées libérales, son courage, lui valaient d'être l'idole de la jeunesse.

Il vivait pauvrement, suspect au régime. Il était interdit de jouer ses pièces et il ne pouvait avoir d'action publique.

Calme, ennemi des violences, il ne paraissait pas désirer l'avènement d'un régime purement communiste mais souhaitait un gouvernement honnête, respectueux des libertés, soucieux du bien-être du peuple, associé à l'ensemble des pays alliés.

Il savait les souffrances endurées par son peuple, son retard économique, les destructions subies au cours de tant d'années de guerres civiles, de désordres, d'occupation étrangère. Il pensait que son pays devrait se consacrer d'abord et presque exclusivement au relèvement intérieur. Le peuple chinois n'avait aucun désir d'intervenir en Indochine ou dans un autre des pays voisins.

Il me signalait cependant que si, contrairement à toutes ses traditions, la France qu'il aimait, bien qu'il ne parlât pas sa langue, poursuivait en Indochine une politique de violences, l'amitié du peuple français et du peuple chinois seraient troublée. Le Vietnam surtout était géographiquement trop proche de la

1. Je garde un souvenir ému de tous les témoignages de sympathie qui me furent donnés au cours de ces voyages en Chine par des professeurs, des médecins, des ingénieurs, des étudiants et même un général formés en France. Merci à tous. J'ai reçu des témoignages analogues dans toute l'Asie du Sud et du Sud-Est. La guerre d'Indochine et notre attitude en Afrique du Nord saccagent ce prestige et ces amitiés.

ıine, trop lié à elle par des siècles d'histoire et l'acceptation de sa ılture pour que le peuple chinois ne ressentît pas l'effet de bles-res infligées aux Vietnamiens.

Les paroles de Kouo Mo Jo, aujourd'hui vice-président du uvernement, expriment un aspect permanent de l'attitude du uple chinois à l'égard du peuple vietnamien. Elles éclairent ce ıe je constatais dans les campagnes du Kouang-Si.

II. — *Le problème vu d'Indochine : le Vietnam, la France et les soldats de Chang Kaï-chek*

A grands coups d'ailes je repartis vers la France où j'arrivai le juin 1945 après un arrêt de 10 jours à Calcutta. Au début de ɔtembre je repartais vers Saigon où j'arrivai fin octobre ayant ssé dix jours au Caire, deux à Karachi, cinq au quartier général Kandy, trois semaines à Chandernagor et Calcutta, deux jours Rangoon, etc.

En mars puis en avril 1946 je passai quelques jours au Tonkin. y trouvai, nombreux et ardents, les soldats de Chang Kaï-chek. Leurs exactions et leurs pillages ne pouvaient être comptés. ançais et Vietnamiens de tous les partis se retrouvaient d'accord ns leurs récits. Lorsqu'ils partirent, les convois chinois empor-ent jusqu'aux baignoires, aux lavabos et aux bidets arrachés x salles de bains. Parfois aussi ils démontèrent des maisons ur vendre les portes, les fenêtres, les tuiles et les charpentes. Ils laissèrent à tous l'impression d'un vol de sauterelles affamées.

Ces faits réveillèrent les souvenirs, encore vivants dans le folk-lore ɛtnamien, d'occupations anciennes ou d'actions plus récentes des villons Noirs et d'autres bandes chinoises. Ils eurent pour effet renouveler, surtout au nord du 38[e] parallèle mais aussi ns toute l'Indochine, la crainte d'une domination et d'une exploi-ion qui n'aurait pas eu comme celles de la France la contrepartie l'ordre et du progrès technique.

Les Vietnamiens étaient ainsi poussés à désirer, sous des formes uvelles, la présence de la France. Je me souviens encore des ·oles de Giap (avril 1946) : « *Nous savons que nous ne pouvons re isolés. Comment des Français peuvent-ils penser que nous irions nous lier à la Chine?* » Les partis pro-chinois étaient aiblis ou balayés au spectacle de cette armée anarchique et ıtale.

Des rapports s'établirent cependant entre ces soldats ou leurs

chefs et les Vietnamiens. Nos troupes rencontraient souvent en face d'elles des armes modernes. Un officier qui se battait en 1947 au nord de Nhatrang me disait se battre avec de vieilles « Sten » contre un adversaire armé de Thomson neuves. Elles ne venaient ni de Russie, ni de la Chine rouge encore isolée dans les steppes du Ye Nan mais d'Amérique par Haïnan. Elles étaient revendues par les soldats chinois ou des trafiquants internationaux.

B. — Le Viet-Nam et la République populaire de Chine

Le gouvernement de Chang Kaï-chek, les autorités provinciales du Kouang-Si et du Yun-Nan ainsi que les forces diverses qui dominaient les régions-frontières avaient, à l'égard de la France, de Bao Daï, de Hô Chi-minh une attitude complexe ou même contradictoire.

Leurs principes anticoloniaux, l'intérêt national, la communauté des cultures leur commandait d'éliminer toute domination occidentale, de favoriser le nationalisme vietnamien. Tout cela les poussait vers la République démocratique du Viet-nam dont les rapprochait aussi à titre privé, de fructueux trafics. Les dominantes communistes de ce gouvernement les mettaient par contre en opposition avec lui.

En décembre 1949 l'arrivée aux frontières du Tonkin des troupes de Mao Tse-toung créa entre les deux Républiques, désormais rapprochées, des rapports les plus amicaux.

Depuis la fin de 1948 et surtout depuis la prise de Moukden nul n'ignorait que la fin de Chang Kaï-chek était proche [1]. Dès le milieu de 1949 Hô Chi-minh ajusta sa politique à cette situation nouvelle.

Dès le 9 juillet 1949 Sham ngoc Thach représentant de Hô dans le sud Viet-Nam affirmait : « *les succès de l'armée chinoise... annoncent la fin prochaine des jours sombres* [2]. »

Le 7 août la délégation de la R.D. du Viet-Nam à Paris, son président Tian Ngoc Danh et ses principaux collaborateurs étaient

1. Sur le paquebot qui me ramena en France en décembre 1948, se trouvaient un grand nombre de missionnaires, d'ingénieurs, etc., venant de Mandchourie ou des régions les plus diverses de la Chine. Aucun ne doutait de la victoire totale et prochaine de Mao.

2. Cf. Devillers, *op. cit.* pp. 450 sq.

déjà à Prague, mettait fin à son activité. Elle rompait ainsi un pont qui, au grand scandale d'un grand nombre de journaux, reliait encore la France à un régime contre lequel ses soldats se battaient.

En octobre Hô Chi-minh envoyait un télégramme de félicitation à Mao Tse-toung.

Le 16 janvier 1950, le président Hô était invité à envoyer un représentant à Pékin[1]. Le 30 janvier le gouvernement de l'U.R.S.S. reconnaissait à son tour la R.D. du Viet-nam invoquant l'appui que lui donnait la grande majorité du peuple. Les autres républiques démocratiques ou populaires du « Monde communiste », ainsi que la Yougoslavie devaient suivre cet exemple.

Sur l'initiative de la Chine changeait ainsi du tout au tout la position du Viet-nam. Son existence nationale, depuis longtemps déjà, paraissait incontestable. Son statut international, remis en question par la France, s'imposait désormais à tous. Il était reconnu par un bloc de plus de 800 millions d'hommes. Les autres États de l'Asie du Sud-Est, à l'exception du Siam, et aussi l'Indonésie se refusaient à reconnaître l'État que lui opposait le gouvernement français, et montraient à la R.D. une officieuse sympathie.

Cette proximité d'une Chine communiste transformait aussi l'aspect de la guerre faite à Hô Chi-minh. Presque tous, en France, reconnaissaient qu'elle ne pouvait être gagnée et qu'elle ne servait plus les intérêts français. On invoquait désormais nos liens avec les U.S.A. et l'ensemble du Monde Libre, la nécessité de tenir le verrou qui risquait de s'ouvrir devant un péril d'autant plus terrifiant qu'il était jaune et rouge à la fois. Beaucoup croyaient d'ailleurs la guerre mondiale III certaine et même proche et tenaient pour négligeables le filet de sang et les quelques centaines de milliards de monnaie dévaluée que la France versait chaque année au Viet-nam.

La présence de la Chine populaire transformait aussi l'activité militaire et l'activité économique du Viet-nam. Il était absurde d'attendre une intervention militaire directe en Indochine. Prise par des tâches pacifiques la Chine ne désirait pas l'extension du conflit. Elle ne pouvait par contre refuser d'établir des rapports étroits avec un pays qui lui était traditionnellement lié, et dont le

1. Je ne crois pas que la R. D. ait une autre ambassade. Malgré une annonce récente du *New China News Agency*, elle n'a sans doute à Moscou qu'une délégation.

régime était tout proche du sien et qu'elle avait officiellement reconnu.

On ne peut douter que la R.D. du Viet-Nam qui a occupé progressivement presque toute la frontière du Tonkin ne soit, dans cette partie de son territoire étroitement associée à la Chine. Elle envoie ses cadres civils et militaires se former au delà des frontières. Elle en reçoit des marchandises diverses, une partie, sans doute réduite de ses munitions et de ses armes, une part plus grande du matériel qui sert à leur fabrication. La langue chinoise prend une place grandissante dans l'enseignement donné au Viet-nam; place grandie encore du fait que la Chine est le seul pays où les Vietnamiens peuvent aller sans voiler leur visage ou perdre la protection officielle de leur gouvernement, ou le lieu de passage vers les autres pays amis.

Les manifestations d'amitié et de solidarité sino-vietnamienne se multiplient.

L'anniversaire du 18 janvier 1950, date de proclamation par Radio-Pékin de la reconnaissance diplomatique du 16 est célébré chaque année au Viet-nam. Les deux peuples combattent les mêmes ennemis puisque les Américains soutiennent la France contre Hô Chi-minh, que la France a des troupes en Corée et refuse de reconnaître Mao Tse-toung. Les deux gouvernements stigmatisent donc ensemble les « *interventionnistes américains et leur agression en Corée* », « *les colonialistes français et leur agression au Viet-nam* ». Dans son télégramme du 18 janvier 1953 à Chou En Lai, Giap affirme sa confiance dans « *l'amitié croissante entre les deux peuples* », amitié qui permettra au Viet-nam de conquérir son indépendance totale. Dans son discours du 19 décembre 1952, au Congrès de Vienne Kouo Mo Jo demandait d'arrêter les guerres en cours. Il rappelait un mot de M. Pleven déclarant que la France faisait en Indochine ce que les U.S.A. faisaient au Viet-nam. Il liait donc leurs deux gouvernements, associés dans une même condamnation. Les deux gouvernements et les deux peuples sont d'accord dans leur opposition à la formule du président Eisenhower « *faire battre les Asiatiques contre les Asiatiques* » qui provoqua dans toute l'Asie une farouche réprobation.

Des liens se nouent non seulement entre le gouvernement mais encore entre les peuples.

Ils ont pour base commune d'une part l'hostilité aux impérialismes, colonialismes et racismes occidentaux, par ailleurs le culte

de mêmes valeurs. Celles-ci peuvent être, tel le marxisme, importées d'Occident. On ne peut douter qu'elles n'aient subi en Chine et au Viet-nam un infléchissement analogue. Cette action n'est pas due à une influence réciproque ou à l'action d'un même maître mais à l'adaptation raisonnée à un niveau économique voisin, à de mêmes structures sociales, aux thèmes profonds d'une même culture millénaire.

Les deux peuples sont ainsi rapprochés par un commun effort contre leurs ennemis et contre eux-mêmes.

Ils sont rapprochés aussi par des intérêts permanents. La Chine n'a admis qu'en raison de son anarchie l'établissement à ses frontières d'un envahisseur étranger qui ne cachait pas son désir de pénétrer ensuite sur son territoire[1]. En 1882 un document chinois affirmait : « Ce pays (le Viet-nam) est la barrière de l'Empire du Milieu.... C'est une petite nation qui sert à protéger les deux provinces du Yunnan et du Kouang-Si... Bien que situé en dehors nous ne pouvons pas l'abandonner[2]. »

Dès cette époque notre installation au Tonkin poussa l'empereur Tu Duc à envoyer à Pékin un tribut de vassalité qu'il refusait auparavant. Dès cette époque la Chine répondit à cet appel et son intervention aboutit à l'échec de Langson.

La Chine est aujourd'hui à la fois plus forte et plus sage. Ceux qui la provoquaient à plaisir en affirmant qu'elle n'interviendrait pas et ne cachaient pas leur désir de franchir le Yalu ont pu constater sa longue patience puis la vigueur de ses coups.

La Chine n'a aujourd'hui aucune raison d'intervenir directement en Indochine. Les forces vietnamiennes, celles des Khmers Issaraks et des Sathet Lao suffisent à tenir en équilibre les forces françaises. La Chine n'est donc pas menacée et ne désire pas l'extension du conflit.

On peut penser par contre que son appui serait plus grand si un effort accru des Français et des Américains rompait l'équilibre. Pas plus aujourd'hui qu'hier elle n'accepterait sans lutte la présence à ses frontières d'une forte armée étrangère associée ou soumise à un peuple dont les chefs ne dissimulent guère leur désir

1. C'est le désir de pénétrer au Jun Nan qui conduisit Dupuis au Tonkin L'établissement de la capitale administrative à Hanoï fut inspiré à P. Doumer par son désir d'étendre notre domination au Yun Non.
2. Cité in Masson, *Histoire de l'Indochine*, P. U. F. 1952, pp. 89-90.

de renverser par la force le régime que les Chinois ont librement choisi.

Peuples et gouvernements chinois et vietnamiens désirent sans nul doute éviter ce drame.

La Chine a toujours affirmé sa volonté de consacrer toutes ses forces à son développement intérieur. Son intervention en Corée ne s'est produite qu'après de nombreux et solennels avertissements, répétés par l'Inde.

Le Viet Nam a fait tous ses efforts pour lutter seul. Poussant à l'extrême les sacrifices de ses soldats, de ses ouvriers, de ses paysans, de ses cadres, de ses chefs, il a limité ses appels à l'étranger même ami. Il a prouvé ainsi, exemple pour d'autres peuples ou pour ceux qui ont l'impudence de se dire les représentants de son propre peuple, qu'il était digne de l'indépendance. Malgré les affirmations de ceux qui ne voient pas la poutre dans leurs yeux le Viet Nam n'est pas un satellite et fait des efforts héroïques pour ne pas le devenir.

La guerre creuse chaque jour un fossé plus profond entre le Viet Nam et nous. La France pourrait retrouver une place honorable en Extrême-Orient. Il serait absurde qu'elle proposât au Viet Nam de choisir entre la Chine et elle. On peut affirmer par contre que, désireux d'assurer son indépendance publique, économique et culturelle le Viet Nam désire tempérer l'influence d'un voisin trop puissant par celle d'autres influences. Il tient à notre culture et à l'amitié du peuple français qu'il ne crût jamais son ennemi.

La Chine ne voit pas non plus en nous un ennemi. Sa politique des minorités, comme sa politique extérieure prouvent le respect qu'elle a de l'indépendance ou de l'autonomie et de la personnalité des autres États et des autres nations.

Marcel Ner.

II. - DE LA GUERRE A LA PAIX

« Loss of China », — *la perte de la Chine — cette expression* *achinale, et presque rituelle, sous la plume des journalistes et* *es politiciens américains, mesure-t-on le mépris de l'homme* *u'elle implique? Perdue pour qui, la Chine, alors que pour la* *remière fois, elle peut se reconnaître, dans le régime qu'elle s'est* *onné! Mais parce que ces politiciens, ces journalistes, comme* *s gouvernements qui se succèdent à Paris, sont incapables de* *mprendre le mouvement qui soulève l'Asie, ils traduisent tout* *ı termes de stratégie et de conquête. On en arrive alors tout natu-* *llement à la formule électorale d'Eisenhower que la France* *nte aujourd'hui d'adapter à son propre usage :* « *Que les Asia-* *ques combattent les Asiatiques!* »

Dire la signification de l'éveil de l'Asie, la parenté profonde *ıi unit tous les mouvements d'émancipation des peuples colo-* *iaux ou dépendants — que ces mouvements soient, ou non,* *mmunistes — et que traduit par exemple une certaine solidarité* *l'Inde et de la Chine, excéderait les limites de ce numéro. Du* *oins convient-il de montrer sur l'exemple du Viet-nam le méca-* *isme de désagrégation d'une économie colonialiste. La rupture* *ı mécanisme impérialiste, la régression de l'économie coloniale* *un stade primitif, l'abandon final de l'ex-colonie par les capi-* *ux* « *sains* » *(d'un point de vue capitaliste) qui cèdent la place* *une séric de phénomènes morbides (trafics, spéculations etc...)* *rmettent seuls de comprendre le caractère pris aujourd'hui par* *guerre d'Indochine.*

Henri Moscat.

UN ÉCHEC : 50 ANS DE COLONIALISME ÉCONOMIQUE EN INDOCHINE

Si le colonialisme se manifeste comme un phénomène politique — dans l'asservissement d'une nation à une autre — ses données n'en sont pas moins essentiellement économiques, quand on n'entend pas le justifier par ses « bienfaits » économiques... Ainsi, à l'origine et au déclin de la colonisation française en Indochine trouvons-nous des déclarations comparables émanant toutes de personnages officiels. Seules ont changé leur ton, leur rôle. Elles n'ont plus le même sens. Pas de doute, ni de crainte, ni aucune espèce de scrupule au début : la France est le vainqueur, et la Civilisation, de surcroît. Elle a droit à tout. Nous sommes dans la belle époque du « pacte colonial ». En 1891 (soit quatre ans après la fondation de l'Union indochinoise), Etienne le déclare très haut : « J'appartiens à cette école qui veut que les colonies soient absolument réservées au marché français. » Et Méline, directeur de l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture, précise : « Dans une bonne organisation coloniale, la production coloniale doit se borner à fournir à la métropole des matières premières ou des produits qui n'aient pas de similaire chez nous. Mais si, sortant de cette fonction, la production coloniale vient à faire à la nôtre une concurrence ruineuse, elle devient un dangereux adversaire. » Voici toute une politique économique coloniale définie — celle-là même dont nous constatons aujourd'hui la faillite. Aussi entendons-nous maintenant un autre son de cloche. Les mots sont presque les mêmes. Seul leur sens a changé, le ton du discours. Nous ne pouvons ni quitter l'Indochine, ni négocier, ni céder sur rien (sauf à

ın gouvernement-fantôme), mais c'est pour sauvegarder le légitimes intérêts. Entre autres, les intérêts économiques rançais en Indochine. « Tous les hommes qui n'ont pas e jugement obscurci par la haine reconnaîtront que nous ıvons en Indochine des droits et de légitimes intérêts. Nous ıvons beaucoup semé, et nous n'avons pas honte de dire que nous ne voulons pas être frustrés de la récolte. » (Discours de M. Bollaert, le 15 mai 1947.) Le vainqueur s'est u ; maintenant, c'est le plaignant qui réclame. Mais tou-ours il s'agit d'abord de la France et de l'Indochine *pour a* France. Nous réclamons de toucher les dividendes du acte colonial. Auparavant, nous parlions force ; mainte-ıant, nous invoquons le droit. Encore faudrait-il savoir quelles furent, au juste, ces semailles et à quelle récolte M. le Haut Commissaire fait si noblement allusion. Et si es semailles ont bien provoqué une abondante récolte — t si cette récolte est autre que de fruits pourris...

La loi du 11 janvier 1892 déclarait l'Indochine « colonie ssimilée », posant ainsi le cadre légal dans lequel, pendant oute la première moitié du XXe siècle, allaient s'effectuer es rapports commerciaux entre la France, l'Indochine et es autres puissances économiques. Les produits de la métro-ole entrent en franchise en Indochine ; les produits étran-ers doivent y payer, pour leur entrée, les mêmes droits u'en France. Par réciprocité, la franchise sera accordée n règle générale aux denrées indochinoises entrant en rance. Technique de l'alignement qui joue, de toute évi-ence, au plus grand dam des Indochinois. Ainsi, les Indo-hinois paieront-ils bon marché les produits dont les métro-olitains ont besoin et cher ceux dont ces mêmes métropo-itains n'ont pas besoin — mais dont eux, Indochinois, ont esoin, à moins qu'ils ne viennent de la métropole. Des érogations étaient prévues : loin d'assouplir le système, lles le rendent plus rigide et plus défavorable à l'Indo-hine. Le gouvernement français avait promis des détaxa-ions sur les produits japonais et chinois ; ces promesses e sont pas tenues, et ces produits (non essentiels pour la nétropole), taxés lourdement. Par contre, le café, le thé u le poivre indochinois ne bénéficient que de tarifs insuf-

fisamment allégés et souvent remaniés par rapport aux marchandises d'importation étrangère. Ainsi toute l'économie indochinoise se trouve-t-elle mise en coupe réglée par l'économie métropolitaine — réduite à un rôle de fournisseur aveugle et de zone d'écoulement obligé. La loi de 1928, conçue à l'origine dans un esprit plus libéral, aboutit en fait à renforcer ce régime protectionniste — sous la pression des groupements d'intérêts européens en Indochine. La France fait du marché indochinois un terrain de chasse gardé, bientôt une réserve artificielle.

L'analyse des mouvements commerciaux le montre assez. Quant aux produits, il s'agit, pour les exportations, de matières premières, agricoles ou industrielles, produits d'une économie de grandes plantations ou d'exploitations minières élémentaires :

Valeur des principales marchandises exportées (*en % de la valeur totale des exportations*) *:*

Moyenne :	1913-17	1928-32	1938
Riz et dérivés	65,3 %	62,6 %	35,8 %
Caoutchouc	0,8 —	3,0 —	21,8 —
Maïs en grains	2,9 —	4,1 —	17,8 —
Houille	2,1 —	5,5 —	4,4 —
Poissons secs, salés, fumés..	3,7 —	4,4 —	3,4 —
Etain	—	—	2,6 —
Ciment	—	—	0,9 —
Kapok	—	—	0,8 —
Poivre	1,0 —	2,1 —	0,6 —
Coprah	0,7 —	0,7 —	0,6 —

Pour les importations : de produits européens, peu ou mal adaptés aux nécessités de l'Extrême-Orient, et, pour la plupart, de consommation immédiate. Ainsi, en 1937, les produits fabriqués représentaient 62 % en valeur des importations — et parmi eux c'étaient les tissus (de coton) qui venaient au premier rang, avant même l'outillage nécessaire à l'équipement industriel du pays. De plus, pour une très large part, ces marchandises étaient destinées à satisfaire la clientèle européenne installée en Indochine.

On comprend, dès lors, que la clientèle (pour l'achat et pour la vente) de l'Indochine se restreigne de plus en plus. Jusqu'en 1914 et même jusqu'en 1920, la part de l'Extrême-Orient dans le commerce indochinois était supérieure à celle de l'ensemble français, qui l'emporte ensuite progressivement. En 1930, l'Extrême-Orient et l'ensemble français se partagent à parts égales le marché indochinois (mais c'est l'Extrême-Orient qui fournit les produits lourds et de peu de valeur, la France les produits valorisés). La crise survient. L'Indochine est très atteinte. Le système se ferme : la France et ses colonies deviennent, de très loin, le principal client et fournisseur de l'Indochine. En 1937, elles assuraient 58 % (en valeur) de ses importations et 52 % de ses exportations.

L'évolution s'est faite dans le sens contraire de l'évolution normale d'un pays colonisé. Les rapports commerciaux entre la France et l'Indochine reposent sur une réglementation de plus en plus rigoureuse, de plus en plus artificielle. Sans doute, la balance des comptes indochinoise est-elle créditrice, mais cette prospérité n'est qu'apparente. Elle repose à la fois sur une perpétuelle instabilité monétaire (la piastre, d'abord fondée sur l'argent, est, en 1930, rattachée à l'or, puis, en 1936, convertible seulement en billets de banque français au taux de 10 francs pour une piastre) et sur une économie dans l'étroite dépendance de celle de la métropole et régie exclusivement dans l'intérêt de cette dernière.

Pareille dépendance — avec les dangers qu'elle comporte et une assurance de régression, à plus ou moins longue échéance, pour peu que l'économie métropolitaine subisse la moindre crise — apparaît encore mieux quand on examine le financement de l'activité économique indochinoise.

Les finances publiques indochinoise sont caractérisées par un constant accroissement de la dette publique — et, par suite, par une charge de plus en plus lourde des arrérages de cette dette (presque entièrement contractée auprès de la métropole). En 1938, ces arrérages représentent près de 20 % du budget général. Reste alors à laisser ou à faire jouer l'inflation. « L'Indochine serait écrasée sous sa dette si les jeux opposés de la hausse de la piastre et de la baisse

du franc n'avaient pas allégé ses charges dans d'énormes proportions. » (A. Touzet, Paris, 1938.) Le niveau de vie demeure très bas ; le système fiscal insuffisant et, par définition (ainsi que dans tous les pays coloniaux), inefficace. La mise en valeur de l'Indochine dépend donc ou d'un apport de capitaux publics français, ou d'un apport de capitaux privés. Apport d'autant plus problématique que, nous l'avons vu, toute prospérité économique indochinoise est artificielle et sensible à l'extrême aux fluctuations de la situation économique mondiale.

Dans ces mouvements de capitaux (pour une très grande part français), trois périodes peuvent être distinguées. Jusqu'en 1920, très peu de capitaux s'investissent en Indochine. Il s'agissait au mieux d'efforts partiels et dispersés, portant sur des entreprises à gros rendement, tels que des sociétés d'exploitation minière soucieuses de profiter, au plus vite, des possibilités immédiates du sous-sol indochinois ; 492 millions de francs-or furent ainsi investis entre 1888 et 1918, dont 249 dans les mines, 128 dans les transports, 75 dans le commerce et seulement 40 dans l'agriculture. A partir de 1920, grâce à l'abondance des ressources monétaires nées de l'inflation, à la dépréciation du franc et au cours de la piastre considérée comme monnaie-refuge, l'Indochine connut un relatif afflux de capitaux, d'abord dans l'agriculture (particulièrement dans les grandes plantations françaises d'hévéas et de maïs), en second lieu — cette fois de façon plus cohérente — dans l'industrie minière et dans le commerce. De 1924 à 1930, les sociétés indochinoises ont émis des titres pour 2.870 millions de francs dont 1,272 pour les cultures, 653 pour les mines, 606 pour les autres industries, 174 pour les transports, 363 pour le commerce et 745 pour les banques et sociétés immobilières. La superficie des plantations d'hévéas passait du même coup, de 1920 à 1929, de 15.000 à 100.000 hectares. C'était l'âge d'or du capitalisme colonial. De nouvelles sociétés se créaient. La tendance était à la spéculation et à la hausse. Du moins, l'Indochine en bénéficiait-elle sous forme d'investissements — encore que ces investissements aient affecté beaucoup plus le secteur européen que le secteur indigène, dont les activités traditionnelles déclinaient

ı mesure, en raison de la ségrégation économique qui était le règle, sauf en Cochinchine.

La crise de 1930 marqua le brusque arrêt de cet afflux le capitaux. Plus même, elle provoqua, pour l'Indochine, ıne véritable panique, la fuite des capitaux, leur perte — ›ref, un massif désinvestissement. De 1929 à 1937, les pertes ›ar dissolution des sociétés et par réduction de leur ·apital s'élèvent à 1.255 millions de francs (respectivement ›05 par dissolutions, 750 par réduction du capital). Soit, ınsi que le note Ch. Robequain [1], « si l'on prend en con-idération les dettes contractées par les sociétés auprès des ›anques, un milliard et demi de détérioration, de 1930 à 939, du capital investi en Indochine, chiffre qui prend oute sa valeur quand on le rapproche du capital nominal es seules sociétés anonymes françaises d'Indochine — de 'ordre de deux milliards de francs — qui représente la raction la plus importante des capitaux investis par les ociétés établies en Indochine ». Désinvestissement qui se hiffre, pour l'agriculture à 306 millions de francs, pour es entreprises industrielles à 159 millions, pour les entre-rises commerciales à 150, pour les sociétés minières 104. Mais, si l'on considère l'importance relative de ces pertes » par rapport aux capitaux investis dans chaque omaine, on s'aperçoit que c'est le commerce qui est le lus touché, puis les entreprises industrielles — l'agriculture e venant qu'en troisième lieu. Cette crise marque donc ne sorte de régression, traduisant le degré de stagnation conomique auquel le régime du pacte colonial réduit 'Indochine. Une certaine reprise se manifeste sans doute n 1936 — reprise qui porte essentiellement sur des inves-ssements dans les mines et l'industrie — mais elle n'est que e très faible envergure (en 1936-1937, 23,5 millions de rancs sont affectés aux mines et 57,2 aux industries). Le roblème essentiel demeure le manque de capitaux — mena-és de plus en plus par l'instabilité de la piastre liée au anc — et le resserrement des débouchés extérieurs — consé-uence du malthusianisme économique français.

1. *L'évolution économique de l'Indochine* par Charles Robequain, Paris 939. Ouvrage exhaustif auquel, j'emprunte la majorité des chiffres ı ce qui concerne l'avant-guerre.

Le système économique franco-indochinois a fait la preuve de sa stérilité. Il ne dure plus que soutenu par les artifices d'une réglementation abusive ou de tractations financières qui, si elles enrichissent certaines sociétés, ruinent et l'Indochine et le Trésor métropolitain. Le développement économique indochinois est bloqué à un niveau d'économie de grandes plantations et d'exploitations minières qui épuisent les réserves faciles d'accès, sans veiller à leur remplacement grâce à des prospections systématiques (ce sont, paradoxalement, les Japonais qui, lorsqu'ils occupèrent l'Indochine, mirent à jour les importants gisements de phosphates de la vallée du Fleuve Rouge). Le peuple indochinois est tenu, pour une large part, en dehors du circuit économique.

Mais l'apparente prospérité de 1939 pouvait encore faire illusion. La guerre, la rupture des liens avec la métropole, l'appauvrissement du pays à la suite de l'invasion japonaise, la guerre colonialiste enfin, vont révéler l'échec de cette politique coloniale, sur tous les plans et singulièrement sur le plan économique. Et ce n'est pas à une « récolte » que nous assistons — plutôt à une mise au pillage, à un démembrement général de l'économie colonialiste indochinoise, à la fuite de ces « légitimes intérêts » pris de panique et soucieux de prospérer ailleurs.

L'autonomie commerciale fut bien rendue par décret, en 1940, à l'Indochine — le phénomène premier de ces années fut la guerre et l'extraordinaire appauvrissement qu'elle provoqua dans toute la péninsule. Le commerce indochinois tomba à presque rien : en 1945, les importations s'élevaient à 15.000 t., les exportations à 60.000, toutes en provenance ou à destination des pays voisins de l'Extrême-Orient. D'autre part, on chiffrait à près de 3 milliards de piastres les dommages causés par la guerre — sans compter que cette période de cinq ans avait constitué pour l'Indochine une période de stagnation économique à peu près totale (sauf les quelques travaux de prospection minière entrepris par le Japon). L'Indochine était plus que jamais tributaire de l'étranger, singulièrement d'une métropole affaiblie. Dès 1946, les courants d'échanges commerciaux reprennent. La part de la France et de l'Union française

s'y accroît par rapport à l'avant-guerre. Mais un phénomène essentiel intervient alors : la balance commerciale de l'Indochine n'est plus, à partir de 1947 (1946 a été une année relativement favorable : écoulement de certains stocks qui n'avaient pas trouvé de débouchés pendant la guerre), excédentaire, comme elle l'avait toujours été — mais déficitaire. Et ce déficit va augmentant d'année en année. Ainsi, sur la base de 100 en 1938, les importations sont à l'indice 117 pour l'année 1948, puis à 133 pour le premier semestre de 1949 ; les exportations, respectivement, à l'indice 39, puis 33. Le déficit croît avec régularité : en 1947, de 501 millions de piastres (la piastre vaut, depuis le 25 décembre 1945, 17 francs), il passe en 1948 à 1.186 millions, en 1949 à 2.795, en 1950 à 2.816, en 1951, à 3.200 environ. Le déficit total de 1947 à 1951 est donc le plus de 10 milliards de piastres — ce qui équivaut à près de 180 milliards de francs. A ce déficit de la balance commerciale, il faut encore ajouter celui de la balance des paiements, évalué, bien que la balance des paiements de l'Indochine ne soit pas régulièrement publiée, à près de 50 milliards de francs par an pour 1949 et 1950 — ce qui double presque le déficit global par rapport au déficit commercial.

Quelle est la signification de pareil déficit ? Doit-on en voir la cause dans la liberté des échanges en matière postale douanière et commerciale, ainsi que dans l'établissement de régimes préférentiels réciproques entre les pays de l'Union française et l'Indochine, qui furent décidés à la Convention inter-Etats de Pau, le 30 novembre 1950 ? Personne n'irait jusqu'à le prétendre. Du reste, ce déficit lui est largement antérieur et, depuis, ni le sens, ni l'importance des courants commerciaux des Etats d'Indochine n'ont changé (la France reste leur principal client et fournisseur — elle l'est même de plus en plus, nous en verrons la raison). Alors, ce déficit de la balance commerciale ne correspondrait-il pas à un progrès, à un plus intense effort d'équipement de l'Indochine ou à une consommation indigène accrue et celui de la balance des paiements à une production permettant aux sociétés de disposer d'importantes disponibilités ? Il n'en est rien. La guerre, nous l'avons vu, a considérablement appauvri le pays. De nombreuses

sociétés qui se trouvent dans des zones sous contrôle exclusif de la République populaire du Viet-Nam ont abandonné leurs exploitations (mines d'étain, de tungstène, de zinc des provinces de Cao-Bang et de Tuyen-Quang — charbonnages de Dong-Trien...). L'importation des biens d'équipement (fer, acier, métaux, machines) diminue régulièrement depuis 1949 et l'approvisionnement de la population vietnamienne en produits alimentaires et en objets fabriqués n'a pas augmenté depuis 1938. Les importations restent essentiellement « européennes », destinées à satisfaire les besoins des Européens (singulièrement des métropolitains) d'Indochine et à nourrir la guerre.

Nous assistons maintenant à un processus de détérioration de plus en plus rapide d'une économie de type colonial. Pleine période de « liquidation » — sous l'effet combiné de la guerre, du trafic des piastres et des efforts des sociétés préoccupées de tirer, le plus rapidement possible, le maximum de bénéfices de leur situation en Indochine et d'évacuer au plus tôt leurs capitaux. Jusqu'en 1947, les financiers français misaient encore sur le développement et l'exploitation économiques de l'Indochine : le 30 juillet 1946, était fondée la *Société des Phosphates de l'Extrême-Orient*, et c'est encore en 1947 que fut établi le plan de reconstruction, de modernisation et d'équipement de l'Indochine qui prévoyait, en dix ans, l'investissement de 1 milliard et demi de piastres, dont un dixième seulement devait être demandé aux capitaux locaux. A partir de 1948, la situation s'était renversée et commençait cette véritable mise à sac de l'Indochine dont le budget français fait les frais. Ainsi que le notait Jacques Armel [2] : « Il y a en fait conversion des fonds publics budgétaires français en fonds privés », puisque c'est le budget français qui doit couvrir le déficit de la balance des paiements de l'Indochine. Et ces fonds privés quittent bientôt la péninsule pour s'investir ailleurs, particulièrement en Afrique Noire.

La situation économique actuelle en Indochine peut donc être caractérisée — d'une part, par une régression de la production, d'autre part, par une augmentation spécula-

1. *L'Observateur* du 12-6-1952 : *L'avenir économique de l'Indochine* (II) *bénéfice avant liquidation*, par Jacques Armel.

tive des bénéfices et, dans le domaine international, par la fuite des capitaux, un désinvestissement accéléré au profit d'autres territoires coloniaux grâce au trafic des piastres et aux dépens du budget français.

Alors que la consommation intérieure n'a pas augmenté, il n'a été exporté en 1951 que 330.000 tonnes de riz contre 1.680.000 en 1938, 180.000 tonnes de charbon contre 1.800.000 en 1938, 50.000 tonnes de maïs contre 542.000, 600 tonnes de poivre contre 5.500, 13.000 tonnes de ciment contre 150.000. Seul le tonnage du caoutchouc exporté est à peu près comparable à celui de 1938. C'est assez marquer la baisse de la production et sa détérioration globale. Les sociétés européennes cessent leur exploitation dans celles de leurs installations qui se trouvent dans des zones sous contrôle exclusif de la République populaire du Viet-Nam ; d'autres sollicitent (et obtiennent) l'autorisation de réinvestir leurs dommages de guerre dans des territoires de l'Union française autres que l'Indochine (par exemple, la *Société des Papeteries d'Indochine*). Mais le procédé le plus courant — particulièrement dans les sociétés de plantations — consiste à pousser la production jusqu'à l'épuisement des exploitations encore sous leur contrôle : c'est notamment le cas pour le caoutchouc. La superficie d'hévéas actuellement exploitée est à peine égale à la moitié de celle de l'avant-guerre, la main-d'œuvre réduite aussi de moitié, la production comparable — c'est dire qu'il s'agit ici d'une exploitation intensive, sans souci de renouvellement des plantations. Ainsi, les bénéfices augmentent-ils très rapidement : en 1950, 14 sociétés de culture d'hévéas produisant 41.000 tonnes de caoutchouc, avouent des bénéfices de plus de 4 milliards, cependant que le rendement moyen par hectare passe de 780 kilos à plus d'une tonne, ceci dans les pires conditions d'exploitation. Cet accroissement des bénéfices est, du reste, général. Alors qu'on estimait leur montant à 500 millions de francs en 1946 pour les principales sociétés financières, il s'est élevé à 8 milliards environ en 1950. Le mouvement s'accentuait encore entre 1950 et 1951, puisque, pour maintes sociétés, ces bénéfices passaient alors du simple au double : pour les *Terres Rouges*, de 678 millions de francs en 1950 à 1.326 millions en

1951 ; pour l'*Electricité d'Indochine*, de 61 à 157 ; pour les *Ciments Portland*, de 30 à 112, et pour la *Banque d'Indochine*, de 349 à 502. Ceci sans immobilisations correspondantes ; au contraire, puisque le principal souci de ces sociétés est actuellement d'évacuer la plus grande partie possible de leurs capitaux hors de l'Indochine. La fuite des « intérêts légitimes français » s'organise ainsi sur une très grande échelle — le cours de la piastre (17 francs pour une piastre jusqu'au récent décret d'alignement sur 10 francs) apportant une plus-value (uniquement monétaire et dont tout le poids est supporté par le Trésor français) aux sommes ainsi prélevées sur l'économie indochinoise. Les sociétés d'Indochine prennent des participations dans des sociétés opérant hors d'Indochine ; parfois, elles créent des filiales en Afrique Noire. Ainsi [1], *les Brasseries et Glacières d'Indochine*, qui participent à la fondation de la *Société des Brasseries de Côte d'Ivoire* ; la *Société française d'Entreprises et de Dragages de Travaux publics* (dont l'activité était ancienne en Indochine) à celle de la *Société sénégalaise de Précontrainte industrielle* ; la *Société indochinoise forestière et des allumettes*, avec MM. A. Bessy, de la Banque Franco-Chinoise, et J. Maxime-Robert, de la Banque d'Indochine, à celle de la *Compagnie africaine forestière et des allumettes*, pour plus de 30 millions de francs C.F.A. Et c'est la *Banque d'Indochine* qui montre l'exemple, fin 1948, ouvrant des succursales à Djeddah, en Arabie Séoudite, à San Francisco, à Port-Vila, prenant des participations bancaires aux U.S.A., en Amérique du Sud (notamment au Brésil), investissant d'importants capitaux en Afrique Noire, au point que le président de son Assemblée générale pouvait se féliciter de « l'amélioration de la répartition de nos risques géographiques » et déclarer, fin septembre 1950, que « l'ensemble des investissements de la société en Chine, en Indochine et dans le Sud-Asiatique ne représentait plus que le huitième du portefeuille-titres ». De même pour le Crédit Foncier de l'Indochine, qui a transféré près de 95 % de son actif en France et en Afrique (en Tunisie notamment).

Faits d'une importance capitale et devant lesquels l'igno-

1. Cité d'après l'article de H. Lanoue : « La fuite des capitaux de la relève américaine au Viet-nam » *Cahiers internationaux*, décembre 1951.

rance ou l'aveuglement (volontaire ou involontaire) des gouvernants métropolitains étonne ou scandalise — par exemple, lorsque M. Paul Couston, président de la Commission industrielle à l'Assemblée Nationale, déclare, à son retour d'Indochine : « J'attache une très grande importance au fait que les industries s'équipent et investissent leurs bénéfices dans leur propre négoce en Indochine. Ceci prouve la foi dans l'avenir de paix et de prospérité économique [1]. » Encore conviendrait-il de se demander dans quelle mesure les transferts mentionnés ci-dessus se font sans ou avec la complicité des fonctionnaires de l'O.I.C. (Office indochinois du change) ou grâce à de plus puissantes complicités — dans quelle mesure aussi les sommes ainsi déplacées alimentent le trafic des piastres, dont on commence à savoir que, tout en alimentant la guerre, il coûte près de 200 milliards par an à la France. Et si les « intérêts légitimes » tant invoqués ne sont pas ceux seulement de sociétés soucieuses de profiter au maximum de l'Indochine (fût-ce au prix de la dégradation économique de tout le pays) avant d'aller s'investir ailleurs.

Dès 1931, l'échec du système du pacte colonial était apparu clairement. Restait cependant un espoir (ou un alibi), celui d'un nouvel afflux de capitaux et d'une mise en valeur à plus ou moins longue échéance de l'Indochine. Aujourd'hui, cette économie de type colonialiste elle-même a, dans une large mesure, disparu. Seule subsiste une économie de liquidation, faite de trafics sur la monnaie, d'exploitation abusive des ressources naturelles les plus accessibles et d'un transfert continu de l'argent du budget français au profit de capitaux privés en fuite. Et les sommes dépensées par l'Etat français, tant pour la guerre que pour couvrir le déficit de la balance des paiements de l'Indochine, suffiraient pour indemniser en un an environ *tous* les intérêts français qui y subsistent encore. Même le réajustement de la piastre à un cours normal ne peut plus, dans les circonstances présentes, rétablir la situation. M. David Bruce, ambassadeur des Etats-Unis en France, ne notait-il pas lui-même en 1951 : « La France pourrait facilement dédom-

1. Cité d'après Ch. Despuech « Le trafic des piastres » Ed. des Deux Rives, Paris 1953.

mager avec 250 millions de dollars tous ceux des siens qui se sont établis en Indochine (soit le septième du montant total, valeur actuelle des investissements français en Indochine, en 1939). Il suffit de comparer ce chiffre (soit environ 100 milliards de francs) à ce que coûte à la France l'actuelle débâcle de l'économie colonialiste indochinoise, pour se rendre compte du degré *d'appauvrissement* de la « récolte ».

Henri MOSCAT.

C'est ici que triomphent les défenseurs de la civilisation occidentale, les champions désintéressés du « monde libre ». La France n'a plus intérêt *à demeurer en Indochine : est-il meilleure preuve de la pureté de ses buts, de la grandeur désintéressée du combat qu'elle mène? La vérité, ajoute-t-on, c'est que cette guerre nous a été imposée — et que l'abandonner serait capituler devant une entreprise communiste de domination mondiale. La France, conclut-on, ne se bat pas pour elle-même mais pour la liberté dans le monde, et notamment celle des peuples d'Indochine. Sa victoire sera le signal de son départ ; mais elle ne peut se retirer qu'après avoir garanti au Viet-nam un gouvernement indépendant. Ou, comme dit Raymond Aron : « Nous partirons lorsque les Vietnamiens pourront se donner librement un gouvernement non communiste. »*

C'est ici qu'apparaît l'articulation secrète du raisonnement sur l'indépendance de Bao-Daï et la dialectique délirante du monde communiste et du « monde libre ». Postulat : on ne peut pas être libre et *communiste ; un communiste étant, par définition, un esclave, aucun être sain de corps et d'esprit ne choisira librement le communisme. Conclusion : accorder la liberté à un peuple, c'est prendre les mesures nécessaires pour qu'il ne devienne pas communiste. Mais s'il le veut? — C'est qu'il se trompe : le com-*

ıunisme, nous le connaissons mieux que lui. Nos méthodes, joutent ces hommes éclairés, ne sont peut-être pas toujours très ecommandables. Du moins sont-elles cent fois moins horribles ncore que les méthodes communistes dont nous préservons ces ıalheureux. Ainsi, pourvus à bon compte de la meilleure ɔnscience du monde, sûrs par définition que tous les crimes ctuels d'une démocratie (il s'agit, ici, de la France) ne peuvent ;aler en horreur les crimes futurs d'une hypothétique domina-on soviétique, nous répandons sur d'ingrats Vietnamiens le ıapalm qui permettra infailliblement de séparer le bon du auvais nationalisme. Tel est le dernier état d'une politique ançaise dont Claude Bourdet présente les acteurs et Jean ouillon les avatars :

aude Bourdet.

LES HOMMES DE LA GUERRE

Il faut juger exactement l'intervention des chefs politiques et litaires dans le déroulement historique. Ce qui paraît déter-ner la courbe générale de l'histoire, prise de siècle en siècle, ce ıt les transformations économiques, biologiques et idéologiques ectant des peuples entiers, voire à certains moments, des sec-ırs de la planète. Mais si l'on examine un intervalle plus bref, de elques années ou dizaines d'années, alors il est impossible chapper à la conclusion que l'intervention imprévisible des sonnes et les décisions individuelles, prises souvent pour des sons incommensurables avec l'importance des enjeux, ont erminé provisoirement l'allure des événements d'une façon

plus marquée que le jeu des facteurs sociaux collectifs; pour tout dire, ceux-ci fournissent un cadre, une source constante de probabilités, mais il demeure une liberté qui est à la merci des hommes. Au surplus les déterminismes, s'ils sont fixés dans leur nature profonde, ne le sont pas dans leur forme.

A un moment donné dans un pays, la transformation du système de production, l'accroissement de la population, la décadence des classes dirigeantes créent les conditions d'un renversement social; historiquement, celui-ci est certain, quelle que soit l'intervention des individus; on peut dire que l'ordre existant à 50 ou 100 ans de là, aura été sûrement bouleversé. Mais la forme de cette transformation sera entièrement différente, révolutionnaire ou évolutionniste, pacifique ou sanglante, suivant que certaines initiatives, ou certaines autres, auront été prises. La comparaison des histoires des différents pays placés dans des conditions similaires, montre que les classes dirigeantes, les classes exploitées, et leurs chefs respectifs ne réagissent pas toujours de la même façon devant des situations similaires, et par conséquent que, dans ce qu'on pourrait appeler la « modulation » humaine des phénomènes historiques, le rôle des initiatives individuelles est essentiel : il y a constamment des « nez de Cléopâtre », et qui marquent chaque pays de passion ou de calme, de ruines ou d'édifices, et différencient plus le visage des régions de la planète que la progressive et universelle transformation du système de production.

Et c'est cette double conception, d'une histoire déterminée dans son cours général, mais extrêmement accessible dans chaque cas particulier aux modifications, dues à la volonté ou à l'erreur, qu'il faut toujours avoir présente à l'esprit pour résister au penchant d'un certain marxisme simpliste qui fait de tout événement le résultat du jeu fatal de forces collectives, de tout individu le représentant nécessaire dans toutes ses actions du groupe social auquel il appartient, ce qui aboutit, à la limite, à une espèce de quiétisme optimiste ou morose devant une histoire devenue inévitable, et donc sans intérêt.

Dans le cas précis qui nous occupe, celui de la guerre d'Indochine, l'antagonisme fondamental, qui est à la source du conflit, est celui du colonialisme agraire, industriel et administratif s'opposant à la prise de conscience et à la poussée revendicatrice du peuple vietnamien surgissant du choc de la deuxième guerre mondiale et de l'affaiblissement de la France en Extrême-Orient;

l ne s'ensuit pourtant nullement que le conflit sous sa forme pré-ente eût été inévitable. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer 'attitude de deux hommes se ressemblant superficiellement par eaucoup de traits, et dont les actes conduisirent les relations ranco-vietnamiennes sur deux chemins radicalement différents.

Le général de Hautecloque, alias « Leclerc », et l'amiral Thierry 'Argenlieu appartenaient tous deux à l'aristocratie catholique rançaise. Tous deux avaient rejoint, dès les premières heures, les 'orces Françaises Libres, et par cette rupture avec l'attitude énérale des classes possédantes françaises, manifesté qu'ils 'étaient pas entièrement conditionnés par leur milieu social. Tous eux étaient des militaires, tous deux furent chargés par le général e Gaulle d'une mission de premier plan en Indochine. Tous deux rouvèrent le pays, au moment où ils débarquèrent en août 1945, ans un état d'extrême confusion. Aucun des deux ne pouvait voir sur l'avenir et sur le contenu réel du nouveau mouvement ationaliste du « Viet-minh » des idées bien précises. Tous deux ırent, dès leur arrivée, l'objet des pressions les plus énergiques u les plus subtiles des milieux français d'Indochine, poussant au ŀtablissement de l'état de choses ancien.

Mais à partir d'ici leurs chemins divergent. Le général Leclerc vait été chargé par de Gaulle du commandement supérieur des ›rces terrestres d'Indochine, sous les ordres de Thierry d'Argen-eu, haut-commissaire et commandant en chef des forces de terre, e mer et de l'air. La mission de Leclerc était en premier lieu exclu-vement militaire; lui-même n'avait certainement pas, à son rivée dans le pays, l'idée qu'il serait nécessaire de traiter avec s indigènes; son action, comme celle de d'Argenlieu, devait exercer dans le cadre de la déclaration du gouvernement provi-›ire du 24 mars 1945, prévoyant que la Fédération indochinoise ait constituée de cinq pays distincts, Cochinchine, Cambodge, nnam, Laos, Tonkin, le gouvernement fédéral étant présidé par gouverneur général et composé de ministres français et autoch-›nes, avec une Assemblée mixte franco-indochinoise : déclara-on d'une extraordinaire irréalité, eu égard à la situation en 1945 : qui, comme l'écrit Philippe Devillers dans son *Histoire du Viet-am*[1], était en retard de quinze ans.

La première phase de l'activité de Leclerc fut la reconquête de

1. Éditions du Seuil.

la Cochinchine, qui se fit d'autant plus facilement que le gouvernement d'Ho Chi-minh était loin, que la résistance indochinoise y était plus divisée que dans le Nord et que la direction du Comité exécutif du Nambo, organisation du Viet-minh dans le Sud, n'avait pas eu la sagesse et l'esprit politique que faisaient prévaloir, contre l'extrêmisme de droite et de gauche, Ho Chi-minh, Giam, Giap, et leurs collaborateurs directs.

En six mois, les forces de la résistance vietnamienne étaient provisoirement brisées dans le Sud. Ce succès aurait pu, semble-t-il, encourager le général Leclerc à l'intransigeance. Or, dès cette époque il songe à la négociation — le fait est prouvé, car en janvier, l'amiral d'Argenlieu envoie un rapport au général de Gaulle sur les tendances « capitulardes » de Leclerc. Le départ de De Gaulle permet à Leclerc de mener à bien son opération; se servant à la fois du prestige de l'Armée française qui vient de triompher en Cochinchine, de la crainte qu'inspirent la flotte et l'aviation, de l'inquiétude que cause au Viet-minh la présence dans le Nord de l'armée chinoise, et par-dessus tout, de la finesse politique de Ho Chi-minh et de son sens des réalités, Leclerc conclut avec le gouvernement républicain du Viet-nam, par l'intermédiaire du Sainteny, le traité du 6 mars 1946 qui va être pour quelque temps, et qui aurait pu être pour longtemps, la base de l'accord franco-vietnamien. Le 18 mars, Leclerc monte de Haï-Phong à Hanoï avec 1.000 hommes et une colonne blindée dont les chars portent au guidon les flammes françaises et vietnamiennes; son rôle est terminé.

Thierry d'Argenlieu

C'est à partir du retrait de Leclerc de la scène indochinoise que le sabotage commence. L'amiral d'Argenlieu, qui avait déjà fait campagne à Paris contre les projets de Leclerc et qui venait de rentrer en Indochine, déclarait au général Valluy deux jours après l'accord : « *Je m'émerveille, oui, mon Général, c'est le mot, je m'émerveille que la France ait en Indochine un si beau corps expéditionnaire et que ses chefs préfèrent traiter que se battre.* » Le 20 mars, à une réception donnée en l'honneur du roi du Cambodge, l'amiral, parlant devant cinquante personnes au chef d'état-major de Leclerc, évoque Munich en parlant de la politique du général[1].

1. P. Devillers, op. cit., p. 242.

Dès lors toute la politique de l'amiral d'Argenlieu va être tournée vers l'annulation de l'accord du 6 mars. Quelles ont été ses raisons? Il est difficile de le dire; peut-être écrira-t-il un jour des Mémoires où ses ressorts psychologiques pourront être éclairés. Ce qui est sûr c'est que d'Argenlieu n'était pas plus préparé que Leclerc à comprendre la véritable nature du mouvement vietnamien mais que, à la différence du général, il subit très rapidement l'influence des milieux qui ne voulaient à aucun prix de l'entente. Philippe Devillers attribue l'influence dominante au groupe d'Administrateurs de Saigon, Cedile, commissaire en Cochinchine, de Raymond, puis Pignon, conseillers politiques, Torel conseiller juridique, le premier libéral mais « chambré » par les colons, les trois autres réactionnaires et adversaires de toute liberté réelle des peuples d'Indochine.

Il ne faut sans doute pas négliger non plus l'influence qu'ont pu avoir sur d'Argenlieu, ancien officier de marine entré dans les Ordres et devenu Carme, puis revenu à la vie militaire à la mobilisation de 1939, les milieux catholiques français d'Indochine et, en particulier, les Missions. Dès avant la conquête du Tonkin, les Missions françaises en Indochine avaient joué un rôle politique. Elles avaient recruté des chrétiens dans les couches les plus arriérées de la population, puis s'étaient associées, et avaient poussé leurs ouailles à s'associer aux intrigues contre le pouvoir impérial d'Annam, attirant ainsi une répression qui fut non pas de nature religieuse, mais ainsi qu'il est bien établi par les historiens, de nature exclusivement politique. Ce fut cette répression qui, comme on le sait, servit de prétexte à la conquête. Au cours de celle-ci, les chrétiens vietnamiens, entraînés par leurs missionnaires, fournirent un gros contingent de « collaborationnistes ». Beaucoup de ces missionnaires firent une besogne purement militaire comme le Père Rivier, dressant la carte de la province de Nam Dim pour les troupes françaises, le Père Girod recueillant des renseignements sur l'ennemi en interrogeant ses fidèles après leur avoir fait prêter serment sur l'Évangile, le Père Tortuyaux, qui combattit à la tête de 250 miliciens catholiques, etc... En outre, dès l'établissement du protectorat, les missionnaires se firent attribuer, à proportion de leurs convertis, les terres réservées à l'entretien des pagodes; peu à peu, à partir de ce premier fonds avec l'aide de l'administration française, ils purent acquérir d'énormes domaines.

Tous ces faits contribuèrent à faire haïr le catholicisme et faire

mépriser les chrétiens par le reste des Vietnamiens. Le sentiment fut vivace et dura longtemps. La conséquence fut double et contradictoire. Dès les premiers moments du mouvement insurrectionnel de 1945, les catholiques vietnamiens se rallièrent en grand nombre, ainsi que leur clergé autochtone, au Viet-minh, afin de se réhabiliter dans la pensée de leurs compatriotes de la collusion de leurs parents et grands-parents avec les colonisateurs. Mais le clergé français d'Indochine et en particulier les Missions étrangères, ne pouvaient voir que d'un très mauvais œil le développement d'une situation qui les coupait de toute influence sur leurs coreligionnaires indochinois et qui risquait d'amener une réforme agraire dont les biens d'Église seraient victimes.

Ces influences religieuses jouèrent probablement exactement dans le même sens que celles des administrateurs centralistes et des colons, sur l'esprit de d'Argenlieu; au surplus l'amiral ne voulut jamais aller se rendre compte lui-même de ce qui se passait dans le Nord, comme le lui demandaient les gens sensés et en particulier Leclerc. A Saigon, le groupe qui entourait Cedile (le planteur eurasien Bazé, l'avocat Béziat, la journaliste Lachevrotière), le président Weil, fondateur de la loge maçonnique Corpudas, traitait les gens du Viet-minh de bagnards et de bandits. Un Français influent expliquait à un officier de l'état-major : « *Les Annamites sont des lâches ; dès que vous vous montrerez ferme, que vous sortirez la trique, brouttt ! ils f...ront le camp comme des moineaux*[1]. »

L'accord du 6 mars était valable pour toute l'Indochine; Ho Chi-minh avait accepté provisoirement la séparation artificielle du Tonkin, de l'Annam et de la Cochinchine, à laquelle se cramponnaient les Français, mais en revanche le gouvernement français s'était engagé à permettre l'unification si un référendum populaire en décidait ainsi : la suite des événements a montré que l'issue de ce référendum ne faisait dès ce moment là aucun doute, puisqu'il ne s'est trouvé aucun parti sérieux même parmi les éléments à la solde de l'Administration française pour continuer à défendre après 1948 le séparatisme cochinchinois. Pourtant c'est à cette séparation de la Cochinchine que d'Argenlieu va travailler de toutes ses forces. Le 12 mars, 6 jours après les accords, Cédile, pressé par les colons, déclara que si on parle du gouvernement

1. Devillers, op. cit., p. 157.

u Vietnam dans les accords du 6 mars, c'est par courtoisie; ce itre n'implique de la part du gouvernement français aucune econnaissance d'un gouvernement unique groupant les trois pays l'Annam, de Tonkin, de Cochinchine. Le 14 mars, à Paris, Marius Ioutet précise que la Cochinchine bénéficiera d'une Constitution l'État libre; le 26 mars, le conseil consultatif, émanation de 'administration et des colons, désigne le Docteur Thinh (homme ionnête qui se suicidera quelques mois plus tard devant le double eu français) comme *chef du gouvernement provisoire de la République de Cochinchine.* Le 17 avril d'Argenlieu, au lieu de laisser Io Chi-minh aller directement en France comme il en a le désir, ait ouvrir une conférence préparatoire à Dalat; en même temps, 23 avril, il envoie une mission cochinchinoise en France composée u colonel Xuan, de M. Tram Van Huu, du colon Bazé, et de l'administrateur Kresser. M. Pignon (dont il sera question plus tard) pparaît à Dalat pour soutenir la thèse française du maintien u statu-quo en Cochinchine — alors que les Vietnamiens veulent ne administration neutre, craignant que le référendum cochinhinois ne soit truqué par les Français et leurs créatures. Le 23 mai, s colons demandent la constitution immédiate du gouvernement rovisoire; le 26, la délégation Xuan revient de Paris et affirme voir été royalement accueillie partout, même par M. Thorez. Le er juin, on proclame la *République autonome de Cochinchine* — écision rigoureusement contraire à l'esprit des accords du 6 mars, uisqu'elle préjuge d'avance de la décision de la population ochinchinoise. Ho Chi-minh était parti le 31 mai pour la conférence e Fontainebleau : d'Argenlieu avait attendu ce départ pour cette remière trahison.

La politique « cochinchinoise » allait miner totalement toute iance d'accord à Fontainebleau. La délégation française à la onférence était présidée par Max André, du M.R.P. qui y faisait gure à la fois de représentant des intérêts financiers en Indochine t des « intérêts » catholiques — ces derniers conçus naturellement ans le sens colonialiste. Elle comprenait, outre quelques parlementaires et militaires, un nombre important de fonctionnaires armi lesquels Torel, déjà nommé, Bourgoin, beau-frère du ministre icthelm, et Pignon devenu le principal conseiller politique de 'Argenlieu. Dès l'ouverture de la conférence, le heurt entre la ntative française de maintien d'un séparatisme cochinchinois : la conception vietnamienne domine toutes les autres difficultés.

Mais comme si cela ne suffisait pas, d'Argenlieu, revenu à Saigon, convoque le 1er août à Dalat une conférence séparée — et visiblement séparatiste — comprenant des délégués du Cambodge, du Laos et de la Cochinchine. Finalement, à cause de ces prétentions françaises qui seront abandonnées deux ans plus tard et sans le moindre référendum pour obtenir l'adhésion de Bao Daï, Fontainebleau échoue en grande partie. Par chance, Ho Chi-minh, malgré l'opposition de droite et de gauche qu'il sait devoir trouver à son retour en Indochine, ne veut pas briser tout lien, et le président vietnamien signe avec M. Moutet le « modus vivendi » provisoire du 14 septembre 1946. La seule concession faite par le gouvernement français au désir d'unité vietnamien, c'est que « les libertés démocratiques » seront garanties en Cochinchine. Le 30 octobre, les guérillas de Cochinchine qui avaient repris progressivement leurs activités après la campagne de Leclerc, appliquent presque toutes le *modus vivendi* et arrêtent les hostilités, démontrant ainsi que le comité exécutif du Nambo, délégation du gouvernement d'Ho Chi-minh dans le Sud, exerce réellement son pouvoir sur presque tous les partisans du Sud vietnamien, à part quelques bandes de pillards comme les Binh Xuyen et les Hoa Hao qui d'ailleurs... rejoindront plus tard les troupes françaises. Le 18 octobre, Ho Chi-minh et d'Argenlieu se sont rencontrés à bord du *Suffren* en rade de Cam Ranh. Le 13 novembre, d'Argenlieu part pour Paris. Il a tout fait pour créer entre les Vietnamiens et les Français une situation impossible. Pourtant, malgré lui, les choses paraissent en voie de règlement. Il sera absent au moment du drame de Haïphong : ce qui fait qu'on ne peut lui imputer la responsabilité *directe* du déclenchement de la guerre. Mais sa responsabilité indirecte est, hélas! totale.

D'Argenlieu a laissé comme haut-commissaire intérimaire, le général Valluy, personnage sans scrupule, à la fois brutal et politicien, qui a flirté avec différents partis politiques français en fonction des probabilités de la politique métropolitaine. A côté de lui, comme conseiller politique, M. Pignon, partisan acharné de la politique « cochinchinoise », au surplus très lié avec les Missions en Indochine et le catholicisme conservateur en France. Il est peu probable que d'Argenlieu ait donné comme mission à Valluy et à Pignon de créer un incident grave; mais toute la politique menée à cette époque par les autorités françaises cherchait à rendre l'accord avec le Viet-minh impossible : or, malgré cela, et malgré

a vive agitation de l'extrême gauche et de l'extrême droite natio-
ıaliste vietnamiennes qui reprochaient à Ho Chi-minh ses conces-
ions, ce dernier persistait à vouloir s'entendre avec la France
resque à tout prix. Je n'ai pas à faire dans cet article l'historique
lu massacre de Haïphong, début véritable de la guerre franco-
ietnamienne. Il est certain que la consigne donnée directement
ar Valluy et Pignon au colonel Dèbes fut la cause de l'atroce
ombardement; l'amiral était en liaison de Paris avec Valluy et l'a,
e 24 novembre, encouragé à continuer. On peut même se demander
i les 20, 21 et 22, après le début de l'incident et avant le bombar-
lement, il n'y a pas eu d'autres contacts télégraphiques, tenus
ecrets ceux-là, entre Valluy et d'Argenlieu.

En tout cas, la présence à Paris de l'amiral permit de camoufler
otalement la réalité sur Haïphong, d'induire le gouvernement
n erreur, et d'entraîner le M.R.P. à une politique de force. A
artir de ce moment les initiatives de Valluy-Pignon feront tout
our aggraver la situation : ultimatum de Valluy du 27 novembre,
etard systématique imposé à Saigon au télégramme envoyé par
Io Chi-Minh le 15 décembre au président Léon Blum, ce message
e parviendra à Paris que le 26. La tension s'aggrave à Hanoï, les
endances extrêmistes prennent le pas dans le Viet minh sur celles
'Ho Chi-minh, de Giam et des modérés. Et c'est l'attaque du
9 décembre à Hanoï, où les responsabilités des différents chefs
u Viet minh et des provocations françaises seront sans doute éta-
lies par l'histoire. Toutefois, ce drame ne crée pas encore une
tuation irrémédiable : il n'y a que quarante victimes françaises,
t Ho Chi-minh qui a peut-être été un instant débordé, multiplie
s initiatives pour enrayer le conflit. Mais d'Argenlieu va se
ıarger de couper court à tout espoir.

A Paris, les journaux trompés par l'A.F.P. aux ordres du gouver-
ement ou volontairement silencieux, n'ont rien dit sur le mas-
ıcre de la population de Haïphong. Pour Hanoï les journaux de
roite grossissent énormément le nombre des morts, mettent tous
s torts du côté des Vietnamiens, les journaux de gauche n'osent
as mettre totalement en doute les informations truquées qui
ur parviennent. Le 20, d'Argenlieu est reparti pour Saigon;
alluy et lui « préparent » le voyage que Leclerc et le ministre
outet vont faire quelques jours plus tard.

Léon Blum a demandé à Moutet d'essayer à tout prix de sauver
paix. A son arrivée à Saigon, Ho Chi-minh lui a fait par radio

des propositions de paix et demande à le voir; cette initiative du président vietnamien a été prise en réponse à la demande d'un officier français de la Résistance d'Indochine qui accompagnait Moutet dans son avion et s'est précipité dès son arrivée pour prendre contact avec ses anciens camarades vietnamiens du maquis antijaponais. Mais d'Argenlieu et Valluy s'arrangent pour que Moutet ne puisse rencontrer le général Morlière, qui a tout fait pour essayer d'éviter le drame et qui connaît, lui, la vérité sur les événements de Haïphong et de Hanoï. De plus d'Argenlieu et Valluy interceptent une lettre manuscrite d'Ho Chi-minh à Moutet ainsi qu'un mémorandum daté du 31 décembre. Moutet ne comprendra rien à la situation et est pressé. Devillers parle d'un « voyage à la Potemkine ». C'est que le ministre veut rentrer à Paris car son élection à l'Assemblée risque d'être invalidée.

Le 2 janvier, l'amiral qui a déjà presque gagné la partie, déclare dans un interview « qu'il est désormais impossible de traîter avec Ho Chi-minh ». Pignon explicite et théorise cette affirmation le 4 janvier; Moutet confirme le 7 avant de repartir pour Paris.

Malgré tout, son entourage qui comprend mieux que lui ce qui se passe, veut à toute force gagner du temps. Quelqu'un pense à la possibilité d'un siège électoral aux Indes françaises; Moutet s'y arrêtera à son retour; il est convenu que s'il y a une possibilité d'élection, le ministre jettera son dévolu sur cette nouvelle circonscription, et, en attendant, reviendra immédiatement en Indochine. Mais à son escale dans l'Inde, Moutet débarque au milieu d'énormes manifestations de drapeaux rouges et drapeaux du Congrès Indien : désabusé, il remet immédiatement le cap sur la France. L'amiral a gagné.

Ai-je eu tort dans tout ce qui précède de mettre l'accent sur l'amiral? On me répondra que l'amiral n'était qu'un individu parmi beaucoup d'autres; à des titres divers, Valluy, Pignon et les autres administrateurs, les colons fanatiques et bornés, les caoutchoutiers et la banque d'Indochine, M. Max André et le M.R.P., l'inconsistant Moutet, sont tous responsables du côté français. De même, de lourdes responsabilités existent du côté vietnamien, tant du côté des dirigeants du comité exécutif dus Nambo, dans le Sud, pour la période allant de 1945 à 1946, que des extrémistes V.N.Q.D.D. et même, semble-t-il, de Giap, dans les derniers événements qui ont déclenché la guerre dans le Nord.

Mais, de même que les conséquences des violences ou provoca-

ons des extrémistes vietnamiens ont toujours été limitées au
rict minimum par l'action de conciliation continuelle d'Ho
ii-minh, de même que, jusqu'au dernier moment, Ho Chi-minh
pu empêcher ces tendances de prévaloir, au prix parfois de réels
ngers pour lui-même — de même, l'action de l'amiral d'Argen-
eu s'exerçant exactement en sens contraire, a toujours réussi à
nuler les initiatives des éléments français modérés et à donner,
ı contraire, leur maximum d'efficacité aux intérêts colonialistes.
nalement c'est lui qui, en liaison étroite avec Max André, a
ussi à obtenir que le M.R.P. fasse modifier les instructions données
ır Léon Blum à Moutet en vue de la négociation. Sans doute
outet pouvait-il encore, fort de la confiance de Blum, prendre
r lui de persévérer dans ses intentions conciliatrices : mais il eût
llu quelques qualités que le ministre socialiste ne possédait pas.
'Argenlieu, comme on l'a vu, veilla à ce que rien ne vienne le
mener au bon sens.

Émile Bollaert

L'histoire qui précède est celle d'un homme fermé à toute l'évo-
tion moderne, d'un de ces marins assoiffés d'empire, d'un clérical
: style franquiste, dont les vues sur la grandeur de l'Église et
: la France ont malheureusement coïncidé avec les intérêts les
us précis et les passions les plus basses du groupe d'hommes qui
ploitent l'Indochine à leur profit. Ce n'est pas cependant une
stoire méprisable, malgré les procédés déloyaux que l'amiral
employés et les torrents de sang que son obstination a fait couler.
ne République digne de ce nom ferait fusiller l'amiral d'Argen-
u; elle ne le déshonorerait pas. Après lui, c'est une autre histoire
ii commence, et l'Indochine va devenir la proie des clans, puis
s trafiquants.

Émile Bollaërt, ami d'Herriot, était un préfet de la IIIe Répu-
ique — l'un des rares qui aient eu, dès 1940, une conduite correcte
s-à-vis de Vichy et de l'occupant. En 1943, après l'arrestation
: Jean Moulin, Bingen, qui avait en fait remplacé celui-ci comme
élégué en France du comité d'Alger, ne se trouvant pas ou n'étant
is trouvé par Alger suffisamment représentatif pour être l'envoyé
titre auprès de la Résistance française alla chercher Bollaert en
ptembre 1943 et fit de lui le délégué en nom. Ce fut surtout une
nction de figuration, car on n'eut pas le temps de mettre Bollaert
tièrement au courant, avant qu'il ne soit arrêté et déporté en

Allemagne. Au retour de déportation, il devint commissaire de la République, puis envoyé en Indochine, d'abord pour une mission d'information. Il arriva en Indochine sans expérience coloniale, mais animé par cet esprit propre à la bourgeoisie radicale qui croit que sa mission colonisatrice est héritée des Jacobins parce qu'elle fait un large usage verbal des devises républicaines [1]. Au surplus, M. Bollaert était, sinon maçon lui-même, du moins en liaison avec la maçonnerie radicale. Si le colonialisme catholique avait dominé du temps de l'amiral, c'est le colonialisme maçon qui prenait maintenant sa revanche avec des hommes comme les anciens conseillers de Cédile et les « personnalités » cochinchinoises comme le colonel Xuan. Sous ces influences « éclairées », Bollaert, contrairement à d'Argenlieu qui croyait à la reconquête pure et simple de l'Indochine, vit qu'il serait nécessaire de camoufler la reconquête sous un masque vietnamien. C'était aussi l'avis de ses collaborateurs directs Cousseau et Didier Michel, réactionnaires et antivietminh. A peu près seul de son entourage, le socialiste Messmer croyait à la négociation avec Ho. Mais il n'influença Bollaërt qu'à de rares moments.

Dans l'ensemble, la politique de Bollaërt peut se résumer comme suit : 1° Abandonner l'idée du séparatisme cochinchinois et trouver un chef d'état fantoche qui puisse utiliser l'idée de l'unité vietnamienne au profit de l'administration française; ce qui oblige à aller repêcher le « souverain des boîtes de nuit », Bao Daï. 2° établir la jonction entre Bao Daï et les séparatistes cochinchinois, seuls politiciens sur lesquels l'administration puisse compter totalement, en leur faisant comprendre les avantages matériels qu'ils trouveront à être transférés du plan cochinchinois au plan vietnamien. 3° Rendre impossible une négociation avec Ho Chi-minh.

Mon rôle n'est pas de décrire les intrigues sur lesquelles furent fondées successivement la « restauration » de Bao Daï et la fabrication du ministère Xuan, mais de montrer comment M. Bollaërt s'est montré le digne successeur de d'Argenlieu dans le sabotage des chances de paix.

1. Voir l'écœurant bla-bla des discours Bollaert. Or les vrais Jacobins (sinon les colons camouflés comme tels) — étaient non seulement centralistes, mais partisans de l'égalité totale des peuples blancs et de couleurs et des droits politiques complets des indigènes; on le vit bien dans le conflit à la Convention au sujet de Saint-Domingue. Ce sont précisément ces droits que les radicaux français ont sabotés au cours de la IIIe République, rendant impossible la politique d'assimilation.

Dès la nomination de M. Bollaert et avant même son arrivée à aigon, Ho Chi-minh nommait son sous-secrétaire d'État Giam, cialiste vietnamien, ami de nombreux socialistes français, inistre des affaires étrangères. Le 21 mars, Ho Chi-minh déclarait la radio : « *Il suffit que la France prononce un mot pour que cessent nmédiatement les hostilités... Si le gouvernement français faisait ne déclaration officielle et franche, reconnaissant l'unité et l'indé-ndance du Vietnam et garantissant l'application de cette politique, utes les autres questions seraient faciles à régler.* » Le 21 mars à aris, le représentant vietnamien Tran Ngoc Danh proposait des égociations immédiates. Bollaërt arrivait à Saigon le 1er avril. e 26 avril, il recevait un message officiel de Giam daté du 19 et frant la cessation immédiate des hostilités et l'ouverture de égociations. On ne pouvait pas ignorer l'offre : une réponse était digée, soumise à Paris, approuvée, et le professeur Paul Mus ait envoyé l'apporter à Ho Chi-minh. Mus rencontrait Giam le mai au Pont des Rapides, à 60 kilomètres de Hanoï et était amené par lui chez Ho Chi-minh; les « conditions françaises de ix », dont il était porteur étaient un véritable ultimatum mprenant *la livraison aux Français de toutes les armes, la libre culation des troupes françaises dans tout le Vietnam, la « concentra-n » des troupes vietnamiennes désarmées, la restitution des otages is par le Viet-minh, la livraison aux Français des combattants n vietnamiens de l'armée vietnamienne.*[1] Ultimatum destiné iblement à empêcher toute négociation, car c'étaient des condi-ns de capitulation totale que l'on prétendait imposer à un nemi qui n'avait été nulle part vaincu! Au surplus, la « *livraison combattants non vietnamiens* » était une honte qui n'a, je crois, utre précédent dans l'histoire que la condition imposée à chy par les Allemands. L'avoir acceptée est un des griefs les plus ves faits aux signataires de l'armistice de 1940. Ho Chi-minh ondit : « *Dans l'Union Française il n'y a pas de place pour les hes; si j'acceptais ces conditions j'en serais un.* »

Qui était le responsable de l'ultimatum? On a beaucoup dit que tait Valluy, le massacreur de Haïphong et le continuateur de politique de l'amiral; en tout cas, Bollaërt l'avait pris à son npte; d'ailleurs le 15 mai il déclarait : « *Ma bonne foi ne veut être dupe. On ne la surprendra pas par d'habiles manœuvres.* »

1. Paul Mus, *Viet-Nam, sociologie d'une guerre*, page 315.

Pour déjouer les « manœuvres de paix » de Ho Chi-minh, il fallait bien manœuvrer à son tour...

Mais Ho Chi-minh n'avait pas encore perdu espoir. Le 19 juin à la radio, il réclamait de nouveau la coopération franco-vietnamienne au sein de l'Union française. Le 9 juillet, il élargissait son gouvernement qui ne comprenait plus que trois communistes sur vingt-sept membres. Au mois d'août, un journal modéré de Saigon écrivait : « *Aprés le remaniement du gouvernement d'Ho Chi-minh... la majorité est revenue aux sans-parti ; on peut considérer sans erreur que le gouvernement vietnamien actuel représente d'une façon très exacte la situation politique au Vietnam.* »

Le 22 juillet, Bollaërt affirmait alors : « *Il faut d'abord cesser de combattre... Nous n'excluons des négociations que les adversaires irréconciliables, etc... C'est avec tous les partis et les groupes que nous élaborerons une paix durable.* » Ho Chi-minh a marqué un point. Tout le monde est obligé de reconnaître qu'il représente un élément avec lequel on peut parler. On va donc essayer de le présenter comme n'étant *qu'un* des éléments avec lesquels il est souhaitable de négocier : ou bien il refusera de perdre ainsi la face, ou bien on arrivera à le jouer. Mais Ho Chi-minh répondait quelques jours plus tard dans une conférence de presse que le gouvernement républicain représentait tout le peuple vietnamien, ce qui était vrai — et aussi qu'il était toujours d'accord avec son « conseiller suprême », résidant à Hong Kong, Vinh Thuy, ex Bao Daï — ce qui n'était déjà plus tout à fait vrai car les négociations entre Bao Daï et Bollaërt avaient commencé.

Il semble que l'on soit de nouveau à ce moment là passé à côté de la paix. Bollaërt voulait « finasser ». Dans un certain cadre, celui de l'indépendance et de la paix, Ho Chi-minh était certainement prêt à « finasser » autant sur lui. Bollaërt préparait un discours offrant la cessation des hostilités et la reconnaissance du principe de l'indépendance du Vietnam dans le cadre de l'Union française. Trop politicien pour s'avancer seul même sur ce terrain apparemment solide. Bollaërt part pour Paris le 12 août. A Paris, non seulement radicaux et M.R.P. mais même Moutet pris au piège de son abdication de janvier précédent, veulent éviter la négociation avec Ho Chi-minh. Sous ces influences, la lueur de bon sens de M. Bollaërt disparaît immédiatement, il retire de son projet de discours le mot d' « *indépendance* », le remplace par celui de « liberté », supprime la proposition d'armistice, ce qui

enlève tout sens concret. Il revient en Indochine et prononce le 10 septembre à Hadong le fameux discours, où il ajoute en outre : « *les auteurs de l'agression du 19 décembre ont perdu beaucoup de leur crédit auprès du peuple français.* » Le 15, Giam répond par un discours très modéré où il explique que les concessions de Bollaërt sont trop étroites : « *Que la France reconnaisse d'une façon claire et nette l'unité et l'indépendance du Vietnam et le sang français et vietnamien cessera immédiatement de couler.* » Puisque Giam ne s'incline pas sans conditions, on pourra dire qu'il refuse : tout va bien.

Enfin, les pourparlers menés à Saigon et à Hong Kong ayant porté leurs fruits, Bao Daï le 18 septembre, sans accepter toutefois les conditions d'Hadong, « *accepte d'être le négociateur du Vietnam avec la France* ». Le tour est joué. A partir de ce moment, on assurera que Bao Daï seul accepte le dialogue. Le 23 décembre, le gouvernement Schuman publie le communiqué suivant : « *Le gouvernement, après avoir entendu un exposé de M. Coste-Floret sur la situation en Indochine, a pris note de ce que Ho Chi-minh n'avait pas répondu aux offres de négociation faites dans le discours de M. Bollaert à toutes les familles politiques et spirituelles du Vietnam et de ce que, par radio, le Viet minh en a repoussé l'examen...* »

On a parlé de la mission effectuée par Louis Caput, socialiste français d'Indochine, à Hong Kong, en avril 1948 comme d'une preuve que Bollaërt voulait la paix, même après le début des pourparlers avec Bao Daï. Philippe Devillers considère que la mission Caput avait pour principal objectif de faire pression sur Bao Daï qui se montrait récalcitrant à l'époque, en lui faisant croire que Bollaërt pouvait l'abandonner en faveur d'une négociation avec Ho-Chi-minh. Quant à Caput lui-même, voici ce qu'il écrit : « *Mon arrivée fit croire à Bao Daï et ses amis que Bollaert était disposé à se tourner vers Ho Chi-minh, et la panique s'empara du camp baodaïste qui redoute surtout qu'on lui coupe les vivres. Si Bollaert avait voulu atteindre ce résultat — il s'en est vivement défendu mais n'en est pas mécontent — il ne pouvait pas mieux réussir.* » Par contre Caput explique, dans le même rapport adressé au comité directeur socialiste S.F.I.O. en avril 1948, que l'on a fait échouer sa mission auprès du Viet-minh, en donnant la plus large publicité à son voyage, en faisant affirmer au même moment par Radio-Saigon que Bollaert n'irait pas au-delà du discours de Hadong, et en faisant lancer, à Hong Kong même, de fausses

nouvelles sur son départ pour Bangkok : les émissaires attendus du Viet-minh ne vinrent pas. Ce qui permit à Bollaert de raconter partout à Paris au mois d'août : « *Pourquoi tenter une nouvelle démarche puisque le Viet-minh n'a pas saisi la plus belle occasion qu'on lui offrait.* » (Rapport Caput du 18 septembre 1948). Or, dès le mois de mai, Caput avait reçu personnellement un câble du gouvernement Ho Chi-minh, lui demandant de venir s'entretenir avec les autorités de la résistance au Tonkin. Cette invitation avait été répétée par un journal vietnamien paraissant en zone vietminh. Caput en avait immédiatement averti M. Bollaërt, avant son départ pour Paris, ainsi que le comité directeur S.F.I.O. (Rapport Caput du 31 juillet et du 18 septembre. Au retour de Bollaërt (début septembre), Caput lui rendit immédiatement visite (les 13 et 14 septembre). « *Dès le début de ma rencontre du* 13 *septembre, le haut commissaire a prétendu n'avoir jamais été mis au courant de la proposition que m'avait adressée le journal démocratique du Vietnam. Or, il est absolument certain qu'il a été prévenu, avant son départ pour la France — (il a même déclaré qu'il fallait attendre son retour pour donner suite à cette invitation) — et qu'à deux reprises après son départ, Messner d'une part, le fils de Blaisot de l'autre, l'auraient entretenu de cette affaire par lettre.* » Caput, qui jusque là faisait une certaine confiance à Bollaërt, écrit : « *Pour moi, désormais, la mauvaise foi de M. Bollaërt ne fait plus aucun doute et je suis de plus en plus convaincu qu'en me demandant d'aller à Hong Kong, c'était uniquement pour faciliter son rapprochement avec Bao Daï et hâter la conclusion des accords du* 5 *juin.* »

Caput expose alors ses longues et confuses discussions avec Bollaërt qui cherche à se dérober. Finalement, il parvient à le mettre au pied du mur et Bollaërt donne enfin son accord à une véritable prise de contact avec Ho Chi-minh. Caput écrit : « *J'avais moi-même suggéré de demander au Viet-minh si sa proposition tenait toujours, car par la faute du haut commissaire, la première datait déjà de quatre mois et, dans l'affirmative, de le faire connaître par un télégramme dont l'authenticité ne puisse être mise en doute.* » Contact est pris avec le Viet-minh. Et la réponse est immédiate. « *Aujourd'hui même, le texte d'un télégramme du Viet-minh m'a été communiqué : on me demande de préciser mon mandat : de dire si je suis délégué de la S.F.I.O., ou délégué du haut commissaire. Cela implique donc, à priori, que les dirigeants de la résistance n'ont pas abandonné leur projet de rencontre et qu'ils répondront vraisem-*

blablement et sans tarder au télégramme que nous allons leur faire parvenir d'urgence. » (18 septembre 1948.)

Mais déjà l'expérience Bollaërt était terminée. Peut-être le haut commissaire a-t-il compris qu'il a simplement augmenté le gâchis; peut-être les nombreux sièges de Conseils d'administration dont il est pourvu — il recevra encore de nouveaux avantages à son retour en France, notamment la présidence de la Compagnie Nationale du Rhône — lui font-ils aspirer à une vie plus calme. Quand on examine ces dix-huit mois pendant lesquels a duré sa mission, on ne peut s'empêcher d'être profondément attristé. L'homme n'était pas un fanatique comme d'Argenlieu; par instant, il a paru prêt à entrer dans la voie du bon sens et de la négociation. Mais M. Bollaërt, qui avait montré du courage physique pendant la guerre, n'avait aucun courage moral. La « solution Bao Daï », si stupide soit-elle, ne lui faisait courir aucun risque politique; la négociation avec Ho Chi-minh, au contraire, pouvait lui attirer des critiques non seulement de la part du M.R.P., toujours dominé en matière indochinoise par le dangereux Max André, mais aussi de la part des radicaux « patriotards » et du groupe parlementaire S.F.I.O. de plus en plus figé dans l'anti-communisme, et désireux par surcroît de couvrir la grave responsabilité prise au début de 1947 par Marius Moutet.

Au moins, M. Bollaërt aurait-il pu ouvrir le canal des négociations, quitte à le fermer le cas échéant par un *non possumus* éventuel sur l'ordre de Paris. Cela lui aurait évité de se disqualifier devant l'histoire.

Léon Pignon

A partir du départ de Bollaërt, nous descendons encore d'un cran. Le 21 octobre 1948, l'ancien conseiller politique de d'Argenlieu, M. Léon Pignon, est nommé haut commissaire. A Paris, M. Coste-Floret, ministre de la France d'Outre-Mer, puis M. Jean Letourneau, ministre des États associés, assument la direction de la politique indochinoise; l'Indochine va devenir un fief politique, dépendant surtout du M.R.P. La guerre elle-même ne sera plus qu'un élément d'une immense gabegie; on ne songera plus qu'à mener le conflit « jusqu'au bout », d'abord à cause des profits qu'en retirent les politiciens de toute nuance et les affairistes de tout format admis à partager le gâteau; ensuite à cause de l'enga-

gement de plus en plus irréversible du Mouvement Républicain Populaire, qui craint que toute négociation ou même tout changement de personnel ne fassent apparaître les fautes de certains de ses membres les plus éminents.

Dès l'arrivée de Pignon, Ho Chi-minh fait par radio un nouvel appel à la compréhension du gouvernement français et lui offre de sauver la face ; ce sera, sous cette forme, la dernière fois. Aucune réponse du côté français. Dès son arrivée, Pignon qui a déjà poussé d'Argenlieu et Valluy aux pires initiatives, tourne définitivement le dos à l'idée de négociation [1]. Par contre, le nouveau haut commissaire est, sinon l'inventeur, du moins le grand protagoniste de la thèse de la « dissociation » de la résistance ; on fait grand bruit sur les ralliements des bandes Hoa Hao et Binh-Xuyen ; on assure à Saigon que des « contacts » sont pris avec des éléments de la résistance non-vietminh : tout cela se dissipera en fumée. Cela n'a d'ailleurs pas d'importance ; il s'agit uniquement d'amuser l'opinion française et de faire durer la guerre. Le 8 mars 1949, c'est l'accord Bao Daï-Auriol. C'est le point final au séparatisme cochinchinois, au nom duquel on a rendu inévitable une guerre où tant de vies et de milliards ont été déjà gaspillés et le seront encore. Toutefois, Pignon n'est même pas capable de donner un contenu réel au règne bao-daiste, à supposer qu'il l'ait envisagé.

C'est en effet sous son proconsulat que s'accomplit le retour en Indochine de toute l'équipe d'administrateurs de Vichy, ultra-réactionnaires et antivietnamiens, qui avaient été tenus un peu à l'écart sous les précédents hauts-commissaires. Ces hommes n'ont rien appris et rien oublié — surtout pas leur rancune. Le directeur du cabinet de Pignon est un nommé Biros, administrateur de première classe sous Vichy, ancien adjoint du résident Grandjean révoqué sans pension à la libération ; un des chargés de mission de Pignon à Paris était chef de cabinet du préfet de l'Eure en 1914 immédiatement avant la Libération ; le contrôle de la Sûreté au haut commissariat est assuré par le policier Faugères qui avait été poursuivi à la Libération pour le fanatisme qu'il avait déployé à traquer les gaullistes d'Indochine. Pignon

1. Avec la complicité du Comité directeur de la S.F.I.O., Pignon organise une petite révolution au sein de la Fédération socialiste d'Indochine : les ennemis de Caput y deviennent les maîtres, se rallient à Bao Daï, et le meilleur intermédiaire avec Ho-Chi-minh perdra ainsi toute possibilité d'agir.

fait monter en grade Cousseau, déjà nommé, ancien propagandiste de la révolution nationale; son conseiller politique est Bonfils, qui fit en 1945 l'objet, de la part de la Commission Interministérielle d'Enquête, d'un blâme avec interdiction de retour en Indochine pour avoir donné l'ordre de tirer à vue sur toute personne qui essaierait de passer la frontière pour rejoindre les alliés; il fut aussi au cabinet de Decoux. Un autre délégué de Pignon à Paris est M. Valéani, volontaire de la révolution nationale, qui s'était signalé par des violents discours antigaullistes. Tous ces personnages seront abondamment couverts de décorations au titre de la résistance par MM. Coste-Floret et Letourneau, naïfs ou consentants. Enfin M. Pignon prépare le retour en Indochine des deux collaborateurs intimes de Decoux, Aurillac et Gautier, généreux pourvoyeurs de 1940 à 1945 de l'abominable bagne de Poulo-Condor, l'Auschwitz de la Mer de Chine [1]. C'est également du temps de Pignon que les grands trafics prennent leur entier développement; trafic sur les licences import-export, trafic d'opium, trafic de piastres, etc. Je n'ai pas entendu dire que Pignon fût personnellement compromis, mais cet administrateur cynique sait que la concussion est le plus puissant moyen de tenir les consciences : un cas typique est l'affaire du scrutin de Cochinchine truqué par l'achat des listes Legrand-Moretto, grâce à un octroi de licence de 10 millions de piastres; j'ai fait allusion à cette affaire dans *Combat* en février 1950, et M. Despuech l'a exposée en détail dans son livre *Le trafic de Piastres*. C'est également sous le proconsulat de Pignon en 1949, que s'effectuent les transferts de piastres au profit de l'ancien ministre Diethelm et de sa famille, dont les photocopies ont été publiées par l'*Observateur* et M. Despuech.

Au début de 1949 toutefois, la gauche de la majorité gouvernementale, inquiète de la tournure que prend la guerre malgré l'optimisme des communiqués officiels, pense à un remplacement de Pignon, et à une éventuelle reprise de contact avec l'adversaire. Malheureusement, la guerre du Vietnam a déjà si profondément pourri la politique française que cette intention louable s'associe à d'autres qui le sont moins. Un affairiste, Peyré, qui a réussi à s'introduire dans les milieux socialistes et radicaux vraisemblablement par l'intermédiaire de son associé Bouzanquet,

1. Voir le rapport du commandant Teisseyre, commandant du bagne en 1943, dans l'*Observateur*, 4 janvier 1951.

de « Force Ouvrière », s'est fait le champion du remplacement de Letourneau par le général Mast. On réussit à convaincre le général Revers, chef d'État-Major, ancien dirigeant de l'Organisation de Résistance de l'armée sous l'occupation, de s'associer à l'opération. Revers n'entend pas grand chose à la politique et il est tout éberlué des belles relations de Peyré. Il part pour l'Indochine, et revient après avoir établi un rapport prescrivant une série de mesures militaires immédiates, dénonçant la faiblesse du régime politique monté par Pignon et laissant entendre qu'il convient de négocier. Si l'affaire réussit, Mast aura le poste qu'il convoite, Peyré aura l'Indochine comme terrain de chasse, le parti socialiste et le parti radical se partageront les fonctions publiques et avantages divers en Indochine à la place du M.R.P. et de ses protégés; Revers, semble-t-il, n'a pas d'intérêt matériel dans l'opération.

Mais tout est jeté par terre dans des conditions étranges par le passage au Viet-minh du rapport Revers. La version officielle, qui courut à l'époque, et sur laquelle fut fondée « l'affaire des généraux », c'est que Revers avait communiqué lui-même son rapport à des Vietnamiens soi-disant baodaïstes qui l'avaient eux-mêmes communiqué au Viet-minh. Ce que l'on croit savoir aujourd'hui, c'est que le texte communiqué aux amis de Revers était seulement constitué par la partie politique du rapport — et que c'est au contraire Pignon, auquel Revers avait naïvement remis l'ensemble du document avant son départ d'Indochine, qui l'a fait passer au Viet-minh sous forme de microfilm, pour couler l'opération Mast.

En tout cas, « l'affaire des Généraux » permit à Pignon de se maintenir en Indochine jusqu'en décembre 1950. Aurait-on pu faire la paix, si l'opération Revers-Mast avait réussi? Les conditions étaient encore favorables, car en juillet 1949, Ho Chi-minh accordait encore une interview à l'agence indonésienne « Antara » assurant que l'accord était possible si la France était prête à reconnaître loyalement l'unité et l'indépendance du Vietnam. Mais il est toutefois douteux qu'une opération menée dans des conditions aussi louches ait pu réussir, quelles qu'aient été ses objectifs primitifs. Mast était lié à Peyré qui avait finalement, lui aussi, intérêt à la continuation de la guerre, ainsi qu'à un autre aventurier, vietnamien celui-là, Van Co, agent simultané et parfois contradictoire de Bao Daï et de Xuan, et qui distribuait aux

politiciens français des fonds... prélevés sur les avances faites par la France au gouvernement Bao Daï[1]. Même si Mast et ses amis socialistes et radicaux voyaient la situation en Indochine plus clairement et plus raisonnablement que les M.R.P. et Pignon, on imagine difficilement qu'ils auraient échappé à cet engrenage de pourriture.

Jean Letourneau

Depuis octobre 1949, M. Letourneau a remplacé M. Coste-Floret au ministère des États Associés. Au départ c'était certainement un homme honnête. L'est-il resté? Je le souhaite pour lui. Pendant près de quatre ans il a assumé la responsabilité de la guerre au Vietnam. Même pendant l'intermède de Lattre, qui eut comme seul résultat celui de rendre une confiance momentanée et trompeuse à l'opinion française et aux cadres du corps expéditionnaire, M. Letourneau n'a pas cessé d'être l'arbitre des décisions importantes. Il est confirmé aujourd'hui que l'opération « de prestige » de Hoabinh, a été voulue par lui contre l'avis de De Lattre, pour des objectifs de politique intérieure française. Après la mort de De Lattre, Letourneau, devenu ministre-résident au printemps 1952 a concentré tout le pouvoir dans ses mains, par sa présence dans le gouvernement, et par la possibilité de mettre en œuvre sur place les décisions qu'il a préparées et fait adopter par ses collègues. Pratiquement dictateur en Indochine, il avait donc la faculté soit de gagner la guerre, soit, si c'était impossible, d'exposer à Paris la nécessité de la négociation et de prendre sur place les dispositions nécessaires.

Gagner la guerre... Les désastres successifs, non seulement militaires mais bientôt politiques, auraient ouvert des yeux moins obstinément fermés. Or, à aucun moment le ministre n'a fait le moindre geste en faveur d'une négociation. Il a au contraire constamment réfuté dans les conseils gouvernementaux les arguments des partisans de toute solution transactionnelle; il a fait miroiter à l'opinion française, la constitution d'une armée baodaïste aussi inexistante aujourd'hui qu'au premier jour (une fraction appréciable des rares cadres vietnamiens qu'on arrive à

1. Pratique rappelant beaucoup l'achat des politiciens américains par le « lobby » de Tchang Kaï-chek financé par les crédits américains à la Chine nationaliste.

former pour le compte de Bao Daï, passe chez Ho Chi-minh dès l'instruction terminée.) Pourtant M. Letourneau savait que les contacts étaient toujours possibles — soit à Paris, où il avait rencontré lui-même, probablement à titre d'alibi, un représentant vietnamien — soit à Rangoon, soit à Pékin par l'intermédiaire de l'Ambassade de l'Inde — soit en Indochine même.

Aurait-on trouvé en 1950-51-52, du côté vietnamien la bonne volonté qui existait encore en 1949? Probablement pas; le temps a constamment travaillé contre les forces françaises et pour les forces vietnamiennes, et il est bien clair qu'un peuple qui gagne des batailles n'est pas aussi prêt à négocier qu'une nation encore incertaine sur ses chances. De plus, la tendance Ho Chi-minh, qui s'était dangereusement avancée depuis 1946 dans le sens d'une entente avec les Français, a été obligée à partir de 1949 de céder du terrain devant la confirmation apportée par les événements aux thèses de ceux qui répétaient qu'il n'y avait aucun espoir d'accord avec la France. Enfin, depuis décembre 1949, les communistes chinois sont arrivés à la frontière vietnamienne, l'approvisionnement en armes du Viet-minh est devenu plus aisé; le lourd matériel américain ultramoderne livré avec une abondance croissante au corps expéditionnaire, ne peut compenser la puissance que donne au Viet-minh une armée bien organisée, bien entraînée, composée de patriotes luttant fanatiquement pour l'indépendance de leur pays et parfaitement armés du matériel qui convient le mieux à la jungle : armes individuelles et automatiques, bazookas, mortiers d'infanterie, D.C.A. légère.

Pourtant, cette présence chinoise, si elle renforce le Viet-minh, ne joue pas à sens unique contre la négociation possible; communistes ou non les Vietnamiens craignent énormément une trop grande prépondérance chinoise. On se servira volontiers de l'appui chinois pour résister aux Français, pour les chasser, si possible — mais cela signifie une lutte terrible et longue au bout de laquelle on risque de dépendre totalement de la Chine. Puisque les Français n'ont pas voulu comprendre qu'ils pouvaient être pour les Vietnamiens le contrepoids de la puissance chinoise, Ho Chi-minh et les modérés du Viet-minh essayeront de s'appuyer de plus en plus sur les Russes. Mais la Russie est loin... Pour le moment la République vietnamienne peut éviter le recours aux troupes chinoises; mais si dans leur folie les Français arrivent à déclencher l'intervention de troupes américaines il faudra bien appeler au Vietnam

ussi des « volontaires » chinois : l'Indochine deviendra une econde Corée. Le 19 décembre 1949 Ho Chi-minh dans une inter-iew à la radio parle encore d'accord avec la France. Après cette ate il n'y a plus de prise de position officielle. Mais par divers ontacts privés (communistes français s'étant rendus en zone ietminh, Vietnamiens vivant en France et conservant des rela-ions avec la résistance), on sait que le gouvernement républicain u Vietnam sera toujours prêt à envisager des négociations, mais u'il n'acceptera plus de donner dans des pièges comme ceux de 947 et de 1948. Le gouvernement vietnamien parlera avec un eprésentant officiel et spécialement mandaté du gouvernement e Paris et avec lui seulement. Or M. Letourneau, chaque fois u'il en a l'occasion (par exemple le 25 février 1952 à Saigon) éclare que « *la France ne fera pas le premier pas* ». Il serait bien acile de sortir de cette impasse en préparant le terrain par des onversations officieuses ou par l'intermédiaire d'une puissance eutre. Mais visiblement la seule crainte de M. Letourneau c'est ue fût-ce par accident, la paix ne vienne à éclater.

Et c'est alors le déroulement de la guerre totale, de plus en plus ésavantageuse pour le Corps Expéditionnaire. En mars-avril 1950, e sont les batailles à l'intérieur du delta du Tonkin, le général ÷iap ayant mis à profit l'affaire de Hoa Binh pour faire pénétrer es divisions dans ce périmètre prétendument fortifié; au mois le mai, c'est l'intensification de la guérilla des Khmers Issarak u Cambodge; au mois d'octobre 1952, c'est l'offensive vietminh [ui aboutit à la perte de Ngialo et de Sonla. Au mois d'avril 1953, 'est la prise de Sam Neua et la campagne du Haut Laos. Consé-[uence naturelle de ces désastres militaires; la désagrégation du ›ouvoir français au nom duquel on a fait cette guerre et que les dministrateurs colonialistes ont cherché année après année à naintenir inchangé malgré les camouflages.

En 1952, c'est le remplacement du ministère Tran Van Huu ›ar Nguyen Van Tam, réactionnaire d'une rare brutalité, présenté omme « grand ami de la France », mais qui joue immédiatement ınc carte de plus en plus nationaliste. En avril 1953, c'est le roi lu Laos qui refuse de quitter sa capitale devant l'avance vietna-nienne, puis c'est la rébellion du roi du Cambodge, son séjour au iam, son départ avec ses troupes dans un semi-maquis, sa menace le combattre les troupes françaises; c'est l'exigence parallèle 'indépendance totale de la part de Bao Daï.

Au moment de la crise ministérielle de Mayer à Laniel, une chose est immédiatement considérée comme acquise : Letourneau ne retournera plus en Indochine. Le général Navarre, nouveau commandant en chef après la curieuse destitution du général Salan, et le nouveau haut-commissaire, M. Dejean, sont chargés d'une part de faire la guerre à outrance, d'autre part d'accorder — tout au moins verbalement — l'indépendance totale aux Vietnamiens, Cambodgiens et Laotiens. Mais les habitants de ces pays sauront évidemment que tout ce qu'ils obtiendront, ils ne le devront qu'aux victoires de l'armée vietnamienne...

*
* *

Quand on contemple cette sinistre histoire qui dure depuis près de sept ans, on se dit que la France est bien malheureuse de n'avoir eu à aucun moment, pour la représenter en Indochine, un homme ayant le courage de vouloir la paix. Car pendant ces années, pour des raisons différentes, la paix était possible à condition de la vouloir.

Dans les premiers temps, l'opinion française était certes peu compréhensive. Même à gauche, beaucoup de gens, trompés par les manuels à la gloire du colonialisme où ils ont appris l'histoire à l'école, exigeaient encore d'énormes privilèges pour la France en Indochine. Mais ces privilèges, le gouvernement du Viet-minh, réaliste, était prêt à les concéder. Les accords du 6 mars 1946 dont Ho Chi-minh reconnaissait encore la validité inchangée au milieu de 1947, étaient loin d'accorder à la République du Vietnam ce que l'on dut céder progressivement à Bao Daï. Plus tard, le rapport de forces changea. Il ne pouvait plus dès lors être question d'une paix ne comportant pas l'indépendance réelle du Vietnam. Aujourd'hui, c'est de l'indépendance totale de tous les États indochinois qu'il faut parler. Mais simultanément, l'opinion française, de plus en plus effarée par le coût de la guerre et par la pourriture qu'elle engendre dans la politique française est devenue d'année en année prête à des renonciations de plus en plus complètes; au centre du Parlement français et même à droite, on trouve aujourd'hui beaucoup d'hommes qui estiment que le jeu ne vaut plus la chandelle.

Les représentants de la France en Indochine, que l'on peut bien appeler les « hommes de la guerre », avaient donc à chaque instant et ont toujours la possibilité d'être les « hommes de la paix ». Mais

dès qu'ils se laissent embourber dans le marécage de la politique vietnamienne « protégée » (que celle-ci soit faite par les administrateurs impérialistes ou par les Quislings concussionnaires), les représentants de la France deviennent rapidement co-responsables de la guerre. Dès que quelques mois ont passé, dès que la situation politique et militaire s'est un peu aggravée, il ne leur est plus possible de revenir en arrière. Négocier, c'est reconnaître qu'on aurait pu négocier plus tôt, dans de meilleures conditions. Alors, on accepte de jouer le jeu, de profiter des avantages immédiats qu'offre la fonction, on envoie à Paris des communiqués toujours optimistes et de plus en plus menteurs, et on se dit : après moi, le déluge. Le déluge pour les autres, bien entendu : quoi qu'il arrive, on sait bien que l'on trouvera en rentrant en France des fonctions, des honneurs, des postes financiers et même l'espoir d'une longue carrière politique. On ne voit pas pourquoi ce jeu cesserait.

Claude Bourdet.

Jean Pouillon.

D'UNE POLITIQUE DE NÉGATION AU NÉANT D'UNE POLITIQUE

« Les Français... méritent des éloges pour la façon dont ils ont pris en main la situation difficile qui les attendait après l'effondrement du Japon... Ils se sont inclinés devant un fait évident, à savoir que le nationalisme vietnamien ne disparaîtra plus, et ils ont entamé des négociations avec le gouvernement du Viet-nam que préside M. Ho Chi-minh... Par la conclusion, le 6 mars, d'un accord avec le gouvernement du Viet-nam, les Français... ont

donné aux partisans du Président Ho Chi-minh un intérêt accru à voir réussir l'expérience en cours... Soutenus par cette fraction très influente de l'opinion annamite, les Français ne devraient plus rencontrer de grandes difficultés pour mener à bien la nouvelle expérience. » (*Economist*, n° du 11 mai 1946, cité par P. Devillers, *Histoire du Viet-nam de 1940 à 1952.*)

Le pronostic apparaît aujourd'hui amèrement comique. Mais le diagnostic reste excellent : il définit en effet très clairement, par antiphrase bien entendu, la politique suivie par le gouvernement français [1]. Celui-ci n'a qu'en apparence reconnu le nationalisme vietnamien : par la politique d'Argenlieu-Valluy, il a d'abord essayé de le briser; par la politique Bollaert-Pignon, par le recours à Bao-Daï, il a ensuite essayé de le mystifier. Pratiquement il l'a toujours nié, et c'est cette négation fondamentale qui depuis sept ans inspire toutes les interprétations gouvernementales de la guerre et toutes les solutions faussement positives proposées pour y mettre fin. Peut-être spontanée au début, naïvement colonialiste si l'on peut dire, elle s'est bientôt raidie en un refus délibéré des négociations : le gouvernement Ho Chi-minh *n'est pas* un gouvernement, c'est le Viet-minh, c'est-à-dire tantôt un rebelle — et on ne traite pas avec un rebelle, on l'écrase —, tantôt un simple instrument du communisme international — et il est donc doublement inutile de traiter avec lui, parce qu'instrument et parce qu'adversaire irréconciliable par définition. Jamais ces affirmations n'ont été sérieusement examinées, précisément parce qu'elles ne sont affirmatives qu'en apparence. Elles n'expriment rien d'autre en effet que le refus initial par lequel se définit la politique française. Il en est de même, on le verra, des solutions périodiquement imaginées pour mettre fin au conflit : elles sont conçues de façon à ne pas remettre en cause la négation fondamentale; elles aussi, elles l'expriment à leur manière. C'est pourquoi elles ne peuvent qu'échouer. Peut-être même ne sont-elles élaborées que pour échouer, que pour justifier le refus qui les inspire : vous voyez bien, conclut-on, on ne peut négocier avec ces gens-là! La guerre continue donc, et le seul problème dont nos dirigeants se soient sérieusement occupés, ce n'est pas celui de savoir comment

1. Nous dirons constamment « le gouvernement français », bien que depuis 1946 les ministères ne nous aient pas fait défaut, pour marquer l'unité d'une politique dont les oscillations et même les contradictions forment malgré tout un ensemble cohérent.

y mettre fin, c'est celui de savoir comment vivre dans la guerre, avec la guerre, comment l'utiliser, comment en faire — malgré toutes les lamentations convenues sur ce qu'elle nous coûte — l'élément essentiel, quoique voilé, d'une politique générale. Il faut croire qu'il n'a pas été si mal résolu! C'est précisément parce que la guerre d'Indochine apportait tant bien que mal une solution au problème politique que posait à notre pays la « guerre froide », qu'elle a pu être poursuivie avec tant de persévérance. C'est pourquoi aujourd'hui, quand une détente internationale apparaît possible, un certain désarroi se fait jour parmi les responsables. Cette guerre a une fonction — que le but de cet article est d'analyser — et il ne suffit donc pas d'en exposer le caractère odieux, coûteux et inutile pour convaincre nos dirigeants d'y renoncer. L'avoir cru prouve l'optimisme de M. Mendès-France et donne peut-être la raison de son récent échec : c'est très joli de vouloir négocier pour terminer la guerre, mais qu'allons-nous devenir, que va-t-il rester de notre politique? Telle fut sans doute la question que se posèrent ses adversaires, dont on ne sait ce qu'il faut le plus admirer : leur lucidité ou leur aveuglement.

*
* *

Il est vrai que le gouvernement français se présente volontiers en innocent. Il ne serait pour rien dans la rupture franco-vietnamienne de la fin de 1946. Ce seraient les Vietnamiens qui n'auraient pas voulu de ce qu'on leur offrait, qui n'auraient pas compris l'intérêt, comme disait l'*Economist*, de l'expérience en cours. Mais comment leur reprocher leur méfiance (pas plus grande d'ailleurs que celle des Français) qui — c'est exact — s'est manifestée très tôt, quand on se rappelle les premières propositions françaises? Ce qu'en fait nous demandions à la Conférence de Dalat (avril-mai 1946), c'était un renoncement pur et simple des Vietnamiens à leur programme dont les deux points essentiels étaient l'unité et l'indépendance, en somme une capitulation. Nos représentants leur proposaient en effet une « Fédération indochinoise » morcelant non seulement l'Indochine en Cambodge, Laos et Viet-nam (ce qui ne posait pas de grandes difficultés), mais encore et surtout le Viet-nam lui-même en Tonkin, Annam et Cochinchine. Cette Fédération appelait à sa tête tout naturellement (aux yeux des Français) un Haut-Commissaire, héritant pratiquement des pouvoirs de l'ancien gouverneur général et disposant d'un véri-

table gouvernement. « Dans cette conception le Viet-nam [n'accédait] à l'Union Française qu'au second degré, à travers la Fédération indochinoise et [était amputé], il faut le reconnaître, d'une large partie de sa souveraineté. » (Devillers, p. 263) Sous des mots nouveaux, ce n'était pas autre chose que la remise en place de l'ancienne structure colonialiste. Qu'est-ce en effet, sur le plan politique, que le colonialisme? Un système liant la colonie à la métropole sans aucune réciprocité, excluant tout rapport mutuel grâce à l'interposition entre elles deux d'une administration quasi autonome, laissant passer seulement les impulsions plus ou moins déformées venues de la métropole. Un tel système a pour fonction d'assurer la passivité de la colonie, au moins d'amortir ses réactions, en tout cas de permettre à la métropole de les ignorer, ce qui est d'ailleurs le plus cher désir de cette dernière et la garantie de sa bonne conscience comme de la bonne marche de l'exploitation. Il ne faut pas que sa « mission civilisatrice » soit entravée. Quelle est au contraire la signification première de la revendication d'indépendance? Obtenir que les rapports entre la nation colonisatrice et la nation colonisée soient définis, dans une perspective bilatérale, comme ceux de deux États égaux en droit, alliés sans doute mais non pas intégrés dans un ensemble qui, s'il est un cadre étroit pour la colonie, n'est qu'un instrument pour la nation colonisatrice.

Une plaisanterie répandue consiste à prétendre qu'on peut passer d'un système à l'autre progressivement, par étapes comme on dit volontiers à Paris — ces étapes que connaissent bien les Tunisiens et qui consistent plutôt en de décevantes promenades en bateau. La vérité est qu'ils s'excluent totalement. Il ne sert à rien, ici, de protester de la bonne foi de nos premiers négociateurs. Elle pouvait être entière. Ils pouvaient en toute sincérité vouloir la fin de l'exploitation coloniale. Ils en perpétuaient malgré eux le conditions en s'érigeant en juges (en la personne du futur haut-commissaire!) du bien des colonisés, en s'exposant donc à ne le concevoir qu'en fonction des intérêts français, ce qui en soi n'est pas forcément un mal, mais le devient à partir du moment où l'on refuse d'admettre en face de soi l'expression et surtout la manifestation réellement autonome en ses moyens, des intérêts des autochtones. Mais n'est-ce pas vouloir trop prouver? Est-ce à dire que la guerre était inévitable et la négociation inutile? Oui, s'il s'agissait de trouver une impossible conciliation entre les deux conceptions,

non, si la conception colonialiste effectivement écartée, on cherchait à définir la portée et les modalités d'une alliance. A qui appartenait-il alors de choisir? A ceux pour qui précisément le choix ne posait pas une question de vie ou de mort, c'est-à-dire aux Français. Les Vietnamiens avaient leur choix derrière eux, et ils n'existaient politiquement que par lui. Comment leur demander d'y renoncer? Ils n'en faisaient d'ailleurs pas mystère et les Français ne peuvent se plaindre d'avoir été dupés. « Nous irons jusqu'à l'indépendance, jusqu'à l'indépendance complète », déclara Giap au lendemain même de l'accord du 6 mars. Il signifiait ainsi non pas, comme on l'a prétendu ensuite, qu'aussitôt intervenu cet accord était vidé de sa substance, mais au contraire que cet accord ne pouvait avoir de suite que si l'indépendance vietnamienne devenait le fondement de nouveaux rapports franco-vietnamiens. Le retour au colonialisme, non l'indépendance, devait rendre ceux-ci impossibles. N'était-ce pas d'ailleurs ce choix vietnamien et sa reconnaissance au moins implicite par les Français qui avaient, au début de 1946, motivé l'ouverture des négociations? N'était-ce pas les rompre que le remettre en cause? En revanche, les Français pouvaient choisir, ils pouvaient abdiquer toute prétention colonialiste sans pour autant rendre caducs leurs efforts passés en ce pays et sans démentir la politique qu'ils affirmaient alors vouloir mener dans cette partie du monde comme ailleurs. Ils ne l'ont pas voulu, et c'est pourquoi ils portent la responsabilité de la guerre. C'est pourquoi aussi ils devraient comprendre aujourd'hui qu'ils peuvent encore assumer la responsabilité de la paix, du moins le tenter.

La controverse de Dalat en effet n'était naturellement pas restée sur le plan théorique. La conférence était à peine terminée, que l'amiral d'Argenlieu, pratiquant délibérément la politique du fait accompli, décidait unilatéralement la création d'une « République autonome de Cochinchine », simple organisation de façade aux mains des colons et du commissaire de la République [1]. D'autre part, alors que, pour affirmer concrètement son autorité, le gouvernement du Viet-nam s'était efforcé d'instituer un contrôle douanier, les Français s'acharnaient à le démanteler en prenant sous leur protection les trafiquants chinois qui tentaient d'échapper

1. « Le gouvernement provisoire réclamé par le peuple de Cochinchine... s'engage solennellement à respecter tous les droits acquis sans restriction ni réserve. » (Communiqué de la « mission cochinchinoise d'information. »)

au contrôle. Ils n'hésitèrent pas à employer la force comme à Haïphong en novembre 1946. On sait [1] aujourd'hui la gravité de l'incident, la violence de l'intervention des troupes françaises. Nul ne peut plus présenter les événements *ultérieurs* d'Hanoï, en décembre, comme fortuits, non provoqués par les Français. Nul ne peut plus prétendre que le massacre d'Hanoï ait témoigné de la duplicité vietnamienne et de la volonté du gouvernement vietnamien de provoquer la guerre. Il ne s'est pas agi d'une bataille rangée, d'une reprise préméditée et coordonnée de la lutte. Jusqu'au bout, du 2 au 19 décembre, tantôt séparément, tantôt de concert, Ho Chi-minh et Sainteny, le négociateur français du 6 mars, ont combattu les extrémistes des deux camps et ont essayé d'enrayer le développement des incidents. Mais la vraie question n'est pas là. Elle est de savoir qui a voulu immédiatement faire du 19 décembre 1946 une date fatidique et pourquoi. Ho Chi-minh ne demandait au lendemain de cette journée qu'à en effacer les conséquences, qu'à reprendre la négociation. Dès l'arrivée en Indochine de M. Moutet, alors ministre de la France d'Outre-Mer, il a voulu lui faire savoir son intention de le rencontrer. Mais sa lettre ne fut pas transmise, pas plus que ne l'avait été au président du Conseil Léon Blum le télégramme qu'il lui avait adressé quelques jours avant les événements d'Hanoï. La volonté de l'irrémédiable n'était pas du côté vietnamien. Qu'on ne dise pas que l'attitude de Ho Chi-minh était dictée par l'échec de l' « agression » et par la vigueur de la réaction française [2]. Ce que, pour revenir à la négociation, il voulait effacer, ce n'était pas seulement ce qui s'était passé à Hanoï, c'était aussi ce qui s'était passé à Haïphong. Comme l'écrit Devillers « (M. Moutet) n'a pu prouver — et pour cause — que l'attaque résultât d'une initiative délibérée du *gouvernement* vietnamien. Dans ces conditions, le 19 décembre ne pouvait être un obstacle dirimant à la reprise des négociations avec Ho Chi-minh. Encore moins devait-on considérer les accords du 6 mars comme caducs. La seule chose que la France fût vraiment en droit d'exiger, c'était que soient

1. Le but de cet article n'est pas d'ordre historique. On trouvera l'exposé des événements et de leur enchaînement dans le livre déjà cité de Devillers. Ne pas le reprendre est d'ailleurs une preuve de modération, car il est accablant pour nos représentants.

2. Même si d'ailleurs c'était le cas, ce serait une bonne leçon pour les Français, aujourd'hui. Ho Chi-minh, lui, n'hésitait donc pas à regarder la ¿ité en face et à traiter avec ses adversaires.

écartés les hommes sur qui retombait la responsabilité de l'agression, c'est-à-dire l'aile « gauchiste » du Viet-minh » (p. 377) Mais précisément cette exigence [1] n'avait de sens que dans la perspective d'une reprise des négociations. Or, cette perspective fut formellement écartée par le gouvernement français, qui ainsi, non moins formellement, choisit la voie de la guerre.

Bien sûr, il peut dire aujourd'hui qu'il n'a pas voulu cela. On le lui accordera volontiers : il n'a certainement pas voulu *cette* guerre, mais il en a voulu une autre, une guerre rapide, facile, se terminant par l'écrasement du Viet-minh et par leralliement idyllique de tous les Vietnamiens aux thèses françaises. Cette volonté, qui mariait harmonieusement le burlesque et l'ignoble, a eu ses théoriciens. « Un point paraît certain : l'impossibilité de reprendre les négociations avec le gouvernement de M. Ho Chi-minh Nous savons maintenant, d'une façon trop certaine, après l'avoir pressenti et annoncé depuis longtemps, que ce gouvernement n'a qu'un seul objectif : assurer l'indépendance du Viet-nam en empêchant par tous les moyens toute réinstallation de la France, à quelque titre que ce soit, tant que cette indépendance n'aurait pas été définitivement et complètement reconnue... L'importance de l'idée nationale dans toutes les couches de la population annamite n'est pas niable, et il faut en tenir compte. Nous ne pouvons actuellement espérer désolidariser la masse du Viet-minh qu'en montrant, par nos propos et par nos actes, que l'idée nationale n'est pas mise par nous en péril... Notre objectif est clairement déterminé : transporter sur le plan intérieur annamite la querelle que nous avons avec le parti Viet-minh, et nous engager nous-mêmes le moins possible dans des campagnes et dans des représailles qui doivent être le fait des adversaires autochtones de ce parti. » (Léon Pignon, note d'orientation n° 9, en date du 4 janvier 1947, cité par Devillers, p. 364). Tout est dans ce texte. En premier lieu, on y trouve à la fois la reconnaissance et la négation du gouvernement Ho Chi-minh comme exprimant les aspirations nationales du Viet-nam : il existe un gouvernement vietnamien, la masse le suit (puisqu'on envisage de l'en détacher), il réclame l'indépendance de son pays, les Français doivent tenir compte de cette revendication. Mais voici la conclusion paradoxale : tenir compte de cette revendication consiste d'abord à ne pas tenir

1. Exigence qui n'aurait d'ailleurs pu être acceptée que si, parallèlement, était écartée l'aile « colonialiste » française, d'Argenlieu-Valluy.

compte de ceux qui l'expriment! Avec une naïveté étonnante, M. Pignon nous donne ensuite la raison de cette attitude étrange : l'indépendance doit avoir pour condition la « réinstallation » de la France. Autrement dit, l'indépendance doit être octroyée. Une logique impeccable — à laquelle les Vietnamiens, « formés dans nos écoles » comme on dit, n'ont pas manqué d'être sensibles — exige qu'à cette fin elle soit d'abord niée. En troisième lieu, ce texte définit ce qu'on pourrait appeler le « colonialisme éclairé » : il existe sans doute des aspirations nationales, mais précisément ce ne sont que des aspirations, c'est-à-dire quelque chose de vague, de confus, à quoi seule la puissance protectrice peut donner forme. Quand le colonialiste est tout à fait éclairé, il dit même qu'elle le doit. En termes concrets, cela signifie qu'il faut séparer ces aspirations des mouvements qui, par eux-mêmes, seraient capables de les exprimer, et c'est ainsi que le respect affiché du nationalisme conduit à traiter les nationalistes comme des rebelles. La même idée s'exprime aussi dans une belle formule souvent employée : nous nous battons pour permettre au peuple vietnamien de choisir librement son futur régime. Il faut donc nier que ce peuple ait déjà pu choisir sans nous. Autrement dit, il faut nier toute l'action passée du Viet-minh, ce qui implique nécessairement la guerre, si celui-ci n'est pas d'assez bonne composition pour accepter ce coup de gomme (en termes militaires, la gomme s'appelle napalm). D'autre part, dans notre langage, le libre choix suppose un arbitre qui définit les règles du jeu et reconnaît le gagnant. Le premier principe est donc une fois de plus la réalité du pouvoir français qui, par cet aimable sophisme, doit apparaître comme le garant de la liberté vietnamienne. Au contraire, le Viet-minh est dans cette perspective présenté comme un regrettable élément extérieur susceptible de fausser la balance. Ainsi, dès le début, apparaît, pour caractériser Ho Chi-minh, le second thème, celui de « jouet du communisme international », qui se liera inextricablement, et très utilement pour la propagande française, à celui du « rebelle ». Enfin, comme il ne suffit pas de définir une politique mais qu'il faut aussi envisager les moyens de la mettre en œuvre, M. Pignon s'efforce de tracer une ligne de conduite.

Elle vaut la peine qu'on s'y arrête. S'étonnera-t-on d'abord de son ignominie? L'objectif « clairement déterminé » est tout simplement de susciter au Viet-nam une guerre civile, dont nous serions les arbitres partiaux. Que peut en effet vouloir dire d'autre la

formule « transporter sur le plan intérieur annamite la querelle que nous avons avec le parti Viet-minh? » Tel fut bien le but de l'expérience Bao-Daï, dont M. Pignon fut un des premiers promoteurs. Malheureusement pour lui, l'absurdité de sa tentative, au moins dans sa conception initiale, saute aux yeux. Elle ne peut être ignorée que de ceux qui, à force de nier la réalité du Viet-minh pour justifier le refus des négociations, se sont pris à leur propre jeu et ont fini par croire à la vérité de cette négation. Quels pouvaient être en effet les « adversaires autochtones » du Viet-minh, les partisans de Bao-Daï? D'authentiques nationalistes qui auraient constaté la réelle indépendance de l'ancien empereur? Mais pourquoi auraient-ils renoncé à leur attentisme ou se seraient-ils désolidarisés du Viet-minh, si nous avions consenti au Viet-nam une telle indépendance? L'octroi de l'indépendance à Bao-Daï serait en fait le triomphe du Viet-minh et nous le savons bien; c'est pourquoi nous maintenons Bao-Daï à l'état de fantoche. De toutes façons pour *promettre* l'indépendance à Bao-Daï il faut commencer par la refuser en fait à Ho Chi-minh. La preuve en est qu'aujourd'hui, en 1953, la politique qui consiste à lui accorder une certaine indépendance est aussi celle qui tend à le mettre en « prise directe » avec les États-Unis, afin précisément d'éviter la victoire d'Ho Chi-minh. Nous ne pouvions donc trouver que des hommes de paille, incapables de rallier la majorité de leur peuple. Mais alors la guerre civile n'était plus, si l'on peut ainsi dire, qu'un beau rêve. La France était obligée d'intervenir en titre et de plus en plus activement dans la guerre. C'est bien ce qui s'est passé. Il n'empêche que l'intention exprimée par M. Pignon était révélatrice. « Nous engager nous-mêmes le moins possible », cet idéal tenait si fort au cœur de nos dirigeants (on les comprend, mais quel drôle de chemin ils ont pris pour y parvenir!) qu'en dépit de toutes les déconvenues et du poids toujours plus lourd de la guerre, il est toujours officiellement proclamé. Demain on rasera gratis, demain « l'armée nationale vietnamienne » assurera la relève de nos troupes. Ce slogan, théoriquement destiné à prouver notre bonne foi et notre volonté de respecter l'indépendance du Viet-nam, exprime en réalité l'esprit colonialiste du gouvernement français. Pour le colonialiste, en effet, il n'y a pas vraiment de problèmes coloniaux. Une politique au jour le jour suffit, puisqu'il s'agit simplement de maintenir le *statu quo ante*. C'est là l'aspect prosaïque de la néga-

tion des rapports réciproques entre métropole et colonie. « Pas d'histoires », tel est le mot d'ordre. Une guerre sans problèmes, une guerre oubliée, voilà en somme ce qu'on voulait, puisqu'on n'arrivait décidément pas à écraser le Viet-minh. De ce point de vue rien n'a changé depuis 1947. Quand les choses vont mal, on imagine des solutions mirifiques, mais on ne souhaite que revenir au train-train quotidien : on parle de l'avenir pour oublier le présent. Les récents événements du Laos en sont un bon exemple. Si pourtant aujourd'hui la guerre d'Indochine vient plus fréquemment au premier plan de l'actualité, c'est que les choses vont de plus en plus mal de plus en plus souvent. Mais dès 1947 le gouvernement français dut, sans renoncer à sa nostalgie de la bonne vieille guerre coloniale, prendre en considération un autre aspect de la situation et s'apercevoir que la guerre ne pouvait être ainsi mise entre parenthèses.

Si Ho Chi-minh n'était qu'un rebelle, la guerre n'était qu'une « opération ». Mais une opération est par définition temporaire. Si elle se prolonge, elle devient une guerre. Or le rebelle tenait bon. Il fallait donc le définir autrement. Le thème du « communiste international » vint donc relayer celui du « rebelle ». Il présentait au moins deux avantages. Tout d'abord, il fournissait un alibi honorable à nos insuccès. Certes, Ho Chi-minh est communiste. Mais cette qualification prend aisément une valeur magique, qui n'est d'ailleurs pas pour déplaire aux intéressés. Cette valeur a une fonction pratique : elle empêche de s'interroger sur la signification propre de tout mouvement communiste. Le communisme est par définition international. C'est vrai. Mais l'interprétation que l'on donne de cette vérité est singulière : tout communiste, conclut-on, même isolé, même privé, par la géographie ou la politique, de tout appui extérieur, représente « le » communisme international, dont les forces sont, on ne sait comment, toujours massées derrière lui. Quel triomphe alors si on l'écrase, quelle excuse si on n'y parvient pas. La preuve en est que, dès 1947, c'est-à-dire bien avant la victoire de Mao Tse-Toung, l'amiral d'Argenlieu avait eu recours à ce mythe. Mais, dira-t-on, avec la victoire des communistes chinois, le mythe est devenu réalité. Ce n'est pas tout à fait exact : ce qui s'est réalisé, c'est une situation nouvelle, ce n'est pas le mythe initial. Il y a évidemment [1] une aide

1. Pour ne pas nous faciliter les choses, nous l'admettrons sans discuter son importance, sans demander surtout si elle n'est pas payée par la

chinoise : les Vietnamiens auraient bien tort de ne pas profiter de ce qu'on leur reprochait déjà même quand il n'y avait pas lieu de le faire. Mais en tirent-ils un si grand profit? Croit-on que si cette aide réelle égalait l'aide mythique, ils ne nous auraient pas déjà chassés d'Indochine? Nos responsables la dénoncent volontiers en général, mais quand il faut être précis, ils sont beaucoup plus prudents dans leurs évaluations. Croit-on d'ailleurs que cette aide soit supérieure à celle que nous recevons des États-Unis? Il y a bien une théorie qui expliquerait tout : celle du piège que nous tendraient les Chinois pour nous fixer en Indochine et y épuiser nos forces. Mais enfin, ce ne sont pas les Chinois qui nous y ont fait venir! Et puis, cette théorie admet ce qui est précisément en discussion, à savoir que Ho Chi-minh est purement et simplement un satellite, et elle l'admet a priori parce qu'il s'agit toujours de justifier la même négation que nous retrouvons chaque fois que nous voulons définir la politique française : négation de l'indépendance du Viet-nam, négation de ce que peut signifier le communisme pour les peuples coloniaux, refus des négociations. Au fond, ce n'est pas tellement par anticommunisme que nos représentants en Indochine ne veulent pas négocier avec Ho Chi minh, c'est parce qu'ils savent que celui-ci représente l'indépendance du Viet-nam. L'anticommunisme n'est qu'un vieux prétexte pour justifier une fois de plus une répression qui cette fois a échoué et s'est transformée en véritable guerre. L'anticommunisme fournit sans doute de mauvaises raisons pour continuer la guerre, mais il n'en donne pas l'explication fondamentale. Les Vietnamiens ne s'y sont pas trompés.

Le deuxième avantage du communisme d'Ho Chi-minh, c'est qu'il permet de réclamer, d'obtenir et de justifier l'aide américaine. Si l'on avait cru pouvoir, selon le terme consacré, « pacifier » l'Indochine, il fallut vite déchanter. Les moyens nous faisaient défaut. Il fallait donc obtenir une aide des États-Unis et pour cela « insérer la guerre d'Indochine dans le plan stratégique américain » (Devillers, p. 449). Le gouvernement français a, pour y parvenir, internationalisé la guerre bien avant de songer à internationaliser la paix : nous avons donc « défendu le monde libre contre le communisme international », et cela, avant même la victoire de Mao et la guerre de Corée qui pourtant rendirent les

République démocratique du Viet-nam, qui dans ce cas serait donc plus libre vis-à-vis de la Chine que la France vis-à-vis des États-Unis.

Américains plus « compréhensifs » à notre égard. Mais cette réussite a eu pour conséquence de nous enliser dans cette guerre, tout d'abord en faisant du « front indochinois » un élément permanent de la guerre froide internationale, — élément peut-être destiné, nous le verrons, à lui survivre — et ensuite en faisant de cette guerre une pièce maîtresse de notre politique nationale.

Nous avons demandé aux Américains de nous aider à gagner la guerre. Mais ils peuvent seulement nous aider à la poursuivre. La raison n'en est pas d'ordre matériel. Elle est de principe. La guerre froide internationale a ses lois non écrites, elle suppose le maintien d'un certain équilibre, dont la rupture marquerait le signal de la guerre véritable. Par conséquent, y insérer la guerre d'Indochine revient à lui interdire toute issue : sans doute les Américains n'accepteraient pas une victoire du Viet-nam, c'est-à-dire un accroissement décisif de l'aide chinoise, mais les Français auraient tort de s'en réjouir, car l'inverse est peut-être encore plus vrai. Autrement dit, la guerre froide est avant tout négative, elle consiste à interdire à l'adversaire tout progrès au delà d'une limite tacitement convenue. Ce dont ne veulent pas les Chinois, c'est d'un Viet-nam passant totalement dans le camp occidental, comme ce que refusent les Américains, c'est la communisation de l'Indochine. Mais que la guerre se poursuive entre Français et Vietnamiens, pourquoi y verraient-ils un inconvénient? C'est pourquoi d'ailleurs il n'est pas du tout évident que la fin de la guerre froide marquerait la fin de la gurre d'Indochine. Si Américains et Chinois s'entendaient pour ne plus intervenir d'un côté comme de l'autre, nous nous retrouverions en face de Ho Chi-minh. Peut-on affirmer qu'alors les Français pourraient le vaincre? Ne devrions-nous pas enfin reconsidérer notre refus de négocier?

En ce cas, pourquoi ne pas le faire dès maintenant? C'est ici que l'on touche le fond du problème. Si la poursuite de la guerre ne présentait que des inconvénients, la solution des négociations s'imposerait irrésistiblement, car enfin l'analyse précédente n'est pas nouvelle. Pourquoi donc se refuse-t-on à en tirer la conclusion logique? On met d'ordinaire en évidence la charge que représente la guerre, mais, pour comprendre l'attitude du gouvernement français, il faut voir aussi ses avantages. A proprement parler, les avantages ne compensent pas la charge, c'est la charge elle-même dont on finit tant bien que mal par s'accommoder en intégrant la guerre dans une politique d'ensemble dont elle devient le véri-

table ciment. Ainsi s'est constitué un engrenage compliqué duquel il est très difficile de se dégager sans tout faire sauter. Tout d'abord le mécanisme de l'aide américaine à la France est tel que la guerre d'Indochine rend nécessaire non seulement l'aide proprement militaire, mais aussi l'aide économique. La contre-valeur de l'aide sert en effet à combler le déficit du budget, que creuse précisément la guerre. Celle-ci met notre économie dans un état de crise chronique et justifie ainsi l'aide non militaire. Si aujourd'hui les États-Unis accordent pour l'Indochine un soutien spécifié, la situation ne s'est cependant guère modifiée depuis les premiers temps du Plan Marshall : ce soutien est nécessaire par suite de notre déficience économique, mais il ne nous est accordé que parce qne nous poursuivons la guerre. D'ailleurs, si sa contre-valeur en francs finance en partie les dépenses militaires, les dollars penvent être utilisés à d'autres fins, par exemple à combler le déficit français à l'égard de l'I. E. P. comme on l'a vu récemment. C'est en ce sens qu'on a pu parler d' « expostation » de soldats contre des dollars. Ainsi nos difficultés économiques nous font solliciter une aide, que la guerre stérilise aussitôt mais qu'elle nous permet d'obtenir. Comme ces difficultés sont réelles et qu'il nous faut bien essayer de les résoudre, comme d'autre part la guerre continue, nous dépensons plus que nous ne recevons; mais comme pour recevoir il nous faut continuer la guerre et donc aggraver nos difficultés, en fin de compte nous ne recevons que pour pouvoir dépenser davantage. Le résultat est évident : notre dépendance à l'égard des États-Unis devient de plus en plus étroite. C'est en fonction de cette dépendance, et donc de la guerre, que toute notre politique est obligée de se définir. Invoquer la solidarité occidentale pour être soutenus en Extrême-Orient oblige à n'en refuser aucune des conséquences en Europe. Dans la mesure où l'on invente des solutions pour s'accommoder de ces conséquences — l'armée européenne pour éviter un réarmement allemand trop voyant, la communauté charbon-acier pour remédier aux inconvénients de la division de l'Europe —, c'est de la guerre même qu'on s'accommode, et c'est la guerre qui les fausse, même quand, comme c'est le cas pour la seconde, elles pourraient avoir un sens. Si enfin le pacte Atlantique nous prive de toute liberté d'action, c'est parce que la guerre d'Indochine nous maintient, sur tous les problèmes, en position de « demandeur ». Mais cette position, nous l'avons choisie nous-mêmes en « intéressant » les États-Unis à cette guerre. On revient ainsi au

point de départ. La machine infernale est bien montée : la guerre d'Indochine est devenue le moteur indispensable de notre politique.

C'est donc cette politique qu'il faut réviser. Au fond, le gouvernement français a cru à l'inéluctabilité d'un conflit généralisé. En tout cas, c'est dans cette perspective qu'il a situé la guerre d'Indochine. Cette optique justifiait opportunément le refus des négociations. Il est probable que ce refus et cette croyance se renforçaient mutuellement : on refusait de négocier parce qu'on croyait à la guerre générale, on croyait d'autant plus à la guerre générale que le refus des négociations provoquait et entretenait une guerre dont le mythe du communisme international faisait un prélude au grand conflit. Bien sûr, on ne souhaitait pas ce dernier, mais on ne voulait pas non plus croire à une paix possible. Il s'agissait donc simplement de « tenir » en attendant on ne savait trop quoi. Il n'y avait plus de problèmes, ce qui répondait parfaitement, on l'a vu, au vieil idéal colonialiste. Quand on envisageait une solution possible, on pensait simplement à une hypothétique relève par les « États associés ». Mais cette solution ne pouvait et ne peut toujours pas (car elle n'est pas abandonnée) en être une : elle repose en effet sur ce qui entretient la guerre, à savoir la méconnaissance de ce qui fait la force du Viet-minh et qui est cette indépendance précisément confirmée par la guerre que nous lui faisons. Cependant on commence à s'apercevoir que cet immobilisme sanglant n'est pas tenable. Il ne l'est dans aucune hypothèse : ni s'il doit y avoir un conflit Est-Ouest — car en ce cas la dispersion de nos forces serait un danger et leur maintien en Indochine ne garantirait nullement notre présence là-bas après la guerre. Que serait alors la France et que serait aussi l'Indochine? — ni à plus forte raison dans le cas d'une détente internationale — car ne serions-nous pas obligés, ou bien de nous conformer à un accord sur l'Indochine conclu en dehors de nous, ou bien de trouver un *modus vivendi* avec un gouvernement vietnamien en face duquel nous nous retrouverions comme en 1947?

C'est dans ces conditions qu'a été lancée l'idée de l'internationalisation. Elle recouvre des préoccupations très diverses. Il y a d'abord le thème ancien du caractère international de la guerre. On sait qu'il sert à obtenir une aide américaine toujours accrue et, accessoirement, à nous donner bonne conscience : la France, même aidée, combat seule, Ho Chi-minh, même isolé, a le soutien effectif et inappréciable de tous les communistes; l'aide améri-

caine est normale, personne ne peut y trouver à redire, surtout pas les Chinois, dont l'aide est certaine par principe et inadmissible par définition. On sait également que cette aide américaine et cette bonne conscience entretiennent le refus persistant des négociations. On peut envisager ensuite un recours à l'O.N.U.. La suggestion en a d'ailleurs été faite plusieurs fois, en général chaque fois que l'action de la République Démocratique du Viet-nam nous incitait à des doutes sérieux sur l'efficacité de la nôtre. On se plaît à imaginer que ce recours remplirait de terreur les Vietnamiens. Mais un peu de réflexion montre qu'ils n'auraient pas lieu de s'effrayer. Si l'O.N.U. donnait raison à la France, le seul changement serait que l'aide américaine recevrait la caution de cette organisation. Au surplus nous donnerait-elle raison? Et, si elle le faisait, n'entendrait-elle pas alors examiner de plus près les affaires d'Indochine? Évidemment, cette idée d'un recours à l'O.N.U. implique une certaine menace contre la Chine : si les Chinois intervenaient en personne, la riposte américaine pourrait, officialisée par les Nations Unies, prendre en Indochine la forme qu'elle a revêtue en Corée. Mais cela, ils le savent bien et ils n'ont pas besoin que nous le leur disions. Inversement d'ailleurs, si, sans provocation chinoise, les Américains intervenaient de cette façon, la réponse de la Chine serait immédiate et la guerre générale serait bien proche. Autrement dit, le recours à l'O.N.U. ou bien est inefficace et est une nouvelle forme du refus des négociations directes, ou bien il risque de conduire à l'extension de la guerre. Aussi bien le gouvernement français n'a-t-il jamais joué très longtemps avec cette idée.

En troisième lieu, la formule de l'internationalisation recouvre le vague projet d'une conférence internationale, qui grouperait par exemple les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Chine, la Russie et bien entendu le gouvernement de la République Démocratique, la France amenant de son côté des représentants de Bao-Daï. On ne voit pas très bien le sens d'une telle proposition. De deux choses l'une : ou bien la discussion essentielle finira par s'instaurer entre le gouvernement français et le gouvernement Ho Chi minh, et on se demandera ce qui nous empêche de commencer dès maintenant par là; ou bien, et c'est sans doute là que veulent en venir les auteurs de la formule, la discussion aura lieu entre Chine ou U.R.S.S. d'une part, États-Unis de l'autre, et son issue dépendra de la situation internationale et du rapport

des forces du moment. On pense bien entendu que la balance penchera du bon côté ! Ni le Viet-nam, ni la France n'auront leur mot à dire. Mais c'est bien ce qu'escomptent ces plaisantins [1] qui parlent de négociations pour les refuser plus subtilement.

Cette pseudo-solution est, adoucie dans la forme, la variante d'une autre beaucoup plus dangereuse et plus significative de l'état d'esprit de nos actuels dirigeants. Ceux-ci voudraient tirer parti de la fin de la guerre de Corée. Ils voient parfaitement qu'en dépit des larmes de crocodile versées par certains Américains l'armistice en vue, s'il est signé, ne sera pas un succès pour les communistes. Ils pensent donc que les États-Unis pourraient dans la suite des négociations lier les questions d'Indochine et de Corée et imposer aux Chinois l'abandon d'Ho Chi-minh. Il s'agirait en somme d'obtenir des Chinois qu'ils fassent à Ho Chi-minh le coup qu'en Grèce les Russes firent à Markos. Cette mirifique idée résume admirablement toute la politique française depuis 1946. Elle est d'abord parfaitement ignoble : elle consiste à demander qu'on lie les mains de l'adversaire pour pouvoir plus aisément l'assommer. Au besoin d'ailleurs nous pourrions continuer à bénéficier pour cette tâche de l'aide américaine, puisque, comme chacun sait, celle-ci n'internationalise pas la guerre. Seule a cet effet l'aide chinoise. Mais tout ce plan suppose remplies trois conditions : il faut que les Américains s'y prêtent, que les Chinois consentent, enfin que le gouvernement Ho Chi-minh s'en trouve sérieusement affecté. Le gouvernement français pense avoir droit à la bonne volonté des États-Unis à cause du caractère international de la guerre, il juge possible le consentement chinois grâce à la pression américaine, quant au gouvernement Ho Chi-minh il l'imagine aussi dépendant de la Chine qu'il l'est lui-même des États-Unis et il sait trop bien ce qu'il adviendrait de sa propre politique si ceux-ci le laissaient tomber. Aucune de ces trois conditions n'apparaît absolument impossible à remplir. Mais il est douteux qu'elles puissent être réalisées toutes les trois à la fois. En tout cas, il faut bien voir ce que chacune signifie.

L'appel aux États-Unis peut facilement être entendu, mais, en le leur adressant le gouvernement français n'appuie nullement les chances d'une amélioration de la situation internationale, il réclame au contraire la continuation de la guerre froide.

1. A qui il arrive d'être ministre d'État dit de gauche dans un gouvernement qui n'a pas besoin qu'on le dise de droite.

Craignant qu'un accord sino-américain ignore la question indochinoise et laisse par conséquent le conflit se poursuivre, sachant d'autre part que cette situation favoriserait Ho Chi-minh en raison du peu d'empressement qu'après un tel accord les États-Unis mettraient à satisfaire les demandes françaises d'aide, refusant toujours obstinément les négociations directes, notre gouvernement est naturellement amené à souhaiter l'insertion du programme indochinois dans les négociations qui doivent en principe suivre un éventuel armistice en Corée. Cette politique risque, bien entendu, de rendre plus problématique encore un accord sino-américain et une détente internationale. Quant au consentement chinois, nous ne savons évidemment pas s'il est concevable. Mais en l'espérant, nos dirigeants révèlent leur mauvaise foi et montrent quelle valeur il faut accorder aux slogans dont ils font un si constant usage. Comment en effet, après avoir posé en principe la solidarité communiste et après avoir invoqué ce principe pour obtenir l'aide américaine, peuvent-ils compter que cette solidarité sera rompue? Le bloc communiste ne serait-il donc pas si solide? Et s'il est possible par des négociations de détacher la Chine populaire de la République Démocratique du Viet-nam, pourquoi ne serait-il pas possible, également par des négociations, de détacher celle-ci de celle-là? Si l'on prenait au pied de la lettre les slogans sur le communisme international, il faudrait penser que son unité ne saurait être rompue que par une guerre, ou tout au moins par un ultimatum fondé sur un notoire déséquilibre des forces entre les États-Unis et la Chine. Après tout, peut-être les auteurs des slogans sont-ils sincères et pensent-ils qu'il doit en être ainsi. Toutefois cela jette un jour singulier sur la tournure qu'ils souhaitent voir prendre aux éventuelles « négociations » sino-américaines.

Mais supposons que les Américains acceptent de lier Corée et Indochine, supposons aussi que les Chinois acceptent d'abandonner Ho Chi minh, les Français seraient-ils beaucoup plus avancés? Supposons même qu'ils écrasent le Viet-minh redevenu une simple organisation de « rebelles », est-ce une semblable victoire qui garantirait durablement la présence française en Indochine? Et ne prouverait-elle pas irrémédiablement le caractère colonialiste de la lutte que nous aurions menée? On répète volontiers, il est vrai, que notre victoire marquerait la date de notre départ et le début de l'indépendance vietnamienne.

C'est pour cette cause que nous combattrions. Peut-être les textes prévoient-ils cette issue. On nous permettra pourtant d'être sceptique malgré de récentes déclarations sur la nécessité de « parfaire l'indépendance et la souveraineté des États associés ». Ce scepticisme semble d'ailleurs partagé par les intéressés. Il est en effet difficile de croire que la paix, qui suivra une telle victoire, ne serait pas du même ordre que celle-ci. Mais de toute manière ce ne sont là que pures vues de l'esprit. Nous n'avons absolument aucune raison de penser qu'abandonné par la Chine Ho Chi-minh renconcera à la lutte, ni que nous aurons beaucoup plus de chances de le vaincre. La République vietnamienne ne paraissait pas en tellement bonne posture au début de 1947 quand nous l'avons contrainte à faire la guerre, et, jusqu'à la victoire de Mao Tse-Toung, elle a combattu seule. Aujourd'hui même, l'aide chinoise est-elle si importante? N'est-ce pas essentiellement le Viet-nam qui lutte contre nous? Il semble que nous ayons oublié l'origine de la guerre et que nous méconnaissions la réalité actuelle. En fait, nous connaissons l'une et l'autre, seulement, parce que nous persistons à refuser la négociation, nous sommes obligés de nier cette connaissance.

Pour soutenir ce refus, il fallait d'abord présenter Ho Chi-minh comme un rebelle. Mais une rébellion, qui dure, réussit et se révèle capable de renverser les rôles, n'en est plus une. On utilisa alors le thème reposant du « communisme international ». Le succès passa nos espérances : toute chance de solution pacifique s'épanouissait. Il valait mieux revenir au « rebelle ». Nous en sommes là. Nous y resterons tant que nous nous refuserons à remettre en cause la négation initiale, qui a déterminé tous les avatars de notre politique.

* * *

Habituellement, on fait une guerre pour la gagner. Or, nous ne pouvons pas gagner la guerre d'Indochine. La victoire militaire, si elle était possible, ne serait d'ailleurs qu'apparente : elle rendrait impossible la pacification réelle du Viet-nam, sa garantie ultérieure exigerait le maintien d'autant de troupes qu'il y en a là-bas en ce moment et serait donc presque aussi lourde pour la France que la guerre actuelle. Mais elle n'est même pas possible. Un général français a récemment parlé de « guerre à outrance ». Il

peut sans doute utiliser au maximum les moyens dont il dispose, mais la France ne peut engager tous les siens. Cette guerre, où, paraît-il, nous défendons « la cause du monde libre », doit rester une guerre coloniale, c'est-à-dire une guerre que l'on fait sans être en guerre. Si en effet nous luttons au Viet-nam contre « le communisme international » — et c'est précisément à cette fin que nous recevons une aide étrangère —, nous devons envisager la possibilité d'avoir à le combattre aussi en Europe. Nous ne pouvons donc envoyer en Indochine qu'un corps expéditionnaire, composé de soldats de métier et de mercenaires. Telle est bien la caractéristique pour ainsi dire technique de l'expédition coloniale. Nous pouvons ainsi *mener* une guerre dont le financement nous épuise, dont le déroulement nous saigne. Mais la France ne peut pas *être* en guerre. Elle ne le peut pas, précisément parce que, pour nier qu'elle mène une guerre coloniale, elle est obligée de faire une politique qui lui impose d'autres charges militaires et la ramène, en dépit de sa propagande, dans les sentiers des conflits coloniaux.

Si nous ne pouvons gagner la guerre, comment celle-ci peut-elle se terminer? Par notre défaite? Elle n'est bien sûr pas exclue. Mais notre seul succès diplomatique a été d'obtenir des assurances contre cette issue en faisant de plus en plus de ce conflit un élément de l'antagonisme Est-Ouest. Par des négociations auxquelles nous n'avons pas part et qui, dans un marchandage général, réglerait en dehors de nous notre sort comme celui du Viet-nam? On peut compter sur notre gouvernement pour torpiller des négociations de ce genre, au risque de prolonger la tension mondiale et de la faire évoluer vers son terme catastrophique. On comprend d'ailleurs qu'il ne veuille pas de cette solution. Mais il ne veut pas non plus de la troisième, qui seule rendrait inutile la précédente : des négociations directes avec le gouvernement du Viet-nam. C'est en effet le refus de cette solution qui inspire toute la politique française, en explique tous les aspects. La guerre d'Indochine est donc une guerre sans but. Faut-il dire que sa poursuite est le but inavoué du gouvernement français? Il est plus exact de dire qu'elle est devenue une sorte de donnée pure de son action et sur laquelle il n'a plus aucune prise. Pour lui, la France « a » une guerre d'Indochine, comme elle a 40 millions d'habitants, certaines frontières, certaines capacités ou carences naturelles. C'est en ce sens que la guerre s'est intégrée à toute sa politique. C'est pourquoi, malgré le caractère colonial du conflit, il n'a pas tort de

dire que la France ne poursuit plus en Indochine des intérêts étroitement colonialistes. D'intérêts économiques, il n'y en a plus guère. Quant à l'intérêt politique, personne ne paraît capable de dire avec précision ce que nous ferions en Indochine s'il n'y avait pas la guerre. Pour rendre compte de cette situation absurde nous avons inventé un dernier thème : cette guerre nous est imposée et nous n'y pouvons rien.

Beaucoup qui la réprouvent et voudraient en sortir, sont trompés et démoralisés par cette formule. Son efficacité tient à notre ignorance ou à notre inconscience. Nous ignorons ou nous voulons ignorer comment nous en sommes venus là. En 1946, nous avons nié la réalité vietnamienne, nous persistons à la méconnaître. Mais cette négation et cette méconnaissance ont pour corollaire notre inconscience ou notre mauvaise foi à l'égard de ce que nous sommes et faisons réellement au Viet-nam. Nous nous voyons innocents, ou plutôt nous ne nous voyons pas, car pour se penser innocent il faut ne pas se regarder, il faut croire qu'on ne fait rien : nous, ne faisons pas la guerre, on nous la fait! C'est cette inconscience [1] qui nous fait trouver normale l'aide américaine mais inadmissible l'appui chinois au gouvernement Ho Chi-minh. C'est cette mauvaise foi qui inspire les journalistes lorsqu'ils décrivent les méthodes de guerre des Vietnamiens : pensez que ces gens-là sont assez perfides pour tendre des embuscades et attaquer par derrière nos vaillants soldats au lieu d'affronter les tanks les mains nues! De même, nous déclarons que les Vietnamiens s'en prennent à la présence française quand ils veulent l'indépendance que nous leur refusons. C'est qu'en effet dans notre perspective l'indépendance s'octroie : nous entendons l'accorder, nous ne voulons pas qu'on nous l'arrache et c'est ainsi que nous la refusons à qui la prouve et nous demande de la reconnaître.

Le premier devoir des Français est donc de prendre conscience d'eux-mêmes et de la guerre qu'ils font. Le gouvernement français affirme qu'il s'agit de la lutte contre le communisme mondial, lutte que celui-ci nous imposerait. Pour le Viet-nam au contraire, c'est d'abord une guerre d'indépendance et, d'un point de vue plus général, un épisode du réveil des peuples coloniaux. Comme le gouvernement ne peut tout de même pas nier complètement la volonté d'indépendance des Vietnamiens, il soutient que cette volonté est

1. On comprendra, j'espère, que l'inconscience n'est pas une excuse.

exploitée par le communisme mondial. Mais il s'empêtre aussitôt dans d'invraisemblables contradictions. Pour que le gouvernement Ho Chi-minh fasse le jeu du communisme mondial, il faut, pour commencer, que ce gouvernement exploite le désir d'indépendance des nationalistes sincères — c'est-à-dire, selon la terminologie en usage, non communistes — qui se groupent derrière lui. On ne peut en effet prétendre que tous les Vietnamiens, qui se battent contre nous, soient communistes. Mais comment Ho Chi-minh peut-il exploiter, c'est-à-dire tromper (ou bien le mot n'a pas de sens) ce sentiment national? En luttant contre nous qui refusons cette indépendance? Le sophisme est grossier. Aussi en préfère-t-on un autre. Ho Chi-minh, on consent à le reconnaître, veut l'indépendance de son pays, mais comme il est communiste, cette volonté est viciée à la source parce que, s'il gagne la guerre, il fera du Viet-nam un satellite de la Chine communiste. Nous proposons alors aux Vietnamiens une idée digne de Gribouille : puisque Ho Chi-minh fera demain de son pays un satellite de la Chine, demandons aux « vrais » nationalistes d'en faire aujourd'hui un satellite de la France. Un certain nombre de Vietnamiens « attentistes » semblent admettre la prémisse, mais du moins refusent-ils la conclusion. C'est assez logique. Pour les persuader, on met en avant Bao-Daï. Bao-Daï, ce serait le symbole du Viet-nam vraiment indépendant et tous les nationalistes devraient le rejoindre (on sait le succès de cette tactique et ses raisons). Seulement si nous accordons théoriquement l'indépendance à Bao-Daï, si nous espérons ainsi gagner les non-communistes, c'est donc bien sans doute que nous luttons contre le communisme, mais c'est donc aussi parce que nous le voulons absolument. C'est nous qui faisons tout pour que la guerre ait ce sens et cette lutte anticommuniste ne nous est donc pas imposée. Nous invoquons l'anticommunisme parce que nous avons besoin pour la mener de l'appui américain. D'autre part, on sait bien que Bao-Daï n'est pas libre, il le dit lui-même et nos dirigeants le reconnaissent : les nécessités de la guerre, expliquent-ils. Mais alors, qui exploite le sentiment nationaliste dans une guerre que l'on veut anticommuniste pour ne pas reconnaître qu'elle est dirigée contre l'indépendance vietnamienne?

La guerre, dit-on, a lieu entre l' « Occident » — le capitalisme occidental — et le communisme. C'est pourquoi il faudrait continuer la guerre et en tout cas refuser tout contact avec Ho Chi-minh:

il faudrait avant tout éviter une victoire communiste. Mais il n'en est ainsi que parce que précisément nous avons transformé la guerre en une lutte anticommuniste, et nous l'avons fait parce que nous n'avions pas les moyens de mener la guerre purement coloniale envisagée au début. Nous nous sommes pris ainsi à notre propre piège. C'est parce que la guerre continue, que notre défaite serait une victoire communiste et que notre improbable victoire serait, malgré nos dénégations, celle du colonialisme. Si nous voulons éviter la première, si, sincèrement, nous ne voulons pas de la seconde, il ne nous reste qu'à ne plus craindre l'une et à ne plus espérer l'autre, c'est-à-dire à négocier. Nous devons comprendre le vrai sens de la guerre : il est donné par ces Vietnamiens qui restent insensibles aux séductions de la propagande française, qui refusent de se séparer d'Ho Chi-minh dont ils authentifient ainsi le caractère national. Non communistes, ils ne pensent pas qu'ils doivent renoncer à la lutte pour la liberté. Ils prouvent par là contre nous que leur guerre est bien une guerre d'indépendance.

Il se peut cependant qu'en prolongeant le conflit nous obtenions un succès : nous finirons peut-être par imposer notre point de vue, par amener tous ceux qui suivent Ho Chi-minh à être communistes. Des nationalistes nous aurons alors fait des communistes pour n'avoir pas voulu reconnaître que ces communistes étaient des nationalistes. Nous aurons nous-mêmes fait du communisme la seule voie de l'émancipation pour un ancien peuple colonisé. Peut-être d'ailleurs en est-il forcément ainsi, mais c'est une autre question. En tout cas si nous voulons éviter cette conséquence, nous devons comprendre que, quelle que soit son issue, la guerre la rend inévitable. Des négociations directes — et non des détours compliqués et, comme nous l'avons vu, illusoires pour obtenir comme à la dérobée les résultats d'une impossible victoire — permettraient seules de donner à la paix le sens qu'elle doit avoir d'abord aussi bien pour nous que pour Ho Chi-minh : le sens de l'indépendance vietnamienne.

Jean Pouillon.

On le voit : ce n'est pas parce qu'il est communiste qu'on ne négocie pas avec Ho Chi-minh. On ne négocie pas davantage avec le Néo-Destour ou l'Istiqlal, qui ne le sont pas. Mais on invoque son communisme pour ne pas négocier avec lui. La meilleure preuve en est qu'on découvre ce communisme mythique jusque dans l'Istiqlal précisément et contre toute évidence. Ainsi la guerre, colonialiste à l'origine, s'intègre dans une vaste croisade à l'échelle mondiale. Louis de Villefosse va montrer comment, — et Pouillon précisera alors quelle peut être, pour nous, la solution :

Louis de Villefosse.

LES ÉTATS-UNIS EN INDOCHINE

Le 14 août 1941 était lancé au monde un message signé du Président des Etats-Unis, intitulé Charte de l'Atlantique, et dont l'article III stipulait : « *Ils respectent le droit qu'a chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre ; ils désirent que soient rendus les droits souverains et le libre exercice du gouvernement à ceux qui en ont été privés par la force.* »

Or, une douzaine d'années s'est à peine écoulée qu'en tête des impératifs de la politique américaine figure la poursuite par la France d'une guerre destinée à consolider la restauration de l'empereur Bao-Daï contre la volonté de son peuple.

Avant d'examiner les conséquences de cette ingérence il convient de regarder d'un peu près comment et pourquoi

la situation s'est renversée. Au point de départ il y avait une position fondamentale anticolonialiste, celle des Américains en général et de leur Président en particulier. Certes, à côté de la signature de Roosevelt, la Charte portait celle de Churchill. Mais dans l'esprit de Roosevelt, elle constituait un document sérieux, un véritable engagement moral, tandis qu'aux yeux des Britanniques « ce n'était guère alors qu'une sorte d'annonce publicitaire »[1]. Churchill n'allait pas tarder à donner des apaisements à la Chambre des Communes inquiète de la répercussion de ce manifeste au-delà des mers ; en effet « les peuples de l'Inde, de la Birmanie, de la Péninsule malaise et de l'Indochine n'avaient pas été longs à demander si la Charte de l'Atlantique s'étendait également au Pacifique et à l'Asie en général »[2].

Les finasseries et les réticences n'y pouvaient rien. La portée de ce message fut universelle parce qu'elle répondait à une interrogation, à une aspiration universelles. Il était proclamé que la guerre en cours avait pour sens de libérer non pas seulement les peuples envahis par les nazis, mais tous les peuples soumis à une domination étrangère. Et ce qu'il importe de noter au passage, c'est que ce texte engagea par la suite — et engage toujours — notre pays : la France a adhéré le 1er janvier 1945 à la Déclaration des Nations Unies, laquelle se réfère à la Charte de l'Atlantique et la confirme. Aux termes du droit, je ne dis pas interne, mais du droit international, la France et les Etats signataires « sont tenus d'exécuter aujourd'hui de la façon la plus stricte, les engagements résultant pour eux de la Charte »[3].

Revenons à la politique américaine à l'égard de l'Indochine. Qu'il y ait une tradition anticolonialiste enracinée aux Etats-Unis depuis la guerre de l'Indépendance, ce n'est pas douteux. Et Roosevelt en était profondément imprégné, il se montra toujours sévère à l'égard de l'Empire français, hostile à notre domination sur l'Indochine.

1. *Le Memorial de Roosevelt,* par Robert E. Sherwood.
2. *Ibid.*
3. René Brunet : *Le Caractère international des Droits de l'Homme d'après la Charte de San Francisco.*

Lorsque Leclerc, en route pour Saïgon, rencontra à Ceylan lord Mountbatten celui-ci dit : « Si Roosevelt vivait encore, vous ne rentreriez pas en Indochine...[1] » S'il y avait une chose sur laquelle le Président Roosevelt s'est montré intransigeant lors des réunions du Conseil de guerre du Pacifique, c'est sur le principe que les aspirations nationalistes du peuple d'Indochine devraient être satisfaites après la guerre[2].

Cette attitude de Roosevelt lui était-elle dictée uniquement par ses convictions démocratiques dont il serait inconvenant de soupçonner la sincérité, ou bien aussi par le désir de faire profiter les capitalistes de son pays d'avantages monopolisés par le colonialisme français ? Sa personnalité était si complexe que je ne me risquerai pas à trancher. Ce qui est certain c'est que dans l'anticolonialisme américain se superposaient deux courants portant dans le même sens : idéalisme et intérêt. En 1942, l'activité en Chine de l'O.S.S. (services secrets confiés par Roosevelt au général Donovan, personnalité notoirement liée à la haute finance) tendait à substituer au régime français une tutelle sino-américaine sur l'Indochine, tout au moins sur le Tonkin ; c'est cette forme que revêtait sur place le projet de tutelle internationale envisagé par Roosevelt.

Il est même curieux de constater qu'en 1944 le gouvernement républicain provisoire du Viet-Nam qui se constitua à Lien Tchéou, avec participation d'Ho Chi-minh et du Viet-Minh, reçut l'appui non seulement de la Chine de Tchang Kaï-chek qui espérait s'en servir, mais des représentants américains à Chung-King, dont Henry Wallace.

En fin 44-début 45, se confirma l'hostilité des militaires américains en Extrême-Orient à l'égard du rétablissement de l'autorité française ; le général Wedemeyer, qui succédait à Stilwell, soutenait à fond les prétentions du Kuomintang. Le gouvernement de Washington ne se prêta nullement au désir des Français d'envoyer un corps expéditionnaire, ce furent les Anglais qui facilitèrent les choses. Toutefois, le

1. D'après l'*Histoire du Viet-nam* de Ph. Devillers que je vais suivre pour résumer l'évolution de l'attitude américaine de 1942 à 1947.
2. *Washington Post*, 10 juin 1953.

29 août, à la signature de la capitulation du Japon, Mac Arthur dit à Leclerc : « Si j'ai un conseil à vous donner, amenez des troupes, encore des troupes, autant que vous pourrez. »

Le 27 août, alors que Sainteny, arrivé à Hanoï, recevait la visite de Giap conduisant une délégation du Comité de Libération, alors que selon toute probabilité « des rapports assez cordiaux allaient pouvoir s'établir entre le représentant de la France et les chefs du Viet-Minh »[1], le major Patti et ses collaborateurs de l'O.S.S. s'interposèrent et garantirent aux Vietminhs l'appui des Etats-Unis. Sainteny fut isolé par des sentinelles japonaises (obéissant aux Américains). Certains membres de cette équipe de l'O.S.S. s'employèrent avec acharnement à envenimer la situation. Les agents américains, à cette époque, non seulement soutenaient ouvertement le Viet-Minh, mais s'efforçaient de le surexciter contre nous et de saboter la possibilité d'un accord. Que pouvaient-ils donc souhaiter de plus que la reconnaissance par la France des aspirations nationales du peuple vietnamien et l'abolition du colonialisme français en Indochine ? En quoi le maintien d'une présence française en Extrême-Orient sur ces nouvelles bases pouvait-il gêner les Etats-Unis ?

La « protection » offerte par les Américains au Viet-Minh se confirma avec l'arrivée du général Gallagher (second commandant en chef chinois en Indochine) qui proposa « à Ho Chi-minh de lui trouver les capitaux, le matériel et les techniciens pour reconstruire les chemins de fer et les ports, pour réorganiser l'économie du pays. Il était en contact avec les groupes dont le général Donovan était l'avocat. Les Français étaient finis... Mais l'Amérique était prête à aider le Viet-Nam. »

« La réaction du Viet-Minh devant ce capitalisme agressif fut froide »[2], d'autant plus que les prospecteurs et agents américains ne faisaient pas mystère de leur intention d'organiser des bases d'opérations contre l'U.R.S.S. à travers la Chine du Sud. D'autre part, le marxisme du Viet-Minh

1. Ph. Devillers : *Op. cit.*
2. *Ibid.*

inquiétait Washington qui, d'accord avec le Kuomintang, prescrivait à l'O.S.S. de se retourner vers la bourgeoisie vietnamienne. De toute façon, au début de 1946, la politique de l'O.S.S. était désavouée et l'arrivée à Chungking du général Marshall marquait l'interruption — qui allait durer jusqu'à la guerre de Corée — sinon du soutien du moins de la confiance accordée par les Américains à Tchang Kaï-chek, en même temps que leur désarroi face aux problèmes de l'Extrême-Orient.

Du côté vietnamien les éléments nationalistes de droite n'avaient pas renoncé pour autant à chercher des appuis sino-américains ; peu après les accords du 6 mars, ils firent déléguer à cet effet Bao-Daï (qui n'était alors que M. Vinh Tuy, membre du gouvernement vietnamien) auprès de Tchang Kaï-chek et Marshall, comptant ainsi faire échec à la « collusion franco-vietminh ». L'année suivante, en août 47, Bao-Daï rencontre à Hong Kong M. William Bullit qui l'assure d'un appui américain à un mouvement d'indépendance antimarxiste. Précieux encouragement à prendre ouvertement position contre le Viet-Minh. A cette époque les actions convergentes des Américains, de la droite française et des Services Civils d'Indochine s'exercent sur l'ex-empereur, instrument qui va permettre de couper les ponts avec Ho Chi-minh. Aux yeux des réactionnaires français, Ho Chi-minh représente la liquidation du colonialisme ; aux yeux des Américains il est l'homme qui s'est montré rétif aux projets d' « aide économique » du général Gallagher. Ce qu'on a essayé et manqué avec le révolutionnaire — en un temps où il n'était pas mal porté de « jouer » avec les communistes — on le recommence avec le monarque : intégrer le Viet-Nam dans le champ d'expansion américaine au Sud-Est asiatique, en faire un satellite économique des Etats-Unis. Désormais l'appui de Washington à Bao-Daï ne cessera de s'accentuer, de même que seront prodigués à la France des encouragements suivis de pressions afin qu'elle renonce à toute velléité de négocier avec les rebelles.

Ainsi, à travers la succession complexe d'événements apparement contradictoires, et malgré bien des déboires, s'af-

firme cependant la continuité d'une politique dont il n'est pas inutile de dégager les mobiles avec plus de précision.

Le 22 décembre 1947, c'est-à-dire quelques mois après avoir rencontré Bao-Daï, M. Bullit soulignait dans *Life* l'importance que pourrait avoir pour les Etats-Unis le chemin de fer Viet-Nam-Yunnan en tant que voie de pénétration dans la Chine du Sud : « Nous pourrons avoir besoin de chemin de fer vietnamien pour aider la Chine à résister à un autre agresseur : l'Union Soviétique. »

Le vif intérêt que ce membre éminent du « China Lobby » témoignait à cette zone de l'Extrême-Orient pouvait-il se limiter à ce noble souci stratégique ? En fin septembre de la même année, M. Bullitt avait rendu visite à M. Bollaert, lequel, par télégramme au ministre de la France d'Outre-Mer, avait immédiatement rendu compte des dispositions prises afin de donner à l'ancien ambassadeur des Etats-Unis en France toutes facilités pour son séjour et éventuellement ses visites, et ajoutait :

« M. Bullitt paraît marquer un intérêt spécial aux questions économiques et, dans les deux conversations que j'ai eues avec lui, il m'a interrogé de façon très précise sur la situation industrielle et commerciale de l'Indochine dans le passé et dans le présent.

« Je n'ai pas cru devoir me dérober à une curiosité exprimée avec beaucoup de bonne grâce et j'ai invité mes services économiques à donner à M. Bullitt les renseignements qu'il sollicitait. Celui-ci m'a paru très sensible au procédé. »

Dira-t-on que M. Bullitt s'étant rendu en Indochine à titre privé, ses activités n'avaient aucun lien avec la politique officielle des Etats-Unis ? Un mois après son voyage, le 30 octobre 1947, une étude établie par le bureau fédéral de documentation en Indochine dressait le bilan des investigations d'ordre économiques opérées dans le pays par les sociétés commerciales et les services consulaires des U.S.A. : Phosphates de Lao Kay « convoités par la Florida Phosphats Company », état du Tonkin et Yunnan, caractéristiques des aéroports, installations de carburant, ressources minières diverses, etc., etc. Le questionnaire rédigé par

Gordon, agent général de la Caltex et « spécialiste de la recherche du renseignement », et adressé par lui à plusieurs autorités civiles et militaires, ne comprenait pas moins de cinquante questions. Les consuls O' Sullivan à Hanoï et Stoeffel à Saïgon ne témoignaient pas d'une moindre sollicitude pour les richesses de l'Indochine ; Stoeffel notamment « adressait aux principaux commerçants de la ville un questionnaire si indiscret que (...) de nombreux destinataires de cette lettre la jugèrent trop inconvenante pour justifier une réponse »[1].

Certes, les visées économiques des Américains sur l'Indochine ne datent pas d'hier, on en retrouve la trace tout au long du XIXe siècle, mais c'est à la veille de la seconde guerre mondiale, puis au cours de la période 1946-1950, qu'elles se sont définitivement révélées comme une entreprise tendant à se substituer au colonialisme français. La part des U.S.A. dans le commerce extérieur de l'Indochine n'était pour les années 1930-34 que 2,3 %, elle passait à 6,6 % en 1935-39 pour atteindre 10,1 % en 1946-50. Au cours de cette dernière période, 98% des achats des Etats-Unis étaient constitués par le caoutchouc tandis que leurs ventes consistaient de plus en plus en produits manufacturés. Ces échanges, contrairement à ceux de l'avant-guerre, faisaient ressortir un excédent d'importations et se soldaient donc par un déficit de dollars, un solde débiteur imputable à la balance des comptes de la zone franc. Déficit aggravé par des pratiques commerciales abusives qu'il suffira de caractériser comme suit : L'Amérique règle les prix au mieux de ses intérêts étant maîtresse du marché[1]. On reconnaît dans l'ensemble de ces opérations l'une des formes classiques, plus exactement la première phase de l'entreprise colonialiste sur un pays d'Ou-

1. Le document cité ici a été résumé ou reproduit par diverses publications, notamment par les *Cahiers Internationaux* de décembre 1951 : article de H. Lanoue sur « La Fuite des capitaux et la relève américaine au Viet Nam » Cette étude et une autre du même auteur dans le N° de mai 1952 de la même revue (« l'Indochine : Activités économiques américaines ») m'ont servi de source pour ce qui concerne la pénétration économique des U.S.A. au Vietnam; elles comportent, entre autres justifications, de fréquentes références au *Bulletin économique de l'Indochine*.

1. *Bulletin économique de l'Indochine*, N° 45 de juillet-août 1950. Voir note précédente.

tre-Mer — l'exploitation mercantile — la seconde étant l'exploitation directe par l'investissement de capitaux.

Il est bien connu que, le plus souvent, avant d'investir des capitaux dans un territoire lointain, les financiers réclament la réalisation de deux conditions : « pacification » par les armes et mise en route d'un programme d'équipement du pays. Autrement dit ce sont des investissements publics, d'ordre militaire pour commencer, qui doivent frayer la voie aux investissements privés et garantir leur sécurité.

Il ne semble pas que les Américains procèdent différemment au Viet-Nam. En effet l'examen des statistiques fait apparaître après un vif mouvement d'intérêt des capitalistes américains pour des placements dans le pays en 1946-47 (espionnage économique, activités de la « Caltex », participations diverses), un ralentissement des investissements. En revanche, à partir du moment où l'expédient Bao-Daï se révèle insuffisant, où la « pacification » par les seules ressources militaires et financières de la France s'avère impossible, où diverses autorités françaises viennent à Washington réclamer des dollars pour l'Indochine, nous voyons le gouvernement des Etats-Unis consentir les sacrifices nécessaires et l'opinion publique de ce pays invitée à considérer cette guerre comme *sa* guerre. Guerre légitime, guerre sainte, guerre indispensable à la fois pour sauvegarder les justes intérêts des Etats-Unis et préserver la liberté du monde — non plus guerre du colonialisme français contre l'indépendance d'un peuple.

Dans les dernières années, les journaux américains se sont mis à suivre de très près la situation en Indochine, faisant passer en première page les opérations du Corps expéditionnaire français et lui consacrant plusieurs colonnes. Articles de presse et déclarations officielles se sont multipliés pour expliquer l'importance fondamentale du théâtre indochinois dans le front général de l'Extrême-Orient et la nécessité d'accorder à la France une aide accrue. Les événements du Laos et du Cambodge ont suscité des commentaires qu'on pourrait qualifier de démesurés, tandis qu'une attention croissante se fixait sur les modalités de cet

appui à la France et sur les conditions auxquelles celle-ci devrait satisfaire pour continuer à les mériter.

Actuellement (fin juin 53), 30 % des charges militaires de la guerre sont supportées par les U.S.A. et il est question de porter cette participation aux deux tiers. Les dépenses sont essentiellement destinées à équiper l'« armée nationale vietnamienne », mais en contre-partie s'affirment les exigences très claires : participation américaine aux décisions politiques et au commandement des opérations, c'est-à-dire en définitive intégration de l'état-major français d'Indochine à l'état-major américain d'Extrême-Orient, renforcement du pouvoir de Bao-Daï et des autres souverains associés, en d'autres termes dessaisissement progressif des autorités françaises au profit d'autorités locales depuis longtemps encouragées à miser sur la « protection » américaine.

Politique qui déjoue les espoirs de notre gouvernement en le privant de sa dernière ombre de justification (aux yeux de la droite) dans la poursuite de la guerre, tout en lui imposant de plus grands efforts pour la continuer. N'annonçait-on pas en janvier dernier que Washington exigeait l'envoi de deux divisions supplémentaires en Indochine sans quoi les crédits seraient uniquement et directement versés à Bao-Daï ? Le calcul consistant à détourner les crédits américains au profit des seuls intérêts français, militaires ou autres, s'est révélé vain. Mais il y a plus grave : c'est la lourde menace que cette américanisation baptisée internationalisation de la guerre d'Indochine fait peser sur la paix du monde : l'engrenage tourne : aide américaine accrue — commandement américain — renforcement de l'appui chinois à Ho Chi-minh — intensification de l'effort français — participation du contingent — définitive impossibilité de négocier — guerre générale en Asie. Envoyez des troupes, toujours plus de troupes, demandait déjà Mac Arthur qui voyait loin... Je n'insisterai pas sur cet aspect de la situation maintes fois analysé dans notre presse non-conformiste durant ces derniers mois, notamment par Claude Bourdet dans l'*Observateur*. Ce que je me contenterai d'évoquer pour terminer, c'est la façon dont procède

la presse américaine pour concilier son bellicisme au Viet-Nam et son « anticolonialisme » traditionnel.

Au début de 1949, des grands journaux se montraient encore acrimonieux tant à l'égard de la France que de Bao-Daï. Ce dernier était présenté comme un déserteur et un noceur [1], on ne pouvait le considérer comme une solution à moins que la France ne se décidât à l'imposer par l'occupation totale du pays [2]. Aujourd'hui, Bao-Daï est devenu le champion de la liberté menacée par le communisme, en vertu d'un décret promulgué par l'O.T.A.N. au cours de sa session de décembre 1952. Le *New York Times* notamment, manifesta son soulagement en ces termes :

« Les Français et les Vietnamiens ne luttent pas maintenant contre des rebelles qui s'élèvent contre le « colonialisme. Ils luttent pour repousser une conquête d'inspiration étrangère. Ce fait a maintenant été reconnu à l'O.T.A.N. Voilà qui place dans une catégorie absolument différente toute aide accordée à la France pour la défense de l'Indochine. Ce qu'on défend au Viet-Nam ce ne sont pas les intérêts de la France ni le régime colonial français. Ce qu'on défend, c'est la possibilité pour le peuple vietnamien d'être libre » [3].

Combien la méprise était grossière ! Les oppresseurs étaient en réalité des libérateurs. France et Amérique mènent une croisade par fidélité à la Charte de l'Atlantique... Voyons d'un peu plus près cependant comme s'exprime cette mystique et en quoi consiste cette liberté que les Etats-Unis entendent garantir au peuple vietnamien.

Du *Washington Post*, 18 décembre 1951, avant l'arrivée du général de Lattre : « Le grand problème quand il s'agit d'augmenter l'aide militaire, c'est d'éviter de paraître étayer le colonialisme (...). La tâche consistera donc à trouver un moyen de donner une aide militaire aux Etats Associés sans paraître soutenir la domination française. »

Du *New York Times*, 26 janvier 1953, après les pseudo-élections : « La signification de ces élections réside davantage dans leur aspect symbolique que dans leur caractère

1. *The New-York Times Overseas Weekly*, 13 mars 1949.
2. *New-York Times*, 10 mars 1949.
3. *New-York Times* 19 décembre 52.

pratique (...). Les marques extérieures de ce changement n'ont pas encore été assez visibles pour donner à tous les villageois le sentiment de vivre dans un monde politique qui a changé. Les élections peuvent fournir une partie des marques extérieures nécessaires... En attendant le Viet-Nam doit être défendu. »

Du *New York Times*, 3 mai 1953, (Anne Mac Cormick) : « Que nous aimions ou non le colonialisme, nous n'avons pas le choix. Nous devons aider les Français dans leur lutte pour sauver une position-clé dans la défense du monde libre. »

Faut-il multiplier ces citations ?...

Au moment où j'écris ces lignes, on annonce que le Président Eisenhower désigne le 4 juillet comme « journée nationale de repentir et de prières ». Pour demander à Dieu « de nous aider à résoudre les graves problèmes auxquels nous avons à faire face » et parce qu' « il est du devoir des nations (...) de confesser leurs péchés et transgressions en humble affliction. »

Parmi ces problèmes figure évidemment la nécessité d'intensifier les fournitures de napalm au Corps expéditionnaire français.

Louis de VILLEFOSSE.

Jean Pouillon.

IL FAUT NÉGOCIER AVEC HO CHI-MINH

Qu'il faille négocier, un peu partout on commence à l'admettre. Mais la négociation n'a de sens qu'avec Ho Chi-minh. C'est si vrai que toutes les autres solutions proposées ne sont pas autre chose que des négations de celle-là. C'est d'ailleurs pourquoi elles n'aboutissent en fait qu'à la poursuite de la guerre, ou bien ne conduiraient au mieux qu'à une paix incertaine, une paix d'écrasement grosse des révoltes futures. Ce n'est pas de cette paix-là que nous voulons. Les Vietnamiens non plus.

Peut-on obtenir une paix véritable en développant l'indépendance de ce qu'on appelle par euphémisme les États associés? Il faudrait dégonfler une bonne fois le ballon de l'indépendance promise aux États associés. Tout d'abord il ne s'agit que d'une promesse, alors que la République démocratique est, elle, réellement et dès maintenant indépendante. C'est pourquoi la majorité des Vietnamiens suit Ho Chi-minh et non Bao-Daï. La rallierons-nous en passant des promesses aux actes? Nullement. Si nous accordions dès maintenant l'indépendance aux États associés, le système que nous avons laborieusement mis sur pied s'écroulerait aussitôt. Il n'existe que par nous, c'est-à-dire par la guerre. D'ailleurs le gouvernement français le cache à peine : c'est pour continuer la guerre dans de meilleures conditions qu'il parle de « parfaire » l'indépendance des États associés. Mais la guerre ruine l'indépendance de ceux qui la font à nos côtés et sous nos ordres. Nous tissons donc une toile de Pénélope : nous essayons de bâtir des États, dont la guerre est en même temps la condition et la négation. Notre erreur vient au fond de ce que nous raisonnons toujours comme s'il s'agissait d'offrir un choix aux Vietnamiens : Ho Chi-minh ou Bao-Daï. Mais ce choix, ils l'ont déjà fait. Ils ne nous demandent pas de leur *donner* l'indépendance, ils

nous demandent de *reconnaître* celle qu'ils ont conquise et qu'ils défendent. Nous pouvons donc toujours parler d'octroyer l'indépendance, nous parlons dans le vide. Notre langage même nous trahit : on ne développe pas l'indépendance, on ne l'accorde même pas. L'indépendance est reconnue ou elle est refusée. Il n'y a pas de milieu. Il peut y avoir alliance entre États indépendants, mais l'indépendance doit être première. Si on prétend la fonder sur une alliance préalable, elle ne peut exister parce que l'alliance n'est alors qu'une subordination.

Passons pourtant sur ces absurdités. Admettons que les États associés puissent être, en tant que tels, indépendants. Qu'arrivera-t-il? Ou bien le gouvernement Ho-Chi-Minh ne reconnaîtra pas Bao-Daï et ce sera une guerre civile dont on peut aisément prévoir le dénouement. Ou bien Ho Chi-minh et Bao-Daï négoceiront entre eux et la solution qui interviendra sera sans doute la même qu'en 1945; on pourra se demander alors pourquoi nous avons fait la guerre et surtout pourquoi nous n'avons pas pris nous-mêmes l'initiative de cette négociation. Mais c'est précisément de cette négociation que nous ne voulons pas, et c'est ce refus qui éclaire définitivement l'indépendance que nous souhaitons pour Bao-Daï. Quand le gouvernement français envisage une négociation entre Bao-Daï et Ho Chi-minh, ce n'est qu'une façon de parler : ce qu'il voudrait, c'est que Bao-Daï puisse s'imposer à Ho Chi-minh et non qu'il s'entende avec lui, c'est qu'il puisse l'écraser. On reconnaît la vieille idée de M. Pignon. Celui-ci a échoué parce que nous n'avons pu donner à Bao-Daï les moyens de cette politique. Nous ne le pouvons toujours pas. C'est pourquoi nous nous tournons vers les États-Unis, mais nous nous apercevons que Bao-Daï y a songé, lui aussi. Il sait bien en effet que son indépendance n'est qu'un leurre. Ce qu'il réclame, c'est simplement la liberté de choisir un protecteur plus efficace. Le gouvernement français, on le voit aujourd'hui, hésite alors sur cette voie dont l'aboutissement viderait de tout sens la guerre qu'il a faite jusqu'ici. Aussi songe-t-il à court-circuiter Bao-Daï en montrant aux Américains que nous sommes encore capables de continuer la guerre et de recevoir les dollars que Bao-Daï voudrait obtenir directement — le « plan Navarre » n'a pas d'autre but — et en réclamant leur soutien dans une éventuelle négociation internationale dont il attend monts et merveilles : l'élimination de Ho Chi-minh et l'obéissance de Bao-Daï

Peut-on donc obtenir la paix par des négociations internationales? Ou bien nous remettons notre cause entre les mains des Américains pour qu'ils obtiennent des Chinois l'abandon d'Ho Chi-minh : outre que cette méthode ne garantit nullement la fin de la guerre d'Indochine, elle risque fort d'aggraver la tension internationale. Ou bien nous acceptons de participer à une conférence où le gouvernement Ho Chi-minh serait représenté, et nous serons bien obligés d'en venir aux négociations directes que nous prétendions éviter. Ou bien enfin, par un recours à l'O.N.U., nous essayons d'obtenir la condamnation de la République démocratique et rien n'est changé : la guerre continue.

Le gouvernement français essaie aujourd'hui d'échapper à cette conclusion, ou du moins il voudrait le faire croire. C'est un progrès Mais toutes les solutions qu'il envisage y ramènent. La raison en est qu'il veut simultanément des choses contradictoires :

— La paix sans doute, mais analogue à celle qui suivrait une victoire. Or il ne songe aujourd'hui à la paix que parce qu'il ne peut plus espérer une victoire.

— Un Viet-nam indépendant, mais un Viet-nam qui ne soit pas celui de Ho Chi-minh et qui reste dans l'Union Française telle que la définit restrictivement la Constitution. La définition annule ce qu'on prétend définir.

— Les négociations qui auraient lieu, comme l'a dit le ministre des Affaires Étragères, « dans le cadre international avec l'appui de nos alliés et avec nos adversaires mais pas seuls. » Mais nous n'aurons rien à offrir aux Chinois, dont nous espérons obtenir l'accord grâce uniquement à la force américaine. Nous risquerons ainsi de tout perdre dans une discussion qui passera par-dessus notre tête.

En fait, nos ministres poursuivent le vieux rêve : une aide américaine gratuite, un renoncement non moins gratuit de la Chine, des États associés libres et fermes soutiens de la France, la République démocratique volatilisée. C'est parce qu'ils n'y renoncent pas qu'ils ne font rien et reculent devant les conséquences réelles des projets plus ou moins fameux qu'ils ébauchent. Pendant ce temps-là, il faut le répéter, la guerre continue, plus insensée chaque jour, accompagnée seulement de la sordide discussion autour des dollars américains. Au fond, ils savent bien qu'il n'est d'autre solution que la négociation directe avec Ho Chi-minh.

Seulement, ils la prétendent impossible. C'est ce qu'il convient enfin d'examiner.

Première objection : la situation actuelle dépasse aussi bien les Français que les Vietnamiens. La guerre d'Indochine est un aspect d'un antagonisme plus général auquel nous ne pouvons rien. Si la paix est possible, elle résultera d'une détente internationale pour laquelle nous ne pouvons pas non plus faire grand chose. Pareille thèse, qui dévalorise d'avance toute politique, sert en fait à justifier l'acceptation et la poursuite indéfinie de la guerre.

Deuxième objection : la République démocratique appartient au bloc communiste, il ne sert donc à rien de traiter avec elle. L'argument, on l'a vu, sert à justifier le refus de l'indépendance. Admettons pourtant qu'il ait une valeur en soi, il se retourne en faveur des négociations. La guerre en effet ne peut que renforcer les liens qui unissent le Viet-nam et la Chine. S'il est un moyen de les rendre moins étroits et en quelque sorte de désarticuler le bloc communiste, c'est précisément la négociation directe.

Si, en troisième lieu, on objecte que de telles négociations rompraient le pacte atlantique, il faut répondre que c'est une raison de plus pour les engager. Le but n'est pas en effet de désarticuler en Indochine ou ailleurs le bloc communiste pour renforcer d'autant le bloc occidental. Il est au contraire de les désagréger l'un et l'autre. Au surplus, est-il sûr que les Américains veulent à tout prix la poursuite de la guerre? On l'admet un peu vite et de côtés bien différents. Pourtant ils négocient en Corée. Ils ne nous encouragent à continuer la guerre que parce que nous ne leur proposons rien d'autre, parce que nos représentants leur affirment qu'il n'est pour le moment pas d'autre solution. Nous leur disons que nous édifions en Indochine un rempart contre le communisme (on sait pourquoi et que ce n'est pas par souci de la vérité). Ils ne vont évidemment pas nous conseiller de le démanteler. Ce qui est vrai, c'est qu'ils ne veulent pas de notre défaite. Mais la négociation serait-elle une défaite?

On l'affirme souvent, et c'est la quatrième objection, la plus répugnante peut-être. Négocier, c'est, bien entendu, renoncer à la victoire, beau renoncement en vérité dans une situation comme la nôtre! Mais c'est aussi et surtout vouloir éviter la défaite. Être chassé ou négocier un départ, ce n'est en effet pas la même chose. Ce qui risque de conduire à la défaite, c'est la continuation de la

guerre. On l'oublie parce qu'on croit avoir l'assurance que nos alliés ne permettront pas une telle issue. Mais c'est donc se condamner à une guerre sans fin prévisible. Voir dans la négociation une défaite, c'est faire de la poursuite de la guerre notre seule victoire possible, et donner ainsi raison à la propagande adverse. En réalité, la négociation marquerait bien la fin du colonialisme et de l'oppression, mais ce serait une victoire pour nous que de vouloir cette fin. La négociation marquerait surtout la victoire d'un peuple colonial. son accession à l'indépendance. Elle ne sera essentiellement une victoire communiste que si nous réussissons, comme nous en prenons ne effet le chemin, à « communiser » le Viet-nam en combattant obstinément les communistes qui luttent pour cette indépendance.

Mais, cinquième objection, on prétend que le gouvernement Ho Chi-minh ne se prêterait pas à des négociations. Les communistes, en Indochine, nous tendraient un piège pour nous y épuiser en continuant indéfiniment la guerre. C'est là la justification-type et la projection sur l'adversaire d'une volonté honteuse d'elle-même parce qu'elle tend — et le sait — à prolonger le conflit. Supposons d'ailleurs qu'un piège nous soit tendu : il reste que c'est nous qui sommes allés nous y faire prendre et que le seul moyen de le déjouer, c'est précisément de négocier.

Enfin, certains refusent de négocier parce qu'ils craignent que nous y soyons « roulés ». Cette peur d'être dupe est liée à notre inconscience. Nous nous prenons pour des innocents, parfaitement loyaux. et incapables de la moindre rouerie, victimes désignées par conséquent pour toutes les ruses des autres. Mais c'est un rêve, il suffit de lire objectivement l'histoire du Viet-nam et particulièrement l'histoire des négociations de 1946 pour voir que la réalité est bien différente. Soyons méfiants si nous le voulons, mais négocions.

Sur quelles bases? En 1946, l'accord du 6 mars prévoyait une présence militaire française pour un temps qui devait être limité mais qui restait indéterminé. C'était une grande concession de la part du Viet-nam. Ne pas nous en être rendu compte parce que cela nous paraissait aller de soi, est une preuve supplémentaire de notre aveuglement. Depuis la situation a bien changé et nous ne pouvons évidemment pas demander la même concession : les Vietnamiens sont en droit de penser que c'est elle qui a permis la guerre. La seule base sérieuse de négociations aujour-

d'hui est donc le retrait du corps expéditionnaire. Seules des propositions tendant à l'assurer dans un délai et selon des modalités précises garantiront notre bonne foi. Si nous n'entendons pas les formuler, autant dire que nous voulons continuer la guerre. D'ailleurs, si ce sont les mots qui gênent, il est une autre façon de présenter les choses : le but des négociations sera essentiellement de déterminer les conditions dans lesquelles devra s'effectuer la passation des pouvoirs, et parmi ces conditions figurera nécessairement le retrait des troupes françaises. Mais que deviendront les Vietnamiens qui se sont rangés à nos côtés? La question est souvent posée et la réponse immédiatement donnée comme dernier et décisif argument contre les négociations et le départ du corps expéditionnaire; ils seront, dit-on, abandonnés à leur sort et probablement massacrés pour nous avoir fait confiance; la France, qui a promis de les défendre, doit donc tenir sa parole et refuser de retirer ses troupes. Le problème existe, mais pourquoi le résoudre par avance de cette façon? Le système que depuis quelques années nous avons établi en Indochine disparaîtra si nous acceptons de négocier, précisément parce qu'il n'existe que grâce à et pour la guerre. Nous n'avons pas à le défendre. Quant aux hommes, ce que nous avons le droit de vouloir, c'est qu'ils ne soient pas massacrés à la faveur d'un interrègne confus qui se placerait entre le départ de nos troupes et l'arrivée des forces vietnamiennes. Mais précisément un des buts d'une négociation est de rendre impossible un tel interrègne, d'assurer dans les meilleures conditions possibles la relève progressive du corps expéditionnaire par l'armée de la République démocratique. Qu'il y ait ensuite, après notre départ, des « procès de collaboration », la chose est inévitable, naturelle, et ne regarde que les Vietnamiens eux-mêmes. On peut d'ailleurs penser que la bonne foi des négociateurs français sera la meilleure garantie pour nos « protégés ».

Quel avantage trouverons-nous dans le rétablissement de la paix? Il est difficile de dire avec précision ce que seront les relations futures de la République démocratique du Viet-nam et de la France. On peut penser qu'une négociation portant sur le retrait du corps expéditionnaire permettra d'envisager des relations commerciales et culturelles entre les deux pays. Il n'y a pas d'autre moyen de les rendre possibles.

Ce qu'il faut en tout cas comprendre, c'est que ces questions coloniales sont peut-être les seules où nous gardons notre liberté

de décision. Nous faisons la guerre pour nous la masquer, en quelque sorte nous nous y enfermons. La guerre d'Indochine est la névrose de la société française : nous préférons ses charges, ses difficultés, comme le malade préfère l'impasse où l'enferme son mal pour n'avoir pas à résoudre les problèmes réels de son adaptation au monde. Il est trop facile de dire que la guerre nous est imposée par le communisme mondial et que nous n'y pouvons rien. Mais il est trop facile aussi de commettre l'erreur symétrique et de dire que le pacte atlantique, la politique américaine nous obligent à faire la guerre. La vérité, c'est que nous nous sommes rués nous-mêmes dans la servitude. Nous ne nous libérerons qu'en reconnaissant l'indépendance du Viet-nam.

Jean POUILLON.

CHRONOLOGIE
DES RELATIONS FRANCO-VIETNAMIENNES
(1945-1953)

I. — LA RECONNAISSANCE DU NOUVEL ÉTAT VIETNAMIEN

9 Mars 1945. — Les Japonais, que les représentants du gouvernement de Vichy avaient dû laisser occuper progressivement l'Indochine à partir de juin 1940, désarment les troupes françaises et prennent en main l'administration de la péninsule. L'empereur Bao-Daï et ses ministres proclament l'abolition du protectorat français, l'indépendance, et affirment qu'ils collaboreront avec le Japon dans le cadre de la « Grande Asie ».

Le Viet-minh. — Front nationaliste à prédominance communiste, dont l'influence n'a cessé de s'étendre clandestinement au détriment des partis nationalistes traditionalistes alliés à la Chine de Tchang Kaï-chek. S'adresse une fois de plus aux populations pour leur rappeler son programme : 1° Chasser les fascistes français et japonais; 2° Alliance avec les démocraties qui combattent le fascisme et l'agression; 3° édifier une république démocratique en réunifiant les trois Ky (Tonkin, Annam et Cochinchine).

15-25 août. — Les Japonais capitulent. Ho Chi-minh, chef du Viet-minh, constitue à Hanoï un gouvernement provisoire d'union nationale et proclame l'avènement de la République démocratique du Viet-nam. Simultanément, le Viet-minh réussit à prendre à Saigon la tête d'un comité exécutif provisoire du Sud-Viet-nam, en attendant que les trois Ky soient effectivement placés sous l'autorité d'un seul gouvernement. Après avoir tenté de conserver le pouvoir en signant le 14 août — veille de la reddition japonaise — un décret réintégrant la Cochinchine dans le Viet-nam, Bao-Daï abdique à Hué au profit du gouvernement nouvellement installé à Hanoï.

Septembre-Octobre. — Le gouvernement français, présidé par le général de Gaulle, s'en tient à la politique définie dans une déclaration publiée le 24 mars, — constitution d'une fédération indochinoise sans rapport avec les aspirations nationales telles qu'elles se manifestent au Viet-nam. Il charge l'amiral d'Argenlieu d'appliquer cette « politique de présence » avec les fonctions de haut-commissaire, et désigne le général Leclerc pour prendre la tête d'un corps expéditionnaire primitivement prévu pour participer à la lutte contre le Japon; ces troupes devront assurer la relève des Anglais et des Chinois, chargés par la conférence de Potsdam d'entrer en Indochine pour y désarmer les Japonais de part et d'autre du 16e parallèle.

A la suite de journées sanglantes, dont les Japonais et le Comité exécutif vietnamien sont rendus responsables, l'administrateur Cédile, parachuté

à Saigon, obtient le réarmement des Français et chasse les nationalistes des bâtiments publics où ils s'étaient installés.

NOVEMBRE-FÉVRIER. — Les troupes du général Leclerc réoccupent dans les mois qui suivent les agglomérations importantes en Cochinchine, dans le Sud-Annam, au Cambodge et dans le Laos méridional, tandis que les Anglais rembarquent. Les nationalistes vietnamiens rentrent dans la clandestinité et organisent la guerilla. L'amiral d'Argenlieu s'efforce vainement de susciter un courant d'opinion favorable à l'autonomie de la Cochinchine; il installe à Saigon un conseil consultatif de type colonial.

Le Tonkin et le Nord-Annam vivent dans le même temps une révolution qui ne s'accomplit d'ailleurs pas sans violences. L'armée chinoise ramène dans ses bagages les leaders des partis nationalistes vietnamiens hostiles au Viet-minh. Mais les troupes de Tchang Kaï-chek se rendent intolérables et leur impopularité s'étend à leurs protégés. Le Viet-minh, obligé de composer avec ces derniers, n'en sort pas moins victorieux des élections organisées au nord du 16[e] parallèle. Le gouvernement Ho Chi-minh, avec lequel le représentant de la France, M. Sainteny, n'a cessé de garder le contact, fait connaître son désir de conclure un accord.

6 MARS 1946. — Une convention préliminaire est signée entre la France et le Viet-nam à Hanoï. Elle reconnaît le Viet-nam comme un État libre ayant son parlement, son armée et ses finances. Une conférence réunie à Paris, Hanoï ou Saigon, mettra au point le statut du Viet-nam en tant que membre de la Fédération indochinoise et de l'Union française. Elle réglera aussi la question de la représentation diplomatique. Quant à la réunion des trois Ky, la France s'engage à consulter par voie de referendum les populations intéressées.

En application du traité franco-chinois du 28 février 1946 et avec l'accord des autorités vietnamiennes, les troupes du général Leclerc débarquent à Haïphong (non sans un sérieux accrochage avec l'armée chinoise qu'elles viennent relever au Tonkin) et entrent dans Hanoï.

3 AVRIL. — Une convention militaire franco-vietnamienne, valable jusqu'à la conclusion des négociations prévues par l'accord du 5 mars, reconnaît à la France le droit de maintenir sur le territoire vietnamien (Annam et Tonkin) 15.000 hommes de troupes, dont 3.000 seront retirés chaque année, de sorte qu'au bout de la 5[e] année il ne restera plus sur le territoire vietnamien aucun soldat français.

II. — LE SABOTAGE DES NÉGOCIATIONS

27 AVRIL 1946. — Ouverture de la conférence franco-vietnamienne de Dalat, chargée d'établir le programme d'une seconde conférence qui aura lieu en France pour la rédaction du traité définitif. Les délégués se mettent d'accord sur un certain nombre de problèmes culturels, économiques et financiers; mais les questions relatives au statut d'État libre, à la représentation diplomatique et surtout au referendum en Cochinchine restent en litige.

1[er] JUIN. — Tandis qu'Ho Chi-minh fait route vers la France, — répondant à une invitation officielle, — l'amiral d'Argenlieu décide, sans avoir obtenu l'accord de Paris et sans attendre le referendum toujours en discussion, de constituer un gouvernement autonome en Cochinchine. Des 11 membres du cabinet, 7 sont citoyens français, dont le président, M. Thinh.

2 JUILLET. — Répondant à une allocution de bienvenue de M. Bidault

président du Gouvernement provisoire, Ho Chi-minh déclare : « Demain l'Union française, forte de l'infinie variété des peuples libres qui en font partie, étonnera le monde par sa cohésion et son unité. »

6 Juillet. — Ouverture de la conférence de Fontainebleau. Il apparaît que les points de vue des deux délégations divergent profondément quant à la situation du Viet-nam dans la Fédération indochinoise et dans l'Union française, au problème de la représentation diplomatique.

17 Juillet. — Le général Leclerc quitte l'Indochine.

1er Août. — Malgré les conseils de prudence de M. Moutet, ministre de la France d'outre-mer, l'amiral d'Argenlieu réunit une conférence à Dalat, pour que les représentants de la Cochinchine, du Cambodge, du Laos et du Sud-Annam fassent connaître leur point de vue sur l'avenir de la Fédération indochinoise. Placée devant le fait accompli, la délégation vietnamienne se retire de la conférence de Fontainebleau et regagne Hanoï quelques jours plus tard.

13 Septembre. — Avant de quitter Paris, Ho Chi-minh signe avec M. Moutet un *modus vivendi* relatif aux questions financières, culturelles et économiques. Des commissions mixtes seront constituées pour assurer l'application de cette nouvelle convention. Par ailleurs, les hostilités entre les troupes de guerilla vietnamiennes et les troupes françaises cesseront en Cochinchine le 31 octobre. Une nouvelle conférence franco-vietnamienne est prévue au début de 1947.

31 Octobre. — L'ordre de cesser le feu est donné par les représentants du gouvernement Ho Chi-minh aux troupes nationalistes de Cochinchine; il est immédiatement exécuté. Le glissement de plus en plus net de l'opinion cochinchinoise vers le Viet-minh confirme certains milieux de l'administration française à Saigon dans l'opinion qu'il faut jouer la carte de la restauration monarchique en rappelant Bao-Daï et en lui accordant l'union des trois Ky. Sentant l'autonomisme cochinchinois condamné, M. Thinh se tue.

1er-10 Novembre. — La région de Haïphong, — où la contrebande chinoise atteint des proportions considérables, — est le théâtre de plusieurs incidents sérieux. Giap, président du comité de la défense nationale vietnamienne, a mis à profit les derniers mois pour réduire l'opposition et organiser au Tonkin une armée nationale. Plusieurs accrochages sérieux ont eu lieu entre détachements français et vietnamiens, et l'on se surveille de part et d'autre.

11 Novembre. — Ho Chi-minh adresse à M. Bidault, par l'intermédiaire du Haut Commissariat de France à Saigon, une protestation contre la création unilatérale au port de Haïphong d'un bureau français de douane et de contrôle du commerce extérieur, — ce qui constitue une violation de l'accord du 13 septembre. Cette protestation ne parviendra à Paris que le 26 novembre. Entre temps, deux nouveaux incidents, — plus graves que les précédents, — se produisent à Langson et Haïphong.

Un accord est sur le point d'intervenir entre le gouvernement vietnamien et le général Morlière, commissaire de la République par intérim à Hanoï, lorsque le général Valluy, qui remplace l'amiral d'Argenlieu alors à Paris, ordonne au colonel Dèbes, commandant d'armes à Haïphong, de remettre un ultimatum aux autorités locales vietnamiennes : Haïphong devra être complètement et immédiatement évacuée par les troupes vietnamiennes.

23 Novembre. — N'ayant pas obtenu satisfaction, le colonel Dèbes

attaque l'agglomération vietnamienne au canon : 6.000 morts au moins dans la population civile.

25 Novembre. — Un nouvel ultimatum, — encore plus exigeant que le premier, — est remis au gouvernement de Hanoï, qui répond par une proposition de négociations dans le cadre de l'accord du 13 septembre. Mais certains de ses membres sont dès lors convaincus de la nécessité de prévenir un nouveau « coup de force » français.

L'amiral d'Argenlieu approuve de Paris l'attitude du général Valluy, puis retourne à Saigon avec l'accord de M. Bidault.

15 Décembre. — Ho Chi-minh adresse un message à Léon Blum, nouveau président du Gouvernement français, et lui fait des propositions concrètes pour régler le différend. Intercepté à Saigon, ce message ne parviendra à Paris que le 26 décembre.

19 Décembre. — A la suite de nouveaux incidents, qui ont eu lieu cette fois à Hanoï, la garnison vietnamienne de cette ville attaque les troupes françaises dans la soirée sans préavis. Le gouvernement Ho Chi-minh se réfugie aux environs.

21 Décembre. — Hanoï est assiégée par les troupes vietnamiennes; la lutte s'étend à l'Annam et à la Cochinchine.

23 Décembre. — Léon Blum fait une déclaration à la tribune du Palais Bourbon : « Nous ne resterons sourds à aucune possibilité de mettre un terme à la situation actuelle... Mais avant tout doit être rétabli l'ordre pacifique qui sert nécessairement de base à l'exécution des contrats. »

M. Moutet et le général Leclerc arrivent en Indochine en mission d'information, tandis que des troupes de renfort embarquent à Marseille.

Janvier 1947. — Ho Chi-minh multiplie vainement les messages pour rencontrer M. Moutet et parvenir à un accord. Il propose : 1° cessation immédiate des hostilités, retour des troupes aux positions définies par l'accord du 3 avril; libération des prisonniers; 2° arrêt immédiat de tout envoi de renforts français; 3° rencontre immédiate avec M. Moutet pour arrêter, sur la base de l'accord du 6 mars, un canevas détaillé pour le traité définitif° 4° ce canevas arrêté, conférence à Paris pour la rédaction du traité définitif.

Malgré ces propositions, M. Moutet adopte brusquement une attitude nouvelle : « J'étais venu comme un messager de paix, déclare-t-il à Saigon... ma position maintenant est nette : l'attaque du 19 décembre, sa nature, sa préméditation et ses développements nous contraignent à une action militaire... Je vais couvrir à Paris le commandement et les autorités qui, conformément à l'ordre du gouvernement, ont attendu jusqu'à l'extrême limite pour intervenir... La France n'entend pas revenir sur sa parole, mais elle veut traiter en toute sécurité avec des représentants authentiques du peuple vietnamien, décidés à appliquer en toute loyauté les accords librement consentis. »

L'amiral d'Argenlieu renchérit : « Mes conclusions sont formelles : il est désormais impossible que nous traitions avec Ho Chi-minh. Nous trouverons dans ce pays d'autres personnalités avec qui nous pourrons traiter, qui seront sans doute nationalistes aussi, mais ceux-là se sont disqualifiés. Ils sont tombés au-dessous de la honte. »

Enfin M. Pignon, conseiller politique de l'amiral, définit, dans une note destinée à ses camarades du corps administratif français en Indochine, et datée du 4 janvier, le but de la politique nouvelle : « Un point paraît certain : l'impossibilité de reprendre les négociations avec le gouvernement de M. Ho Chi-minh... L'importance de l'idée nationale dans toutes les

couches de la population annamite n'est pas niable, et il faut en tenir compte. Nous ne pouvons actuellement espérer désolidariser la masse du Viet-minh qu'en montrant, par nos propos et par nos actes, que l'idée nationale n'est pas mise par nous en péril... Notre objectif est clairement déterminé : transporter sur le plan intérieur annamite la querelle que nous avons avec le parti Viet-minh, et nous engager nous-mêmes le moins possible dans des campagnes et des représailles qui doivent être le fait des adversaires autochtones de ce parti. » Et M. Pignon laisse entendre que le prix de cette politique sera l'union des trois Ky et « plus accessoirement » l'indépendance du Viet-nam. Texte significatif s'il en fût ; il indique en effet la politique qui sera suivie en Indochine jusqu'en 1953, — quel que soit le haut commissaire en fonctions à Saigon.

III. — UNE OPÉRATION MANQUÉE : « L'EXPÉRIENCE BAO-DAI »

L' « opération » Bao-Daï commence aussitôt après. Mais le rattachement spectaculaire de la Cochinchine au Viet-nam ne réussira pas à créer un courant d'opinion favorable à l'empereur rappelé. Aussi paradoxal que cela puisse sembler, — et faute de mieux, — les autonomistes du Sud-Viet-nam, brusquement convertis, ont formé durant les sept dernières années le noyau du gouvernement « national » patronné par Bao-Daï. A de rares exceptions près, la méfiance des leaders nationalistes du nord et du Centre-Viet-nam, — même les plus résolument anticommunistes, — a été telle qu'il ne pouvait y avoir pour l'ancien souverain d'autre solution que l'élargissement artificiel du ministère cochinchinois mis en place par l'amiral d'Argenlieu.

Dans le même temps, — à l'exception d'une proposition inacceptable de reddition soumise par les autorités françaises, — le gouvernement Ho Chi-minh n'a reçu aucune réponse aux offres de paix qu'il n'a cessé de formuler jusqu'à l'arrivée des troupes de Mao Tsé Toung à la frontière tonkinoise, en décembre 1949. A partir de ce moment, les troupes de Giap bénéficient d'une aide matérielle telle qu'il va leur devenir possible de passer de la défensive à l'offensive.

5 Février 1947. — La Cochinchine est officiellement reconnue comme État libre, faisant partie de la Fédération indochinoise et de l'Union française. L'administration est confiée au gouvernement déjà installé le 1er juin 1946 et au Conseil consultatif franco-cochinchinois.

8 Février. — L'amiral d'Argenlieu est rappelé en France.

5 Mars. — Nomination de M. Bollaert comme haut-commissaire en Indochine. Le lendemain, M. Ramadier, président du Conseil, fait une déclaration : « Nous ne voyons aucun inconvénient à ce que les trois Ky soient réunis et qu'ils gèrent eux-mêmes leurs propres affaires. » Dix jours plus tard, Ho Chi-minh renouvelle ses offres de paix.

2 Avril. — Interrogé à Hong-Kong où il réside depuis mars 1946. Bao-Daï déclare qu'il ne rentrerait en Indochine que si le peuple vietnamien le désirait.

15 Mai. — Dans un discours prononcé à Saigon, M. Bollaert confirme la déclaration de M. Ramadier sur l'union des trois Ky.

16 Mai. — M. Mus, chargé de mission par M. Bollaert, rencontre au Tonkin M. Giam, ministre des affaires étrangères dans le gouvernement Ho Chi-minh.

22 Mai. — Constitution à Saigon d'un « Front de l'Union nationale

vietnamienne », qui réclame l'union des trois Ky et assure Bao-Daï de son attachement.

25 Mai. — M. Mus remet à Ho Chi-minh une note contenant les conditions françaises pour une éventuelle cessation des hostilités : les troupes vietnamiennes déposeraient les armes; l'armée française aurait le droit de se déplacer librement dans tout le Viet-nam. Ho Chi-minh refuse et exhorte le peuple vietnamien à poursuivre la lutte.

4 Juin. — Les Français installent à Hanoï un comité provisoire de gestion administrative, qui réclame aussitôt « l'union des trois Ky et la formation d'un gouvernement central capable de mener à bon port la barque nationale ».

10 Septembre. — Prenant la parole à Hadong (Tonkin), M. Bollaert se prononce en faveur d'un fédéralisme vietnamien et lance un appel à « toutes les familles spirituelles du Viet-nam ».

18 Septembre. — De Hong-Kong, Bao-Daï s'adresse au peuple vietnamien sous la forme d'une proclamation : il est disposé à servir d'arbitre dans le conflit en cours et condamne « le terrorisme du Viet-minh ». Quelques jours plus tard, il affirme que l'abdication qui lui a été « arrachée » en août 1945 est sans valeur.

1er Octobre. — Le général Xuan (des cadres de l'armée française) est élu président du gouvernement cochinchinois par le Conseil consultatif de Saigon. Favorable au fédéralisme vietnamien, il se dénomme lui-même « président du gouvernement provisoire du sud-Viet-nam ».

6 Décembre. — Première entrevue Bao-Daï-Bollaert en baie d'Along. Elle marque le début de négociations qui dureront 15 mois et n'aboutiront qu'après le rattachement officiel de la Cochinchine au Viet-nam et la reconnaissance solennelle par la France de « l'indépendance du Viet-nam au sein de l'Union française ». Bao-Daï acceptera alors de rentrer en Indochine.

23 Décembre. — Prenant note de ce que Ho Chi-minh n'a pas répondu aux offres de négociations de M. Bollaert, le gouvernement français donne plein mandat au haut-commissaire « pour poursuivre, en dehors du gouvernement de Ho Chi-minh, toutes actions et négociations nécessaires à l'établissement de la paix et de la liberté dans les pays vietnamiens ».

20 Mai 1948. — Réunies à Saigon sous le patronage de Bao-Daï qui se trouve toujours à Hong-Kong, une vingtaine de personnalités anti-Viet-minh (représentants des comités de gestion de Hanoï et de Hué constitués par les autorités françaises, et quelques membres du Conseil consultatif de Cochinchine) demandent au général Xuan de constituer un gouvernement central vietnamien, en attendant le retour de l'ancien souverain. Le gouvernement provisoire est constitué cinq jours plus tard.

5 Juin. — M. Bollaert et le général Xuan signent en baie d'Along une convention préliminaire : « La France reconnaît solennellement l'indépendance du Viet-nam, auquel il appartient de réaliser librement son unité; de son côté, le Viet-nam proclame son adhésion à l'Union française en qualité d'État associé à la France ». Bao-Daï, qui a contresigné ce texte, part aussitôt pour la France. Il y fait savoir qu'il refuse de rentrer au Viet-nam tant que l'indépendance et l'unité de son pays ne seront pas effectives.

20 Octobre. — M. Bollaert estimant sa mission terminée, M. Pignon est nommé haut-commissaire de France à Saigon.

26 Octobre. — M. Tran Ngoc Danh, chef de la délégation permanente du gouvernement Ho Chi Minh à Paris, déclare au cours d'une conférence de presse que son gouvernement demeure prêt à négocier à partir des accords du 6 mars 1946 et du 13 septembre de la même année. Déniant toute valeur représentative au ministère Xuan, il affirme qu'une collaboration franco-vietnamienne reste possible dans le cadre de l'Union française et de l'O.N.U.

9 Mars 1949. — Signature à l'Élysée, par M. Vincent Auriol et Bao-Daï, de documents dans lesquels sont précisées les limites de l'indépendance vietnamienne.

24 Avril. — Bao-Daï quitte Paris et rentre en Indochine.

3 Juin. — Le Parlement français vote le rattachement de la Cochinchine au Viet-nam; ce rattachement demeure subordonné au maintien du Viet-nam dans le cadre de l'Union française.

Septembre. — Le retour de Bao-Daï n'a pas réussi à créer le « choc psychologique » que l'on espérait à Paris et Saigon. L' « appel aux résistants » lancé par l'ancien souverain est demeuré sans écho; les quelques leaders nationalistes hostiles au Viet-minh ont eux-mêmes refusé de sortir de l'expectative. Telle est la conclusion du rapport de M. Coste-Floret, ministre de la France d'outre-mer, au retour d'un voyage d'information en Indochine.

Décembre. — Les troupes communistes chinoises atteignent la frontière du Tonkin.

Le 30, à Saigon, transfert solennel des pouvoirs de l'administration française au gouvernement Bao-Daï : perte symbolique sans portée pratique.

IV. — L'INTERNATIONALISATION DU CONFLIT

Le problème indochinois se présente très rapidement sous un jour nouveau. Le conflit entre dans le cadre de la lutte qui oppose le bloc occidental au bloc communiste. La République démocratique du Viet-nam oppose désormais au corps expéditionnaire une armée régulière sérieusement équipée. Pour rétablir la situation, rendue extrêmement critique après l'évacuation de toute la haute région tonkinoise, le gouvernement français envoie à Hanoï le général de Lattre; il arrive juste à temps pour éviter un désastre dans le delta. Mais les troupes de Giap changent de direction, occupent le Laos septentrional quelques mois plus tard et descendent la vallée du Mékong. L'aide matérielle et financière des États-Unis est devenue indispensable; le déclenchement des hostilités en Corée a permis aux autorités françaises d'invoquer la nécessité d'une défense commune contre le communisme, et de donner une explication nouvelle à la poursuite de la guerre au Viet-nam après l'échec de « l'opération Bao-Daï ». L'ex-empereur et ses ministres abattent à ce moment leur « carte américaine » : ils demandent une révision des accords franco-vietnamens et revendiquent l'indépendance totale. Le Cambodge et le Laos en font autant. Le gouvernement français est paralysé : il n'ose terminer une guerre déclenchée pour la conservation de privilèges que les alliés qu'il s'est choisi en Indochine ne veulent même plus lui reconnaître.

30 Janvier 1950. — L'U.R.S.S. reconnaît le gouvernement Ho Chi-minh.

7 Février. — Les États-Unis et la Grande-Bretagne reconnaissent le gouvernement Bao-Daï.

Mars. — Ouverture des négociations sur une aide militaire et financière des États-Unis pour la poursuite de la guerre en Indochine. Le principe en est acquis à ce moment.

25 Juin. — Début des hostilités en Corée.

29 Juin. — Ouverture d'une conférence franco-indochinoise à Pau, pour définir la nature des nouvelles relations des États associés entre eux et avec la France. Après cinq mois de discussions, le principe de l'abolition du système fédéral en Indochine est acquis. Les délégués vietnamiens demandent une indépendance effective et dénoncent le rôle « excessivement centralisateur » de la France dans l'Union française.

Août. — Déclaration retentissante de M. Tran Van-then, chef du gouvernement Bao-Daï : « Le Viet-nam ne pourra devenir indépendant tant qu'il sera occupé par les troupes françaises. »

Novembre. — Les troupes françaises évacuent le haut Tonkin.

6 Décembre. — Le général de Lattre remplace M. Pignon au Haut-Commissariat de France à Saigon. Il déclare en arrivant à Hanoï : « L'ère des flottements est révolue, l'heure du commandement arrivée. »

Décembre 1950-Novembre 1951. — Grâce à des renforts substantiels et au matériel américain, — et non sans pertes sérieuses — le général de Lattre réussit, durant les douze mois de son séjour en Indochine, à arrêter les offensives de Giap dans la région de Hanoï.

Janvier 1952-Avril 1953. — La mort du général de Lattre (décembre 1951) est suivie de l'installation de M. Letourneau à Saigon, en qualité de ministre-résident chargé des relations avec les États associés. Les gouvernements de ces États multiplient dans les mois qui suivent les protestations contre la mauvaise volonté des Français qui continuent d'administrer directement les zones que leurs troupes contrôlent. Les troupes de Giap s'emparent du pays thaï, progressent le long de la vallée du Mékong et donnent la main aux mouvements rebelles au Laos et au Cambodge.

Mai-Juin. — Déçu de n'avoir pas obtenu satisfaction à Paris, — où il est venu exprimer de nouvelles revendications, — le roi du Cambodge se rend aux États-Unis; il y affirme que la politique française rend le Viet-minh de plus en plus populaire dans son pays. De retour à Pnom-Penh, il passe au Siam et ne rentre dans son royaume qu'après avoir adressé un ultimatum à la France et invité le peuple khmer à se joindre à lui dans la lutte pour l'indépendance.

3 Juillet. — Le gouvernement français, nouvellement constitué par M. Laniel, adresse une note aux gouvernements des trois États associés : il affirme sa volonté d'aider ces États à réaliser leur indépendance et propose un aménagement des accords en vigueur. M. Dejean, ambassadeur de France à Tokyo, est nommé « commissaire général » à Saigon (nouvelle dénomination du haut-commissaire).

12 Juillet. — L'aide des États-Unis ayant été sollicitée une fois de plus par le gouvernement français, Washington demande de négocier directement avec les autorités vietnamiennes et de participer effectivement au contrôle des opérations militaires.

21 Juillet. — Invité par le président Einsenhower, M. Nguyen Van Tam, président du gouvernement vietnamien, accepte de se rendre aux États-Unis.

2 Août. — Bao-Daï arrive en France pour négocier « l'indépendance complète » du Vietnam.

Maria Payen.

LE TOURISME EST OUVERT AU JAPON

« Oh ! regardez le Fujyama, Dieu que c'est beau ! » Je regarde ; dans le cercle rouge-orange du soleil couchant, Fujyama dresse son pic de neige rose. C'est lui, *all right*, au moins, ceux-là, leur pays, quand ils le dessinent, on le reconnaît. Cet après-midi, quand on survolait les îles, j'aurais deviné que c'était le Japon, même si je ne l'avais pas su.

Yokohama et Tokio brillent à l'infini dans la nuit ; des villes immenses : on croirait que l'avion vole à l'envers, le ventre contre les étoiles.

Nous étions à Okinawa dans la journée ; à mille mètres d'altitude, c'était si joli : des lagunes, une mer de turquoises, des plages éblouissantes. A terre, on ne voyait plus que des soldats, du matériel de guerre, des baraques Niessen, de la tôle ondulée, des grillages, des avions-fusées. On ne s'entendait pas parler. Okinawa c'est un porte-avion en corail blanc. Dans quelques instants, le Japon va devenir réel lui aussi.

Le *Hermes* se pose à Haneda. Pour un avion civil qui atterrit, des dizaines d'avions militaires décollent. L'aérogare est bondée de soldats américains qui voyagent sur *MATS* ; il ont leurs salles d'attente avec des fauteuils disposés face au terrain, comme devant l'écran d'une salle de cinéma ; ils ont leurs cantines, leurs haut-parleurs, leur service d'ordre. Ce sont les autorités japonaises qui se chargent du contrôle et des formalités d'entrée.

L'autocar roule depuis plus d'une heure sans paraître avancer ; terrains vagues mal éclairés, courtes rues bordées de boutiques illuminées, terrains vagues, immeubles tout neufs, tramways. Un grand panneau sur des pylones annonce

l'entrée de Tokio et souhaite la bienvenue aux arrivants ; le paysage ne change toujours pas. Enfin, nous y voilà !

L'Hôtel Impérial ! Voilà vingt ans que j'entends parler de cette merveille, qui tient tête aux incendies et aux tremblements de terre. Je le prends d'abord pour un monument aux morts : en voyage, on ne sait jamais ce que l'indigène choisit de vous montrer. Mais non, c'est bien l'hôtel, ce rectangle en ciment : deux étages tassés sous une épaisse dalle. La grande entrée est surélevée de quelques marches mais toutes les autres sont en contre-bas. Il ne peut pas s'écrouler l'Hôtel Impérial, mais il pourrait s'engloutir. Quant aux incendies, aucun risque : il est en béton armé. Du rez-de-chaussée, des rampes et des escaliers mènent aux sous-sols, pleins de boutiques et de magasins. Nous avons eu du flair : pour les Occidentaux, c'est le centre nerveux du Japon, cet univers souterrain. Tout y est, bureau de change, P.T.T., agences de voyages, librairies, modes, antiquités, perles de culture, fleuristes spécialisés en arbres nains. On peut, ce que je fais, aller d'une boutique à l'autre, comparer les prix et se donner l'illusion d'acheter un truc meilleur marché qu'en face.

On a changé de l'argent, acheté des livres et des guides : Tokio est à nous. Norrie suggère un vrai repas japonais, après un vrai martini new-yorkais. L'hôtel est occupé par les familles des officiers supérieurs américains, et quand je m'assieds au bar, je jurerais être au Sherry-Netherlands. Les cacahuettes sont croquantes, les olives rauques, le martini arrive embué de sa sueur froide. Le garçon s'étonne de nos dollars et réclame des scripts, nous ne savons pas ce que c'est. Sans insister, il rend la monnaie en scripts. Nous avons pu nous rendre compte que la vie est très chère au Japon : mais, payées en monnaie d'occupation, les choses sont pour rien. Le garçon a dû nous prendre pour des femmes d'officiers ; l'incident nous semble lourd de sens.

En cherchant un taxi, j'achète un journal. Le type ne vend que des journaux japonais : si la lecture m'est interdite, j'ai perdu la parole ; pour la première fois depuis le début de notre voyage, je me sens en pays étranger, et ça m'affole. J'entre dans le taxi, certaine de ne pas en sortir vivante. Le restaurant dont nous avons relevé l'adresse dans

le guide n'ouvre que le soir : nous nous en remettons au chauffeur, qui nous arrête à l'entrée d'une rue ; il nous indique, parmi les boutiques grandes ouvertes, une maison aux fenêtres closes et disparaît.

Nous pénétrons dans une pièce minuscule ; à droite, un comptoir, à gauche, trois tables où mangent des hommes. Le patron nous indique un escalier au fond de la salle ; une femme s'amène de la cour ; elle nous dit de nous déchausser et nous fait monter au premier étage. La salle est divisée en cellules absolument nues : pas d'autre meuble qu'une table basse ; la femme se retire en fermant une porte à glissières et nous voilà dans une boîte. J'ai eu peur, jadis, en lisant : « Kowa, la mystérieuse ». Personne ne sait que je suis au Japon. A quand les manchettes : « Deux Européennes disparues sans laisser de traces » ? C'est bien déconcertant de se trouver pieds nus dans un endroit étranger ; agenouillée devant la table basse, j'épie chaque bruit.

Des pas dans l'escalier. Deux jeunes filles en kimono entrent avec des plateaux. Je dis : « Thai » ; ça veut dire poisson cru ; elles font la grimace. Norrie dit : « Sukiyaki. » Sourires. Ce ne sont pas quatre mains qui s'activent, c'est un essaim : elles disposent sur la table des assiettes de poupées, remplies de navets rapés qu'orne un brin de cresson, des radis confits dans la farine de moutarde et coiffés d'une graine, un flacon chaud d'alcool de riz et des coupes de la taille d'un dé à coudre. Elles relient un tube à une prise de gaz ; un réchaud occupe le milieu de la table, elles y posent un plat. Les chopsticks voltigent, pincent un morceau de lard, ajoutent peu à peu des légumes coupés en cheveux d'ange, d'un tour de poignet ; les jeunes filles arrosent le plat de thé et de sel de soya et elles le recouvrent de steaks aussi fins que du jambon de Bayonne. Nos bols remplis, elles disparaissent à reculons avec des courbettes et la glissière se referme. C'est à moitié cru, leur truc, mais ç'aurait été absolument délicieux si elles n'avaient pas tenu à casser dans le bol un œuf cru qui englue tout. Prix : 2.700 yens, un yen ayant à peu près le même pouvoir d'achat qu'un franc.

Tiens, les hommes-sandwiches circulent à bicyclette. A un carrefour noir de monde, des haut-parleurs retransmettent le match de baseball Japon-Etats-Unis ; les gens âgés sont

habillés de kimonos sombres et d'une courte jaquette noire : entre les épaules, le sceau de leur famille est imprimé en noir et blanc ; une jeune fille sur deux porte un kimono de couleurs vives. Le chauffeur de taxi parle anglais : « Vous malins, vous prendre taxi japonais bien meilleur marché. » Nous n'en savions rien.

Pour faire connaissance avec un pays, rien de mieux que d'y résoudre ses petits problèmes personnels. Comme on a trop de bagages, on décide d'acheter et d'expédier une malle. On trouve les adresses des magasins et d'expéditeurs dans une brochure à l'usage des forces d'occupation ; les Américains ont rebaptisé toutes les rues avec des lettres, si bien que leur plan de Tokio ne nous sert à rien : si j'étais au volant, ça me serait facile de trouver l'avenue A, mais un chauffeur japonais n'a aucun moyen de savoir que c'est la Ginza.

Le Michubitchi est un des plus grands magasins du monde ; des voitures de livraison sortaient en file indienne d'un souterrain ; escaliers, ascenseurs, restaurants, salon de coiffure, salles d'exposition : les malles étaient au dixième étage.

C'est en arrivant au rayon des parapluies que j'ai compris : depuis que j'étais dans le magasin, je voyais tout en double. Des centaines de parapluies européens, des centaines d'ombrelles huilées à la japonaise. Porcelaines, faïences, services de table européens : plats, théières et bols orientaux. Ameublement Dufayel, frigidaires et fourneaux à gaz fabriqués au Japon : tables basses, paravents laqués, braseros. A la papeterie, les abacus voisinaient avec des machines à calculer ; les claviers des machines à écrire étaient, les uns européens, les autres japonais ; stylos à bille et tablettes ronéos, papyrus et cire à cacheter se cotoyaient. Au septième étage, on achète une robe de mariée toute rouge, à la japonaise ; au huitième, on s'habille en vierge blanche à fleur d'oranger. La malle en duralumin se trouvait au même rayon que les urnes à l'ancienne, dans lesquelles on transporte le saké.

Quand sont-ils Européens ? Quand sont-ils Japonais ? Combien de fois par jour montent-ils d'un rayon à l'autre ? Ils mangent à genoux et ils fabriquent des avions, ils écrivent au

pinceau dans une langue et tapent des lettres d'affaires dans une autre.

***

Nous commençons à nous y reconnaître un peu, dans Tokio : superficie, 769 milles carrés ; il y a en fait trois villes reliées entre elles par de larges avenues plantées de jeunes saules. Les squares et les parcs sont ornés de lanternes en pierre massive, et les maisons n'ont pas de cheminées, c'est ça qui les rend si légères. Ce n'est qu'une habitude à prendre : on se croit en banlieue, et puis, non, on est dans le centre. Les bombardements ont été effroyables et la ville a brûlé plusieurs fois : ils l'ont rebâtie sans rien y changer, c'est donc qu'elle leur plaît comme elle est. On reconstruit et on construit intensément ; déjà, la ville ne fait plus ville-martyre, peut-être parce que les matériaux sont moins volumineux qu'en Europe. Des immeubles s'élèvent, aussi hauts que larges, à croire que l'époque des tremblements de terre est révolue.

Le Palais Impérial : on en entend parler ! Impossible de passer à côté sans que quelqu'un le signale. Mais il reste invisible de partout. Tout ce qu'on aperçoit, c'est le mur d'enceinte au sommet duquel des arbres centenaires se tordent comme de méchants gnomes. Crênelées, fortifiées à la Vauban, les murailles baignent dans un fossé plus large que le canal Saint-Martin et, par respect pour l'Empereur, aucun bâtiment ne s'élève à moins de cinq cents mètres des murs. Le fort de Vincennes est un bijou à côté.

Il se peut que le palais soit l'âme de la ville : mais une âme, ce n'est pas un cœur. Alors, Tokio s'est créé tout un système de centres nerveux compensateurs, nourris par les longues veines de ses avenues et par de brèves artères d'une activité sans pareille, comme la Ginza, la plus fameuse rue de Tokio.

Pour faire une Ginza dans Paris, il faudrait : remplacer l'Opéra par le Palais des Sports, faire circuler sur l'avenue des bus électrifiés, y transporter le Bon Marché, la Belle Jardinière, Madelios, Cartier. Les bus seraient bondés, les magasins aussi. Sur les trottoirs de la Ginza a lieu, chaque jour,

dans des centaines de boutiques ambulantes, la foire aux nouveautés. On marche sous les auvents des magasins et sous les toits des boutiques comme sous les toldos d'un monde magique.

Avec les boîtes de fer-blanc dans lesquelles se débitent les bières américaines, on a fabriqué des jouets mécaniques et sonores. Des centaines de Donalds, Mickeys, Félix, Plutos et Pingouins s'agitent sur des tréteaux. Les ours se frappent la poitrine, les king-kong étranglent, les singes tambourinent. On vend des montres par kilos : chronomètres, boussoles, coucous, réveils à sept nains ; la Suisse n'est rien à côté de ça ! Et pour ce qui est des appareils de photo, agrandissements, jumelles, télescopes, instruments de précision, l'Allemagne, par comparaison, n'existe pas ! Les G.I's sont médusés de voir que tout est moins cher qu'aux Etats-Unis : radio-phono et adaptation microsillon, fers et appareils pour tous voltages, rasoirs électriques pour toutes les barbes et pour tous pays. J'ai bien une victime en vue, mais je n'ose pas.

Dix boutiques se spécialisent dans la queue de billard transformable en canne, en parapluie et en épée. Cinquante mètres de boutiques-souvenirs : services à thé, éventails, faux bijoux, chromos pour toutes religions, bibeloterie et lingerie féminine destinés aux G.I's et qui surpassent en laideur ce que les pays occidentaux se flattent d'inventer.

Je retrouve Norrie au bout de la Ginza. Elle aussi, elle s'est acheté une canne à pêche. Il n'est pas question de pêcher, bien sûr, seulement, comment résister ? Elles étaient pour rien. Un long étui de bois satiné s'ouvre sur un univers de cuillers, de crochets et d'hameçons en fourrures et en plumes qui brillent comme une collection de papillons. Il y a des couteaux flottants et des lignes de toutes les couleurs, des boîtes qui rentrent les unes dans les autres, plusieurs cannes démontables, à manche de liège, qui ne pèsent rien, et un amour d'épuisette.

Brusquement, je pense à nos bagages, qu'il faut réduire à tout prix. Norrie me rassure : « J'y ai déjà pensé, nous les attacherons au parapluie congolais et à l'arc Pheul, avec le rouleau du vieux Chinois. »

* *

Je me suis fait mon trou à l'hôtel Matsudaira : deux japonaises qui logeraient au fond de Neuilly, je sais bien que c'est absurde, mais j'aime avoir l'impression de rentrer chez moi, comme les autres. Peut-être qu'à cette heure-là il y a un passage entre leurs vies étanches. Je m'arrête dans les magasins du quartier ; les fruits qu'on vend ici au kilo sont aussi parfaits que ceux que chez nous on débite à la pièce, dans la ouate. Chaque jour, je trouve mes emplettes emballées dans le même prospectus : le portrait de Maria Casarès dans l'*Orphée* de Jean Cocteau.

La salle à manger n'est pas gaie, une faible ampoule pend du plafond, la radio est braquée toute la journée sur le programme des forces militaires, des chaises et tables style mission sont disposées n'importe comment ; trop fatiguées pour sortir de nouveau, nous y dînons souvent de thé.

Hier, l'équipage de la S.A.S. a fait escale ; des médecins des Nations-Unies racontaient que les blessures au dos par éclats de shrapnells sont fréquentes en Corée.

Quelquefois, une compagnie étrangère y installe un de ses hommes d'affaires ; le premier soir, un collègue l'initie aux mystères du Yen, du script et du dollar, et le lendemain l'homme d'affaires dîne seul, de thé lui aussi. S'il est anglais, il dira : « Que pensez-vous d'un relèvement pareil ? Vous avez vu la Ginza ? Le dumping qui recommence... La main-d'œuvre est pour rien et ils sont plus nombreux qu'avant la guerre ! Les Etats-Unis ne vont pas les nourrir jusqu'à la fin des temps, alors quoi ! »

Il y a un vieil Américain de la Pan American qui est chargé d'expédier par avion, en Bolivie, 25.000 familles japonaises qui y feront pousser du riz : « Les Japonais, des gens charmants qui étaient mal gouvernés, voilà tout ! Venez voir mes estampes japonaises. » Il le dit sans humour, il a vraiment des estampes plein ses valises ; j'ai rarement vu un Américain s'ennuyer à ce point.

Norrie répète que les soirées sont sinistres, comme si elle avait oublié celles de Douala ou de Rangoon. Le jour, ça va, mais les soirées sont dures à tuer, ce n'est pas pour rien que

les armées d'occupation font venir les familles des soldats, qu'elles les logent et les gâtent. Les boîtes de nuit de la Ginza, celles de Saïgon-Cholon, les parcs d'attractions de Singapour, seules les jeunes recrues peuvent s'en amuser, et encore.

A Tokio, d'ailleurs, on est gâté ; rien ne nous empêche d'aller voir une exclusivité au cinéma Ernie Pyle et de finir la soirée avec un rye au Press Club, où, dès huit heures du soir, des journalistes de tous les pays en transit pour Séoul ronflent, écrasés par l'alcool, dans des fauteuils défoncés. A Tokio, soit dit en passant, l'ameublement et les proportions des pièces dites de style européen en font les endroits les plus cafardeux que je connaisse.

***

C'est quand même étrange, après deux années sans hiver, de se réveiller dans l'humidité glacée de chez nous, de contempler un carré de choux par la fenêtre et de se dire qu'on est au Japon.

Dès qu'on sort, on croirait que Lafcadio Hearn y a tenu son journal la semaine dernière, mais où est le Japon qui s'était taillé le deuxième empire du monde, il n'y a pas dix ans, et celui de Dawson ?

Dawson a été prisonnier pendant quatre ans, crevant de faim, faisant des routes sous le fouet. Seul survivant de sa bande, il a veillé lui-même à ce que son chef de camp soit pendu.

Et Bill ? J'ai pris trente repas avec Bill. Il n'a plus qu'un fragment d'estomac, on mélangeait du verre pilé au riz, dans sa prison. Où est ce Japon-là ? Jusqu'ici, nulle part.

La réserve de police est si nombreuse qu'on croirait la mobilisation imminente, mais, plus qu'à des policiers, ces milliers de jeunes gens fluets et rutilants ressemblent à des boys de music-halls. Tirés à quatre épingles, les employés de bureaux et de magasins sont des mariés pour gâteaux de noces. Les passants sourient quand ils se parlent, puisqu'on se parle en souriant. Ailleurs, si vous voulez retrouver dans la paix la violence de la guerre, vous n'avez qu'à descendre dans le métro ; ici, ils ne poussent pas dans le métro. Une mère

exaspérée, dans tous les pays, ça gifle ; ici, elles se traînent, fièrement écrasées sous le poids d'un gosse trop lourd qui ne pleure jamais. Ici, les femmes de chambre ne sont ni harassées ni malheureuses ; du matin au soir, on les entend rire.

Tout à l'heure, justement, j'espère bien entrevoir ce Japon qui m'échappe, car le pays tout entier rend hommage à ses soldats tombés pour la patrie et je vais aller au temple Yasukini, le saint des saints des temples shintos.

Ça sera comme d'assister aux cérémonies du 11 novembre à l'Arc de Triomphe. Quatre larges avenues ornées de lanternes en pierre mènent au sommet du mont Kudan. Je prends celle où les boutiques foraines se sont installées. Des femmes de tous âges, des vieillards, des étudiants et des milliers d'enfants avancent lentement dans leurs plus beaux habits ; l'air est doux, un soleil gris répand une lumière d'argent. Les promeneurs ne sont ni gais ni tristes — un parc, le dimanche, si le dimanche existait ici. Les grandes personnes s'étonnent du chien de Norrie et, à plusieurs reprises, délèguent des étudiants pour savoir si c'est bien un ours.

A mi-chemin, je rencontre les premiers amputés. Coiffés d'une calotte blanche, habillés de leurs cotonnades d'hôpital, le nez et la bouche masqués d'un carré de mousseline retenu aux oreilles par un élastique, ils vendent leurs propres photographies. Ils se tiennent par petits groupes : les sans-yeux, les sans-bras, les sans-jambes. Les manchots ont la poitrine sanglée par de faux bras en matière plastique, aux articulations d'acier, qu'ils ne prennent pas la peine de couvrir — des poupées déshabillées. Jusqu'à la taille, les sans-jambes ont simplement l'air de malades ; en-dessous de la ceinture, on dirait des puits de pétrole en miniature. En guise de pieds, de petites bascules en fer, sur lesquelles ils se traînent à l'aide de cannes.

C'est l'innocence de cette ferraille qui est horrible. Au lieu de mettre des prothèses au service d'un amputé, on a transplanté sur un engin les restes d'un homme. Les voitures des grands blessés inspirent de l'horreur ici ; ce qu'il y a d'horrible, c'est qu'on s'habitue : ils ont des jambes en fer, bon ! Je me demande si ma place est bien ici, mais les amputés s'amusent du chien et un Européen les photographie paisiblement : j'ai donc tort.

Une procession de prêtres, suivis d'enfants en costumes anciens, pénètre dans l'enceinte du temple, tandis que les fidèles se rincent d'abord le visage et les mains aux quatre fontaines au bout des avenues.

Le temple, c'est-à-dire une estrade en plein air coiffée d'un toit de chaume, s'élève à quelque cinq mètres au-dessus du sol, où sont entassés d'énormes fûts de saké ; c'est un hommage aux morts. Sur l'estrade, des prêtres s'affairent ; les fidèles n'ont pas l'air de participer au culte ; ils s'arrêtent à quelques mètres du temple, s'inclinent, claquent dans leurs mains pour appeler l'âme d'un défunt et s'entretiennent avec elle.

Ils sont si attentifs qu'on ne peut pas les regarder sans être tenté d'écouter avec eux ; quand ils ont fini, ils congédient le mort et ils passent dans l'enceinte suivante, où sont exposés les arrangements floraux.

Je savais que la religion shinto, qui exaltait l'héroïsme militaire, a été vaguement censurée en 1945, et que les manifestations militaires sont interdites, mais, enfin, le deuil, le chagrin, la haine, la défaite, ça se sent, ça se voit : ici tout est paisible et serein.

Je rencontre un reporter européen ; il a pris un film en couleurs, il dit que la procession sera quelque chose d'étonnant. Moi aussi, je l'ai filmée, mais ce Japon-là, c'est toujours la même chose, du nanan pour agences de voyages ; où est l'autre ?

Il voit ce que je veux dire ; mais Tokio n'est pas le Japon, dit-il ; il préfère la province, bien que, là non plus, ce ne soit pas facile de faire des photos qui parlent. Il regrette Bihar : elles hurlaient, ses photos de la famine à Bihar, ça c'était du beau travail !

*
* *

Dans les boutiques, dès qu'on nous entend parler, les gens s'animent, on devient « des gens venus de très loin pour voir le Japon ». Ils se réjouissent que ce soit en automne, la meilleure saison de l'année, disent-ils. Ce sont les boutiques de Kanda Street qui nous fascinent le plus. Des centaines de boutiques de livres d'occasion, des kilomètres de livres,

des bibliothèques innombrables vendues dans leur totalité. On trouve tout, des premières grammaires allemandes jusqu'aux bouquins les plus obtus de physique et de chimie ; de la méthode Berlitz franco-japonaise au Larousse, au Littré ; il y a là tous les livres de médecine nécessaires pour préparer l'internat, pour sortir de Suède architecte diplômé, de Zurich ingénieur, de Londres pharmacien, d'Edimbourg professeur d'anglais ou de Grenoble géomètre.

Nulle part je n'ai vu d'aussi belles éditions : tout Gustave Doré, Balzac illustré par Gavarni, Buffon et Gyp, Victor Hugo et Alfred Savoir. Les prix en disent long sur la mode actuelle : le moindre roman policier américain tout écorné coûte mille yens ; par contre, un Paul Fort illustré, relié en cuir de Russie et signé par l'auteur, on peut l'avoir pour trois cents yens.

*
* *

La femme de chambre, à qui nous n'avions rien demandé, arrive, souriante, à cinq heures du matin, en s'excusant d'avoir trop dormi. On n'a pas idée de la gentillesse des gens ici et, dans ce pays, tout est prétexte aux rires et à la joie. Elle apporte un lunch pour le voyage, si joliment arrangé que nous en sommes confuses. Norrie se demandait si elle pourrait lui confier son chien. La petite est folle de joie.

L'hôtel veut bien : garder nos bagages, nous assurer une chambre à notre retour et nous faire crédit. Nous partons sous une pluie battante. On rencontre Shuzo à la gare. Dijon ou Tokio, on n'a pas à demander si la gare a brûlé, ça se voit. Elle s'élève au milieu d'une place encore rase ; et après les guerres c'est pareil partout : les meilleurs trains sont réquisitionnés, on essaye d'avoir l'express en s'estimant heureux d'avoir un train tout court.

On a acheté les billets la veille ; le train ne part qu'à huit heures, mais il faut arriver à six, si on veut être assis. Dans les troisièmes, les places sont disposées de chaque côté d'un long couloir. Nous proposons de boire un café à la cantine. Shuzo refuse farouchement. « Je n'y ai pas droit », dit-il.

Alors, nous non plus. Cette autoségrégation ! L'autre jour, c'est nous qui nous sentions mal à l'aise au temple Yasukini.

Norrie remarque que, pour retrouver la tasse de café à cinq cents — symbole de la vie américaine — il faut la boire à dix milles des U.S.A. ; elle n'existe plus là-bas. Des papillons collés aux murs garantissent que les nourritures consommées à la cantine ont été analysées et approuvées par des experts américains. J'aurais peut-être trouvé ces détails piquants il y a un mois, mais j'arrive de Saïgon où la ville entière ne parle que d'arrivages de foie de veau de Paris, de céleri rémoulade et de vraies endives de France, au mépris des pousses de bambous et des cœurs de palmiers.

Sur les quais, pour quelques yens, les gens achètent le déjeuner qui est un des plaisirs du voyage : une ravissante boîte de riz fermenté dont on a extrait le saké, fortement épicé de radis et de condiments à la moutarde. Les G.I.'s de notre wagon trouvent des copains et disparaissent avec leur caisse de bière sous le bras. Ils ne se déplacent jamais sans leur caisse, même à Tokio ; d'abord, je croyais qu'ils traînaient des cartables.

Avec des ballots, des gosses, de la nourriture, des paquets, les gens devraient avoir l'air harassé. Il faut en prendre son parti : les gosses ne pleurent pas. Joufflus, sérieux, ce sont des jouets. Je commence à croire que la dignité des Japonais leur vient en grande partie de leurs vêtements. Les kimonos et jupes plissés des hommes, les kimonos et les obis des femmes, leurs getas à tous dissimulent les gestes et donnent une impression d'immobilité. Seuls, les visages et les mains bougent autour des corps impassibles : ça ressemble à ces toiles peintes derrière lesquelles on pose la tête, dans les stands de photo-souvenir.

Le train démarre à longues foulées soyeuses. Il faut compter dix heures avant d'arriver à Kyoto, à quelque cinq cents kilomètres. Banlieue, campagne, gares.

Ça ne m'était jamais venu à l'idée qu'une gare pourrait être rangée comme une armoire à linge ; pourtant, ce ne sont pas de petites stations campagnardes, mais de vraies gares, avec du charbon, des trains de marchandises et de l'industrie lourde. Rien ne traîne, tout est empilé systématiquement. Il paraît que si l'on prévient le chef de gare à

l'avance, il attend les passagers à la descente du train et s'occupe d'eux comme le ferait un syndicat d'initiative.

On traverse un des grands centres industriels du pays ; anéanti pendant la guerre, il se dresse à perte de vue, luisant d'acier ; on y fabrique des roulements à billes et des produits chimiques, il y a des scieries et des raffineries, des minoteries ; une Ruhr ! Un couple monte et s'assied en face de moi ; la femme est une Geisha affranchie, dit Shuzo. Ravissante, en kimono mauve et blanc, elle pèle délicatement une orange pour son vieux, en jupes et kimono de soie. Peut-être est-il chimiste, ingénieur ou mathématicien. D'autres hommes, qui viennent de monter, s'amusent avec des jouets d'enfants qu'ils ont sortis de leurs poches : qu'ont-ils à voir avec cette ville de fer, de charbon et d'acier ?

On croise des trains de tanks et de munitions, les G.I.'s descendent.

On traverse les vallées les plus fertiles de ce pays, dont un cinquième seulement est cultivable. La terre ne paraît pas divisée, on dirait plutôt que les propriétaires se sont mis en commun pour tirer le maximum de rendement de chaque repli de terrain. Je n'ai jamais connu que des terres riches ou des terres pauvres. Ici, elle est épousée, séduite, transformée, apprivoisée par les hommes.

Tant que le sol est plat, le champ n'est qu'une longue rizière ; là où les canaux d'irrigation se rejoignent, il y a un bosquet de bambous, on mange les jeunes pousses et les tiges servent à fabriquer des toits, des murs, des meubles, des ustensibles. Dès que le champ monte, viennent les cultures à flanc de coteau ; plus haut, il y a des ruches et des sapins.

Quand la terre est par trop aride, c'est qu'en haut il y a une carrière. Au bord de la mer, le long des fleuves, on coupe des roseaux ou des joncs, on ramasse du gravier ou du sable, on pêche. Partout, les gens s'activent ; forêts, bois, serres, espaliers, rizières, cultures, c'est un gigantesque jardin d'essai.

Nous sommes passés près du Fujyama ; malgré sa majesté, il suffit aux pèlerins d'une journée pour le gravir. Chaque plaine a sa colline, chaque torrent sa vallée et ses pins, chaque montagne son lac, chaque étang ses grêbes. Rien n'est

petit, tout est proportionné : une géographie à taille d'homme.

*
* *

On arrive à la nuit sous des trombes d'eau. Une jeune femme s'élance, illuminée de bonheur.

— Voici Setsuko.

C'est tout. Elle n'a rien eu, pas un sourire, rien. Shuzo lui parle à peine, elle répond en longues phrases roucoulantes qui finissent dans un rire joyeux. Petite, élégante dans un tailleur beige à blouse noire, les cheveux tordus sur la nuque, le teint uni, d'immenses yeux noirs, il est certainement fier d'elle. Shuzo traduit : « Setsuko vous souhaite la bienvenue. Elle est très heureuse, grâce à vous, elle a le bonheur de me voir ! » Tel que.

L'hôtel ne se distingue en rien des autrès vastes maisons de la rue ; il est précédé d'un jardin qu'entourent des palissades. Un toit de chaume abrite l'entrée, devant laquelle s'alignent d'innombrables paires de chaussures. On nous attend à la porte, on s'agenouille, nous nous déchaussons, tout en essayant de rendre les salutations qu'on nous fait.

Nous suivons un couloir ; autour de nous, on rit, on s'excuse, des portes glissent, nos bagages disparaissent, d'autres glissières se referment, et voilà, nous sommes dans notre chambre.

C'est une grande pièce rectangulaire absolument nue, qu'on peut couper en deux en faisant glisser une cloison ; par terre, des tatamis en paille dorée, au mur des panneaux de bois blond ; au plafond, une lanterne en parchemin répand une lumière de blé mûr.

En manteaux, pieds nus, nous posons par terre nos sacs à main, qui ont l'air tout à fait incongrus, et nous nous agenouillons misérablement au milieu de la chambre vide.

*
* *

Ça ne doit pas être désagréable d'être ménagère au Japon : au réveil, on fourre la literie dans la placard et la chambre est faite. Pas de vaisselle à nettoyer, pas de casseroles à

récurer. Un petit brasero sur lequel on fait cuire le plat qui accompagne le riz, chauffe la pièce où l'on se tient. Du thé, du riz, c'est à peu près tout, comme cuisine. Pour le riz, on se sert d'une marmite spéciale.

Il faut faire la lessive, d'accord ; mais il n'y a pas de serviettes à laver, ni de nappes, ni de linge fin, ni de bas nylon. Les kimonos ne se repassent pas. Les femmes ont tout leur temps pour arroser leur jardin, redresser une fleur, choisir un fruit ou jouer avec le singe.

Ça n'a l'air de rien, mais ça fait que tous les jours ressemblent à un matin de dimanche. Setsuko me conduit de très bonne heure chez le potier : elle est sûre de ne pas déranger. Quelques instants plus tard, nous sommes installées en grande cérémonie devant les bols de thé vert.

Maintenant que je m'y suis faite, aux maisons japonaises, je les trouve belles : le jardin entre dans la chambre aux proportions admirables. Tout est lisse et soyeux. Dans ces pièces nues, le kakemono, le masque, la soierie prennent un relief saisissant : chaque objet devient unique. Dans notre chambre, les trois chrysanthèmes qui constituent le soka semblent immenses.

A Yasukini, le jour des morts, les écoliers de Tokio avaient été chargés de décorer les vitrines des fleuristes. Sur cent, il n'y en avait pas deux pareilles. J'aimais les effets qu'ils tiraient de moyens pauvres et d'une fleur parfaite. Une tige, un bourgeon, un brin de mousse. Un champignon, une branche de sapin, une rose. C'était très bien, bien mieux que nos couronnes sur commande, j'en ai filmé tant que j'ai pu, et je me croyais quitte.

Dans ma chambre européenne, il y avait bien un bouquet que le singe renversait, que j'essayais de redresser et que je fourrais dans le placard jusqu'au lendemain. J'ai fini par comprendre. Il ne s'agissait pas de mettre trois fleurs dans un vase, mais de les piquer sur un plat : je m'en suis rendu compte le jour où j'ai marché sur une espèce de pelote à épingles qui avait roulé sur le plancher. C'était un soka.

Partout où nous étions allées, ce que j'avais pris pour d'humbles bouquets, c'étaient des sokas arrogants, aux asymétries longuement étudiées et chargées de messages. Ils dérangeaient mes habitudes et j'étais loin de les trouver apaisants.

La perfection de ces fleurs empalées me rappelle certain poème-objet, tout en vers à soie épinglés vivants. Et puis, le soka est un art d'homme, un art sérieux qui ne tolère les arrangements des femmes que pour en sourire de pitié. J'ai voulu en avoir le cœur net, j'ai acheté un livre qui fait autorité et qui a été traduit en anglais par les experts eux-mêmes.

La préface souligne que le livre n'a pas été réédité depuis 1936, faute de papier ; aujourd'hui, « nos idées féodales sont remplacées par celles de la nouvelle démocratie de l'après-guerre. L'art du soka n'est plus dédié à l'alcôve des ancêtres — ce n'est plus un art de Tokonoma, mais un art démocratique, tout de composition et de couleurs ».

On pourrait croire qu'ils ont fait cette déclaration pour obtenir du papier, mais on aurait tort. Depuis 1945, démocratie est un mot magique qu'on met à toutes les sauces, comme le mot atomique. Par ailleurs, le livre tout entier est consacré à la défense des traditions anciennes et du Tokonoma.

Je recopie deux recettes d'arrangements floraux :

1° Prunier et chrysanthèmes. Symbole de la dignité dans la justice. Prenez un vase rond, c'est ce qui s'harmonise le mieux avec ces nobles fleurs. Pour établir un contraste et donner une impression de stabilité, placez le vase sur une planchette rectangulaire. La tige du prunier aura trois branches. La plus haute représente le ciel. La seconde l'harmonie. La troisième la terre. Les chrysanthèmes sur une seule tige seront toutes au même niveau, elles représentent l'homme, à l'exception d'une fleur unique, plus haute que les autres, qui servira d'intermédiaire entre le ciel-prunier et l'homme-fleur.

Vous placerez le soka un peu à gauche, dans le Tokonoma. Asseyez-vous bien en face, poliment : ainsi, vous en tirerez le maximum de plaisir.

Il est bon de souligner ici, puisque la plupart de nos habitations ont brûlé et que certaines maisons neuves peuvent ne pas posséder de Tokonoma, que l'arrangement classique de ce bouquet se modifiera peut-être dans les temps qui viendront ; mais il sera difficile de l'améliorer : voici bientôt soixante-dix ans que nous consacrons le meilleur de nous-

mêmes à l'étude exclusive de ce bouquet. Je rappelle qu'il s'agit strictement de mettre deux branches dans un pot.

2° Pin et églantine. Jeune fille et Samuraï. Il n'est pas souhaitable de mélanger deux fleurs parfaites : deux beautés s'enlaidissent. Une fleur parfaite au milieu de fleurs moins jolies apportera plus de joie.

Cette composition ne définissant pas les saisons, le vase posé sur de la dentelle évoquera l'été, une étoffe de couleur la chaleur des serres. Le Tokonoma donnera la sensation de hautes montagnes, de gorges ténébreuses et profondes et de leurs cascades. On apportera tous ses soins à enrouler la tige d'églantine autour du pin passif.

L'immobilité du sapin sera ébranlée par l'ardeur et la sauvage innocence des roses blanches. Si nous n'utilisions qu'une seule rose, nous copierions simplement la nature. En choisissant une branche fleurie, nous dépassons la nature et créons une œuvre d'art. »

Je soupçonne lourdement que si je comprenais leur soka, j'en saurais un bout sur l'amour au Japon.

*
* *

Un papier gras qui volerait à travers la rue, Shuzo en souffrirait pour son pays. Dès que nous sommes dehors, il est à vif, il s'excuse de tout et pour rien. Les seuls moments où il se détend un peu, c'est dans les jardins japonais. Parmi les arbustes tricentenaires qui lui arrivent à la taille, devant le petit triangle de sable blanc où les nuits de pleine lune l'ombre des cailloux croise l'axe du temple selon un angle prémédité, au-dessus de l'étang minuscule, Shuzo devient un athlète, une ceinture noire, il croit brandir un sabre ; il respire profondément et répète à haute voix : « Ça fait du bien à l'âme. » Véritablement, la paix descend en lui. Il est délivré. Ça n'est pas normal de se torturer sur son pays à ce point-là et, plusieurs fois, j'ai été tentée de dire : « Take it easy — les Américains ont été les plus forts, croyez-moi, ça aurait pu être pire. » Mais cela eût été une catastrophe. Cela eût été reconnaître que les Japonais avaient été les plus faibles ! Autant laisser les choses comme elles sont.

Je l'aime vraiment bien Shuzo. Le résultat c'est que je le traite comme un grand nerveux.

Au début, je rentrais sous terre dès que Norrie lui posait la moindre question ; j'ai vite vu que j'avais tort. Seul avec nous, Shuzo est à la fête. Ça l'amuse de nous regarder vivre de près, et il répond d'autant plus facilement aux questions personnelles qu'il peut comparer sur le vif notre point de vue au sien.

L'autre jour, Norrie lui a demandé ce qu'il comptait faire, maintenant qu'il avait terminé son droit.

Il lui a rappelé que son pays est surpeuplé, qu'il y a mille demandes d'emplois pour une offre, que le commerce extérieur est encore bloqué. Il a entendu dire qu'un armateur d'Osaka allait rentrer en possession de quelques bateaux, il a postulé le poste de commissaire en second, mais, naturellement, il n'a aucune chance. Cent camarades ont écrit aussi. Maintenant, comme tout le monde, il attend...

Norrie était outrée : « Osaka ! mais c'est tout près, et vous perdez votre temps à nous montrer des temples ! Téléphonez, prenez rendez-vous. Consultez l'horaire, prenez le premier train demain à l'aube. Voyons, voyons, jeune homme, un peu d'énergie ! Avec de l'énergie, on obtient ce que l'on veut, toujours ! Inadmissible que vous reveniez sans contrat en poche. »

Shuzo médusé, ayant oublié qu'il y a huit jours il n'avait pas le premier sou pour prendre un train, se blâmait de ne pas y avoir pensé lui-même.

Norrie, rien ne lui ôtera de la tête que l'épingle de Laffitte est encore à ramasser et que, si les Henry Ford ne courent pas les rues, c'est que la jeunesse n'est plus ce qu'elle était.

Shuzo lui a aveuglément obéi, et le plus fort c'est qu'il est rentré le lendemain avec son contrat en poche. Décidément, la démocratie a du bon, si on se tient du bon côté ; elle gagne les guerres et elle vous procure du travail, c'est aussi simple que ça.

Je me félicite une fois de plus de n'avoir rien dit. J'aurais eu l'air de quoi ? D'une mauvaise démocrate malgré laquelle les bons démocrates réussissent ce qu'ils entreprennent.

« Et que pense Setsuko ? » a demandé Norrie. Il ne lui avait parlé de rien.

— Comment ! Cette charmante jeune fille qui sera la compagne de votre vie, la mère de vos enfants, comment pouvez-vous être aussi cruel ?

Shuzo a essayé d'expliquer qu'au Japon on ne crie pas son bonheur sur les toits, qu'on le garde là — il a montré sa poitrine. Mais, après tout, peut-être Norrie a-t-elle encore raison : démocrate jusqu'au bout, il a été annoncer la nouvelle à Setsuko.

*
**

A l'Ecole Impériale de Judo, sur le tapis d'une immense salle peinte à la chaux et cernée de gradins, des centaines d'hommes et de garçons en pyjamas blancs s'entraînent, luttent, tombent, se relèvent et recommencent. Les nouveaux arrivés se saluent jusqu'à terre, se relèvent et s'empoignent.

Les milliers de mains qui frappent le sol font un bruit de gifles répété par un interminable écho. A eux tous, les lutteurs n'ont qu'un seul sourire fixe qui se reflète à l'infini de visage en visage.

Depuis que j'ai vu un combat de boxe au Siam, je suis hantée par les sports.

Ce jour-là, le temple que je voulais voir était fermé ; en face, la foule se ruait au boxing ; j'y suis entrée. Autrefois, ils enroulaient autour de leurs poings des cordes mouillées ; depuis peu, ils les ont remplacées par des gants ; il y a tout de même des morts à chaque saison. Dans ce pays, par extraordinaire, personne ne crève de faim, les hommes ont du travail : ils montent tout de même sur le ring pour l'honneur et pour quelques ticals ; ils saluent le public et Buddha avec de charmants petits pas de danse et s'entretuent jusqu'au knock-out. Quand la boucherie est par trop sanglante, l'arbitre les arrête, mais rarement. A côté de ça, Louis et Marciano ne sont que des fillettes.

Je retournais au match suivant, ébahie par les capacités d'endurance du corps humain. J'habite un corps sans m'en servir, je ne l'ai jamais mis à l'épreuve et j'ignore quelles sont les limites de la résistance d'un homme. C'est pour ça

que j'aurais voulu voir la lutte japonaise, où des champions spécialement alimentés accomplissent d'autres miracles avec leur corps. Hélas ! ce n'est pas la saison du Sumo, qui a lieu en mai.

Ce ne sont pas les spectacles qui manquent au Japon. Tokio possède des cinémas immenses, certaines rues sont des répliques de la 42e de New-York ; on y trouve même des streap-tease, et chaque matin à dix heures, le théâtre populaire Kabuki frappe les trois coups. La représentation s'interrompt à quatre heures et reprend à cinq.

Ça nous semblait un peu long, et puis, ce n'est pas assez classique. Il nous fallait du Nô ou rien ; mais ce n'était pas non plus la saison du Nô.

C'est ici, à Kyoto, que le Nô nous a rattrappées. Le spectacle aura lieu en plein air, dans le parc d'un temple fameux. Les spectateurs seront assis sur des chaises. Le Nô ne sera pas trop long, un fabliau pour ainsi dire. Bref, c'est une occasion.

Par une fin d'après-midi grise et doucement triste comme ils les aiment, nous avons remonté les larges rues coupées à angles droits qui datent du temps où Philippe-Auguste songeait à paver le Louvre, et nous nous sentions des touristes exemplaires.

On distribue des programmes à tout le monde, le Nô étant joué dans une langue si ancienne que, sur les deux cents spectateurs, vingt à peine sauront suivre le drame. Les acteurs tiennent leur langage de leurs parents : dans les familles, on se lègue le Nô comme un héritage. A côté de moi, un vieil homme, avec un vieux livre, se pépare à suivre le texte mot à mot.

La scène est brillamment éclairée ; deux torches brûlent de chaque côté du plateau en souvenir des temps anciens où les représentations étaient données au printemps, à la lueur des feux de joie.

La pièce s'appelle *Matzukase*, c'est-à-dire fenêtre à travers les pins. *Matsukase* est aussi un nom de fille.

Six hommes coiffés de bonnets de crin, vêtus de kimonos mauves et de kamishinos bleus (le kamishino est la parure rigide du kimono), se groupent au fond de la scène. Les musiciens, deux tambours et une flûte, s'agenouillent devant

le chœur. Pour décor, un sapin minuscule soutenu par un trépied.

Un prêtre en bleu et blanc entre en scène, les bras croisés en X sur la poitrine, les genoux raidis. Je le croyais chaussé de patins à roulette et tiré par une tringle, mais non, il marche. Il avance sur la plante des pieds, les orteils redressés comme une griffe retournée. Il lui faut plusieurs minutes pour parcourir les cinq mètres de plateau et davantage encore pour faire le tour du sapin-balai dans un silence absolu. Il s'immobilise et commence son récit.

Je dis : récit ! Si, dans un mégaphone, on criait : « Kra - ahahahahaha - ohohohoho » en trémolos, très lentement, ça rendrait peut-être le son de son discours ; brusquement, il s'arrête et les tambours finissent la phrase pour lui. L'acteur se borne à articuler le texte le plus fidèlement possible, selon les traditions, la flûte et les tambours se chargent d'exprimer le pathos et la joie.

C'est gai, d'ordinaire, une flûte. Celle-ci, c'est la désolation. Les tambours avaient l'air innocent tout à l'heure, quand on les ajustait. Ils ont la taille d'un petit tambour vaudou et je ne les voyais pas d'un mauvais œil. Mais on ne frappe pas dessus : ils ont des cordes qu'on pince, et ils rendent les sons les plus calamiteux qu'on puisse imaginer.

Le prêtre se tait, le chœur enchaîne : ils sont trois ; ils déclament à l'unisson et quelquefois ils s'arrêtent au milieu d'un mot. Le mot attend ; des sanglots filent comme des traits, font demi-tour et rentrent dans les gorges ; le mot s'achève, c'est inouï. Le prêtre recommence. Ça n'est pourtant pas si compliqué son histoire : « Au retour d'un long pèlerinage, il a fait un détour par la forêt de pins, pour visiter l'endroit où, voici trente ans, son ami Nahikara le Samuraï a trouvé une mort héroïque. »

J'attends l'entrée des femmes avec impatience, je sais que les rôles sont tenues par des hommes, mais ça changera un peu. Le prêtre s'effondre lentement sur un tabouret — ce qui signifie qu'il a quitté le plateau. Une femme et sa servante entrent en scène : elles ont l'air, elles aussi, de rouler sur des patins. Elles portent d'épais kimonos blancs et un masque blanc en bois peint ; un éventail tout raide prolonge la manche où la main reste cachée : on dirait deux bonshom-

mes de neige. Le chœur récite ; par degrés, les manches des femmes s'élèvent à la hauteur des yeux sans toucher le masque — c'est comme ça qu'elles pleurent. La femme raconte : « Fiancée à Nahikara, elle lui est restée fidèle. » Quelques petits tours sur elles-mêmes signifient que leur promenade est finie et qu'elles sont rentrées à la maison.

Le prêtre se lève ; on sait, sans changement de décor, qu'il frappe à leur porte et leur demande asile pour la nuit. Accordé, mais il doit raconter une histoire. Il raconte celle de Nahikara ; sanglots, chœurs, tambours, flûte, coïncidence.

La fiancée apporte la cape du Samuraï. Le programme dit qu'elle danse. Les femmes disparaissent. Le prêtre a encore beaucoup à dire. Il dit : « Il ne reste rien, rien, que la fenêtre à travers les pins. »

Je ne me suis pas ennuyée, bien que ça ait duré deux heures ; c'était trop austère et trop rigoureux pour qu'on pense à ses petites affaires. Les acteurs tiennent de l'acrobate et du danseur de corde. Le vieux monsieur à côté de moi n'est pas content : certaines syllabes ont été complètement négligées, c'est inexcusable. Mais le public, qui n'a rien compris, applaudit à tout rompre. Transfigurés, nos fiancés se promettent de voir du Nô plus souvent. Les gens se regardent tendrement avec le sourire de ceux qui ont *vu*. Pour une fois, ils nous considèrent avec amitié : nous sommes englobées nous aussi dans la grande famille Nô.

Nous comprenons maintenant pourquoi Casarès a tant de succès au Japon.

Visage extrêmement régulier et pâle — masque Nô.

Immenses yeux clairs — les Buddhas les plus impressionnants ont les yeux incandescents. Sa chevelure noire unie et lourde — la plus belle parure japonaise. Sa manière de dire « je t'aime » ou « je te hais » sans bouger les lèvres — discipline. Ses mains sages — sensation de repos et bonnes manières. Ses larmes sans grimaces — héroïsme shinto. De tous les points de vue, Maria incarne l'héroïne parfaite des mythes japonais.

*
* *

Rien de plus joli qu'une geisha qui marche dans les rues, les yeux baissés, suivie d'une servante ; grâce à leurs kimonos fastueux, à leurs coiffures périlleuses et à leurs patins surélevés, elles ont l'air plus grandes que les autres femmes.

Kyoto est célèbre pour ses maisons de thé et ses écoles de geishas ; dommage que mes amis soient à Tokio, on aurait organisé une fête.

Norrie, qui veut se faire une idée des religions aux actes multiples — il y quinze cents temples à Kyoto — est plongée dans des lectures ardues, et quand Shuzo s'excuse de la déranger pour savoir si nous aimerions une geisha, ce soir, nous le regardons avec stupeur :

— Shuzo, réfléchissez une seconde : qu'est-ce que nous ferions de la geisha ?

— Elle fera son métier de geisha. Les mauvaises restent dans les maisons de thé, ce sont les bonnes qui viennent à domicile. Celle qu'on aurait a la réputation d'être une très bonne bébé-geisha. Elle n'a que dix-neuf ans, elle a trois engagements ce soir, elle ne pourra pas rester longtemps.

Tout le monde, ici, s'empresse de vous expliquer que les geishas ne sont pas des prostituées, mais personne ne précise ce qu'elles font au juste. Nous n'en menons pas large, mais nous disons oui tout de même.

Les servantes s'affairent comme s'il s'agissait d'une fête. Elles apportent un gramophone et des disques.

— Geisha servira dîner à vous, yes ?

Norrie tranche la question avec sa brusquerie coutumière :

— Quand le dîner sera prêt, vous le servirez. Personne n'attendra de geisha ici !

Il y a de la tortue, ce soir, et Shuzo et sa fiancée dînent avec nous. Je me méfiais de la tortue : en fait, c'est la seule bête de mer qui n'ait pas goût de poisson ; la baleine, c'est une horreur, mais la tortue, c'est du poulet à viande rouge. Le repas est déjà avancé quand la geisha arrive. Elle tend à Norrie et à moi une main rougeaude : « Je m'appelle Take-Ha-Feuille de bambou » ; puis elle s'incline bizarrement

devant nos invités en parlant d'une voix de tête. Shuzo murmure :

— Vous avez entendu comme le ton de sa voix est faux ? Et elle parle en japonais ancien. Oh ! ce sera une très bonne geisha !

Elle est grande et elle reste mince, en dépit des trois kimonos, de l'obi épais et du coussinet qu'elle porte sur les reins ; elle s'agenouille, soulève le mince flacon de saké, incline la tête le long de son bras, remplit les coupes minuscules et pousse un petit soupir épuisé. Elle préside à table comme si elle était chez elle. C'est à elle que les servantes apportent le plat. Elle explique à chacun la qualité du morceau qu'elle choisit.

— La tortue est très honorée au Japon, elle a su donner à chacun le morceau d'honneur qui lui revient, dit Shuzo.

Sans tourner la tête, elle tend derrière elle les flacons à remplir : un enfant de chœur qui servirait admirablement bien la messe.

Le saké disparaît de la table. Shuzo s'excuse : « Je ne vous l'ai pas dit avant, mais chez nous c'est un sacrilège de boire un saké avec le riz. Le saké est né du riz. » Take-Ha distribue les bols de riz, elle a l'air de nous accorder une récompense longuement méritée.

Le col roulé du kimono dégage profondément la nuque en une ligne plongeante qui imite le décolleté du corsage. Les épaules, le cou et le visage sont recouverts d'une épaisse couche de blanc de céruse, bleutée de reflets d'huile ; on dirait une porcelaine au col étroit, d'où jaillit une fleur unique : la chevelure de geisha.

J'essaie de voir son visage ; en vain ; elle n'en a pas. Cette manie qu'on a de chercher l'individu ! Une geisha se fait une tête de geisha, un point c'est tout.

Les arêtes du nez disparaissent dans l'épaisseur du blanc de céruse. Une bouche peinte en rouge très sombre, dissimule le contour des vraies lèvres. Les vrais sourcils sont englués dans la céruse ; au-dessus, on a esquissé au fusain deux taches rondes. Sur les paupières baissées sont peints en noir des yeux de rechange plus vrais que les vrais. Une épaisse ligne marron délimite la naissance des cheveux. Ceux-ci sont enduits d'une laque bistre ; ils sont partagés en trois larges

mèches qui forment des rouleaux et des coques et qui s'entremêlent à des chignons en crins et à des postiches en vrais cheveux ; tout ça est retenu par de longues épingles ; des poignées de bijoux légers comme la monnaie du pape tremblent et brillent parmi les reflets de la laque.

Il faut de quatre à six heures de travail pour édifier cette coiffure. Je demande pourquoi la geisha n'emploie pas les produits de beauté américains, plus sains pour la peau, plus faciles à appliquer, et qui n'ont pas la triste odeur moisie de la céruse. On me répond vertement qu'alors elle ne serait plus une vraie geisha.

Take-Ha demande si nous venons de loin.

Take-Ha demande si nous avons fait bon voyage. La pauvre, avec nous, la conversation ne va pas loin. Elle se tourne vers nos amis. Elle pose ses questions et baisse les yeux avec ravissement en écoutant les réponses. Son rôle n'est pas de briller ni d'étourdir, mais de faire parler les autres : elle doit s'émerveiller de tout ce qu'on lui dit et donner à chacun l'impression qu'il est un génie.

L'orthodoxie de sa toilette, sa voix fausse, son langage désuet en font un être anonyme qui tient du confesseur, de la meilleure amie et du psychanalyste.

A contempler longtemps un objet aussi sophistiqué, on se sent devenir idiot. Hypnotisée par la chevelure de Take-Ha, je me demande ce qu'un homme de chez nous penserait d'elle.

— Aimerions-nous une chanson ou une danse ?

Il faudrait être vicieux pour réclamer une chanson ; d'accord pour une danse, mais pas de mythologie, pas de miroir d'Ise : les Quatre Saisons, soit, on arrivera peut-être à les reconnaître.

Aux premières notes, une douzaine de locataires sont entrés sans dire un mot. Take-Ha, agenouillée devant nous de dos, la tête dans ses bras, se lève, se tourne et se met à danser sans aucune expression. Elle a dû commencer par l'hiver. C'est gracieux, c'est lent et triste. En fait de danse, elle avance d'un pas, recule, fait le geste de cueillir une fleur, l'abandonne, lève les mains en coupe, elles retombent désolées ; elle se regarde brièvement dans une glace imaginaire, entrouvre le coin d'un kimono. Ça n'en finit pas. La

musique est toute en demi-tons ; pas de tambours. Une sorte de viole répète un petit thème découragé qui fend l'âme. Take-Ha tombe à genoux, la tête dans ses bras ; elle se relève et court se faire éponger le visage par sa servante. Il paraît qu'elle a été formidable.

J'attends qu'on tourne le disque pour une autre saison.

— Quelle saison ? Elle vient de les danser toutes les quatre. C'était pourtant clair !

— Au printemps, la geisha est heureuse des cerisiers en fleurs.

— L'été, elle est triste parce que les feux de joie dans la montagne brûlent les lucioles qu'elle aime tant !

— En automne aussi, la geisha est triste parce que les feuilles tombent des saules et remplissent le bassin.

— L'hiver, elle est bien heureuse parce que son amoureux se chauffe près d'elle au Kotazsu sous la couverture.

Take-Ha propose de recommencer la danse. J'ai beau faire, j'ai beau oublier Vivaldi, je ne sens rien de plus que la première fois.

La servante accroupie à la porte appelle Take-Ha en claquant les mains. Elles sont en retard, il faut partir aux autres rendez-vous. Shuzo règle le salaire à la servante : 2.500 yens.

— *Good bye, good bye, my name is Bambou-Leaf.*

Une excellente bébé-geisha, répètent les locataires. Shuzo pense qu'elle se mariera ; en tout cas, un homme riche payera sa dette à la maîtresse qui l'a logée, nourrie, habillée et instruite depuis huit ans, elle sera donc affranchie. Et puis, soudain perfide : « Mais tout cela a changé ; il n'y a plus de problème social depuis que les Américains ont syndiqué les geishas. »

Au milieu des parcs où chaque motte de mousse, chaque buisson a été nourri pendant des siècles, où tout a un sens symbolique, où la nature paraît aussi maîtresse d'elle-même que les hommes, des temples en bois se dressent sans un clou, sans fioritures, sans coloris : rien que du bois.

Des temples énormes, grands comme la Madeleine. Des centaines d'arbres ont dépouillé leur écorce que l'on retrouve sur les toits. Un velours brun vert, épais de cinquante centimètres et qui enchante.

Et dire que jusqu'ici il a toujours fallu admirer des ierres !

A bas l'or et les cailloux qui peuvent changer de maître !

Une maison de Dieu en matières périssables, c'est le plus uxueux édifice que des mortels puissent élever. Prières, ommages fragiles, menacés à chaque instant. Higashi-Hong-Wan-Ju a brûlé voici cinquante ans, la ville a décidé de le econstruire au plus vite. Par milliers, les femmes ont donné eurs cheveux et en ont tressé des cordes, tandis que les ommes abattaient les végétaux monstres. 53 cordes de 70 mètres, chacune de la grosseur d'un bras, reposent au ied du temple reconstruit.

Dans un autre temple, pour protéger le trésor, les architectes ont embauché, comme gardiens, des oiseaux. Dès que 'on pose le pied sur la galerie qui mène au trésor, on échaîne les trilles et les chansons d'une volière pleine de ossignols. Un temple en bois qui chante.

Marcher dans les rues de Kyoto, c'est se promener dans ne gravure ancienne. La ville est fameuse pour ses poupées ; des hommes les fabriquent dans des échoppes ouvertes. e grand cinéma est décoré par une fresque de Fujita ; il a beaucoup d'antiquaires et de marchands de masques. Jne bande d'écoliers dispersée à travers le quartier dessine ans s'occuper des passants : c'est la leçon d'aquarelle. Chez e marchand d'osier j'achète des brosses et des battoirs à hé vert qui sont de petits chefs-d'œuvre de vannerie. Aux oins des rues, des hommes vendent des bonbons et montrent es images ; ils racontent aux tout petits des histoires de onstres et de dragons. La boutique du marchand d'estampes 'est la version japonaise de l'enseigne de Gersaint. Derrière es palissades, les toits de faïence verte coiffent chaque maion d'un petit étang d'eau glauque miroitante.

Les librairies sont bondées à toute heure de gens qui euillettent les derniers livres. Tout livre qui paraît, n'importe où sur terre, est traduit dans les six mois. Il y a des mateurs de romans policiers et ceux de Kathlyn Windsor t de Margaret Mitchell. Les étudiants lisent Faulkner, .M. Forster et Joyce Gary. Ils nomment Camus et Sartre lus familièrement que ne le ferait un Français de province, s connaissent Malraux et Céline.

Shuzo a adoré « l'Etranger ». On raconte que le traducteur du « Procès » était persuadé qu'il avait traduit le récit d'un vrai procès. Setsuko qui a un physique d'enfant a joué le rôle de Clytemnestre des « Mouches » : elle voit le rôle en porteuse de pain... La traduction d'un livre de 300 pages sort bien mince : au poids, c'est Malraux qui serait le mieux servi. Pour ceux qui pensent que Sartre écrit trop long, je leur recommande de le lire en japonais. *L'Etre et le Néant* est plus mince que *la Nausée* ; *La Nausée* est de la taille d'un calepin.



Nous ne reviendrons plus à Kyoto. Ce matin, à l'aube, agenouillées en face de l'hôtelière, nous avons salué à l'infini et nous nous sommes relevées les bras chargés de cadeaux. Cinq heures plus tard, deux jeunes filles en habits de cérémonie qui nous attendaient à la descente du train nous ont conduites dans ce petit village au fond d'une vallée de sapins, à quelques kilomètres de la mer.

Si nous sommes au Japon, comment est la Sibérie ?

De chaque côté de l'unique rue, des maisons carrées, toutes en troncs d'arbres et à petites fenêtres : des isbas. Les paysans ont de longues charrettes basses bâchées par des cerceaux comme dans les livres illustrés. Les gens presque carrés, le nez plat, les yeux en minces fentes obliques, habillés de vêtements matelassés, semblent bien plus esquimaux que japonais.

Seulement, en dehors du Japon, où existe-t-il des gens pareils ?

— Quel fermier possède une seule race de poules ?

Ici, ceux qui ont des Leghorns n'ont pas de Minorques.

— Quel fermier ne laisse pas ses poules picorer dans la cour ?

Ici, les poules sont gardées sous cloche, ou dans un clapier à leur usage.

— Quel fermier plante des fleurs devant sa maison comme un petit rentier ?

Ici, c'est à travers les dahlias, les reines-marguerites et

les chrysanthèmes qu'on arrive à la ferme. Des joujoux de fermes.

On affirme qu'il n'est pas rare de voir un cheval déambuler avec un seau attaché sous la queue pour ne pas salir le sol ; j'ai vu des vaches qui marchaient gravement, les pieds chaussés dans des sabots de paille qui les empêchent de glisser.

D'après la surprise des gens, il est fort probable que nous sommes leurs premiers clients européens ; notre hôtel est connu des Japonais qui viennent y passer le week-end entre amis, laissant leur femme à la maison. C'est un long bâtiment de trois étages, où chaque appartement s'ouvre sur une galerie extérieure, les galeries étant reliées les unes aux autres par un tas d'escaliers.

A droite une colline plantée de bambous, à gauche une colline plantée de cyprès. Entre les collines, la plaine a toutes les couleurs du riz mûr ; elle est coupée de chemins roses et rejoint tout au fond des montagnes bleues. Le paysage est aussi étouffant par sa perfection qu'un jardin d'hiver et nous nous réjouissons d'aller demain en excursion aux îles perlières de Toba, à une demi-journée d'ici. On verra peut-être enfin de la vraie campagne, des ornières, des marais, des jachères et avec un peu de chance, il y aura une odeur de terre et de vaches.

Norrie a invité Setsuko, et comme nous avons les deux dernières chambres, je demande où elle va coucher. « Mais où elle voudra, dit Norrie. Elle est fiancée, oui ou non ? Et sa mère qui est veuve en plus ! »

Shuzo a demandé si elle pouvait partager notre chambre. Ouf !

Après il y a eu le problème du bain : chaque appartement a la salle de bain à sa disposition pour un temps limité. Il faut se baigner ensemble ou pas du tout. C'est encombré de paniers d'osier contre lesquels on accroche ses nylons, tout est mouillé, tout glisse ; les petits bancs sur lesquels on se nettoie sont glacés, c'est odieux et naturellement quand on annonce le bain, Norrie dit : « Rien à faire. »

Si l'une de nous ne se baigne pas, Setsuko refusera le bain

par politesse ; je l'accompagne, bien que je n'en aie pas envie.

Setsuko me tend une corbeille et dépose ses vêtements dans une autre ; elle inonde d'eau chaude les petits bancs : ce ne sont plus des glaçons, c'est une chaufferette. Je me savonne, me rince et plonge au plus vite dans la chaudière.

Avec Setsuko tous les ustensiles prennent un sens, et on croirait qu'il n'y a pas d'autres manières de se laver. Dès que les gens font quelque chose en commun, ils trouvent un style. C'est joli comme elle se lave, c'est gracieux, c'est chaste, c'est presque une danse.

Dans la chambre, les deux jeunes filles n'ont pas bougé, je croyais que c'étaient des amies des fiancés. Norrie vient d'apprendre que ce sont nos servantes, comprises dans le prix de la pension ; si on les renvoyait de la chambre, elles perdraient la face ; silencieuses et ravies, elles nous observent, et nous nous nous sentons derrière des barreaux.

Par pitié pure devant notre maladresse, elles nous montrent un jeu assouplissant. Il s'agit de frotter une main le long d'une cuisse de haut en bas très vite, tandis que sur l'autre, la main imite un marteau qui frappe à toute vitesse ; on change de côté à chaque seconde. Naturellement, nous n'arrivons à rien et les petites pleurent de rire.



La terre est si précieuse ici que les routes n'ont pas de bas-côtés. C'est la moisson du riz et les bottes sèchent en haies de chaque côté de la route et dans les champs. Le riz rend plus que le blé, de longs épis pesants, jaune-vert, noués en bottes courtes d'un tiers plus petites que les bottes de blé.

Les moissonneuses sont habillées de cotonnades bleues à dessin blanc, tissus à bon marché ravissants. Même les épouvantails sont jolis, ils tiennent à poignées des rubans de toutes les couleurs. On roule à travers la campagne qu'a peinte Breughel dans la chute d'Icare.

Enfin la mer et les îles. La côte est toute dentelée, bor-

dée d'îles minuscules où moutonnent des arbres ployés par le vent.

Les moissonneurs étaient si nombreux, que la population entière semblait occupée à récolter le riz, mais la mer est aussi peuplée : c'est justement la saison de la récolte des poulpes. Elles arrivent par millions de l'océan, on les ramasse et on les sèche.

Vivre sur une terre qui crache l'eau chaude et le feu, baignée par un océan qui apporte du poisson à époques fixes : comment ne pas croire aux dieux de la terre et de l'eau ?

On arrive au port de pêche, d'où l'on s'embarque pour les îles perlières : de petites rues grises, des maisons qui ont la couleur du bois rejeté par la mer.

Un canot automobile des établissements Mikimoto nous conduit au laboratoire-exposition de l'île Toba. Nous sommes reçues par des écolières en costume marin. Tout le long de la galerie il y a un comptoir sur lequel sont exposées des coupes, débordantes de perles. D'abord les perles parfaites triées selon leur grosseur, puis celles qui ont des défauts mais qui restent belles ; puis les perles baroques, les toutes petites, les inutilisables qui seront moulues et vendues en poudre de calcium ; enfin la récolte ordinaire d'une journée et un plein boisseau de matrices perlières.

Je remarque que nous paraissons visiter l'exposition à l'envers ; Norrie est fascinée, mais devant les matrices de perles, elle crie au vol et à l'escroquerie.

Elle en est restée à la première réussite de M. Mikimoto. Il avait alors poussé l'art de la greffe à son maximum : il insérait dans l'huître un seul grain de sable et la perle de culture ne différait en rien d'une vraie. La formation était aussi longue ; il fallait quelque vingt ans pour obtenir les plus grosses ; et il y avait autant de déchets, puisqu'on n'avait aucun moyen de contrôle pendant la croissance.

Mais tout cela maintenant, c'est de l'histoire ancienne. Les champs d'huîtres perlières ont été détruits par les champs de mines, et le marché anéanti pendant dix ans.

Mais M. Mikimoto, âgé de 90 ans, s'est montré un homme de ressources. Il a si bien perfectionné sa méthode qu'à

présent, au lieu d'un grain de sable, on insère des boules taillées à la machine dans la nacre d'huîtres de rivière — précisément de la Susquehanna River aux Etats-Unis, à deux pas de la ville natale de Norrie. Elle hurle au scandale. Aujourd'hui, une perle qui prenait un quart de siècle à se former se fait en cinq ans, et elle a bien plus de chances d'être parfaitement ronde. Les rayons X ne décèlent pas de différence. Pour savoir qu'une perle est fausse, il faudrait la détruire.

Une perle de culture n'est plus une vraie perle. C'est une vraie perle autour d'une fausse !

Au bout de la galerie une petite fille assise à un pupitre perce des perles avec une foreuse électrique : travail précis et minutieux qu'elle accomplit comme un jeu.

Dans la pièce suivante une autre petite fille joufflue nous attend pour nous montrer une greffe.

Elle prend une marenne, la pince dans l'étau rivé à sa table, glisse un mince outil, entrouvre la coquille, insère une cale, déplie le foie, y dépose une fine lamelle de tissu vivant, place dessus la matrice de perle, replie le foie, ôte la cale, l'huître se referme, l'enfant lâche son outil, nous regarde, rougit et se cache le visage de confusion. Elle n'a pas plus de douze ans.

Elle reprend une autre huître, son visage redevient appliqué ; l'huître greffée, — j'ai compté : moins de trois minutes, — elle pouffe de rire, la tête cachée sous sa chevelure de poupée.

A la sortie, nous voyons les pêcheuses de perles : on dirait trois infirmières qu'on aurait flanquées à la mer au sortir de la salle d'opération.

Un mouchoir blanc serre leurs cheveux, une blouse blanche est plaquée sur leur corps nu, un masque de verre cerné de caoutchouc prend le nez et les yeux. Si belle que soit la journée, il ne fait pas chaud fin octobre : mais naturellement elles nagent avec le sourire autour de trois baquets flottants.

Les sourires sont d'autant plus insolites qu'elles respirent en sifflant pour soulager la pression des oreilles et ces sifflements entre ciel et mer n'ont l'air d'appartenir à personne. Près d'elle, dans un bassin, déambule une tortue

géante, échantillon du genre de monstres qu'elles rencontrent dans les profondeurs et pouff... trois paires de jambes bouillonnent dans l'eau, les tourbillons se calment, les ronds disparaissent... et les voilà... quatre mètres plus loin, ayant arraché quelque chose à la mer, à dix mètres de fond.

Elles jettent leur pêche dans les baquets flottants, sifflent, sourient, nageotent et replongent. Savoir ce qu'elles gagnent est une autre histoire... quelque trois cents yens par jour à la saison de la récolte des huîtres ; car, bien sûr, ces heures de pêche-exposition ne comptent pour rien.

Du haut d'un promontoire, je cale la caméra sur une branche, je mets le télescope — le fond de l'eau entre les îles n'est qu'un vaste champ d'huîtres et j'enregistre une pêche sérieuse. Sur une barque plate, d'un mouvement d'escarpolette, deux femmes en blanc pompent de l'air qu'elles envoient à un scaphandrier. Je promène la caméra sur les îles au ras de l'eau, je filme la terre ferme, la petite anse avec ses petites maisons en bois, sa petite jetée, ses petites vedettes, je retourne à la barque. Les pompeuses ralentissent, jettent une échelle de cordes, le scaphandrier sort de la mer, laisse tomber son sac plein, ôte son casque, s'étire, ouvre les bras et part d'un vaste éclat de rire.

Dans cette baie, même la mer est à taille d'homme.

Maria Payen.

PAI MAO NIU ou LA DÉESSE BLANCHE

Les faits qui ont servi de prétexte à cette pièce se sont déroulés dans un village du Ho Pei. Avant d'être utilisés comme thème dramatique ils avaient fourni le sujet de plusieurs romans.

La pièce de Ho King Ye et Ting Yi fut représentée pour la première fois à Yennan (capitale de la Chine communiste de l'époque) en 1945. *Pour écrire cette pièce les auteurs utilisèrent tous les éléments qui pouvaient les aider à faire « vrai ». Ils fréquentèrent longuement tous les types différents, devenus personnages de leur pièce, du simple paysan au fonctionnaire communiste.*

Leur but était de produire une œuvre qui pût être jouée et comprise par tous, mais en particulier *par les paysans, une œuvre populaire et non une œuvre savante ou littéraire.*

Dans cette pièce la langue est vraiment la « langue parlée écrite » Les pièces classiques par contre sont en « langue écrite », c'est-à-dire en une langue forgée de toutes pièces *littérairement.*

Pour être vraiment sûrs de faire œuvre populaire, les auteurs sollicitèrent la critique du public et furent amenés à remanier plusieurs fois La Déesse Blanche.

On notera dans la pièce le grand nombre de chansons écrites sur des airs populaires chinois. Il faut voir là une influence des pièces chinoises classiques qui sont en partie chantées : les paroles sont généralement incompréhensibles au public mais l'histoire, la trame de la pièce, est connue de chacun. On pourrait comparer l'attitude des Chinois devant les pièces classiques à celle d' « Occidentaux » devant un opéra ; ils y viennent admirer la musique et les chanteurs bien plus que les dialogues. Ils ne se soucient guère de l'histoire qu'ils connaissent et qui est en général fort simple.

Cette pièce a eu, dès les premières représentations, un immense

succès, bien qu'on lui ait reproché de décrire trop longuement la société « ancienne ».

D'après ce que l'on sait des auteurs (c'est-à-dire peu de chose) ceux-ci sont des fonctionnaires communistes dont le nom connu n'est qu'un pseudonyme. Le succès de La Déesse Blanche *n'a que très peu rejailli sur eux, la pièce étant considérée par le public comme une véritable création « populaire ».*

PERSONNAGES

Hi Eul..............	Jeune fille, 18 ans.
Yang Pai Lao	Père de Hi Eul, fermier, 58 ans.
Wang Ta Shen.......	Paysanne, 50 ans.
Ta Shuei	Fils de Wang, 20 ans.
Huang She Jen	Propriétaire foncier, 30 ans.
Huang Mou	Mère de Huang She Jen, 50 ans.
Mou Jen She........	Intendant de la famille Huang, 40 ans.
Ta Sheng...........	Un domestique de la famille Huang 35 ans.

Les hommes de main de la famille Huang : l'un Yi, l'autre Kia.

Chao Lao Han	Paysan, 55 ans.
Ta Suo	Paysan, 25 ans.
Li Shuan	Paysan, 38 ans.
Chang Eul Shen	Servante de la famille Huang, 30 ans.
Chen................	Le maire.
4 Paysans	
4 Paysannes	
Hou Tse	Paysan.
Hiao Eul............	Le bébé de Hi Eul.
Paysans.	

* * *

Auteurs : Ho King Ye et Ting Yi.
Compositeurs : Ma Ko, Chang Lou, Ku Wen, Huan She.

ACTE I

SCÈNE I

Une sous-préfecture du Hou-Pe, Yan-Ko ; au nord, une chaîne de montagnes ; au sud, la plaine. Il neige, c'est la veille du nouvel an ; Hi Eul, fille du fermier Yang Pai Lao, dehors, sous la neige, tenant un bol rempli de farine de millet, chante.

HI EUL.

CHANT

Le vent du nord souffle, la fleur de neige flotte,
Le nouvel an arrive, la fleur de neige flotte, flotte.
Mon père a quitté la maison depuis bientôt huit jours
Pour éviter de payer le fermage;
Nous sommes le soir du trente et il n'est pas encore de retour.
Ma voisine m'a donné de la farine de millet,
J'attends le retour de mon père pour fêter le Nouvel An.

(*Elle pousse la porte et entre dans la maison, la pièce est pauvrement meublée. Un four, dans un coin ; à côté l'image du dieu du four et le bois ; des cuvettes, des plats et des pots dispersés dans un autre coin ; la pièce est éclairée par une lampe à huile posée sur le four*).

(*Parlé*) — Nous sommes aujourd'hui le trente. Toutes les familles font des gâteaux, des pâtes, brûlent des encens, accrochent à la porte les images des dieux qui les aideront à passer le Nouvel An. Mon père est parti de la maison depuis huit jours pour ne pas être obligé de payer; il n'est pas encore revenu, et nous n'avons plus rien pour passer le Nouvel An. (*Elle pense, un moment.*) Nous ne sommes plus que deux à la maison, ma mère est morte; mon père cultive la terre appartenant à Huang Che Jen, six petits mous [1]. Mon père travaille la terre, je l'aide, je marche

1. Environ 1/2 hectares.

dans le vent et sous la pluie... Chaque année nous devons payer un lourd fermage au propriétaire; aussi, juste avant le Nouvel An, mon père quitte la maison car il ne peut payer. Aujourd'hu inous sommes le trente... Il fait si noir, pourquoi mon père n'est-il pas rentré? En passant chez la voisine Yang, celle-ci m'a donné un peu de farine de millet. En y ajoutant un peu de déchets de poires je vais pouvoir faire un gâteau en attendant mon père.

CHANT (*à bouche fermée*).

(*La jeune fille mélange l'eau avec la farine. Le vent pousse la porte. Hi Eul court pour voir si ce n'est pas son père. Il n'y a personne, elle referme la porte*).

HI EUL. — Ce n'est que le vent. (*Elle réfléchit.*) Quand Père est sorti il a emmené avec lui le balancier avec du soja; s'il l'a vendu il aura un peu d'argent et pourra rapporter deux livres de farine pour faire des pâtes.

CHANT.

D'un cœur ardent j'espère le retour de mon père.
Quelle joie quand mon père sera de retour,
Il rapportera de la farine blanche,
Joyeusement nous passerons le Nouvel An.

(*Elle continue à préparer son gâteau. Yang Pai Lao apparaît, couvert de neige, le balancier sur l'épaule, le panier contenant le soja est recouvert d'une toile, il chante :*

CHANT.

Sur dix lieues tout est blanc de neige.
Je me suis caché huit jours, je reviens maintenant.
J'espère avoir ainsi évité les difficultés;
Je le pourrai encore souvent, je puis encore supporter
Le froid et la faim.

(*Il regarde autour de lui avec crainte avant de frapper à la porte.*)

YANG. — Hi Eul, ouvre la porte!

HI EUL (*Elle ouvre la porte avec étonnement et joie.*) — Père, tu es revenu...

YANG (*Il lui fait signe de parler bas.*) — Chut!

HI EUL. (*Elle brosse la neige dont il est recouvert.*) — Père, il ombe tant de neige dehors, il y en a tant sur toi...

YANG. — Hi Eul, depuis que je suis parti, le Jeune Patron a-t-il envoyé quelqu'un pour réclamer le fermage?

HI EUL. — Le 25, Mou Jen Che est venu une seule fois.

YANG (*étonné*). — Il n'est venu qu'une fois? Qu'a-t-il dit?

HI EUL. — Il n'a rien dit, il a vu que tu n'étais pas là, il est reparti.

YANG. — Et après?

HI EUL. — Il n'est pas revenu.

YANG (*mi-confiant, mi-incrédule*). — C'est vrai?

HI EUL. — Vrai père.

YANG (*incrédule*). — Ah...

HI EUL. — Qui te mentirait?

YANG (*tranquilisé*). — C'est bien, Hi Eul. Tu entends le vent qui souffle si fort?

HI EUL. — Il neige beaucoup.

YANG. — Il va bientôt faire nuit.

HI EUL. — Le chemin était difficile?

YANG. — Je pense que Mou Jen Che ne reviendra pas maintenant. Nous devons au propriétaire 15 « to » de fermage plus les comptes spéciaux; nous ne pouvons les payer; cette fois encore nous y aurons échappé.

HI EUL (*joyeusement*). — Et nous y échapperons encore à nouveau.

YANG. — Apporte le bois et allume le feu pour me réchauffer.

(*Il chante.*)

CHANT (*à bouche fermée*).

(*Il regarde sa fille qui apporte le bois.*)

Comme il neige! Tu es sortie pour aller chercher le bois?

HI EUL. — Je suis allée chercher le bois avec le voisin.

YANG (*Il regarde le four*). — Il doit y avoir encore deux livres de millet dans le plat, tu ne les a pas encore mangées?

HI EUL. — Depuis longtemps il ne reste plus rien. Ce qu'il y a c'est la voisine qui me l'a donné. Père, as-tu faim? J'ai préparé un gâteau, je le mets au four.

YANG. — Attends un peu, que vois-tu? (*Il sort un petit sac de sa poitrine.*)

HI EUL (*joyeuse, elle le prend*). — Qu'est-ce que c'est, père?

YANG (*Il chante*) :

CHANT.

J'ai vendu le soja et gagné quelque argent,
J'ai acheté au marché deux livres de farine,
J'avais peur que le propriétaire ne les voie;
Aussi depuis cinq jours je les porte sur ma poitrine.

HI EUL.

CHANT.

Mon père a vendu le soja et gagné un peu d'argent.
Mon père a acheté deux livres de farine
Qu'il a rapportées à la maison pour faire les pâtes.
Nous passerons joyeusement cette nouvelle année.

(*Parlé*). — Papa, je vais chercher la voisine Wang pour cuire les pâtes.

(*Elle va pour sortir.*)

YANG (*Il l'arrête*). — Attends un peu, Hi Eul, regarde!

HI EUL. — Quoi père?

YANG (*Il tire de sa poitrine un petit sachet de papier où sont enveloppés deux pieds de toile de coton rouge et chante*) :

CHANT.

Les jeunes filles des gens riches portent des fleurs,
Votre père n'a pas beaucoup d'argent pour en acheter.
J'ai acheté deux pieds de coton rouge,
Je mettrai ce côté sur la tête de ma fille.

(*Hi Eul s'agenouille devant son père qui lui fait les tresses.*)

HI EUL. (*Elle chante*) :

CHANT.

Les jeunes filles des gens riches portent des fleurs;
Mon père a peu d'argent et ne peut en acheter.
Il a acheté deux pieds de coton rouge pour mettre sur ma tête.

YANG. — Ha! Hi Eul, tourne-toi que je te regarde. (*Hi Eul se tourne.*) Très bien, tout à l'heure tu iras chercher ton frère Ta Shuei et sa mère la voisine Wang pour qu'ils puissent t'admirer.

(*Hi Eul, rougissante, fait des manières et tourne le dos.*)

Hou, Hou! j'ai encore acheté quelque chose, un Dieu de la porte, colle-le!

HI EUL. — Il y a encore un Dieu de la porte...

(*Ils se mettent tous les deux à coller ; elle chante :*)

CHANT.

Le Dieu de la porte, le dieu de la porte,
Il est sur un cheval rouge.

YANG (*Il chante*) :

On le colle sur la porte, la maison sera bien gardée.

HI EUL :

Le Dieu de la porte sur les épaules à un grand couteau.

YANG et HI EUL (*Ils chantent ensemble*) :

Les diables grands ou petits ne peuvent entrer,
Ne peuvent entrer.

YANG (*Il s'adresse au Dieu*). — C'est ma maison, ne les laisse pas entrer.

HI EUL. — Ne laisse pas entrer Mou Jen She.

YANG (*à Hi Eul*). — Très bien mon enfant. (*Au Dieu*) Laisse-nous passer un Nouvel An paisible.

(*Ils ferment la porte. La voisine Wang paraît dans le coin de la scène.*)

WANG.

CHANT.

Aujourd'hui Ta Shuei a acheté deux livres de farine au marché.
Voyons si le voisin Yang est revenu; s'il est revenu, je l'emmène [avec sa fille
Chez moi pour faire les pâtes. (*Elle regarde.*) Ah! je suis sûre que
Le père Yang est de retour, le Dieu a été collé.

(*Elle frappe à la porte, Hi Eul ouvre.*)

HI EUL. — Qui est là?

WANG. — Votre voisine.

HI EUL (*Elle ouvre la porte*). — Ma tante, mon père est de retour.

WANG. — Quand est-il revenu?

HI EUL. — Il est revenu, le temps de fumer une pipe. Voisine, mon père a acheté deux livres de farine et je voulais vous dire de venir faire la pâte, mais vous êtes arrivée avant que je ne vous aie prévenue.

WANG. — Ma fille, ton frère Shuei est aussi revenu avec deux livres de farine qu'il a achetées au marché, avec deux livres de riz et une livre de viande; aussi, je suis venue vous prier de venir faire la pâte.

YANG. — Nous la ferons ici.

WANG. — Il vaut mieux la faire chez moi.

HI EUL. — Allons, ma tante, nous la ferons ici.

YANG. — Oui, nous la ferons ici.

WANG. — Voyons, assez parlé (*bas à Yang.*) Vous, père Yang, avez-vous pensé à cette année? Hi Eul et Ta Shuei vont avoir une année de plus; j'attends de vos nouvelles.

YANG (*craignant que Hi ait écouté, mais faisant en sorte qu'elle. puisse cependant l'entendre*) — La tante, ne vous inquiétez pas Si la moisson de cette année est bonne, nous marierons nos enfants.

HI EUL (*tout en feignant de ne rien entendre les interrompt*). — Tante, dépêchez-vous de faire la pâte.

WANG (*Elle rit*). — Ah Ah Ah! Nous faisons la pâte.

(*Wang et Hi Eul font la pâte. Mou Jen She paraît dans un coin de la scène, une lanterne rouge à la main sur laquelle sont peints quatre caractères :* la bonne maison Huang. *Il chante :*)

CHANT.

Exiger le fermage, exiger le fermage!
Exiger la redevance, exiger la redevance!
Je suis allé partout.
J'ai quatre trésors cachés sur moi
Un bâton d'encens
Un pistolet
Un panier
Une canne.

Quand je rencontre le patron, je brûle l'encens.
Quand je rencontre un fermier je tire le pistolet.
Si je peux mentir, je mens, si je peux tromper je trompe.

(*Parlé*). — Ce soir mon jeune patron m'envoie chez Yang Pai Lao pour affaire... pour une affaire de cœur, il ne faut pas que les autres le sachent. Mon jeune patron a dressé un plan : il demande à Yang Pai Lao d'aller causer avec lui... (*Il frappe à la porte.*)

YANG (*ouvrant la porte*). — Qui est-ce?

MOU. — Moi. Mou Jen She!

TOUS. — Oh... (*La voisine et Hi Eul se dépêchent de cacher la pâte*).

MOU. — Ouvrez-moi vite la porte (*Yang laisse entrer Mou, tous se taisent. Mou, avec la lanterne, inspecte la pièce. Hi Eul*

se cache derrière la voisine.) Lao Yang, nous avez préparé quelque chose pour le Nouvel An?

YANG. — Nous n'avons pas encore allumé le feu.

MOU. — Je vous dérange un peu mais le Jeune Patron voudrait vous parler de quelques affaires.

YANG (*étonné.*) — A moi... Monsieur Mou? Je ne puis payer le fermage ni la redevance...

MOU. — Le Jeune Patron vous demande seulement d'aller chez lui, ce n'est pas pour payer, c'est pour autre chose de plus important. Aujourd'hui c'est le trente, la joie est au cœur du Jeune Patron, tout s'arrangera. Allez-y, Père Yang.

YANG (*Il implore*). — Moi... Monsieur?

MOU. — Mais oui, allez-y, cela n'a pas d'importance.

HI EUL (*très inquiète*). — Père...

MOU (*Il soulève la lampe et éclaire le visage de Hi Eul*). — Ah! Hi Eul, ne vous inquiétez pas, le Maître vous offrira des fleurs que votre père vous rapportera.

WANG (*mettant un sac sur le dos de Yang*). — Père, mettez ça sur vous. Dehors, il neige... Quand vous serez là-bas vous resterez à genoux, j'espère qu'il vous laisseront passer le Nouvel An avec nous.

MOU (*faussement compatissant*). — C'est cela.

HI EUL. — Papa...

YANG. — Tante, Hi Eul, je reviens tout de suite.

MOU (*Il presse Yang*). — Dépêchez-vous!

HI EUL (*sur le pas de la porte, la tête appuyée sur l'épaule de son père*) — Père!...

MOU. — Partons.

HI EUL (*regardant son père qui marche tristement*). — Tante, père...

WANG (*prenant le bras de Hi Eul*). — Cela n'est rien... Venez faire la pâte chez moi.

(*Tous sortent. Wang et Hi Eul emportent le plat de farine.*)

SCÈNE II

Dans la maison de la famille Huang. Sur la scène, une table; auprès de celle-ci deux chaises; sur la table un chandelier éclaire des livres de comptes, un boulier, un encrier et une pipe à eau.

Derrière la scène, on entend des cris, des rires, des cliquetis de verres; Huang paraît, un peu ivre, joyeux et se nettoyant les dents.

HUANG (*Il chante*) :

CHANT.

Je prends congé de la vieille année, plongé dans la joie que procure le vin. Nous passerons la veille du Nouvel An sous la lampe. Tout le monde est très content, tout le monde est ivre; dans ma maison les granges sont pleines de riz, les pauvres qui ont faim ne nous intéressent pas!

(*Le domestique Ta Sheng apporte un verre pour que Huang puisse se rincer la bouche.*)

HUANG (*se rinçant*). — Ta Sheng allez dire à ma mère que j'ai mal à la tête, que je ne peux tenir compagnie aux invités. Je la prie de bien vouloir me remplacer. (*Le domestique sort.*) Ah! Ah! C'est moi Huang She Jen! J'ai une vie heureuse, ma famille possède plus de mille arpents de terre; même dans les années de mauvaises récoltes, je perçois des fermages de mille tins. Mon père est mort il y a cinq ans; je puis tout faire et ordonner; par malheur ma femme est morte l'année dernière. Ma mère voudrait que je me remarie. Je pense que c'est chose facile, les femmes sont comme les poux dans la mer; mais je ne veux pas me remarier car si je me remarie je ne serai plus libre. C'est beaucoup mieux d'être célibataire. Si je trouve quelqu'un qui me plaît... comme par exemple aujourd'hui, eh bien, c'est très facile de l'avoir.

(*Le vieux Mou fait entrer Yang Pai Lao et le conduit sur le devant de la scène.*)

YANG (*entre timidement, il chante* :)

CHANT.

La lampe rouge m'a ébloui,
Elle me trouble beaucoup.
Je ne sais pourquoi on me fait venir,
Ma fille m'attend chez moi.

Mou. — Vieux Yang, par ici!

Huang (*très poliment*). — Oh! Vieux Yang vous êtes venu, asseyez-vous s'il vous plaît. (*Yang n'ose pas s'asseoir.*)

Mou. — Voulez-vous du thé?

Huang. — Vieux Yang, avez-vous tout acheté pour le Nouvel An?

Yang. — Mon jeune seigneur, vous ne savez pas qu'il neige depuis dix jours; chez moi il n'y a plus ni bois ni riz, depuis plusieurs jours on n'a pas chauffé la marmite.

Mou. — Hé! Vieux Yang, vous n'êtes pas venu ici pour parler de votre misère, le jeune seigneur n'est pas un étranger : il sait tout.

Huang. — C'est vrai que vous n'êtes pas riche, je le sais; mais il y a déjà un an que le fermage n'a pas été payé (*Il feuillette le registre.*) Pour cultiver 6 arpents c'est 5 to. Vous me devez le fermage de l'année dernière plus l'intérêt soit 2 1/2 to jusqu'à l'été; à l'automne cela fera 2 1/2 de plus (*Il calcule sur le boulier.*) Et vous me devez encore de l'argent, vous vous rappelez? Quand votre père était encore vivant, vous avez perdu votre femme, vous avez acheté le cercueil et je vous ai prêté pour cela 5 dollars chinois. Il y a deux ans, quand vous étiez malade, je vous ai prêté 2 1/2 dollars par l'intermédiaire de Yang Ta Shuei; l'année dernière encore 3 dollars; nous avions convenu un intérêt de 50 % au total! Donc...

Mou (*Il calcule avec le boulier*). — L'intérêt devient capital, le capital produit intérêts, au total... 5 + 5 = 25 2 × 5 = 10... vous devez donc en totalité 25 dollars 1/2, plus 1 tain et 5 to pour le fermage.

Huang. — 25 dollars 1/2, 1 tain, 5 to... n'est-ce pas, Vieux Yang?

Huang. — Oui, Jeune Patron.

Huang. — Vieux Yang, tu peux lire. C'est écrit en caractères noirs sur papier blanc très clairement, n'est-ce pas tout à fait exact? Vous vous en souvenez très bien; c'est bien la somme que vous me devez. Vieux Yang, c'est aujourd'hui le dernier jour de l'année, vous ne pouvez plus reculer; si vous avez l'argent sur vous, c'est bien, donnez-le maintenant et je supprime le compte tout de suite; si vous ne l'avez pas apporté, allez le chercher, Mou vous accompagnera.

Mou. — Je vais vous accompagner, Vieux Yang.

YANG (*Il implore*). — Ho, Monsieur Mou, Jeune Patron, je vous demande une faveur (*Il chante*).

CHANT.

Je demande au Jeune Seigneur d'avoir pitié de moi
Je le prie de me donner encore un sursis.
Comme le fermage est lourd et la somme grande,
Je ne puis payer; quand il n'y a pas de difficultés, on ne pleure pas
(*Il sanglote*). — Jeune Patron, Monsieur Mou...

HUANG. — Hé, Vieux Yang, il ne faut pas être comme ça, vous allez passer le Nouvel An et moi aussi, vous avez des difficultés et j'en ai aussi. Aujourd'hui il faut régler ce compte.

YANG. — Jeune Patron...

HUANG. — Les gens qui ont raison peuvent marcher dans tout l'Empire, ceux qui n'ont pas raison peuvent à peine marcher un demi-pied. Vous me devez de l'argent, de toute façon vous devez me le rendre aujourd'hui.

MOU. — Vieux Yang, maintenant notre jeune Maître a dit ce qu'il a dit. Il n'y reviendra pas; il ne change jamais de décision. Il faut trouver un moyen de payer.

YANG. — Quel moyen, Jeune Patron! Je suis vieux et veuf, je n'ai pas de parenté riche et noble, que puis-je inventer Jeune Patron?

(*Huang voyant que le moment est venu fait un signe à Mou.*)

MOU. — Eh, Vieux Yang, j'ai un moyen, c'est le Jeune Patron qui l'a découvert mais je ne sais pas si vous accepterez...

YANG. — Monsieur, vous disiez?...

MOU. — Vous retournez chez vous et conduisez Hi Eul ici, en échange de votre dette.

YANG. — Hélas...

MOU. — Revenez avec votre fille pour paiement du fermage.

YANG (*Il tombe à genoux en pleurant*). — Je ne peux pas Jeune Patron. (*Il chante.*)

CHANT.

Qu'est-ce que j'ai entendu tout à coup
Échanger ma fille contre le fermage?
C'est comme l'orage dans un cier pur.
Ma fille c'est ma vie, le père et la fille ne peuvent être
Séparés que par la mort.

Huang (*en colère.*) — Et c'est pour vous que j'accepte cela! Conduisez votre fille ici pour passer de bonnes journées. Elle sera mieux que chez vous, vous n'avez ni de quoi vous vêtir, ni de quoi manger; si votre fille vient comment pourrais-je la maltraiter? Et votre compte sera supprimé! Deux avantages! Ah! Ah!!...

Yang. — Cela ne se peut pas, vous...

Mou. — Vieux Yang, écoute-moi : quand on est pauvre on a toujours de mauvaises intentions; quand on est riche on a toujours bon cœur. Le Jeune Patron est gentil pour votre fille... Réfléchissez... Si votre fille vient ici, elle sera heureuse, mangera et s'habillera bien, si elle a faim, elle ouvre la bouche, si elle désire boire, elle n'a qu'à étendre la main, c'est mieux que chez vous où elle mange des feuilles. Votre fille est dans la misère, le Jeune Patron n'est pas content. Je vous le dis il faut agir ainsi.

Yang. — Oh, Jeune Patron, Monsieur Mou... Hi Eul, c'est ma vie; à l'âge de trois ans elle a perdu sa mère, je l'ai torchée quand elle était petite et l'ai élevée jusqu'à maintenant. Je suis vieux. Je n'ai qu'une fille... elle... comme un fils... je ne puis la quitter. Jeune Patron...

Huang. — Yang, Hi Eul ne peut vous quitter jusqu'à la mort... je peux attendre, que choisissez-vous? Vous êtes libre de choisir : votre fille ou l'argent!

Mou. — Vieux Yang, aujourd'hui le Jeune Patron est content, il ne faut pas l'offenser sinon vous le paierez cher.

Huang (*en colère.*) Ne discutez pas avec lui. Écrivez un acte et faites venir la fille demain. (*Il va pour sortir.*)

Yang. — Jeune Patron, ne partez pas!...

Huang. — Va-t'en (*Il pousse Yang. Mou se dirige vers la table pour écrire l'acte.*)

Yang (*Il retient Mou avec force*). — Vous ne devez pas écrire!

(*Il chante*) :

Chant.

Quel crime ai-je commis! Vous m'obligez à vendre ma fille?
J'ai travaillé durement toute ma vie,
Je ne pensais pas tomber ainsi dans la misère.

Mou. — Allons, Vieux Yang, pas de mauvais sang! Si vous n'êtes pas d'accord, c'est la même chose, soyez donc d'accord!

(*Il repousse Yang et prend la plume.*)

Yang (*Il s'accroche à la main de Mou et chante*) :

CHANT.

Le ciel tue seulement l'herbe qui n'a qu'une seule racine,
L'inondation renverse seulement les ponts de bois,
Durant toute ma vie je n'ai eu qu'une fille,
Si je quitte Hi Eul je ne pourrai pas vivre.

MOU (*en colère*). — Ne faites donc pas de bêtises. Si le Jeune Patron se met en colère ce ne sera pas agréable du tout...

YANG. — Moi... Moi... je veux aller dans un endroit où je pourrai parler.

MOU (*Il frappe sur la table*). — Où voulez-vous parler? le sous-préfet est l'ami du Jeune Patron et il représente le gouvernement. Où voulez-vous donc plaider?

YANG (*étonné*). — Moi, moi...

MOU. — Vieux, il n'y a rien à faire, le bras est moins fort que la jambe, je vous conseille d'écrire l'acte et de signer avec le pouce, c'est tout. (*Il écrit l'acte.*)

YANG (*Il empêche Mou d'écrire*). — Vous... vous...

HUANG (*en colère*). — Comment, vous protestez, Yang Pai Lao? Je vous le dis franchement, si vous êtes d'accord, ça va, si vous n'êtes pas d'accord c'est la même chose! (*A Mou rapidement.*) Écrivez un acte pour lui et faites venir la fille demain!

YANG (*stupéfait*). — Ah...

MOU (*Il lit l'acte à mesure qu'il le rédige*). « — Yang Pai Lao, par cet acte, reconnaît devoir au Patron le fermage : soit, un tain et 5 to; il doit encore 25 dollars et demi. Il est pauvre et ne peut payer. Il veut vendre sa fille au Jeune Patron en échange du compte; tous les deux sont d'accord et ne se reprendront pas. Si l'on parle sans écrire, il n'y a pas de preuve, c'est pourquoi est établi le présent acte. Les contractants : Huang She Jen, Yang Pai Lao; l'entremetteur : Mou Jen She. » Eh bien, voilà, venez mettre votre pouce sur le papier!

YANG (*furieux*). — Jeune Patron, cela ne va pas... (*Il tombe à genoux*).

HUANG. — Comment?... Fais venir Liou An Ho pour le ligoter, enuite on l'emmènera à la sous-préfecture.

YANG (*Il se met à trembler*). — Vous m'enverrez à la sous-préfecture.... Jeune Patron?...

MOU (*Il prend de force la main de Yang*). — Apposez votre empreinte!

(*Il le force à apposer son pouce sur l'acte.*)

YANG (*Il regarde son pouce taché d'encre*). — Ah! (*Il s'écroule.*)

MOU. — Eh, une empreinte a réglé le compte de plus de dix années. (*Il donne l'acte à Huang. Il touche la main de Yang.*) Il n'a rien.

HUANG. — Yang Pai Lao vous devez retourner chez vous, demain votre fille viendra. (*A Mou*) Donne-lui ce papier. (*Il lui fait un signe*) Venez ici, Vieux Mou! (*Huang lui parle à voix basse*) Demain vous irez chez lui avec quelques hommes qu'il ne s'enfuie pas. Nous perdrions et l'argent et la fille.

MOU. — Oui.

HUANG. — Encore une chose : ne rien dire à personne. Si on vous questionne dites que ma mère désire voir la fille et que vous la menez saluer ma mère pour le Nouvel An.

MOU. — Oui.

HUANG (*en sortant*). — Si on ne tue pas les pauvres on ne peut être riche, si je ne fais pas souffrir Yang Pai Lao je ne pourrai pas avoir sa fille

MOU (*Il fait lever Yang*). — Ce papier est pour vous. (*Il lui donne l'acte.*) Demain, amenez votre fille qui présentera ses souhaits de Nouvel An au Jeune Patron. Elle passera ici l'année joyeusement. Partez.

(*Il pousse Yang dehors, Yang tombe, le vent et la neige le fouettent.*)

YANG (*Il revient à lui, se lève*). — Dieu, Dieu qui tue...

CHANT.

Le ciel tue les gens cruellement.
La maison des Huang est celle du diable.
Yang Pai Lao pourquoi avez-vous mis votre empreinte sur l'acte?
Imbécile, vous avez vendu votre fille!
Ma fille, votre père vous a fait du tort,
Vous l'attendez pour passer le Nouvel An
Il n'a pas le courage de se présenter à vous.

(*Il sort lentement.*)

SCÈNE III

Sur le chemin conduisant au village. Un ami de Yang Pai Lao, le vieillard Chao. Il porte sous le bras une corbeille contenant de la viande et une bouteille de vin. Il chante :

CHANT.

Le vent puissant chargé de neige souffle.
Des lampes de dix familles il n'y en a que neuf d'allumées.
Tout le monde fête le Nouvel An, nous aussi.
Mais les pauvres et les riches le passent différemment :
Chez les riches il y a du vin et de la viande
Tandis que chez les pauvres il n'y a ni riz ni farine.

(*Il entend au loin les cris de joie des riches.*)

CHAO. — Dans quelle joie les riches passent le Nouvel An, dans quelle tristesse les pauvres ! Mon frère Yang est parti il y a sept ou huit jours pour essayer de ne pas être obligé de payer la redevance. Il devrait être revenu. J'ai acheté quatre onces de vin [1], je vais chez lui et nous boirons un peu ensemble, nous causerons. C'est suffisant pour passer le Nouvel An.

(*Il chante.*)

CHANT.

Les fonctionnaires sont toujours pour les fonctionnaires.
Le peuple toujours pour le peuple et les pauvres pour les pauvres.
Aussi je vais chez le vieux Yang pour passer la veillée
Avec quatre onces de vin pour nous rendre le cœur joyeux.

(*Il descend de la scène, Yang Pai Lao monte sur la scène en chantant :*)

CHANT.

Yan Pai Lao est étourdi comme un ivrogne.
Le vent et la neige sont si forts ! Où vais-je ?
Sur moi je porte l'acte qui est un couteau qui tue.
J'ai tué ma fille.

(*Parlé*). — Où es-tu ma fille ? Tu ne sais pas ce que ton père...

(*Il s'écroule.*)

1. 125 grammes.

Chao (*monte sur la scène et découvre Yang ; il le soulève, étonné*). — C'est toi vieux frère Yang?

Yang. — Qui es-tu, toi?

Chao. — Je suis le Vieux Chao.

Yang. — Oh! vieux Chao...

Chao. — Qu'as-tu vieux frère Yang?

Yang (*Il se contient*). — Il n'y a rien, tout à l'heure, je suis allé chez le Seigneur...

Chao. — Oh! tu as encore été maltraité par le Seigneur! La neige tombe fort. Dépêche-toi, nous parlerons plus tard en détail.

(*Chao aide Yang à marcher.*)

Yang. — Nous parlerons longuement en détail...

Chao. — Nous sommes arrivés. Comment? la porte est fermée. (*Il l'ouvre et aide Yang à entrer.*) La lampe n'est pas allumée! (*Il cherche du feu pour l'allumer.*) Où donc est Hi Eul?

Yang (*au nom de Hi Eul se dresse d'un coup*). — Où est Hi Eul? (*Il appelle*) Hi Eul!

Chao. — Qu'as-tu vieux frère Yang?

Yang. — Il n'y a rien. Hi Eul est allée chez sa tante pour faire les pâtes.

Chao. — Oh! Vous avez des pâtes cette année pour passer le Nouvel An? Ta fille doit être contente. Tiens, vieux frère Yang, je te fais cadeau d'une livre de viande. Tu pourras recevoir du monde à manger, demain, avec ta fille. En plus j'ai acheté une bouteille de vin et ce soir, nous la boirons ensemble...

Yang. — Buvons du vin...

(*Ils se mettent près du feu et boivent.*)

Chao. — Vieux frère Yang; tu es allé chez le Seigneur, pourquoi?

Yang. — Oh! pour rien, Vieux Chao.

Chao. — Dis, c'est pourquoi? Tu peux me le dire, je ne suis pas un étranger...

Yang. — Ce n'est rien...

Chao (*pressant*). — Vieux Yang, tu me fais mourir. Souvent, quand tu as envie de parler tu ne dis tout de même rien; quand tu as de la peine, tu la renfermes dans ton ventre. Mais, tu sais, nous sommes de vieux amis, parle, voyons!

Yang. — Je vais parler : aujourd'hui, je revenais, croyant avoir évité de payer le compte; Mou Jen She est venu me chercher pour aller chez le propriétaire.

CHAO. — Oh!

YANG. — Le Jeune Patron a feuilleté le registre pendant que Mou Jen She comptait avec le boulier; ils voulaient m'obliger à payer, mais comme je ne peux pas payer ils m'ont obligé à...

CHAO. — A faire quoi?

YANG. — Il veut prendre ma fille contre le fermage...

CHAO. — As-tu promis?

YANG. — Je... je n'ai pas...

CHAO (*très content*). — Bon vieux frère Yang, tu as bien fait. Si tu donnais ta fille au Seigneur c'est comme si tu la jetais dans le feu; le proverbe dit : il faut allumer l'encens en respect du Boudha, il faut agir honnêtement. Nous devons agir honnêtement; tu as bien fait. (*Il lève son verre.*) Viens, vieux frère, buvons encore un verre de vin.

YANG (*douloureusement*). — Vieux Chao, tu ne sais pas, le Seigneur demain... non, l'année prochaine nous laisserons partir Hi Eul.

CHAO. — L'année prochaine nous ne serons pas ici, vieux frère, nous irons en Mongolie.

YANG. — Où? En Mongolie? Eh! nous quittons difficilement nos pauvres maisons; en Mongolie nous mourrons de faim.

CHAO. — Non, nous ne mourrons pas de faim; ici nous labourons un petit morceau de terre qui appartient au Maître, il nous tue avec le fermage. Cette année, j'ai travaillé 50 jours pour le Seigneur et je n'ai pas pu payer le fermage. Hier il m'a obligé à le payer; je suis seul, sans fils ni fille, toute ma vie je serai tué par le fermage. Pour moi, c'est mieux d'aller en Mongolie, j'emmènerai Hi Eul; nous pourrons finir de l'aider à devenir une femme; nous sommes vieux, nous ne savons pas combien de jours il nous reste à vivre; nous mourrons, ce n'est rien, mais nous ne pouvons laisser la petite ainsi.

YANG (*triste*). — Nous mourrons, c'est vrai, nous ne pouvons laisser la petite ainsi.

CHAO. — Vieux frère Yang, réfléchis ; moi, l'année prochaine, au printemps, je partirai (*Il lève son verre.*) Buvons encore... Vieux frère Yang, as-tu des légumes conservés dans la saumure?

YANG (*Il présente des légumes et chante en aparté*).

CHANT.

Mon vieux frère Chao tu ne sais pas, je ne peux dire ce que j'ai fait. Sur l'acte, j'ai mis mon empreinte, tout est fini.

CHAO. — Tu m'as donné le soja.

YANG. — Comme je suis étourdi!

CHAO. — Laisse-moi me servir moi-même.

(*Wang Ta Shen, Hi Eul et Ta Shuei entrent, portant les pâtes.*)

HI EUL. — Ta Shuei, mon père est revenu! (*Tous entrent dans la maison.*) (*A son père, très contente*). Tu es revenu...

WANG. — Oncle Chao, vous êtes là aussi!

TA SHUEI. — Oh! l'oncle Chao.

WANG. — Oncle Yang qu'est-ce qui s'est passé chez le Maître?

YANG. — J'y suis allé, je ne pouvais payer le fermage ni la redevance, il...

TOUT LE MONDE. — Il a fait quoi?

YANG. — Je suis tombé à genoux devant lui, j'y suis resté longtemps, c'est tout... Après je suis revenu.

TA SHUEI. — C'est vrai mon oncle?

HI EUL. — C'est vrai père?

YANG. — C'est vrai, mon enfant; ton père ne t'a jamais trompée.

CHAO. — C'est vrai.

WANG. — Remercions les dieux et la terre; c'est très bien, nous pouvons fêter le Nouvel An. Heureusement, la farine de l'oncle Yang n'a pas été prise par le Seigneur, nous avons pu faire des pâtes, venez manger, oncle Chao.

CHAO. — Bon, je veux bien.

WANG. — Ta Shuei, donne ce bol de pâtes à ton oncle.

TA SHUEI (*Il donne le bol à Yang*). — Oncle, vous mangez?

(*Yang prend le bol. Tout le monde mange.*)

HI EUL. — Mon père est revenu.

TA SHUEI (*chantant*)

Nous avons fait des pâtes pour passer le Nouvel An

(*Tout le monde chante*).

CHANT.

Les vieux, les jeunes; les jeunes, les vieux,
Nous nous asseyons ensemble pour passer le Nouvel An.

HI EUL (*à son père*). — Tu ne manges pas?

YANG. — Si, je mange...

CHAO. — Nous passons le Nouvel An en mangeant des pâtes. Écoutez cette histoire : c'était en 1930, le 13 mai, il pleuvait un peu;

un régiment est descendu de la montagne du sud, c'était l'Armée Rouge...

TA SHUEI et HI EUL. — L'Armée Rouge!

WANG. — Oncle Chao, vous parlez encore de ces choses-là? Dépêchez-vous donc de manger.

HI EUL. — Laisse oncle Chao parler, je veux écouter.

CHAO. — Ils portent des vêtements rouges, sur les reins des ceintures rouges, tous les soldats ont le même visage rouge et sont de haute taille : c'est l'Armée Rouge. L'Armée Rouge est entrée dans le village de Cho Wen Wang. J'étais là. Dès l'arrivée de l'Armée Rouge la canaille Cho a été tuée. L'Armée Rouge a donné des vivres aux pauvres. Le 13 mai, tous les pauvres ont eu de la farine blanche, tout le monde a mangé des pâtes. Ce jour-là quand j'arrivais dans n'importe quelle famille on mangeait des pâtes.

TA SHUEI. — Où l'Armée Rouge est-elle allée, après?

CHAO. — Après, l'Armée Rouge s'est installée dans le village mais pas pour longtemps... De nouveau l'Armée Verte est revenue, l'Armée Rouge est remontée dans la montagne et jusqu'à maintenant n'est pas redescendue. Hélas, aussitôt que l'Armée Rouge fut partie, les pauvres de nouveau retombèrent dans la misère.

HI EUL. — Mon oncle, dites-moi... Est-ce que l'Armée Rouge reviendra?

CHAO. — Oh! oui, je crois qu'elle reviendra.

HI EUL. — Mais quand?

CHAO. — Un jour...

WANG. — Il ne faut pas parler, les pâtes sont froides, dépêchez-vous de manger. (*Elle chante.*)

CHANT.

Il neige depuis plus de dix jours!

Tous chantent :

Les familles peuvent se réunir.

WANG (*Il chante*).

J'espère que tous les enfants pourront grandir.

TOUS.

Nous passons paisiblement le Nouvel An.

HI EUL. — Père, dèpêche-toi de manger.

WANG. — L'oncle, dépêchez-vous.

YANG (*Il prend le bol et essaye péniblement d'avaler*). — Oh!... Hi Eul, vois oncle Chao et tante Wang, ils sont si bons!

HI EUL. — Oui.

YANG. — Oncle Chao, Hi Eul n'est-elle pas gentille?

CHAO. — C'est une bonne enfant.

YANG. — Tante Wang, vous voyez comme elle est bonne?

WANG. — C'est une bonne enfant.

YANG. — Hi Eul, ton père est-il un bon père?

HI EUL. — Mais... Tu es un bon père...

YANG. — Bon... Ton papa n'est pas bon...

WANG (*étonnée*). — Qu'est-ce qu'il a? Pourquoi dit-il cela?

CHAO. — Hélas, je viens de boire un peu de vin avec lui, probablement est-il ivre. Il va de soi qu'il est très bon et Hi Eul et Ta Shuei vont se marier!

(*Hi Eul honteuse tourne le dos.*)

WANG et CHAO. — Ah! Ah!

(*Yang fourre sa main dans sa veste et cherche l'acte, il tremble de tout son corps.*)

WANG. — Vous ne mangez pas? Que cherchez-vous?

YANG (*étonné*). — Je cherche... je cherche (*Il cache l'acte dans sa veste.*) Je n'ai plus un sou, je dois donner un peu d'argent à la petite, mais je ne peux pas.

WANG. — Ce n'est pas la peine puisque nous avons des pâtes à manger, dépêchez-vous de manger, l'oncle.

YANG. — Mais... Je me repose un peu... Je mangerai après.

CHAO. — Je suis rassasié.

WANG (*à Hi Eul et Ta Shuei*). — Et vous deux?

TOUS LES DEUX. — Nous sommes rassasiés.

WANG. — Alors, rangeons la vaisselle, ton oncle a couru une journée entière et doit se reposer, maintenant.

YANG (*machinalement*). — Je dois me reposer...

WANG. — Nous avons beaucoup à parler mais nous parlerons demain; demain Ta Shuei viendra vous souhaiter le Nouvel An.

CHAO. — Je dois m'en aller moi aussi. (*Hi Eul tend à Chao son panier.*) Hi Eul soigne ton père. Vieux frère Yang, je viendrai demain te souhaiter le Nouvel An. Maintenant, je m'en vais.

YANG. — Vieux Chao tu pars? (*Chao sort*).

TA SHUEI. — Mon oncle, nous partons aussi.

YANG. — Ta Shuei, tu raccompagnes ta mère?

HI EUL. — Vous partez ma tante?

WANG. — Oui. (*Ils sortent ; Hi Eul ferme la porte.*)

TA SHUEI (*à la porte*). — L'oncle est fatigué ; il vaut mieux se coucher de bonne heure.

YANG. — Hi Eul repose-toi.

HI EUL. — Repose-toi aussi...

YANG. — Ton père... ton père veut veiller.

HI EUL. — Alors, je veillerai aussi.

YANG. — Apporte un peu de bois pour le feu.

(*Ils se chauffent.*)

YANG (*Il tousse*). — Ton père est vieux, ton père est inutile...

HI EUL. — Pourquoi parles-tu ainsi? Chauffe-toi!

(*Ils se chauffent, la neige tombe ils se taisent un long moment.*)

YANG. — Hi Eul, tu as dormi?

HI EUL. — Non papa...

YANG. — Laisse-moi raviver la flamme de la lampe.

(*Il fait plus clair un court instant ; Hi Eul s'endort.*)

YANG. — Tu dors Hi Eul... (*Il chante.*)

CHANT.

Hi Eul tu dors, je t'appelle, tu ne le sais pas...
Même en rêve tu ne peux imaginer ce que j'ai fait.
Ton père est un criminel,
Il ne peut être pardonné.

(*Parlé*). — Hi Eul, ton père t'a causé du tort, tante Wang je vous ai causé du tort, Ta Shuei je t'ai causé du tort, frère Chao je t'ai causé du tort ; j'ai posé l'empreinte sur l'acte. Mère de Hi Eul je t'ai causé du tort; au moment de mourir tu m'as dit : bon gré mal gré il faudra élever Hi Eul. Maintenant, je l'ai élevée. Il y a dix-sept ans aujourd'hui qu'elle est avec moi. Mère de Hi Eul je t'ai causé du tort... Je l'ai vendue. Demain le Maître emmènera Hi Eul. Vous tous, les vivants comme les morts, les hommes comme les esprits, vous tous ne me pardonnerez pas; je suis un criminel, je ne peux laisser ma fille partir, je veux me battre avec lui... (*Avec fureur il ouvre la porte, la neige entre en rafales et fouette son visage.*) Ah!... sous-préfet... tous, les riches... les agents du Maître... les domestiques du sous-préfet... Où vais-je?...

(*Il chante*).

CHANT.

Le Sous-Préfet et les Riches sont des loups, des tigres, des léopards
Je dois le fermage, je dois le compte. (*Il sort l'acte de sa poche*).

M'obliger à écrire... c'est l'acte de vente de ma fille.
Le vent du sud souffle, la neige vole, où vais-je?
Où puis-je fuir, quel chemin dois-je prendre?
(*Il ferme la porte, au bord de l'évanouissement.*)
(*Parlé*). — Il y a encore du soja, je le mange. (*Il mange*).
Je bois un peu d'eau froide.

SCÈNE IV

Entre Ta Shuei, très joyeux au milieu du bruit causé par des pétards.

TA SHUEI. — Grand oncle Yang, grand oncle Yang, je suis venu vous souhaiter le Nouvel An. (*Il aperçoit le grand corps étendu.*) Ah! (*Il enlève la neige qui couvre le visage du mort et le reconnaît.*) Ah! grand oncle Yang, c'est vous? Qu'y a-t-il? (*Il s'approche de la porte et frappe.*) Hi Eul, Hi Eul, ouvre vite. (*Vers la gauche de la scène.*) Ma mère, vite, venez!

HI EUL (*se réveille avec étonnement*). — Père, père. (*Elle ne le voit pas.*) Père!

TA SHUEI. — Hi Eul (*Elle a ouvert la porte*). — Hi Eul, tu vois, ton père...

HI EUL. — Qu'est-ce qu'il y a? (*Elle sort, se jette sur le corps et pleure*). Papa, papa...

TA SHUEI. — Qu'est-ce que c'est, pourquoi...?

HI EUL (*pleurant. Elle chante*).

CHANT.

Au cœur de la nuit mon père est allé rejoindre la famille.
Il avait du souci qu'il a tu.
Le lendemain matin il est tombé dans la neige.
Pourquoi, papa?

TA SHUEI (*Il appelle*). — Mère, venez vite (*Entre Wang.*)

WANG TA SHEN. — Qu'est-ce qu'il y a?

TA SHUEI. — Mère, vous voyez, grand oncle Yang...

WANG TA SHEN. — Grand oncle Yang! (*Elle tombe à genoux près du corps, le secoue.*) Ta Shuei, va vite chercher grand oncle Chao (*Ta Shuei sort.*) Grand oncle Yang, grand oncle Yang...

HI EUL. — Papa...

(*Ta Shuei entre suivi de Chao, Li Shuan et Ta Suo.*)

CHAO. — Qu'est-ce qu'il y a?

TA SUO. — Que se passe-t-il?

SHUAN. — C'est le vieux Yang!

WANG TA SHEN (*Elle parle en pleurant*). — Quand le grand oncle est revenu tout allait bien, mais ce matin...

CHAO (*Il se penche sur le corps*). — Il a trop bu de soja.

HI EUL. — Papa...

CHAO (*Il a vu le poing du mort*). — Ah! (*Il ouvre le poing qui serre l'acte de vente*).

SHUAN (*lit l'acte de vente*). — Celui qui a établi cet acte est Yang Pai Lao... il doit le fermage à la famille Huang She Jen... parce qu'il est pauvre il ne peut s'acquitter... il désire vendre sa propre fille Hi Eul...

(*Shuan ne peut continuer de lire, Chao a plié l'acte, tout le monde est très étonné, très triste et pleure.*)

WANG TA SHEN. — Oh! ciel, c'est...

HI EUL (*pleurant abondamment*). — Papa.

CHANT.

Soudain j'ai appris que l'on m'a vendue.
C'est comme si un feu ardent brûlait tout mon corps
Et que mon père ne m'aimait pas. Nai-je pas de piété filiale
N'ai-je pas rempli mes devoirs de fille, papa...

CHAO (*triste et en colère, s'adressant au mort*). — Mon vieux frère Yang, hier soir vous ne m'avez dit que la moitié de la vérité vous ne vouliez pas mourir, vous ne vouliez pas quitter ces deux mous de terre stérile, vous avez été tué par les autres.

TA SUO. — Hier soir on m'a enlevé mon âne, aujourd'hui on a fait mourir Vieux Yang pour quelques grains de fermage. Comment les pauvres peuvent-ils vivre, je veux lutter avec eux...

(*Il est tellement en colère qu'il ne peut terminer sa phrase.*)

TA SHUEI (*très en colère*). — On a fait mourir grand oncle, Hi Eul est vendue... Nous lutterons avec eux jusqu'au bout.

WANG TA SHEN. — Ta Shuei, vous...

SHUAN. — Sur le papier blanc on a écrit des caractères noirs, oncle Yang en bas a mis l'empreinte de son pouce...

TA SHUEI. — L'empreinte du pouce! Il y a été obligé par les autres! Nous ferons un procès à la préfecture!...

TA SUO. — Oui, d'accord.

Shuan. — Hélas, comment faire un procès? Le maire et le sous-préfet sont comme larrons en foire avec le patron; il vaut mieux subir que faire un procès.

Ta Suo. — Subir, subir. Non!

Ta Shuei. — Le pauvre ne peut pas vivre. (*Il tape du pied de colère.*)

Chao. — Ta Shuei, Ta Suo, la colère est inutile... nous savons très bien comment va le monde d'aujourd'hui. Le couteau est dans la main des riches. Nous autres, pauvres, comment pourrions-nous avoir raison? Il est tard, le patron va envoyer quelqu'un pour chercher Hi Eul, dépêchons-nous d'enterrer le mort, accompagnons Hi Eul jusqu'au tombeau de son père. Wang Ta Shen, donnez des vêtements de deuil à Hi Eul. (*A Hi Eul*) Hi Eul, tout cela, c'est notre faute. Nous ne sommes que des vieillards inutiles; nous avons dix mille torts envers vous, ma petite!

(*Tout le monde baisse la tête. Silence. Tous sont tristes et en colère. Entre Mou Jen She accompagné de deux hommes de main de la famille Huang.*)

Mou Jen She. — Messieurs, qui avez passé un bon Nouvel An, je vous félicite et vous souhaite la fortune. (*Mou Jen She s'aperçoit qu'ils entourent un cadavre, il a compris mais feint l'étonnement.*) C'est...

Shuan. — C'est Vieux Yang...

(*Wang Ta Shen entre portant de la toile blanche pour le deuil.*)

Mou Jen She. — Oh! Vieux Yang. Hier soir vous étiez en bonne santé, comment aujourd'hui... (*Il feint la compassion.*) Vraiment, Vieux Yang était un homme si loyal et si honnête... (*A tous.*) Ho! Que tout le monde aide à enterrer Vieux Yang... Je mène Hi Eul chez le patron pour solliciter de l'argent pour le cercueil. Venez Hi Eul. (*Il veut l'emmener.*)

Wang Ta Shen (*très en colère*). — Va-t'en! (*Elle lève le poing et se jette sur Mou Jen She qui l'évite.*) Je sais la raison pour laquelle vous êtes venus, vous n'enlèverez pas Hi Eul.

Ta Suo (*en colère*). — Vous osez!

(*Les hommes de main sortent leur revolver qu'ils braquent sur Ta Suo et Ta Shuei.*)

Ne bougez pas!

Mou Jen She. — Très bien, maintenant allons-y et parlons franchement. Vieux Yang a vendu Hi Eul à mon jeune patron,

voici l'acte de vente (*Il sort l'acte de vente.*) Vieux Yang a mis l'empreinte de son pouce, le droit céleste et le droit humain sont pour nous, nous avons raison... Wang Ta Shuei excusez-moi, aujourd'hui Hi Eul appartient au jeune patron.

WANG TA SHEN. — Mou Jen She vous ne devez pas nous insulter sous prétexte que les riches vous protègent.

MOU JEN SHE. — Vous m'injuriez maintenant! (*Il emmène Hi Eul.*) Allons, marche, nous partons.

CHAO (*Il retient Mou Jen She*). — Monsieur Mou Jen She, vous n'avez pas raison, le père de cette fille vient de mourir, nous sommes le premier de l'an.

MOU JEN SHE. — Qu'est-ce que ça veut dire, raison? (*Il montre l'acte de vente.*) Ne vous occupez donc pas des choses qui ne vous regardent pas (*Il repousse Chao.*)

WANG TA SHEN. — Monsieur Mou Jen She, je vous prie de laisser la petite enterrer d'abord son père.

MOU JEN SHE. — Non le Jeune Patron veut la petite immédiatement... (*Il se radoucit.*) Hé! d'ailleurs je ne puis rien, si vous voulez quelque chose adressez-vous au Jeune Patron... mais Hi Eul sera désormais très heureuse (*Il emmène Hi Eul.*) Viens, Hi Eul.

TA SHUEI et TA SUO. — Vous!

(*Ta Shuei et Ta Suo veulent à nouveau se battre, mais reculent sous la menace des revolvers. Wang Ta Shen retient Ta Shuei.*)

CHAO. — Ta Shuei, Ta Suo...

HI EUL (*Elle se débat entre les mains de Mou Jen She, se jette dans les bras de Wang Ta Shen et de Chao*). — Grand oncle, grande tante...

CHANT.

Grand oncle, grande tante, sauvez-moi, je ne veux pas
Aller chez le patron, je voudrais mourir avec mon père...
Je veux vivre avec ma tante et avec mon oncle.

MOU JEN SHE. — Hélas, Hi Eul, la mort des hommes c'est comme la lampe qui s'éteint. C'est fini, il vaut mieux partir (*Il emmène Hi Eul.*)

HI EUL (*criant à haute voix*). — Grand oncle, grande tante...

WANG TA SHEN. — Monsieur Mou Jen She, je vous en prie, faites que la petite puisse porter le deuil de son père.

MOU JEN SHE. — On la laissera porter le deuil.

(*Wang met la toile de deuil sur Hi Eul.*)

Chao (*au cadavre*). — Vieux frère Yang, aujourd'hui votre fille ne peut porter les cendres, nous sommes les coupables, nous autres vieillards, nous lui avons causé du tort... (*A Hi Eul.*) Viens te prosterner devant ton père.

Hi Eul (*Elle se prosterne*). — Papa! (*Elle se jette sur le corps.*)

Mou Jen She (*Il entraîne Hi Eul*). — Venez, venez, nous partons.

(*Les hommes de main surveillent les jeunes gens.*)

Hi Eul (*Elle lutte de toutes ses forces et crie tandis que Mou Jen She l'entraîne*). — Grand oncle, grande tante!

(*Les hommes de main protègent la sortie de Mou Jen She. La tante les suit, Ta Shuei et Ta Suo serrent les dents.*)

Chao (*retient les deux jeunes hommes*). — Ta Suo, Ta Shuei, le monde est pour les riches nous ne pouvons rien faire, la famille Huang a tué beaucoup de gens, elle a fait mourir vieux frère Yang, elle a enlevé Hi Eul, nous n'oublierons pas, les riches ne seront pas toujours riches, un jour l'époque peut changer... ne pleurez pas, allons enterrer le mort...

Chao (*d'une voix très faible*). — Nous l'enterrerons au pied de la montagne de l'est, nous l'enterrerons à côté de la mère de Hi Eul, nous l'enterrerons un peu plus profond.

(*Fin de l'Acte I.*)

ACTE II

SCÈNE I

La salle (*éclairée par des chandelles*) *consacrée au Boudha de la mère Huang. L'encens brûle.*

La mère Huang. — Hier, Mou Jen She m'a dit que la fille de Yang Pai Lao devait venir comme servante en paiement du fermage. Pourquoi n'est-elle pas encore venue me voir?

CHANT.

Nous avons passé le Nouvel An,
La famille est heureuse,
Les hommes âgés ajoutent un an à leur âge.
C'est grâce à la protection du Boudha et des ancêtres :
J'entre dans la chambre de prière avec l'encens
Et j'allume la chandelle.
Je me prosterne à trois reprises.
Premier encens et je prie le Bouddha
Afin qu'il protège ma famille
Et qu'elle reçoive beaucoup d'argent par les fermages.
Deuxième encens et je prie le Dieu de la Mer du Sud
Afin qu'il donne Paix et Bonheur à ma famille
Pendant les quatre saisons.
Troisième encens et je prie le Dieu Chang
Afin qu'il donne des enfants
Et rende la famille nombreuse.

(*Elle sort de la salle de prière et s'assied.*)

Hélas! l'argent ne vaut plus rien. Une servante : dix années de fermage; l'année dernière j'ai acheté une servante pour huit dollars; cette année j'ai vendu Cho Eul cinq dollars et demi seulement et pourtant, cette année, tout est très cher.

(*Entrent Mou Jen She et Hi Eul.*)

MOU JEN SHE. — Avancez, Hi Eul!

CHANT.

Vous êtes une fille étrange.
Pourquoi êtes-vous si timide?
Tout à l'heure devant le Jeune Patron
Vous n'avez ni levé la tête ni ouvert la bouche.
Il vous a donné une fleur
Et vous n'avez pas voulu la prendre.
Quand vous verrez notre Vieille Dame
Vous devrez être aimable.

(*Parlé.*)

Ayez l'air heureux!

(*Hi Eul sanglote.*)

MOU JEN SHE. — Ne pleurez pas. Si la Vieille Dame est en colère, elle peut avec son doigt vous trouer le visage. (*Il mène

Hi Eul jusqu'à la porte.) Ho! Vieille Dame! La fille du vieux Yang vient vous souhaiter le Nouvel An.

La mère Huang. — Oh! c'est Vieux Mou? Entrez!

Mou Jen She (*Il pousse Hi Eul*). — Prosternez-vous devant la Vielle Dame.

(*Hi Eul refuse mais Mou Jen She la jette à terre.*)

La mère Huang. — Relevez-vous.

Mou Jen She (*à Hi Eul*). — Relevez-vous que la Vieille Dame vous regarde.

La mère Huang. — Hé! Elle est assez belle. Avancez un peu.

Mou Jen She. — Avancez!

La mère Huang. — Quel est son nom?

Mou Jen She. — Répondez quand on vous interroge. Elle s'appelle Hi Eul.

La mère Huang. — Hi Eul, c'est un nom de bonheur, c'est la joie qui entre par la porte. Ce nom, ce n'est pas la peine de le changer entièrement. D'après le nom Hung Fu et Hung Lu, nous ajouterons un caractère et nous appellerons Hi Eul, Hung Hi.

Mou Jen She. — Remerciez la Vieille Dame qui vient de vous donner un nom. Vous ne vous appellerez plus Hi Eul mais Hung Hi.

La mère Huang. — Quel âge a-t-elle?

Mou Jen She. — Dix-sept ans.

La mère Huang. — Dix sept ans! Elle est plus belle que Hung Fu qui est vilaine comme un singe. Quand les enfants sont nés dans une famille pauvre, le père les torture tant qu'ils n'ont pas de quoi s'habiller.

(*Hi Eul pleure.*)

La mère Huang. — Hung Hi, désormais vous mangerez et serez bien habillée, n'est-ce pas?

Mou Jen She (*à Hi Eul*). — Dites oui, dites que vous êtes venue pour être heureuse.

La mère Huang. — Voyons, cette petite est habillée comme une mendiante. Vieux Mou, appelez Chang Eul et qu'elle apporte des vêtements et des gâteaux.

(*On entend, voix venant de la coulisse : « Oui voulez-vous dire à la Vieille Dame que les gens du village sont là qui viennent présenter leurs vœux de Nouvel An à la Viellle Dame et au Jeune Patron. »*)

Mou Jen She. — Vieille Dame, les gens du village du Nord sont là qui viennent vous présenter leurs vœux.

LA MÈRE HUANG (*Elle se lève*). — Hung Hi, tout à l'heure votre tante Chang Eul viendra changer vos vêtements. (*Elle sort en disant.*) Hélas! Quand on est en vie, on doit faire le bien...

(*Cris derrière la scène : « Nous souhaitons le Nouvel An à la Vieille Dame, nous saluons le Jeune Patron »*)

HI EUL (*Elle chante.*)

CHANT.

Père, père, j'ai entendu des voix
Je suis étonnée et j'ai peur.
Il y a des verrous partout... des portes...
J'appelle mon père et il ne me répond pas.
Qui porte le deuil de mon père?
Qui casse le pot de cendres pour mon père?

(*Ta Sheng entre avec les gâteaux, Chang Eul avec les vêtements.*)

TA SHENG (*à Hi Eul*). — Dépêchez-vous de manger le gâteau.

CHANG EUL. — Mangez!

(*Hi Eul, maladroite, casse l'assiette.*)

TA SHENG. — Oh! c'est le Nouvel An et vous avez cassé l'assiette! Je vais le dire à la Vieille Dame!

CHANG EUL. — Non, Ta Sheng, la Vieille Dame est de bonne humeur et il ne faut pas la contrarier. Cette petite vient d'arriver et pour cette fois, il faut la pardonner.

CHANG EUL. — Hung Hi, allez changer de vêtements. (*Hi Eul ne bouge pas.*) Mon enfant, vous n'êtes plus chez vous. Vous devez obéir aux autres. N'ayez pas peur. Je suis votre tante Chang Eul et je suis ici, aussi, pour servir les autres. Je vous aiderai de mes conseils. Allez changer de vêtements.

(*Elles sortent.*)

SCÈNE II

Un mois après, devant la porte de la famille Huang. Entre Ta Shuei.

TA SHUEI (*Il chante*).

CHANT.

Mon grand oncle Yang est mort depuis plus d'un mois.
Hi Eul endure les misères de la famille Huang.

Les pleurs de ma mère coulent sans arrêt.
Nous sommes très affligés; je ne peux ni me venger
Ni faire taire ma haine; le cœur de Ta Shuei
Brûle comme le feu.
Tout à l'heure, je suis allé chez les Huang
Pour voir Hi Eul.
Les serviteurs gardaient la porte
Et ne m'ont pas laissé entrer.

(*Parlé.*)

Avec Ta Suo, nous avons établi un plan. Un jour, nous ferons fuir Hi Eul; hier, la famille Huang m'a demandé de payer la redevance; si je ne paie pas, ils me chasseront. Ce soir, Mou Jen She doit venir (*Il pousse la porte et appelle :*) Maman! (*Silence.*) Elle est allée chez l'oncle Chao et quand elle reviendra elle sera encore en pleurs.

(*Il s'assied devant la porte, pensif. Entre Ta Suo.*)

Ta Suo. — Ta Shuei, Ta Shuei!

Ta Shuei. — Qui est là?

Ta Suo. — Moi, c'est moi! Mou Jen She, ce sale type, ne nous fait que du mal. Il est venu pendant mon absence, chez moi, il a emporté les cinq sheng [1] de millet qui nous restaient comme semence.

Ta Shuei. — Il a emporté les semences de millet?

Ta Suo. — Oui, ma mère est comme folle!... As-tu été chez le Huang?

Ta Shuei. — J'en reviens. Je n'ai pas encore pu voir Hi Eul! Quelle saloperie! Mou Jen She va venir pour arracher la porte de ma maison...

Ta Suo. — Il va arracher la porte? (*Frappant du pied.*) Nous, les pauvres, on ne nous laisse même pas vivre. Si jamais un jour il est entre mes mains, je le tuerai.

Ta Shuei. — Un jour... Ce jour viendra!

Ta Suo. — Il va venir?

(*Ils se regardent en face et se comprennent.*)

Ta Suo. — Il fait noir. Est-ce que votre mère est là?

Ta Shuei. — Elle n'est pas là.

Ta Suo. — Ce soir, nous nous vengerons.

(*Il jette un coup d'œil sur le chemin du village mais il n'y a personne.*)

1. Sheng. Mesure chinoise.

TA SUO. — Dans un instant, il viendra. Nous le tuerons, nous l'étranglerons.

TA SHUEI. — Oui... mais si ça se sait, j'ai peur pour ma mère et pour Hi Eul.

TA SUO. — Ne crains rien. Il fait noir. Nous l'étranglerons et le jetterons en pâture aux loups dans un fossé de la montagne. Personne ne le saura.

(*Ta Shuei entre dans la maison et sort un cordon à la main. Minuit sonne. Ta Shuei fait signe à Ta Suo de se cacher dans l'ombre; lui, entre dans la maison. Entre Mou Jen She : il titube, un peu ivre.*)

MOU JEN SHE (*Il chante une chanson de prostituée*).

CHANT.

Chiennes, Pai-Ti Pai, Hu Tou Pai
Chiennes, Pai-Ti Pai je ne t'aime pas
Je ne t'aime pas. Je t'embrasse seulement.
Ha! Ha Ha!

(*Parlé :*)

Wang Ta Shuei! (*Entre Wang Ta Shuei.*) Pourquoi n'as-tu pas encore vidé les lieux? Je viens arracher la porte et te chasser! Pauvre type! Tu crois que tu vas rester toute ta vie dans cette maison? Pourquoi, aujourd'hui, es-tu allé devant la porte de la famille Huang? C'est vrai... avant c'était ta fiancée... Maintenant, elle est celle du Jeune Patron... Je t'avertis : si le Jeune Patron apprend que tu penses toujours à Hi Eul, il te tuera.

(*Mou Jen She s'approche de Ta Shuei qui recule vers l'endroit où se cache Ta Suo.*)

MOU JEN SHE. — Tu ne réponds pas?

(*Ta Suo surgit de l'ombre et bondit sur Mou Jen She.*)

MOU JEN SHE (*luttant pour se dégager.*) — Qui êtes-vous? Au secours! Au secours!

TA SUO. — Ne crie pas! Ta Shuei, ferme-lui la bouche! (*Il ligote Mou Jen She.*) Je vous expédie chez le diable : vous lui demanderez la redevance!

(*Il frappe Mou Jen She. Ta Shuei va chercher une pierre pour écraser le visage de Mou Jen She mais deux hommes de main de la famille Huang accourent. Ta Shuei jette la pierre.*)

TA SHUEI (*criant*). — Ta Suo, on vient!

(*Les hommes entrent, s'emparent de Ta Shuei et de Ta Suo. Ta Shuei renverse son adversaire, veut aider Ta Suo mais, désarmé, est obligé de s'enfuir. Ta Suo se débat de toutes ses forces.*)

MOU JEN SHE (*Il se relève*). — Poursuis-le! Cours après! Ta Suo, c'est toi!

(*Ta Suo continue de lutter mais est bientôt obligé de renoncer. Ta Shuei, courant, arrive à la porte du vieux Chao.*)

TA SHUEI (*Il frappe*). — Oncle Chao, oncle Chao! Où est ma mère?

CHAO. — Ta mère est rentrée chez toi. Pourquoi es-tu à bout de souffle?

TA SHUEI. — Oncle, c'est terrible. Nous avons battu Mou Jen She. Nous avons été surpris... Ta Suo est arrêté et je suis poursuivi.

CHAO (*effaré*). — Ha! Jeunes gens! Vous n'avez que de l'audace et ne réfléchissez pas! Dans quel monde vivons-nous? Ne reste pas ici, pars tout de suite!

TA SHUEI. — Oncle, où aller?

CHAO. — Prends la direction du nord-ouest. Vite!

TA SHUEI. — Oncle! Mère et Hi Eul...

CHAO. — Je m'en occuperai. Vite! (*Ta Shuei va pour sortir mais Chao le retient.*) Un jour, le monde changera, tu reviendras voir ton oncle et ta mère.

(*Sort Ta Shuei. Chao le regarde s'éloigner.*)

SCÈNE III

Un mois après, dans la maison des Huang. Huang She Jen entre portant une lanterne).

HUANG (*Il chante.*)

CHANT.

Moi, Huang, j'ai la chance d'être très riche.
Les pauvres, c'est leur destin, doivent supporter
Tous les malheurs.
Si la vache et l'âne ne veulent pas marcher
Je les fouetterai.

Si le cochon et le mouton ne meurent pas
Je les tuerai à coups de couteau.
Comment les pauvres osent-ils s'élever contre moi?
Ils seront frappés.

(*Parlé :*)

Il y a quelques jours, Wang Ta Shuei et Kuang Ta Suo n'ont pas voulu payer le fermage. De plus, ils ont battu et blessé Vieux Mou. Vraiment, ils veulent provoquer une révolte. Vous n'avez pas réfléchi à qui je suis, moi, Huang She Jen... Si une souris veut sortir de son trou, elle doit réfléchir... Si vous luttez contre moi, qui vous donnera raison? J'ai expédié Kuang Ta Suo à la Préfecture et il a été jeté en prison. Wang Ta Shuei s'est enfui, mais il ne peut pas revenir. Hung Hi!... Ah! Ah! C'est à cause d'elle! Des qu'elle est arrivée ma mère l'a gardée auprès d'elle. Plusieurs fois, j'aurais voulu la toucher mais je n'ai pas pu et pourtant j'en ai une telle envie... Aujourd'hui, je suis allé au village de Shang Ko; mes amis m'ont invité à boire et je suis très excité. Je veux profiter de l'obscurité pour aller voir Hi Eul. Ah! Ah!

(10 *heures sonnent.*)

CHANT.

J'ai entendu sonner le dixième coup.
A pas de loup je me dirige vers la chambre de ma mère.
J'ai de très bonnes intentions dans mon cœur.
J'espère que mon affaire va réussir.

(*Il sort. Chambre à coucher de la mère Huang. Au-dessus du lit, tenture sous laquelle brûle une lampe à opium. Hi Eul entre, portant un bol de soupe.*)

HI EUL (*Elle chante:*)

Depuis de longs jours, je suis ici.
J'ai passé des jours et des mois à mâcher des plantes amères.
D'abord, ils m'ont enivrée
Puis, ils m'ont battue.
Du matin au soir, j'ai souffert.
Les larmes coulent dans mon cœur.
Si j'ai envie de parler je ne puis m'adresser qu'à Eul Sheng.

(*Voix de la mère Huang venant de sous la tenture: « Hung Hi, le potage de lotus est-il bien cuit? »*)

HI EUL. — J'arrive, Vieille Dame. (*Elle s'approche de la tenture et se met à bafouiller*) Vieille... Vieille... (*Elle chante*)

CHANT.

Il est très difficile de servir les riches.
Si par hasard on les offense, on est battu.

(*Voix de la mère Huang : « Hung Hi, le potage de lotus n'est pas encore cuit? »*)

HI EUL. — Vieille Dame, je viens.

(*La mère Huang soulève la tenture et prend le bol.*)

LA MÈRE HUANG. — C'est très chaud. Tu veux donc me brûler? Sale bête, va le faire refroidir!

(*Hi Eul prend le bol. Elle chante :*)

CHANT.

Je ne sais si c'est chaud ou froid,
Je suis très fatiguée
Mais je n'ose même pas bâiller.

HI EUL. — Vieille Dame, Vieille Dame...

(*La mère Huang prend le bol.*)

LA MÈRE HUANG. — Comme c'est amer! Tu n'as certainement pas bien épluché le lotus! A genoux, sale bête!

HI EUL (*Elle tombe à genoux.*) — Moi, moi...

LA MÈRE HUANG. — Sale bête! Ce potage est tellement amer que tu vas le boire. Ouvre la bouche!

(*Hi Eul ouvre la bouche et la mère Huang avec l'aiguille à opium lui perce la langue. Hi Eul s'écroule en pleurs. Entre Huang She Jen qui guettait à la porte.*)

LA MÈRE HUANG. — Ne pleure pas. Tu m'importunes.

HI EUL. — Hou! Hou! Hou! (*Elle pleure.*)

LA MÈRE HUANG. — Sale bête! (*Elle bondit hors de la tenture.*) Sale bête! (*Elle frappe Hi Eul avec un balai. Huang She Jen s'avance et arrête sa mère.*)

HUANG. — Mère... Calmez-vous, mère! (*Il aide sa mère à s'asseoir sur le bord du lit.*) Calmez-vous! Ces derniers jours, vous n'étiez pas bien portante. Hung Hi, de nouveau, a excité votre colère.

LA MÈRE HUANG. — Que viens-tu faire?

HUANG. — Je viens vous voir... et je pense... que Hi Eul pourrait...

LA MÈRE HUANG. — Hung Hi, va cuire de la soupe pour moi!

HUANG. — Oh, mère!...

LA MÈRE HUANG. — Hé! Vous sentez fort le vin! Allez vous coucher.

HUANG. — Mère, c'est moi... Mère, reposez-vous... Fumez un peu d'opium.

(*Huang allume la lampe à opium. La mère se met à fumer; Huang laisse retomber la tenture. Il s'approche de Hi Eul :*)

Hung Hi, va-t'en, va.

HI EUL (*étonnée*). — Jeune Patron, vous...

VOIX DE LA MÈRE. — Huang She Jen, tu n'es pas encore allé e coucher?

HUANG. — Mère, il faut que je vous parle : Hung Hi est habile. Quand elle vous sert, vous devez être satisfaite (*A Hi Eul*) Va donc, va. (*Elle n'obéit pas; il lui pince le bras. Elle pousse un cri de douleur.*)

LA MÈRE HUANG (*qui est sortie du lit*). — Sale bête, tu es folle?

HUANG. — Mère, vous n'êtes pas en bonne santé. Demain, nous enverrons chercher M. Chen pour vous soigner.

(*Entre Chang Eul Shen avec une théière qu'elle pose sur le lit.*)

CHANG EUL — Vieille Dame, c'est encore Hung Hi qui a excité votre colère? (*A Huang*) Jeune Patron, allez vous reposer, il est tard.

LA MÈRE HUANG. — Va dormir, Huang She Jen.

HUANG. — Mère, reposez-vous et ne vous fâchez plus (*A Chang Eul*) Chang Eul, demain tu laveras mes vêtements.

CHANG EUL. — Oui.

(*Huang sort. A Hi Eul :*)

Tu as encore mis la Vieille Dame en colère?

HI EUL. — Oui. Elle dit que je n'ai pas bien épluché les lotus, que la soupe est très amère.

CHANG EUL. — Si elle trouve que c'est amer c'est parce qu'elle fume trop d'opium...

VOIX DE LA MÈRE (*de sous la tenture*). — Que dis-tu, Chang Eul?

CHUNG EUL. — Je dis que Hung Hi ne doit pas pleurer car elle vous empêcherait de dormir. (*A Hi Eul, à voix basse*) Hung Hi, tu n'as pas assez mangé. (*Elle sort un pâté de sa poche.*) Mange!

HI EUL (*Elle mange avec avidité*). — Oh!

CHANG EUL. — Qu'as-tu? (*Elle voit la blessure de Hi Eul.*) Oh! on t'a encore piqué avec l'aiguille à opium! (*En colère et triste en même temps.*) J'irai à la cuisine voler un peu de potage pour toi.

HI EUL. — Non, ce n'est pas la peine.

CHANG EUL (*Elle s'approche du lit de la Vieille Dame, jette un coup d'œil, se tourne vers Hi Eul :*) La Vieille Dame dort... Hung Hi, le cœur de lotus est très amer, très amer... C'est nous qui connaissons cette amertume... Je suis ici parce que je dois le fermage et que je ne peux pas le payer. Cette année-ci, j'ai vu beaucoup de servantes et toutes étaient malheureuses... Hung Hi, écoute-moi, ne sois pas triste...

HI EUL. — Mais que veux-tu dire?

CHANG EUL. — Ta Shuei et Ta Suo obligés de payer ont frappé Mou She Jen. Ta Suo a été arrêté mais Ta Shuei a pu fuir...

(*Hi Eul se met à pleurer.*)

C'est arrivé il y a à peu près un mois. Je ne te l'avais pas dit de peur que tu ne sois trop triste.

(*Minuit sonne.*)

CHANG EUL. — Minuit.

HI EUL. — Va dormir.

CHANG EUL. — Hung Hi, quand tu auras cuit la soupe va dormir. Je t'attendrai.

(*Elle sort. Hi Eul souffle sur le feu et chante.*)

CHANT.

Minuit a déjà sonné, la nuit est sombre.
Plus je pense, plus je suis triste.
Père est mort; Ta Shuei a été obligé de quitter le pays.
Pourquoi les pauvres sont-ils si misérables?
Les riches si méchants?
Comment puis-je vivre ainsi?
Quand cela finira-t-il?

(*Elle bâille, la soupe bout. Elle sursaute et par mégarde brise la jarre. Elle chante :*)

CHANT.

J'ai des vertiges, mon cœur brûle.
J'ai cassé la jarre, j'ai renversé la soupe.
J'ai peur que l'on me tue.
Ou vais-je me cacher?
O ciel, sauve-moi!

(*Elle sort en courant.*)

SCÈNE IV

Un couloir près de la chambre de Huang She Jen. Hi Eul court. lle chante.

Hi Eul.

Chant.

Il est minuit. Je ne vois rien.
Les gens sont méchants.
J'entends derrière moi quelqu'un qui me poursuit
Cette fois, c'est fini, je ne peux plus échapper.

(*Huang She Jen apparaît en face d'elle, une lanterne à la main.*)

Huzang. — Ah! Hung Hi, que fais-tu ici? (*Il retient Hi Eul qui ut s'enfuir.*) Ne t'en va pas. Viens. Entre.

(*Huang ouvre la porte et pousse Hi Eul. Il ferme la porte au verrou. Bibliothèque du Jeune Patron. Au mur, un tableau représentant un tigre. Hi Eul essaie de s'enfuir, mais la porte résiste.*)

Hung (*se jetant sur Hi Eul*). — Tu ne peux pas t'en aller. iens.

Hi Eul (*hurlant*). — Chang Eul! Chang Eul!

Huang. — Crie, crie donc! Tu ne peux rien!

(*Il poursuit Hi Eul.*)

SCÈNE V

Entre Chang Eul qui se place près de la porte.

Chang Eul. — Hung Hi! Hung Hi! (*Elle chante :*)

Chant.

Hier soir, Hung Hi a été frappée et a eu très peur.
Il fait jour et je ne la vois pas.
Je la cherche et je ne la trouve pas.

(*Parlé :*)

Hung Hi! Hung Hi!

(*Elle sort. Hi Eul, de l'autre côté de la porte : ses cheveux sont en désordre, ses vêtements déchirés; sur son visage, des traces de pleurs. Elle s'approche de la porte, puis recule. Elle chante.*)

CHANT.

O ciel! Je préfère que l'on me tue avec le couteau,
Avec la hache, plutôt que d'être traitée ainsi.
Je n'aurais jamais pensé qu'aujourd'hui...
Pourquoi mère m'a-t-elle mise au monde?
Pourquoi père m'a-t-il élevée?
Comment pourrai-je regarder les autres en face?
Comment pourrai-je vivre encore!

(*Parlé :*)

Ta Shuei. je ne pourrai plus vous regarder en face. (*Elle décide de se suicider, prend un cordon dans un coin de la pièce.*) Père je vais aller vous rejoindre.

(*Entre Chang Eul qui colle un œil à une fente de la porte.*)

CHANG EUL. — Hung Hi, ouvre la porte! Ouvre la porte! Vite!

(*Hi Eul ouvre la porte, se jette dans les bras de Chang Eul, éclate en sanglots. Chang Eul aperçoit le cordon et comprend.*)

Hi Eul, comment as-tu pu penser à une pareille chose? Je sais, c'est ma faute, j'aurais dû mieux veiller sur toi.

HI EUL. — Je ne peux plus vivre.

CHANG EUL. — Ne dis pas de bêtises. Il faut vivre. Je serai avec toi. Nous vengerons ton père.

(*Entre Ta Sheng.*)

TA SHENG. — Hung Hi, la Vieille Dame veut te parler immédiatement!...

CHANG EUL. — Vas-y, Hung Hi.

(*Hung Hi embrasse Chang Eul et ne veut plus la lâcher.*)

Allons-y ensemble, Hung Hi.

(*Elles sortent.*)

ACTE III

SCÈNE I

Sept mois plus tard. Chambre de la mère Huang. Huang She Jen Mou Jen She entrent, portant les cartes d'invitation au mariage Huang. Chang Eul entre à son tour avec Ta Sheng, portant des offes de soie et de satin. La mère Huang entre aussi buvant une sse de thé. Atmosphère de joie bruyante.

HUANG (*Il chante*). — Lauriers de septembre...

LA FOULE (*chantant*). — Exhalent leur odeur dans toute la cour.

HUANG (*chantant*). — Pour préparer le mariage...

LA FOULE (*chantant*). — Toute la famille est très occupée.

MOU JEN SHE. — Notre Jeune Patron se marie. Ce mariage us donne beaucoup de travail mais nous travaillons avec joie.

HUANG ET SA MÈRE (*Ils chantent*). — Dans la chambre haute. est occupé.

LA FOULE (*chantant*). — Dans la chambre basse, on est aussi cupé. Tout le monde est joyeux.

MOU JEN SHE. — Pour préparer le mariage du Jeune Patron, ıte la famille, les grands et les petits, les patrons et les serviteurs, ut le monde est content. (*Il chante.*) Il faut coudre rapidement nouveaux vêtements et les nouvelles couvertures.

(*Chang Eul et Ta Sheng déplient une couverture de satin que la mère Huang regarde avec admiration.*)

LA FOULE (*chantant*). — La soie rouge et le satin vert sont mme les fleurs.

HUANG. — Dépêchez-vous d'envoyer les invitations aux amis parents.

MOU JEN SHE. — Oui, oui.

HUANG. — Écris à la septième tante, écris à M. Chang Wen To, M. Suen Fan Kuen...

MOU JEN SHE (*Il chante*). — J'écris et j'écris encore...

LA FOULE (*chantant*).

CHANT.

Quand les invités arriveront
Il y aura des hommes et des femmes
Des vieux et des jeunes.
Tout le monde sera joyeux.

LA MÈRE HUNG. — Chang Eul, va à la maison basse voir si les vêtements sont prêts.

CHANG EUL. — Oui, Vieille Dame.

LA MÈRE HUANG. — Ta Sheng, va voir si le repas est prêt.

TA SHENG. — Oui, Vieille Dame.

LA MÈRE HUANG. — Vieux Mou, surveille le travail de tout le monde.

LA FOULE (*chantant*).

CHANT.

Les lauriers de septembre exhalent leur bonne odeur.
Toute la famille est occupée à la préparation du mariage.
On attend avec impatience le jour du mariage.
On attend la jeune mariée.

(*Mou Jen She, Chang Eul et Ta Sheng sortent.*)

LA MÈRE HUANG (*à son fils*). — Est-ce que le marchand est venu?

HUANG. — Pas encore. Je voudrais qu'il arrive. Hier j'ai envoyé quelqu'un le chercher.

LA MÈRE HUANG. — Il faut se dépêcher. Le ventre de Hi Eul grossit de jour en jour. Si nous ne nous hâtons pas, tout le monde saura et notre famille perdra sa réputation.

HUNG. — Il faut que Vieux Mou surveille Hi Eul pendant ces quelques jours et l'empêche de se montrer. Ensuite, nous trouverons bien un endroit pour la séquestrer.

LA MÈRE HUANG. — Oui.

(*Ils sortent. Entre Mou Jen She.*)

MOU JEN SHE. — Hung Hi arrive. Le Jeune Patron m'a ordonné de la surveiller.

(*Il se cache dans un cabinet. Entre Hi Eul pâle et amaigrie. Elle est enceinte. Elle porte un seau d'eau et marche difficilement.*)

Hi Eul (*Elle chante*).

Chant.

Depuis sept mois je vis comme une branche écrasée sous les pierres.
On m'injurie et j'ai honte.
Mes yeux sont pleins de larmes.
Je ne peux rien dire.
J'espère, j'espère seulement qu'il...
Je passe toutes mes journées la tête baissée.

(*Elle aperçoit la soie rouge sur la table, regarde l'invitation de mariage.*)

On prépare le mariage... Le Jeune Patron... il...

(*Mou Jen She surgit, Hi Eul veut s'enfuir.*)

Mou Jen She. — Hi Eul, que fais-tu ici?

Hi Eul. — J'apportais de l'eau à la Vieille Dame.

Mou Jen She. — Tu vois ceci? (*Il lui montre l'invitation.*)

Hi Eul. — Qu'est-ce que c'est?

Miu Jen She. — C'est l'invitation de mariage. Depuis quelques jours tout le monde est très occupé par les préparatifs. Sois très joyeuse, très heureuse. Mais la Vieille Dame a dit que dans les jours qui viennent tu ne devras pas te promener partout.

(*Entre Huang.*)

Hi Eul (*à Huang*). — Vous!

Huang. — C'est toi Hung Hi?

(*Il lui tourne le dos et va pour sortir.*)

Hi Eul (*Elle le retient*). — Je voudrais vous demander quelque chose.

Huang. — Je suis très occupé, Hung Hi...

Hi Eul. — Je vous demande...

Hung. — Oui...

(*Il prend une invitation et l'écoute.*)

Hi Eul. — Mon ventre grossit chaque jour. Tout le monde se moque de moi et m'injurie. Je voudrais mourir. Que dois-je faire?

Huang. — Pourquoi pleures-tu? Le jour du mariage arrive et je suis très occupé. Ne te promène pas partout. Je suis très occupé...

(*Il repousse Hi Eul et sort. Entre Chang Eul.*)

Hi Eul. — Oh! Chang Eul!...

Chang Eul. — C'est toi, Hi Eul?

Hi Eul. — Que portes-tu là?

Chang Eul. — Je vais coudre quelques vêtements pour la jeune mariée.

Hi Eul. — Oh! Chang Eul... on prépare le mariage!

Chang Eul. — Va, Hi Eul, va, je te parlerai dans notre chambre (*Elle conduit Hi Eul vers leur chambre.*) Tu sais bien que le jour du mariage est proche.

Hi Eul. — Je le sais.

Chang Eul. — Il faut que comprennes...

Hi Eul. — Je comprends. Je suis enceinte de sept mois. Pourtant...

Chang Eul. — Oui?

Hi Eul. — Huang m'avait dit qu'il m'épouserait.

Chang Eul. — Ne dis pas des bêtises, tu te trompes. (*Elle chante :*)

Chant.

Hung Hi, tu es sotte.
Ce n'est pas toi qui seras épousée
C'est la demoiselle de la famille Tchas.
Elle est riche et elle a des relations, mon enfant.

(*Parlé :*)

Hung Hi, réfléchis un peu. Aux yeux des riches, comment pourrait-il épouser une des nôtres, une servante?

Hi Eul. — Chang Eul, n'en parlons plus. J'ai été stupide. Huang est mon ennemi et même s'il m'épousait je serais malheureuse. Mais mon ventre grossit chaque jour et je ne sais que faire...

Chang Eul. — Quand l'enfant naîtrait, je comptais l'élever à ta place. Et le jour où tu quitteras la maison des Huang, tu chercheras un mari... Je ne t'avais pas parlé du mariage du Jeune Patron, pour...

Hi Eul. — Chang Eul, je comprends : je ne suis plus une enfant. La famille Huang m'a tellement bafouée que j'ai perdu la face aux yeux de tout le monde. Et maintenant il va se marier. Quel cœur a-t-il donc? Je ne serai pas comme mon père. Quand on essaie de tuer un poulet le poulet se débat tout de même. Chang Eul, nous sommes des êtres humains et je risquerai ma vie pour me venger.

Chang Eul (*Les yeux pleins de larmes*). — Mon enfant...je ne te considère pas comme une enfant.. Il suffit que tu aies cette volonté... Je t'aime...

(*L'émotion l'empêche de continuer.*)

HI EUL. — Chang Eul...

(*Elle pleure dans les bras de Chang Eul.*)

(*Voix de derrière la scène : « Chang Eul, la Vieille Dame vous appelle.»*)

CHANG EUL. — Elle m'appelle. Hung Hi, repose-toi un peu. Je reviens tout de suite. Ne sors pas.

(*Hi Eul marche de long en large, se lève, s'assied, folle de colère. Elle sort dans la cour, enfin, mais se heurte au Jeune Patron.*)

HI EUL (*avec haine*). — Jeune Patron!

HUANG (*surpris*). — Hung Hi, que fais-tu là?

HI EUL. — Vous, Jeune Patron!

HUANG. — Va-t'en. Si quelqu'un nous voyait ensemble, dans la cour...

HI EUL (*Elle crie*). — Huang Che Jen!

HUANG. — Tu es folle?

HI EUL. — Le soir du trente vous avez fait mourir mon père; au jour de l'an vous m'avez traînée ici. Depuis que je suis ici, on me traite de façon inhumaine : votre mère me bat et m'injurie et vous (*elle s'approche de lui*) et vous, vous m'avez violée!

HUANG. — Pourquoi dis-tu ça?

HI EUL (*Elle s'avance encore*). — Je suis enceinte de sept mois et vous préparez votre mariage. Vous m'avez menti. Quelles sont vos intentions? Quelles sont vos intentions?

(*Elle se jette sur Huang, le griffe et le mord.*)

HUANG (*Il la repousse et la jette à terre*). — Sale bête, es-tu folle?

(*Il sort en courant.*)

HI EUL (*Elle se relève*). — Je me battrai contre vous, je me battrai contre vous.

(*Elle se lance à sa poursuite.*)

SCÈNE II

Chambre de la mère Huang. Huang entre en courant.

HUANG. — Maman! maman!

LA MÈRE HUANG (*Elle pose sa pipe d'opium*). — Qu'as-tu She Jen?

HUANG. — Maman, Hung Hi m'a querellé!

LA MÈRE HUANG. — Que dis-tu?

HUANG. — Elle me poursuit... Et les invités qui vont arriver!

LA MÈRE HUANG. — Cache-toi et appelle Vieux Mou.

(*Huang sort. la mère prend un balai et attend Hi Eul qui entre en courant.*)

HI EUL. — Je me battrai avec vous!

LA MÈRE HUANG. — Es-tu folle? A genoux!

HI EUL. — Non!

LA MÈRE HUANG (*Elle crie*). — A genoux!

(*Hi Eul la regarde, tremblante de haine.*)

Tu as commis une faute abominable. Pourquoi es-tu en cet état? Sale bête, tu as couché avec un homme! Avec qui as-tu couché?

(*Entre Mou Jen She qui se place derrière Hi Eul.*)

HI EUL (*Elle crie*). — Avec ton fils!

(*Chang Eul et Huang écoutent debout de chaque côté de la scène.*)

'LA MÈRE HUANG. — Que dis-tu? Tu calomnies mon fils? Veux-tu donc mourir?

(*Elle s'avance vers Hi Eul.*)

HI EUL (*Elle veut s'avancer aussi mais Mou Jen She la retient, elle crie*). — Avec votre fils, avec votre fils! Vous avez détruit toute notre famille! Personne n'est bon dans votre famille, depuis des générations, personne n'est bon, vous violez toutes les femmes, vous...

LA MÈRE HUANG. — Vieux Mou, Vieux Mou, ferme-lui le bec! (*Mou Jen She sort un mouchoir et bâillonne Hi Eul.*) Enferme-la vite dans la chambre du fond, frappe-la!

(*Mou Jen She emmène Hi Eul. On entend des cris et le claquement du fouet.*)

LA MÈRE HUANG. — Très bien, très bien. Mou, enferme-la avec ce cadenas.

(*Mou Jen She prend le cadenas et boucle la porte. Chang Eul a assisté à toute la scène.*)

HUANG. — Maintenant, trouvons un moyen pour la faire disparaître. Les invités vont arriver et nous devons éviter un scandale.

LA MÈRE HUANG. — Oui. La jeune mariée va aussi arriver et

si sa famille l'apprenait, ça serait du joli! Vieux Mou, regarde si personne ne nous écoute.

(*Mou regarde et Chang Eul a juste le temps de se dissimuler. Mou Jen She fait signe qu'il n'y a personne et Chang Eul reprend sa place.*)

Vieux Mou, prépare un cheval pour cette nuit!

HUANG. — Tu iras à la ville et tu la vendras au marchand de servantes. Surtout que personne ne le sache. Dis au marchand de l'expédier immédiatement.

MOU JEN SHE. — A vos ordres, Jeune Patron. Comptez sur moi!

(*Il sort. Chang Eul se cache.*)

HUANG. — Mère, ne soyez pas en colère. Allons dans la salle voir si tout a été bien préparé.

(*Ils sortent. Entre Chang Eul qui va pour ouvrir la porte de la chambre du fond.*)

CHANG EUL. — Ah! la clef!

(*Chang Eul prend la clef près du lit de la Vieille Dame et ouvre le cadenas. Bruit, derrière la scène. Entre Ta Sheng. Chang Eul cache la clef et fait comme si de rien n'était, arrange les rideaux, pousse la table...,* etc.)

TA SHENG. — Chang Eul, la Vieille Dame vous demande.

CHANG EUL. — Oui, j'y vais tout de suite.

(*Ta Sheng sort. On entend, derrière la scène :*)

MOU JEN SHE. — Vieux Kao, tu as trop bu.

KAO. — Le mariage du Jeune Patron...

MOU JEN SHE. — Dépêche-toi d'atteler.

KAO. — C'est trop tard, il fait déjà noir.

MOU JEN SHE. — Ça ne fait rien. Vas-y!

KAO. — Oui, oui...

(*Chang Eul ouvre la porte, aide Hi Eul à sortir, referme la porte et remet la clef sur la table.*)

CHANG EUL. — Hung Hi (*Elle coupe les liens de Hi Eul.*) Hung Hi (*enlève le bâillon*) Hung Hi, reviens à toi, c'est moi...

HI EUL. — Qui es-tu?

CHANG EUL. — C'est moi...

(*Elle empêche Hi Eul de parler en lui mettant la main sur la bouche; elle lui fait signe de parler bas.*)

CHANG EUL. — Hung Hi, pars immédiatement, ils veulent te

faire du mal. Ils t'ont vendue. Pars tout de suite. Tu ne peux pas leur résister, pars vite. Sors par la porte de derrière, tu suivras le fossé jusqu'à la montagne. (*On entend : Chang Eul ! Chang Eul !...*) On m'appelle, va, va vite!

HI EUL. — Chang Eul je n'oublierai jamais...

CHANG EUL (*Elle lui donne de l'argent*). — C'est de l'argent que j'avais mis de côté. Prends-le. Tu en auras besoin. Tôt ou tard je quitterai cette maison et nous nous reverrons peut-être, un jour...

(*Hi Eul s'agenouille devant Chang Eul.*)

Relève-toi, pars vite!

(*Chang Eul ouvre la' porte. Elles sortent. Minuit sonne. Entre Huang qui prend la clef, ouvre la porte du fond; il découvre que Hi Eul a disparu. Il est accompagné de Mou Jen She.*)

HUANG. — Où est Hi Eul? Elle a disparu.

MOU JEN SHE. — Quoi?

HUANG. — Hung Hi n'est plus là, Vieux Mou. La fenêtre est ouverte. Elle a dû s'enfuir par là. Cours vite, rattrape-là, prends le cordon, étrangle-là, jette-là dans la rivière, ne laisse aucune trace.

MOU JEN SHE. — Elle n'aura pas osé sortir par la porte de devant; elle a emprunté la porte de derrière. Poursuivons-la.

(*Ils sortent.*)

SCÈNE III

Hi Eul court. Le ciel est plein d'étoiles. Elle trébuche et se relève.

HI EUL (*Elle chante :*)

CHANT.

Ils veulent me faire du mal, ils veulent me tuer.
Je me suis enfuie de la maison du loup
Je me suis enfuie de la gueule du tigre.
Mère m'a mise au monde, père m'a élevée
Je veux vivre, je veux vivre.

(*Elle descend de la scène en courant. Huang et Mou Jen She la poursuivent.*)

HUANG. — Vieux Mou, rattrape-le.

MOU JEN SHE. — Oui.

HUANG. — Suivons ce chemin. Au bout il y a une rivière; elle ne pourra pas traverser.

(*Ils descendent de la scène; une rivière au fort courant coule au pied d'une montagne; les berges sont couvertes de roseaux. Hi Eul monte sur la scène en courant.*)

HI EUL (*Elle chante :*)

CHANT.

Je cours et je ne regarde pas en arrière.
Je suis remplie de colère et de haine.
Ils ont tué mon père; ils veulent me tuer.
Cette haine sera mienne
Jusqu'à ce que mes os redeviennent poussière.
J'entends la rivière qui coule
Sous la clarté des étoiles.
La grande rivière coule vers l'est
Je ne vois pas le chemin que je suis.

(*Elle a très peur. On entend les poursuivants qui se rapprochent. Parlé :*)

On me poursuit (*Elle perd un de ses souliers et n'a pas le temps de le ramasser.*) Les roseaux, là-bas... Je vais aller m'y cacher.

(*Huang et Mou Jen She, la poursuivant, montent sur la scène.*)

HUANG. — Tu la vois, Vieux Mou?

MOU JEN SHE. — Non.

HUANG. — Devant, il y a la rivière, où peut-elle être passée?

MOU JEN SHE. — En bas de la montagne, il n'y a pas de chemin.

HUANG. — Une servante enceinte! Comment pourrait-elle se sauver!

MOU JEN SHE. — Elle ne pourra pas aller loin. (*Ils fouillent les roseaux, Mou découvre un soulier.*) Jeune Patron, un soulier de Hung Hi! Elle a dû se jeter dans la rivière, elle est morte.

HUANG. — Oui, elle s'est suicidée... Nous pouvons être tranquilles. Retournons et si on nous interroge, nous répondrons qu'elle s'est sauvée après avoir commis un vol. Que jamais personne ne connaisse la vérité.

MOU JEN SHE. — Oui.

(*Ils sortent. Hi Eul sort des roseaux et chante.*)

HI EUL.

CHANT.

Ils veulent me tuer mais ils sont aveugles.
Je ne mourrai pas.
Je veux vivre, je veux me venger.

ACTE IV

SCÈNE I

Trois mois plus tard. Une nuit de tempête. Une grotte froide et sombre ; à gauche de la scène, dans la grotte, une pierre plate couverte d'herbes et de haillons ; à droite, trou dans la grotte où est couché un petit enfant.

Hi Eul, en haillons, entre dans la grotte ; son visage est pâle et maigre ; elle est couverte de neige et tremble de froid.

HI EUL (*Elle chante*) :

CHANT.

Le grand vent souffle, la neige tombe.
L'hiver fait mourir les gens de froid.
Je suis allée partout. Je n'ai trouvé
Ni fruits ni légumes sauvages.
J'ai faim et froid
Et je reviens les mains vides.

(*Le bébé se met à pleurer. Hi Eul le prend dans ses bras.*) Ne pleure pas, ta maman est là. (*Elle s'assied, frissonnante de froid.*) A travers les ravins, depuis le jour où je me suis enfuie de la maison Huang, je me suis réfugiée dans cette montagne; j'ai découvert cette grotte et je m'y suis installée. (*Elle prend une pierre et trace un trait sur le mur.*) Le premier jour, j'ai tracé un trait et chaque jour ensuite j'ai tracé un nouveau trait ; il y a cent traits sur le mur ; au début, je descendais et je volais quelques pommes de terre ; maintenant, c'est le plein hiver et aujourd'hui je n'ai même pas trouvé un fruit amer. (*Le bébé se remet à pleurer.*) Il y a plusieurs jours que ta maman n'a rien mangé. Comment pourrait-elle te nourrir ? (*Elle pleure.*)... Je vais faire cuire les pommes de terre

que j'avais précieusement gardées. Cette fois, mon petit bébé, c'est tout ce qui nous reste (*Elle pose l'enfant et se dirige vers un coin de la grotte.*) Oh! Mes pommes de terre ne sont plus là; les renards les auront mangées. (*Elle chante*) :

CHANT.

Renard, tu es cruel.
Tu fais du mal aux pauvres gens.
Tu as mangé tout ce que je possédais.
Comment pourrons-nous vivre, mon fils et moi?
(*Elle prend de la neige qu'elle fait fondre sur le feu.*)
En plein hiver je bois de l'eau à peine chaude.
Je n'oublierai pas que c'est la famille Huang
Qui m'a jetée dans une telle misère.
Il faudrait que je quitte cette montagne
Mais comment?
(*Elle prend de l'eau dans sa bouche et, comme si elle embrassait le bébé sur les lèvres, le fait boire.*)

Je descendrai de la montagne, mais si je rencontre un membre de la famille Huang, il me tuera... A quoi bon boire ces quelques gorgées d'eau, j'ai trop faim... je... Il vaut mieux que j'aille chercher Wang Ta Shen et vieux Chao, je vais y aller... je... non, j'ai trop honte (*Le bébé pleure.*) Imbécile... Oui, je vais y aller; même si on me considère comme une mendiante... eh bien, je mendierai (*Elle va pour sortir. Brusquement :*) Oh! mon bébé, il ne faut pas que le loup te mange, ta mère en mourrait. (*Elle prend le bébé et le dépose, bien couvert, dans un trou élevé de la grotte.*) Je te rapporterai à manger.... Dors... (*Elle est à la porte de la grotte, hésite.*) Comment puis-je... (*Le bébé pleure.*) Ah!... (*Elle sort.*)

SCÈNE II

Sur le chemin qui descend de la montagne.

HI EUL (*Elle chante*) :

CHANT.

Je sors de la grotte et descends de la montagne.
Je marche difficilement. (*Elle tombe.*)
Le vent souffle et la neige tombe drue.
Je ne sais plus où se trouve le village.
(*Au loin, bruit de la cloche d'un temple ancien.*)

(*Parlé*) :

On sonne la cloche dans le temple de la déesse. Quelqu'un va allumer l'encens et présenter l'offrande. Il ne faut pas que l'on m'aperçoive (*Elle se cache. Aboiement.*) Ah! Je suis sans le village. (*Elle regarde autour d'elle.*) Je crois que voilà la maison de Wang Ta Shen (*Bruit de voix.*) Que dit-on? (*Elle écoute à la porte.*)

(*La maison est misérable, mal éclairée. Oncle Chao parle avec Wang Ta Shen.*)

Wang Ta Shen. — Oncle Chao, vous revenez donc de la tombe de l'oncle Yang... J'allume un peu de feu pour vous réchauffer. J'ai fait des pâtes avec le millet que vous m'avez donné hier.

Hi Eul (*devant la porte*). — Des pâtes... Wang Ta Shen, oncle Chao... (*Elle touche l'anneau de la porte.*)

Wang Ta Shen. — Oncle, on dirait que quelqu'un frappe.

Chao (*Il ouvre la porte*). — Non, rien. C'est le vent qui souffle. (*Il va s'asseoir et, très triste, mange les pâtes mais n'arrive pas à les avaler.*) Nous sommes de nouveau le trente... Frère Yang est mort il y a juste un an... Hi Eul, il y a trois ou quatre mois, s'est jetée dans la rivière.

Wang Ta Shen. — Ta Shuei s'est enfui depuis plus de dix mois. Où est-il? Sa mère a beaucoup pleuré. Elle est sans nouvelles de lui. Si Ta Shuei apprend ce qui est arrivé à Hi Eul, il ne reviendra plus...

Chao. — Il ne faut pas penser à Ta Shuei, ça ne sert à rien... Il est parti... Les jeunes hommes ont toujours de l'espoir, un jour ils pourront être glorieux... Hi Eul est morte, elle a bien fait... Elle a eu assez de volonté pour cela.

Hi Eul (*Elle se jette à terre et se relève*). — Ils disent que je suis morte et que j'ai bien fait de mourir... Ils disent que si Ta Shuei le sait il ne reviendra plus... Comment aurais-je le front de me montrer à eux... J'ai eu un enfant du péché... Ho!... Où irai-je? Comment suis-je encore capable de vivre... (*Elle marche.*) Je vais me jeter dans un précipice pour y mourir. (*Elle est au bord d'un précipice mais s'arrête.*) J'ai un bébé, le bébé du mal, de la famille Huang... Je vais le tuer puis j'irai me pendre à la porte de la famille Huang. Je ne veux pas vous laisser en paix! Si je meurs je deviendrai un esprit et je me vengerai!

(*Elle sort en courant.*)

SCÈNE IV

Hi Eul entre dans la grotte et s'approche du bébé. Elle est comme folle. Elle chante.

Hi Eul.

Chant.

Ma peine est lourde et je suis pleine de haine.
Je me souviendrai de toutes mes souffrances.
Huang, Huang, vous avez fait mourir mon père,
Vous m'avez emmenée chez vous,
Vous m'avez battue, injuriée, violée,
Vous vouliez me vendre
Mais Chang Eul m'a sauvée.
Dans cette grotte, je souffre du froid et de la faim,
A qui puis-je parler?
C'est à cause de toi, de toi, enfant du malheur...
On ne me considère plus comme un être humain.
Je ne peux plus vivre, je ne peux plus vivre.
C'est toi, fils de la famille Huang, qui me tues.

(*Elle veut étrangler le bébé mais à peine l'a-t-elle touché qu'il pleure. Hi Eul ne serre plus, sa main devient molle, l'amour maternel se réveille en elle; elle pleure. Parlé :*)

Mon enfant, quel crime as-tu commis? Tu as souffert avec moi dans cette grotte... Tu ne sais pas encore parler... Tu ne comprends rien... C'est la famille Huang qui a fait notre malheur. (*Elle chante.*)

Chant

Mon bébé nous vivrons et mourrons ensemble.
Je ne dois pas t'étrangler.
Mon enfant, nous devons encore vivre.
Bébé ne pleure pas, nous vivrons tous les deux
N'importe comment, avec n'importe quoi.
Il faut vivre. Bébé, grandis, vite!
Un jour tu nous vengeras tous les deux!

(*Parlé :*)

Bébé, ne pleure pas. J'ai entendu la cloche du temple au pied

de la montagne. Les gens doivent être partis, je vais voler les offrandes. Nous les mangerons.

(*Elle pose le bébé et sort.*)

ACTE V

SCÈNE I

Deux ans plus tard. Un soir d'automne. Entre Mou Jen She avec une lanterne et un parapluie).

MOU JEN SHE (*Il chante*) :

Le soleil se couche, la nuit est tombée
De noirs nuages couvrent le ciel.
Mon Jeune Patron est allé en ville et n'est pas encore rentré.
Il est tard et la Vieille Dame a peur
Qu'il n'ait eu un accident.
Elle m'a envoyé à sa rencontre.

(*Parlé :*)

Depuis que le Jeune Patron s'est marié — et il y aura bientôt deux ans — j'ai entendu dire que la guerre avait éclaté; que les diables japonais avaient envahi Lou Kou Chiao, qu'ils ont occupé Pao Ting. Peut-être arriveront-ils jusqu'ici. Le Jeune Patron est allé aux nouvelles. Il est tard. (*Il marche en scrutant l'obscurité.*) Cette année, il y a dans notre village une Déesse Blanche, une diablesse blanche. Tous les soirs, à minuit, on entend son cri; des gens disent l'avoir vue, disent que son corps est blanc et qu'elle se déplace comme une lumière. Les offrandes déposées le soir, le lendemain matin ont disparu... Les diables japonais vont aussi arriver... D'après moi de grands changements se préparent... Comment se fait-il que le Jeune Patron soit si en retard...

(*Il sort. Entre Huang en courant suivi par Ta Sheng.*)

HUANG (*Il chante*) :

CHANT.

Hier je suis allé à la ville
J'ai appris de mauvaises nouvelles.

Les diables japonais vont occuper la ville.
Je me hâte de rentrer à la maison.

(*On entend la voix de Mou Jen She : « Jeune Patron, Jeune Patron !* »)

HUANG. — Qui est-ce? Vieux Mou?

(*Entre Vieux Mou.*)

MOU JEN SHE. — Jeune Patron! J'ai fait cinq ou six lieues pour venir à votre rencontre. Quelles sont les nouvelles?

HUANG. — On dit que les diables japonais vont occuper la ville. Ils massacrent et brûlent tout. Mon beau-père et ma belle-mère n'ont pas eu le temps de s'enfuir. Il se peut que les Japonais arrivent jusqu'ici.

MOU JEN SHE. — Que ferons-nous?

HUANG. — Ne t'en fais pas. Nous verrons... Le monde change mais nous aurons toujours de quoi vivre.

MOU JEN SHE. — Allons! (*Tonnerre.*) La tempête va éclater!

HUANG (*Il ouvre le parapluie*). — Éclairs, tonnerre, pluie...

MOU JEN SHE. — Il pleut, il pleut! Vite, cherchons un endroit pour nous protéger de la pluie.

(*Ils sortent. Hi Eul apparaît; ses cheveux blancs flottent au vent de la tempête. Elle marche difficilement et porte un melon et des fruits.*)

HI EUL (*Elle chante*) :

CHANT.

Je suis descendue de la montagne
Pour ramasser des melons et des fruits.
L'orage s'est levé et je ne peux pas rejoindre la grotte.
La route est glissante. Je vais m'abriter un moment dans le [temple.

(*Hi Eul glisse, tombe, se relève. Des éclairs sillonnent le ciel.*)

L'éclair m'aveugle, le tonnerre courbe ma tête,
Le vent furieux frappe mon corps,
La pluie me glace, les ronces déchirent mes mains,
Le temple n'est pas loin.

(*Elle sort. Entrent Huang et Mou Jen She suivis de Ta Sheng.*)

MOU JEN SHE. — Le temple! Entrons, Jeune Patron.

HUANG. — C'est ici.

(*Tous les trois entrent.*)

Mou Jen She. — Les offrandes ont déjà été apportées. On respecte beaucoup la Dame Blanche et l'encens brûle sans interruption.

Ta Sheng. — La Dame Blanche n'a pas encore pris les offrandes.

Huang. — Si vraiment elle existe, la Déesse Blanche, nous devons lui faire beaucoup d'offrandes afin qu'elle nous protège.

(Il prie, apeuré. L'orage continue. Tous les trois ont peur, voudraient sortir mais n'osent pas. Entre Hi Eul.)

Les trois *(ensemble.)* — Oh!

(Ils se serrent les uns contre les autres. Un éclair zèbre le ciel et Hi Eul les aperçoit. Ils se précipitent vers la sortie et Hi Eul les reconnaît.)

Hi Eul. — Vous!

Les Trois. — Diablesse!

Hi Eul. — Vous! *(Elle les poursuit.)*

Les Trois. — Diablesse, diablesse! *(Ils s'enfuient.)*

Hi Eul *(Elle chante)* :

Chant.

Je suis la Hi Eul que vous avez détruite,
Je suis un être humain.
J'ai serré les dents pour supporter la misère,
Mon corps est devenu tout blanc.
Vous dites que je suis un diable.
Très bien, je suis un diable.
Je veux vous déchirer, vous étrangler, vous mordre.

(Elle sort en courant, sous l'orage.)

SCÈNE II

Le lendemain, au crépuscule. Sous un arbre du village, le vieux Chao dort. Entrent deux paysans. Chao se réveille.

Chao. — Hou Tse est allé à la ville... Peut-être a-t-il rencontré les diables japonais. Je sens que le monde va changer. Dans notre village est apparue une Déesse Blanche.

(Entre Chang Eul.)

Chang Eul. — Oh, vous êtes tous là? Vieux Kiou, avez-vous vu mon fils?

PREMIER PAYSAN. — Il était là tout à l'heure.

CHANG EUL. — Je suis très inquiète... Savez-vous qu'hier soir...

DEUXIÈME PAYSAN. — Le diable a-t-il crié?

CHANG EUL. — Ce matin, mon fils est allé chez les Huang pour faucher l'herbe et s'occuper du bétail. On lui a dit que Huang She Jen a rencontré le diable, alors qu'il s'abritait de la pluie.

TOUS. — C'est vrai?

CHUANG EUL. — C'est vrai. Huang est malade de peur.

CHAO. — Les crimes de la famille Huang sont nombreux. Mais cette fois, il ne s'en est pas tiré, le diable s'est attaqué à lui.

CHUANG EUL. — On dit que les diables japonais ont occupé la ville.

PREMIER PAYSAN. — Eh, regardez là-bas. Hou Tse qui revient! Hou Tse!

(*Entre Hou Tse.*)

HOU TSE. — Vous êtes tous là? Il ne faut pas (*Il chante*) :

CHANT.

Les diables japonais ont occupé la ville,
L'armée est battue et en déroute,
Le sous-préfet est en fuite,
Seul le peuple est resté n'ayant pas d'endroit où aller.

LES PAYSANS. — Le peuple reste, lui qui endure toutes les misères.

HOU TSE.

Les soldats se sont réfugiés dans les villages,
Ils pillent, battent, injurient
Et les diables japonais sont sortis de la ville
Ils massacrent tout le monde et violent les femmes.

LES PAYSANS. — Personne ne s'occupe du peuple.

HOU TSE (*Il parle*). — On parle d'une armée qui vient de l'ouest; elle combat les diables japonais. On dit qu'en une nuit elle peut parcourir 200 lieues; ce sont vraiment des soldats et des chefs célestes et les diables ont peur lorsqu'ils les voient. On dit qu'à Ki Ping Kuoan ils ont tué plusieurs milliers de Japonais.

LES PAYSANS. — Qui sont-ils?

HOU TSE. — C'est la Huitième Armée!

LES PAYSANS. — La Huitième Armée?

HOU TSE. — On dit que ses soldats traitent le peuple avec bienveillance.

Les Paysans. — Et déclarent qu'ils sont de la même famille que le peuple (*Hésitants et soupçonneux.*) De la même famille...

(*Entre Huang.*)

Huang. — Oncle Chao, une troupe arrive, là-bas...

(*Il se cache parmi la foule.*)

Les Paysans. — Une troupe? (*Tous regardent au loin.*)

Chang Eul. — Ce sont peut-être les diables japonais.

(*Tous se préparent à fuir.*)

Hou Tse. — Ce ne sont pas des Japonais. Il me semble que c'est une armée chinoise.

Un paysan. — Des soldats en déroute, peut-être.

Chao. — Ils marchent en ordre. Ce ne sont pas des soldats en déroute.

Un paysan. — Ils se dirigent vers le nord.

Un paysan. — Cachons-nous vite.

(*Tous vont pour se cacher. Li Shuan, un paysan, entre, une pioche sur l'épaule.*)

Li Shuan (*A la foule*). — Oui. Tout à l'heure, j'étais dans le champ et j'ai vu passer des soldats. Ils viennent de la montagne du sud. Ils marchent en bon ordre. Ils sont tous jeunes. Ils portent sur la tête un grand chapeau de paille, ils sont chaussés de sandales et sur leurs manches il y a le chiffre huit.

Les Paysans. — Le chiffre huit?

Hou Tse. — Ce n'est pas la Huitième Armée?

(*Derrière la scène on entend : « Salut, compatriote ! »*)

Les Paysans. — Ils arrivent, ils arrivent!

(*Tout le monde se cache. Entre Wang Ta Shuei qui porte l'uniforme de la Huitième Armée; il est accompagné de Ta Suo en haillons, les cheveux en broussailles.*)

Ta Suo. — Ta Shuei, tu as crié et tu as effrayé tout le monde. J'ai aperçu quelqu'un ici qui ressemblait à oncle Chao.

Ta Shuei. — Appelle-le.

Ta Suo. — Oncle Chao, oncle Chao!

Ta Shuei. — Oncle Chao, Hou Tse!

(*Entre Chao suivi de tous les autres. Il voit devant lui un homme en uniforme et recule effrayé.*)

Ta Shuei. — Je suis Ta Shuei!

Ta Suo. — Je suis Ta Suo!

LES PAYSANS. — Oh! Ta Shuei, Ta Suo! (*Ils sont reconnus.*) Comment êtes-vous là?

CHAO. — Ta Shuei, te voilà soldat?

TA SUO. — Je suis revenu avec Ta Shuei.

TA SHUEI. — Je me suis enfui, oncle Chao et je me suis joint, dans le Chan Si, à la Huitième Armée. Nous montons sur le front combattre les Japonais. J'ai un petit congé.

CHAO (*Il le regarde attentivement.*) — Tu fais partie de la Huitième Armée?

WANG TA SHEN (*sortant de la foule*). — Ta Shuei! (*Elle s'avance mais voyant le costume militaire, n'ose pas reconnaître son fils. Elle a peur puis, soudain, se jette dans ses bras.*) Ta Shuei, mon enfant, tu es revenu! (*Elle pleure.*)

TA SHUEI. — Maman!. Maman!... Ne pleurez pas.

WANG TA SHEN. — Je ne pleure pas... Oh! Ta Suo, vous voilà revenu, aussi?

LI SHUAN ET LA FOULE. — Comment es-tu revenu?

TA SUO. — Hier, la Huitième Armée est entrée dans la ville et en a chassé les diables japonais; elle a ouvert les prisons et nous a libérés. Je lui ai servi de guide et elle m'a très bien traité. Je n'ai jamais vu une troupe aussi bien disciplinée.

TA SHUEI. — Oncle Chao, la Huitième Armée est l'armée de nous autres, les pauvres! Elle est au service du peuple. Oncle Chao, la Huitième Armée est l'ancienne Armée Rouge. Oncle, vous n'avez pas oublié... Votre Armée Rouge est devenue la Huitième Armée.

CHAO (*ivre de joie*). — La Huitième Armée! (*A la foule.*) La Huitième Armée, c'est l'ancienne Armée Rouge! Eh! avez-vous oublié? C'était le 13 mai d'une certaine année... L'Armée Rouge est arrivée dans ce village et a tué le diable Kuan Lao Ye. C'était le jour où nous avons tous mangé des pâtes. Je ne pensais pas que l'Armée Rouge était revenue.

TA SHUEI (*rectifiant*). — Huitième Armée! C'est la Huitième Armée qui est revenue!

ACTE VI

SCÈNE I

Le début du printemps. La scène se passe (comme pour l'Acte 5, scène 2) sous l'arbre du village. Petite guérite de sentinelle sous l'arbre. Au-dessus de la porte de la guérite, on lit : « Résister au Japon et réduire le fermage. » Hou Tse sort de la guérite ; il porte un fusil. Il chante et la foule, derrière la scène, chante aussi.

HOU TSE.

CHANT.

Le premier tonnerre du printemps.
La première lumière dans le fossé.
Depuis que la Huitième Armée est là
Tous les pauvres se lèvent.
Continuer la résistance n'est plus difficile.
Nous établissons le nouveau pouvoir politique.
Le gouvernement fait réduire le fermage.
Nous tous, nous nous levons pour conduire nos propres affaires.

(*Parlé*) :

Maintenant, nous, les pauvres, sommes maîtres de l'État. Ta Shuei est devenu assistant du canton; en janvier dernier, après élections, oncle Chao a été nommé chef du village et Ta Suo directeur du Comité Agricole. Une dépêche officielle du canton est arrivée : elle ordonne de réduire le fermage, de faire les comptes et d'épurer Huang She Jen. Mais tous ne sont pas du même avis; certains ont peur de la « Diablesse blanche » comme ils disent. Ces jours-ci le directeur du Comité Militaire nous a recommandé d'être vigilants afin que les canailles ne viennent pas saboter notre travail. On dit que le canton va nous envoyer des gens qui nous dirigeront et procéderont à l'épuration; mais personne n'est encore arrivé.

(*Entrent oncle Chao et Ta Suo.*)

CHAO et TA SUO (*Ils chantent*) :

CHANT.

Il suffit que nous ayons la même volonté.
L'épuration réussira sûrement.
Notre gouvernement nous aidera.
Les gens du canton arriveront aujourd'hui.

CHAO. — Hou Tse!

HOU TSE. — Ah! Oncle Chao!... non... Chef du village! Ha! Ha!

TA SUO. — Hou Tse, as-tu vu les gars du canton?

HOU TSE. — Non.

TA SUO. — Hou Tse, nous désirons épurer Huang... Oseras-tu rler le premier?

HOU TSE. — Pourquoi n'oserais-je pas? Oui, je parlerai le emier. Il faut l'épurer tout de suite... Nous n'avons pas de temps perdre... Seulement tout le monde n'est pas courageux.

TA SUO. — Tu ne vois rien, là-bas?

HOU TSE. — Je crois que ce sont les gens du canton... Ho! a Shuei!...

CHAO. — Ta Shuei! Ta Shuei! (*Entrent le maire Chen et Ta Shuei.*) y a longtemps que nous t'attendions.

HOU TSE. — Notre maire Chen est là aussi. Parfait!

(*Tout le monde s'assied.*)

CHAO. — Vieux Chen, veux-tu fumer?

(*Il tend la pipe chinoise.*)

CHEN (*Il fume*). — Chef du village, quoi de neuf chez vous?

TA SHUEI. — Hou Tse, va te poster là-bas pour surveiller.

(*Hou Tse obéit.*)

TA SUO. — Huang répand de fausses nouvelles. Il répète par-out que le ciel va changer, que la Huitième Armée ne restera pas ongtemps ici et, ce qui est plus grave, que la Dame Blanche iendra tuer tout le monde et que tout sera bouleversé...

CHAO. — Lorsque quelqu'un est accusé d'agir contre Huang, elui-ci lui retire immédiatement sa terre... Maintenant, personne 'ose plus élever la voix contre lui... Et tout le monde a peur de la éesse Blanche.

HOU TSE. — Oncle Chao ils arrivent.

CHEN. — Nous allons les entendre.

(*Chang Eul et trois paysans entrent, portant des outils.*)

LES PAYSANS. — Notre maire! Ta Shuei!

TA SHUEI. — Chang Eul, vous alliez aux champs?

CHANG EUL. — Et toi, tu es là!

CHEN. — Asseyons-nous!

HOU TSE. — Nous n'avons pas encore obtenu la réduction du fermage et pourtant vous continuez à travailler?

PREMIER PAYSAN. — Qu'on le réduise ou non, ce qu'il y a c'est que nous ne pouvons pas laisser la terre inculte.

HOU TSE. — Li Shuen, Vieux Kio, aujourd'hui, nous avons décidé d'épurer Huang She Jen. Êtes-vous d'accord? Qu'en pensez-vous? Dites votre opinion devant notre maire. Ta Shuei, oncle Chao, oserez-vous l'épurer? Parlez. (*La foule baisse la tête et se tait.*) Je m'en doutais. Vous n'osez pas le combattre!

LI SHUEN (*Il chante.*)

CHANT.

Ce n'est pas que nous n'osons pas l'épurer
Mais si on nous retire notre terre
Nous ne pouvons plus vivre.
(*La foule. Elle chante :*)
Les riches, les pauvres, chacun a son destin.
La Déesse Blanche est très puissante.

HOU TSE. — Vous nous parlez toujours de la Déesse Blanche. Où donc est-elle?

LES PAYSANS. — Hélas, nous sommes bien forcés d'y croire.

CHEN. — Camarades! Expliquez-vous! Est-elle donc si terrible cette Déesse?

PREMIER PAYSAN. — Les offrandes déposées le jour, disparaissent la nuit. Vous voyez bien que la déesse existe.

DEUXIÈME PAYSAN. — Mou Jen She qui sait lire et écrire a dit qu'il est écrit dans le Livre de Divination : « La Déesse Blanche est très puissante et le peuple doit lui obéir... »

(*Le maire sort son carnet et note les propos du paysan. Ta Shuei lui parle à l'oreille.*)

HOU. — Voilà Mou Jen She!

CHEN. — Cachons-nous vite!

CHAO (*à la foule*). — Nous allons écouter ce qu'il va dire.

MOU JEN SHE (*Il regarde la foule avec inquiétude*). — Vous tous qui êtes ici, connaissez-vous la nouvelle?

LES PAYSANS. — Quelle nouvelle?

MOU JEN SHE. — Eh bien, la Déesse Blanche est apparue de nouveau. Elle a dit que le monde sera bouleversé avant que les

nouvelles pousses sortent de terre ; le peuple doit obéir à son destin et continuer à lui porter des offrandes afin qu'elle le protège.

(*Chang Eul va chercher Hou Tse et Ta Suo qui se placent derrière Mou Jen She.*)

La Huitième Armée va fondre comme neige au soleil.

TA SUO (*en colère*). — Mou Jen She, tu mens encore !

HOU TSE. — Va-t'en !

(*Ta Shuei, Chao et Chen sortent de leur cachette.*)

MOU JEN SHE (*surpris*). — Hé ! Monsieur le Directeur du Comité Agricole !

(*Il sort.*)

TA SUO (*à la foule*). — Ne le croyez pas ! Le gouvernement est pour nous ! Nous pourrons faire réduire les fermages et nous venger.

CHEN. — Camarades, c'est vrai ! Ne croyez pas ces bêtises ! Faites-moi confiance ! Ayons la même volonté, soyons unis, croyons en notre propre force et tous nos désirs seront réalisés !

CHANG EUL. — Avez-vous oublié le passé, les insultes les mauvais traitements ? Nous voulons nous venger ! (*à Ta Shuei.*) Nous ne devons pas oublier ce qu'il a fait de Hi Eul, morte si misérablement.

TA SHUEI. — Soyez calme, nous nous vengerons.

LES PAYSANS. — Que le fermage soit réduit et nous serons heureux.

CHANG EUL. — Que le fermage soit réduit, que nous soyons vengés et nous serons heureux.

CHEN. — Bien. Dans deux jours je vous apporterai des nouvelles.

(*La foule se retire. Ta Shuei parle à voix basse à Chang et lui demande d'encourager la foule à épurer Huang Jen She. Chang fait un signe d'approbation.*)

CHEN (*à Chao et à Ta Suo*). — Monsieur le Chef du village, Ta Suo ! Tout cela est clair, nous avons étudié la question à la mairie. La faute n'en est pas au peuple. Pour le mobiliser et faire la révolution, nous devons d'abord briser la superstition et savoir qui est cette Déesse Blanche. Huang She Jen a sûrement quelque chose à faire dans cette histoire... il nous met des bâtons dans les roues.

TA SHUEI. — Nous tirerons ça au clair. Demain, c'est le quinze du mois. Dès que les offrandes auront été déposées, le soir, nous...

(*Ils chuchotent.*)

CHEN. — Quelle est votre opinion?

CHAO et TA SUO. — D'accord.

CHEN. — Chef du village, soyez prudent!

CHAO. — Bien sûr ... (*à Hou Tse.*) Hou Tse, sois sur tes gardes Nous allons bientôt réaliser l'épuration, le jour de notre vengeance approche.

HOU TSE. — Oui. vous allez au village, Ta Shuei?

(*Ils sortent.*)

SCÈNE II

Le soir du même jour. Ta Shuei entre armé d'un fusil. Ta Suo l'accompagne avec une torche et un couteau. Tous les deux marchent à pas de loup.

TA SUO. — Nous sommes bientôt arrivés?

TA SHUEI. — Dépêche-toi.

(*Le temple. Sur le sable, les offrandes sont posées. La nuit est sombre.*

Ils se cachent. La veilleuse du temple brûle faiblement dans l'ombre. On entend le vent siffler.)

TA SUO (*un peu inquiet.*) — Ta Shuei, Ta Shuei!

TA SHUEI. — Chut!

(*Entre la « Déesse Blanche », elle regarde et, n'apercevant personne, se dirige vers les offrandes.*

TA SHUEI (*haut*). — Qui êtes-vous?

HI EUL (*surprise*). — Ha!

(*Ta Shuei tire un coup de feu; Hi Eul tombe, se relève et s'enfuit en courant.*)

TA SHUEI. — Elle est blessée, courons vite!

(*Ils sortent. Entre de nouveau Hi Eul, blessée au bras, elle traverse la scène et sort. Entrent Ta Suo et Ta Shuei.*)

TA SHUEI. — Des traces de sang! Nous allons pouvoir la suivre facilement.

TA SUO. — Comment a-t-elle disparu? Nous serions-nous séparés?

TA SHUEI. — Est-ce qu'il n'y a pas une lumière, là-bas?

TA SUO. — Je vois une grotte. J'entends un enfant pleurer.

TA SHUEI. — Oui (*Ils écoutent.*) Allume la torche!

(*Ils sortent. Ils se dirigent vers la grotte. — La grotte : Dans un coin, une lampe allumée. Dans un autre coin, du millet, du bois, des pommes de terre, des offrandes de toute sorte et des tissus rouges sur lesquels on lit « Celui qui demande, obtiendra ». Entre Hi Eul.*)

L'ENFANT (*couché sur un tas de feuilles sèches*). — Maman! Maman!

(*Voix à l'extérieur :*)

TA SHUEI. — C'est ici.

TA SUO. — Donne-moi la torche.

(*Ils entrent. Hi Eul veut prendre l'enfant dans ses bras mais n'en a pas le temps.*)

TA SHUEI (*visant Hi Eul*). — Êtes-vous une femme ou un diable?

TA SUO. — Répondez vite!

TA SHUEI. — Si vous ne répondez pas, je tire.

HI EUL. — Je...

L'ENFANT. — Maman...

TA SHUEI et TA SUO (*surpris*). — Ha!...

HI EUL (*à haute voix*). — Je suis un vivant; la famille Huang m'a rendue ainsi; elle a fait mourir mon père et m'a réduite à cette misère. Pourquoi dites-vous que je suis un diable? Que voulez-vous?

TA SHUEI. — D'où venez-vous? Quel est votre nom?

HI EUL. — Je suis du village de Yang Po. Je suis Hi Eul.

TA SUO et TA SHUEI. — Hi Eul!...

HI EUL. — Je me défendrai!

(*Elle se jette sur eux mais le feu éclaire leur visage; elle les reconnaît et s'évanouit.*)

L'ENFANT. — Maman, Maman!...

TA SUO et TA SHUEI. — Hi Eul, c'est Hi Eul!...

(*Ils la soulèvent, voient son bras blessé et lui font un pansement avec un mouchoir. Hi Eul revient à elle, ouvre doucement les yeux, regarde Ta Shuei.*)

TA SHUEI (*Il la regarde et ne peut contenir ses larmes. A Ta Suo*).— Cette fois-ci, nous savons tout. Ta Suo, va vite demander à Vieux Chen d'arrêter Huang She Jen et de préparer un rapport pour la sous-préfecture.

TA SUO. — Oui.

Ta Shuei. — Dis aussi à ma mère et à Chang Eul de préparer des vêtements pour le retour de Hi Eul.

Ta Suo. — J'y vais.

(Il sort.)

Ta Shuei (*à Hi Eul*). — Nous sommes venus te chercher... Tu vas revenir parmi nous.

Hi Eul. — Revenir ... (*Elle secoue la tête*).

Ta Shuei. — Le monde a changé Hi Eul. As-tu oublié l'Armée Rouge dont le vieux Chao nous avait parlé, autrefois? Elle est ici, maintenant. C'est la Huitième Armée. Elle est venue pour transformer notre vie, pour te venger.

Hi Eul. — Oh! la Révolution, la Révolution! La vengeance, la vengeance!...

(Ta Shuei ôte son manteau et le pose sur les épaules de Hi Eul. Il prend le bébé dans ses bras et aide Hi Eul à sortir de la grotte. Le ciel s'éclaircit peu à peu. On entend le gazouillis des oiseaux; le soleil, enfin, brille. On entend, venant de derrière la scène :)

Chant.

Le soleil s'est levé, le soleil brille.
Depuis dix mille ans le peuple souffre.
Aujourd'hui, il voit le soleil et chasse l'obscurité.
Où est notre Hi Eul qui nous a quittés depuis si longtemps?
Nous détruirons la grotte, nous sauverons Hi Eul.

(Le chemin de la montagne : Ta Suo marche devant Vieux Chen, Wang Ta Shen, Chang Eul et Vieux Chao pendant que les paysans chantent.)

Les paysans. — Où est Hi Eul?

Ta Suo. — Elle est là-bas, la voyez-vous?

Tous. — Hi Eul est de retour, Hi Eul est de retour!

(Ils l'entourent et la regardent.)

Wang Ta Shen et Chang Eul. — Hi Eul!

(Hi Eul les regarde puis soudain se jette dans les bras de Ta Shuei en pleurant. Tout le monde pleure; Chang Eul caresse les cheveux de Hi Eul.)

Chen. — Mes amis, ne soyons pas tristes. Nous avons retrouvé Hi Eul. Demain, nous organiserons une réunion afin de la venger. Au village, maintenant!

(Ils chantent :)

CHANT.

Amis, Camarades, ne pleurons pas.
La vieille société transformait les hommes en diables,
La société nouvelle transforme un diable en homme.
Sauvons nos sœurs qui sont dans la misère
Sauvons nos sœurs misérables!

(*Ils sortent.*)

SCÈNE III

Le lendemain matin. On entend des coups de gong. Voix qui crie : « La réunion est ouverte, la réunion est ouverte. Qu'on se réunisse devant la porte de la maison des Huang! »

Le peuple entre et emplit la scène.

UN PAYSAN (*frappant sur le gong*). — La réunion est ouverte! La réunion est ouverte!

LE PEUPLE (*Il chante*) :

CHANT.

Il faut venger un affront vieux de dix mille ans.
Il faut laver la honte vieille de dix mille ans.
Hi Eul a été transformée en diable;
Aujourd'hui nous l'avons ramenée parmi nous.
Il faut réduire les fermages qui écrasent le peuple.
Il faut que nous soit rendu ce qui a été trop perçu.
Les pauvres ne seront plus misérables.

(*Le peuple sort. Chant qui vient de derrière la scène.*)

CHANT.

Vous avez bu notre sang, nous avez fait couler notre sueur,
Vous nous avez fait payer tant de fermages,
Vous nous avez tant pillés,
Vous avez tué tant de monde,
Vous nous avez opprimés tant d'années.
Aujourd'hui nous voulons régler nos vieux comptes,
Nous voulons régler nos comptes.

(*Entre Hi Eul, habillée de vêtements très propres, un fichu couvre ses cheveux gris, son visage est pâle.*)

UN PAYSAN. — La réunion est ouverte depuis un bon moment. (*On entend au loin le bruit de la réunion.*)

CHANG EUL. — Hi Eul, quand tu seras à la réunion, n'aie pas peur. Dis toutes les souffrances que tu as endurées. Aujourd'hui, il faut parler.

UN AUTRE PAYSAN. — Chang Eul, on est en train de révéler, à la réunion, tout ce que Huang She Jen a fait. Il refuse d'avouer. Le maire vous demande d'aller là-bas tout de suite.

(*Ils sortent.*)

Devant la porte de la famille Huang. Chao, président de la réunion, est assis derrière une table. Ta Shuei et tous les autres sont là. Huang qui porte le deuil de sa mère est accroupi ainsi que Mou Jen She. D'un côté de la scène, la masse des paysans.)

LI SHUAN (*Il chante*) :

Pourquoi promettez-vous de réduire les fermages et ne le faites pas?

LES PAYSANS (*Ils chantent*) :

Pourquoi nous chassez-vous?

UN PAYSAN (*Il chante*) :

Pourquoi nous mentez-vous?

HOU TSE (*Il chante*) :

Pourquoi ne dites-vous rien?

LES PAYSANS (*Ils chantent*) :

Votre crime est grand comme le ciel (*bis*)

UNE PAYSANNE. — Huang She Jen, une année, il y a eu l'inondation. Vous avez obligé mon mari à réparer le fossé; il s'est noyé sous vos yeux. Je ne l'oublierai jamais.

UN VIEILLARD. — L'année dernière, je suis venu payer le fermage avec un peu de retard. Vous avez cassé une jambe à mon fils. Il est encore malade. Vous en souvenez-vous?

HOU TSE. — Je n'ai pas pu payer et vous m'avez confisqué ma terre. Vous en souvenez-vous?

UN PAYSAN. — Vous avez inventé le mensonge de la Déesse Blanche. Vous avez fait mourir Yang Pai Lao.

LES PAYSANS. — Répondez! Répondez!

TA SUO. — Une année, je ne pouvais pas payer toute ma dette. Vous m'avez pris mes semences, vous avez obligé Ta Shuei à quitter la famille, vous m'avez fait garder en prison pendent trois ans. Avez-vous oublié?

Un notable. — Huang She Jen, votre famille et moi sommes en relation depuis des générations. Je n'avais jamais pensé qu'il y eût dans la famille Huang quelqu'un de si méchant. Pourquoi n'avouez-vous pas?

Les paysans. — Répondez! Répondez!

Hou Tse. — Je vais appeler Hi Eul.

(*Il va pour sortir mais entre Hi Eul accompagnée de Chang Eul et de Wang Ta Shen.*)

Les paysans. — Nous voulons venger Hi Eul.

(*Huang et Mou Jen She regardent Hi Eul avec étonnement. Hi Eul les regarde, veut se jeter sur Huang mais les paysans l'en empêchent.*)

Les paysans. — Parlez, Hi Eul!

Hi Eul (*Elle chante*) :

Je parle... Je veux parler...
Il y en a tant... Je ne puis tout dire.
Huang She Jen, Huang She Jen!
Vous avez tué mon père, vous m'avez tellement meurtrie,
Même si je vous coupe en mille morceaux, ma colère ne sera pas apaisée.

(*Elle se jette sur Huang et veut le mordre, la foule l'en empêche.*)

Hi Eul (*Elle chante*) :

Cette année-là...

(*Elle éclate en sanglots et ne peut continuer.*)

Chang Eul et Hi Eul (*Elles chantent*) :

Cette année-là, le soir du trente décembre
Mou Jen She a voulu nous obliger à payer le fermage.
Pour si peu d'argent, il a fait mourir...

Hi Eul. — Mon père...

Chang Eul. — Le vieux Yang...

Les paysans. — Pour très peu d'argent vous avez commis un crime grand comme le ciel.

Ta Shuei. — Hi Eul, sois calme, parle.

Hi Eul (*Elle chante*) :

Le premier de l'An...

Chang Eul et Hi Eul (*Elles chantent*) :

Le premier de l'An vous avez enlevé Hi Eul,
Personne n'a osé dire quelque chose.
Elle est entrée, en deuil, dans la maison des Huang.

Elle a supporté tous les sévices.
Elle n'avait personne à qui parler.

LES PAYSANS. — Pour très peu d'argent vous avez commis un crime grand comme le ciel.

CHAO. — Comment Huang vous martyrisait-il? Il faut tout dire.

HI EUL (*Elle chante*) :

Huang She Jen, Huang She Jen...

CHANG EUL.

Huang She Jen avait de mauvais desseins.
Il a violé une innocente jeune fille.
Hi Eul a beaucoup pleuré; elle voulait se suicider,
Sans moi elle serait morte.

HI EUL. — Je serais morte.

LES PAYSANS. — Même si nous vous coupons en mille morceaux, nous ne pouvons assouvir notre colère...

HI EUL (*Elle chante*) :

A l'automne...

CHANG EUL et HI EUL (*Elles chantent*) :

A l'automne, j'étais enceinte de sept mois
J'avais honte, Huang She Jen pour se marier voulait...

HI EUL. — Me vendre.

CHANG EUL. — Vendre Hi Eul.

LES PAYSANS. — Même si nous vous coupons en mille morceaux, nous ne pouvons assouvir notre colère.

(*Ils se jettent sur Huang et Mou Jen She pour les frapper.*)

HI EUL (*Elle chante*) :

Grâce à Chang Eul j'ai pu me sauver de la maison des Huang.
Dans une grotte j'ai mis au monde ma petite fille.
Je mangeais des fruits et les offrandes du temple.
J'avais peur de voir le soleil et de regarder des gens.
J'ai passé cinq ou six ans dans la misère.
Je n'étais ni un diable ni un homme.
Je ne pensais pas qu'un jour...

WANG TA SHEN, CHANG EUL et HI EUL. — Sous le soleil, nous dévoilons la calomnie.

LES PAYSANS. — Pour très peu d'argent vous avez commis un crime grand comme le ciel. Même si nous vous coupons en mille morceaux, nous ne pouvons assouvir notre colère. Il faut que

Huang parle, que Mou Jen She parle. Avouez toutes vos mauvaises actions.

(On fait avancer Mou Jen She.)

MOU JEN SHE. — Camarades, tout ce que vous avez dit est vrai; et j'ai fait tout ce que Huang m'a ordonné.

HUANG. — Vieux Mou!

MOU JEN SHE. — Jeune Patron, tout le monde a une conscience. Cette fois ce n'est pas vous qui me donnez des ordres. Non, vous n'avez pas entendu la Déesse Blanche vous dire en rêve que la Huitième Armée serait chassée par les troupes du gouvernement.

LES PAYSANS. — Fusillons Huang She Jen.

TA SHUEI. — Tout est clair, maintenant, Huang. Avez-vous quelque chose à dire?

(Huang se tait.)

LE MAIRE. — Il n'a rien à ajouter. Qu'il appose ses empreintes sur le procès-verbal.

(Huang et Mou Jen She apposent leurs empreintes.)

LES PAYSANS. — Fusillons Huang She Jen!

TA SHUEI. — Camarades, nous connaissons la vérité; nous punirons selon votre jugement, selon les lois. Notre maire a encore quelque chose à nous dire.

LE MAIRE. — Camarades, dans notre nouvelle société le tribunal punit les coupables de mauvaises actions. Vous avez très bien jugé. Je représente le gouvernement et j'approuve votre jugement. Quels sont les crimes commis par Huang? Main-mise arbitraire sur des biens, meurtre, viol! Notre nouvelle société ne permet pas à quelqu'un d'accomplir des actes inhumains. Cet homme est un criminel. Que mérite-t-il?

TOUS. — D'être fusillé!

LE MAIRE. — Nous allons le conduire à la sous-préfecture. Nous le punirons comme vous le désirez.

(On ligote Huang.)

LES PAYSANS. — Comment punirons-nous Mou Jen She?

LE MAIRE. — Nous l'emmenons aussi à la sous-préfecture. Il sera puni de manière exemplaire.

LES PAYSANS. — Hi Eul, que fait-on pour elle?

LE MAIRE. — Hi Eul? Elle pourra habiter dans la maison des Huang, elle recevra vingt arpents de terre et dix tains [1] de nourriture.

1. Mesure chinoise.

TOUS. — Très bien!

(*Ils applaudissent.*)

LE MAIRE. — D'autre part, si quelques-uns parmi vous ont eu à souffrir des Huang ou ont été dépossédés de leurs terres, nous réglerons cela aussi. Vos terres vous seront rendues, vos fermages vous seront remboursés.

TOUS. — Très bien! Très bien!

HOU TSE. — J'approuve la décision du gouvernement.

TOUS. — Nous approuvons la décision du gouvernement.

UN PAYSAN. — Je défends la démocratie contre les Japonais.

TOUS. — Nous défendons la démocratie en résistant au Japon; maintenant nous sommes les maîtres. Vive le Parti Communiste Chinois!

(*Huang est emmené hors de la scène.*)

TOUS (*Ils chantent*) :

Il faut diminuer les droits de fermage.
Nous avons vengé l'affront de dix mille ans.
Nous avons dénoncé le mensonge de dix mille ans.
Aujourd'hui la vie est meilleure,
Aujourd'hui nous voyons le ciel bleu.

FIN

HO KING YE et TING YI.

(*Traduit du chinois par Gilbert Meyer.*

Le Gérant : Francis JEANSON.

Imprimerie CHANTENAY, Paris. — Août-Septembre 1953
Dépôt légal : 3e trimestre 1953